

Carrefours

d'histoires européennes

Perspectives multiples sur cinq moments de l'histoire de l'Europe



Council of Europe Publishing
Editions du Conseil de l'Europe

Carrefours d'histoires européennes

Perspectives multiples
sur cinq moments
de l'histoire de l'Europe

Version anglaise:

Crossroads of European histories – Multiple outlooks on five key moments in the history of Europe

ISBN-10: 92-871-6031-7

ISBN-13: 978-92-871-6031-7

Les vues exprimées dans cet ouvrage sont de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.

Tous droits réservés. Aucun extrait de cette publication ne peut être traduit, reproduit ou transmis, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit – électronique (CD-Rom, internet, etc.), mécanique, photocopie, enregistrement ou de toute autre manière – sans l'autorisation préalable écrite de la Division de l'information publique et des publications, Direction de la communication (F-67075 Strasbourg Cedex ou publishing@coe.int).

Couverture: Atelier de création graphique du Conseil de l'Europe

Editions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
<http://book.coe.int>

ISBN-10: 92-871-6077-5

ISBN-13: 978-92-871-6077-5

© Conseil de l'Europe, février 2007
Imprimé en Belgique

Préface

Robert Stradling, directeur de la publication

Lorsque nous avons commencé, en 2002, à préparer les cinq conférences à l'occasion desquelles les communications reproduites dans le présent ouvrage ont été présentées, nous avons deux grands objectifs. Nous voulions tout d'abord prendre comme point de départ la chute du communisme en URSS et en Europe centrale et orientale, et les événements qui l'ont suivie, en particulier l'éclatement de l'Union soviétique en quinze pays indépendants, le «divorce de velours» entre les Tchèques et les Slovaques en 1993, et les conflits violents qui ont entraîné la fragmentation de la Yougoslavie. La transition engagée en 1989 a-t-elle marqué la fin d'une époque? Les historiens continuent d'en débattre. En revanche, il semble établi que les changements survenus en Europe centrale et orientale dans les années 1990 ne découlent pas simplement de la fin de la guerre froide, mais qu'ils reflètent des évolutions et des aspirations plus anciennes, qui se sont développées au cours des deux siècles précédents.

Cette longue période a été caractérisée par des tentatives répétées et plus ou moins fructueuses pour convertir des idées et des idéologies en actions et en structures sociales et politiques. Elle a aussi été marquée par une série d'affrontements imbriqués, souvent violents et sanglants, entre ces différentes idées et idéologies: monarchie absolue contre souveraineté du peuple; autocratie et dictature contre gouvernement constitutionnel; empires multiethniques contre revendication de l'autodétermination nationale; équilibre des pouvoirs contre sécurité collective; communisme contre capitalisme; totalitarisme contre démocratie libérale.

Le point de départ le plus évident pour notre entreprise était peut-être la Révolution française, mais les célébrations du bicentenaire en 1989 avaient donné lieu à une pléthore de publications en diverses langues. Aussi, après réflexion, avons-nous décidé de prendre comme point de départ les révolutions de 1848 et comme point d'arrivée 1989. A première vue, le choix de 1848 peut paraître surprenant. En moins de deux ans, en effet, l'ordre ancien avait été restauré et l'Empire des Habsbourg, qui semblait moribond au printemps 1848, avait retrouvé sa puissance en Europe centrale et en Italie du Nord, tandis qu'ailleurs l'ordre ancien avait également été rétabli grâce au conservatisme de la paysannerie, aux divisions internes dans les rangs des forces révolutionnaires, à l'inquiétude croissante inspirée aux classes moyennes par l'agitation et les troubles sociaux, et à la crainte ressentie par beaucoup de voir s'installer le règne de la terreur comme au lendemain de la Révolution française. Toutefois, le retour à l'ordre ancien ne signifiait pas que rien n'avait changé. A partir de ce moment, des partis politiques et des mouvements sociaux n'ont cessé de se former et de gagner des adhérents, s'identifiant progressivement aux différentes classes sociales, tandis que les femmes de toutes origines sociales se politisaient de plus en plus et que des journaux à grande diffusion se mettaient au service de causes politiques.

Parallèlement, le «génie du nationalisme», libéré par la Révolution française puis conceptualisé par le mouvement romantique au début du XIX^e siècle, devint une

cause populaire en 1848 et ne rentra jamais dans son flacon, mais, bien au contraire, sortit peu à peu du cercle des élites pour devenir une idéologie capable de mobiliser les masses.

Après avoir défini nos paramètres, nous avons entrepris d'identifier d'autres moments clés au cours des cent quarante années auxquelles s'intéressaient le projet et les conférences organisées dans ce cadre. Les candidats ne manquaient pas, non plus que les partisans de telle ou telle des dates charnières proposées. En définitive, les organisateurs ont retenu trois autres événements de l'histoire européenne récente qui, selon nous, aident à comprendre les évolutions capitales observées au cours des quinze dernières années du XX^e siècle. Il s'agit des guerres balkaniques de 1912-1913, des conférences de paix et de la restructuration de l'Europe de 1919, et enfin de la restructuration de l'Europe et du développement de la guerre froide à partir de 1945.

Les événements consécutifs aux deux guerres mondiales se sont pour ainsi dire imposés d'eux-mêmes. L'idée «wilsonienne» d'autodétermination nationale avait fait naître des espoirs en Europe centrale et orientale mais, alors que se formaient de nouveaux Etats-nations, d'autres minorités perdaient leurs illusions. Beaucoup des nouveaux Etats étaient en proie à des divisions internes qui sont réapparues dans les années 1930 et 1940, puis de nouveau après 1989. Dans d'autres pays, la démocratie s'est avérée une pousse fragile, rapidement broyée par les forces autoritaires. Cependant, les changements intervenus en 1919 ont aussi déterminé les grands développements politiques aux niveaux international et national pendant les soixante-dix années qui ont suivi: l'avènement des Etats-Unis et du Japon en tant que puissances mondiales; la méfiance grandissante entre la Russie et les puissances occidentales; les aspirations irrédentistes des nations vaincues; l'attraction de nombre d'Occidentaux pour le socialisme et, parallèlement, la peur inspirée à beaucoup d'autres par l'expansion du bolchevisme; les revendications récurrentes d'indépendance de la part de minorités nationales et religieuses; le désir idéaliste de trouver une voie à même d'assurer la sécurité collective et une paix durable, se heurtant aux réalités politiques et aux intérêts nationaux des pays plus puissants.

Bien que l'on puisse soutenir que la seconde guerre mondiale a été le point culminant d'un conflit qui opposait les grandes puissances sous diverses formes depuis le milieu du XIX^e siècle et que les divisions internes qui se dessinaient dès 1919 dans certains Etats comme la Yougoslavie ont dégénéré en guerres civiles, on peut aussi faire valoir que, malgré les tensions créées par la division de l'Europe en deux camps, une sorte d'équilibre des pouvoirs s'est établi, imposé par les deux superpuissances qui, pendant une quarantaine d'années, ont maintenu le couvercle sur les problèmes de minorités et les conflits de frontière qui avaient empoisonné l'Europe centrale et orientale pendant une grande partie de la première moitié du XX^e siècle.

C'est dans cette perspective que nous avons choisi les guerres balkaniques de 1912-1913 comme cinquième période critique sur les cent cinquante dernières années. La crise des Balkans de 1908-1914 s'expliquait en grande partie par la montée des nationalismes dans la région et par l'affaiblissement de l'Empire ottoman. Les tensions

qui ont resurgi au début de la seconde guerre mondiale ont déterminé dans une large mesure la décision des différents groupes nationaux d'apporter leur soutien aux Alliés ou aux puissances de l'Axe. Après une période de calme et de stabilité apparents pendant la guerre froide, les mêmes questions nationales et religieuses ont refait surface dans la Yougoslavie fédérale ainsi qu'entre la Serbie et l'Albanie dans les années 1990.

Soulignons ici que notre intention a toujours été, avec ces cinq années clés – 1848, 1913, 1919, 1945 et 1989 –, de choisir des moments emblématiques des grandes évolutions historiques. Ainsi avons-nous escompté que les historiens qui se pencheraient sur les guerres balkaniques ne se limiteraient pas aux années 1912 et 1913, mais rechercheraient probablement leurs origines au moins jusqu'en 1878, voire antérieurement. De même, nous avons supposé que ceux qui étudieraient les événements de 1989 en Europe centrale et orientale remonteraient à l'ère Brejnev et à l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, puis examineraient les développements survenus au début de l'ère postcommuniste dans les années 1990.

Notre deuxième grand objectif, lorsque nous avons préparé les cinq conférences et la publication de cet ouvrage, était d'encourager la «multiperspectivité». Ce terme, employé dans les documents du Conseil de l'Europe sur l'enseignement de l'histoire depuis le début des années 1990, témoigne d'une volonté de s'écarter d'une approche narrative globale de l'histoire européenne au profit d'une multiplicité de narrations imbriquées. Pour encourager cette démarche, nous avons invité les historiens à présenter des communications reflétant différentes perspectives nationales sur les mêmes événements et courants historiques, et, dans le cadre de tables rondes, à débattre entre eux et avec les autres participants de la variété des points de vue – nationaux et historiographiques. Il n'a pas été possible d'inclure ces discussions dans la présente publication, mais elles ont largement orienté la structure et le contenu du CD-Rom qui constitue la deuxième grande composante de ce projet du Conseil de l'Europe.

Enfin, je voudrais exprimer ma gratitude aux auteurs qui ont contribué à cet ouvrage, non seulement pour leurs textes, mais aussi pour les débats passionnés qu'ils ont menés pendant les conférences. Je me souviendrai encore longtemps de la simulation de la crise bosniaque de 1998 à laquelle s'est livré un groupe d'éminents historiens venus de toute l'Europe: ce fut une expérience éclairante et stimulante, et de surcroît très amusante. On trouvera sur le CD-Rom les notes sur le contexte historique, les cartes de rôle et les règles du jeu de simulation. Je tiens aussi à remercier chaleureusement les ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation de la France, de l'Allemagne (ainsi que l'Institut Georg-Eckert à Brunswick), de la Grèce, de la Hongrie et de l'Ukraine qui nous ont aidés à organiser les cinq conférences. Pouvoir se réunir dans le palais de Livadia pour débattre de la conférence de Yalta ou à Sèvres pour discuter des traités de paix de 1919-1921 était une chance et une expérience uniques que tous les participants ont vivement appréciées.

Sommaire

Les auteurs	5
Avant-propos.....	7

PARTIE I – 1848 dans l’histoire européenne

Introduction à l’année 1848.....	11
Chapitre 1 La dimension européenne en 1848: de la démocratie à l’Etat-nation <i>Dieter Langewiesche</i>	13
Chapitre 2 La vision française de l’Europe en 1848 <i>Pierre Barral</i>	23
Chapitre 3 L’Allemagne et la monarchie des Habsbourg (1848-1849) <i>Wolfram Siemann</i>	33
Chapitre 4 La révolution hongroise de 1848 et ses conséquences <i>Peter Bihari</i>	47
Chapitre 5 La révolution de 1848 dans les principautés roumaines: continuité et discontinuité <i>Carol Capita, Alin Ciupala et Maria Ochescu</i>	61
Chapitre 6 Liberté et unité: un mariage impossible. Les fêtes publiques du centenaire de «1848» en Allemagne <i>Rainer Riemenschneider</i>	69

PARTIE II – 1912-1913 dans l’histoire européenne

Introduction à l’année 1913.....	79
Chapitre 7 Les grandes puissances et les Balkans: 1878-1914 <i>Ioannis Koliopoulos</i>	81
Chapitre 8 Les répercussions des guerres balkaniques de 1912-1913 sur la vie quotidienne des civils <i>Helen Gardikas-Katsiadakis</i>	91
Chapitre 9 Les guerres balkaniques: évaluations et prévisions du service de renseignements de l’armée russe <i>Arutyun Ulunyan</i>	103

Chapitre 10	Les guerres balkaniques dans l'historiographie et les manuels bulgares récents <i>Ivan Ilchev</i>	113
Chapitre 11	Les guerres balkaniques de 1912-1913: le point de vue turc <i>Halil Berktaş</i>	123
Chapitre 12	Les guerres balkaniques de 1912-1913: le point de vue autrichien <i>Karl Kaser</i>	135

PARTIE III – 1919 dans l'histoire européenne

	Introduction à l'année 1919.....	153
Chapitre 13	Le lendemain de la Grande Guerre: la France et les Français en 1919 <i>Jean-Jacques Becker</i>	155
Chapitre 14	La République de Weimar: le poids de la Grande Guerre <i>Gerd Krumeich</i>	161
Chapitre 15	Images de défaite: la Hongrie après la guerre perdue, les révolutions et le traité de paix de Trianon <i>Peter Bihari</i>	169
Chapitre 16	De l'équilibre des forces à la sécurité collective? La Société des Nations et la diplomatie internationale <i>Alan Sharp</i>	177
Chapitre 17	Les Yougoslaves à la conférence de paix de Paris et l'héritage de la première guerre mondiale <i>Tvrtko Jakovina</i>	191
Chapitre 18	La Grande Guerre et le traité de Neuilly-sur-Seine – Héritage réel et imaginaire dans le débat public en Bulgarie <i>Ivan Ilchev</i>	203
Chapitre 19	L'image de la femme de 1914 à 1920: mythes et réalités <i>Ruth Tudor</i>	211
Chapitre 20	1919: la dimension globale <i>Odd Arne Westad</i>	225
Chapitre 21	La Grande Guerre: une rupture culturelle? <i>Dimitri Vezyroglou</i>	231

PARTIE IV – 1945 dans l’histoire européenne

	Introduction à l’année 1945.....	243
Chapitre 22	La conférence de Yalta et l’émergence de la guerre froide <i>Odd Arne Westad</i>	245
Chapitre 23	Yalta, Potsdam et l’émergence de la guerre froide: la vision du Royaume-Uni au vu des récentes recherches <i>Martin McCauley</i>	255
Chapitre 24	La conférence de Crimée et les origines de la guerre froide <i>Alexander Chubaryan</i>	267
Chapitre 25	Yalta, dans la perspective polonaise <i>Włodzimierz Borodziej</i>	277
Chapitre 26	Yalta, Potsdam et l’émergence de la guerre froide: la vision de l’Allemagne au vu des récentes recherches <i>Wolfgang Benz</i>	287
Chapitre 27	Une vision ukrainienne <i>Mikhailo Kyrsenko</i>	297

PARTIE V – 1989 dans l’histoire européenne

	Introduction à l’année 1989.....	305
Chapitre 28	1989: rétrospectivement, l’année des miracles <i>Jussi Hanhimäki</i>	307
Chapitre 29	1989: la fin de la guerre froide et l’éclatement consécutif de l’Union soviétique <i>Alexei Filitov</i>	323
Chapitre 30	Héros, «passés», protagonistes et population – La Hongrie en 1989 <i>Janos Rainer</i>	337
Chapitre 31	L’histoire de la chute du communisme – Chantier des sciences sociohumaines <i>Lavinia Beta</i>	347
Chapitre 32	La réaction des Etats-Unis face aux événements de 1989 <i>Wolfgang Krieger</i>	355

Chapitre 33	La réunification de l'Allemagne <i>Manfred Görtemaker</i>	369
Chapitre 34	L'émergence des différences nationales, 1989-1992: l'éclatement de la Tchécoslovaquie <i>Jan Rychlík</i>	387
Chapitre 35	Médias, partis et transition politique: approches contrastées de disciplines jumelles <i>Zsolt Enyedi</i>	401

Les auteurs

Professeur Pierre Barral, Département d'histoire, université Paul-Valéry, Montpellier, France

Professeur Jean-Jacques Becker, université de Paris X-Nanterre et président du Centre de recherche de l'Historial de Péronne sur la Grande Guerre, France

Professeur Wolfgang Benz, Université technologique, Berlin, Allemagne

Professeur Halil Berktaş, Département d'histoire, faculté des arts et des sciences sociales, université Sabancı, Istanbul, Turquie

Professeur Lavinia Betea, Département des sciences politiques, université de Bucarest, Roumanie

D^r Peter Bihari, historien, Budapest, Hongrie

Professeur Włodzimierz Borodziej, Institut d'histoire, université de Varsovie, Pologne

D^r Carol Capita, faculté d'histoire, université de Bucarest, Roumanie

Professeur d'académie Alexander Chubaryan, Institut d'histoire universelle, Académie russe des sciences, Moscou, Fédération de Russie

D^r Alin Ciupala, faculté d'histoire, université de Bucarest, Roumanie

D^r Zsolt Enyedi, Département des sciences politiques, université d'Europe centrale, Budapest, Hongrie

Professeur Alexei Filitov, Institut d'histoire universelle, Académie russe des sciences, Moscou, Fédération de Russie

D^r Helen Gardikas-Katsiadakis, Centre de recherche pour l'étude de l'histoire moderne grecque, Académie d'Athènes, Grèce

Professeur Manfred Görtemaker, Département d'histoire, université de Potsdam, Allemagne

Professeur Jussi Hanhimäki, Département d'histoire internationale et des études politiques, Institut supérieur des études internationales, Genève, Suisse

Professeur Ivan Ilchev, Département d'histoire, université de Sofia, Bulgarie

D^r Tvrtko Jakovina, Département d'histoire, université de Zagreb, Croatie

Professeur Karl Kaser, Département d'histoire, université de Graz, Autriche

Carrefours d'histoires européennes

Professeur Ioannis Koliopoulos, Département d'histoire moderne, université Aristote, Thessalonique, Grèce

Professeur Wolfgang Krieger, Département d'histoire, université Philipps, Marburg, Allemagne

Professeur Gerd Krumeich, Département d'histoire, université Heinrich-Heine, Düsseldorf, Allemagne

Professeur Mikhaïlo Kyrsenko, Département d'histoire, université nationale, Kiev, Ukraine

Professeur Dieter Langewiesche, Département d'histoire, université de Tübingen, Allemagne

D^r Martin McCauley, Département des études slaves et d'Europe centrale, université de Londres, Royaume-Uni

M^{me} Maria Ochescu, ministère de l'Education, Valcea, Roumanie

D^r Janos Rainer, Directeur de l'Institut pour l'histoire de la révolution hongroise de 1956, Budapest, Hongrie

D^r Rainer Riemenschneider, historien, Institut Georg-Eckert, Centre international de recherches sur les manuels scolaires, Braunschweig, Allemagne

Professeur Jan Rychlik, faculté des arts, Institut de la République tchèque, université Charles, Prague, République tchèque

Professeur Alan Sharp, Département d'histoire et des affaires internationales, université d'Ulster, Royaume-Uni

Professeur Wolfram Siemann, Département d'histoire, université de Munich, Allemagne

D^r Robert Stradling, conseiller de projet et éditeur, université d'Edimbourg, Royaume-Uni

D^r Ruth Tudor, historien, Royaume-Uni

Professeur Arutyun Ulunyan, Institut d'histoire universelle, Académie russe des sciences, Fédération de Russie

Professeur Dimitri Vezyroglou, université de Paris-I, France

Professeur Odd Arne Westad, Département d'histoire internationale, Ecole d'économie de Londres, Londres, Royaume-Uni

Avant-propos

Le 31 octobre 2001, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté la Recommandation Rec(2001)15 relative à l'enseignement de l'histoire en Europe au XXI^e siècle.

Résultat d'une longue série de travaux et de projets mis en œuvre par le Conseil de l'Europe dès le début des années 1950 dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, ce texte était lors de son adoption, et est resté jusqu'aujourd'hui, le seul instrument de cette nature en Europe.

La recommandation aborde différentes questions, notamment les contenus des programmes, les méthodes d'apprentissage, la formation des enseignants, l'utilisation des nouvelles technologies, mais surtout il définit clairement quels devraient être les objectifs de l'enseignement de l'histoire au XXI^e siècle.

Deux objectifs majeurs sont particulièrement soulignés:

- l'enseignement de l'histoire occupe une place essentielle dans la formation d'un citoyen responsable et actif, tolérant, ouvert sur l'autre et respectueux des différences de toute nature au sein d'une société démocratique;
- l'enseignement de l'histoire doit permettre de développer chez les élèves la capacité intellectuelle d'analyser et d'interpréter l'information de manière critique et responsable à travers le dialogue, la recherche des faits historiques et grâce à un débat ouvert fondé sur une vision plurielle, en particulier sur les questions controversées et sensibles.

En lançant en 2002 le projet «La dimension européenne dans l'enseignement de l'histoire», le Comité de l'éducation a souhaité mettre à la disposition des formateurs d'enseignants, des enseignants et des élèves un ensemble de ressources relatives à un certain nombre d'événements historiques, de propositions de méthodologies et d'exemples d'approches multiples; cela afin de permettre en particulier aux professeurs de traduire dans leur pratique pédagogique les principes généraux contenus dans la Recommandation Rec(2001)15.

La mise en œuvre de ces principes généraux suppose en particulier que soit introduit et développé le concept de «multiperspectivité» dans la présentation des moments d'événements ou de faits historiques.

Tout événement historique, en effet, quel qu'il soit, peut faire l'objet d'approches différentes, de conceptions convergentes ou divergentes, ou d'interprétations particulières selon le point de vue, l'objectif poursuivi, le contexte historique et politique de ceux qui les expliquent, les décrivent ou les présentent.

Il s'agit non seulement de différences ou de nuances dans l'exposé et l'interprétation des faits du point de vue national, mais aussi de différences liées à la philosophie ou à la conception de l'histoire, à l'évolution continue de la recherche, à l'évolution des conceptions dans le temps, des contextes et des points de vue propres à certains groupes sociaux.

Ce concept a fait l'objet de nombreuses réflexions et analyses dans le cadre des travaux antérieurs dont les conclusions figurent dans le manuel *La multiperspectivité dans l'enseignement de l'histoire*, rédigé par Robert Stradling, conseiller de projet.

Le résultat final du projet est composé de trois éléments étroitement liés: l'ensemble des contributions présentées lors des conférences qui ont eu lieu sur cinq moments clés de l'histoire récente de l'Europe, un DVD présentant des documents originaux relatifs à ces cinq dates et un manuel pratique pour l'utilisateur.

Le présent ouvrage «Carrefours d'histoires européennes – Perspectives multiples sur cinq moments de l'histoire de l'Europe» constitue le premier élément. Les contributions présentées lors des cinq conférences ne permettent évidemment pas une exhaustivité de points de vue et ne représentent que quelques exemples que l'enseignant pourra bien sûr enrichir.

Ces contributions ne reflètent pas non plus la position officielle des Etats dont les auteurs sont originaires, ni celle du Conseil de l'Europe. C'est pourquoi dans leur diversité elles n'engagent que leurs auteurs.

Cet ouvrage n'a donc pas de finalité en tant que tel et n'a de sens qu'en étant utilisé conjointement avec les deux autres instruments (DVD, manuel pédagogique) dans la préparation d'un cours ou d'une leçon. Il implique aussi que, compte tenu du programme, des objectifs pédagogiques, des ressources et des moyens mis à la disposition des enseignants, des ajouts et des recherches complémentaires soient faites.

Ces instruments sont mis à la disposition des acteurs de l'enseignement de l'histoire afin de les aider dans la mise en œuvre des objectifs fixés par la Recommandation Rec(2001)15. Ils ne mettent pas en cause les prérogatives des Etats membres dans la définition des programmes d'histoire. Les outils ici proposés n'ont pas pour vocation de remplacer les manuels d'histoire des curriculums respectifs. Ils constituent des sources complémentaires.

Dans les débats en cours sur l'enseignement de l'histoire dans la plupart des Etats membres, la méthodologie et l'approche plurielle retenues ici devraient néanmoins permettre d'enrichir la recherche de voies nouvelles.

Cet ouvrage permettra également à l'enseignement de l'histoire – ainsi que le souligne la recommandation – de jouer un rôle de réconciliation, de reconnaissance, de compréhension et de confiance mutuelle entre les peuples, et de contribuer à une construction européenne librement consentie, fondée sur un patrimoine historique et culturel commun enrichi de ses diversités, même dans ses aspects conflictuels et parfois dramatiques.

PARTIE I

1848 dans l'histoire européenne

Introduction à l'année 1848

1848 est une année mouvementée. En février, le Manifeste du parti communiste est publié. Une épidémie de choléra, causée par l'ingestion d'eau contaminée, s'étend à toute l'Europe et fait de nombreuses victimes, adultes et enfants, déjà affaiblis par deux années de maigres récoltes. On assiste aussi à la fin brutale de la servitude et d'autres manifestations du féodalisme dans pratiquement toute l'Europe centrale et orientale. Mais 1848 reste avant tout «l'année des révolutions», le peuple montant aux barricades en France, dans les Etats allemands et italiens, en Autriche, en Hongrie et dans presque toute l'Europe centrale et orientale.

Ces soulèvements n'arrivent pas par surprise. Les trois décennies précédentes ont déjà été marquées par des vagues d'agitation politique, de troubles civils et de rébellions en différents points du continent. Le Portugal, Naples et l'Espagne ont connu des coups d'Etat militaires et des guerres civiles. En 1821, les Grecs se sont soulevés contre la domination ottomane et ont fini par obtenir leur indépendance en 1829. Cette même année, l'Empire ottoman a été contraint d'accorder l'autonomie à la Serbie et aux principautés danubiennes. La révolution de 1830, en France, a entraîné des manifestations à Bruxelles et conduit la Belgique à proclamer son indépendance. De son côté, la Pologne est en proie à des troubles populaires, réprimés par les troupes russes. En octobre 1847, Metternich commente en ces termes la situation en Europe: «Je suis un vieux médecin, je sais faire la différence entre une affection passagère et un mal mortel... nous en sommes rendus à ce stade.» Quatre mois plus tard, d'autres pensent, comme lui, que le glas sonne pour le vieil ordre européen.

Pourtant, à peine un an plus tard, les vieilles forces conservatrices sont de retour au pouvoir. L'historien britannique G. M. Trevelyan décrira plus tard l'année 1848 comme un virage «que l'Europe n'a pas su prendre». Les révolutions de 1848 n'en ont pas moins laissé des traces dont l'impact s'est fait sentir durablement dans pratiquement toute l'Europe. La restauration du pouvoir des Habsbourg n'a pas complètement mis fin aux aspirations nationalistes des peuples qui composaient leur Etat, constitué d'une multitude de nations et de langues. L'idée de l'unification n'allait plus quitter les Etats italiens et allemands. Même les monarchies les plus traditionnelles commencent à reconnaître que des réformes constitutionnelles sont nécessaires.

De plus, dans tous les pays où des révolutions ont eu lieu, la culture politique commence à se transformer. Nombre d'individus y ont acquis une conscience politique et s'organisent en partis politiques, en syndicats et en associations professionnelles, chargés de défendre leurs intérêts. Les femmes sont plus nombreuses à s'engager dans la vie publique. De plus en plus, des liens se nouent entre partis politiques et classes sociales, et la presse politique connaît un essor rapide. Dans certains pays, le paysage

politique va se trouver remodelé pour plus d'un siècle, certains secteurs de la société restant radicaux ou conservateurs, comme ils l'étaient en 1848. En fin de compte, les révolutions de 1848 ont contribué à établir l'ordre du jour politique et social d'une grande partie de l'Europe pour le reste du XIX^e siècle et au-delà.

Chapitre 1

La dimension européenne en 1848: de la démocratie à l'État-nation

Dieter Langewiesche

C'est en grande pompe que l'on a célébré il y a cinq ans le 150^e anniversaire de la révolution de 1848. L'Allemagne, notamment, s'est distinguée par son enthousiasme festif, mais aussi par le caractère commercial des manifestations organisées à cette occasion. Du «*Heckerhut*», cousin germain du bonnet phrygien, au «vin des mutins», de la «randonnée de la révolution» à la bière brassée selon une recette de 1848, rien n'y manquait.

L'actuel regain de popularité de la révolution de 1848 contraste vivement avec le peu d'intérêt qu'elle a suscité au XIX^e siècle, où elle était injustement considérée comme un simple soulèvement bourgeois ayant échoué. Certes, la révolution n'a pas atteint les objectifs qu'elle s'était fixés dans plusieurs pays d'Europe, mais elle a néanmoins profondément influencé le cours des choses. On peut affirmer que la révolution de 1848 marque un tournant dans l'histoire de l'Europe, un tournant que deux aspects peuvent expliquer: la démocratisation et le nationalisme.

Pour saisir toute l'ampleur des événements de l'époque, nous devons tout d'abord nous pencher sur l'horizon d'informations dont disposaient alors les Européens, et sur son élargissement spectaculaire.

L'eupéanisation de l'information

La révolution, mais aussi la répression de la révolution et la contre-révolution ont créé une unité européenne qui n'existait pas avant 1848. Le continent européen est ainsi devenu un espace unique de communication et d'action, un espace d'information d'une densité sans précédent, balayant les frontières géographiques, sociales et politiques, ainsi que les barrières qui tenaient traditionnellement les femmes à l'écart de l'espace public masculin. Sous l'effet de la révolution, les possibilités d'information se sont brusquement améliorées pour l'ensemble de la population, gagnée par la soif de savoir. Jamais auparavant un réseau d'information aussi dense n'avait couvert l'Europe. L'information était désormais, en principe, accessible à tous.

L'eupéanisation de l'information permet la révolution de l'Europe. Le signal est donné par les émeutes de février 1848 à Paris, qui créent un public européen. Dans toutes les régions d'Europe, les regards se tournent vers Paris, ce «cœur éternel de

l'Europe» comme l'écrivait Fanny Lewald. Dès que se répandent les premières informations sur l'insurrection de février, cet écrivain allemand se rend à Paris pour assister aux événements (Lewald, 1969, p. 7). La capitale européenne de la révolution est le point de convergence de tous les espoirs et de toutes les craintes, des révolutionnaires comme de leurs adversaires. Quatre mois seulement après la victoire de la révolution politique de février, la révolution sociale signe son échec en juin 1848. L'une et l'autre, la victoire et l'échec, sont des événements importants pour l'Europe tout entière.

Si Paris donne le signal, les révolutions qui se développent partout en Europe ont toutefois des causes et des visées différentes, même si la trame en est identique. Elles ont en commun deux objectifs principaux: premièrement, démocratiser l'ordre politique et l'ordre social; deuxièmement, instaurer l'autodétermination nationale dans les pays européens qui ne sont pas encore organisés en Etats-nations – c'est-à-dire, à l'époque, dans la plupart des sociétés européennes. Les forces à l'œuvre dans ces deux domaines se soutiennent mutuellement, hormis dans les régions réclamées par plusieurs nations, où elles s'opposent violemment. Démocratisation et nationalisme, ces deux grands espoirs de 1848, fondent ainsi une Europe qui prend conscience de son identité par-delà les frontières, font naître un espace public européen, établissent un espace d'information à l'échelle du continent. Parallèlement, l'Europe révolutionnaire aspire à une Europe de nations, d'Etats-nations. Démocratisation et nationalisme sont deux objectifs qui se complètent mais deviennent rapidement contradictoires.

1848: une série de révolutions constitutionnelles

Qu'entend-on par «démocratisation» en 1848?

Tous les mouvements révolutionnaires ont pour principales revendications la démocratisation et la parlementarisation de l'Etat. La question de savoir quelle doit être la profondeur des réformes donne lieu en revanche à d'âpres discussions sur l'ordre constitutionnel de l'avenir. La polémique culmine dans la polarisation autour de deux symboles: république d'un côté, monarchie parlementaire de l'autre. Le débat finit par diviser les mouvements révolutionnaires en deux camps farouchement opposés.

La première moitié du XIX^e siècle a vu la monarchie constitutionnelle s'établir comme système constitutionnel prédominant sur le continent européen. En 1848, de nombreux réformateurs veulent aller plus loin et exigent d'accroître les pouvoirs du parlement aux dépens de la monarchie. La monarchie parlementaire est à l'époque l'apanage du Royaume-Uni, et ceux qui souhaitent l'instaurer sur le continent doivent lutter sur deux fronts: contre les monarques qui veulent conserver le pouvoir et contre les républicains qui estiment que ce renversement ne va pas assez loin.

Depuis la Révolution française de 1789, la république en tant que forme d'organisation de l'Etat déclenche dans toute l'Europe des passions contradictoires. Il est difficile aujourd'hui de comprendre que pour les contemporains de la Révolution, la république est bien plus qu'une simple forme de gouvernement. Elle porte en elle l'espoir de la

félicité autant que la crainte de l'effondrement. Dans *L'éducation sentimentale*, Gustave Flaubert a saisi en quelques mots l'aura qui flotte en 1848 autour du mot république:

«La République est proclamée! On sera heureux maintenant! [...] on va affranchir la Pologne et l'Italie! Plus de rois, comprenez-vous? Toute la terre libre! Toute la terre libre!»

A l'enthousiasme d'un combattant des barricades, il faut opposer l'effroi qui saisit les conservateurs, les libéraux et bien d'autres à l'évocation de la république. Nombreux sont les démocrates pour qui la république évoque avant tout le spectre de 1793 et de la Terreur révolutionnaire. Pour reprendre les mots de Flaubert, «le couperet de la guillotine [vibrait] dans toutes les syllabes du mot République» (Flaubert, 1869).

Il n'y a qu'en France que l'on sait, en 1848, que la république ne doit pas nécessairement conduire à la terreur comme cela a été le cas après 1789. Pour les autres Etats d'Europe, l'expérience d'une république bourgeoise et maîtrisée reste à faire. Aux yeux de ses détracteurs, la république est «rouge» et signifie la «liberté des pilleurs et des assassins» (*Der Gränzbote*, 29 novembre 1851, in Langewiesche, 1993, p. 38). Quant à ses défenseurs, ils la couvrent d'espairs illusoire. Ainsi la république nourrit-elle à la fois la vision d'une rédemption quasi religieuse et la crainte tout aussi vaine d'une chute en enfer.

En 1848, démocratiser le régime signifie avant tout élargir les possibilités de participation de la population. Il faut pour cela restreindre les compétences des dynasties au pouvoir et juguler l'influence des élites politiques traditionnelles. L'une des principales caractéristiques de la révolution de 1848 est d'avoir tenté d'y parvenir en s'appuyant sur les moyens de l'Etat de droit. Le principal outil employé pour se rapprocher de l'idéal de l'égalité des citoyens n'est pas la guillotine ni la barricade mais la Constitution. C'est la raison pour laquelle la révolution de 1848 peut être appelée une révolution constitutionnelle – une révolution dont le but est d'établir, par la contrainte, un nouvel ordre libéral et démocratique.

Tous les Etats saisis par la révolution ou entraînés dans son courant réformiste se dotent alors d'une constitution ou commencent à libéraliser leur Constitution existante. Les Constitutions adoptées au cours des années 1848-1849 ne sont plus dictées par les autorités mais élaborées par des parlements élus, incarnant ainsi le principe de la souveraineté du peuple. En conséquence, les parlements occupent le centre de l'actualité politique. Jamais auparavant, le public ne s'est intéressé aussi activement à la politique, jamais auparavant un mouvement populaire n'a connu une telle dimension européenne, jamais auparavant le public ne s'est organisé comme cela pour faire valoir ses revendications, jamais auparavant les villes européennes n'ont vu paraître autant de journaux qu'en 1848. La presse d'opinion pénètre la vie publique et aide à l'organiser. Les journaux sont un outil de communication indispensable pour constituer des organismes de pression interrégionaux. Une presse d'une grande diversité et un tissu associatif d'une grande densité: ces deux structures étroitement liées sont à la fois un résultat et un moteur de la révolution. La population en général et l'électorat en particulier sortent transformés, démocratisés, des années révolutionnaires durant lesquelles le cercle des catégories sociales jouissant du droit de vote s'élargit considérablement.

La société citoyenne qui prend forme reste toutefois une société masculine – cela aussi constitue une caractéristique commune à toute l'Europe. Seuls les hommes ont le droit de vote et d'éligibilité, eux seuls peuvent assumer des fonctions au sein des instances de l'Etat ou des communes. Mais ces deux principes mis à part, la révolution a profondément bouleversé les rapports politiques entre les sexes. En 1848, les femmes lisent la presse et publient des journaux, participent à des réunions politiques, écoutent les débats parlementaires et s'expriment sur les questions politiques d'actualité, en privé mais aussi lors des réunions politiques et sur les barricades. Car les femmes descendent dans la rue. Qui plus est, elles s'appuient sur le principal vecteur de sensibilisation politique de l'époque: le tissu associatif. Des associations de femmes sont créées en grand nombre et apparaissent même dans les Etats où cette forme de collectif était inconnue jusqu'alors.

Les femmes profitent donc des nouvelles possibilités de participation politique sans toutefois jouir de droits égaux à ceux des hommes. A gauche comme à droite, rares sont les hommes disposés à considérer les femmes comme des citoyens égaux. De nombreux pamphlets agressifs témoignent de la gêne éprouvée par les hommes lorsqu'ils voient les femmes s'affranchir durant la révolution de leurs rôles traditionnels.

C'est en 1848 que devient perceptible, dans toute son ampleur, ce qui me semble être une constante de l'émancipation des femmes au cours du XIX^e siècle: à mesure que le processus politique s'institutionnalise, les possibilités pour les femmes d'y participer se réduisent, et pour longtemps. Il faudra attendre le XX^e siècle pour que cette tendance prenne fin. Tous les réformateurs de 1848 ont en effet un but commun par-delà les clivages politiques: ils exigent des réformes structurelles étayées par des garanties constitutionnelles et par le renouvellement des institutions de l'Etat. Les institutions doivent être le foyer durable de la société citoyenne et démocratique de l'avenir. Or ces institutions sont le domaine exclusif des hommes. En 1848, elles s'ouvrent très largement à de nouvelles catégories sociales – hormis les femmes. Les institutions politiques restent le domaine réservé des hommes.

Cela n'empêche que la révolution élargit l'espace d'expression politique de tous, renforçant ainsi la politisation de la société dans son ensemble. Dorénavant peuvent s'établir, jusque dans les pays où ils étaient interdits, des partis de conception moderne, qui se dotent d'une structure durable, élaborent des programmes, tentent de convaincre le public, nomment des candidats aux élections, et s'efforcent de nouer des liens entre l'association extraparlamentaire et le groupe parlementaire. Les associations deviennent des centres de formation politique. Elles se concentrent sur les villes mais progressent également dans les campagnes. La forte participation de la population rurale à la phase finale de la révolution révèle un processus de sensibilisation politique, impossible sans l'existence d'un tissu associatif bien implanté. Après la révolution, la répression étatique parvient certes à neutraliser le processus de structuration politique de la société, mais son succès n'est que de courte durée. L'organisation et la politisation en profondeur de la société sont des résultats durables de la révolution de 1848.

Avec une force certes variable, le vent de la révolution souffle sur toutes les catégories sociales des sociétés européennes. Les femmes, la population rurale, les ouvriers font leur entrée en politique en 1848. On pourrait en dire autant des juifs, du clergé, des enseignants universitaires et scolaires, des étudiants et des écoliers. Mais tous ne participent pas avec la même intensité aux réunions politiques, pétitions, organisations, débats et autres activités révolutionnaires de ces années-là: en règle générale, les hommes sont davantage impliqués que les femmes, les citadins plus que les ruraux, les artisans plus que les paysans, les bourgeois plus que les aristocrates. Et tous en ressortent plus politisés qu'auparavant. Quiconque souhaite s'affirmer sur la scène politique ou au sein des institutions de l'Etat doit agir dans un cadre politique. Cela aussi est un résultat durable de la révolution de 1848.

L'obligation pour tout acteur politique d'aller à la rencontre de l'opinion publique s'impose également aux élites traditionnelles, qui ne peuvent plus s'en remettre aux mécanismes bien rodés de conservation de leurs prérogatives. De nouveaux centres de pouvoir et de nouvelles formes d'action politique se font jour. Pour la première fois, la démocratie représentative semble s'imposer sur le continent européen. Les libéraux et les démocrates s'efforcent de la promouvoir, mais les conservateurs eux aussi vont à la rencontre du public, fondent des associations et des journaux, appellent à des réunions et organisent des pétitions pour ne pas être évincés de la scène politique. Les adversaires de la révolution sont contraints d'employer les armes. La violence fait également partie de ces armes que la contre-révolution n'est pas la seule à manier. Dans toute l'Europe, des troupes régulières sont déployées pour écraser la révolution, mais les gouvernements révolutionnaires eux-mêmes n'avaient pas hésité, auparavant, à faire appel à l'armée ou à des milices citoyennes lorsque certains mouvements révolutionnaires leur paraissaient mettre en danger leurs projets politiques. Considérons maintenant la révolution nationale, c'est-à-dire le deuxième volet de la révolution après la révolution constitutionnelle axée sur la réforme de l'Etat.

1848: une série de révolutions nationales

Nombreux sont ceux pour qui la révolution s'apparente initialement à un doux rêve, celui du «Printemps des peuples» en Europe. Ceux-là appellent de leurs vœux une Europe pacifique composée de nations égales en droits. La réalité aura raison de ce rêve en quelques mois. Le sentiment nationaliste devient certes le ciment le plus puissant des mouvements révolutionnaires européens, réunissant sous une même bannière les défenseurs de causes diverses, mais ce puissant idéal conduit aussi les nations à défendre aveuglément leurs intérêts et à s'engager dans des alliances contraires à leurs objectifs démocratiques. Lorsque la révolution brise en 1848 la chape de plomb réactionnaire, le Printemps des peuples tant attendu ne fleurit pas. Les conflits de territoire sont nombreux en Europe, et dans tous les pays concernés, la *nation*, d'une communauté de conquête de la liberté, devient une communauté de combat.

La révolution doit maintenant relever un immense défi pour mettre en œuvre les projets révolutionnaires des peuples européens. Il s'agit de scinder les confédérations pour

réunir les nations dispersées sur plusieurs Etats. Partout les problèmes se posent de manière différente, et partout la guerre menace. Les principaux pays révolutionnaires s'engagent, en 1848, dans des guerres nationales-révolutionnaires d'unification et de sécession. Seule la France, patrie des révolutionnaires, fait exception à cette règle martiale. Son statut d'Etat-nation est déjà bien établi, et personne ne le remet en cause. C'est pourquoi le programme de la Révolution française ne comporte pas de revendications nationales. Et pourtant, la République française elle-même prend les armes pour intervenir en Italie, en 1849, contre la nouvelle République romaine.

Pour saisir toute l'ampleur des bouleversements induits par la démocratisation et la perspective de réorganisation nationale de l'Europe, par l'émergence d'une Europe des nations et des Etats-nations, il importe d'exposer brièvement le contexte dans lequel les différents mouvements nationaux ont émergé.

Commençons par l'Empire des Habsbourg. La quasi-totalité des lignes de conflit qui déchirent l'Europe de 1848 traversent ce territoire multiethnique. Ensemble d'Etats et de nations, l'Empire s'oppose à la réorganisation nationale de l'Europe. C'est pourquoi, inévitablement, il devient un foyer de conflits nationalistes. Aucune des nations qui le composent n'est majoritaire, et de nombreuses régions sont habitées par une mosaïque de peuples différents, ce qui donne lieu à des revendications territoriales concurrentes. L'Empire devient ainsi un champ d'expérience du nationalisme, dans lequel il ne peut y avoir de solutions simples.

Un certain étudiant viennois, militant révolutionnaire et néanmoins monarchiste, perçoit très bien le dilemme qui se pose à la révolution. Nous devons à cet Allemand de la Bucovine, qui se considère comme ressortissant de la Grande Autriche, des observations très instructives sur le déroulement de la révolution et les problèmes nationaux. On lit notamment dans la correspondance qu'il entretient avec son père demeurant à Czernowitz: «S'il est vrai que la liberté de l'un peut signifier l'oppression de l'autre, telle est la situation en Italie, où la liberté des Italiens va de pair avec la mise en danger du Tyrol allemand. C'est un redoutable casse-tête que ces questions de politique et de philosophie. Ce que d'aucuns créent dans les meilleures intentions, la dure loi de la politique peut le transformer monstrueusement.» (Langewiesche, 1993, pp. 104 et suiv.)

Cet étudiant originaire de Galice, province multiethnique de l'Empire habsbourgeois, place ses espoirs dans une monarchie démocratisée et observe avec bienveillance l'élan révolutionnaire des autres nationalités, sans toutefois remettre en question l'unité de l'Empire, lequel doit bien entendu – cela ne fait aucun doute à ses yeux – rester sous dominance allemande.

Le comportement des groupes nationaux non allemands présents à Vienne laisse déjà présager, au début de la révolution, que le rêve du Printemps des peuples risque de sombrer dans un cauchemar des nationalités. C'est dans la capitale elle-même que cet avenir se dessine le plus tôt et le plus clairement. A la fin du mois de mars 1848, des délégations de toutes les nationalités slaves se rendent à Vienne pour exposer leurs

vues au public et aux institutions de l'Etat. Slovaques, Serbes, Croates, Tchèques et Polonais célèbrent la fraternité austro-slave mais ne parviennent à s'entendre que sur un double refus: refus des ambitions d'hégémonie de la nation hongroise et refus des revendications nationales-révolutionnaires allemandes visant à la création d'un Etat-nation dans les frontières de la Confédération germanique (*Deutscher Bund*), c'est-à-dire incluant la Bohême, la Moravie et la Silésie autrichienne. La communauté austro-slave, confrontée au défi de dégager des espaces d'autonomie nationale entre les deux nations dominantes que forment les Allemands et les Hongrois, tout en arbitrant les conflits de territoire entre nationalités slaves, ne parvient pas à s'unir au-delà de ce front commun.

Les manuels d'histoire portent généralement un regard critique sur le Congrès slave qui se réunit en juin 1848 à Prague pour débattre des questions fondamentales des nationalités dans la monarchie des Habsbourg. Il faut cependant rendre justice à ce congrès en ce qu'il propose des solutions pacifiques; les générations ultérieures, quant à elles, cherchent refuge dans des solutions militaires en tentant de «nationaliser» par la force – c'est-à-dire par l'oppression ou l'expulsion des minorités nationales – les régions multinationales. Nos contemporains ont inventé l'euphémisme du «nettoyage ethnique» pour désigner ce mode opératoire.

Le Congrès slave vise, dans les décisions qu'il se propose d'adopter, à établir une monarchie fédérative des Habsbourg dans laquelle toutes les nationalités jouiraient de droits égaux. Selon le «Manifeste aux peuples européens», «la question des nationalités est une question vitale pour l'Autriche» et «l'égalité en droits et en statut de toutes les nationalités doit être le principe de base de toute Constitution autrichienne à défaut de quoi des conflits raciaux au sein de la monarchie et, par voie de conséquence, le délabrement voire la chute de l'Etat seraient inévitables» (cité dans Kolejka, 1996).

Le Congrès slave met en lumière les problèmes de nationalité qui agitent l'Europe de 1848. Il plaide certes pour la réorganisation de la monarchie habsbourgeoise selon des principes fédératifs, mais les modalités de cette réorganisation et le sens qu'il faut donner à l'«égalité en statut» font l'objet d'une très vive controverse. De nombreux Tchèques songent avant tout à l'autonomie des trois pays de la couronne de Bohême (Bohême, Moravie et Silésie autrichienne) dans le cadre de la monarchie habsbourgeoise et refusent catégoriquement leur intégration dans un Etat-nation allemand. Les Croates aspirent à un statut d'autonomie comparable pour leur «royaume tripartite» (Croatie, Slavonie et Dalmatie) dans le cadre de la monarchie habsbourgeoise; parallèlement, ils s'éloignent de leur allié traditionnel, la couronne hongroise, allant jusqu'à contester ouvertement les relations historiques entre les deux royaumes en prenant parti pour l'empereur autrichien dès l'ouverture de la guerre d'indépendance hongroise.

Le royaume de Hongrie, à l'image de la monarchie habsbourgeoise dont il fait partie, est un Etat multiethnique composé de différentes nationalités qui veulent se libérer de la dominance magyare. Les Croates revendiquent un renforcement de leurs droits,

voire la sécession de la Hongrie. Les Serbes de la Hongrie du Sud veulent disposer de leurs propres institutions politiques, notamment d'un parlement. Les Slovaques forment eux aussi un mouvement national et exigent de bénéficier de droits élargis. La révolution nationale hongroise n'est pas disposée à accepter ces revendications. Ce n'est que dans la phase finale de la révolution, lorsque l'échec général des mouvements révolutionnaires commence à se dessiner, qu'elle se montre prête à faire des concessions.

Compte tenu des rivalités nationales, le maintien de la monarchie habsbourgeoise en tant qu'unité étatique était sans doute le seul moyen d'éviter que n'éclate une guerre entre toutes les nationalités. Mais il aurait fallu pour cela réorganiser la monarchie selon des principes fédératifs. Tel était l'objectif du Congrès slave de Prague, et celui de la Diète autrichienne dans son projet de Constitution. Tous deux, le Congrès slave comme la Diète, doivent leur échec à la contre-révolution, ainsi qu'au désaccord entre les nationalités. Les élites traditionnelles proches de la cour habsbourgeoise partagent avec les mouvements nationaux le refus de tout projet fédératif conséquent. Car, au-delà de l'élargissement de son champ d'autonomie, une organisation fédérale signifie pour la nationalité majoritaire la perte des pouvoirs délégués aux autres entités. Peut-être l'élaboration des règles de fonctionnement de la fédération aurait-elle permis de résoudre ces problèmes. Une partie si ce n'est l'ensemble des mouvements nationaux sont disposés à traverser un tel processus d'apprentissage, comme le prévoit également la Diète autrichienne dans le projet constitutionnel adopté à Kremsier. La victoire de la contre-révolution met un terme à ces projets.

Il serait toutefois beaucoup trop simple d'imputer à la seule contre-révolution les rivalités qui se font jour entre les nations européennes au lendemain de l'éveil démocratique. L'étude de la révolution polonaise révèle combien les démocrates et les libéraux sont eux aussi impliqués dans le conflit. En 1848, ce pays partagé en trois territoires espère accomplir dans la région de Poznań un premier pas sur la voie du renouvellement de l'Etat. La population de Poznań est principalement polonaise, mais les Allemands sont majoritaires dans les districts occidentaux. On peut donc aisément prévoir que la «réorganisation nationale» souhaitée initialement, en 1848, par le nouveau gouvernement prussien et le parlement régional, donnera lieu à de graves difficultés. Les mouvements de libération européens n'avaient pas songé à ces problèmes lorsqu'ils avaient inscrit avec emphase la restauration de la Pologne sur leurs drapeaux, plusieurs décennies avant la révolution. Depuis l'échec de la révolution polonaise en 1831, de nombreuses associations polonaises ont été créées au sein de la Confédération germanique, qui offrent un soutien moral et financier aux exilés polonais. Mais la solidarité des peuples se transforme en rivalité à la première épreuve de vérité politique, c'est-à-dire en 1848. Les représentants de l'ancienne Prusse et de la nation allemande finissent par faire front commun contre la restauration de l'Etat polonais, et l'armée prussienne met à exécution leur politique de refus à l'égard des mouvements nationaux-révolutionnaires polonais. Pour la révolution polonaise, l'échec est total. A Poznań, où la «nationalisation» se poursuit, les relations entre Allemands et Polonais sont définitivement détériorées.

En 1848 et 1849, l'Italie est elle aussi secouée par de graves conflits qui culminent dans la guerre. Les Habsbourg, qui possèdent la Lombardie et la Vénétie, et la Confédération germanique, propriétaire de certaines régions du Nord, ne sauraient accepter la création de l'Etat-nation souhaité par le mouvement national italien. Les conflits de nationalité sont inévitables et débouchent sur une guerre entre la monarchie habsbourgeoise et l'Italie. Face aux combats, le mouvement national-révolutionnaire italien fait corps avec l'armée sans créer de véritable pouvoir central et représentatif. Son action s'inscrit ainsi dans un cadre très différent de la situation des autres pays européens. Le point de ralliement des nationalistes italiens n'est pas le parlement mais le champ de bataille de la guerre contre l'Autriche.

Il ne semble pas opportun d'approfondir ici cet aspect, pas plus que les débats et les luttes de nationalité entre l'Allemagne et le Danemark. Fallait-il mener à son terme, en 1848, la longue mutation de l'empire nordique en un Etat-nation danois? La nation danoise pouvait-elle inclure dans son Etat les duchés de Schleswig et d'Holstein, principalement peuplés par des Allemands? Ces questions donnent lieu à de vives dissensions au sein des mouvements révolutionnaires danois et allemand. La guerre éclate: le roi de Prusse fait appel à l'armée pour faire valoir les revendications territoriales de la nation allemande à l'égard du Danemark. Mais les grandes puissances européennes interviennent, et la décision sanglante est ajournée jusqu'à la guerre des Duchés, qui oppose en 1864 le Danemark à la Prusse.

En comparaison de cela, le différend entre le mouvement national allemand et les Pays-Bas au sujet de l'appartenance nationale du duché de Limbourg, qui fait partie de la Confédération germanique, se déroule sans grand dommage. Il illustre néanmoins, lui aussi, le caractère explosif de la mise en œuvre du principe d'Etat-nation au XIX^e siècle: des conflits apparaissent dans toutes les régions revendiquées par plusieurs nations. La Norvège elle-même n'est pas épargnée. Elle est gouvernée par le même roi que la Suède et, en 1848, les partisans de l'indépendance vis-à-vis de ce pays haussent le ton. Au cours d'un siècle marqué par les mouvements nationaux et l'émergence de l'Etat-nation, la Norvège et la Suède offrent en 1905 le seul exemple d'une séparation pacifique de deux Etats. C'est la première et dernière fois qu'une telle séparation n'est pas précédée d'une guerre de sécession.

Pour les démocrates, le bilan des révolutions européennes de 1848 peut donc paraître bien sombre. Porté par un élan démocratique, le Printemps des peuples tant espéré devient un champ de bataille dès que s'affrontent des revendications territoriales concurrentes. Mais le tableau serait incomplet si l'on n'évoquait pas également un certain nombre d'aspects positifs.

En 1849, le mouvement national hongrois tente d'aller à la rencontre des revendications des autres nationalités. On ne peut dire aujourd'hui quel aurait pu être le succès de ces efforts: la victoire de la contre-révolution les a anéantis. De même, la Diète autrichienne, confrontée aux revendications d'autonomie de ses nationalités, cherche à réorganiser la monarchie selon des principes fédératifs tout en maintenant l'unité de l'Etat; là encore, la contre-révolution victorieuse a balayé ces projets.

Le mouvement national allemand fait lui aussi preuve de retenue. Certes, le Parlement de Francfort se laisse aller à d'effrayantes utopies de pouvoir impérial. On imagine l'empire pangermanique s'étendre de la mer du Nord à l'Adriatique, de la mer Baltique à la mer Noire. Mais le Parlement reste mesuré dans ses politiques concrètes. Il doit faire face à une tâche immense, un double défi sans précédent: sécession et intégration simultanées d'une part, démocratisation forcée de l'Etat et de la société d'autre part. Le mouvement national-révolutionnaire allemand décide en fin de compte de renoncer à l'idée de la Grande Allemagne, adoptant ainsi une position acceptable pour les pays voisins. Son échec découle du refus des princes allemands les plus puissants d'admettre la solution envisagée, qui revient à les déposséder de leurs pouvoirs.

Conclusion

En 1848, le souffle révolutionnaire qui traverse l'Europe en fait un vaste espace de communication. Prise de conscience européenne et réorganisation nationale des systèmes politiques vont de pair. La révolution soude l'Europe, mais les Européens en tirent des expériences diverses, positives et négatives. Le mouvement démocratique, puis la contre-révolution et la reconstruction nationale d'une grande partie du continent s'inscrivent désormais dans un cadre européen. En 1848, le mouvement national-révolutionnaire voit dans son principe central, la nation, une promesse de démocratie et de progrès, mais les aspects plus sombres de ce principe commencent également à se dessiner: exclusion, xénophobie, bellicisme. Si la révolution n'a pas créé ce revers de la médaille nationale, elle a certainement contribué à le définir et à le populariser dans nombre de régions et de catégories sociales en Europe. Cela, aussi, fait partie de l'héritage de la révolution de 1848.

Sélection bibliographique

Flaubert, Gustave, *L'éducation sentimentale*, Paris, 1869.

Kolejka, Josef, «Der Slawenkongress in Prag im Juni 1848. Die slawische Variante einer österreichischen Föderation», in Jaworski, Rudolf et Luft, Robert (éd.), *1848/49 – Revolutionen in Ostmitteleuropa*, Oldenbourg, Munich, 1996.

Langewiesche, Dieter, *Republik und Republikaner. Von der historischen Entwertung eines politischen Begriffes*, Stuttgart, 1993.

Lewald, Fanny, *Erinnerungen aus dem Jahr 1848*, extraits publiés par Dietrich Schäfer, Francfort, 1969.

Chapitre 2

La vision française de l'Europe en 1848

Pierre Barral

Depuis les bouleversements de la Révolution et les conquêtes de l'Empire, la France a été regardée par ses voisins comme *l'enfant terrible* de l'Europe. Après 1815, sous la monarchie censitaire, elle s'est stabilisée à l'intérieur, assagie à l'extérieur. L'explosion inattendue de 1848 déclenche dans tout le pays la volonté de construire une société de liberté. Cette aventure fiévreuse, instable, éphémère, suscite aujourd'hui chez les historiens une sympathie bienveillante, quoique un peu condescendante.

La II^e République

Au long d'une année riche en péripéties spectaculaires, dégageons d'abord trois temps forts, où s'affrontent les courants de l'opinion, où se manifestent les forces profondes de la société, où s'oriente la politique de la nation. Février est radieux, juin est tragique, décembre est ambigu.

En février 1848, une insurrection parisienne renverse la Monarchie de Juillet, née d'une autre insurrection parisienne, dix-huit ans plus tôt. Ce régime, qui voulait concilier l'Ordre et la Liberté, s'est en fait sclérosé dans l'immobilisme conservateur dit ironiquement du «juste milieu». Depuis plusieurs mois, le gouvernement que dirige l'historien François Guizot est harcelé par une campagne de banquets, où l'opposition réclame sans succès l'élargissement du droit de vote censitaire («la réforme électorale») et l'incompatibilité de la haute fonction publique avec la députation («la réforme parlementaire»). L'interdiction du banquet monstre prévu à Paris le 22 février ne suffit pas à contrôler une effervescence désordonnée. La garde nationale, milice citoyenne jusqu'alors sûre, crie elle-même *Vive la Réforme!* Des soldats affolés tirent sur la foule, la manifestation tourne à l'émeute. La démission de Guizot ne ramène pas le calme, les tentatives de ses rivaux Molé et Thiers échouent. La ville se couvre de barricades et le maréchal Bugeaud, nommé commandant des troupes, ne maîtrise plus la situation. Le roi Louis-Philippe déconcerté abdique au matin du 24, un programme de régence au nom de son petit-fils est balayé. Un gouvernement provisoire s'installe, auquel, comme en 1830, la province adhère docilement.

Ainsi s'ouvre un printemps d'«illusion lyrique», a-t-on dit, d'optimisme généreux et de sensibilité romantique, où les Français s'abandonnent à leur goût d'absolu. La République, proclamée dans la ligne de 1792, se veut cette fois exempte du sang de la Terreur: elle abolit la peine de mort en matière politique. Le suffrage universel, auquel rêvaient seulement quelques exaltés, est adopté dans un élan unanime. Même limité

aux hommes, comme il semble alors aller de soi, il porte tout à coup le nombre des électeurs de 250 000 (les plus imposés) à 9 millions. Un bond d'ampleur immense, alors que le libéralisme britannique réalisera cette réforme en quatre étapes, de 1832 à 1918.

Dans une page fameuse, Alexis de Tocqueville a décrit le cortège des citoyens vers le lieu du vote «suivant l'ordre alphabétique:

«je voulus marcher au rang que m'assignait mon nom, car je savais que dans tous les pays et les temps démocratiques, il faut se faire mettre à la tête du peuple et ne pas s'y mettre soi-même».

La Constituante s'installe et une commission exécutive relaie le gouvernement provisoire. Les libertés publiques s'exercent sans entraves, les journaux se multiplient, les clubs discutent passionnément. Et l'esclavage est aboli dans les colonies (quinze ans après la monarchie britannique).

La nouvelle République se veut aussi sociale et l'ouvrier Albert (un mécanicien) occupe un siège symbolique au côté des bourgeois qui composent le gouvernement provisoire. Si celui-ci refuse le drapeau rouge, comme signe du désordre, il «s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail». Mais comment mettre en œuvre «l'organisation du travail», selon un slogan à la mode? Les noyaux qui se réfèrent au «socialisme» ne constituent pas encore un véritable parti et leur programme relève de la construction d'une utopie. A défaut d'un ministère du Progrès, proposé par des impatients, une commission de délégués ouvriers est installée au palais du Luxembourg, à la place des pairs de France, pour étudier des solutions. Cela ne suffit pas à apaiser les esprits. Tandis que fermentent ici et là des troubles agraires et forestiers, les manifestations parisiennes se succèdent avec une turbulence croissante: le 17 mars encore pacifiquement, le 16 avril sous le contrôle de la garde nationale, le 15 mai avec une invasion temporaire de l'assemblée.

En juin, le feu qui couve embrase la capitale, quand, sous la pression des députés, la commission exécutive s'en prend au développement désordonné des Ateliers nationaux. La France vit depuis deux ans une grave crise économique, qui combine, disait mon maître Ernest Labrousse, une crise agraire d'ancien type et une crise industrielle de nouveau type. Les chômeurs sont nombreux et ne bénéficient d'aucune assurance. Pour leur venir en aide, des chantiers de travaux publics ont été ouverts, mais leurs effectifs s'enflent et leur gestion est déficiente. Louis Girard les qualifie justement comme «un mélange de caisse de chômage et d'atelier de charité». Avec l'intention de corriger les abus, un arrêté ministériel invite le 21 juin les plus jeunes bénéficiaires à s'engager dans l'armée ou à partir en province. Cette première décision est ressentie comme une provocation par les ouvriers, chômeurs ou non, qui s'insurgent en masse. Insurrection spontanée, sans chefs, sans programme, portée à la violence par le désespoir. Un conciliateur de bonne volonté se fait dire sur les barricades: «Ah, monsieur Arago, vous n'avez jamais eu faim!»

La commission exécutive confie la mission de rétablir l'ordre au général Cavaignac, ministre de la Guerre. C'est «un militaire de gauche» (une espèce plus fréquente en France qu'en Europe centrale): le fils d'un Conventionnel de 1793, le frère d'un militant républicain tôt disparu, mais aussi un officier de carrière, qui s'est distingué dans la conquête de l'Algérie. Il dispose d'une garnison renforcée, de la garde nationale des quartiers bourgeois et de volontaires de province, et il reconquiert au canon les quartiers populaires de l'Est parisien. Cette bataille de quatre jours (23-26 juin) engage de part et d'autre de 40 000 à 50 000 hommes; elle fait 1 600 morts dans le camp gouvernemental, et davantage en face (alors qu'en février le nombre des victimes ne dépassait pas quelques dizaines).

C'est le deuxième temps fort de l'année, qui brise dans le sang l'unité morale de la nation. Les propriétaires, qu'ils soient républicains ou monarchistes, y voient avec Tocqueville, aristocrate libéral, «un combat de classe, une guerre servile», qui «n'eut pas pour but de changer la forme du gouvernement, mais d'altérer l'ordre de la société». Les ouvriers, qu'ils soient ou non socialistes, ont, eux, le sentiment d'être abandonnés dans le malheur et écrasés par la répression. La romancière George Sand murmure avec émotion: «Je ne crois plus à l'existence d'une République qui commence par tuer ses prolétaires.»

La Constitution débattue pendant l'été met en œuvre les principes des républicains modérés majoritaires dans l'assemblée. Les seules républiques qui existent alors, la Confédération helvétique et les Etats-Unis d'Amérique, sont des Etats fédéraux. Dans la France «une et indivisible», les timides propositions de décentralisation sont écartées, comme l'a montré la thèse documentée de notre ami Rainer Riemenschneider (*Dezentralisation und Regionalismus in Frankreich um die Mitte des 19. Jahrhunderts*, Bonn, 1985). Une stricte séparation des pouvoirs est instituée entre le législatif, exercé par une assemblée unique, et l'exécutif, confié au président de la République. Le choix de celui-ci est remis au suffrage universel, après une controverse fameuse, où l'ardent Lamartine l'emporte sur le raisonnable Grévy. Le poste semble destiné au général Cavaignac, qui assume depuis juin une dictature de fait avec un sage légalisme.

Cependant, les courants de droite, inhibés au printemps, se sont progressivement ressaisis. En France, ils ne sont pas en état de reprendre le pouvoir par la force (comme en Autriche ou en Prusse), car l'armée sert loyalement la République, par discipline autant que par conviction. D'autre part, ils sont divisés entre légitimistes, fidèles aux Bourbons de la branche aînée, et orléanistes, qui ont soutenu le régime de Juillet. Si cette scission exclut une restauration monarchique, les dirigeants jouent le jeu parlementaire et se retrouvent dans «le Parti de l'ordre», «la rue de Poitiers», au programme conservateur. Mais qui proposer pour la présidence? Quelques noms avancés suscitent les objections des uns et des autres.

Une étoile nouvelle surgit alors à propos: le prince Louis-Napoléon. Ce neveu du grand empereur a tenté naguère deux coups d'Etat qui ont fait un fiasco. Il rassemble autour de lui un modeste noyau bonapartiste, de quelques officiers en retraite et de

quelques aventuriers. Tout en nourrissant des idées vaguement socialisantes, il fait des avances aux hommes d'ordre. Beaucoup de ceux-ci se figurent qu'ils pourront le manœuvrer et se rallient à sa candidature présidentielle. Le 10 décembre 1848, c'est le troisième temps fort. Un échec cuisant pour les concurrents: 1 500 000 voix pour Cavaignac, 370 000 pour Ledru-Rollin, l'homme des républicains radicaux, 17 000 à peine pour Lamartine, maintenant usé. Un raz-de-marée pour le prince: 5 500 000 voix. Triomphe exceptionnel dans la longue histoire des élections françaises (son seul équivalent est notre tout récent second tour de 2002!). L'accord des états-majors a été ratifié par une adhésion des masses, à laquelle a contribué assurément la transfiguration de la légende napoléonienne.

La fraternité des peuples

Si la politique intérieure est oscillante et agitée, les Français de 1848 sont également attentifs aux mouvements nationaux qui soulèvent parallèlement les peuples voisins et qui peuvent même revendiquer l'antériorité en Pologne ou en Italie. Chez les monarchistes, écrit l'ancien ministre Rémusat, «ce soudain ébranlement de toute l'Europe ne nous toucha que comme une garantie du maintien de la paix». Les républicains, en revanche, ne limitent pas au cadre hexagonal leur exaltation de la liberté. Ils aspirent à voir les autres nations s'émanciper à leur tour de leurs régimes réactionnaires.

Victor Hugo, poète déjà illustre, vibre de ferveur le 2 mars 1848 quand un arbre de la Liberté est planté devant son domicile parisien, place des Vosges: «Soyons tous des hommes de bonne volonté, ne ménageons ni notre peine ni nos sueurs. Répandons sur le monde qui nous entoure, et de là sur le monde entier, la sympathie, la charité, la fraternité.»

Le ton est plus révolutionnaire et plus belliqueux dans le populaire *Chant des soldats*, composé par Pierre Dupont:

«Les Républiques nos voisines
De la France invoquent le nom
Que les Alpes soient des collines
Pour les chevaux et les canons.
Aux armes, courons aux frontières!
Qu'on mette au bout de nos fusils
Les oppresseurs de tous pays
Les poitrines des Radetskys!
Les peuples sont pour nous des frères
Et les tyrans des ennemis.»

Ces élans généreux, relève Maurice Agulhon, n'excluent pas des gestes xénophobes contre des ouvriers belges à Douai, contre des ouvriers italiens à Marseille. Les colonies étrangères sont assez nombreuses dans les grandes villes, qui ont toujours été en France des foyers d'immigration. Au printemps de 1848, l'effervescence

générale les gagne et la passion politique, accrue par la crise économique, y suscite des expéditions aventureuses vers le pays d'origine. Le 25 mars, des groupes belges franchissent la frontière du Nord, ils sont arrêtés aisément par la gendarmerie, au hameau de *Risquons-tout*, au nom prédestiné. Le 30 mars, des Savoyards, appuyés de militants lyonnais, occupent brièvement Chambéry, qui appartient encore au royaume de Piémont-Sardaigne. Une légion allemande, constituée d'ouvriers travaillant à Paris et de sympathisants polonais, pénètre en avril par Strasbourg dans le grand-duché de Bade déjà soulevé. Son action tardive et désordonnée, mal conduite par le poète Georg Herwegh, n'empêche pas l'échec du soulèvement. Jamais l'étincelle jetée de France ne provoque l'incendie. Si l'exemple parisien encourage les révolutionnaires d'Europe centrale, leur action, qui se développe avec ampleur, est pleinement autonome.

C'est à la cause de la «Pologne martyre» que les Français de 1848 portent la sympathie la plus ardente. Elle se fonde sur le souvenir d'une alliance ancestrale, sur l'indignation de voir une nation partagée entre trois empires avides, sur la participation de volontaires à l'épopée de la Révolution et de l'Empire. Plus récemment, l'opinion française a soutenu de ses vœux l'insurrection de novembre 1830 à Varsovie. Après son écrasement, quelques milliers d'officiers patriotes ont afflué. Tandis que par précaution on confinait en province ces cohortes turbulentes, la société de la capitale a fait fête aux grands noms: au prince Czartoryski, au musicien Chopin, au poète Mickiewicz. En avril 1848, le sujet revient dans l'actualité, quand Berlin refuse l'autonomie au grand-duché de Posen. Un club parisien lance une pétition en faveur de «l'héroïque et malheureuse nation», qu'on va porter en foule à l'Assemblée, le 15 mai. Si c'est plutôt un prétexte qu'une revendication, le choix du thème est significatif. «Le nom retentissant de la Pologne, commente Pierre de la Gorce, était d'ailleurs bien propre à amener dans la rue cette foule inoffensive et niaise qui, dans toutes les émeutes, couvre les perturbateurs et paralyse la répression.»

On suit de même avec faveur le mouvement libéral et unitaire dans les Etats italiens, l'élan d'émancipation des Tchèques en Bohême et, moins unanimement, le combat des Hongrois pour restaurer leur indépendance. Écoutons à nouveau Pierre Dupont, appelant à la solidarité contre les souverains d'Ancien Régime:

«De Pesth à Rome les étapes
Seraient des bûchers de martyrs.
Les cosaques, hideux satrapes,
Assouviraient leurs désirs.[...]
Soldats, arrêtons cette horde![...]
Canons, de vos gueules géantes
Refoulez la marche du Czar!»

Quant à la révolution allemande, son approbation de principe se nuance de perplexité et d'appréhension. Les Français n'ont pas oublié l'affrontement passionnel des opinions pendant la crise internationale de 1840, et le dialogue des chants composés alors sur le thème du «Rhin allemand», ou français? Ils s'inquiètent, note Rainer Riemenschneider, de déclarations entendues à la *Paulskirche* sur la culture germanique de l'Alsace.

«L'Alsacien, affirme le 18 octobre Charles Dupin, personnage en vue, prendrait les armes contre la Diète de Francfort, si cette diète lui disait qu'il doit être allemand par le fait, par le droit de son dialecte.» Dans une optique globale, Jules Dufaure, qui fera une belle carrière ministérielle, invite les députés de l'Assemblée constituante à tenir largement compte de cette donnée «qu'un grand pays à nos portes s'efforce de constituer un Etat de 50 millions d'hommes».

Devant cette fermentation des peuples, les nouveaux dirigeants de Paris gardent du reste la tête froide. Au sein du gouvernement provisoire, Lamartine, qui possède seul une notoriété européenne, a reçu la responsabilité des Affaires étrangères. Dans une circulaire aux ambassadeurs, il écrit certes le 4 mars: «Si l'heure de la reconstruction de quelques nationalités opprimées en Europe, ou ailleurs, nous paraissait avoir sonné dans les décrets de la Providence», si aux Etats de l'Italie «on contestait à main armée le droit de s'allier entre eux pour consolider une patrie italienne, la République française se croirait en droit d'armer elle-même pour protéger ces mouvements *légitimes* de croissance et de nationalité des peuples.» Envolée rhétorique, aussitôt complétée pour écarter tout soupçon de messianisme révolutionnaire: la République «ne fera point de propagande sourde ou incendiaire chez ses voisins. Elle sait qu'il n'y a de libertés durables que celles qui naissent d'elles-mêmes sur leur propre sol». Rémusat, un homme du régime précédent, commente avec malice: Lamartine «couvrait d'un fracas d'éloquence humanitaire une politique prudente et pacifique. Il était la poésie dont Guizot était la prose».

Sous l'éclat de ces belles phrases, le comportement concret est fort retenu. En faveur des Polonais de Posnanie, Lamartine se contente d'une intervention discrète à Berlin, qui déçoit les ardents. Il n'envoie à Francfort qu'un représentant officieux, en mission d'observation. Son acolyte Jules Bastide, journaliste jacobin sérieux et terne, déplore pour sa part «la puissance redoutable» du Reich qui s'ébauche et «l'esprit d'envahissement qui se manifeste en Allemagne». Défavorable à l'union du royaume lombard-vénitien au Piémont-Sardaigne, il préférerait dans la péninsule «une confédération d'Etats souverains» à «la formation d'une monarchie italienne». Le prince Louis-Napoléon, lui, n'a certes pas oublié son passé militant de Carbonaro à Modène, mais au début de son mandat il n'est pas encore assez fort pour imposer ses vues à ses ministres conservateurs.

Parmi eux, le prudent Tocqueville, brièvement en charge des Affaires étrangères à l'été 1849, se donne pour double maxime «de rompre sans réserves avec le parti révolutionnaire au dehors», mais «sans jamais entrer dans les passions des vieux pouvoirs». Il reste passif devant l'échec de la démocratie unitaire en Allemagne comme devant l'écrasement des partisans de l'indépendance en Hongrie. En Italie, il tente de bonne foi une médiation pacifique entre les camps opposés. Dans cette intention, un corps expéditionnaire a été envoyé à Rome, où les républicains entraînés par Mazzini ont renversé le pouvoir temporel du pape. Mais, sous la pression des catholiques, le corps expéditionnaire le restaure finalement par les armes, contre le vœu du ministre, et la protestation indignée de la gauche française reste parfaitement vaine.

La vision française de l'Europe

La République française ressuscite dans le cadre de l'ordre international qui caractérise l'époque. Pour l'expansion outre-mer, c'est alors un temps de pause, entre les poussées impérialistes de 1760 et de 1880. L'attention des puissances se concentre sur l'ancien continent. Il existe un système diplomatique, qu'on qualifie couramment de «concert européen». A la chute de Napoléon, les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse ont signé une proclamation d'essence idéologique, «la Sainte-Alliance»; surtout, ils ont pris l'engagement de solidarité que leur proposait le gouvernement de Grande-Bretagne, le 20 novembre 1815. D'abord placée sous surveillance, la France monarchique a été admise postérieurement dans ce directoire suprême. Pendant trois décennies, des rivalités se sont développées et des désaccords se sont manifestés: il en est ainsi entre Paris et Londres au sujet des mariages dans la famille royale d'Espagne. Cependant domine la volonté de maintenir le statu quo de l'équilibre. Le pivot de cette orientation conservatrice est le vieux chancelier autrichien Metternich, qui reste en place jusqu'à l'insurrection viennoise du 15 mars 1848.

En prenant ses fonctions, Lamartine cherche à la fois à satisfaire l'amour-propre national et à rassurer l'étranger. Dans ses instructions aux ambassadeurs, il tente avec subtilité de concilier les contraires. D'une part, «les traités de 1815 n'existent plus en droit aux yeux de la République française». D'autre part, «les circonscriptions territoriales de ces traités sont un fait qu'elle admet comme base et comme point de départ dans ses rapports avec les autres nations». Ainsi, pour elle, «les traités de 1815 n'existent plus que comme faits à modifier d'un accord commun». Se donnant pour «mission d'arriver régulièrement et pacifiquement à ces modifications», la République française, insiste Lamartine, désire «entrer dans la famille des gouvernements institués comme une puissance régulière, et non comme un phénomène perturbateur de l'ordre européen». Déclarations crédibles, car provenant, note Rémusat, d'un ministre «peu sensible à la gloire militaire, hostile aux souvenirs de l'Empire et dont les manières ni le ton ne pouvaient choquer la diplomatie étrangère». Or, «cela convenait au tempérament de l'assemblée qui n'était nullement guerrière et qui, dans toutes ses parties, même sur les hauteurs de la Montagne [à gauche], s'intéressait peu à la politique étrangère». Car au fond «l'esprit de propagande belliqueuse qui avait si fort agité le peuple de 1830 s'était fort refroidi dans le peuple de 1848».

Cela ne change pas avec le pouvoir personnel de Cavaignac. Pour Rémusat, «au dehors, où ni la nécessité ni le devoir, ni l'opinion ne lui demandait quoi que ce fût, il ne fit rien, ou si peu de chose qu'on peut dire qu'il n'eut pas de politique étrangère». Et au Quai d'Orsay, Tocqueville se fixa pour objectif «de ne pas aspirer, en un mot, au rang que nous avons pu occuper à d'autres époques et que l'état actuel du monde ne nous permettait plus de tenir, mais d'occuper fièrement le rang qui nous restait encore».

L'opinion publique est beaucoup plus vibrante. A ses yeux, l'émancipation des nationalités, qu'on espère voir se réaliser, mettra fin aux guerres, qu'on attribue bien

schématiquement aux seuls appétits des monarques. La démocratie, veut-on croire, introduira un esprit nouveau dans les relations internationales. Le 21 août 1849, Victor Hugo ouvre un Congrès de la Paix: «Messieurs, s'écrie-t-il avec éloquence, cette pensée religieuse, la paix universelle, toutes les nations liées entre elles d'un lien commun, l'Évangile pour loi suprême, la médiation substituée à la guerre, cette pensée religieuse est-elle une pensée pratique, cette idée sainte est-elle une idée réalisable? [...] Moi, je réponds avec vous, je réponds sans hésiter, je réponds: Oui! [...] Et Français, Anglais, Belges, Allemands, Russes, Slaves, Européens, Américains, qu'avons-nous à faire pour arriver le plus tôt possible à ce grand jour? Nous aimer.»

Le poète s'enthousiasme sur le progrès technique: «Comme les causes de guerre s'évanouissent avec les causes de souffrance! Comme les peuples lointains se touchent! Comme les distances se rapprochent! Et le rapprochement, c'est le commencement de la fraternité!» Espoir idyllique assurément, illusion dont l'histoire du XX^e siècle à venir démentira tragiquement la naïveté: les conflits déchaînés par le nationalisme des peuples verseront bien plus de sang que les petites guerres des rois d'Ancien Régime.

Dans cet élan, Victor Hugo propose une vision prophétique du destin de l'Europe. A l'Assemblée législative, le 17 juillet 1851, il vaticine: «Le peuple français a taillé dans un granit indestructible et posé au milieu même du vieux continent monarchique la première assise de cet immense édifice de l'avenir, qui s'appellera un jour les États-Unis d'Europe!» La formule, frappée sur le modèle américain, relève de l'utopie rêvée plus que de la politique concrète. D'après le procès-verbal des débats, elle suscite un ample «mouvement» dans l'auditoire et «un long éclat de rire à droite».

Ce n'est encore qu'un slogan vide. En exil, dans un banquet de février 1855, son auteur précisera la philosophie qui l'inspire: «Le continent serait un seul peuple; les nationalités vivraient de leur vie propre dans la vie commune: l'Italie appartiendrait à l'Italie, la Pologne appartiendrait à la Pologne, la Hongrie appartiendrait à la Hongrie [relevons le choix des exemples, révélateur des sympathies], la France appartiendrait à l'Europe, l'Europe appartiendrait à l'humanité.» Désormais, «le groupe européen n'étant plus qu'une nation, l'Allemagne serait à la France, la France serait à l'Italie ce qu'est aujourd'hui la Normandie à la Picardie et la Picardie à la Lorraine». Conclusion optimiste: «plus de guerre, par conséquent plus d'armée». Car il n'est nullement envisagé que des dangers pourraient encore venir de l'extérieur.

Le tableau de cette Europe future, esquissé à grands traits, contient une audacieuse prédiction, que nous voyons se réaliser après 150 ans. Dans le cadre continental, «les fleuves libres, les détroits libres, les océans libres». Sur le plan économique, «plus de frontières, plus de douanes, plus d'octrois, le libre-échange». Même «une monnaie continentale, à double base métallique et fiduciaire, ayant pour point d'appui le capital Europe tout entier et pour moteur l'activité libre de 200 millions d'hommes». Sur le plan politique, «l'Assemblée des États-Unis d'Europe sortie du suffrage universel de tous les peuples du continent». Il est indiqué qu'elle réglera «toutes les questions de l'humanité», car le prophète n'a nullement prévu la prépondérance à venir de

l'Amérique et de la Russie. Dès 1835, son contemporain Tocqueville voyait au contraire ces deux peuples appelés «par un décret secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde»: «l'un a pour principal moyen d'action la liberté, l'autre la servitude».

L'Europe de Victor Hugo, ajoutons-le, fixera sa capitale à Paris. Dès le 2 mars 1848, il déclarait sans aucun complexe: «Depuis trois siècles, la France est la première des nations.» «Mes amis, mes frères, mes concitoyens, établissons dans le monde entier, par la grandeur de nos exemples, l'empire de nos idées. Que chaque nation soit heureuse et fière de ressembler à la France.» «La Grande nation», comme elle se qualifiait elle-même en 1792, se considère comme un modèle. Si elle ne songe plus certes à une expansion conquérante par les armes, elle croit toujours avec arrogance à sa supériorité sur les autres nations dans le domaine de la langue, de la culture, des idées. Avec Maurice Agulhon, le meilleur expert de la période, reconnaissons sans fard «que l'esprit quarante-huitard, en ce domaine, couvrait d'une formulation humanitaire la perpétuation du nationalisme français suscité en réaction par les traités de 1815».

Sélection bibliographique

Agulhon, Maurice, *1848 ou l'apprentissage de la République*, Paris, 1972.

Agulhon, Maurice, *Les Quarante-huitards*, Paris, 1975.

De La Gorce, Pierre, *Histoire de la Seconde République française*, Paris, 1886.

De Rémusat, Charles, *Mémoires de ma vie*, vol. IV, Paris, 1962.

De Tocqueville, Alexis, *Souvenirs* (*Œuvres complètes*, vol. XII, 1964 [1893]).

Girard, Louis, *La II^e République*, Paris, 1968.

Pena Ruiz, Henri et Scot, Jean-Paul, *Un poète en politique. Les combats de Victor Hugo*, Paris, 2002.

Pouthas, C., *Démocratie, réaction, capitalisme*, Paris, 1983.

Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales*, vol. V, Paris, 1954, pp. 193-218.

Riemenschneider, Rainer, *Dezentralisation und Regionalismus in Frankreich um die Mitte des 19. Jahrhunderts*, Bonn, 1985.

Vigier, Philippe, *La vie quotidienne en province et à Paris pendant les journées de 1848*, Paris, 1982.

Chapitre 3

L'Allemagne et la monarchie des Habsbourg (1848-1849)

Wolfram Siemann

Le présent chapitre aborde la question de l'Allemagne et de la monarchie des Habsbourg selon quatre angles. Il examine tout d'abord dans quelle mesure les relations de l'Allemagne et de la monarchie des Habsbourg ont présenté au moment des révolutions en Europe de 1848-1849 un caractère à la fois particulier et difficile; il s'interroge ensuite sur la participation de la monarchie habsbourgeoise à l'élan national en Allemagne et en Europe centrale; la troisième partie traite de l'échec de la révolution, tandis que le quatrième et dernier point s'efforce de procéder à une classification historique, en portant une attention particulière sur le rôle de la monarchie des Habsbourg.

Les relations de l'Allemagne avec la monarchie des Habsbourg (1848-1849)

L'historien pragois Jiří Kořalka, auteur de l'œuvre monumentale *Die Habsburgermonarchie* (La monarchie des Habsbourg), traite de l'Empire au sein du système des relations internationales dans le tome intitulé *Deutschland und die Habsburgermonarchie 1848-1918* (L'Allemagne et la monarchie des Habsbourg de 1848 à 1918, Kořalka, 1993). La formulation même du titre fait problème en soi, car elle laisse supposer que «l'Allemagne» et la monarchie des Habsbourg formaient deux entités distinctes, dont les rapports se situaient sur le plan des relations internationales. Voilà qui ne manque pas de surprendre, car la monarchie habsbourgeoise faisait jusqu'en 1866 partie, pour une portion importante de ses territoires, de la Confédération germanique, dont elle assurait la présidence au sein des 38 Etats allemands de la Diète de Francfort. L'historien viennois Heinrich Lutz pose le problème d'une autre manière, en intitulant son étude générale du XIX^e siècle *Zwischen Habsburg und Preußen. Deutschland 1815-1866* (Entre Habsbourg et Prusse – L'Allemagne de 1815 à 1866, Lutz, 1985). N'aurait-il pas fallu logiquement lui préférer le titre «Entre Autriche et Prusse»? Et qu'entend-on par «l'Allemagne»? Se situe-t-elle vraiment «entre Habsbourg et Prusse»?

Ce dilemme n'est pas nouveau; les contemporains de la révolution de 1848 en avaient particulièrement conscience. Franz Grillparzer écrit ainsi le 18 avril 1848 dans son journal viennois: «Ces chers Autrichiens! Voilà qu'ils réfléchissent au moyen de s'unir à l'Allemagne, sans s'unir à l'Allemagne! Ce projet sera bien difficile à réaliser, aussi difficile que pour deux personnes de vouloir s'embrasser en se tournant le dos!» (cité par Siemann, 2003).

Kořalka le décrit comme «le dilemme existentiel de l'Autriche à l'égard de la question allemande» qui s'est dessinée au moment de la révolution de 1848; c'est en effet à ce moment-là que s'est posée, non plus uniquement sous la forme des réflexions théoriques dont elle faisait l'objet avant les journées de mars 1848, mais dans la pratique politique de la révolution civile, la question de savoir «si, et si oui dans quelle mesure, l'Autriche était par essence partie constituante de l'Allemagne». Il ne s'agissait en effet rien moins que de déterminer «s'il convenait de maintenir, partager ou détruire l'Etat impérial des Habsbourg» (Kořalka, p. 4).

Une caricature publiée par le quotidien démocrate *Reichstags-Zeitung* scinde l'aigle impérial bicéphale, surmonté d'une couronne impériale suspendue, en deux parties représentant la Prusse et l'Autriche; la première incarne Heinrich von Gagern, président de l'Assemblée nationale de Francfort, et la seconde se présente sous les traits d'Anton Ritter von Schmerling, Premier ministre impérial. Ils apparaissent comme deux siamois qui se tournent le dos, indissociablement liés l'un à l'autre. On aimerait à croire que Grillparzer a eu connaissance de cette lithographie. L'allusion faite par la légende inscrite sous la caricature, «Oreste et Pylade», n'était intelligible qu'à un lecteur pétri de lettres classiques: elle signifiait en effet que, de même qu'Oreste avait assassiné sa propre mère avec l'aide de Pylade, Gagern mettait fin à l'espoir d'une Allemagne démocratique avec le soutien de Schmerling.



Les révolutions de 1848-1849 marquent le début de l'ère des Etats-nations en Europe centrale. Pour les nationalités qui composaient les ensembles de pouvoir supranationaux (en Prusse, dans la monarchie des Habsbourg et en Russie tsariste), l'objectif était obligatoirement de voir les ressortissants de leur propre nationalité réunis dans un Etat souverain, doté d'une Constitution moderne élaborée sur le modèle de l'Europe occidentale. Outre les Allemands, cette ambition animait en particulier les Polonais, les Hongrois et les Italiens. Les Tchèques, Slovaques, Slovènes, Croates et Ruthènes restaient pour le moment disposés à se contenter d'une autonomie placée sous la souveraineté des Habsbourg. Les Tchèques et les Italiens du Sud-Tyrol auraient d'ailleurs dû participer à la formation d'un Etat national à Francfort, en vertu de leur appartenance ancestrale à la Confédération germanique; mais ils lui opposèrent un refus catégorique.

Le dilemme entre une forme étatique transnationale et une orientation nationale existait depuis l'adoption de «l'Acte constitutif de la Confédération germanique», lors du Congrès de Vienne le 8 juin 1815. Dans son préambule, «les princes souverains et les villes libres d'Allemagne» sont convenus de l'objectif confédéral commun de conclure une alliance solide et durable «pour la sécurité et l'indépendance de l'Allemagne, ainsi que la paix et l'équilibre de l'Europe» et de vouloir à

cette fin établir entre eux «une confédération perpétuelle» (Huber, 1978, pp. 84 et suiv.).

La Confédération germanique et la monarchie des Habsbourg se considéraient ensemble comme une construction prénationale, une sorte de corps héréditaire issu du Saint Empire romain germanique. Celui-ci représentait un conglomérat de territoires souverains, dirigés par des princes et des patriciats municipaux peu soucieux de particularités nationales. Si l'on superpose l'étendue territoriale que présentait le Saint Empire jusqu'en 1806 aux frontières de la Confédération germanique établie en 1815, on constate qu'à l'exception des Pays-Bas belges et de légères différences, le tracé de la seconde reprend fidèlement celui du premier. Cela explique pourquoi la Confédération germanique abritait un si grand nombre de nationalités non allemandes; c'est également la raison pour laquelle la monarchie des Habsbourg était rattachée, en droit public, par la partie occidentale de l'Empire qui englobait des populations de nationalité italienne, tchèque, slovène et croate, à la Confédération germanique. Cet héritage du Saint Empire explique de la même manière que le duché de Schleswig, ainsi que les provinces prussiennes de Posnanie, de Prusse orientale et de Prusse occidentale ne fassent pas davantage partie de la Confédération germanique, bien que les revendications en ce sens aient été fortes au moment de l'agitation nationale de 1848 et qu'elles aient conduit le pouvoir central provisoire associé à la Prusse, à cause de la question du Schleswig, à la guerre contre le Danemark. En outre, la Confédération germanique n'offrait pas un cadre adéquat à un Etat-nation allemand unifié dès lors qu'on ne recherchait pas un modèle fédéral emprunté à la Suisse, mais un ensemble ethnique homogène.

Le rôle de la monarchie des Habsbourg dans le renouveau national en Allemagne et en Europe centrale

Compte tenu de l'imbricatio d'orientations étatiques et nationales qui régnait en Allemagne, il n'est pas aisé de comprendre pourquoi la monarchie habsbourgeoise a dans un premier temps pris part activement à l'élan national allemand ou, plus précisément, pourquoi les Allemands de la monarchie ont considéré Francfort, et non Vienne, comme le centre national de sa refonte sous la forme d'un Etat constitutionnel. Aussi un éclaircissement s'impose-t-il. D'un point de vue actuel, il est difficile de déterminer combien l'empreinte des anciennes structures, en particulier celles de la Confédération germanique, demeurait vive, malgré la pression des événements révolutionnaires. La Constitution issue de la révolution reprend les normes de la Confédération germanique, en se fondant sur sa définition des circonscriptions électorales et, naturellement, sur les régions traditionnelles du territoire confédéral. Il en fut ainsi jusqu'à la fin du processus constitutionnel, puisque l'Assemblée nationale constituante inscrivit, en dépit de toutes les expériences de l'année révolutionnaire, dans l'article premier de la «Constitution de l'Empire allemand» du 28 mars 1849: «l'Empire allemand est constitué par le territoire de l'ancienne Confédération germanique» (Huber, 1978, p. 375).

Cinq raisons importantes expliquent la participation initialement active de la population germanophone de la monarchie des Habsbourg à l'élan national allemand et aux travaux constitutionnels de Francfort qui lui ont fait suite.

1. Une nouvelle liberté

L'image d'un «système Metternich» perçu comme répressif pour l'ensemble de la vie sociale s'était imposée, avec plus ou moins de force selon l'époque, dans l'esprit de la population autrichienne de la Restauration et de la période antérieure aux journées de mars 1848. Même si l'historiographie la plus récente considère cette transition vers les temps modernes comme une période bien plus contrastée et complexe qu'on ne le croyait autrefois et qu'elle nuance fortement son jugement sur le chancelier autrichien, les contemporains de ce dernier se représentaient néanmoins ce système comme un mécanisme pesant et figé, dont l'effondrement donnerait naissance à une ère de liberté et de prospérité. La bourgeoisie éclairée et la noblesse libérale avaient forgé cette image, que la presse libre devait amplifier auprès du peuple.

Cet énorme espoir en l'avenir, associé à la chute de Metternich, n'avait pas gagné les seules populations allemandes de la monarchie. Une caricature tchèque en témoigne de



façon très nette: on y voit Metternich en fuite, juché sur deux petites locomotives, tandis qu'un vol de corbeaux croissant tournoie au-dessus de sa tête et que se dresse au loin un arc de triomphe surmonté de la bannière de la Constitution. La particularité du mouvement révolutionnaire qui embrasa l'ensemble de l'Europe fut de propager un programme commun essentiel par-delà toutes les particularités régionales et

territoriales, qu'il diffusa avec une rapidité à couper le souffle et un même objectif. Depuis Mannheim, où avaient débuté les «revendications de mars», le mouvement avait gagné non seulement les Etats de la Confédération germanique, mais encore les derniers recoins de la monarchie des Habsbourg, comme la lointaine ville moldave de Kronstadt, et exigé le droit à la nationalité, à la représentation politique incarnée par des parlements élus et à une Constitution écrite garantissant les libertés publiques. La révolution ne se propagea pas de façon unidimensionnelle, mais en évoluant de Paris jusqu'en Allemagne du Sud, de Milan et Vienne à Berlin, depuis les nombreuses villes où siégeait le pouvoir vers la périphérie, puis de cette dernière à nouveau vers les capitales, de sorte qu'elle mit temporairement sur pied un réseau de communication étendu à l'ensemble de l'Europe, sur lequel elle reposait en même temps (voir, par exemple, Dowe, Haupt et Langewiesche, 1998; Jaworski et Luft, 1996; et Haider et Hye, 2003). Ce mouvement tira sa force particulière dans le fait qu'il trouva, au-delà des couches bourgeoises de la société, un accueil favorable auprès d'une grande partie de la population paysanne, qui associait avant tout ses aspirations libertaires à l'abolition des corvées, servitudes et dépendances excessives auxquelles elle était soumise.

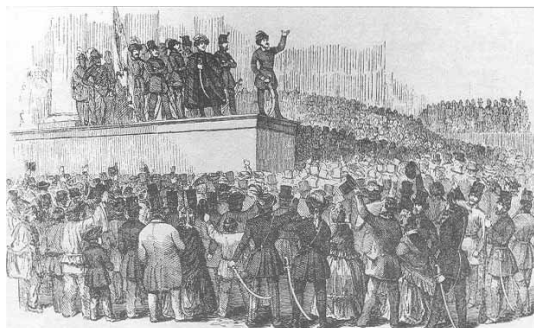
2. Le «Printemps des peuples»

Le sentiment d'appartenir à un front d'opposition commun et de prendre part à un gigantesque mouvement de libération de l'Europe tout entière fut encore renforcé lorsque les «peuples» prirent conscience de leur identité nationale et réalisèrent qu'ils étaient les sujets de l'Histoire. Cette expérience atteignit son point culminant avec l'utopie du «Printemps des peuples», qui gagna en particulier

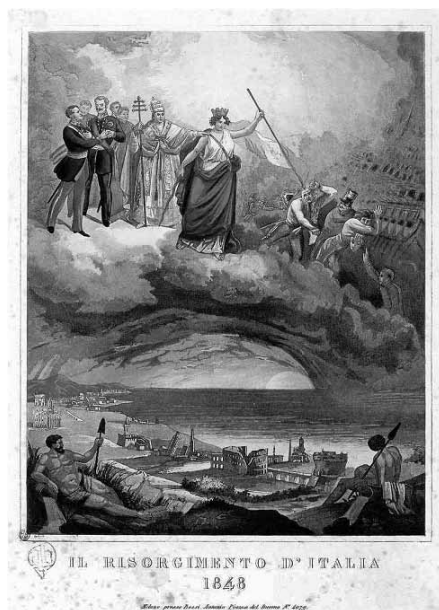


les nationalités «opprimées» que constituait les Polonais, les Tchèques, les Hongrois et les Italiens. Sa représentation imagée la plus célèbre est celle du lithographe français Frédéric Sorrieu. Il présente l'utopie de l'amitié des peuples dans une série de gravures, où les peuples s'unissent dans un ordre mondial pacifique, une «République universelle démocratique et sociale». La première planche est la plus connue; elle s'intitule *Le pacte*. Le cortège immense des peuples s'avance vers la statue de la liberté, symbolisée par une allégorie féminine. Elle tient de sa main gauche le flambeau des Lumières et s'appuie de sa main droite sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Les symboles brisés des monarchies européennes animent le premier plan; le Christ, incarnation de la fraternité, surplombe la scène. Une «sainte alliance» des peuples vient remplacer la Sainte-Alliance des princes.

L'utopie du «Printemps des peuples» fut commune à l'ensemble de l'Europe et les historiens postérieurs à cette période ne peuvent manquer de s'étonner que les acteurs de la révolution aient jugé, dans les premiers temps du mouvement, cette foi en l'avenir



naturellement compatible avec l'existence de la monarchie des Habsbourg. Les dirigeants politiques et militaires de la monarchie eurent au contraire conscience dès le départ de la menace fondamentale que représentait la révolution pour le maintien de l'Etat multinational. Quatre exemples en images représentant différentes nations au commencement de la révolution permettent de constater que l'emphase du mouvement de libération (contre l'ancien système) paraissait englober une entente pacifique entre les nations. Ces témoignages imagés proviennent de Presbourg, Milan, Prague et Berlin.



Une illustration stylisée glorifie le héros national et poète hongrois Sándor Petőfi, déclamant à Pest le 15 mars 1848 son poème «Debout, Magyars...». Cette lithographie contemporaine est considérée comme le point de départ du soulèvement national hongrois.

La lithographie en couleurs imprimée à Milan, «Il risorgimento d'Italia

1848», croit encore fermement en une association compatible de la «résurrection de l'Italie» avec les représentants de l'Ancien Régime, puisque l'allégorie de l'Italie, élevée dans les cieux où elle se tient en compagnie des monarches qui avaient promulgué une Constitution dans leurs Etats, c'est-à-dire Pie IX, Charles-Albert de Piémont-Sardaigne et le grand-duc de Toscane, Léopold de Habsbourg, précipite de son bâton les troupes autrichiennes aux enfers.



Slawenmesse am Pfingstmontag in Prag 1848

Le même message transparait dans une lithographie dont la légende est imprimée en allemand et en tchèque, «Die Slawenmesse am Pfingstmontag in Prag 1848» (La messe slave du lundi de Pentecôte à Prague en 1848), qui, par cette grande manifestation qui rassembla le 12 juin 1848 toutes les couches de la population, illustre de façon vivante l'atmosphère de départ, pleine d'espoir, qui s'exprima encore le jour même dans la proclamation du Congrès slave de Prague. Les délégués convaincus du «Printemps des peuples» y présentèrent leur proposition de «transformer l'Etat impérial en une confédération de nations égales en droit» et de convoquer à cette fin un «Congrès général européen des peuples pour le règlement de toutes les questions internationales», car «les peuples libres se comprennent plus facilement que les diplomates rémunérés».

Le souci de maîtriser le problème que représentait le fait de pouvoir être compris de la population grâce à l'emploi de plusieurs langues est parfaitement illustré par la Proclamation de Berlin du 3 avril 1848, qui invite à se rendre à un «grand rassemblement républicain

— 2 —

erschickten Verammlung sich der Vorlesung von Seiten der repräsentativen Versammlung, zu welchem Zweck das Recht zur Unterbrechung des Kampfes zu bezeugen, wurde, das entsprechende Publikum wurde nicht gelassen und die Sitzung selbst mit dem Beschluß der ersten Kammer (die deutsche nationalversammlung) an den Revolutionären Verein, Nr. 14, übergeben. Einmal und wieder besprochen, Kaufmann Schilling erklärte in erschütterter Verlesung, er sei mit einer Schicksalsentscheidung für die Sache der Revolution, die dem Reichsminister General-Schmidt gekommen, jedoch mit den Worten abgelehnt worden: „Es ist Schade, daß in Berlin noch 1000 von der Gabelle gefüllt sind.“ Die Erklärung über diese letzte Besprechung war allgemein und folgte zum Beschluß, alle aufzuhören, diesen Vertreter der absoluten Tyrannei und Wüter der ersten Welt, 3. April, in d. S. 84, und seine nationalen Rechte zu erkennen. Die von Württemberg, Preußen, circa 8-10 Tage, nach obiger Mitteilung des Herrn Schilling hatte Schmidt von Württemberg auf eine öffentliche Versammlung erwidert.

Zurück Württemberg lag zunächst eine Einladung zu einer öffentlichen Versammlung im Park zu Stuttgart vor, welche mir unmittelbar ebenfalls öffentlich abgelesen wurde. Auch hier mag eine die Revolution, wie man die Dinge unserer Väter jemals bei dem Erwachen für eine solche. Die lauter:

Vive la République! **Hurrah for the Republic!**
 Freiheit, Gleichheit, Brüderschaft. Hoch lebe die Republik.

Große republikanische

Maß-Verammlung

in
P A R K
 zu Ehren der großen
Europäischen Revolution
 gehalten am
Montag den 3. April
 Nachmittag um 4 Uhr.

Neben in deutscher, englischer und französischer Sprache.

Deutsche Mitbrüder!

Die Stunde des Weltgerichts hat geschlagen. Die Freiheit steht auf aus ihrem Grabe, und die Werke des Satans verfallen in ewige Finsterniß. Die Völker der alten Welt erheben sich aus ihrer Erniedrigung. Die Tyrone wanken.

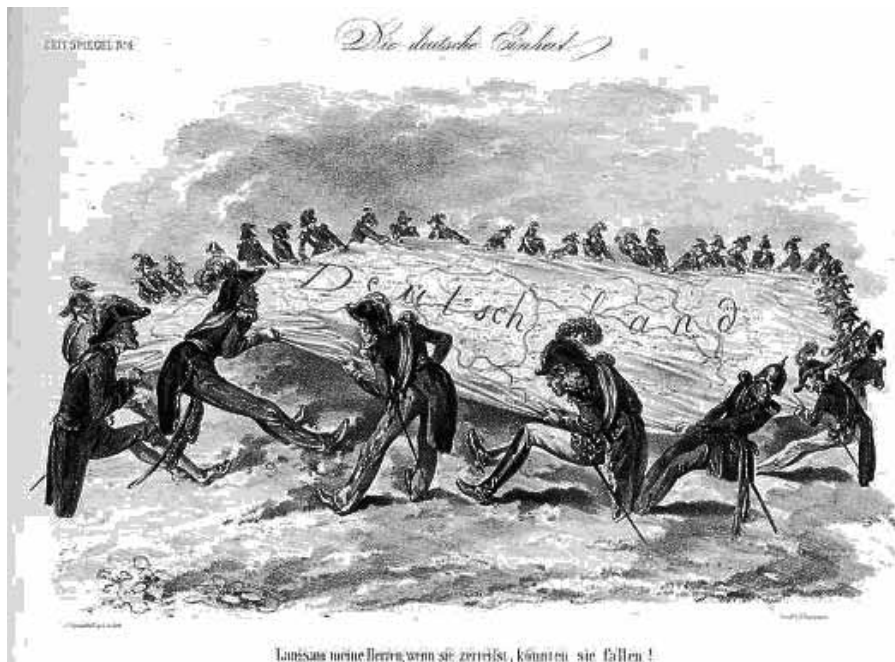
Nach einer kurzen Zeit der Kampfes und die ganze Freiheit ihrer höchsten Menschheit liegt tod auf dem Boden. Nach Deutschland erhebt sich. Die Völker und der Geist, der Nationen und der Völker erheben sich, und lassen die hohen Gipfel der Freiheit vor sich her. Die deutsche Republik ist das Lebenszeichen unserer Väter in der Zukunft. Deutsche Bürger! Republikaner! erhebt in Massen! Feiert mit uns die Wiederholung der Menschheit und den Sturz der Tyrannen! Franzosen und Polen, Italiener und Schweizer, Dänen und Engländer, alle Völker Europas stehen sich an jedem Tage im Jahr wieder die Hand, die Freiheit werden ein dauerndes Hilfsmittel zu werden. Auch die Freiheit nicht die Freiheit am Platz sein. Deutsche Mitbrüder, die weiter gehen, daß die Freiheit zu werden möge, auch heute nicht zu lassen, wo es Zeit ist, um sie zum Gemeingut der ganzen Menschheit zu machen.

Es lebe die europäische Revolution! — Es lebe die neue Welt!

Die Commitee:
 Schröder, E. Lorenz, J. Gide, C. Müller, C. Kellner, J. A. Dorck, P. Bitt, J. A. Struncker, Wilmüller, J. W. Schmidt, G. Krieger, E. Schmidt, A. Krieger, C. Richter, J. W. Werthe, Dreißer, Meyer, J. Hoff.

Schnelldreßendruck von W. Schindrich & Comp., Schöne Nr. 4.

[...] en l'honneur de la grande Révolution européenne»; les discours y étaient en effet tenus en allemand, anglais et français. Ces déclarations doivent être prises au sérieux, comme l'expression d'une volonté affichée de parvenir à une entente pacifique entre les nations. Il n'est guère nécessaire de souligner que cette utopie du Printemps des peuples ne répondait pas à la complexité des motivations contraires des révolutions européennes. La presse libérée



Langsam meine Herren, wenn sie zerreißen, könnten sie fallen!

démasqua, au cours de l'année révolutionnaire, l'utopie irréaliste qui se cachait derrière cette pratique politique et n'épargna pas ses sarcasmes – moteurs propices à activer la formation des partis. Les contradictions apparurent au grand jour lorsque les députés des divers parlements s'apprêtèrent à créer des Etats-nations et à définir le tracé de leurs frontières. Le tracé des frontières signifiait cependant tout autant la guerre que les dislocations. Les Allemands et Danois du Schleswig, les Polonais de Posnanie, les Tchèques de Bohême et Moravie, les Hongrois et les Italiens des territoires de la monarchie habsbourgeoise en firent l'expérience. La gravité avec laquelle furent dépeints les rapports entre l'Empire autrichien et l'Allemagne transparaît également dans les caricatures. Une caricature viennoise prit ainsi pour thème le caractère explosif de la question des nationalités et la position délicate de l'Autriche au sein de la Confédération germanique. Il apparaissait clairement que cette question devait faire voler en éclats l'unité allemande: «Doucement messieurs, si elle se déchirait vous pourriez tomber!»

3. La chance pour l'Autriche de prendre une voie allemande

La troisième explication de ce bref espoir national allemand mis dans la monarchie des Habsbourg tient à une phase particulière, au cours de laquelle le grand Etat parut

se disloquer, et la chance d'une «voie allemande» pour l'Autriche sembla sourire aux contemporains. Cette occasion se présenta lorsque le plus fidèle partisan de Metternich, le comte Franz Hartig, se prononça pour un retrait de la Lombardie en Italie du Nord; le grand-duc Jean y fut encore brièvement disposé en octobre 1848. A cela s'ajouta le fait qu'à l'été la Hongrie parut totalement perdue pour la monarchie. Le Premier ministre Wessenberg tint pour probable la perte de la Galicie que Franz Stadion, le gouverneur autrichien de Lemberg, déclara le 6 mai 1848 ne pas pouvoir tenir (pour plus de détails, voir Höbelt, 1998). Dans cette période d'apparent effondrement de l'ensemble de la monarchie, il parut plausible à ses ressortissants allemands qu'ils prendraient une part active à l'œuvre d'unification nationale de Francfort.

4. Le mythe des barricades

En outre, le «mythe des barricades» contribua à surestimer les forces de la révolution. La quasi-totalité des images diffusées de barricades à Berlin, Vienne, Paris et Francfort faisait croire qu'elles représentaient le moyen de résister aux anciennes forces militaires et de triompher de l'armée traditionnelle au cours de la révolution. Ce mythe des barricades, allant de pair avec les attentes des milices citoyennes, était, pour la première fois souligné par Langewiesche (1983). Les deux seuls daguerréotypes probablement conservés des barricades de 1848 établissent clairement que la réalité était bien plus amère que ne le laissaient entendre les lithographies colorées et stylisées qui en reproduisaient des images.

On y découvre ainsi, débarrassée de la stylisation héroïque propre au journalisme illustré, une rue barrée par un amas de pierres, de meubles et d'ustensiles, qui apparaît, dans la seconde image, déblayée à l'issue des «combats de juin».

5. Elections

Enfin, les premières élections générales allemandes sur le sol de la Confédération germanique et la désignation du grand-duc Jean d'Autriche comme «vicaire d'Empire» le 29 juin 1848 ne poussèrent pas immédiatement les Autrichiens à des manifestations débordantes en faveur de leur participation à un processus de constitution d'un Etat allemand commun. Il convient cependant de noter à ce propos que le grand-duc Jean avait été nommé peu de temps auparavant, le 16 juin 1848, représentant de l'Empereur. D'une



certaine manière, malgré les protestations élevées par les démocrates et en particulier les Prussiens dans l'église Saint-Paul, ces événements apparurent ainsi comme une anticipation de la forme future d'un empire allemand qui engloberait l'Autriche.

Une lithographie anonyme restituée, dans le style charmant de l'époque Biedermeier, le sentiment de concorde qui prévalait à l'été 1848. Autour du médaillon du vicaire d'Empire, le grand-duc Jean, et devant les deux allégories féminines de l'Allemagne et de la Liberté qui se tiennent debout, s'agenouillent ou s'inclinent le prêtre, l'officier, le garde national, le soldat, le paysan, le commerçant, l'artisan et l'ouvrier, soit toutes les couches de la population (à l'exception de sa composante féminine). Sous l'image apparaît la devise «Plus de Prusse ni d'Autriche, une Allemagne unie, forte et majestueuse, aussi solide que ses montagnes». Cet ensemble devait être uni sous la forme d'une confédération d'Etat, dotée d'une flotte et d'une armée allemandes, fondée sur la liberté de la presse, la nation armée et le droit d'association. L'entrée du vicaire d'Empire à Francfort le 11 juillet 1848 donna lieu à une fête d'unité nationale conforme à la joie que faisait naître l'avenir. Cette entrée fut mise en scène en reprenant toutes les formes du traditionnel sacre impérial, tel qu'il se déroulait à Francfort aux temps du Saint Empire romain germanique.

La paralysie de la révolution

L'évolution des révolutions dans l'ensemble de l'Europe, les événements survenus à Berlin et Vienne, ainsi qu'au siège du pouvoir central provisoire à Francfort et au sein des corps législatifs permettent de comprendre pourquoi la tentative d'asseoir les relations germano-autrichiennes sur une nouvelle base constitutionnelle, aux conditions fixées par la révolution, finit par échouer. Si l'on fait abstraction de toutes les contradictions sociales internes qui existaient sur le plan matériel, légal et psychologique et qui participaient de la transition du corporatisme vers un système de classes économiques définies, le facteur crucial demeure la sous-estimation de la puissance des armées en présence, qui conduisit à l'échec des mouvements révolutionnaires européens (Langewiesche, *in* Dowe, Haupt et Langewiesche, 1998, pp. 915-932). Les opérations militaires de 1848-1849 se lisent comme un indicateur de la consolidation du pouvoir détenu par les anciennes élites aristocratiques.

L'examen de la situation dans la seule monarchie habsbourgeoise fait ressortir un certain nombre de dates décisives: le 26 avril 1848 avec le bombardement de Cracovie, le 13 juin avec le bombardement de Prague par Windischgrätz, le 6 août avec l'entrée de Radetzky à Milan, la période du 6 octobre au 1^{er} novembre, point culminant de la révolution à Vienne qui s'effondra sous le bombardement ordonné par Windischgrätz. Le passage par les armes de Robert Blum le 9 novembre eut valeur de symbole. Les contemporains perçurent dès cet instant qu'avec l'exécution de Blum, ce n'était pas un simple révolutionnaire qui venait de tomber: à travers sa personne, celle d'un député de l'église Saint-Paul qui s'était exposé, toute l'œuvre d'unification de Francfort avait été condamnée par l'armée autrichienne. Blum fusillé symbolisa de manière patente l'échec de la participation de la monarchie des Habsbourg aux travaux constitutionnels pangermaniques.

Le programme du nouveau Premier ministre Schwarzenberg, présenté le 27 novembre 1848 devant le Reichstag transféré dans la ville morave de Kremsier, proclame sans ambages:

«la grandeur et le renforcement de l'Allemagne ne résident pas dans la dislocation ni l'affaiblissement de la monarchie. Le maintien de l'unité étatique de l'Autriche est une nécessité à la fois pour l'Allemagne et l'Europe» (Huber, 1978, p. 360).

L'Assemblée nationale de Francfort persista en un sens, dans sa Constitution du 28 mars 1849, à prendre le contre-pied de cette position sur la question précise de la dislocation de la monarchie; son article 2 interdisait en effet expressément qu'un pays allemand et un pays non allemand soient dirigés ensemble par un même chef d'Etat, sur le fondement d'une Constitution, d'un gouvernement et d'une administration communs.

La monarchie des Habsbourg était réduite au rang de double territoire: sa partie allemande était soumise à la Constitution et à la législation de l'Empire, tandis que ses portions «non allemandes» devait être traitées comme des territoires distincts.

Pourtant, ce qui dans la bouche de Schwarzenberg pouvait passer pour une «dislocation de la monarchie» n'était en rien une nouveauté, puisque cette position était conforme à celle que la monarchie des Habsbourg avait adoptée au sein de la Confédération germanique. Dans ce cadre également, elle n'était en effet soumise aux décisions confédérales que pour ceux de ses territoires qui faisaient partie de la Confédération; l'Empire procéda d'ailleurs, de façon intraétatique, à une application plus stricte du modèle défini par l'Assemblée de Francfort en 1849, lorsqu'il adopta le compromis austro-hongrois de 1867. Ce dernier donna naissance à la double monarchie. Au-delà de l'ensemble des actions individuelles, l'état et la fidélité de l'armée autrichienne, où se mêlaient les nationalités, furent décisives pour l'échec de la révolution. L'examen des autorités territoriales militaires et de la répartition des troupes sur le territoire de la monarchie en février 1848 montre clairement qu'à l'exception du noyau hongrois l'armée était stationnée à la périphérie de l'Empire, dans les régions instables du fait de leurs populations non allemandes que représentaient la Lombardie et la Vénétie, la Bohême, la Moravie et la Galicie (Kořalka, 1993, vol. 5, p. 204). L'abdication de l'empereur Ferdinand le 2 décembre et l'avènement du jeune François-Joseph formaient la clé de voûte de cet édifice, qui glissait désormais vers un néo-absolutisme soutenu par l'armée. L'échec de la révolution par suite des opérations militaires ne constitua nullement un événement exclusivement autrichien; il concerna également l'ensemble de l'Allemagne, si l'on tient compte de l'intervention des troupes impériales qui anéantirent finalement les révolutionnaires en Allemagne du Sud-Ouest avec l'aide de régiments prussiens, hessois, badois, wurtembergeois et bavarois. Une question demeure certes en suspens: l'armée autrichienne serait-elle parvenue à réprimer le soulèvement hongrois avec le soutien, notamment, des régiments croates si les troupes russes n'étaient pas venues à son secours?

L'exclusion croissante de l'Autriche

La classification historique de la révolution allemande et autrichienne de 1848-1849 ne saurait bien entendu se limiter à l'examen de ces deux années mémorables.

Il est infiniment préférable de tenir compte du fait que, parallèlement au processus d'exclusion de l'Autriche qui atteignit son point culminant en 1866, se développa un processus similaire d'auto-exclusion, si bien que cette évolution dans des directions opposées était déjà en germe bien avant 1848. L'historien américain Peter J. Katzenstein l'a très tôt mise en lumière (Katzenstein, 1976). Dieter Langewiesche, notamment, a fait ressortir, en étudiant la révolution, l'existence de tendances à une mise en retrait.

L'examen de l'évolution de cette mise en retrait sur une longue période chronologique amène une série de remarques. Alors que les réformes entreprises par Joseph II s'enlisaient prématurément et que l'Etat autrichien était en faillite en 1811, la Prusse et la Confédération du Rhin accomplissaient leurs réformes; la monarchie des Habsbourg ne parvint à rattraper ce retard qu'à l'époque du néo-absolutisme. Elle se tint ainsi à l'écart, ce qui la priva, notamment, d'une éducation politique constitutionnelle antérieure aux journées de mars. Cette dernière constitua un ferment politique longtemps ignoré, qui liait entre eux les différents Etats allemands, à travers le règlement collectif des litiges au sein des *Landtage* d'opposition, la vie parlementaire quotidienne et des rituels communs, dont les répercussions touchaient jusqu'à des domaines extraparlimentaires de la société. La Prusse n'était certes pas un Etat constitutionnel au sens moderne du terme; mais elle disposait d'assemblées provinciales vivantes, surtout en Rhénanie, en Westphalie et en Prusse orientale.

La monarchie des Habsbourg se tint en retrait durant la révolution de juin 1830, lorsqu'une nouvelle impulsion constitutionnelle gagna les derniers Etats confédérés allemands. L'établissement de l'Union douanière (*Zollverein*) sans l'Autriche fut déjà perçu par Metternich comme une éviction «de l'Allemagne». L'évolution de la société de la monarchie demeura dans les années 1830 et 1840 à l'écart du nationalisme allemand organisé, qui trouva dans les gymnastes, les chanteurs et les catholiques allemands autant de relais du débat public. De la même manière, les élites politiques autrichiennes de l'opposition ne rejoignirent pas les réseaux des organisations libérales et démocratiques, non seulement avant 1848, mais également, comme l'a montré Langewiesche, pendant l'année révolutionnaire (Langewiesche, 1991, p. 763). Les organisations nationales chapeautant les diverses associations qui s'implantaient à Francfort, Berlin ou Leipzig n'atteignirent en règle générale plus les Autrichiens. La monarchie ne fut pas davantage touchée par la campagne en faveur de la Constitution de l'Empire au printemps 1849 et l'examen du processus de formation de l'Assemblée nationale de Francfort révèle, une fois de plus, l'existence d'une tendance au retrait. L'élection de Frédéric-Guillaume IV à la dignité impériale consacre sans ambiguïté, au vu de l'attitude électorale des députés autrichiens, cette séparation. La rupture fut plus manifeste encore lors de la désagrégation de l'Assemblée nationale de Francfort, comme le montre l'étude des circonscriptions des membres du parlement croupion de Stuttgart et de l'Assemblée de Gotha (Best et Weege, 1996, pp. 484-493). Les députés des circonscriptions autrichiennes n'y siégeaient qu'en nombre infime.

En définitive, s'agissant de la délicate «question allemande» dans les conditions qui prévalaient en 1848-1849 (Gehler *et al.*, 1996), un constat s'impose, qui se résume tout d'abord par la formule suivante: «des partenaires mal assortis». Ajoutons que

le succès de la constitution d'une nation réside dans l'établissement d'une mémoire collective historique: elle fonde sa légende originelle, qui s'impose à tous, ainsi que son «ensemble de valeurs» et son univers symbolique communs sur un certain nombre d'événements majeurs et de traditions. L'héritage historique qui liait l'Autriche et l'Allemagne – l'ancestrale tradition impériale – n'était plus d'actualité sous les auspices de l'Etat-nation moderne. La nouvelle tradition, issue de la révolution de 1848-1849, trouva néanmoins sa dimension, certes différente de celle de la «glorieuse» Révolution de 1789, mais propre à émouvoir les foules et à faire naître l'aventure, dans l'échec: le culte des morts tombés pendant les journées de mars et la mémoire de Robert Blum. L'appel à 1848-1849 conserva cependant une tonalité contraire sur les lieux mêmes de la constitution d'un nouvel héritage: dans la «Petite Allemagne» impériale de 1871, ainsi qu'en Autriche, qui en avait été séparée à partir de 1866 (Siemann, 1999).

Sélection bibliographique

Best, Heinrich et Wilhelm Weege, Wilhelm (éd.), *Biographisches Handbuch der Abgeordneten der Frankfurter Nationalversammlung 1848-1849*, Düsseldorf, 1996.

Dowe, Dieter, Heinz-Gerhard Haupt et Dieter Langewiesche (éd.), *Europa 1848: Revolution und Reform*, Bonn, 1998.

Gehler, Michael, Rainer F. Schmidt, Harm-Hinrich Brandt et Rolf Steininger (éd.), *Ungleiche Partner? Österreich und Deutschland in ihrer gegenseitigen Wahrnehmung. Historische Analysen und Vergleiche aus dem 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart, 1996.

Haider, Barbara et Hye, Hans Peter (éd.), *1848: Ereignis und Erinnerung in den politischen Kulturen Mitteleuropas*, Vienne, 2003.

Höbelt, Lothar, *1848. Österreich und die deutsche Revolution*, Amalthea, Vienne et Munich, 1998.

Huber, Ernst Rudolf (éd.), *Dokumente zur deutschen Verfassungsgeschichte*, vol. 1, Stuttgart, 1978, pp. 84 et suiv.

Jaworsky, Rudolf et Luft, Robert (éd.), *1848/49. Revolutionen in Ostmitteleuropa*, Munich, 1996.

Katzenstein, Peter J., *Disjoined partners: Austria and Germany since 1815*, Berkeley, CA, 1976.

Kořalka, Jiří, *Deutschland und die Habsburgermonarchie, 1848-1918*, vol. 6.2 de *Die Habsburgermonarchie, 1848-1918*, éd. Adam Wandruszka et Peter Urbanitsch, Vienne, 1993, pp. 1-158.

Langewiesche, Dieter, «Deutschland und Österreich: Nationswerdung und Staatsbildung in Mitteleuropa im 19. Jahrhundert», in *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, n° 42, 1991, pp. 754-766.

Langewiesche, Dieter, «Die Rolle des Militärs in den europäischen Revolutionen von 1848/49», in Bachofer, Wolfgang et Fischer, Holger (éd.), *Ungarn – Deutschland: Studien zu Sprache, Kultur, Geographie und Geschichte*, Munich, 1983, pp. 273-288.

Lutz, Heinrich, *Zwischen Habsburg und Preußen: Deutschland 1815-1866*, Berlin, 1985.

Siemann, Wolfram, «Der Streit der Erben – deutsche Revolutionserinnerungen», in Langewiesche, Dieter (éd.), *Die Revolutionen von 1848 in der europäischen Geschichte: Ergebnisse und Nachwirkungen; Beiträge des Symposions in der Paulskirche vom 21. bis 23. Juni 1998*, Munich, 2000 (supplément n° 29 de *Historische Zeitschrift*), pp. 123-154.

Siemann, Wolfram, «Großdeutsch – kleindeutsch? Österreich in der deutschen Erinnerung zu 1848/49», in Haider, Barbara et Hye, Hans Peter (éd.), *1848: Ereignis und Erinnerung in den politischen Kulturen Mitteleuropas*, Vienne, 2003, pp. 97-111.

Illustrations

N^{os} 1, 2, 5, 8, 9: Germanisches Nationalmuseum (éd.), *1848: Das Europa der Bilder*, 2 vol., Nuremberg, 1998.

N^{os} 3, 6, 7: Gall, Lothar (éd.), *1848, Aufbruch zur Freiheit*, Francfort, 1998.

N^o 4: «Freiheit, schöner Götterfunken! Europa und die Revolution 1848/49», in *Zeit-Punkte*, 1, Hambourg, 1998.

Chapitre 4

La révolution hongroise de 1848 et ses conséquences

Peter Bihari

«Les Hongrois sont les Français du XIX^e siècle.»
George Weerth, *Neue Rheinische Zeitung*, 19 mai 1849

Traditions

On entend souvent dire qu'il y a trop d'histoire au kilomètre carré dans notre région d'Europe orientale ou, selon les mots de l'écrivain italien Claudio Magris, que les peuples d'Europe orientale ne connaissent pas l'art d'oublier. Ces observations très justes font référence au «poids de l'Histoire» dans cette partie du continent européen: les blessures et les préjugés du passé y empêchent trop souvent les peuples et les pays de construire leur présent et leur avenir, une impression que l'on ressent également très fortement en Hongrie, où ceux qui partagent la même vision de l'avenir peuvent avoir des vues totalement divergentes en ce qui concerne le passé (et ne résistent pas toujours à la tentation de rejouer les vieilles batailles en costumes d'époque), alors que dans d'autres pays, plus chanceux, c'est normalement l'inverse qui se produit.

Même si je pense que M. Magris a raison, je me propose de montrer, dans cette communication, que l'Histoire peut également être une force constructive et libératrice, au service du présent et de l'avenir. L'objet ici n'est donc pas de traiter des événements de 1848-1849 en tant que tels mais de se pencher sur la commémoration de l'année révolutionnaire. Mon souci principal est de démontrer comment et pourquoi les années 1848-1849 sont devenues les plus importantes dans l'héritage historique de la Hongrie et de faire apparaître le type de conscience historique qu'elles ont contribué à forger. Je n'ai nullement l'intention de laisser de côté les mythes, les légendes et les cultes qui entourent la plus grande révolution que les Hongrois aient connue.

En Hongrie, les chercheurs sont unanimes pour considérer que les événements de 1848-1849 représentent un tournant décisif dans l'histoire du pays, comparable en cela à la fondation par saint Etienne du royaume chrétien autour de l'an mille. Deux concepts caractérisent le changement qui s'est alors opéré: la modernisation et la nationalité, qui, nous le verrons ultérieurement, allaient de pair. Il n'est dès lors pas étonnant que la majorité des Hongrois aujourd'hui désignent 1848 comme la période de leur histoire dont ils sont le plus fiers, comme le révèlent tous les récents sondages d'opinion.

Bon nombre d'exemples tirés de la vie quotidienne confirment l'importance de cette date. Des trois jours fériés hongrois, le 15 mars, jour de la révolution de 1848, est sans conteste le plus apprécié. Il coïncide en outre avec l'arrivée du printemps, ce qui facilite l'association au «Printemps des peuples». On observera également en se promenant aujourd'hui dans n'importe quelle rue principale de village ou de petite ville en Hongrie que celle-ci porte habituellement le nom de Lajos Kossuth ou de Sándor Petőfi, les deux figures principales de l'époque. La place du village s'appelle en règle générale place Széchenyi ou Deák, respectivement «le plus grand des Hongrois» et le «sage du pays», tous deux membres du premier gouvernement hongrois mis en place en 1848. En examinant un plan de la ville de Budapest, j'ai relevé pas moins de 75 rues et places nommées d'après les neuf membres du gouvernement du comte Batthyány, sans doute le meilleur gouvernement que le pays ait jamais eu. Enfin, 16 autres rues ou places doivent leur nom au poète révolutionnaire Sándor Petőfi, ce qui porte à plusieurs centaines, rien qu'à Budapest, le nombre de places et d'institutions commémorant les acteurs de la révolution et de la guerre d'indépendance qui s'ensuivit.

Dernier exemple: le jour de la fête nationale, le 15 mars, les radios publiques, radio Kossuth ou Petőfi, citent les personnalités hongroises décorées des prix les plus prestigieux, le prix Kossuth et le prix Széchenyi. Et dernier chiffre: en 1998, pour le 150^e anniversaire de la révolution, plus de 250 publications consacrées à la révolution sont parues, en hongrois bien évidemment, témoignant ainsi de l'intérêt soutenu des professionnels et du public pour le sujet.

Le premier anniversaire de la révolution fut déjà célébré le 15 mars 1849 sous l'égide du drapeau tricolore, créé par les Lois fondamentales d'avril 1848, tout comme l'emblème national. Ce jour-là,

«des jeunes gens enthousiastes et des soldats jurèrent solennellement que les tyrans habsbourgeois n'envahiraient jamais la patrie bien-aimée qu'ils avaient rachetée avec leur sang pour fonder l'un des Etats les plus libéraux d'Europe».

Après la défaite de 1849, un grand nombre de billets de banque, les billets Kossuth, et de drapeaux tricolores furent cachés, les premiers dans des quantités telles qu'ils sont sans grande valeur dans les magasins d'antiquités. On trouve également dans les cimetières de vieilles pierres tombales portant l'inscription «*Honvéd*» (membre de l'armée révolutionnaire en 1848-1849). Apparemment, cet épisode représentait le seul fait marquant dont le défunt ait été non seulement fier mais qu'il souhaitait faire passer à la postérité.

Avec le temps, ces formes de commémoration et de deuil ont engendré divers cultes et mythes. On pense notamment à Petőfi entonnant son «Chant à la nation», «Hongrois, lève-toi!», une sorte de Marseillaise hongroise, sur les marches du Musée national le 15 mars. La plaque commémorative et la couronne de fleurs s'y trouvent bien mais il est peu probable que ce soit l'endroit précis où le poète révolutionnaire a chanté cet hymne. On pourrait citer également les titres qui auréolaient déjà de son vivant Kossuth: «notre père Kossuth», «le Moïse hongrois», «le grand exilé», «le Messie de la nation», «le saint homme», «le nouveau Washington», etc. Peu de temps après sa mort, en 1894, un certain nombre de statues furent érigées en son honneur. En 1914, on dénombrait un total de

75 sculptures (dont 32 le représentaient en pied), ce qui rend son culte comparable (*mutatis mutandis*) à celui de Bismarck dans l'Allemagne impériale.

Commémorations

Pour les besoins de cette partie, j'ai sélectionné certains moments clés de l'histoire du pays pour mettre en évidence les diverses formes de commémoration des événements de 1848 auxquelles ils ont donné lieu. Après la période d'absolutisme des années 1850, la première célébration publique de la révolution, non officielle cela s'entend, eut lieu en 1860. Elle se déroula dans un climat d'exaltation et un étudiant fut abattu par la police. Cette année-là, la cocarde tricolore et le ruban noir devinrent déjà le double «symbole national» de cette journée.

Le cinquantenaire de la révolution, en 1898, s'avéra une affaire délicate puisqu'il coïncidait avec le 50^e anniversaire de l'accession de François-Joseph au trône d'Autriche, ce qui donna lieu à une étrange «action parallèle». Ferenc Kossuth, fils de Lajos Kossuth et chef de file du Parti indépendantiste en 1848, déclara que «la nation veut vivre et commémorer avec son roi», et proposa que la commémoration des événements du 15 mars fasse l'objet d'une loi. A l'issue de débats houleux, les membres du parlement parvinrent à un compromis: il y aurait bien une loi mais le nouveau jour férié serait décalé au 11 avril, jour où le roi avait approuvé les lois d'avril. Cette décision était bien dans la ligne de la «révolution légale» de 1848 mais le compromis suscita le mécontentement d'une grande partie de l'opinion publique. Ainsi a-t-on pu lire dans la plupart des journaux qu'à partir de ce moment il y aurait un jour férié officiel, le 11 avril, mais que la véritable fête nationale resterait fixée au 15 mars. Il convient de préciser ici que le «prolétariat» de Budapest organisa cette année-là, pour la première fois, ses propres célébrations avec le drapeau rouge et formula à cette occasion des revendications radicales. (Le parti social-démocrate, non représenté au parlement, fut la seule force politique d'envergure à rejeter le consensus national(iste) sur l'interprétation des événements de 1848, dont il fit une commémoration séparée).

Au cours de la première guerre mondiale, la réinterprétation de l'héritage de 1848 prit une tournure nettement antirusse et antislave, inspirée, probablement, par des sentiments de revanche nés de la défaite de 1849. Cependant, au lendemain de la nouvelle défaite de 1918, l'ancien modèle de la «révolution hongroise légale» pouvait être jeté aux orties. Le 15 mars remplaça le 11 avril car «cette journée ne saurait être arrachée du cœur du peuple hongrois». De plus, le triomphe éphémère des Bolcheviks hongrois en 1919 contribua à favoriser l'identification des masses prolétaires avec les révolutionnaires de 1848. L'orateur socialiste proclama:

«Il n'y aura plus que deux nations sur Terre face à face, – c'est Petőfi qui parle[!] – celle du bien et celle du mal. Et nous foulerons aux pieds le mal, cette incarnation du mal qu'est le capitalisme. Jurons ensemble que nous ne serons pas les derniers dans ce combat.»

On entendait là les premiers accents guerriers de la révolution socialiste mondiale.

Un nouveau chapitre s'ouvrit dans l'histoire du pays avec la perte de la Grande Hongrie, la victoire de la contre-révolution et l'instauration d'un régime de droite pendant l'entre-deux-guerres. 1848 restait une date importante mais fut dépouillée de toute connotation libérale et démocratique. La nouvelle interprétation radicalement nationaliste et antilibérale apparaît clairement dans le discours prononcé à l'occasion de la fête nationale par Endre Bajcsy-Zsilinszky, un homme politique raciste qui devint, en 1944, l'une des rares victimes de la résistance hongroise contre le nazisme. En 1923, il s'adressait ainsi à un public composé, sans surprise, d'unionistes paramilitaires:

«Pouvons-nous dire aujourd'hui que notre économie et la Bourse, notre littérature et la presse soient véritablement entre nos mains? Non, il nous faut regagner le terrain perdu sur tous les fronts. Nous avons besoin d'une nation forte, d'un Etat fort, ce n'est pas plus de liberté qu'il nous faut mais plus d'intervention étatique.»

Curieusement, c'est vers la même époque, à l'approche du 80^e anniversaire de la révolution, que le 15 mars devint officiellement jour de fête nationale après l'adoption d'une résolution parlementaire dans ce sens (en 1927-1928). Mais, dans ces années de l'entre-deux-guerres, le climat demeura sensiblement le même: la catastrophe du traité de paix de Trianon (1920) fut comparée à la catastrophe d'Arad (1849); la tristesse éprouvée pour les victimes et la nécessité pour le pays de se ressaisir et de préparer la résurrection de la Hongrie furent les notes dominantes des manifestations commémoratives.

Au cours de la seconde guerre mondiale, la ligne officielle était toujours antirusse et anticommuniste mais, pour la timide opposition de gauche, l'héritage de 1848-1849 était le bienvenu puisqu'il permettait de fédérer les sentiments antigermaniques et antinazis. De façon significative, cette connotation anti-allemande perdura au cours des vingt à trente années suivantes car rien n'était plus simple que d'identifier les Habsbourg aux Allemands et de les rendre collectivement responsables de tous les maux survenus dans l'histoire du pays. (Me vient à l'esprit à ce propos un livre, plusieurs fois réédité, intitulé *400 ans de lutte pour une Hongrie indépendante*, de lutte, faut-il le préciser, contre les Habsbourg et les Allemands. Après 1945, il fut relativement facile d'asseoir les nouvelles commémorations sur les anciennes traditions indépendantistes du XIX^e siècle.)

L'année 1945 a bouleversé la donne en Hongrie comme ailleurs. La libération du fascisme a ouvert la voie à une réinterprétation gauchiste de l'histoire. Ce n'était que maintenant, près de 100 ans après la glorieuse année 1848, que le véritable objectif de la révolution était enfin atteint sous la forme d'une Hongrie indépendante et démocratique, tel était le nouveau credo. Il n'était pas question de s'interroger sur la nature réelle de cette nouvelle démocratie, ne parlons même pas d'indépendance. La ligne antigermanique et anti-habsbourgeoise se durcit alors que l'intervention russe de 1849 s'expliquait aisément par le tsarisme, régime intrinsèquement délétère que le parti communiste avait définitivement éradiqué.

Ce courant s'était considérablement renforcé en 1948, lors du centenaire de la révolution, qui coïncidait cette fois avec le début de la guerre froide et l'achèvement du système du parti unique en Hongrie. Les communistes ne ménagèrent pas leurs efforts pour contrôler les commémorations. Ils se proclamèrent les seuls vrais héritiers de 1848. Petőfi fut réhabilité en tant que héros principal de la révolution. Aujourd'hui, le poète serait membre du parti communiste ou l'aurait été en 1848 – si le parti avait existé. L'hystérie déclenchée par la guerre froide aidant, on n'hésita pas à franchir quelques pas supplémentaires: le chef du parti, Mátyás Rákosi, fut décrit comme une réincarnation (plus parfaite encore) de Lajos Kossuth, et Tito, l'infâme traître, se retrouva sur un pied d'égalité avec le Croate Jelačić, banni. Sous le joug des dictatures totalitaires, tout se passa comme si le parti dirigeant avait accaparé la mémoire de 1848. Mais ce n'était pas tout. Un nouveau décret abolit le 15 mars en tant que fête nationale à partir de 1950. La journée restait chômée pour les établissements scolaires mais devenait un jour ouvrable pour le reste de la population. La mémoire de 1848 demeurait potentiellement dangereuse.

La révolution antistalinienne de 1956 se fit sur le modèle de celle de 1848. La restitution de ce qu'on appelait «l'emblème de Kossuth» et le rétablissement de la fête nationale du 15 mars ainsi que de la journée de deuil national du 6 octobre figuraient invariablement parmi les revendications formulées par les manifestants. Même l'orateur communiste ne put nier ce lien après la reprise en main du régime.

«Les idées de 1848 ont été plus d'une fois falsifiées au cours des 110 dernières années, dit-il le 15 mars 1958, mais jamais comme elles l'ont été en 1956.» «La contre-révolution de 1956 s'est avancée masquée, travestie dans les oripeaux de 1848 [...] [Mais] nous effacerons la honte qui, depuis, souille le drapeau de Kossuth, Petőfi et Táncsics.» (Ce dernier était un paysan engagé en politique en 1848)

Après quelques tergiversations, le statut du 15 mars demeura inchangé: un jour férié pour les enfants et un jour ouvrable pour les adultes. Après la répression de la révolution, la période de «consolidation» sous Kádár («ceux qui ne sont pas contre nous sont pour nous») a permis de rasseoir l'autorité des communistes pendant une bonne dizaine d'années. Les premières fissures apparurent au début des années 1970. La nouvelle génération, moins timorée que la précédente, refusa de se laisser enfermer dans ce consentement tacite à la «dictature douce». La première manifestation non officielle eut lieu en 1972 mais passa presque inaperçue. Seule Radio Europe libre en rendit compte. En revanche, l'année suivante, l'organe officiel du parti, *Népszabadság*, publia un communiqué succinct en dernière page, sous le titre «Hooligans arrêtés par la police»:

«Après les cérémonies commémoratives officielles tenues à l'occasion de la fête nationale du 15 mars, quelques centaines d'irresponsables ont tenté d'organiser une manifestation nationaliste au centre de Budapest. Le rassemblement a été dispersé. Au cours des opérations de rétablissement de l'ordre, des contrôles d'identité ont eu lieu et 41 personnes, qui comptaient parmi les instigateurs de l'opération, ont été emmenées dans les locaux de la police à Budapest.»

Après 1972, peu d'anniversaires du 15 mars se déroulèrent sans une forme de manifestation ou une autre. Le scénario habituel était celui de 1956: petits

regroupements autour de la statue de Petőfi puis marche en direction de la place Józef Bem (général polonais de 1848-1849), but jamais atteint puisque la police arrêtait le cortège bien avant. Le mois de mars restait un mois dangereux, même dans les années 1970.

Enfin, un nouveau retournement, le dernier espérons-le, se produisit avec l'effondrement du socialisme d'Etat. Dans une tentative d'apaisement, le Politburo recommanda en décembre 1987 le rétablissement officiel de la fête nationale du 15 mars, ce qui fut fait en 1988 mais ce fut trop peu et trop tard. L'une des plus grandes manifestations de l'époque eut lieu le 15 mars 1989. A nouveau, on était dans le schéma de 1956 et la nouvelle revendication était désormais la reconnaissance officielle de la révolution de 1956. L'une des pancartes proclamait: Imre Nagy (Premier ministre) = Lajos Batthyány (Premier ministre), Kádár = Haynau (le général autrichien sanguinaire de 1849). Une fois de plus, les deux révolutions étaient inextricablement liées et leur héritage se renforçait mutuellement dans la poursuite des objectifs politiques du moment.

Si l'on veut différencier les trois grandes périodes historiques que nous venons d'évoquer, il apparaît qu'entre 1867 et 1918 il s'agissait surtout de différences d'intensité: la tradition révolutionnaire symbolisée par le 15 mars et la tradition contractuelle incarnée par le 11 avril exprimaient toutes deux l'essence de 1848. Plus tard, en 1920 puis en 1944, la rupture entre la gauche et la droite reflétait l'opposition fondamentale entre valeurs libérales et démocratiques d'un côté et idées national(ist)es de l'autre. Enfin, après les années 1945-1948, l'héritage de mars fut totalement vidé de sa substance et réservé à l'usage exclusif d'un régime totalitaire en mal de légitimation politique (entreprise menée avec une assurance et un succès décroissants après 1956). Avant d'aborder la situation actuelle, je souhaiterais tirer des conséquences plus générales de ce qui vient d'être dit.

Conclusions

Même le grand historien conservateur et pro-habsbourgeois Gyula Szekfű a dû reconnaître que 1848 avait fini par devenir l'année de référence de toutes les traditions révolutionnaires dans l'histoire de la Hongrie. D'une certaine manière, elle prolongeait la lutte pour l'indépendance menée contre les Habsbourg au XVII^e siècle à laquelle elle se trouvait ainsi reliée et constituait une sorte de modèle pour tous les combats ultérieurs menés au nom d'une Hongrie libre et indépendante. «Les masses cessèrent d'analyser le sens des événements de 1848 pour simplement les ressentir et les appréhender à travers leur cœur et leurs sentiments plutôt qu'avec leur esprit», a-t-il écrit. D'où l'importance prise par les symboles de 1848 – le drapeau tricolore, la cocarde, le «Chant à la nation» de Petőfi – à chaque tournant de l'histoire, de 1850 à nos jours. Ce qui ressort également de ces cultes ou symboles, ce sont les «12 points», la liste des demandes formulées par les révolutionnaires en mars 1848. En effet, tout au long du siècle dernier, les revendications ont plus d'une fois pris cette forme des 12 points, avec un contenu similaire ou actualisé, comme ce fut le cas en 1918, 1945, 1956, 1988 et 1989. (Il serait intéressant de comparer ces deux dernières années avec les deux suivantes.)

Le 15 mars a donc toujours été un jour férié pour l'opposition. Cela n'a rien de surprenant dans un pays qui n'a que rarement connu la liberté et l'indépendance. Le printemps, la jeunesse, la liberté et l'indépendance sont devenus des notions intimement liées dans l'esprit et le cœur des gens. Rien d'étonnant non plus à ce que les dirigeants aient toujours fait l'impossible pour instrumentaliser 1848 à leur avantage et tenter de légitimer leur gouvernement ou leur système politique, avec, souvent, de bien maigres résultats, comme on l'a vu. Le «pouvoir de mars» était, en règle générale, plus fort que le «mars du pouvoir», selon le mot d'un historien.

Une question fondamentale reste néanmoins en suspens: comment expliquer l'immense importance de 1848 dans l'histoire de la Hongrie? Peut-on en trouver les raisons dans l'année révolutionnaire elle-même, faut-il l'attribuer à des événements ultérieurs ou, comme j'aurais tendance à le croire, à des facteurs à la fois «internes» et «externes»? Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, dans la question qui nous intéresse, les mythes et les stéréotypes jouent un rôle crucial, ils ne «déforment» pas la réalité, ils la façonnent.

Nous l'avons vu, 1848, condensée principalement dans les Lois fondamentales d'avril, fut une année déterminante en Hongrie. Cependant, elle ne marqua pas une rupture artificielle avec le passé mais plutôt un changement dans la continuité, à rapprocher de «l'ère des réformes» initiée quelques décennies plus tôt par Széchenyi et Kossuth. A ce titre, 1848 peut être qualifiée à la fois de réformiste et de révolutionnaire. Certains observateurs contemporains y avaient déjà décelé l'une des premières transitions libérales/patriotiques qui devaient se produire par la suite dans cette partie du continent européen.

Deuxièmement, et le fait est plutôt rare dans l'histoire des révolutions, les événements de mars se déroulèrent sans effusion de sang, même sans réelle violence. On ne saurait en dire autant de la guerre d'indépendance qui suivit mais l'ensemble du processus a largement contribué à ancrer mes trois notions suivantes: le Hongrois est pacifique et respectueux de la loi, il est un soldat courageux et sait se battre en cas de nécessité; enfin, et c'est peut-être le point le plus important, aussi bien la révolution pacifique que la guerre d'indépendance défensive ont cimenté l'unité nationale, qui fut à la fois l'une des conditions et le résultat de l'année révolutionnaire. (Quelles que soient les ressemblances entre la Hongrie de 1848 et la France de 1789, il n'y avait pas de guillotine en Hongrie et pas de véritable division au sein de la population hongroise au cours de cette révolution.) L'unité nationale ne sortit pas fragilisée mais renforcée par le rôle joué par Budapest (c'était la première fois que les villes jumelles de Buda et de Pest furent officiellement appelées Budapest) – c'est en 1848 que la ville devint véritablement la capitale de la Hongrie.

Troisièmement, et, encore une fois, phénomène rare dans cette région d'Europe, 1848 avait à la fois des connotations nationales et libérales/démocratiques. Bien que je me sois efforcé de démontrer que ces deux composantes ou forces principales avaient souvent été montées l'une contre l'autre, un simple coup d'œil aux 12 points ou aux Lois d'avril suffit pour s'apercevoir que les deux allaient main dans la main. Le constat

peut paraître étrange dans bien des pays de ce continent, mais en Europe centrale et orientale la chose n'allait pas de soi, loin s'en faut.

Quatrièmement, la révolution fut-elle réussie? Il n'est pas facile de répondre par oui ou par non à une telle question. Elle fut certes écrasée par l'armée la plus puissante du monde mais résista à toutes les autres tentatives visant à la juguler. A cet égard, non seulement la révolution mais également la guerre d'indépendance furent des quasi-victoires. Même l'Autriche triomphante n'a pas osé effacer tous les acquis de 1848 après la défaite hongroise de 1849. Il est certain également que le fameux Compromis (*Ausgleich*) de 1867 n'aurait pas pu être conclu s'il n'y avait pas eu 1848 car la révolution avait donné à l'élite politique hongroise une incontestable assurance, sans compter le soutien de l'opinion publique.

En résumé, 1848 fut le moment fondateur dans le processus de construction de la nation et vit naître en même temps le nationalisme hongrois, qu'il ne s'agit pas de nier, même si l'on ne peut ignorer que ces événements ont forcément contribué à attiser d'autres nationalismes en Europe centrale et orientale. Ma présentation serait toutefois incomplète si je ne mentionnais pas rapidement le contraste qui existe entre les XIX^e et XX^e siècles dans l'histoire de la Hongrie. Disons, pour aller vite, que l'image est peu ou prou la même que celle présentée par l'Allemagne: un XIX^e siècle glorieux suivi d'un XX^e siècle désastreux. C'est par ce contraste, à mon avis, que s'explique la place considérable que la révolution de 1848 continue d'occuper dans la conscience historique hongroise. Il n'y a pas que les libéraux, les révolutionnaires ou les nationalistes qui aient trouvé ce qu'ils voulaient dans 1848 mais également tous ceux qui ont cherché à identifier au moins une époque glorieuse dans l'histoire moderne de la Hongrie. Que pouvaient-ils trouver d'autre que 1848? – la révolution et le mythe qu'elle avait engendré permettaient de croire en un avenir meilleur.

Il serait tentant de conclure en affirmant qu'après les changements intervenus en 1989-1990, les événements de 1848-1849 sont définitivement remisés dans les oubliettes de l'Histoire, que la politique au jour le jour ne peut plus dépasser l'Histoire. Mais, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, ce n'est toujours pas le cas. L'année 1848, ses cocardes, ses déclarations et ses symboles conservent leur pouvoir mobilisateur et les hommes politiques ne s'y trompent pas et ne manquent jamais une occasion d'exploiter le «pouvoir de mars», comme on a pu le constater récemment encore lors de la campagne électorale de 2002.

Par conséquent, je préfère terminer par une citation que je trouve admirable. Pour mieux vous la faire comprendre, je me référerai à une vision pas si ancienne de l'histoire de la Hongrie, récemment reprise par l'écrivain austro-hongrois Paul Lendvai, selon laquelle l'histoire hongroise serait «Un millénaire de victoires dans la défaite» (*Die Ungarn: ein Jahrtausend Sieger in Niederlagen*). Lendvai ne cache pas qu'il tire ce titre du merveilleux roman de Géza Ottlik, *L'école de la frontière*, publié en 1959. «Ottlik a rendu compte de façon remarquable de ce rapport unique qu'entretiennent les Hongrois avec leurs défaites à travers l'exemple d'une classe», écrit Lendvai. Et maintenant, écoutons Ottlik lui-même:

«On approchait du 400^e anniversaire de la bataille de Mohács. Il peut sembler incongru de célébrer une défaite mais le puissant Empire ottoman, qui aurait pu célébrer sa victoire, n'existait plus. Il ne restait plus non plus la moindre trace du passage des Mongols, tout comme ont disparu, devant nos propres yeux pour ainsi dire, celles de l'Empire des Habsbourg, pourtant si solidement enraciné. C'est ainsi que nous avons pris l'habitude de célébrer tout seuls les grandes batailles perdues auxquelles nous avons survécu. Nous en sommes peut-être également arrivés à considérer la défaite comme un résultat plus tangible que la victoire, et plus importante qu'elle, en tout cas comme quelque chose qui nous appartienne réellement.»

Ottlik avait évidemment à l'esprit le grand empire soviétique lorsqu'il écrivit son roman. Il est mort en 1990, l'année des premières élections libres, après des décennies de communisme. L'empire soviétique devait s'écrouler l'année suivante.

Tendances actuelles dans la recherche historique sur la révolution de 1848-1849 en Hongrie

Les travaux historiques consacrés à la révolution de 1848-1849 en Hongrie ont continué à paraître en grand nombre au cours des dernières décennies. Je me contenterai de relever ici cinq grands domaines dans lesquels la recherche a permis d'aboutir à des résultats nouveaux et/ou de soulever des questions nouvelles. Ces domaines sont les suivants:

- la révolution hongroise et le contexte international;
- le problème des relations avec l'Autriche;
- la question des nationalités hongroises;
- la politique du gouvernement Batthyány; et
- l'organisation et la composition de l'armée des «*Honvéd*».

1. Le contexte international. Exemple de comparaison

Un certain nombre de chercheurs (Domokos Kosáry, András Gergely, Géza Herczeg, Gábor Erdödy, entre autres) ont attiré l'attention sur l'influence de la révolution allemande et le projet d'une union entre les deux mouvements révolutionnaires. Les libéraux hongrois – les membres du gouvernement Batthyány notamment – étaient conscients de cette possibilité et travaillaient à une alliance avec Francfort. Ce lien s'avéra initialement prometteur, certains libéraux allemands s'apercevant également des avantages que pouvait comporter une alliance germano-hongroise – surtout si elle était dirigée contre certains peuples slaves et la Russie. Ce n'est que plus tard, avec les attermoissements de l'Assemblée de Francfort et le retour en force des dynasties, que les perspectives d'une coopération entre Francfort et Budapest furent réduites à néant.

Le professeur Gergely a établi une comparaison, rapide mais intéressante, entre deux leaders politiques libéraux de 1848 – Heinrich von Gagern et Lajos Kossuth. Ces éléments nouveaux montrent bien que l'histoire des révolutions «nationales» gagne toujours à être située dans un contexte plus large.

2. L'Autriche et les Habsbourg

Je ne soulignerai ici qu'un aspect principal des recherches. Jusque dans les années 1980, tous les historiens hongrois s'accordaient à dire que les libéraux de Budapest avaient à faire face à une cellule contre-révolutionnaire à Vienne, incarnée principalement par le comte Latour et plus tard par le général Windischgrätz et le duc Schwarzenberg. L'existence et l'influence néfaste de cette «maudite camarilla» à la Cour des Habsbourg ne faisaient aucun doute. Depuis la parution de la monographie d'István Deák (université de New York), qui ouvre de nouvelles pistes, il apparaît que cette idée était non seulement simpliste mais fautive. En réalité, il n'y a jamais eu de complot contre-révolutionnaire organisé contre la Hongrie, et certainement pas dès l'origine, en 1848. Il serait plus juste de dire que des forces rivales étaient à l'œuvre à la Cour ainsi que dans les cercles proches du pouvoir, et le gouvernement Batthyány, qui s'activa non sans succès jusqu'en juillet 1848, était l'une d'entre elles. Cette interprétation – est-ce un hasard si elle a été avancée hors de Hongrie? – est à présent acceptée par la plupart des chercheurs (dans plusieurs versions différentes, toutefois) et contribue largement à dépassionner le débat sur les événements de l'année révolutionnaire: on ne verra donc plus les bons révolutionnaires (hongrois) se battre contre les méchants réactionnaires (étrangers) mais des forces d'origines diverses évoluer dans des situations toujours fluctuantes.

3. La question des nationalités

Autre question épineuse s'il en est, la prétendue question des nationalités. Il y a dans ce domaine deux façons de voir les choses: du point de vue de l'ensemble des peuples réunis au sein de la monarchie autrichienne ou de celui du royaume hongrois multiethnique. (En 1848, le comte Széchenyi a parlé de la Hongrie comme d'un tissu – de «nationalités» – composant, avec d'autres, un tissu plus vaste). Cette question des nationalités a toujours été (ou est) révélatrice car elle faisait ressurgir dans l'histoire des pays le parti pris national qui avait été soigneusement occulté pendant les années de socialisme étatique. C'était également la question qui donnait régulièrement lieu, chez les historiens occidentaux, à des présentations erronées, essentiellement du fait de la désinformation. Aujourd'hui, un certain nombre de travaux novateurs ont été publiés, dont les auteurs cherchent manifestement à éviter le piège des préjugés car, plutôt que de rendre responsable l'autre (nationalité), ils s'efforcent de reconstituer et de comprendre les situations de l'époque. (Les noms de D. Kosáry, I. Deák, peut-être G. Spira, reviennent ici à l'esprit). Dans ce cas aussi, le professeur Deák fut le premier à s'élever contre les interprétations partiales. Il ne serait peut-être pas inutile de le citer ici. La première citation a trait à l'arrière-plan intellectuel sur lequel s'est développée la pensée des libéraux hongrois (qui n'avait rien d'inédit dans l'Europe du XIX^e siècle):

«Les libéraux hongrois furent tout simplement incapables de concevoir la profondeur des sentiments qui animaient les non-Magyars. Pourquoi des citoyens libres, ressortissants d'un pays libre, devraient-ils tout d'un coup bénéficier d'un statut spécial? Pourquoi des privilèges collectifs devraient-ils être octroyés à une nationalité en particulier alors que tous les

privileges de rang et de classe venaient d'être abolis? [Il cite ici Kossuth...] Ni Kossuth ni aucun autre libéral ou radical hongrois n'ont jamais voulu admettre que l'agitation des minorités nationales pouvait être autre chose que réactionnaire.» (Deák, 1979, p. 129)

Et voici comment István Deák rend justice aux deux camps antagonistes:

«Affirmer qu'au printemps 1848, les Hongrois ont laissé passer l'occasion d'une entente entre toutes leurs nationalités, et donc qu'ils ne pouvaient que tout perdre, serait aussi faux que de soutenir qu'une telle possibilité n'avait jamais existé. On ne pouvait guère s'attendre à ce que la Hongrie, qui venait tout juste de remporter une victoire, s'emploie, de son propre chef, à découper le royaume en territoires autonomes, qui seraient inévitablement tombés entre les mains de la majorité non magyare. Par contre, le gouvernement aurait pu arriver à un modus vivendi avec certaines nationalités. L'écrasement du mouvement slovaque, bien qu'immoral, fut un succès; la guerre contre les Serbes et les Croates [...] était nécessaire mais tenter de vaincre les Roumains, voilà qui fut une erreur grossière.» (Deák, 1979, p. 129)

Je ne veux pas dire par là – et Deák non plus – qu'une interprétation juste des événements historiques implique nécessairement la recherche d'une voie médiane, quelque part entre deux extrêmes. Mais ce que Deák cherche à faire comprendre, c'est qu'au lieu de renforcer le côté manichéen des mythes, il conviendrait d'analyser et d'interpréter les situations concrètes et les mentalités de l'époque dans leur contexte. Précisons toutefois que les thèses de Deák concernant la question des nationalités ne rencontrent pas le même écho, du moins en Hongrie, que celles qu'il a avancées sur la «maudite camarilla». Il n'empêche qu'on admet aujourd'hui volontiers que toutes les nationalités ont droit à leur propre version de 1848, et que chacune d'entre elles est «légitime», même si ces variantes se fondent sur des visions et des mythes différents – tout historien digne de ce nom doit en être conscient.

Je note que les conceptions datées ont toujours droit de cité et qu'elles se fraient un chemin même dans le plus bref des résumés. Je ne citerai qu'un seul exemple, allemand: Immanuel Geiss a consacré quelques passages de son livre, *Der lange Weg in die Katastrophe* (Le long chemin vers la catastrophe, 1990), au problème hongrois. Il écrit: «L'échec de la révolution hongroise par le chauvinisme de la Grande Hongrie de 1848-1849 et le Compromis de 1867 a créé les conditions essentielles de 1914» (Geiss, 1990, p. 70). Pour commencer, la question se pose de savoir si la révolution hongroise fut réellement un échec et, dans ce cas, si la cause principale ou unique de cet échec est effectivement le «chauvinisme de la Grande Hongrie». Geiss lui-même semble réfuter en partie une telle interprétation: «Au vu du dénouement de la révolution hongroise, l'Autriche est effectivement entrée dans une grave crise existentielle dont elle ne s'est pas encore remise.» (*ibid.*, p. 80). Il ne fait aucun doute que Geiss s'est inspiré de la brillante monographie de A. J. P. Taylor sur la monarchie des Habsbourg, ouvrage qui a rencontré beaucoup de succès mais dont on s'accorde aujourd'hui à trouver les thèses dépassées et le point de vue biaisé. Taylor y présente notamment le chauvin Kossuth comme le véritable fauteur de troubles dans les Carpates. Aussi est-ce avec soulagement que j'ai accueilli le dernier livre de Manfred Botzenhart, *1848/49: Europa im Umbruch* [L'Europe en pleine mutation]. Ce qui le différencie d'emblée de tous les autres ouvrages antérieurs, c'est que les noms hongrois y sont orthographiés correctement. Voilà qui semble augurer une entente mutuelle pour l'avenir.

4. La politique du gouvernement Batthyány

D'autres résultats inédits et importants ont également été dégagés dans le cadre des travaux consacrés à la personne et à la politique du Premier ministre hongrois de 1848, le comte Lajos Batthyány, qui devait également devenir une victime de la révolution et qui était quasiment tombé dans l'oubli. Si, par hasard, on se rappelait de lui, c'était pour en faire le rival opportuniste de l'authentique révolutionnaire qu'était Kossuth. Pourtant, son gouvernement fut le seul gouvernement révolutionnaire à se maintenir au pouvoir pendant un an et demi (d'avril 1848 à octobre 1849). Aujourd'hui, après la publication de la volumineuse biographie de Aladár Urbán, il apparaît clairement que Batthyány n'a cessé de rechercher un compromis avec les Habsbourg tout en se montrant toujours prêt à défendre les intérêts souverains de son pays. Il s'avère également que sa vision des choses et sa stratégie étaient proches de celles de Kossuth, bien qu'il y ait eu des différences dans leur tactique et leurs rapports avec l'opinion publique. (Contrairement à Kossuth, orateur hors pair, Batthyány l'aristocrate ne jugeait pas utile d'expliquer à la population la politique menée par son gouvernement.) On sait aujourd'hui que si la Hongrie a pu compter sur une armée de *Honvéd* bien équipée en 1848, c'est largement grâce aux efforts déployés par Batthyány. C'est sa politique qui a permis au pays d'opposer une farouche résistance à ses ennemis pendant toute une année. Il n'a démissionné que lorsqu'il s'est rendu compte de l'inanité de ses efforts en faveur d'un compromis ou d'une réconciliation. Il n'y a donc pas que son martyr qui mérite une attention accrue et un jugement plus équilibré de la part de la postérité.

5. L'armée des «*Honvéd*»

Enfin, grâce aux ouvrages et aux articles publiés par le professeur Urbán, Tamás Katona et Róbert Hermann, entre autres, nous en savons aujourd'hui bien davantage sur l'armée hongroise des *Honvéd*. Le mythe tenace de la «trahison» du général Görgei est mort et enterré puisque l'homme est à présent considéré comme le plus grand commandant hongrois du XIX^e siècle. Les accusations injustes contre lui émanaient des écrits du gouverneur Kossuth et de ses fidèles.

On ne peut manquer d'être frappé par le caractère multiethnique de l'armée hongroise et de ses chefs. Je ne citerai qu'un exemple parmi ces derniers: sur les 13 généraux hongrois exécutés sur l'ordre du général Haynau au château d'Arad, on comptait un duc allemand non originaire d'Autriche, un Allemand d'Autriche, trois Allemands de Hongrie, un Croate, un Serbe (rappelons que les Serbes et les Croates étaient les ennemis les plus acharnés de la révolution hongroise de 1848), deux d'origine arménienne (!) et quatre Hongrois «de souche», dont l'un ne parlait pour ainsi dire pas le hongrois. Le même constat vaut pour le reste de l'armée révolutionnaire, ce qui illustre une nouvelle fois la complexité des situations qui prévalaient en 1848 et la nécessité, pour tous les historiens, d'aborder avec la plus grande prudence les questions ethniques et nationales.

Notre survol historique serait incomplet si je passais sous silence les débats actuels et les lacunes persistantes dans notre connaissance des événements de 1848. Commençons par

les lacunes: l'absence de toute histoire locale, ou la négligence dont elle est l'objet, est une constante de notre historiographie. Peut-être faut-il y voir l'influence du centralisme hongrois. S'agissant des événements de 1848, il existe quelques études sur Budapest, Debrecen (la «seconde» capitale de la révolution) et sur le territoire de la Transylvanie, mais il y en a moins sur Pozsony (Bratislava, Pressburg), et rares sont celles consacrées à d'autres parties du pays. A moins que ces travaux ne demeurent enfouis dans leur localité, rendant encore plus difficile notre compréhension des événements de 1848-1849.

Bien des questions suscitent des débats mais le sujet qui sans doute revient le plus fréquemment, c'est l'interprétation des «Lois fondamentales d'avril». Ont-elles eu pour effet d'instaurer une union personnelle entre l'Autriche et la Hongrie ou de resserrer les liens entre les deux pays? Le système ainsi mis en place était-il viable pour commencer? Si tel n'était pas le cas, faut-il attribuer son échec à la défiance mutuelle de règle entre les deux parties de longue date ou à la tournure inattendue des événements, qui a anéanti tout espoir de compromis durable entre elles? On le voit, les questions deviennent de plus en plus pointues et les historiens restent sur leurs positions. Nul doute que l'histoire de la révolution continuera à mobiliser les historiens, espérons que ce soit pour le plus grand bien du public.

Sélection bibliographique

Deák, István, *The lawful revolution. Lajos Kossuth and the Hungarians in 1848*, Columbia University Press, New York, 1979.

Geiss, Immanuel, *Der lange Weg in die Katastrophe*, Munich, 1990.

Chapitre 5

La révolution de 1848 dans les principautés roumaines: continuité et discontinuité

Carol Capita, Alin Ciupala et Maria Ochescu

Introduction

Pour plusieurs traditions historiographiques, la révolution représente à la fois le terme d'une période historique et le commencement d'une autre. Événement unique et spectaculaire, elle est en effet un fait historique que l'on peut utiliser en particulier comme «jalon chronologique» dans des chronologies plus ou moins scientifiques. Cependant, il résulte des recherches menées au cours des dernières décennies que la révolution ne marque ni la fin ni le commencement des périodes historiques: les nouveaux facteurs sont équilibrés par les évolutions à long terme, l'héritage peut côtoyer l'innovation – que ce soit en matière culturelle (au sens le plus large du terme), politique ou sociale.

Cette évolution des études historiques fut mise au second plan, voire ignorée, dans les anciens pays communistes. Le carcan idéologique des régimes qui ont marqué l'évolution des pays d'Europe de l'Est au cours de la seconde moitié du XX^e siècle est à l'origine de l'image particulière attribuée aux révolutions, considérées comme des événements fondateurs et comme des faits attestant indubitablement l'existence et le caractère inéluctable de la lutte des classes. L'on considérait que la révolution apportait une preuve de la lutte opposant la bourgeoisie (une classe qui était encore associée à la notion de progrès au XIX^e siècle) et le prolétariat (parfois encore naissant) à la classe féodale. Cette construction tout entière reposait sur une lecture plutôt singulière des textes marxistes et procédait moins de la recherche scientifique que des pressions idéologiques du moment. La conception selon laquelle les révolutions du XIX^e siècle étaient des processus autonomes, sans grand rapport avec le progrès et l'affirmation continue de la classe ouvrière, était soit une hérésie, soit une idée fautive. Une analyse honnête pourra aisément démontrer les limites de ce point de vue sur l'Histoire. En fait, les facteurs de continuité jouent un rôle tout aussi important que les éléments d'innovation.

La révolution de 1848 dans l'historiographie roumaine

L'historiographie roumaine sous le régime communiste s'inscrit bien dans le modèle décrit ci-dessus, la situation étant même probablement plus désastreuse que dans d'autres pays de la région, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, nombre de révolutionnaires de 1848-1849 ont exercé une profonde influence sur la politique roumaine presque jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Cette génération est par conséquent

synonyme de l'évolution de la Roumanie moderne; dans un cas au moins, celui de la famille Bratianu, la révolution lui aura permis d'asseoir sa suprématie sur la politique roumaine jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes, ses membres ayant dominé le parti libéral depuis sa création jusqu'en 1947. Deuxièmement, la génération de 1848 se composait principalement d'intellectuels qui influencèrent profondément la culture roumaine. Avec Rosenthal, Balcescu, Alecsandri et bien d'autres, la littérature et l'art roumains se sont intégrés au cadre général de la culture européenne moderne. Troisièmement, l'historiographie de la fin du XIX^e siècle – d'inspiration romantique et nationaliste (semblable en cela à l'ensemble des textes historiques de l'époque) – a transformé cette génération en un modèle d'action politique.

Dernier point à mentionner, mais non le moindre: les pressions exercées par le régime communiste. La rupture intervenue entre Bucarest et Moscou – au plan des déclarations – exerça une influence singulière sur les études historiques. L'indépendance conquise sur le centre du monde communiste (ainsi que sur son influence et son «rôle» de pays guide du développement socialiste) demandait en contrepartie la «découverte» des racines locales des organisations politiques de la classe ouvrière, la mise au jour d'un contrepoids de nature particulière au caractère présumé unique de l'URSS et à l'internationalisme prolétarien. Il en résulta que la quasi-totalité des troubles sociaux furent transformés en actions au sein desquelles le prolétariat était, sinon le fer de lance, du moins l'un des groupes les ayant inspirées. Cela explique pourquoi certains textes de la période antérieure à 1989 considèrent que les premières grèves ouvrières sont intervenues dès le XVIII^e siècle dans un pays où, à l'issue de la seconde guerre mondiale, la majeure partie de la population travaillait encore dans le secteur agricole et où une proportion non négligeable d'ouvriers qualifiés était étrangère.

Le résultat est plutôt décourageant lorsqu'on se penche sur les textes historiques traditionnels. Les événements, certes importants, demeurent le centre d'intérêt principal, les évolutions sociales sont négligées. Il en va de même en ce qui concerne l'histoire culturelle. A notre avis, les meilleures analyses ont été le fait des historiens de la littérature roumaine et non des historiens de formation classique.

Toutefois, une nouvelle génération d'historiens a commencé ces dernières années à se référer à de nouveaux types de sources, à introduire dans le débat historique de nouveaux domaines de recherche (comme l'étude des questions liées aux spécificités de chaque sexe, l'histoire de la vie privée, des minorités, du vêtement et du temps libre, etc.), ce qui s'est traduit par une réévaluation considérable du travail déjà effectué, laquelle s'est efforcée de différencier les résultats positifs de ceux qui étaient moins qu'acceptables.

Les continuités

Les facteurs de continuité sont manifestes. On observe tout d'abord une continuité en termes de personnes qui prirent part aux événements de 1848, les associations plus ou moins secrètes visant à réformer la société roumaine ayant été en effet le lieu privilégié de l'«exercice de la politique» pour toute une génération. Par exemple,

l'association *Fratia* («Fraternité»), en activité au début des années 1840, regroupe la plupart des membres du futur gouvernement révolutionnaire de Valachie. Nicolae Balcescu et Christian Tell comptent au nombre des personnalités ayant déjà une expérience de la politique. Cette continuité est cependant plus profonde. A vrai dire, les dirigeants révolutionnaires étaient issus des grandes familles roumaines, de ces familles aristocratiques qui avaient façonné par le passé la politique locale. Ce sont leurs membres de la jeune génération qui considéraient désormais que l'heure d'une nouvelle politique était venue. Un même environnement familial, une autre politique – telle fut la conséquence des contacts avec les cercles romantiques français et italiens. Mais ce fut également le corollaire d'une évolution de nature plus structurelle ayant débuté au XVIII^e siècle. La bourgeoisie, formée par le regroupement de représentants de la petite noblesse, de négociants arrivés des Balkans et d'autres régions de la mer Noire (les Arméniens en sont à ce titre un bon exemple), ainsi que d'intellectuels originaires de Transylvanie, représente également une force participant au changement des orientations et des habitudes. Une nouvelle mode vestimentaire est adoptée parallèlement à de nouvelles activités et à de nouvelles formes de divertissement, tels la presse et le théâtre. C'est un nouveau monde. Les premiers journaux et les premiers musées (d'objets d'art anciens et de sciences naturelles) sont, tout comme la fondation des archives de l'Etat, autant de signes d'une modernité offrant accès à l'information. Cet intérêt pour la connaissance des pays et des autres peuples explique également pourquoi certains révolutionnaires considéraient que la révolution de 1848 dans les principautés roumaines avait été inspirée par les événements intervenus en France (tout en admettant que les révolutions européennes offrirent l'occasion, sans en être la cause, des révolutions qui éclatèrent dans les principautés). Mais, soulignons-le de nouveau, ces évolutions avaient commencé au moins une génération auparavant.

Ce modèle est reproduit par une autre situation persistante. De prime abord, rien ne pourrait paraître plus éloigné de la notion de continuité en 1848 que la question du langage (c'est-à-dire des concepts et de la terminologie) utilisé pour communiquer le message et l'idéologie révolutionnaires. En y regardant de plus près, on constate qu'il est possible d'aborder la question sous un autre angle. A travers toute l'Europe, l'idéologie de 1848 était essentiellement libérale, à laquelle s'ajoutaient, dans certains cas et notamment dans les principautés roumaines, des aspects nationaux. Les révolutionnaires roumains, ainsi que leurs homologues dans d'autres pays, usaient d'un langage qui fut créé – à partir de 1789, pourrait-on dire – pour exprimer la nouvelle idéologie. La nécessité de remodeler ce langage en fonction de ceux à qui il s'adressait, de leur niveau d'instruction et de leurs conventions culturelles constituait le facteur roumain, en fait de l'ensemble du Sud-Est. En raison des difficultés soulevées par la relation entre la source du message et ses destinataires, la génération de 1848 en est venue à utiliser le langage qui était disponible et reconnu par ses contemporains. Les idées étaient nouvelles, mais pour qu'elles soient compréhensibles dans les principautés par le plus grand nombre possible, le langage avec lequel ces nouveautés furent transmises était ancien. Toute proportion gardée, on pourrait affirmer que, dans le contexte de la période, la nouvelle idéologie était aussi extraordinaire que la malléabilité du langage utilisé pour communiquer des concepts inédits et leurs significations. On en trouvera l'exemple le plus explicite dans le recours constant

au christianisme orthodoxe et au sentiment religieux, si important dans une société encore traditionnelle. Ce n'est pas un pur hasard si des prêtres ont joué un rôle aussi capital dans l'évolution des événements qui marquèrent l'année 1848, à la fois en Transylvanie (dans le cas des catholiques grecs et des Roumains orthodoxes) et dans les principautés roumaines. Le clergé fut fréquemment amené à participer contre son gré aux événements, en raison de l'appel permanent à la sphère religieuse et de ses liens avec la nouvelle société.

Dans le cas de la Valachie, on invita le prêtre Radu Sapca à expliquer à la population rassemblée à Islaz (le lieu où débuta la révolution) les objectifs de ladite révolution et le métropolite Neofit fut même nommé à la tête du gouvernement révolutionnaire quelques jours plus tard. Une situation identique se rencontrait en Transylvanie, où les deux métropolites roumains (orthodoxe et catholique grec) prirent part aux événements aux côtés de la population. «La révolution est la volonté de Dieu» – telle est l'interprétation que l'on pourrait donner du symbolisme de la révolution de 1848 dans les principautés roumaines, un symbolisme saturé de philosophie chrétienne. Par conséquent, les adversaires de la révolution devenaient les ennemis de Dieu, la croix et l'Évangile des instruments de la guerre idéologique aussi efficaces que les barricades et la poudre à canon.

Un autre élément de continuité était l'idée de tirer profit du jeu diplomatique pour atteindre des objectifs nationaux. A partir du XVIII^e siècle, les Roumains ont demandé aux puissances occidentales d'intervenir en faveur des principautés pour contrebalancer l'influence ottomane. Lors des conférences de paix qui mirent un terme aux guerres régionales opposant la Russie, l'Empire des Habsbourg et l'Empire ottoman, des délégations d'aristocrates roumains exprimèrent le souhait que les grandes puissances confèrent aux principautés roumaines un statut de neutralité ou bien qu'elles garantissent leur autonomie. Puisque l'Empire ottoman représentait la menace principale (où le facteur religieux avait également un rôle à jouer), l'on considérait que les relations avec les puissances chrétiennes offraient une meilleure solution. Cette orientation fut perceptible dans les efforts que firent les révolutionnaires de 1848 pour rallier à leur cause les opinions publiques de France ou des Etats allemands.

Les discontinuités

Le premier changement, le plus visible, est intervenu en politique. La révolution de 1848 incarna dans la sphère publique la première manifestation de soutien actif des citoyens (de la population au sens large) aux propositions des dirigeants politiques. Il est vrai que, pour l'historiographie roumaine, l'insurrection de 1821 menée par Tudor Vladimirescu était une révolution, mais outre que le débat portant sur la nature de ce mouvement n'est pas clos, il était à notre avis trop lié à la guerre d'indépendance du peuple grec pour être considéré comme strictement roumain. Au XVIII^e siècle, la politique demeurait encore l'affaire de petits groupes d'aristocrates qui représentaient l'ensemble du pays. Toutefois, en 1848, la situation était différente. A Iași, la capitale de la Moldavie, les révolutionnaires publièrent un texte mentionnant les réformes tenues pour nécessaires pour garantir le progrès du pays. Ce document, appelé

Petitiune-Proclamatiiune («pétition-proclamation»), était l'œuvre d'une commission élue lors d'un scrutin rassemblant un millier de participants; il fut soumis au prince régnant, Mihail Sturdza, par une délégation qui considérait qu'il représentait l'opinion de l'ensemble de la population. La situation était très comparable en Valachie et en Transylvanie. Les rassemblements, qui regroupaient parfois comme en Transylvanie des dizaines de milliers de personnes, devinrent l'argument légitimant une démarche politique qui était, du point de vue du système politique encore en place, fondamentalement illégale. Dans le sud des Carpates, en Valachie, les participants au rassemblement d'Islaz approuvèrent un document intitulé «Proclamation d'Islaz» qui devint le programme du gouvernement révolutionnaire à Bucarest. En Transylvanie, les révolutionnaires roumains agirent conformément aux décisions adoptées lors du rassemblement de Blaj (l'un des centres religieux des Roumains de Transylvanie) qui entérinaient notamment leur opposition à la révolution hongroise. Si de petits groupes menaient dans les faits la politique révolutionnaire, il est significatif que c'était avec l'assentiment de ces rassemblements de citoyens. Les Roumains découvraient la «voix du peuple», une donnée qui allait exercer une influence sur la politique au moins jusqu'à la première guerre mondiale.

La rupture probablement la plus significative avec la période qui précéda la révolution de 1848 fut la définition donnée au concept de nation, idée décisive qui allait marquer de son empreinte la période suivante, même si les efforts pour lui attribuer un contenu politique demeurèrent infructueux. Les jeunes intellectuels roumains (pour la plupart issus de familles du moins aisées si ce n'est aristocratiques), membres du courant romantique, concevaient la nation comme une communauté devant réunir tous leurs compatriotes, les aristocrates et les plébéiens, les riches et les pauvres, les intellectuels ou les gens du peuple. Le nouveau critère permettant d'atteindre cette solidarité était la citoyenneté et les nouvelles allégeances étaient désormais faites à la nation, à ses prérogatives et à son existence politique, et non plus à quelque prince, roi ou empereur. L'Etat roumain moderne, qui date de l'unification en 1859 de la Valachie et de la Moldavie, devait placer la nation en son centre, mais ce modèle n'était pas sans limites ni contradictions. Déjà au commencement du XIX^e siècle, les représentants de la Roumanie progressiste s'étaient référés à la patrie et avaient lancé des appels au patriotisme, mais la signification qu'ils donnaient à ces concepts était très différente de celle de la génération de 1848.

L'ancienne génération considérait en effet que la patrie appartenait à l'aristocratie, à ceux qui formaient l'élite intellectuelle et économique, aux propriétaires des terres et aux détenteurs des charges publiques, en vertu d'une tradition séculaire encore puissante. Les conquêtes culturelles et intellectuelles du siècle des Lumières ne furent pas suffisantes pour offrir une nouvelle perspective sur la structure de la société, comme cela fut le cas une génération plus tard. Le patriotisme était une réaction dirigée contre les princes grecs placés par l'Empire ottoman sur les trônes respectifs de la Valachie et de la Moldavie à partir du début du XVIII^e siècle, et qui furent des instruments efficaces d'assujettissement d'une région à l'instabilité grandissante. Après une période de cohabitation, l'aristocratie grecque qui s'était établie dans les principautés entra en conflit avec la noblesse roumaine pour l'exercice de la suprématie sur cette

région. Mais ce phénomène, favorisé par l'arrivée de nouvelles idées en provenance d'Europe occidentale, se développa presque exclusivement au niveau des élites. Un changement allait intervenir deux décennies plus tard. La génération de 1848 rompit avec cette tradition et consacra toute son activité à l'élucidation de ce concept. Afin d'être compris de tout le monde, Nicolae Balcescu, l'idéologue probablement le plus important de la révolution en Valachie, élaborait même un «manuel» du citoyen. Après la mise en échec de la révolution dans les principautés roumaines et en Transylvanie, la nation continua à représenter le principal modèle de coordination des efforts des Roumains.

Une autre discontinuité significative se rapportait aux perspectives offertes par la politique européenne. Jusqu'en 1848, une importante proportion de participants et de responsables politiques envisageait de nouer avec la Russie une alliance qui, bien que plutôt coûteuse, serait susceptible de contrecarrer l'influence de l'Empire ottoman. S'il est vrai que la perte de la Bessarabie en 1812 fut la conséquence de l'expansionnisme russe vers les Balkans, la décision des Ottomans d'accepter cet affaiblissement territorial fut cependant prise sous l'influence de diplomates roumains travaillant au service de la Sublime Porte. En outre, la perte des territoires fut perçue comme un signe de l'échec des Ottomans. Par ailleurs, les interventions plus ou moins directes dans la vie politique roumaine de la Russie, même si celle-là joua un rôle important en mettant en place des éléments réformistes (en sa capacité de puissance protectrice et de force d'occupation découlant du traité d'Adrianople), convainquirent les élites locales d'adopter un point de vue différent sur l'alliance avec la Russie. L'intervention de l'armée russe contre les révolutions roumaines (dans les principautés et en Transylvanie) confirma les pires inquiétudes des Roumains. A partir de cette époque, la vie politique roumaine allait se scinder entre, d'une part, les partisans d'une alliance avec la Russie et, d'autre part, les opposants à une telle entente. Seule l'alliance franco-russe conclue à la fin du XIX^e siècle permit aux Roumains d'avoir une opinion un tant soit peu différente sur leur puissant voisin.

Cependant, la révolution fut à l'origine de la manifestation d'une autre discontinuité, celle qui existe entre les générations. Les jeunes aristocrates et intellectuels qui, depuis 1840, avaient commencé à se faire connaître en participant aux actions plus ou moins paisibles menées en faveur de la réforme, trouvèrent dans la révolution l'occasion de s'affirmer en tant que génération. S'ils étaient pour la plupart âgés de 20 à 25 ans, certains d'entre eux – comme Ion Heliade Rădulescu – avaient dépassé la quarantaine. Ce qui les rassemblait, ce n'était pas seulement leurs objectifs et leurs idéaux communs, mais aussi leurs études, effectuées dans les universités françaises, allemandes et italiennes où ils se familiarisèrent avec les nouvelles idées qui circulaient en Europe et où ils furent initiés à la franc-maçonnerie par leurs professeurs et leurs condisciples. L'importance qu'ils attachaient aux nouvelles idées était telle qu'ils revinrent au pays avec le désir de moderniser la société roumaine et devinrent, tout naturellement, autant de suspects aux yeux de la police locale et des autorités. Toutefois, même appelés par ironie les «bonjouristes», ils adoptèrent sans hésiter un nouveau mode de vie qui se manifestait dans tous les domaines, des vêtements aux bonnes manières, de la littérature aux idées politiques. Conséquence de leur action, la politique devint une activité quotidienne,

parfaitement dissimulée sous le couvert d'associations culturelles qui éditaient des publications à l'orientation politique marquée. Bien vite, des tensions apparurent, non seulement dans la sphère publique, mais aussi au sein des familles de ces jeunes intellectuels. Un fossé de plus en plus profond se creusait entre les fils et leurs pères dans un monde où une scission grandissante se faisait jour en termes de mode de vie, de langage et d'aspirations. Quant aux pères, considérablement dépendants de leurs domaines agricoles, vivant à la mode orientale (conséquence des influences ottomanes et grecques) et tributaires d'un système politique qui garantissait leurs privilèges, ils ne comprenaient pas leurs enfants et déploraient qu'ils abandonnent les traditions. L'origine sociale – ces jeunes révolutionnaires étaient tous des aristocrates – et les liens du sang ne pouvaient garantir la stabilité d'une société qui avait changé. Cette situation est évoquée par le monument élevé à la mémoire de la famille Golescu, à Bucarest: le vieux Dinicu Golescu, grand voyageur durant les années 1824-1826, est représenté dans la magnificence d'un costume oriental et porte une longue barbe, signe de son statut social. Il est entouré par les bustes de ses quatre fils qui furent tous des figures centrales de la révolution de 1848 en Valachie, vêtus à l'occidentale, portant favoris et barbes taillées court.

Dans ce «conflit» intergénérationnel, les pères et les fils recherchèrent des alliés en la personne des femmes, des mères et des épouses. Au cours de la décennie qui précéda la révolution, la jeune génération avait découvert l'influence qu'exerçaient les femmes en politique et en matière culturelle, rôle que l'ancienne génération dut admettre, quand bien même avec réticence. L'élément novateur était que, à la différence de la période précédente au cours de laquelle les femmes avaient été totalement (même symboliquement) exclues de la sphère politique, le message de la génération de 1848 énonçait qu'elles faisaient également partie de la nation. Ce qui se produisit après la fondation de l'Etat national, à savoir que l'on n'accorda aux femmes qu'un statut de citoyens passifs (de second ordre), est une autre question. En 1848, les femmes faisaient partie intégrante de la nation et les hommes politiques romantiques de 1848 avaient beaucoup à dire à ce sujet. Pour créer la «Roumanie révolutionnaire», le peintre Constantin Rosenthal prit pour modèle une femme drapée dans le drapeau tricolore (rouge, jaune et bleu), qui n'était autre que l'épouse du dirigeant révolutionnaire C. A. Rosetti. La révolution se prépara également dans les salles de bal et les clubs littéraires de l'aristocratie, où la femme occupait une fonction centrale qui excédait de loin ses simples devoirs d'hôtesse, comme l'attestent les mémoires et la correspondance des révolutionnaires de 1848. L'historiographie roumaine, qui n'est guère prolixe sur l'attitude et l'engagement des épouses, des sœurs et des mères des hommes de 1848, ne s'intéresse qu'à leur rôle. Or, elles jouèrent un rôle actif durant la révolution – qu'il s'agisse de personnalités individuelles (comme Ana Ipătescu qui a quasiment sauvé le gouvernement révolutionnaire) ou d'anonymes issues de la classe moyenne. Leurs contemporains masculins, comme J. Michelet et G. Garibaldi, relatèrent leur esprit de sacrifice, mais de nombreux historiens ne parvinrent pas à comprendre ce message. Il n'est pas exagéré d'affirmer que les femmes firent leur entrée dans la vie publique et en politique au cours de la révolution de 1848, mais que leurs responsabilités furent restreintes après 1859 et au début du processus pacifique de modernisation. Elles conservèrent leur rôle d'animatrices de salons littéraires et politiques, d'œuvres de

bienfaisance et, dernier point mais non le moindre, de l'action sociale, considérée comme un composant important de la sphère publique durant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Conclusion

En examinant la révolution de 1848, il nous semble que la signification de cet événement réside précisément dans la combinaison des éléments novateurs et des éléments anciens qui composent la politique roumaine au milieu du XIX^e siècle. Les nouvelles perspectives qui s'ouvrent sur l'exercice de la politique sont indissociables d'un nouveau point de vue sur la société roumaine considérée comme un tout – même s'il ne s'agit pas d'un monde entièrement nouveau. L'amalgame de ces éléments, la façon d'utiliser l'ancien et le nouveau, constitue peut-être le premier signe de modernité dans la politique roumaine.

Sélection bibliographique

Albini, S., *1848 in Principatele Romane* («1848 dans les principautés roumaines»), Ed. Albatros, Bucarest, 1998.

Berindei, D., *Revolutia romana din 1848-1849: consideratii si reflexii* («La révolution roumaine de 1848-1849: considérations et réflexions»), Centrul de Studii Transilvane, Cluj-Napoca, 1997.

Maior, L., *1848-1849: romani si unguri in revolutie* («1848-1849: Roumains et Hongrois dans la révolution»), Editura Enciclopedica, Bucarest, 1998.

Platon, Gh., *Geneza revolutiei romane de la 1848* («La Génèse de la révolution roumaine de 1848»), Editura Universitatii «Al. I. Cuza», Iași, 1999.

Stan, A., *Revolutia romana de la 1848* («La Révolution roumaine de 1848»), Editura Albatros, Bucarest, 1992.

Chapitre 6

Liberté et unité: un mariage impossible. Les fêtes publiques du centenaire de «1848» en Allemagne

Rainer Riemenschneider

Introduction

La présente contribution se fonde sur une étude que j'ai faite voici une quinzaine d'années. Elle fut publiée dans un recueil consacré aux commémorations de centenaires en 1989 (Riemenschneider, 1989). A cette époque, la recherche historique allemande venait tout juste de découvrir l'intérêt scientifique de l'histoire des commémorations, de la politique de la mémoire (*Geschichtspolitik*), des lieux de mémoire. Les pionniers de la recherche sur la tradition de commémorer 1848 sont, incontestablement, Dieter Langewiesche et Wolfram Siemann. A leur suite, nous assistons à l'éclosion de tout un florilège de publications, surtout dans le contexte du 150^e anniversaire de 1848 en 1998 – anniversaire qui a vu se multiplier, à travers l'Europe, les festivités et les expositions donnant lieu à la publication de livres mémoires et de catalogues qu'il est impossible de citer ici (voir, par exemple, Siemann, 2000; Hettling, 2000; Gildea, 2001; Tacke, 2001). L'édition scolaire a évidemment profité de cette conjoncture favorable. Pour ne mentionner que la production allemande, la bibliographie des dossiers pédagogiques dressée par l'Institut Georg-Eckert à l'occasion de notre conférence compte des dizaines de titres (2003).

Notre étude est basée sur une lecture extensive de périodiques quotidiens et hebdomadaires, locaux et nationaux, ainsi que de livres-jubilée, parus en 1948 en Allemagne, à l'occasion des commémorations de 1848. Il ressort de la lecture que les conditions générales de l'année 1948 n'étaient pas propices à la commémoration. Les multiples problèmes causés par les destructions de la guerre et le manque de subsistances pesaient trop sur la vie quotidienne pour permettre une vue rétrospective sereine dans un lointain passé national. Le souci harassant de savoir de quoi demain sera fait grevait toutes les existences. Les journaux de l'époque sont pleins de faits divers relatant le marché noir, la contrebande, le recel: la petite criminalité pullulait en raison des restrictions et du rationnement. Celui-ci était plutôt draconien et fut la cause de grèves très dures au printemps de 1948. Voici ce qu'écrivait un journal local sous le titre «Œufs de Pâques»: «La ration mensuelle du consommateur adulte se composera en avril de: 1 350 grammes de pâtes alimentaires, 9 000 grammes de pommes de terre, 425 grammes de viande, 600 grammes de poisson, 265 grammes de graisse, 62,5 grammes de fromage, 3 litres de lait, 1 500 grammes de sucre,

500 grammes de fruits secs. [...] D'après l'administration des subsistances, la ration de pain fixée à 7 000 grammes devrait, dans la mesure du possible, être augmentée de 1 000 grammes en Basse-Saxe.» (*Braunschweiger Zeitung*, 18 mars 1948)

Malgré ces pénibles conditions de vie quotidienne, à peine trois ans après la fin d'une guerre «totale» qui s'était abattue de plein fouet sur l'Allemagne, l'on s'apprêtait à commémorer la révolution de 1848 – et les activités festives furent bien plus nombreuses à travers tout le pays que l'on avait cru communément (Sieman, 2000, p. 139). Parmi les trois anniversaires de 1948, à savoir le tricentenaire de la paix de Westphalie de 1648, clôturant la guerre de Trente Ans, et le cinquantenaire de la mort de Bismarck en 1898, seul «1848» rencontra un intérêt politique et public notable, comme le souligne Edgar Wolfrum dans son livre magistral (Wolfrum, 1999, p. 396). On avait l'intention de faire une grande démonstration en faveur de l'unité allemande, mais en fait le déroulement des festivités apporta la preuve éclatante de la division de plus en plus irréversible de deux Allemagne: la guerre froide naissante commença à tout geler. Wolfrum montre que c'était précisément à l'occasion des festivités commémoratives de 1848, concurrentes en 1948 à l'Ouest et à l'Est, que s'instaura le conflit de deux traditions historiographiques germano-allemandes, caractéristique de l'après-guerre. C'est ce qu'avait déjà illustré avec force la lecture des trois moments déterminants des festivités: les manifestations de Berlin le 18 mars 1948, rappelant les barricades de 1848; la course de relais en forme d'étoile sillonnant les zones occidentales à la mi-mai et convergeant sur Francfort-sur-le-Main; et enfin le festival de Francfort du 16 au 22 mai 1948. Dans les pages qui suivent, nous porterons notre attention sur ces trois événements majeurs des commémorations allemandes.

Dans les ruines mais dans la dignité: la commémoration de 1848 en 1948

1. Berlin, 18 mars 1948

Dans sa séance du 9 janvier 1948, le Conseil municipal du Grand Berlin, représentant la population des quatre secteurs de l'ancienne capitale, avait discuté du projet de fêter 1848 mais n'avait pu se mettre d'accord sur l'organisation d'une manifestation commune. Aussi, le 18 mars 1948, vit-on deux manifestations distinctes qui commémoraient le même événement, à savoir le centenaire des combats de rues qui ouvrirent la révolution berlinoise. D'un côté, socialistes (SPD), chrétiens-démocrates (CDU) et libéraux (FDP) avaient choisi de convoquer les Berlinoises sur la place située devant le bâtiment de l'ancien Reichstag, le parlement national; de l'autre côté, le SED, fusion des partis communiste et socialiste en zone soviétique, tenait un rassemblement sur la place des Gendarmes. Cette double manifestation fut considérée par les contemporains comme «le spectacle le plus impressionnant du déchirement allemand depuis la fin de la guerre», parce qu'elle avait été précédée de déclarations rivales et hostiles sous l'œil complice des puissances d'occupation (*Der Spiegel*, 20 mars 1948). Berlin avait deux versions du centenaire de 1848 jusque dans la manière de préparer les lieux. Pour déblayer les décombres sur la place des Gendarmes,

des équipes de la Jeunesse organisées travaillèrent des mois durant, à la pelle, encouragées par des airs de fifres. En revanche, sur la place de la République, devant le Reichstag en ruines, «dominait la technique»: des bulldozers prêtés par l'armée américaine et anglaise faisaient disparaître les débris dans une station de métro désaffectée. Trente mille mètres cubes de décombres disparurent ainsi en dix jours.

Deux versions également dans la manière de se rendre sur les lieux des manifestations: à l'Ouest, des dizaines de milliers de personnes s'y rendirent individuellement, à l'appel de la radio RIAS-Berlin, pour écouter sous la pluie battante les discours des représentants des trois partis politiques. A l'Est, au même moment, 30 000 travailleurs des usines marchaient au pas, «en longues colonnes» derrière le drapeau rouge du SED et au son de l'«Internationale», vers la place des Gendarmes. Selon le *Spiegel*, «c'[était] la peur en marche» (*ibid.*).

Dans ces conditions, le souvenir de 1848 ne devait être qu'un pâle reflet, à peine un prétexte pour un affrontement rhétorique autrement plus actuel. C'est ce qui ressort du moins de la façon dont les journaux ont couvert l'événement. On a le sentiment que Berlin devient l'enjeu d'un conflit où s'affrontent les deux supergrands: «Après l'étranglement des libertés démocratiques à Bucarest, Budapest et Prague, écrit le *Sozialdemokrat*, journal berlinois, Berlin reste l'ultime avant-poste et la tête de pont de la démocratie dans le monde.» En effet, Berlin est présenté comme le théâtre de l'antagonisme Est-Ouest. Le 18 mars apparaît comme «le jour du combat décisif entre la liberté démocratique et la barbarie moyenâgeuse», et le journal poursuit:

«Sur la place de la République se rassembleront les forces qui tiennent à la culture et à la civilisation de l'Occident, à la liberté de la personne, au progrès social et à l'égalité des peuples; sur la place des Gendarmes, ceux qui veulent liquider nos droits démocratiques et notre civilisation.» (*Braunschweiger Zeitung*, 18 mars 1948)

Tandis que le mot d'ordre dans les discours à l'Ouest était «Pour la liberté – contre la démocratie populaire» (*ibid.*), le mot d'ordre à l'Est était «Pour l'unité et la paix juste» (*Der Spiegel*, 20 mars 1948). «Démocrates occidentaux» et «démocrates populaires», comme le *Spiegel* les distingue déjà, se sont positionnés à l'aide des termes «liberté» et «unité». En revendiquant la liberté, l'Ouest entend s'opposer aux tentatives du SED pour la réunification de l'Allemagne occupée. Le SED veut donner une légitimation historique à ce projet en déclarant: «Cent ans de lutte pour la République populaire allemande unie: le Congrès du Peuple devra achever l'œuvre (*Braunschweiger Zeitung*, *ibid.*). Et Wilhelm Pieck, une des sommités les plus en vue du SED, définit ainsi l'actualité de 1848: «Nous sommes l'achèvement de la révolution inachevée.» (*Der Spiegel*, *ibid.*).

Mais cette conception de l'unité n'est pas consensuelle: «Nous n'avons pas le droit de réaliser l'unité de notre patrie en faisant bon marché de notre liberté», déclara sur la place de la République le libéral Karl Hubert Schwennicke (*ibid.*). Ainsi s'amorcent, à partir des notions clés mais incompatibles de «liberté» et d'«unité», deux visions de l'histoire allemande, qui donneront lieu à des interprétations irréconciliables de «1848». Le clivage politique et idéologique de 1948 commandait aux perspectives

historiques, et l'effet du centenaire fut, à mon sens, celui d'un révélateur. Le *Spiegel* le disait avec une clairvoyance frappante et prophétique: «Par la polémique de part et d'autre, les barricades du 18 mars 1848 ont pris la consistance d'un mur du 18 mars 1948.» (*ibid.*). La moindre ironie n'était pas que deux historiographies sur 1848 étaient en train de voir le jour, toutes deux commandées par le magistrat du Grand Berlin.

Des manifestations identiques à celles de Berlin du 18 mars 1948 se multiplièrent à travers l'Allemagne. De nombreuses villes imitèrent l'exemple de l'ex-capitale. A Braunschweig et à Nuremberg, par exemple, ce furent également les partis politiques qui prirent en charge les activités – dans les deux versions, évidemment. Comme à Berlin, parti communiste et parti socialiste procédèrent à des manifestations séparées mais, à la différence de Berlin, à des dates décalées (*Braunschweiger Zeitung, ibid.*). Dans ces réunions, qui avaient parfois lieu dans des locaux de fortune – dépôts de trams, pour Braunschweig, dûment décorés, comme les journaux le soulignent – on entendait des discours de célébrités locales, parfois des députés du parlement régional, qui reprenaient en les variant les thèmes que leur parti avait développés à Berlin. Toutes ces manifestations se sont déroulées apparemment sans troubles, dans un calme non dépourvu d'une certaine solennité. Comme si tout le monde avait respecté l'admonestation d'Otto Suhr, président du Conseil municipal de Berlin: «Cette journée réclame de la dignité.»

2. La course de relais

S'il est difficile d'évaluer le nombre de personnes que les manifestations dans les différentes villes ont fait se déplacer en mars 1948 – pour Berlin, le *Spiegel* parle de «dizaines de milliers» à l'Ouest, de 30 000 à l'Est, tandis qu'un autre témoignage parle de 50 000 personnes de chaque côté –, nous savons du moins que la course de relais organisée à la mi-mai mobilisa 20 000 participants, sans compter les nombreux spectateurs que les coureurs ont pu rencontrer sur leur route. La course était organisée en forme d'étoile, appelée «*Sternstaffellauf*». Elle formait sept branches principales qui partaient pour la plupart d'une ville ou d'un lieu situés aux frontières de l'Allemagne: Zugspitze, Ulm, Karlsruhe, Kassel, Berlin, Bremerhaven, Flensburg. Elle avait son centre à Francfort où convergeaient les sept branches qui avaient chacune des ramifications latérales. La course partait le 15 mai des points extrêmes; touchant la quasi-totalité des villes, elle se termina le 18 à Francfort, date anniversaire de la réunion de l'Assemblée nationale allemande de 1848. Parmi les 20 000 coureurs figuraient des champions du sport, comme à Brême la championne du 100 mètres Marga Petersen. Leur tâche était de porter les témoins sous forme de tubes qui recevaient, dans les villes parcourues, des messages disant la sympathie des populations pour Francfort et son assemblée de 1848. Les organisateurs de cette course qui, d'après la presse, dépassa toutes les manifestations de masse de l'après-guerre (*Hannoversche Presse*, 15 mai 1948), étaient les municipalités et les associations sportives et de chant. La finalité de la course semble avoir été double: d'un côté, elle devait marquer le centenaire de la réunion de l'Assemblée nationale à Francfort en 1848 (Overesch, 1986); de l'autre, elle devait être «une grande manifestation en faveur de l'unité allemande»

– ainsi fut-elle présentée à la population (*Hannoversche Presse, ibid.*). Le maire de Braunschweig, dans une déclaration à la population, associa les deux objectifs: le souvenir de 1848 devait produire l'élan pour la reconstruction politique de l'Allemagne. Le passage du témoin dans les villes donnait lieu à une petite cérémonie devant la mairie: allocution du maire entouré des autorités, représentation gymnastique exécutée par les associations sportives, chants par les chorales. Par le concours de ces associations très fréquentées, les autorités espéraient sans doute rendre la commémoration de 1848 plus populaire. On rappelait volontiers que le mouvement national et unitaire de 1848 se nourrissait en partie du mouvement associatif: «Chanteurs et athlètes furent en 1848 porteurs de l'idéal de liberté.» (*ibid.*) Et le président d'une fédération cantonale du sport s'exclama dans le même esprit: «Que la démocratie devienne de nos jours, comme en ces temps-là, pour les sportifs, une affaire de tout un peuple.» (*Hannoversche Presse, 19 mai 1948*)

Mener à bien une course d'une telle ampleur, englobant 20 000 participants et couvrant des milliers de kilomètres, supposait une organisation à toute épreuve et une discipline sans faille. Mais ce sont des domaines où les Allemands étaient à leur affaire: était-il besoin de noter, comme le faisait un journal local, que le témoin arriva «*pünktlich*», à 11 heures précises, devant la mairie de Braunschweig le dimanche de la Pentecôte (*Braunschweiger Zeitung, 19 mai 1948*)? Et pourtant, il y eut des bavures. A Flensburg, dans le nord du Schleswig-Holstein tourné vers le très démocratique Danemark, la course eut quelques difficultés à démarrer. Le champion du 400 mètres haies Kohlhoff dut renoncer à une grande mise en scène du départ, une file de voitures klaxonnant furieusement et un tram sonnait avec insistance, réclamant impérieusement le droit de passage. A divers relais, les coureurs prévus manquaient, s'étant fait excuser pour motif de travail. On confia finalement le témoin à un motocycliste que l'on obligea à prendre son déjeuner en route pour qu'il n'arrivât pas trop tôt à Schleswig. La cathédrale de cette ville étant fermée à clé, on fêta la cérémonie du relais à un autre endroit. Une fois dépassé Kiel, la course continua à un rythme régulier vers Francfort (*Der Spiegel, 22 mai 1948*).

Manifestation pour l'unité allemande, la course ne l'était que partiellement: elle couvrait les seules zones américaine et britannique. En zone française, la course fut interdite parce que les autorités d'occupation françaises s'y opposèrent pour des raisons politiques: «La course d'Allemagne mini-olympique, ironisait le *Spiegel*, faisait mal à leur œil sensible qui surveille la subdivision fédéraliste de l'Allemagne. Ils flairaient des démonstrations unitaires.» (*Der Spiegel, ibid.*) Et les Soviétiques l'interdirent pareillement. Si bien que le témoin de Berlin ne put traverser la zone soviétique par la voie terrestre. Aussi, après avoir parcouru les secteurs américain et britannique de l'ancienne capitale, le témoin dut être transporté à Francfort par avion, et la branche de la course passant par Braunschweig ne débuta qu'à Helmsledf, sur la ligne de démarcation entre les zones britannique et soviétique. Le SED partageait la réprobation russe: pour Wilhelm Pieck, le centenaire à Francfort n'était que le décorum de la formation d'un Etat occidental (*ibid.*). Ainsi la version de l'Ouest du mouvement vers l'unité nationale, en mai 1948, était aussi inacceptable pour l'Est que ne l'avait été la tentative unitaire du SED pour l'Ouest en mars 1948.

3. Le festival de Francfort, 16-22 mai 1948

Le point culminant de la commémoration de 1848 fut la «Semaine de la fête et de la culture», comme l'avait intitulée officiellement son organisateur, la municipalité de Francfort, «capitale provisoire de l'Allemagne occidentale» d'après le *Spiegel* (*ibid.*). Ce festival était dû à l'engagement personnel du maire de Francfort, Walter Kolb, qui, du coup, devenait «le maire le plus en vue de toute l'Allemagne». Une semaine bien remplie de multiples activités. Ne mentionnons que les plus importantes: pour l'inaugurer, l'ouverture d'une exposition sur 1848 à la Société culturelle de la ville le dimanche 16 mai; le soir, représentation de la *Flûte enchantée* de Mozart sous la direction de Bruno Vondenhoff. Le 17, le maire Kolb, Louise Schroeder, maire de Berlin et Paul Loebe, ancien président du Reichstag sous Weimar, déposent des couronnes à la mémoire des morts sur les barricades au cours des combats de septembre 1848 à Francfort. Le soir, Adolf Grimme, ministre de l'Education de Basse-Saxe, s'adresse à la jeunesse sur le Römerberg.

Le 18 est le jour le plus important. Après une réception, organisée par l'Université, qui réunit des représentants du monde universitaire de divers pays occidentaux ainsi que les recteurs des universités allemandes – sauf ceux de la zone soviétique (*Hannoversche Presse*, 19 mai 1948), on célébra le centenaire de la réunion de l'Assemblée nationale en l'église Saint-Paul. Par un temps superbe, la foule se pressait au centre ville pour voir arriver les coureurs évoqués plus haut. Puis à 15 h 15 précises, le cortège formé des invités d'honneur partit des «Römerhallen» pour se rendre, comme l'avaient fait les députés en 1848, au son de toutes les cloches de la ville, à l'église Saint-Paul, siège historique de l'assemblée de 1848. A la tête du cortège, le maire de Francfort, Walter Kolb; à côté de lui, l'écrivain Fritz von Unruh qui devait prononcer le discours principal et qui, à cette fin, était revenu de son exil aux Etats-Unis d'Amérique. Vinrent ensuite les ministres-présidents et les ministres de tous les «Länder», suivis des représentants des Eglises et les recteurs des Universités en grand appareil. Puis quelques uniformes du gouvernement militaire.

Dans l'esprit des organisateurs, le cortège traversant le centre de la ville au milieu d'une foule nombreuse et la cérémonie à Saint-Paul devaient reproduire un peu de l'ambiance de liesse et d'espérance solennelle qui avaient régné en 1848. On s'y était préparé de longue date, notamment par la reconstruction de l'église Saint-Paul détruite lors d'un raid de bombardement, qui, en mars 1944, n'avait laissé debout que les murs extérieurs. Considérée à la fois comme «la maison et le symbole de la démocratie allemande», l'église devait être reconstruite en priorité. Ce travail était présenté par le maire comme étant l'œuvre du peuple allemand tout entier, «faite du bois des forêts de Thuringe, de l'Est et du Sud; des pierres de la Hesse et de la Rhénanie; du fer et de l'acier de la Ruhr; de l'obole des ouvriers de Berlin, de Hambourg, de Hanovre, de Munich et d'autres villes allemandes» (*Braunschweiger Zeitung*, *ibid.*).

Deux aspects essentiels sont à relever ici: le caractère religieux dont on entendait imprégner la «démocratie allemande» et l'idée que l'édification de la Maison commune

– au sens propre et au sens figuré – était le résultat de l’effort de toute l’Allemagne – en principe du moins. Les deux aspects étaient présentés par les contemporains comme étant d’une actualité vivante, qu’il fallait encore développer davantage, et qui trouvait sa légitimité dans le fait qu’elle renouait avec l’événement fondateur qu’était «1848». Tout cela devait être symbolisé par Saint-Paul reconstruit en 1948. Le caractère religieux de la politique allemande s’exprimait par la double destination du bâtiment. Il était à la fois «*Volkshaus und Gotteshaus*», maison du peuple et maison de Dieu: «la croix qui couronne également l’édifice reconstruit apposera son sceau et à l’action politique et à l’action religieuse». Quant au deuxième aspect de l’édifice reconstruit, le concours de toute l’Allemagne souligné par le maire, il faut ajouter que parmi les cloches de Saint-Paul qui sonnaient dès 8 heures du matin le 18 mai, trois avaient été offertes par l’Eglise évangélique de Thuringe. Acte de foi et geste politique évident d’une province incorporée depuis 1945 dans la zone d’occupation russe. Les trois cloches en provenance de Thuringe arrivèrent à Francfort le 20 mars 1948, le jour même où le Conseil de contrôle allié à Berlin se sépara en complet désaccord. Pouvait-il y avoir plus grand décalage entre le désir d’union et la réalité de la division?

Malgré les efforts déployés par les organisateurs pour donner à la journée un air de fête, la catastrophe encore toute récente ne se faisait que trop sentir. Le maire avait beau qualifier le 18 mars 1848 de «naissance de la démocratie allemande» à laquelle devaient de nouveau tendre toutes les énergies. Il ne put s’empêcher de constater, dans son allocution inaugurale de l’église Saint-Paul, qu’à la place des belles maisons en colombages du «Römer», qui avaient été la fierté de la ville, le cortège longeait des champs de ruines dont le triste aspect n’avait pu être qu’imparfaitement dissimulé par des drapeaux et des branches de sapin (*Braunschweiger Zeitung, ibid.*). Le *Spiegel* relevait le contraste entre la mécanique bien huilée de la fête et la réalité désastreuse qu’une évocation douceuse du passé devait faire oublier: «La vue des ruines du présent fut voilée par le pathos de la commémoration qui ne faisait voir que trop souvent la racine du mal allemand, européen, mondial.» (*Der Spiegel*, 22 mai 1948) Fritz von Unruh qui, lui, était allé au fond des choses en stigmatisant les responsabilités de ceux qui acceptent de servir sans broncher sous des régimes les plus divers, fut pris d’une malaise et dut interrompre son discours (*Braunschweiger Zeitung*, 19 mai 1948).

Le lendemain 19 mai, le festival se poursuivit par le Congrès des écrivains allemands qui réunissait environ 400 poètes et écrivains et par la Journée de l’union de l’Europe où Henri Brugmans, des Pays-Bas, prononça le discours principal (*Hannoversche Presse*, 20 mai 1948). Le vendredi 21, un match de football organisé par le futur entraîneur de l’équipe fédérale, Sepp Herberger, opposa une équipe du Sud à une équipe du Nord (moins la zone française et la zone russe): cette «demi-compétition nationale» attira 50 000 spectateurs au stade de Francfort (*Der Spiegel, ibid.*). Le 22 mai, un «congrès des femmes interzonal» clôtura le festival, couronné par un feu d’artifice au terme d’une grande fête foraine.

Sélection bibliographique

Georg Eckert Institute, Braunschweig, Allemagne, *Thematische Auswahllisten von Unterrichtsmaterialien*, n° 24: «Von der Restauration bis zur Revolution 1848», 2^e édition, avril 2003.

Gildea, Robert, «1848 in European collective memory», in Dowe, Dieter, Haupt, Heinz-Gerhard, Langewiesche, Dieter et Sperber, Jonathan (éd.), *Europe in 1848. Revolution and Reform*, New York et Oxford, 2001, pp. 916-937.

Hettling, Manfred, «Shattered mirror. German memory of 1848: From spectacle to event», in Tacke, Charlotte (éd.), *1848 – Memory and oblivion in Europe*, «Euroclio», n° 19, Bruxelles, 2000, pp. 79-98.

Overesch, M., *Chronik deutscher Zeitgeschichte*, partie 3/II, Düsseldorf, 1986.

Riemenschneider, Rainer, «1848/1948. Liberté et unité: un mariage impossible. Le centenaire de “1848” en Allemagne, 1948», extrait de «Histoires de centenaires ou le devenir des révolutions. Contributions à l’histoire des centenaires des révolutions de 1830, 1848, 1870 et 1871 en France et en Europe», in *Bulletin de la Société d’histoire de la révolution de 1848*, Paris, 1989, pp. 65-75.

Siemann, Wolfram, «Der Streit der Erben – deutsche Revolutionserinnerungen», in Langewiesche, Dieter (éd.), *Die Revolutionen von 1848 in der europäischen Geschichte: Ergebnisse und Nachwirkungen; Beiträge des Symposions in der Paulskirche vom 21. bis 23. Juni 1998*, supplément n° 29, *Historische Zeitschrift*, Munich, 2000, pp. 123-154.

Tacke, Charlotte, «1848. Memory and oblivion in Europe», in Tacke, Charlotte (éd.), *1848 – Memory and oblivion in Europe*, «Euroclio», n° 19, Bruxelles, 2000, pp. 13-27.

Wolfrum, Edgar, *Geschichtspolitik in der Bundesrepublik Deutschland. Der Weg zur bundesrepublikanischen Erinnerung 1948-1990*, Darmstadt, 1999.

PARTIE II

1912-1913 dans l'histoire européenne

Introduction à l'année 1913

Il peut sembler étrange, à première vue, de retenir 1913 plutôt que 1914 comme charnière potentielle dans l'histoire européenne récente. De nombreux manuels d'histoire contemporaine, notamment ceux publiés en Europe occidentale et aux Etats-Unis, ne mentionnent pas les guerres balkaniques de 1912 et 1913, si ce n'est au titre des facteurs et des forces qui ont contribué à l'éclatement de la première guerre mondiale.

Toutefois, la raison pour laquelle nous avons inclus les événements de 1912-1913 dans cette série des moments clés de l'histoire récente de l'Europe est que la première et la seconde guerres balkaniques sont un élément important d'un cycle de libération nationale dans les Balkans, cycle qui s'est déroulé sur deux siècles: entamé en 1804 avec le premier soulèvement serbe contre la domination ottomane, il s'achèvera dans le conflit sanglant qui a déchiré l'ancienne Yougoslavie de 1991 à 1995. En tant que telles, ces guerres s'inscrivent donc dans l'histoire plus large de l'impact du désir de libération nationale et des idéologies nationalistes qui ont nourri ces aspirations sur le modelage de la carte politique de l'Europe du Sud-Est.

En 1817, la Serbie conquiert une certaine autonomie. En 1832, la Grèce finit par se dégager du joug ottoman et accède à l'indépendance. En 1848, toute la région est en proie à des soulèvements nationalistes. Au Congrès de Berlin, en 1878, la Serbie et la Roumanie obtiennent leur indépendance totale, tandis que la Bulgarie devient une province autoadministrée et que l'Empire des Habsbourg prend le contrôle de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Sandjak de Novibazar. Dès lors, la présence ottomane dans les Balkans se limite à l'Albanie, à la Macédoine et à la Thrace, certaines parties de ces territoires étant même cédées à la Grèce, en 1881, et à la Bulgarie, en 1885.

Ce sont manifestement la croissance démographique rapide et toute une série de problèmes structurels internes qui poussent les dirigeants des nouveaux Etats des Balkans à vouloir étendre leurs territoires et à convoiter ce qui reste des possessions ottomanes en Europe. Mais, à chaque fois, l'argument avancé pour justifier l'agression et la résistance interne est la volonté de libérer la nation de l'oppression étrangère. Le Monténégro, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie justifient la première guerre balkanique par le désir de libérer le Kosovo et la Macédoine du joug ottoman. La Bulgarie, mécontente des résultats du partage de la Macédoine, justifie la seconde guerre balkanique au motif que la population des territoires macédoniens qu'elle revendique est bulgare. Au début de la première guerre mondiale, la Serbie déclare que son objectif premier est de libérer les terres des Slaves du Sud de la domination des Habsbourg. A peine cet objectif semble-t-il atteint, avec la création du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, en 1918, que de nouveaux troubles s'annoncent: les Albanais du Kosovo se rebellent, les nationalistes macédoniens créent l'Organisation

révolutionnaire macédonienne interne, de nombreux Croates et Slovènes commencent à percevoir les Serbes comme de nouveaux dominateurs étrangers et des mouvements de libération nationale émergent. Ces divisions deviennent encore plus visibles lorsque les puissances de l'Axe occupent la Yougoslavie, en 1941.

Si l'après-guerre, avec le régime communiste de Tito, étouffe ces aspirations nationales, il n'est guère surprenant que les responsables politiques arrivés au pouvoir en Yougoslavie en 1990 aient adopté des programmes nationalistes. Le problème, tout comme pendant la majeure partie du XIX^e et du XX^e siècles, est qu'ils ne cherchaient pas seulement à créer des Etats-nations mais aussi à dominer d'autres groupes nationaux présents sur les territoires qu'ils se disputaient.

Chapitre 7

Les grandes puissances et les Balkans: 1878-1914

Ioannis Koliopoulos

Les grandes puissances et les Balkans jusqu'au déclenchement des guerres

L'extrémité sud-est de l'Europe, qui forma pendant des siècles la moitié ouest de l'Empire romain d'Orient ou de l'Empire byzantin, prit le nom de «Balkans» après que les Turcs ottomans eurent pris pied sur le continent et qu'elle fut devenue la limite occidentale de leur empire tentaculaire. Des modes de vie primitifs, un nationalisme militant, l'instabilité et la guerre constituèrent autant d'images associées à cette région; disons plutôt que l'Occident prit le parti de la dépendre ainsi, afin de satisfaire ses propres penchants et besoins intellectuels et politiques (Todorova, 1997). Les farouches et turbulents Albanais, Serbes, Grecs ou Bulgares eurent pourtant leurs équivalents en Europe occidentale il n'y a pas si longtemps; quant aux conflits religieux ou nationaux des Balkans, ils n'eurent jamais la violence de ceux qui déchirèrent l'Occident au cours des XVI^e et XVII^e siècles, ou plus encore au XX^e siècle. Les actes de brutalité entre les communautés et la pratique du nettoyage religieux ou national ont été perpétrés avec une égale intensité à l'est comme à l'ouest du continent.

Cette image d'une pointe sud-est de l'Europe agitée de troubles influença les serviteurs de Clio dans la quête de la vérité et de la réalité qui présidait à leur analyse des événements et des évolutions historiques, à tel point que le principe d'autodétermination nationale (que l'Occident avait accepté comme une motivation majeure et légitime pour les colons américains dressés contre le roi d'Angleterre et pour les populations italiennes ou allemandes de l'Empire des Habsbourg opposées à leur monarque) ne fut pas admis aussi volontiers pour les sujets grecs, serbes, albanais ou bulgares du sultan ottoman. En 1912, les grandes puissances européennes n'étaient pas disposées, pour des raisons qui leur étaient propres, à laisser les Etats-nations de la région dépouiller le sultan ottoman et l'empereur habsbourgeois de territoires comme l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie, l'Epire, la Macédoine ou la Thrace. Ces vieux empires en déclin furent ainsi maintenus en vie de crainte que leur disparition ne crée un vide du pouvoir et n'entraîne des dissensions entre les Etats-nations qui leur succéderaient et les grandes puissances qui les soutenaient.

Ces craintes n'étaient pas illégitimes et ne préoccupaient pas seulement François-Ferdinand et Abdul Hamid. L'empire multiethnique ne représentait pas un modèle aussi

inutile ou dépassé que le soutenaient les partisans de l'Etat-nation; c'était là le point de vue d'individus dont les projets différaient de ceux de l'empereur habsbourgeois ou du sultan ottoman. Les adeptes de ces empires, bien qu'ils ne fussent pas exactement des représentants de l'ancien régime ou des admirateurs du prince Klement von Metternich, jugeaient les empires d'Europe centrale et orientale utiles et même indispensables au maintien d'une forme de paix et d'ordre public dans une région qui comportait une multitude de populations aux confessions, langues ou identités diverses. Cette idée avait poussé les deux empires à déployer un certain nombre d'efforts considérables pour en réformer et consolider les structures défaillantes; les réformes en cours renforcèrent encore la position de ceux qui défendaient ce point de vue. Celles qu'avait entreprises la monarchie austro-hongroise visaient à consolider les deux empires vacillants et à convaincre les provinces non allemandes que leur adhésion à l'empire présentait plus d'attrait que la perspective d'une appartenance à un Etat des Slaves du sud, que leur offraient les Serbes; ce fut également le cas des réformes libérales annoncées par les Jeunes-Turcs en 1908. Des opinions similaires, motivées par d'autres préoccupations et servant des projets différents, furent défendues en Grèce par des déracinés tels que Ion Dragoumis et un cénacle de même sensibilité. Déçus par les résultats et le bilan de l'Etat-nation hellénique, ils étaient en quête d'une «solution» autre que celle de l'Etat-nation, sous la forme d'un Empire ottoman remanié, dans lequel le patriarche œcuménique grec orthodoxe exercerait son autorité sur l'ensemble des chrétiens grecs orthodoxes de l'Empire.

Cette position en faveur du renforcement de ces empires multiethniques d'Europe centrale et orientale qui étaient alors en plein déclin, adoptée durant la première décennie du XX^e siècle par diverses parties, semblait assez moderne aux yeux de ceux qui stigmatisaient l'Etat-nation, en qui ils voyaient la cause de toutes les guerres désastreuses qui ensanglantèrent finalement le XX^e siècle. Pour les détracteurs postmodernistes de l'Etat-nation, partisans de la formation de sociétés et d'Etats multiculturels et multiethniques, cette conception favorable aux empires multinationaux de la région qui avait été avancée au début du XX^e siècle promettait une restructuration salutaire de ces derniers et des diverses communautés qu'ils abritaient.

La Grèce

Du côté grec de la frontière avec les territoires revendiqués par les Etats-nations qui existaient alors, à savoir la Grèce, la Serbie, le Monténégro et la Bulgarie, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui formèrent en 1912 la Ligue balkanique et dépouillèrent le sultan ottoman de la plupart de ses possessions territoriales d'Europe, il n'existait aucun réel débat sur la question desdits territoires; les milieux intellectuels et politiques éprouaient plutôt un certain malaise et quelques craintes au sujet de l'avenir réservé aux Grecs. Le désastre et l'humiliation de la guerre de 1897 contre la Turquie avaient révélé les limites de la capacité de la nation grecque à affronter seule la Turquie.

La guerre prolongée entre les factions grecques et bulgares ou contre les forces dont disposaient les Turcs en Macédoine contribua fort peu à apaiser les craintes que

suscitait en Grèce l'avenir de la Macédoine et des territoires adjacents. Ion Dragoumis et un certain nombre de ses amis caressaient l'idée d'un «Empire grec orthodoxe» au sein d'un Empire ottoman remanié et réformé. Dans le climat favorable instauré par la révolte des Jeunes-Turcs de 1908, de tels projets ne paraissaient pas extravagants ni ridicules, bien qu'ils le fussent en réalité. Cet «Empire», qui réunissait les chrétiens orthodoxes grecs sous l'égide des Grecs de l'Empire ottoman, passait également pour avoir été un rêve caressé par l'élite phanariote avant la guerre d'indépendance grecque des années 1820. Arnold Toynbee, qui associait cette idée aux Phanariotes, connaissait apparemment fort peu cette élite pré nationale grecque; il semble cependant avoir été influencé par ces mêmes événements et leurs interprétations qui déterminèrent précisément la position de Dragoumis et de son groupe de Grecs déracinés. Alors que Dragoumis jugeait le modèle de l'Etat-nation grec dépassé et inutile, Toynbee considérait l'Etat à venir comme un rêve inaccessible des libéraux occidentaux, absolument incapable d'intégrer les institutions libérales occidentales (Dragoumis, 1985; Toynbee, 1922, 1981).

Eleutherios Venizelos, un grand homme d'Etat crétois qui débutait alors une brillante et tumultueuse carrière politique en Grèce, se situait à l'opposé de Dragoumis. Venizelos n'avait aucun doute ni aucune illusion sur ce que l'avenir réservait à la Grèce, pourvu que les serviteurs de l'Etat lui confient le pouvoir indispensable à la conduite du pays. Il croyait fermement que le royaume autrefois instable que conspuait et méprisait Dragoumis représentait un formidable instrument aux mains des individus capables placés sous son autorité. De fait, il était convaincu que l'Etat grec constituait le seul moyen susceptible d'assurer l'avenir des Grecs. La «grande idée», qui avait souvent par le passé semblé favoriser les desseins de ceux qui projetaient une insurrection panhellénique des Grecs de l'Empire ottoman et leur union au sein d'un «Empire grec», n'avait pas d'autre but, dans l'esprit de Venizelos, que de permettre l'annexion par le royaume de Grèce d'autant de territoires limitrophes qu'il lui serait possible de s'emparer, et ce, espérait-il, avec la collaboration des autres royaumes de la région, afin de mieux sauvegarder ces conquêtes territoriales (Veremis, 1980, 1989).

Venizelos, qui avait été partisan de la révolution contre l'ordre établi avant de reporter ses ambitions sur le royaume de Grèce, n'avait plus foi dans les insurrections des Grecs de l'Empire ottoman du type de celles que le royaume avait fomentées, auprès des irrédentistes des dominions européens du sultan, tout au long du XIX^e siècle. Il était à même d'en mesurer la faiblesse essentielle: elles étaient condamnées à l'échec, car elles ne reposaient pas sur une armée nationale régulière, mais plutôt sur des hommes en armes de tout poil enrôlés sur place, y compris des brigands, et parce que les grandes puissances européennes ne permettraient pas le démembrement de l'Empire ottoman.

Les puissances protectrices de la Grèce, c'est-à-dire l'Angleterre, la France et la Russie, s'opposaient, notamment les deux premières, à ce que les Grecs troublent la paix dans la région. Cette attitude avait conduit les gouvernements grecs successifs à privilégier le recours à des factions irrégulières pour favoriser les desseins irrédentistes du royaume, en provoquant le soulèvement des territoires grecs sous domination

étrangère, ce qui avait eu pour effet de mettre sur pied un formidable contingent d'hommes en armes qui se présentaient comme la véritable armée de la nation et dévalisaient le plus souvent impunément les paysans (Koliopoulos, 1987). Venizelos ne comptait pas poursuivre dans cette voie, car il était décidé à constituer une armée régulière puissante et crédible, ce qu'il parvint à faire avec l'aide d'officiers français dès sa venue au pouvoir.

L'emploi de méthodes irrédentistes similaires en Bulgarie et dans les autres pays de la région favorisa la montée d'hommes tels que Venizelos, lesquels souhaitaient mettre un terme à de vieilles habitudes qui avaient la vie dure. L'abandon des pratiques et des objectifs décevants du passé dut beaucoup à certaines modifications profondes du système de sécurité européen. Les deux alliances de grandes puissances européennes, la Triple-Alliance établie entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, ainsi que la Triple-Entente, qui réunissait l'Angleterre, la France et la Russie, avaient fusionné en deux camps militaires opposés qui, par crainte d'une guerre qui aurait embrasé l'ensemble du continent, avaient contraint les puissances à éviter toute provocation. La paix se trouvait ainsi assurée par la menace imminente d'une déflagration générale. La retenue dont faisaient preuve les grandes puissances incita les petits Etats à poursuivre leurs alignements régionaux, avec l'intention de prendre leur revanche et de déclencher des hostilités localement.

La Ligue balkanique

La Ligue balkanique de 1912 vit le jour dans le cadre de cette modération que s'imposèrent les grandes puissances européennes. La trahison du tsar russe par l'empereur austro-hongrois en 1908, lorsque l'Autriche-Hongrie annexa la Bosnie-Herzégovine sans en informer au préalable la Russie contrairement à l'accord passé, provoqua l'humiliation de cette dernière en la privant d'une occasion de s'emparer des détroits. Désireux de trouver une sorte de compensation dans la région à laquelle il estimait avoir droit, le gouvernement russe assura les Etats slaves de l'Europe du Sud-Est de son soutien dans leur action commune contre l'Empire ottoman. La guerre italo-turque de 1911-1912 agit comme un catalyseur: un membre de la Triple-Alliance était en guerre avec l'Empire ottoman et les grandes puissances européennes étaient une fois de plus confrontées à une crise au sujet de la question orientale (voir Helmreich, 1938, Tricha et Gardika-Katsiadaki, 1993).

Les encouragements appuyés de la Russie aboutirent à l'alliance de la Serbie et de la Bulgarie et obligèrent les deux Etats à mettre au point une action commune contre la Porte. Les objectifs militaires n'en furent pas précisés; la part du gâteau qui reviendrait à chacun devait dépendre de la fortune des armes, tandis que la médiation du tsar, prévue en cas de désaccord sur le partage, trahissait le protecteur intéressé de cette alliance. Il s'agissait ainsi d'une alliance slave motivée par le désir de la Russie de prendre le pas sur sa rivale, l'Autriche-Hongrie, ainsi que par le souhait de la Serbie et de la Bulgarie

de satisfaire leurs revendications territoriales aux dépens de l'Empire ottoman et, le cas échéant, des prétentions territoriales grecques qui iraient dans le même sens.

Le temps de la guerre de Crimée, où l'action commune de tous les chrétiens orthodoxes de la région sous l'égide de la Russie apparaissait comme une mission sacrée assignée par Dieu aux orthodoxes d'Europe de l'Est, était révolu. Les Etats de la région parvenaient à une certaine maturité et assimilaient les moyens mis en œuvre par les pays occidentaux dont ils s'inspiraient. Des hommes nouveaux rejetaient la rhétorique et les susceptibilités d'autrefois et rassemblaient leurs forces pour agir à la manière de Camilo di Cavour, Otto von Bismarck et Napoléon III.

L'alliance slave

L'alliance slave de 1912 fut pour la Grèce une source de nervosité et d'anxiété, à juste titre d'ailleurs. Bien plus que l'accord de Bled de 1947, passé entre le maréchal Tito et Georgy Dimitroff en vue de la création d'une fédération yougoslavo-bulgare et de l'union de la Macédoine bulgare du Pirin et de la République populaire de Macédoine d'alors, l'alliance serbo-bulgare de 1912 représentait pour la Grèce une menace sans précédent. Il convient de noter qu'en 1912, contrairement à 1947 où la Grèce put compter sur la protection de l'Angleterre et des Etats-Unis pour contrer le danger que représentaient la Yougoslavie et la Bulgarie communistes, le pays se trouvait pratiquement isolé dans une nouvelle série d'actions militaires qui paraissaient sur le point d'être engagées dans la région pour déposséder le sultan ottoman d'un certain nombre de territoires.

Venizelos était en mesure de discerner la grave menace que faisaient peser la Serbie et la Bulgarie alliées sur les intérêts de la Grèce; il n'hésita pas une seconde à faire entrer son pays dans l'alliance slave. Venizelos ne fut pas surpris de constater que la Bulgarie était sensible à la proposition grecque: elle était assez forte pour admettre un associé dont le seul atout était sa marine. La Bulgarie possédait en effet de loin l'armée la plus puissante de la région et son rôle sur le terrain ne manquerait pas de s'avérer déterminant. Elle bénéficiait de plus du soutien inconditionnel de la Russie, dont elle passait pour être l'agent dans le conflit qui s'annonçait dans la région. En ce sens, le rapprochement de la Grèce face à la Turquie constituait autant une mesure défensive vis-à-vis de la Bulgarie qu'une manœuvre offensive à l'encontre de la Turquie.

Les événements de la région se précipitaient trop rapidement pour que la Grèce pût y faire face seule. L'entente fragile qui existait autrefois entre la Grèce et la Turquie pour éviter le partage des possessions européennes du sultan, dont elles savaient toutes deux qu'il se produirait à leurs dépens, était amoindrie et minée par le sentiment de puissance insufflé à l'Empire ottoman par les Jeunes-Turcs après 1908 et la nouvelle mission qu'ils lui avaient assignée. En outre, ces derniers ne dissimulaient pas leur intention de restructurer l'ancien appareil et de le transformer en un Etat-nation moderne similaire à ceux qui lui avaient succédé dans la région. La conception qu'avaient les Jeunes-Turcs de l'avenir ne laissait aucune place à la Grèce.

La guerre

La guerre fut déclenchée dans la région en octobre 1912 et imposée à la Turquie, comme on pouvait s'y attendre, par les Etats qui l'y avaient remplacée. La Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce fondirent sur l'Empire ottoman et s'emparèrent d'autant de territoires que le leur permit l'avancée de leurs forces sur le terrain. Le conflit connut un certain nombre de résultats et d'échecs inattendus, notamment la percée des troupes grecques qui, depuis le sud, s'enfoncèrent profondément dans les enclaves slavophones de Macédoine revendiquées par la Bulgarie, l'avance tout aussi rapide de la Serbie dans cette même Macédoine qui faisait l'objet des revendications bulgares, mais en direction de laquelle la progression de la Bulgarie fut ralentie par sa rencontre avec le gros des forces ottomanes en Thrace, ainsi que l'intervention de l'Italie et de l'Autriche au nom de l'Etat-nation albanais nouvellement créé.

Ce tour imprévu pris par la guerre produisit une situation radicalement différente dans la région. La victoire de la Serbie et du Monténégro leur permit de s'étendre profondément dans le territoire macédonien sur lequel portaient les visées bulgares et de repousser le nouvel Etat albanais plus au sud, en Epire, que souhaitait annexer la Grèce. Avec l'extension territoriale serbe au Kosovo, l'Epire septentrionale échappa à la Grèce et devint l'Albanie méridionale. La Grèce se dédommagea en se taillant la part du lion en Macédoine. Suite à l'échec de la conférence de Londres, la Bulgarie s'engagea dans une deuxième campagne militaire, cette fois contre la Grèce et la Serbie. Outre ses anciens alliés, elle affrontait à présent également la Roumanie et la Turquie. La Bulgarie courait au désastre et celui-ci ne manqua pas de se produire.

En matière territoriale, l'extension d'un Etat signifiait le rétrécissement d'un autre. La Turquie fut la principale victime de ce remaniement des frontières. On pouvait certes s'attendre à ce qu'elle subisse des pertes territoriales, mais pas d'une telle ampleur. La Bulgarie en sortit également perdante, et de manière bien inattendue. Le tracé de l'Albanie prit un aspect imprévu, notamment parce qu'il se décala vers le sud sous la poussée serbe. Le traité de Bucarest d'août 1913, qui mit fin au conflit militaire dans la région, contribua fort peu à atténuer les griefs turcs et bulgares et laissa une somme considérable de revendications et contre-revendications insatisfaites.

La situation d'après-guerre

Les deux campagnes militaires et le traité qui mit un terme à ces dernières représentèrent le triomphe de l'Etat-nation sur l'ordre ancien qui prévalait dans cette partie du continent. En l'espace de moins d'un an, la carte politique de la région était devenue méconnaissable: du Danube à la Crète et de l'Adriatique à la mer Noire, de profonds bouleversements avaient eu lieu ou étaient sur le point de se produire. Les hommes d'Etat firent le compte des expansions ou des pertes territoriales, tandis que les journalistes et les autres observateurs tâchèrent de faire le point de la nouvelle situation (voir, par exemple, le témoignage vivant de Crawford Price, 1915).

La situation d'après-guerre présentait une réalité singulière et d'assez mauvais augure: les communautés formées dans l'ensemble des Etats de la région par des populations «autres», que l'on qualifia de «minorités». De nombreux siècles de déplacements et d'établissements plus ou moins pacifiques de populations dans cette partie de l'Europe avaient entraîné leur relative mixité, qui mettait à l'épreuve les aptitudes et l'imagination des pouvoirs publics (Rapport Carnegie, 1914). Les autorités n'avaient pas conscience de l'existence de ces populations «autres» sur leur territoire ou, tout au moins, leurs pouvoirs publics ne semblaient pas juger que la question de l'hétérolinguisme méritait leur attention. La lutte pour la prééminence éducative et ecclésiastique qui fut livrée en Macédoine dans la période précédant la révolution jeune-turque atteste des premiers actes de discrimination graves perpétrés contre les locuteurs d'une langue étrangère: les Grecs, notamment en Bulgarie et dans une moindre mesure en Roumanie, subirent, en représailles à l'action menée par une faction grecque en Macédoine, ce que l'on appela plus tard un «nettoyage ethnique», au cours duquel les Bulgares et les Roumains qualifièrent de frères respectivement les Slaves et les Valaques.

L'homogénéité de l'Etat-nation n'était guère courante dans la région, contrairement à ce que pourraient laisser croire les critiques récemment formulées en Occident au sujet du nettoyage ethnique pratiqué dans les années 1990. Les Etats-nations de cette partie de l'Europe commencèrent seulement à appliquer chez eux des pratiques en usage depuis fort longtemps à l'ouest du continent. En outre, durant la période qui nous intéresse ici et avant que la société multiculturelle ne devienne une forme de composition sociale acceptable en Occident, la société linguistiquement et religieusement homogène d'un Etat y était considérée comme la norme, et non comme une exception. L'homogénéité représentait une source de pouvoir et de sécurité et toute mesure destinée à la réaliser ne paraissait ni extraordinaire ni inacceptable.

Deux raisons au moins, que l'on a tendance à oublier, amenèrent le mouvement visant à assurer cette homogénéité nationale chérie à prendre l'aspect sinistre que nous lui connaissons: i. l'absence à cette époque d'une organisation de régulation internationale susceptible de se préoccuper de la protection des minorités menacées ou d'intervenir en leur faveur; et ii. la localisation de la plupart de ces minorités locales dans des zones frontalières, limitrophes des Etats qui considéraient leurs membres comme les frères de leurs propres ressortissants.

Le droit international était loin de comporter la réglementation et les instruments indispensables à une protection efficace des minorités. Il semble qu'il fallut à la communauté internationale endurer deux épouvantables guerres mondiales pour qu'elle songe enfin à établir des règles et des organes destinés à protéger les minorités vulnérables. Les événements récents survenus dans cette même région et dans d'autres parties du globe montrent à quel point il reste de chemin à parcourir en la matière.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 engendrèrent plusieurs minorités frontalières de ce type dans la région. Elles furent souvent les victimes d'autorités étatiques hostiles, non pas tant parce que leurs membres différaient de la population majoritaire de l'Etat que

parce qu'elles représentaient avant tout une menace pour la sûreté de celui-ci ou étaient perçues comme telles. Les revendications qui émanaient de pays limitrophes, dont la population majoritaire était analogue à une minorité linguistique ou religieuse implantée de l'autre côté de la frontière, minaient la position de cette dernière et, dans le même temps, retardaient son incorporation et son assimilation sociale au sein de l'Etat-nation.

Conclusions

Les terribles souffrances et humiliations endurées par les minorités des Etats-nations qui succédèrent à l'Empire ottoman dans la région ne sauraient constituer un argument en faveur du régime antérieur.

Les Etats-nations de la région, qui sortirent renforcés des guerres balkaniques, pratiquèrent certes à plusieurs reprises une mauvaise gestion des minorités dont ils avaient hérité; mais ils libérèrent dans le même temps des populations bien plus nombreuses du joug despotique et tyrannique d'un pouvoir autocratique qui s'était révélé incapable de se réformer et ils firent naître en elles un sentiment rare, voire inaccessible: la fierté de citoyens libres de pratiquer leur propre langue, de jouir de leur propre culture et de posséder leur propre identité.

Les politologues, et quelquefois les historiens, s'engagent souvent sur le terrain glissant des enseignements tirés du passé. Or l'historien qui étudierait rétrospectivement les objectifs, les politiques, ainsi que les actions des Etats et de leurs représentants qui prirent part aux guerres balkaniques il y a près d'un siècle, se trouverait bien embarrassé d'en tirer un enseignement. Une première observation s'impose néanmoins: les calculs et les attentes des divers protagonistes furent déjoués par le sort changeant des armes et le résultat des deux confrontations successives.

Il y a également lieu de constater que si ces mêmes protagonistes étaient d'abord soucieux d'assurer leur sécurité, cette dernière et la paix s'avèrent tout aussi difficiles à réaliser après le conflit qu'avant. De même, et en dépit des assurances contraires données le plus souvent de part et d'autre, l'annexion par les Etats concernés de tout territoire qui se trouvait à leur portée démontre ce qu'était leur objectif premier, tant il est vrai que les conflits entre Etats ont toujours été motivés avant tout par les conquêtes et les possessions territoriales. Remarquons à ce propos que les ententes et les accords antérieurs furent balayés par la tourmente guerrière dès l'entrée en campagne des armées; les Etats alliés de la région apprirent ainsi ce que l'Occident savait par expérience depuis longtemps: le propre des accords passés est d'être rompus aussitôt que l'intérêt national le commande.

La Ligue balkanique de 1912 fut la première ligue de ce genre, en ce sens qu'elle réunissait les trois principaux pays qui contestaient au sultan ottoman les possessions qu'il conservait encore dans la région, à savoir la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. Dès après 1912, ces trois Etats n'ont plus jamais appartenu ensemble et au même moment à une même alliance. Espérons que la Serbie et la Bulgarie rejoindront le plus tôt

possible la Grèce en qualité de membres d'une Union européenne soucieuse de relever de manière égale les défis auxquels sont confrontés les Européens et conduite par des hommes dont la conception de l'Europe diffère de celle qui alimenta les conflits du type des guerres balkaniques.

Sélection bibliographique

Carnegie Endowment for International Peace, *Report of the International Commission to Inquire into the Causes and the Conduct of the Balkan Wars*, Washington, DC, 1914.

Dragoumis, Ion, *Phylla hemerologiou* («Diary leaves»), Ed. Thanos Veremis et J. S. Koliopoulos, Athènes, 1985.

Helmreich, C., *The diplomacy of the Balkan wars, 1912-1913*, Cambridge, MA, 1938.

Koliopoulos, John S., *Brigands with a cause: Brigandage and irredentism in modern Greece, 1821-1912*, Oxford, 1987.

Price, Crawford, *The Balkan cockpit*, Londres, 1915.

Todorova, Maria, *Imagining the Balkans*, Oxford University Press, New York, 1997.

Toynbee, Arnold, *The Greeks and their heritages*, Oxford University Press, Oxford, 1981.

Toynbee, Arnold, *The western question in Greece and Turkey*, Boston, 1922.

Tricha, Lydia et Gardika-Katsiadaki, Eleni (éd.), *E Hellada ton Valkanikon Polemon, 1910-1914* (La Grèce dans les guerres balkaniques, 1910-1914), Athènes, 1993.

Veremis, Thanos (éd.), *Eleutherios Venizelos: Koinonia – oikonomia – politike stin epoche tou* (Eleutherios Venizelos: société, économie et politique à son époque), Athènes, 1989.

Veremis, Thanos (éd.), *Meletemata gyro apo ton Venizelo kai tin epochi tou* (Etudes sur Venizelos et son époque), Athènes, 1980.

Chapitre 8

Les répercussions des guerres balkaniques de 1912-1913 sur la vie quotidienne des civils

Helen Gardikas-Katsiadakis

Recherches sur le sujet

Il n'existe à ma connaissance aucune étude consacrée aux répercussions économiques et sociales des guerres balkaniques en Grèce, encore moins pour ce qui est de leurs incidences sur la vie quotidienne, à l'exception de certains chapitres des œuvres du professeur de finances publiques grec Andreas Andreadis. Le volume qui s'en rapproche le plus est celui qui s'intitule *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*, dans la série *Histoire économique et sociale de la guerre mondiale* publiée en 1928 par la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Cette tâche se serait en effet révélée pratiquement impossible pour la période limitée aux guerres balkaniques. Comme le fait remarquer le délégué grec de la Commission des réfugiés de la Société des Nations, Alexander Pallis, dans son étude consacrée aux effets de la guerre sur la population grecque insérée dans cette œuvre collective:

«la Grèce a connu, de 1912 à 1923, une période de guerre presque ininterrompue. Au cours de ces douze années, elle a en effet pris part à cinq campagnes militaires, à savoir la première guerre balkanique contre la Turquie en 1912-1913, la deuxième guerre balkanique contre la Bulgarie en 1913, la guerre européenne à laquelle elle a participé à partir de 1917 aux côtés de l'Entente, l'expédition d'Ukraine entreprise à la demande des Alliés contre les Bolcheviks en 1919 et, enfin, la guerre gréco-turque de 1919-1923» (Pallis, 1928, p. 131).

Ces guerres, qu'elles soient victorieuses comme les trois premières ou désastreuses comme la dernière, entraînent des modifications territoriales considérables et le déplacement de millions de personnes, eurent des répercussions sur la vie quotidienne des gens ordinaires et transformèrent les cartes démographiques et ethnologiques de la région. Cependant, en ce qui concerne notamment les changements sociaux, il s'avère extrêmement difficile de faire la distinction entre les effets à court terme des guerres balkaniques et les mutations à long terme de l'ensemble de cette période.

Le présent exposé ne portera pas sur les questions démographiques et technologiques. Qu'il suffise de préciser que les guerres balkaniques provoquèrent en Grèce un bouleversement social ou économique majeur. Leurs conséquences furent spectaculaires du point de vue de l'expansion tant géographique que démographique: la Grèce doubla pratiquement de superficie et de population.

	1907	1914	%
Superficie en km ²	65 029	118 784	82,66
Population	2 631 952	4 881 052	85,45

Plus important encore, le pays changea de nature, puisque pour la première fois depuis son accession à l'indépendance il englobait des groupes ethniques assez importants, différents de la population chrétienne orthodoxe hellénophone prédominante. De fait, dans certaines régions, les communautés chrétiennes orthodoxes hellénophones formèrent une minorité.

Pour mesurer les répercussions des guerres sur la vie quotidienne en Grèce, je me fonderai par manque de documentation primaire sur des sources narratives (mémoires, lettres, etc.).

Deux guerres

Les effets socio-économiques des guerres sur la population civile moyenne ne furent pas spectaculaires dans les régions qui composaient le royaume avant 1912, celles que l'on appela alors les «anciennes provinces». La situation du citoyen grec ordinaire du royaume antérieur à 1912 ne connut aucune amélioration ni détérioration au cours de l'immédiat après-guerre. La longue période de guerre que représenta la première guerre mondiale, les conséquences qui suivirent et ses répercussions nationales dramatiques tendent à influencer notre jugement et à nous laisser croire que les guerres balkaniques, dont le pays sortit pourtant vainqueur, eurent un effet préjudiciable sur la vie quotidienne. Les deux guerres de 1912 et 1913 formèrent deux conflits distincts, relativement courts. En outre, bien que la population masculine demeurât sous les drapeaux pendant un peu plus de treize mois (de septembre 1912 à décembre 1913), les périodes de réels combats sur les différents fronts et en mer couvrirent à peine sept mois au total. Le mécontentement social provoqué par les longues périodes de mobilisation et par des campagnes militaires prolongées, épuisantes et malheureuses survint par la suite.

Il s'agit là d'une appréciation générale. Examinons à présent de manière aussi détaillée que les éléments dont nous disposons nous le permettent les effets des guerres:

- sur le front, parmi les troupes mobilisées et la population des territoires occupés; et
- sur la population à l'arrière, dans les zones rurales et dans les villes.

En 1912, la population masculine de la Grèce réagit au décret de mobilisation générale du 19 septembre avec un sentiment partagé de fierté nationale et d'appréhension. Les souvenirs de la fâcheuse campagne antérieure de 1897 étaient encore vifs, bien que cette défaite humiliante n'ait pas été subie par les conscrits de 1912, mais par leurs pères. Selon les estimations, 282 000 hommes au total furent appelés sous les drapeaux

durant l'ensemble de la période de 1912-1913. Cette mobilisation entama largement la main-d'œuvre du pays. Pour les besoins de la deuxième campagne notamment, les ressources humaines avaient diminué à tel point que l'on fit même appel aux orphelins et aux émigrés et que les hommes en service à l'arrière, affectés par exemple à la garde des bâtiments publics ou des établissements bancaires, furent envoyés au front.

Même les émigrés qui s'étaient établis aux Etats-Unis répondirent au premier appel à la mobilisation et rentrèrent pour servir leur pays. Selon certaines études, 57 000 émigrés revinrent ainsi dans leur pays natal (Andreades, 1928). Une partie d'entre eux ne revit jamais les Etats-Unis. D'autres y retournèrent après la guerre.

Malgré la censure mise en place et l'absence de mécontentement exprimé publiquement durant ces campagnes, on peut dire sans trop s'avancer que la durée des conflits fut trop brève pour permettre la naissance d'un mouvement d'opposition à la guerre ou toute situation de désertion massive. L'opinion publique soutenait dans l'ensemble les choix du pays et les seules critiques adressées au gouvernement émanèrent de cercles excessivement nationalistes. Dans leurs lettres, les simples soldats et les officiers se plaignaient, ce qui n'étonnera pas, de l'état de l'armée, des rigueurs de la campagne et du climat, ainsi que des conditions sanitaires, mais on n'y perçoit aucun sentiment généralisé d'hostilité à la guerre ou d'antinationalisme (voir, par exemple, Gardikas-Katsiadakis, 1998; Tricha, 1993).

La deuxième guerre balkanique, menée contre la Bulgarie, fut plus brève, mais bien plus violente que la première. Les troupes ennemies et amies étaient beaucoup plus dispersées le long d'un front mal défini. Qui plus est, les combats furent livrés au milieu de l'été. Plusieurs journaux intimes consacrent des passages à la nature des combats; ils en dépeignent la cruauté et l'épuisement des soldats. Les récits font surtout état de la chaleur accablante, de la soif dont souffrent les combattants et des ravages d'un ennemi fatal: le choléra. Quelques jours avant la signature de l'armistice à Bucarest, la moitié des effectifs de chaque unité avaient été contaminés. Les récits qui en sont donnés sont dramatiques. La citation suivante est extraite du journal d'un jeune grec, Vasilios Sourrapas, qui avait quitté son village du Péloponnèse à l'âge de 8 ans en compagnie de ses deux frères aînés et qui s'établit par la suite définitivement à Athènes, où il fonda la première laiterie industrielle, EVGA:

«Nous nous levâmes à cinq heures du matin. Un grand nombre de nos camarades étaient étendus sur le sol. Ils se tordaient et agitaient leurs jambes comme des grenouilles. Ils furent emmenés à l'écart du camp sous la surveillance d'un médecin et d'une infirmière. Plusieurs d'entre eux moururent et les infirmières revinrent à de nombreuses reprises en chercher d'autres, qui avaient contracté cette maladie mortelle et terrible qu'est le choléra. A 8 heures, l'un de nos destroyers vint mouiller à proximité et les médecins du bord se rendirent au camp pour visiter les patients et déterminer la nature de leur mal: ils diagnostiquèrent le choléra.

[...]

Nous traversâmes toute la journée la plaine de Nigrita. Nous marchâmes sous une chaleur insupportable et dans un nuage de poussière. Nous souffrîmes de déshydratation tout le jour durant. Nous étions rompus de fatigue et épuisés par les diarrhées que provoquait la maladie. Deux d'entre nous moururent sur le chemin et une bonne partie des hommes était à la traîne. Le médecin témoin de cette situation vint avertir le commandant que les soldats étaient dans un tel état de faiblesse et d'épuisement qu'il leur serait impossible de suivre, mais celui-ci lui rétorqua "j'irai à Nigrita, dussé-je n'y parvenir qu'avec trois hommes". Le grondement de l'artillerie se rapprochait et parvenait à nos oreilles, la terre tremblait et nous découvriions les villages incendiés auxquels l'ennemi qui battait en retraite avait mis le feu après les avoir pillés. Enfin, nous atteignîmes Nigrita à 8 heures du soir, mais nous n'y trouvâmes que des ruines fumantes. L'odeur de la fumée et la vue de cette ville offraient un spectacle horrible. Tout était détruit. Les splendides édifices et les bâtiments élégants s'étaient effondrés. Nous traversâmes ce champ de ruines et établîmes notre bivouac à l'extérieur de la ville dévastée. Nous n'y trouvâmes que quelques vieillards, femmes et hommes, qui demeuraient là en plein air. L'endroit était extrêmement fertile, planté de plusieurs arbres fruitiers, de vignes et autres cultures. Dans le vignoble situé sur la gauche, un bataillon du 21^e fit prisonnier le 19^e régiment bulgare et en massacra la plupart. Seuls 7 000 prisonniers furent remis à la Croix-Bleue. Ils furent transférés sur des navires.» (Tricha, 1993, p. 187)

La cruauté de la guerre avait ainsi transformé un civil pacifique et entreprenant en un individu qui en observait les atrocités avec détachement. Les deux guerres se caractérisent par les atrocités auxquelles elles donnèrent lieu. Le sentiment de malaise et de suspicion qui avait alimenté pendant des décennies le conflit opposant les communautés dans les régions disputées doit être attribué au caractère exclusif du processus de construction de la nation, apparu dans les Balkans au XIX^e siècle. Vasilis Gounaris estime en fait de manière convaincante que ces rivalités étaient antérieures à l'apparition d'une différenciation ethnique dans la région et qu'elles prennent le plus souvent leur source dans des disputes partisans survenues au sein même de la collectivité. Il cite à ce propos une dépêche rédigée en 1904 par le consul général Lambros Koromilas: «Mais comme il est de coutume en Macédoine, les villages sont tout d'abord le théâtre de conflits d'intérêt, qui dégénèrent ensuite inévitablement en rivalités nationales.» (Gounaris, 1993, pp. 200-201)

Dans les régions que se disputent plusieurs groupes ethniques, l'intensification de ce processus avait autrefois provoqué des explosions de violence. Cette situation se reproduisit lorsque les armées de libération des Etats balkaniques voisins de l'Empire ottoman expulsèrent les autorités turques. Le nouveau pouvoir local et militaire parvint à maintenir l'ordre jusqu'à la mise en place des autorités civiles dans les zones libérées.

«Les soldats avaient fait ouvrir les commerces turcs et des pillages eurent lieu, qui ne furent pas tant le fait de l'armée que de la population locale, qui prit ainsi sa revanche sur les Turcs», note un soldat dans son journal à Ellassona au début de la guerre (Tricha, 1993, p. 42).

Malgré l'atmosphère de soupçon mutuel qui régnait lors de la première campagne, il n'existe aucun témoignage de violences ethniques généralisées.

«Je suis malade et j'ai obtenu cet après-midi la permission de me rendre au village. Ses habitants parlent le bulgare et j'ai finalement réussi après bien des efforts à acheter deux oies à un villageois.» (*ibid.*, p. 49)

Durant la deuxième guerre balkanique, la violence ethnique prit cependant des proportions incontrôlables. La destruction des villes et des ponts par les troupes qui battaient en retraite était une pratique courante, sur laquelle le commandement militaire fermait les yeux et qu'il encourageait fréquemment; dans certains cas, l'armée régulière prit part à des actes de violence pure perpétrés à l'encontre d'habitants qu'elle soupçonnait d'être des francs-tireurs ou des informateurs. Le commandant en chef des forces grecques, le roi Constantin lui-même, n'échappa pas à l'esprit de cruauté ambiant. Il concevait le conflit contre la Bulgarie comme une guerre d'anéantissement et télégraphia au gouvernement «*delenda est Bulgaria*». C'était ce même personnage qui, au début de la première guerre, avait fait fouetter en public un civil hellénophone qui n'avait pas respecté l'interdiction de port d'armes décrétée par les autorités dans la ville nouvellement occupée de Servia (*ibid.*, p. 47).

Il s'agit là du tableau le plus sombre de la guerre, qui va de pair avec la destruction des infrastructures pratiquée par les armées en retraite et le flux constant des réfugiés venus se mettre à l'abri derrière la ligne mouvante des frontières provisoires. Tout le monde connaît ces images de réfugiés en détresse, jetés sur les routes avec quelques effets, des atrocités commises et de la destruction générale du théâtre des hostilités.

Nouveaux territoires

L'acquisition de nouveaux territoires imposa à la Grèce des contraintes supplémentaires, car elle n'avait pas encore pleinement intégré à son ordre social et juridique les provinces obtenues en 1864 et 1881, les îles Ioniennes et la Thessalie. Elles présentaient un certain nombre d'antagonismes importants en matière socioprofessionnelle et juridique, dont le principal concernait la propriété foncière, qui n'avaient pas été résolus lors de leur prise de possession par la Grèce. De fait, la question agraire s'était aggravée avec l'acquisition de territoires en Macédoine et en Epire. Les problèmes y étaient similaires, sans être identiques. En Macédoine, de grandes étendues de terres sous-peuplées demeuraient en friche, tandis que leurs métayers demeuraient dans les petits villages des collines environnantes. Cette situation préjudiciable à l'existence des habitants, à la propriété et à l'infrastructure du pays était aggravée par une importante vague d'émigration.

La campagne en faveur de profondes réformes qui avait été lancée après 1910 sur la partie ancienne du territoire grec trouva dans les régions nouvellement acquises un vaste domaine d'application, puisque l'Etat s'était engagé à intégrer ces zones aussi rapidement que possible. L'expérience acquise en Thessalie se révéla inestimable. Grâce à elle, l'Etat adopta des mesures destinées à améliorer la situation et à transformer l'économie et l'administration des nouvelles provinces.

Immédiatement après la conquête, au tout début du mois de novembre 1912, dès que les autorités administratives furent en place dans les grandes villes, des équipes d'experts financiers et administratifs furent envoyées d'Athènes pour dresser le bilan de la situation sur place, ainsi que du régime fiscal et juridique, et pour proposer des mesures d'assimilation des nouvelles provinces (Demakopoulos, 1993). Ces missions donnèrent naissance à plusieurs études remarquables publiées en 1914. Le gouvernement adopta en outre une législation interdisant le transfert de propriété et projeta un vaste programme de réforme agraire, qui fut cependant reporté à cause de la première guerre mondiale (Petmezas, 1993, pp. 210-214). Les villes subissaient également les conséquences des conflits. Non seulement certaines d'entre elles étaient totalement détruites, mais les principales agglomérations durent accueillir un flot de réfugiés en situation de détresse. Pour parer à ces besoins, le gouvernement créa en 1914 un ministère supplémentaire, le ministère de la Communication, dont la mission principale consista à commander de nouveaux projets d'urbanisme.

Cette nouvelle «patrie» présentait un certain nombre de caractéristiques inconnues de l'ancienne administration et de ses administrés. L'Etat multinational antérieur, dans lequel les communautés étaient définies et administrées selon leur confession religieuse, fut remplacé par un Etat national «moderne», centralisé et désireux d'homogénéiser sa population. Une loi de 1914 (350/1914), relative à «l'établissement des concitoyens réfugiés en Macédoine et ailleurs», inaugura un nouveau système de gestion concertée de la terre détenue par les membres de la communauté, qui représenta le point de départ d'une législation étoffée par la suite. Mais ce plan d'homogénéisation ne fut dans aucun domaine aussi prononcé que dans celui de l'urbanisme. Les autorités locales des grandes villes qui accueillirent des vagues de réfugiés provenant des territoires annexés par d'autres Etats balkaniques commandèrent à des architectes étrangers les plans de nouvelles agglomérations. Plusieurs villes moyennes et de petite dimension, telles que Serres, Kilkis, Amyntaio (Sorovitz) et Doxato, détruites au cours de la seconde guerre mondiale, furent parmi les premières à bénéficier de ce nouvel élan d'urbanisme (Karadimou-Gerolymbou, 1993).

La situation des îles occupées était différente. L'incertitude n'y était pas aussi marquée et les sentiments dominants n'étaient pas les mêmes. Leur population hellénophone se réjouissait de la défaite et du départ des Turcs et l'allégresse était générale. Leur joie fut uniquement atténuée par l'énorme hausse du prix des denrées.

«Ne nous demande pas ce que nous vivons en ce moment, écrit un habitant de Chios, Stefanos Kynigos, à son frère établi aux Etats-Unis. Nous avons assisté d'un côté à l'arrivée des Grecs et de l'autre à une hausse des prix qui dépasse tout ce que l'on peut imaginer. La double miché de pain s'achète à 18 metalikia, tout est cher, le bidon d'essence est à 28 grossia. Nous n'avons plus un sou pour finir ce mois-ci.»

Neuf jours plus tard, leur mère lui indique:

«Ici, mon cher Georges, les prix ont terriblement augmenté. Le pain coûte aujourd'hui 24 metalikia. Pour les autres produits, mieux vaut ne pas poser la question.»

Les prix baissèrent légèrement après Noël, mais un retour à la normale était impossible pour la vie quotidienne et le commerce tant que durait la guerre. La mère précise à nouveau le 24 février:

«Les affaires ont repris un petit peu, mais elles ne parviennent pas à retrouver leur rythme normal du fait des prix élevés [...]. Nous espérons que lorsque la paix sera signée et que la situation s'améliorera, les prix baisseront.»

Leur principale préoccupation était de revenir à une vie normale, de manière à éviter la conscription. Lorsque la deuxième guerre balkanique fut déclenchée, M^{me} Kynigos, dont le patriotisme ne faisait aucun doute, écrivit à son fils:

«Tu vas partir à l'armée maintenant et cela me désespère à un point indicible, mon cher Georges [...]. Avant-hier, Stefanos est allé à la préfecture et a trouvé M. George Bitsas, qui travaillait autrefois au consulat; il lui a demandé s'il existait un moyen de t'exempter et il lui a répondu qu'à cause de la guerre c'était très difficile. Il faut avoir le bras long. La seule chose qu'on puisse faire, a-t-il ajouté, c'est, lorsque tu te présenteras et que tu effectueras ton service, de déposer une demande, auquel cas il y aura moyen de faire quelque chose.» (Tricha, 1993, pp. 251-265)

Pour en revenir à la population rurale des «anciennes provinces», précisons qu'il n'existe aucun chiffre susceptible d'illustrer les conséquences des guerres balkaniques. Mais la comptabilité présentée dans les sources descriptives offre un certain nombre d'indications. La mobilisation et l'incorporation successive des hommes disponibles à l'arrière ont privé la campagne de main-d'œuvre, tandis que la réquisition des bêtes et des véhicules pour les besoins des opérations militaires a imposé une charge supplémentaire à la population demeurée sur place. Le coût en vies humaines des deux guerres n'a pas été très élevé, comparé aux pertes subies par les armées bulgare et serbe:

	Soldats	Officiers	Total
Morts	7 428	304	7 732
Blessés	42 191	628	42 819

Source: Andreades, 1928.

La hausse des prix qui frappa les provinces occupées ne semble pas avoir affecté la vie quotidienne de «l'ancienne» Grèce de manière aussi spectaculaire que dans la zone des combats. Contrairement à ce qui se produisit en Bulgarie et en Roumanie, la drachme conserva sa valeur au pair, grâce à la législation de réforme fiscale de 1910, aux emprunts nationaux et étrangers provisoires contractés par l'entremise de la Banque nationale de Grèce, ainsi que grâce à la stabilité générale de l'économie. Les dépôts bancaires et les réserves d'or de la Banque nationale augmentèrent durant la guerre, tandis que le commerce extérieur et les recettes publiques demeurèrent stables (Andreades, 1928, p. 11).

Conditions économiques et sociales

Andreades attribue la stabilité de l'économie, entre autres raisons, à un certain nombre de facteurs sociaux: le nombre spectaculaire de Grecs émigrés aux Etats-Unis qui revinrent dans leur pays à l'occasion de la guerre, ainsi que l'aide financière considérable fournie par les Grecs du monde entier, l'afflux des dons et l'empressement des paysannes à se substituer aux hommes partis à la guerre, ce qui permit de maintenir la production agricole (*ibid.*, p. 12).

Nous ne disposons d'aucun chiffre permettant de mesurer les répercussions immédiates de la guerre sur la productivité agricole, car la dernière étude réalisée avant la guerre date de 1911, tandis que l'étude suivante a été publiée en 1929. Cependant, comme la population du pays avait pratiquement doublé alors que la productivité avait diminué dans la zone des combats, les conflits eurent à court terme un effet globalement négatif sur la balance commerciale grecque, comme le montre le tableau suivant:

Années	Importations	Exportations
1911	173 510	140 902
1912	157 653	149 162
1914	319 000	179 000
% augmentations, 1912-1914	102,34	20

Source: Andreades, 1928.

Les conséquences des guerres furent relativement modérées sur les centres urbains des «anciennes provinces». Les conflits entraînent en général un exode rural vers les centres urbains (Kalitsounakis, 1928, p. 216). La population des villes de «l'ancienne Grèce» augmenta. Le premier recensement disponible pour la période de l'après-guerre, réalisé en 1918, englobe les migrations survenues tout au long de la première guerre mondiale. Les chiffres relevés pour Athènes et le complexe du Pirée en donnent une vague idée:

1907: 240 000

1918: 310 000

L'augmentation de la population entraîna naturellement une pénurie de logements. Ce problème était devenu menaçant en 1916, si bien qu'une législation imposant un blocage des loyers s'avéra nécessaire. Une loi d'urgence avait cependant dès 1912 empêché l'expulsion des locataires (Kalitsounakis, 1928, p. 216).

L'une des particularités de la guerre fut de provoquer un élan de patriotisme qui gagna tout le pays et trouva son expression la plus manifeste dans les milieux urbains. La guerre offrit à la population féminine des familles de la haute société athénienne

l'occasion de manifester leur patriotisme et de mener une vie sociale en travaillant comme infirmières dans les hôpitaux de campagne.

Comme le note Aspasia Mavromichali dans son journal:

«Je voulais me rendre utile en cette heure et je ne me souciais pas le moins du monde de moi-même [...]. Dès notre arrivée à Athènes, nous nous enrôlâmes, ma sœur et moi, dans la Croix-Bleue, une association créée par le directeur de la Polykliniki, M. Alivizatos, et présidée par la princesse Hélène. Maman en était la vice-présidente. Nous fûmes envoyées dans une petite unité opérationnelle de plein air [...] et nous débutâmes dans le même temps les cours et la pratique. Oh, cette première journée à tenter de m'habituer à cet environnement m'a épuisée. Le malheur, l'infortune et la misère noire composaient un tableau peint dans les couleurs les plus vives. Il émanait des patients qui arrivaient, tous des gens du peuple, crasseux comme ils le sont et en haillons, une telle odeur que c'en était écœurant.»

Lors de l'inspection d'autres hôpitaux de campagne en compagnie de la princesse, elle écrit encore dans son journal:

«La situation était épouvantable. Tous ces hôpitaux de fortune manquaient de lits et étaient dépourvus d'infirmières, de tout. Nous n'entendions que des gémissements, des soupirs et des pleurs. Personne n'accourait pour venir en aide à ces malheureux [...]. Je demandai la permission de monter dans la chambre de la princesse me rafraîchir un peu. Je me lavai abondamment à l'eau froide et, revigorée, je descendis avec empressement; nous commençâmes alors à installer les blessés dans les voitures. A ce moment-là, plusieurs dames de Larissa étaient arrivées, la plupart toutes poudrées et endimanchées. Elles nous considérèrent avec stupéfaction, comme si nous étions tombées de Saturne.»

L'une d'elles, l'infatigable Anna Papadopoulou, devint une héroïne nationale. Mais toutes les femmes n'étaient pas aussi résistantes qu'elle pour endurer ces conditions difficiles:

«Nous apprîmes lors d'un arrêt en gare que la princesse, qui souffrait du cœur, avait eu une attaque due à la pénibilité du travail et que M. Alivizatos avait fait tout son possible pour la soulager. Le train était lancé à pleine vitesse lorsqu'au beau milieu du silence de la nuit nous entendîmes le signal d'alarme. Le train s'immobilisa d'un coup. Nous nous précipitâmes tous dehors [...]. Qu'était-il arrivé? M^{me} Katsara avait fait une violente crise de nerfs et il avait fallu appeler d'urgence le docteur.» (Tricha, 1993, pp. 31-36)

L'impact de la guerre

Lorsque la nouvelle des premières victoires remportées par l'armée grecque parvint à Athènes, la population fut transportée par un sentiment d'euphorie nationale qui imprégna la vie quotidienne à Athènes. Les journaux augmentèrent leurs tirages et publièrent des éditions spéciales lorsque des événements extraordinaires, tels que la bataille de Limnos, se produisirent. On manquait de papier, d'imprimeurs et de correspondants de guerre. La soif des lecteurs pour les histoires palpitantes fut étanchée par l'apparition d'un grand nombre de publications populaires, qui abordaient des sujets patriotiques et arboraient des titres comme «*Les mangeurs de Turcs de 1912*», «*Nos dauphins de 1912*» et «*Les combattants géants de Jannina*» (Demakopolous, 1993, p. 209n).

La hiérarchie administrative assistait aux célébrations religieuses officielles de la victoire. La population manifestait sa fièvre en fréquentant les productions théâtrales

populaires, vaudevilles, comédies et drames qui affluaient pour célébrer les victoires militaires. Leur popularité fut telle que les théâtres «sérieux» eux-mêmes furent obligés de suivre le mouvement pour survivre (Delveroudi, 1993, pp. 377-378).

Tenter d'évaluer les incidences du conflit sur la vie des citoyens ordinaires n'est pas chose facile, à la fois parce que les recherches approfondies sur la question font défaut et parce que les répercussions des guerres balkaniques ont été balayées par les événements qui ont suivi: la mobilisation, la crise politique intérieure, les années de guerre de 1917 à 1922 et le désastre social du déracinement et de la réinstallation d'un million et demi de réfugiés d'Asie mineure. J'emprunterai plutôt les mots d'un important auteur grec progressiste, Georges Drosinis, qui évoque dans ses mémoires le destin d'un établissement privé de l'enseignement secondaire technique; il avait joué un rôle déterminant dans son installation, peu de temps avant les guerres balkaniques, sur un grand terrain d'Ambelokipi, qui formait alors une banlieue verte située au pied de la colline de Lykabettus, avec un jardin soigné qu'il adorait:

«Au printemps 1913 le jardin était à son apogée. Tout visiteur repartait de la maisonnette les bras chargés de roses, de jasmin et de chèvrefeuille, et les amis y cueillaient des fleurs pour tresser les guirlandes du 1^{er} Mai.

Mais avec les guerres balkaniques dans un premier temps, puis la guerre en Europe et enfin la malheureuse campagne d'Asie mineure, l'école, le jardin, la maisonnette, tout passa de réquisition en réquisition. Les instruments et les illustrations de l'école furent stockés dans les deux grandes pièces de la maison; je ne conservais qu'un coin de la petite pièce où était disposé mon lit, de manière à ce que je puisse continuer à y passer occasionnellement la nuit.

Je n'avais plus aucune compagnie. Ma présence à l'école était inutile et elle n'était pour moi qu'une source de peine, rien qu'à voir la manière dont les autres personnes traitaient les plantes que j'avais réunies et assemblées si joliment. Elles gisaient brisées, arrachées, éparées sur le terrain environnant, comme des squelettes d'animaux morts. Je marchai sur elles en me rendant à l'école et j'eus peine à les reconnaître. Le jardin n'existait plus, seul subsistaient les arbres, que leur robustesse avait préservés. Le reste de la végétation avait été détruit [...]. Ce qui avait survécu au pillage des hommes avait été mangé ou piétiné par les chevaux et les charrettes qui allaient et venaient librement.

La pauvre école connut tant de transformations: elle servit de casernement à un millier de soldats, d'entrepôt pour les tenues des conscrits, de maison d'arrêt pour les officiers et, finalement, d'hospice pour les victimes de la guerre, que je baptisai «Refuge de la mère patrie» [...]. Le «Refuge de la mère patrie» modifia considérablement à la fois l'aspect de l'école et l'état du jardin. Nous commençâmes à le cultiver à nouveau avec l'aide de certains pensionnaires volontaires. Bien qu'il ne me fût plus possible de m'installer confortablement dans la petite maison, j'y coulais des heures heureuses, au point que j'y passais parfois la nuit.» (Drosinis, 1982, pp. 209-211)

La vie quotidienne à l'arrière fut en réalité à peine troublée durant les guerres balkaniques. En 1914, après deux guerres victorieuses, trois traités de paix avantageux et l'accueil chaleureux réservé aux hommes démobilisés, la société envisageait l'avenir avec optimisme, persuadée non seulement que le redressement du pays était

à portée de main, mais encore que son extension territoriale promettait de nouvelles possibilités. Ce fut une période d'euphorie, durant laquelle les responsables politiques partageaient avec la société la conviction que la paix était indispensable pour que la Grèce se relève de l'effort de guerre (un emprunt de 500 millions de francs fut signé à Paris à cette fin), qu'elle utilise au mieux ses ressources supplémentaires et que cette paix était possible. «L'heureuse année 1914» ne dura qu'un court instant de huit mois, entre la démobilisation et le déclenchement de la Grande Guerre.

1914 marqua également le 50^e anniversaire de la première extension importante du territoire grec: l'acquisition des îles Ioniennes. La conférence tenue pour marquer l'occasion se concentra sur les questions relatives au développement de la région et le sentiment d'euphorie qui régnait après les guerres balkaniques imprégna ses travaux. Mais les choses ne se passèrent pas comme prévu. La suite de l'histoire de l'établissement technique de Drosinis est à ce titre instructive. Il rouvrit un bref moment en 1930, mais ne retrouva pas sa pleine activité avant les années 1950, grâce au financement du plan Marshall et au boom général de l'économie grecque après-guerre (Belia, 1999, p. 236).

Sélection bibliographique

Andreades, A., «Les finances publiques», in *Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, Paris, 1928, p. 11.

Belia, Eleni D., *Society for the Diffusion of Useful Books: A hundred-year course, 1899-1999*, Athènes, 1999 (en grec).

Delveroudi, Eliza-Anna, «Theatre» in *History of 20th-century Greece: The beginnings, 1900-1922*, Ed. Christos Chadziiosif, Athènes, vol. III, pp. 377-378 (en grec).

Demakopoulos, Georgios D., «The administrative organization of the occupied territories (1912-1914): A general overview», in *Greece during the Balkan wars, 1910-1914*, Athènes, 1993.

Drosinis, G., *Loose pages of my life*, vol. II, Athènes, 1982 (en grec).

Gardikas-Katsiadakis, Helen (éd.), *Leonidas Paraskevopoulos, Balkan wars (1912-1913): Letters to his wife Koula*, Athènes, 1998.

Gounaris, Vasilis C., «Ethnic groups and party factions in Macedonia during the Balkan wars», in *Greece during the Balkan wars, 1910-1914*, Athènes, 1993, pp. 200-201.

Kalitsounakis, D., «Législation ouvrière et sociale grecque pendant et après la guerre», in *Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, Paris, 1928, p. 216.

Karadimou-Gerolymbou, Aleka, «Towns and town planning», in *History of 20th-century Greece: The beginnings, 1900-1922*, Ed. Christos Chadziiosif, Athènes, 1993, vol. II, pp. 242-246 (en grec).

Pallis, A. A., «Les effets de la guerre sur la population de la Grèce», in *Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*, Paris, 1928, p. 131.

Petmezas, Sokratis D., «Agrarian economy», in *History of 20th-century Greece: The beginnings, 1900-1922*, Ed. Christos Chadziiosif, Athènes, 1993, vol. II, p. 82 (en Grec).

Tricha, Lydia (éd.), *Diaries and letters from the Front: Balkan wars, 1912-1913*, Athènes, 1993.

Chapitre 9

Les guerres balkaniques: évaluations et prévisions du service de renseignements de l'armée russe

Arutyun Ulunyan

Au cours de la période qui précéda la première guerre mondiale, l'Europe fut témoin de graves conflits militaires et politiques connus sous le nom de guerres balkaniques. Elles sont considérées comme un catalyseur, qui déclencha l'affrontement international et apporta la démonstration du caractère explosif de la région des Balkans. N. M. Butler, directeur par intérim de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, écrivit en février 1914 dans la préface du *Rapport de la Commission internationale d'enquête sur les causes et le déroulement des guerres balkaniques*: «Les circonstances qui présidèrent aux guerres balkaniques de 1912 à 1913 présentèrent un caractère propre à fixer sur elles l'attention du monde civilisé.» (Rapport Carnegie, 1914, p. iii) A la veille des événements, différents Etats au-delà des Balkans, et notamment ceux que l'on nomme les grandes puissances, observaient avec une vigilance constante la situation de la péninsule. La Russie joua en la matière un rôle important du fait de ses liens historiques avec les Balkans et de sa participation active aux affaires régionales de cette partie du continent.

La bureaucratie impériale russe se subdivisait en deux branches, l'une civile et l'autre militaire; elle tenta de peser sur la prise des décisions relatives aux Balkans et prit activement part soit à l'élaboration des évaluations politiques de la situation, soit à l'établissement de prévisions analytiques sur la possible évolution des Balkans. Au début du XX^e siècle, le service de renseignements de l'armée russe avait consolidé sa position au sein du dispositif d'information en fournissant à l'appareil gouvernemental des données sensibles et importantes. La structure officiellement distincte des attachés militaires faisait partie intégrante de l'ensemble des services de renseignements et était subordonnée à l'état-major. Selon leur statut et leurs fonctions, ils s'acquittaient de missions à l'étranger et étaient affectés auprès des gouvernements étrangers. Ils étaient chargés de réunir des informations militaires et politiques et d'exécuter des missions de renseignements clandestines à l'étranger (voir Sergeev et Ulunyan, 1999).

Tout au long de l'année 1911, les agents du service de renseignements de l'armée russe présents dans les Etats balkaniques travaillèrent à plusieurs niveaux, déterminés en fonction des particularités et des caractéristiques des pays dans lesquels ils étaient en poste. Ainsi, en Roumanie notamment, les réformes et l'équipement technique de l'armée nationale éveillèrent tout particulièrement l'intérêt de l'attaché militaire russe local. L'attaché militaire en Bulgarie fut chargé de suivre attentivement «les relations

politiques entre la Bulgarie et la Turquie, y compris ses rapports avec l'Autriche-Hongrie» et de réunir des informations «sur les activités militaires menées par la Turquie à la fois le long de la frontière bulgare et dans le Bosphore en rapport avec la guerre turco-italienne». L'attaché militaire auprès de la Serbie reçut l'ordre d'obtenir des informations et de procéder à une recherche analytique en vue de clarifier «l'attitude politique adoptée à l'égard de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie par suite de l'action de cette dernière en Bosnie-Herzégovine». Le rôle dévolu à l'attaché militaire auprès du Monténégro engloba (tel que le définit la Direction principale de l'état-major) le suivi de «la situation politique liée à l'insurrection albanaise et aux plans offensifs de l'Autriche-Hongrie», la supervision de la réorganisation de l'armée monténégrine et le contrôle de l'emploi des subsides versés par le gouvernement russe au Monténégro. L'attaché militaire auprès de la Grèce eut pour instructions d'observer l'état de l'armée grecque et de suivre les activités des instructeurs étrangers affectés auprès des forces armées grecques. En Turquie, l'attaché militaire se concentra sur l'attitude de cette dernière face à l'insurrection en Albanie, sur les préparatifs militaires engagés par les autorités turques dans la partie européenne de l'Empire et sur les relations italo-turques (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7335). Les agents militaires russes de l'ensemble des Balkans suivirent avec beaucoup d'attention la question majeure de la signature présumée d'un traité entre la Roumanie et la Turquie, car cette alliance militaire était jugée préjudiciable à Saint-Pétersbourg.

Le projet de construction d'une ligne de chemin de fer, connu sous le nom de projet Danube-Adriatique, ainsi que les entreprises similaires prévues pour les régions d'Asie mineure de l'Empire ottoman, représentèrent l'un des problèmes majeurs auxquels furent confrontés les attachés militaires des Balkans. Du fait des desseins contraires des autorités de Belgrade, partisans d'un «projet Danube» en direction du sud, et de celles de Saint-Pétersbourg, désireuses de voir cette ligne ferroviaire aménagée vers le nord, le bilan de la situation fait par l'armée russe entraînait dans le cadre des intentions stratégiques définies à partir des propositions analytiques formulées par les attachés militaires russes dans les Balkans. On estima ainsi que le projet de chemin de fer «relierait les pays slaves de la péninsule balkanique et les pays slaves à la Russie», ce qui exigeait

«une préparation politique sérieuse, en vue de la définition par ces Etats d'une solution commune à leurs objectifs stratégiques dans les Balkans. Si la politique nous a jamais assigné l'objectif stratégique “d'empêcher l'invasion de la péninsule balkanique par le monde germanique”, notamment la conquête par les Allemands de Thessalonique et de Constantinople, l'existence d'un chemin de fer “panslave” reliant la mer Noire à l'Adriatique, la Bulgarie, la Serbie, la partie de la Turquie qui abrite une population serbe et le Monténégro, facilite une telle mission» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7337).

Quant au deuxième projet, toute construction d'un chemin de fer dans les régions asiatiques de l'Empire ottoman était jugée potentiellement dangereuse pour la Russie du point de vue stratégique. Aussi les services de renseignements russes accordaient-ils toute leur attention à la moindre évolution politique et militaire dans les Balkans.

Les événements politiques survenus dans les Etats de la région pouvaient précipiter les calculs analytiques. Le changement de gouvernement qui se produisit en Roumanie au début du mois de janvier 1911 ajouta de nouveaux éléments aux appréciations russes.

Le colonel M. Marchenko, qui occupait le poste d'attaché militaire russe à Vienne, estima qu'à la suite de l'échec du gouvernement libéral dirigé par Bratiano la situation en Roumanie avait changé: il qualifia le nouveau Premier ministre Carp d'«homme d'Etat pro-allemand borné, qui nourrit ouvertement des sentiments hostiles à la Russie et aux Slaves» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3093).

La situation au Monténégro et les événements survenus à ses frontières, où le mouvement de libération nationale albanais se montrait plus actif, suscitèrent autant d'intérêt que de préoccupations. Le colonel N. Potapov, attaché militaire au Monténégro, indiqua dans le rapport spécial qu'il adressa à l'état-major que le prince régnant monténégrin Nicolas

«lui-même veut la guerre contre la Turquie pour ne pas “perdre la face” vis-à-vis des Albanais aux côtés desquels le prince et ses conseillers plutôt imprudents ont inconsidérément engagé un combat inégal contre les Turcs. Il existe des raisons de croire que ce sont les Monténégrins, et non les Turcs, qui s'efforcent de trouver des prétextes pour déclencher la guerre» (*Mezhdunarodnye otnosheniya*, p. 117).

Les facteurs dits autrichien et turc de la situation des Balkans éveillaient l'intérêt des attachés militaires russes en poste dans la région et les incitaient à obtenir des informations sûres sur les éventuels projets des deux empires. Une publication spéciale régulière et secrète, intitulée «Collection des documents de la Direction principale de l'état-major», parue à l'été 1911, conclut que l'Autriche-Hongrie marquait une pause, non pas tant pour résoudre ses difficultés financières que pour renforcer son armée de manière à pouvoir faire face à toute agression militaire future (juin 1911, p. 16). Les informations transmises au service de renseignements de l'armée russe par différents canaux conduisirent certains experts analytiques du quartier général régional à conclure que les mesures prises par les autorités austro-hongroises ne visaient pas «directement la Russie» (ANRHM, fonds 1859, inventaire 6, dossier 139). Le service de renseignements de l'armée russe prenait par ailleurs très au sérieux les projets de la Turquie. L'attaché militaire russe à Sofia, le colonel G. Romanovsky, obtint au milieu de l'année 1911 des informations confidentielles du tsar de Bulgarie Ferdinand, qui avait en vérité fait connaître sa position en évoquant l'instabilité de la situation dans les Balkans. Ce point de vue s'articulait en deux arguments liés: d'une part, les préparatifs de guerre de la Turquie en mer Noire et, d'autre part, l'éventualité d'une guerre dans les Balkans qu'il prévoyait dans un proche avenir (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3067).

La prétendue menace turque était en somme davantage prise au sérieux par le service de renseignements de l'armée russe que celle de l'Autriche-Hongrie. La rivalité constante qui opposait les deux empires sur un large éventail de sujets, y compris sur la question des détroits, la politique balkanique, les régions du Caucase et même de l'Asie centrale, influençait la logique et le contenu de l'approche analytique du problème retenue par le service de renseignements. C'est ce que démontrent les dépêches de l'attaché militaire auprès de l'Empire ottoman, le général de division I. Kholmsen. Le rapport spécial hautement confidentiel qu'il adressa au chef de l'état-major portait sur les plans turcs de conquête du Caucase et du nord de la Perse et sur

le désir de la Turquie de bénéficier du soutien de la Triple-Alliance (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3819).

La guerre italo-turque fut déclenchée le 16 septembre 1911 et servit de répétition à un éventuel conflit dans les Balkans, si d'aventure une grande puissance européenne avait l'intention de modifier l'ensemble de la carte géopolitique de la région. A la fin du mois de septembre 1911, certains attachés militaires russes présentèrent leur analyse de la possible évolution des Balkans à l'avenir. Ils constatèrent plusieurs conséquences de la défaite de la Turquie dans la guerre qu'elle avait menée contre l'Italie. Selon eux, les événements suivants étaient à prévoir: la constitution d'une coalition antiturque composée de petits Etats balkaniques; les velléités de la Turquie d'obtenir des résultats susceptibles de compenser dans les Balkans son échec militaire contre l'Italie; et les intentions des Jeunes-Turcs de conserver le pouvoir au moyen d'une attaque lancée contre la Grèce et du règlement de la question crétoise en faveur de la Turquie (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7382). A l'occasion de la guerre italo-turque, les agents du service de renseignements de l'armée russe en poste dans les Balkans indiquèrent que

«l'atmosphère de nervosité née de la défaite militaire de l'Empire ottoman est toujours lourde d'une nouvelle révolution, ce qui pourrait donner le signal d'un mouvement désorganisé entrepris contre la Turquie par ses voisins de la péninsule balkanique et conduira inévitablement au démantèlement des possessions territoriales turques en Europe» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7382).

L'automne 1911 fut une période critique de l'histoire des Balkans. Les négociations secrètes engagées par la Bulgarie et la Serbie, considérées comme une étape importante vers la conclusion d'un accord militaire secret, soulevèrent la question extrêmement sensible de la manière dont la Russie devait réagir à une alliance intrabalkanique de cette nature. L'attaché militaire russe en Bulgarie, le colonel G. Romanovsky, fournit une analyse détaillée de l'évolution possible de la région et soumit plusieurs recommandations à ses supérieurs. Il souligna la réticence marquée par la Bulgarie à céder à la Roumanie Silistra et Balchik, qui comptaient une «population majoritairement bulgare», au titre de compensation en cas d'extension du territoire bulgare en Macédoine. Compte tenu de ces éléments, Romanovsky était parvenu à la conclusion que

«dans ces circonstances, notre soutien aux aspirations roumaines pourrait compromettre notre prestige, voire entraîner la démission du gouvernement [bulgare] actuel. Cette dernière situation nuirait gravement et sans équivoque à nos intérêts dans le pays. Le gouvernement actuel se compose en effet des partisans les plus sûrs et les plus fidèles de la Russie. Si le cabinet démissionnait, il serait inmanquablement remplacé par les héritiers de Stambolov, auxquels se joindraient un groupe d'aventuriers et d'escrocs. Si l'on garde à l'esprit que la situation politique bulgare entre dans une nouvelle phase, il ne serait pas bénéfique pour nous que les événements prennent une telle tournure» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3002).

Outre les contradictions bulgaro-roumaines déjà existantes, l'attaché militaire prévoyait une détérioration des relations entre la Bulgarie et la Grèce, qui amènerait les deux Etats à souhaiter obtenir Thessalonique. Afin de préserver soit les relations bulgaro-serbes, soit l'influence de la Russie en Bulgarie, et de promouvoir une alliance

entre la Grèce et la Serbie, il fut jugé prudent pour la Russie de s'abstenir de s'engager dans un quelconque conflit, qu'il oppose Sofia à Bucarest ou Sofia à Athènes.

La formation d'une alliance militaire dans les Balkans, où les petits Etats avaient considéré l'Empire ottoman comme leur ennemi commun, touchait d'autres puissances qui possédaient leurs propres intérêts dans la région et en étaient frontalières. C'était le cas de l'Empire austro-hongrois, qui jouait traditionnellement un rôle actif dans les Balkans en tentant d'en dominer les secteurs les plus sensibles. Aussi l'attaché militaire russe auprès de la double monarchie, le colonel M. Zankevich, prédit-il dans un rapport adressé à ses supérieurs que l'objectif premier de Vienne dans les Balkans comportait l'occupation autrichienne du Sandjak de Novi Pazar, en vue d'ouvrir la voie vers la Serbie et Thessalonique. Selon les calculs de l'attaché militaire, si les événements prenaient une telle tournure, ils devraient entraîner un certain nombre de conséquences, comme le déclenchement d'une guerre contre la Turquie, la Serbie, le Monténégro, ainsi que contre la Russie, qui soutenait Belgrade et Podgoritsa (ANRHM, fonds 1859, inventaire 6, dossier 139).

Après la signature d'une série d'accords secrets entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro au cours de l'hiver et du printemps 1912, les petits Etats balkaniques (pour la première fois dans l'Histoire) formèrent une alliance motivée par une forte hostilité commune à l'égard de l'Empire ottoman, mais dont les principes étaient extrêmement fragiles et incertains. A la fin de l'été et au début de l'automne 1912, l'activité de la direction bulgare du service de renseignements de l'armée russe s'était intensifiée. La politique régionale menée par Sofia était considérée comme une annonce des événements futurs et des éventuels changements. Les officiers du service de renseignements de l'armée russe percevaient les réalités de la politique bulgare grâce à leur compréhension de la situation du pays. Ils constataient les importants efforts que déployait un «gouvernement raisonnable» pour que le pays s'abstienne «d'adresser une déclaration de guerre officielle à la Turquie» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7392). Toutes ces démarches parurent cependant bien inutiles, puisque le service de renseignements russe lui-même obtint des informations dignes de foi sur la décision bulgare de saisir la chance que lui offrait «la situation critique de la Turquie et d'engager une action militaire contre l'Empire ottoman en compagnie des Serbes et des Grecs dans la deuxième quinzaine du mois de septembre [1912]» (ANRHM, fonds 2000, inventaire I, dossier 2987). Le grave conflit militaire auquel il fallait s'attendre dans les Balkans joua un rôle important dans les prévisions analytiques faites par les officiers de renseignements de l'armée russe en poste dans la région et influença leur appréciation de la réalité de la situation. Ainsi, l'attaché militaire russe en Grèce, le colonel P. Gudim-Levkovich, commente l'offre officieuse faite par l'ambassadeur allemand en Turquie à son homologue russe, au sujet de l'éventuelle occupation de Belgrade par l'Autriche-Hongrie et de la prise de Varna par la Russie, en vue de prévenir une future guerre dans les Balkans, en faisant part à ses supérieurs de sa crainte que «notre politique actuelle nous entraîne sur cette voie» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 2994).

Malgré toutes les informations obtenues par des sources publiques et des canaux confidentiels, le service de renseignements de l'armée russe demeura dans l'incapacité

de répondre à deux questions majeures jusqu'à la mi-septembre 1912: d'une part, par qui les opérations militaires seraient-elles engagées et quel serait le plan de coordination entre les alliés balkaniques? D'autre part, à quelle date cet éventuel conflit serait-il déclenché? La première et la plus importante avancée permettant de répondre à ces interrogations fut l'œuvre de l'attaché militaire auprès du Monténégro, le colonel N. Potapov. Le 15 septembre 1912, il adressa au quartier général du service de renseignements de l'armée une missive secrète qui contenait des informations ultrasensibles et apportait une réponse à ces deux questions. Selon lui, la situation connaîtrait l'évolution suivante:

«Premièrement, les opérations militaires contre la Turquie devraient être engagées simultanément par les alliés dans un délai de cinq jours suivant la ratification de l'accord; deuxièmement, les deux parties [la Serbie et le Monténégro] devraient concentrer au maximum leur potentiel militaire; troisièmement, les détachements alliés se fourniraient mutuellement un appui sur la frontière où se dérouleraient les opérations militaires, c'est-à-dire le long du Sandjak de Novi Pazar et à travers celui-ci, y compris au nord de l'Albanie et dans la région de Scutari, sur laquelle le Monténégro a des visées; quatrièmement, aucune de ces deux parties [la Serbie et le Monténégro] n'est autorisée à signer un traité de paix sans le consentement de l'autre; cinquièmement enfin, en cas d'intrusion autrichienne dans le Sandjak, les deux parties sont tenues d'envoyer leurs forces pour la repousser» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 2989).

Selon les officiers de renseignements russes en poste dans l'ensemble des Etats balkaniques, à l'exception de la Turquie, le déclenchement de la guerre devait intervenir dans un proche avenir et la date précise du 1^{er} octobre 1912 fut même avancée pour le début des hostilités. Il existait cependant d'évidentes contradictions entre les informations fournies, d'une part, par les officiers du service de renseignements de l'armée russe affectés en Bulgarie, au Monténégro, en Serbie et en Grèce et, d'autre part, par les attachés militaires en Turquie, qui empêchèrent les supérieurs dudit service de brosser un tableau général de la possible tournure des événements. La déclaration de guerre adressée à la Turquie par le Monténégro le 9 octobre 1912, et la participation des autres petits Etats des Balkans à des opérations militaires neuf jours plus tard seulement, prirent Saint-Pétersbourg de court. Les plans militaires des alliés balkaniques et leurs éventuelles acquisitions territoriales devinrent alors la principale préoccupation du service de renseignements de l'armée russe. Les noms de Constantinople et d'Andrinople furent avancés au titre des possibles exigences territoriales bulgares (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7400). Cette question éveilla l'intérêt des experts civils et militaires russes; elle concernait les plans à long terme établis par la Russie au sujet de la région des détroits et de Constantinople elle-même. Le ministre de l'Armée, V. A. Sukhomlinov, fit part de ses profondes inquiétudes à propos de la réaction que pourraient avoir la Bulgarie et certains de ses alliés si la Russie se montrait hostile à de telles revendications. Il indiqua qu'en cas de réponse défavorable de la Russie aux aspirations de la Bulgarie,

«les Etats slaves des Balkans représenteront un élément particulier, mal disposé à notre égard, ce qui nous permettrait difficilement de les compter parmi nos alliés en cas de confrontation armée avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3002).

Les opérations militaires de la coalition balkanique se poursuivirent jusqu'en décembre 1912 et démontrèrent à la fois la force des alliés et leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances. Selon les évaluations militaires réalisées par l'état-major russe, la défaite turque en Europe pouvait modifier l'équilibre des pouvoirs en Asie et dans le Caucase, mais pas en faveur de la Russie. Elles relevaient, en outre, que le passage sous contrôle bulgare de Constantinople et des détroits se ferait au détriment des intérêts stratégiques et politiques de la Russie. Cette dernière estima que le cessez-le-feu conclu le 20 novembre 1912 pouvait ouvrir la voie à un traité de paix général. Entre-temps, la situation dans laquelle se trouvaient les pays balkaniques influa fortement sur leur position à l'issue de la signature du traité de paix.

Ce point fit l'objet de toute l'attention du service de renseignements de l'armée russe de la région. S'agissant de la Bulgarie, l'attaché militaire de Sofia était parvenu à la conclusion que, malgré l'attitude favorable du tsar Ferdinand à l'égard du «parti de la guerre», son pays n'était pas prêt à mener de longues opérations militaires et dépendait largement de l'aide financière et alimentaire étrangère en cas de poursuite du conflit (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 2997). Son collègue en poste en Serbie souligna par ailleurs que le pays comportait également d'ardents partisans d'une politique de fermeté à l'égard de la Turquie, favorables à l'idée de marcher sur Andrinople et Chataldja (*ibid.*). Toutes ces observations et évaluations soumises par les agents du service de renseignements de l'armée russe englobaient également de nouvelles questions qui n'avaient pas échappé à leur attention. Ainsi, à la fin de l'année 1912, quelques attachés militaires avertirent l'état-major de l'imminence d'un conflit entre les pays balkaniques. Les relations entre la Bulgarie et la Roumanie s'étaient détériorées, du fait de la rivalité qui opposait les deux Etats balkaniques dans leur désir de domination de la péninsule. L'officier de renseignements russe en poste en Roumanie, le colonel E. Iskriksy, analysa la situation de la région et indiqua, dans les rapports qu'il adressa à la direction principale, que

«l'un des grands principes de la politique étrangère roumaine, depuis son indépendance en 1878, consiste à préserver l'équilibre existant entre la Roumanie et la Bulgarie, c'est-à-dire à empêcher tout renforcement de cette dernière sans un renforcement simultané de la Roumanie» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 2988).

Aussi, prévoyait Iskriksy, si des puissances telles que la Russie, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie resserraient leur étreinte autour de la Roumanie, celle-ci pourrait se sentir en position de faiblesse et risquerait de représenter une menace imminente pour elles.

Tandis que la conférence des ambassadeurs de Londres, qui dura de décembre 1912 au début du mois de janvier 1913, s'éternisait sur la conclusion d'un traité de paix entre les Etats belligérants, toute détérioration de la situation dans la péninsule comportait le risque de voir échouer un tel accord. Les informations transmises par le service de renseignements de l'armée russe au commandement militaire du pays amenaient ce dernier à craindre un possible conflit dans les Balkans. La Bulgarie et la Roumanie étaient considérées comme les premières instigatrices de toute escarmouche régionale à venir. Entre-temps, la lutte politique qui opposait en Turquie les partisans de l'organisation des Jeunes-Turcs «Ittihad ve taraki» et ceux du «Hürriyet ve ittilaf», parvenus au pouvoir le 9 juillet 1912, s'était intensifiée. La décision du gouvernement

turc d'accéder à la demande faite par les grandes puissances de céder Andrinople à la Bulgarie fut considérée par les Jeunes-Turcs comme une trahison, dont s'était rendu coupable le régime en place. Le 10 janvier 1913, les dirigeants du «Ittihad ve taraki» opérèrent un coup d'Etat, évincèrent le gouvernement précédent et, après avoir dénoncé les accords antérieurs, reprirent les hostilités. Les attachés militaires russes de la région poursuivirent leurs enquêtes en vue de déterminer la tournure que les événements étaient susceptibles de prendre dans les Balkans. Les informations initiales sur le déclenchement d'un éventuel conflit entre les Etats balkaniques alliés, notamment entre la Bulgarie et la Serbie, parvinrent du colonel F. Boulganine en poste à Rome. Fin mars 1913, il informa ses supérieurs, dans une missive ultraconfidentielle envoyée d'urgence à Saint-Petersbourg, de «l'existence d'un accord secret entre la Serbie et le Monténégro, dirigé contre la Bulgarie» (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7400). Dans l'intervalle, le litige qui opposait la Roumanie à la Bulgarie, que quelques officiers de renseignements russes avaient analysé dans leurs dépêches précédentes, fut considéré comme le maillon d'une longue chaîne de désaccords qui divisait les Balkans. C'est la raison pour laquelle ils prévoyaient la survenance d'un nouveau conflit qui ferait suite au précédent, dans lequel la Bulgarie et la Grèce se disputeraient le contrôle de Thessalonique (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3002).

A mesure que l'on s'acheminait vers l'achèvement de la rédaction des dispositions du traité de paix entre l'alliance balkanique et l'Empire ottoman, les relations entre la Bulgarie, d'une part, et la Serbie et la Grèce, d'autre part, se détérioraient. L'accord de paix signé à Londres le 17 mai 1913 modifia profondément la carte de la péninsule balkanique. L'Albanie avait demandé l'indépendance et la Crète avait été rattachée à la Grèce. L'Empire ottoman perdit l'ensemble de ses possessions territoriales dans les Balkans au profit des Etats membres de l'Union balkanique, à l'exception d'une portion de la Thrace orientale et de Constantinople. La Bulgarie, la Grèce et la Serbie obtinrent différentes parties de la Macédoine et de la Thrace. Le partage de ces territoires entre ces trois alliés fut apprécié différemment à Athènes, Belgrade et Sofia, mais ils partagèrent tous la même insatisfaction quant à l'ampleur de leurs nouvelles acquisitions territoriales. En outre, la Roumanie, qui n'avait pas pris part à la guerre, jugeait indispensable d'obtenir la Dobroudja en compensation de sa neutralité.

L'attaché militaire russe en Bulgarie, le colonel G. Romanovsky, tout en observant les possibles conséquences de l'animosité qui opposait les anciens alliés, s'efforça de formuler des recommandations sur la manière de régler les désaccords qui les divisaient. Le plan qu'il exposa dans la dépêche adressée à l'état-major préconisait de faire pression sur la Serbie, afin de convaincre Belgrade de renoncer à ses projets belliqueux. Selon les explications de l'attaché militaire, le démantèlement simultané des armées serbe et bulgare aurait dû concourir à cet objectif (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7407). Le collègue de Romanovsky en Serbie, le colonel Artamonov, défendait un point de vue radicalement opposé sur cette situation. Dans le câble codé qu'il envoya à Saint-Petersbourg, l'attaché militaire russe évoqua la position inflexible de la Bulgarie sur la question territoriale, qu'il jugeait contraire aux intérêts de la Russie impériale (*ibid.*).

Entre-temps, la Grèce et la Serbie avaient signé le 1^{er} juin 1913 un pacte secret contre la Bulgarie; quinze jours plus tard, les troupes bulgares attaquèrent les positions grecques et serbes. Il devint évident pour tous les observateurs étrangers et locaux que la Bulgarie était dans l'incapacité de mener une guerre sur deux, voire trois fronts, c'est-à-dire contre ses anciens alliés balkaniques, ainsi que contre la Roumanie et la Turquie. A Belgrade, le colonel V. Artamonov partageait cette appréciation avec ses supérieurs de Saint-Pétersbourg et croyait en la possibilité d'une renaissance de la Ligue balkanique (avec la participation active de la Roumanie, sous les auspices de l'Entente) à l'issue de la défaite de la Bulgarie et du rétablissement de l'équilibre des pouvoirs dans les Balkans (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3151). Ces appréciations utopiques contredisaient pourtant grandement les évaluations réalisées par l'attaché militaire en poste en Grèce, le colonel P. Gudim-Levkovich, qui recourut à des arguments ethniques et confessionnels pour tenter de convaincre ses supérieurs de l'existence d'un risque de défaite de la Bulgarie dû, pensait-il, à la victoire d'une «coalition non slave», dans laquelle la Serbie ne jouait pas un rôle majeur et qui représentait selon la Grèce «la faillite de la politique russe» (*ibid.*).

L'accord de paix de Bucarest signé le 28 juillet 1913 par la Bulgarie, d'une part, et la Grèce, la Roumanie, la Serbie et le Monténégro, d'autre part, entraîna de profondes modifications territoriales dans les Balkans, qui se poursuivirent après la conclusion du traité de paix entre la Bulgarie et la Turquie. La fin de la deuxième guerre balkanique, ou guerre interalliée, conféra de nouvelles caractéristiques aux appréciations de la situation des Balkans par les attachés militaires russes. Leurs conclusions, fondées sur l'évolution qui fit suite à la deuxième guerre balkanique, renfermaient un large éventail d'hypothèses et d'évaluations. L'attaché russe à Bucarest, le colonel Iskriksky, prédit un possible rapprochement roumano-serbe, qu'il jugeait bénéfique pour la Russie (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 3048). Le colonel G. Romanovsky, affecté auprès du gouvernement bulgare, estimait au contraire que le fait que la Bulgarie ne soit plus l'Etat le plus puissant et le plus important des Balkans nuisait à la position de la Russie dans la région et la privait de la possibilité d'utiliser la Serbie contre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie en cas de guerre austro-russe (*ibid.*). L'attaché militaire en Turquie, le général de division M. Leontyev, avertit l'état-major de la possibilité d'une détérioration imminente de la situation à la frontière bulgare-turque (ANRHM, fonds 2000, inventaire 1, dossier 7410).

Malgré toutes les contradictions que présentaient leurs appréciations de la situation actuelle et leurs inclinations personnelles en faveur d'un mode d'action particulier, les agents du service de renseignements de l'armée russe en poste dans les Balkans partageaient un avis unanime sur les guerres balkaniques, en lesquelles ils voyaient une préfiguration du conflit bien plus grave auquel pourraient prendre part les grandes puissances et l'ensemble de l'Europe. Tout au long des années 1912-1913, les informations transmises par les agents du service de renseignements russe de la région des Balkans furent soigneusement recueillies sur les bureaux du ministère de l'Armée et du ministère des Affaires étrangères. Certains documents furent communiqués au tsar Nicolas II. Mais dans bien des cas, les arguments politiques invoqués dissimulaient d'autres motifs.

Sélection bibliographique

Archives nationales russes d'histoire militaire (ANRHM), fonds 1859, inventaire 6.

Archives nationales russes d'histoire militaire (ANRHM), fonds 2000, inventaire 1, Information du département «Balkans» sur les activités des agents militaires et quartiers généraux du district militaire d'Odessa en 1911.

Carnegie Endowment for International Peace, *Report of the International Commission to Inquire into Causes and Conduct of the Balkan Wars*, Londres, 1914.

Mezhdunarodnye otnosheniya (Affaires étrangères), série n° 2, vol. XVIII, partie 1, p. 117 (N. Potapov à Y. Zhilinsky, 3 juin 1911).

Sergeyev, E. Y. et Ulunyan, A., *Military attaché of the Russian Empire in Europe and in the Balkans, 1900-1914*, Moscou, 1999.

Chapitre 10

Les guerres balkaniques dans l'historiographie et les manuels bulgares récents

Ivan Ilchev

Dans l'historiographie bulgare, il existe un exposé sur les guerres balkaniques. En général, il se présente ainsi:

«Les guerres balkaniques de 1912-1913 représentent l'un des points culminants de l'évolution nationale bulgare. La nation et l'armée bulgares, unies dans la noble ambition de libérer leurs frères du joug turc, brandirent le drapeau de la liberté en octobre 1912. Les indestructibles atrocités commises tout au long d'une oppression quotidienne, l'exploitation économique, les meurtres, les viols de jeunes filles aussi bien que de femmes, l'arbitraire et l'iniquité des Turcs, ainsi que l'incapacité de l'Etat ottoman à se réformer en dépit des efforts déployés depuis près d'un siècle, firent apparaître comme une évidence que le moment était venu de bouter les envahisseurs turcs hors de la péninsule.

L'armée bulgare essuya le plus fort des combats en infligeant une défaite au gros des forces turques en Thrace orientale et dans la chaîne montagneuse du Rhodope. Ses alliés ne rencontrèrent qu'une faible résistance de la part des Turcs qui préférèrent se rendre aux Serbes et aux Grecs plutôt qu'aux valeureux Bulgares. L'armée bulgare prit à elle seule les forteresses de Lozengrad et Andrinople, réputées imprenables par tous les éminents experts militaires de l'époque.

Lors des guerres balkaniques, l'armée bulgare était de loin la plus moderne: elle fut la première à utiliser les avions et les bombardements aériens au cours des hostilités et inaugura les attaques nocturnes dans lesquelles les assauts lancés par l'infanterie à la lumière des projecteurs étaient soutenus par la tactique du pilonnage de l'artillerie.

Tandis que la Bulgarie combattait les Turcs, la Serbie et la Grèce complotaient dans son dos. Les gouvernements des deux pays, rongés par un sinistre nationalisme, n'avaient aucune intention de respecter les obligations auxquelles ils avaient souscrit en vertu de traités bilatéraux. Dès l'entrée de leurs troupes en Macédoine à l'automne 1912, ils commencèrent immédiatement à réprimer toute manifestation de sentiment national bulgare, même dans les parties du territoire censées revenir à la Bulgarie. Les prêtres et les enseignants furent maltraités, car ils personnifiaient à leurs yeux le patriotisme bulgare. Les couleurs nationales bulgares furent amenées ou arrachées par des soldats ivres et les conseils municipaux des villes et villages bulgares furent immédiatement dissous, tandis que les autorités militaires dirigeaient d'une main de fer tous les aspects de la vie quotidienne.

La Serbie et la Grèce, sans aucune provocation de la part de la Bulgarie, poussées par la cupidité, conclurent un traité bilatéral secret en vue de conserver à leur profit exclusif les dépouilles de la guerre. Au même moment, une Roumanie envieuse, qui convoitait des territoires qui ne comptaient pourtant pas le moindre habitant roumain, s'appretait à lancer traîtreusement son offensive.

Les Serbes et les Grecs saisirent leur chance et attaquèrent la Bulgarie à l'été 1913, au cours de l'une de ces innombrables escarmouches sans importance. L'armée roumaine envahit presque simultanément la Bulgarie, tandis que les Turcs, profitant de l'occasion qui s'offrait à eux, réoccupèrent la Thrace orientale, qui avait été attribuée à la Bulgarie dans le cadre du traité de paix de Londres de 1913, et défirent pratiquement tous les chrétiens de la région, aussi bien bulgares que grecs.

Les anciens alliés de la Bulgarie commencèrent alors à répandre à travers le monde des mensonges sur le comportement de l'armée bulgare, en l'accusant d'avoir commis des atrocités à l'encontre de la population civile et des prisonniers de guerre.

Encerclés de toutes parts, les Bulgares combattirent néanmoins avec bravoure. Ils parvinrent à surmonter l'offensive lancée par la Serbie et pénétrèrent même en territoire serbe. Au même moment, les troupes bulgares parvinrent à encercler l'armée grecque conduite par le roi Constantin et seule la signature du traité de paix de Bucarest sauva les Grecs d'une déroute totale. Le traité de paix de Bucarest déroba à la Bulgarie les fruits de ses victoires et les Bulgares de Macédoine furent la proie d'une répression pire encore que celle qu'avaient menée les Turcs. La Thrace orientale fut violemment débulgarisée et la Roumanie annexa la Dobroudja méridionale. Ce fut une débâcle nationale, une tragédie qui plongea dans les ténèbres les perspectives d'avenir de la Bulgarie.»

Voici, à défaut de récit complet, tout au moins à quoi ressemblaient en substance les tendances les plus marquées de l'historiographie bulgare des guerres balkaniques. Un tableau similaire et plus passionnant encore a été brossé dans des émissions télévisées qui proposaient une version extrêmement populaire de l'histoire, racontée ou suggérée par des personnalités très en vue du petit écran, dont une partie au moins étaient historiens de formation ou de profession. Les manuels d'histoire, notamment ceux des classes supérieures, présentent les faits d'une manière qui, pour n'être pas aussi radicale, n'en demeure pas moins identique.

Les guerres balkaniques ont été et demeurent un centre d'intérêt de l'historiographie bulgare. Les premiers ouvrages qui s'efforcèrent d'analyser les événements firent leur apparition dès 1913. Ils n'étaient pas tant le fruit d'un travail spécialisé qu'une tentative de mettre à profit des circonstances favorables pour lancer des attaques contre un ennemi politique. L'un des artisans de l'Union balkanique, le Premier ministre bulgare Ivan Evstratiev Geshov, publia en 1914-1915 deux ouvrages, qui contenaient ses mémoires, ses analyses et un certain nombre de documents sur l'histoire de la guerre. Survint la première guerre mondiale, qui porta provisoirement un coup d'arrêt à toute esquisse sérieuse d'étude des deux conflits.

Les années de l'entre-deux-guerres furent l'occasion d'un regain d'intérêt pour les événements des guerres balkaniques. Un certain nombre de circonstances expliquent cette évolution. En premier lieu, le roi Ferdinand, qui avait entraîné la Bulgarie dans deux conflits désastreux, fut contraint de renoncer au trône. Comme le principal coupable n'était plus au pouvoir et que son influence ne suffisait désormais plus à occulter le sujet, il s'avéra plus facile de s'étendre sur les erreurs de la politique étrangère. D'autre part, ces deux guerres devinrent l'une des rares sources de fierté nationale. Leur popularité d'alors ne s'était pas démentie. Elles représentaient l'un des rares exemples de l'histoire récente de la Bulgarie où les dirigeants et la population

du pays unirent leurs efforts dans un but commun. Ce ne fut en effet pas le cas au cours de la première guerre mondiale et moins encore lors de la deuxième guerre. Au sein d'une société en proie à la désillusion, qui tentait péniblement de réaffirmer les valeurs qui étaient les siennes au lendemain de la défaite écrasante et humiliante de 1918, le souvenir des victoires de l'automne 1912 procurait une certaine stabilité. Une pléthore d'ouvrages et d'articles furent publiés, dont les auteurs étaient à la fois des historiens civils de profession, des historiens militaires et des théoriciens militaires.

Un certain nombre de personnes qui avaient pris part à la guerre, depuis les membres du cabinet, les diplomates, les généraux, jusqu'aux simples soldats, aux infirmières et même aux aumôniers militaires, publièrent leurs mémoires sur les dix mois fatidiques qui s'écoulèrent d'octobre 1912 à août 1913. Le *Journal de l'histoire militaire*, véritable mine d'or sur les conflits, publiait régulièrement des articles sur les mouvements, les combats et même les escarmouches de l'armée bulgare, depuis les corps d'armée jusqu'aux simples sections.

La réalisation majeure de l'historiographie militaire de ces années fut l'histoire officielle des deux guerres publiée par le ministère de la Guerre. Les deux volumes d'histoire et de mémoires personnels d'Andreï Toshev, ancien ministre plénipotentiaire à Belgrade, représentent la meilleure œuvre d'histoire diplomatique.

Plusieurs sujets de recherche principaux furent définis au cours des années de l'entre-deux-guerres, qui ne connurent aucune modification substantielle dans les décennies suivantes:

- la première guerre balkanique fut presque unanimement considérée comme une conséquence du mouvement de libération nationale apparu en Macédoine et dans la région d'Andrinople, en Thrace, bulgare par nature, et dont le but ultime était l'unification avec la Bulgarie ou l'obtention d'un statut d'autonomie conçu comme un marche-pied vers une future unification;
- elle fut le résultat de l'attitude inopportune des milieux dirigeants turcs, incapables de concilier leur conception de l'empire avec les réalités de l'Europe du début du XX^e siècle;
- elle fut une conséquence de la lutte que se livrèrent les grandes puissances pour la suprématie de la région;
- elle fut le fruit de la conviction, partagée par les élites au pouvoir dans les Etats chrétiens des Balkans, qu'en cas de report du conflit à une période ultérieure, la situation critique des chrétiens de la péninsule risquait d'empirer;
- il était unanimement admis que la constitution de l'alliance balkanique avait été une erreur. Pour la première fois, la Bulgarie dut renoncer à un principe fondamental de sa politique: le refus d'engager toute discussion sur le partage de la Macédoine;
- les modalités de l'alliance militaire constituèrent une erreur supplémentaire. La Bulgarie était censée concentrer son action militaire sur la Thrace orientale, alors qu'elle s'en remettait pour son objectif stratégique, la Macédoine, à la Grèce et à la Serbie;

- la Bulgarie s'était fiée à l'excès à la bonne volonté de l'empereur russe et dépendait entièrement de la politique menée par la Russie dans les Balkans pour maintenir la paix en Roumanie;
- les Bulgares tentèrent d'apaiser leurs alliés jusqu'à ce que la chose devînt pratiquement impossible;
- l'offensive lancée contre la Grèce et la Serbie en juillet 1913 fut décidée par le roi Ferdinand et son acolyte militaire, le général Mihail Savov, sans consulter les élites politiques;
- la guerre elle-même, avant l'offensive de Chataldja, fut une succession de victoires qui stupéfièrent le monde;
- même après Chataldja, l'action de la Bulgarie et sa suprématie dans les combats furent sans commune mesure avec celles de la Serbie et de la Grèce.

Comme on peut le constater, malgré la brièveté de cette énumération de conclusions, l'attention fut essentiellement portée sur deux aspects majeurs de la guerre (militaire et diplomatique), avec parfois une allusion aux conflits ethniques.

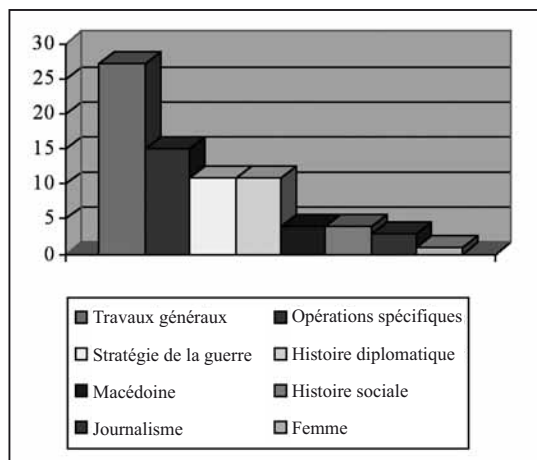
Aussi étrange que cela puisse paraître, la situation ne changea pas après la prise du pouvoir par les communistes à la fin des années 1940. Une bonne part des opinions de l'historiographie ancienne fut préservée, mais l'explication des faits historiques avérés devint radicalement différente. Quelques variations ont pu se produire au cours de ces années, principalement en fonction de l'état des relations avec la Yougoslavie, mais en règle générale les nouveaux historiens communistes continuèrent à suivre les sentiers battus. Désormais pourtant, le monarque et l'élite dirigeante furent accusés d'avoir fait preuve d'irresponsabilité, manqué de vigilance et ruiné les idéaux de la nation.

L'histoire des deux guerres fut appréhendée de manière plus responsable au début des années 1980. La documentation historique sur les conflits fut prolifique, en particulier à leurs dates anniversaires (1972, 1982, 1987), bien que le degré d'intérêt savant pour cette question n'évoluât guère. Seul un certain nombre de recueils de souvenirs sur les combats qui se déroulèrent aux environs d'Edirne et sur la situation dans le massif du Rhodope ou dans d'autres endroits méritent d'être retenus.

Un court ouvrage consacré aux pays balkaniques durant les guerres de 1912-1918 par Siméon Damianov faillit permettre une avancée sur cette question (qui ne se concrétisa jamais). Ce fut là la première tentative bulgare d'étude de la dimension balkanique du conflit, selon un point de vue balkanique. Il est vrai que cet angle de vue fut quelque peu faussé par le patriotisme en un sens trop exalté de l'auteur, mais cet ouvrage n'en demeure pas moins novateur. Il fut tiré en 1982 à un tout petit nombre d'exemplaires par le ministère de la Défense. Il ne fut mis en vente nulle part, car on le jugea de fait assez dangereux. Cette diffusion limitée, associée au décès de son auteur avant sa publication, explique le fait que l'ouvrage passa presque inaperçu.

Après 1990, dans l'agitation qui suivit la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, l'histoire devint en Bulgarie un moyen d'échapper aux problèmes quotidiens. Un certain nombre d'historiens professionnels et amateurs envisagèrent

l'histoire comme une source possible de réconfort et les victoires du passé comme un baume pour le sentiment de fierté nationale durement éprouvé par la crise que traversait la société. Selon l'adage, l'histoire est souvent l'esclave obéissant, à défaut de se montrer empressé, de la politique et la position de l'historiographie bulgare contemporaine sur la question reflète les problèmes auxquels la société elle-même se trouve confrontée.



Selon les données incomplètes dont nous disposons pour les années 1989-2004, 11 ouvrages, 46 articles, 16 mémoires et 7 recueils de documents ont été publiés sur l'histoire des Balkans.

Les sujets des ouvrages et articles précités peuvent être regroupés sommairement dans les catégories suivantes:

En résumé, l'intérêt pour le sujet ne s'est jamais démenti.

Le meilleur ouvrage sur l'histoire des guerres balkaniques fut probablement la monographie solidement documentée et bien conçue de Georgi Markov, qui synthétise les meilleures œuvres de l'historiographie bulgare en les mêlant à ses propres recherches. Le livre de Georgi Markov représente à ce jour la seule tentative de rédaction d'une histoire concise de la grande stratégie de la guerre.

Les historiens bulgares qui se sont penchés sur l'histoire des guerres balkaniques ont eu tendance à la concevoir d'une façon très traditionnelle, en se limitant à la confrontation militaire. Tous les autres aspects du conflit étaient jugés, tout récemment encore, secondaires et dénués d'intérêt. On peut affirmer, je crois, que le sujet de l'histoire militaire pure de la guerre est pratiquement épuisé. A l'inverse, une masse de questions qui ont trait aux aspects sociaux des conflits sont à peine abordées par la génération plus récente d'historiens, et par plus récente je n'entends naturellement pas la jeune génération. Parmi les meilleures ébauches d'une étude de la guerre sous un angle différent, on trouve les travaux suivants: deux monographies de S. Eldurov consacrées à l'Eglise bulgare au cours des guerres balkaniques et à la situation critique de la population bulgarophone en Albanie durant cette période. Eldurov se révèle particulièrement doué pour les éléments factuels et ses ouvrages se fondent sur des recherches approfondies. Une monographie et plusieurs articles de R. Koneva sur le sort réservé à la culture pendant les conflits méritent d'être mentionnés. Ces travaux privilégient plutôt la gestion publique de la culture. J'ai consacré un certain nombre d'articles et une monographie à la place de la propagande dans les conflits. Plusieurs articles portent sur l'organisation du service médical de l'armée, dont le fleuron est un article sur le rôle des femmes. L'un des aspects économiques des deux guerres, le rôle

de la marine bulgare et le développement d'Alexandroupolis (Dedeagach) durant cette période, a par ailleurs été esquissé.

L'histoire sociale des deux conflits n'a cependant pratiquement jamais été abordée et il reste trop peu de temps pour débattre des sujets sur lesquels je me suis efforcé depuis des années de convaincre mes étudiants de faire des recherches:

- l'histoire des idées qui ont conduit aux guerres balkaniques et les tentatives, faites par les gouvernements et les groupes de pression, de modeler les esprits de la population selon leurs vues;
- le rôle joué par l'Etat moderne dans la génération d'un nationalisme moderne, fondé sur la conception d'un Etat-nation possédant ses propres jours fériés, son propre martyrologe, ses propres saints, ses propres croyances bien établies, etc.;
- les guerres balkaniques vues sous l'angle de la création du mythe individuel et collectif;
- l'histoire et les difficultés du journalisme bulgare au cours de cette période;
- la représentation visuelle de «l'autre», le voisin balkanique, examinée en privilégiant les dessins satiriques politiques. Entendons par là la visualisation de la guerre: les cartes postales représentant des batailles réelles et imaginaires, des héros plus vrais que nature et d'infâmes ennemis, ainsi que l'art militaire, les illustrations de batailles, etc.;
- rien n'a été entrepris pour tirer parti de l'impressionnante source que représente la littérature populaire, jugée de peu d'intérêt par certains historiens, à savoir les recueils de chansons, les annuaires, les collections de poèmes peu élaborés et empreints de chauvinisme, qui frappèrent parfois davantage l'imagination du public que la littérature dite de qualité;
- nonobstant la paranoïa dont font preuve les historiens à l'égard des problèmes stratégiques du conflit, dont un certain nombre résultent d'erreurs de décision, plusieurs questions demeurent méconnues;
- l'analyse de l'obsession des responsables politiques bulgares pour la Macédoine;
- le poids des réfugiés macédoniens dans la définition de l'orientation générale de la politique bulgare;
- la place prépondérante de la capitale, où vit un grand nombre de réfugiés originaires de Macédoine (lesquels représentent près de 50 % du chiffre total de la population dans les décennies qui précèdent les guerres balkaniques), dans la proportion ville-campagne;
- l'analyse de l'absence de réel intérêt pour la Thrace et un débouché sur la mer Egée;
- aucune étude sérieuse n'a été menée sur les motifs des décisions importantes prises à l'encontre des responsables politiques des pays voisins;
- l'historiographie bulgare ne parvient toujours pas à admettre le simple fait que les Turcs vivent désormais depuis un demi-millénaire dans les Balkans et qu'ils sont encore traités en grande partie comme des envahisseurs ou comme une composante étrangère de la région;
- nous ne disposons toujours pas, bien que des ébauches aient été réalisées en ce sens, d'une véritable analyse du facteur dit russophile et russophobe de la politique bulgare;

- aucune étude réellement substantielle n'a été consacrée aux femmes et au rôle qu'elles ont joué dans l'effort de guerre, non seulement au front (il existe un ou deux articles sur le sujet), mais encore à l'arrière. La place prépondérante des femmes dans le maintien du fonctionnement de l'économie est établie par les documents, mais elle n'a pas encore été démontrée;
- nous ne disposons pas de la moindre publication sur les problèmes de l'enfance pendant la guerre, la difficulté de grandir durant les années de guerre et les difficultés de la socialisation en temps de guerre;
- on observe un intérêt encourageant pour l'état de l'économie durant les années de guerre chez un ou deux jeunes historiens. Ils privilégient malheureusement essentiellement la manière dont l'Etat gérait l'économie pendant la guerre, en omettant de traiter les aspects psychologiques de l'évolution économique induite par la guerre et des désordres qui s'ensuivirent;
- il n'existe aucune étude sur les projets bulgares d'aménagement de Porto Lagos, sur la mer Egée, qui visaient à en faire un port important;
- les changements survenus dans le système de communication n'ont pas été étudiés;
- aucune recherche n'a été menée sur les réquisitions qui alimentèrent l'effort de guerre et l'effet paralysant qu'elles produisirent sur une économie affaiblie, ni sur l'aspect psychologique de la méfiance que fit naître chez les paysans les prélèvements importants de l'Etat sur le fruit de leur travail.

Les aspects humanitaires de la guerre n'ont jamais été étudiés:

- aucune étude n'a été consacrée à la situation précaire des Turcs et des musulmans de Bulgarie au cours des années de guerre, à la crainte dans laquelle ils vivaient et à l'atmosphère psychologique qui les entourait;
- il n'existe aucune documentation sur la manière dont les Turcs de Bulgarie (qui représentaient en 1912 18 % de la population bulgare) ont réagi à l'annonce de la guerre ni sur les mesures prises par l'Etat pour les surveiller étroitement, etc.;
- aucune recherche n'a été menée sur les prisonniers de guerre et leurs conditions de détention, leur alimentation, le traitement qui leur était réservé, etc. Un point encourageant cependant: une jeune collègue travaille depuis quelques années déjà sur les lettres adressées par les soldats à leur famille, mais elle n'a encore rien publié;
- la conduite des troupes bulgares envers leurs adversaires et les populations pacifiques des territoires acquis n'a fait l'objet d'aucune étude. Il n'existe pas la moindre recherche sur le service juridique de l'armée, c'est-à-dire sur le nombre de déserteurs bulgares, les éventuelles poursuites engagées à l'encontre de soldats bulgares pour viols, atrocités, etc.;
- une exception encourageante: un important recueil de documents et un certain nombre d'articles ont été publiés sur la conversion des musulmans bulgarophones du massif du Rhodope en 1912-1913.

Les réfugiés en Bulgarie et de Bulgarie représentent un problème particulier, dont les aspects juridiques ont fait l'objet de travaux sérieux. La question des réfugiés envisagée dans le cadre des relations internationales du pays durant l'entre-deux-guerres demeure

en partie méconnue. D'autres aspects importants n'ont cependant pas encore été abordés: c'est le cas par exemple de l'adaptation des réfugiés à leur nouvel environnement. Contrairement à une idée très répandue, et empreinte de suffisance, l'accueil qu'on leur réserva fut rarement chaleureux ou, plus précisément, de courte durée.

Nous n'avons qu'une vague idée des questions relatives à l'installation des réfugiés. Certaines recherches ont été menées sur leur répartition à la campagne, mais aucune n'a été consacrée à la situation critique de ceux qui choisirent finalement de s'établir dans les villes et d'y chercher du travail. Nous ne savons pas même combien d'entre eux s'établirent durablement dans les villages ni combien allèrent grossir la population urbaine du pays. Et il ne s'agit là que des points essentiels. Personne n'a jamais tenté d'étudier les répercussions qu'entraîna le changement des modèles éducatifs sur les adolescents.

La politique bulgare se complait dans un aveuglement (dont l'historiographie bulgare est imprégnée) qui consiste à croire que tous les Bulgares, où qu'ils aient vécu, parlent la même langue, qui comporte d'infimes particularités régionales. Mais à l'issue des guerres balkaniques, la langue bulgare littéraire officielle avait déjà été codifiée et les enfants de réfugiés, qui débutaient leur scolarisation en employant une langue différente, connurent de sérieuses difficultés d'adaptation.

Aucune recherche n'a été menée sur les Grecs qui choisirent de quitter le pays après les guerres balkaniques ni, surtout, sur les Turcs et les musulmans en général qui entamèrent un nouvel exode, le second après celui de 1878, lors de la naissance de la Bulgarie moderne.

En résumé, l'historiographie bulgare se montre généralement incapable d'abandonner la rhétorique classique et pompeuse lorsqu'elle traite des guerres balkaniques. Les historiens bulgares sont élevés dans la tradition d'une histoire politique positiviste et ils n'ont toujours pas conscience des implications de l'histoire sociale. Même les historiens sérieux négligent l'intérêt que représentent les journaux intimes et les mémoires de soldats, avec leur effort assidu de coucher sur le papier leurs pensées, discussions et activités quotidiennes, jugés sans importance et à l'écart des grands axes de l'Histoire.

Alors qu'il s'agit de guerres balkaniques, leur traitement demeure bulgare. Cette myopie s'explique notamment par l'absence de documentation provenant des pays voisins. Les historiens bulgares, par exemple, n'ont jamais été en mesure de dépouiller les archives de la Turquie, de la Grèce ou de la Roumanie sur ce sujet, même si la situation s'améliore quelque peu à propos de la Serbie.

En un mot, nous disposons d'une histoire du conflit lui-même, mais il nous manque encore une histoire de l'homme dans ce conflit: quels furent ses idées, ses rêves, ses espoirs et ses déceptions? Les historiens devraient s'abstenir d'accepter sottement et d'avaliser un certain nombre d'assertions stéréotypées, comme celle qui consiste à prétendre que l'armée bulgare n'a jamais perdu une guerre et que les responsables

politiques bulgares ne sont jamais parvenus à en gagner une. Comme si les guerres étaient menées en laboratoire, en milieu stérile.

Cela signifie que les historiens ne devront pas à l'avenir craindre de perdre leur gagne-pain, quelle que soit la modicité de leur ration. Car ce qui importe véritablement, c'est de convaincre nos étudiants que l'histoire ne se réduit pas au simple choc des armées, à de subtils ballets diplomatiques, ni à l'adoption de décisions apparemment illogiques par une élite au pouvoir.

Chapitre 11

Les guerres balkaniques de 1912-1913: le point de vue turc

Halil Berktaç

L'aspect de continuité

J'aimerais tout d'abord faire observer que «le point de vue turc» sur les guerres balkaniques du début du XX^e siècle peut être envisagé, au minimum, de deux manières très différentes. Il peut signifier, en premier lieu, un examen rétrospectif du passé, destiné à tenter de mesurer ce qu'elles ont représenté pour l'Empire ottoman et/ou pour la société turque: leurs répercussions politiques directes et, par conséquent, également les incidences sociales, culturelles et idéologiques plus complexes qu'elles eurent à l'époque, dont il est permis de dire qu'elles exercèrent une influence constante sans être linéaire, aux pulsations irrégulières, semblable à une marée montante et descendante, tout au long des quatre-vingt-dix années environ qui suivirent. On peut également entendre par là, aujourd'hui comme alors, ce que cela signifia: une conception spécifiquement «turque» des événements, par opposition à d'autres perspectives tout aussi subjectives, telles que les points de vue «grecs», «bulgares» ou «serbes» sur les tenants et les aboutissants de 1912-1913.

Il convient alors, dans cette deuxième acception, de parler non pas d'une perspective turque, mais d'un point de vue *nationaliste turc*. J'aimerais conserver et développer cette distinction dans les pages qui vont suivre, en commençant par la première dimension, c'est-à-dire par ma propre appréciation des guerres balkaniques, formulée en ma qualité de spécialiste de l'histoire moderne de la Turquie (en ma qualité de Turc, je possède donc une connaissance et une compréhension intérieures de ce pays, sans être pour autant nationaliste); nous aborderons ensuite inévitablement la deuxième dimension puisque, comme j'aimerais le démontrer, le nationalisme turc non seulement s'élabora et mijota en grande partie dans le chaudron des guerres balkaniques, mais s'avéra par ailleurs sans doute leur héritage le plus durable.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 ont joué un rôle beaucoup plus crucial dans l'histoire turque moderne qu'on ne l'imagine bien souvent, tant par elles-mêmes qu'en leur qualité de maillon essentiel entre «les dernières guerres de l'Empire ottoman et les premières guerres de la Turquie moderne». Entendons, par cette périphrase assez longue et peu commode:

- la guerre de 1911 qui fit suite à l'invasion de Tripoli par l'Italie;

- les guerres balkaniques de 1912-1913;
- la première guerre mondiale de 1914-1918 elle-même, qui fut pour les Européens la Grande Guerre et représente dans la conscience collective turque la mobilisation générale (*Seferberlik*), bien entendu l'offensive de Gallipoli, géographiquement très proche, ainsi que les campagnes plus lointaines (et désormais distanciées du point de vue idéologique) du Caucase, de Suez, de Galicie et de Mésopotamie; enfin,
- 1919-1922, connue à l'extérieur comme une guerre gréco-turque supplémentaire (et relativement mineure) (voir par exemple, Overy, 1999), mais qui représente pour les Turcs leur guerre d'indépendance (*İstiklâl Harbi*) et leur permit enfin d'éloigner le spectre de la colonisation et de réaffirmer leur droit à la souveraineté, bientôt consacré par la proclamation le 29 octobre 1923 de la République de Turquie.

Cette guerre d'indépendance, par voie de conséquence et sous l'action de l'historiographie kémaliste, a fini par éclipser tous les autres conflits qui l'avaient précédée et par entretenir une relation unique en son genre avec l'ère Atatürk.

Transition

Selon une vue d'ensemble cependant, chacun de ces conflits forme le maillon d'une longue chaîne d'événements; pris collectivement, ils font partie intégrante de la dernière phase de la question dite d'Orient, au cours de laquelle l'ultime agonie de l'homme malade de l'Europe évolua ou se mua en un sens en l'accouchement difficile d'un nouvel Etat-nation. En d'autres termes, l'Empire ottoman fut frappé au début du XX^e siècle par une crise profonde et prolongée, qui s'étira de 1908 à 1922, dans laquelle les guerres balkaniques occupèrent une place centrale à bien des égards, et qui forma le socle sur lequel fut érigée la mémoire nationale turque. Les témoignages littéraires de cet état de fait abondent. Le poème épique du printemps 1941, «Les paysages humains de mon pays» (*Memleketimden İnsan Manzaraları*), du célèbre poète communiste turc Nâzım Hikmet, s'ouvre par une scène dans laquelle figure un certain caporal Ahmet, qui a été «appelé [sous les drapeaux] pour les guerres balkaniques / appelé pour la mobilisation générale / appelé pour la guerre contre la Grèce» et dont la rengaine «courage mon vieux, on y est presque» est devenue célèbre (Hikmet, 1987, p. 14). Quelque 60 pages plus loin, nous y croisons un étudiant de gauche qui, après avoir entendu son compagnon de voyage lui débiter une longue histoire à propos de Gallipoli dans le train qui les mène à Ankara, songe que:

«Tout comme il existe une variété de poissons,
Une variété d'arbres,
Ou une variété de roches,
Il existe également une variété d'êtres humains qui vit dans ce pays,
Et pour laquelle les batailles représentent
Le seul souvenir
Digne d'intérêt et inoubliable.» (*ibid.*, p. 79)

Dans le roman de Yakup Kadri Karaosmanoğlu, *L'Étranger (Yaban)*, un officier de réserve en convalescence dans un village retiré, où il séjourne après avoir été blessé au cours de la guerre d'indépendance, incarne à la fois l'aliénation intellectuelle et la lassitude de la guerre. La littérature scientifique offre au moins un exemple dans lequel les divers conflits militaires de 1912 à 1922 sont envisagés comme une seule et même «guerre de dix ans», du fait des demi-génération imbriquées de soldats qu'elle englobe (Görgülü, 1993).

Voilà pour la continuité; mais qu'en est-il de l'autre aspect? Comment ce changement s'est-il opéré, c'est-à-dire à quel moment, s'il y en eut un, est-on passé des «dernières guerres de l'Empire ottoman» aux «premières guerres de la Turquie moderne»? Comment les premières se sont-elles fondues en ces dernières ou comment une conscience impériale s'est-elle muée en une conscience nationale? En outre, s'il est permis en un sens de qualifier d'«injustes» les guerres menées pour la conservation de l'Empire alors que, par opposition, les guerres de libération ou celles conduites pour repousser une agression seraient jugées «justes», quelle fut le dernier conflit ottoman «injuste» et la première guerre turque «juste»?

Il est sans doute plus facile de poser ces questions que d'y répondre. Les formuler peut aider à mettre le doigt sur certains problèmes épineux, tout en soulignant combien il est en règle générale indispensable de substituer la «multiperspectivité» d'une analyse à l'égoïsme obsolète d'un récit national digne du XIX^e siècle. Néanmoins, sauf à recourir à l'apriorisme logique (ou à la doctrine essentialiste) pour tenter d'imposer une définition catégorique des zones grises ou des zones d'ombre et des contours flous de l'Histoire, il peut s'avérer pratiquement impossible de définir des tournants précis de quelque nature que ce soit.

Notre action se réduit bien souvent à suivre l'évolution du processus: la révolution jeune-turque de 1908 porta le Comité Union et progrès (CUP) au pouvoir (ou du moins à un partage du pouvoir). Par opposition au «despotisme» (en turc: *istibdat*) de l'ère hamidienne, le CUP proclama la liberté (*Hürriyet*) pour tous. Il engagea également une politique visant à «unir les diverses composantes» (*ittihad-ı anâsır*) de l'Empire autour d'une identité «ottomane» commune (qu'il espérait voir se réaliser). Au lieu de cela, il fut confronté à une succession de défis à la fois internes et externes, face auxquels il glissa progressivement, et peut-être même inconsciemment, vers une attitude défensive et combative destinée à maintenir l'Empire même à l'encontre duquel il avait proclamé la liberté quelques années plus tôt à peine.

Que fallait-il choisir: l'Empire ou la révolution? L'Empire ou la réforme? L'Empire ou la démocratisation? On peut dire qu'entre février et octobre 1917 au moins, Kerenski choisit l'Empire, tandis que Lénine privilégia la révolution. En 1956, le même dilemme se présenta à Khrouchtchev (et l'accabla) lorsque, face aux pressions des partisans de la ligne dure du Politburo, il envoya les tanks soviétiques écraser la révolution hongroise, sonnante par là même le glas de sa propre politique de déstalinisation. Au milieu des années 1980, à l'inverse, Gorbatchev sacrifia sa position et son pouvoir

en optant pour la *glasnost* et la *perestroïka* au détriment de l'empire. On peut ainsi considérer que les Jeunes-Turcs ont préfiguré le choix que Kerenski et Khrouchtchev préférèrent à celui de Gorbatchev et qu'il leur coûta, comme aux deux premiers, leur révolution.

Certaines historiographies nationalistes des Balkans, plutôt hostiles aux Jeunes-Turcs, estiment que ces derniers furent, dès le départ, des nationalistes turcs convaincus, qui recoururent simplement à la tromperie et à la dissimulation vis-à-vis des communautés non musulmanes et non turques de l'Empire ottoman, avant de révéler leur vrai visage de loups déguisés en agneaux, qui correspondait depuis l'origine à leur véritable nature. Cette interprétation est trop déterministe et fait la part trop belle à la théorie du complot, sans laisser aucune place aux accidents de l'Histoire, aux processus «d'apprentissage» réciproque et interactif ou aux contingences et à la mutabilité des plates-formes et des programmes «initiaux». D'un point de vue empirique, en dehors de leur intention de restaurer la Constitution de 1876, on peut dire des Unionistes qu'ils n'avaient guère de projets en 1908. Il serait difficile de trouver un groupe de révolutionnaires du XX^e siècle plus totalement improvisé que celui-ci. C'est au contraire lorsqu'ils furent confrontés à l'impérialisme des grandes puissances et au nationalisme des autres pays balkaniques qu'ils se transformèrent à leur tour en nationalistes turcs (aux accents impérialistes).

Cette transformation s'opéra en grande partie par suite de défaites successives et non sous l'effet d'un quelconque semblant de victoire. Car ils perdirent la guerre de 1911 et subirent une cuisante défaite en 1912-1913, la deuxième guerre balkanique ne leur ayant permis de récupérer qu'une fraction des territoires perdus. Entre 1914 et 1918, la défaite fut pratiquement générale, à l'exception de Gallipoli, et seule la guerre d'indépendance de 1919-1922 permit de mettre fin à cette succession de catastrophes. La défaite fut à la fois générale, dans le sens où (en dépit du grand nombre d'atrocités et de massacres qui furent commis de part et d'autre au cours de cette période) ce furent les Turcs musulmans de l'Empire ottoman qui sortirent grands perdants de ce long XIX^e siècle (voir, par exemple, McCarthy, 1995, 2001), et spécifique, chaque désastre particulier ajoutant sa goutte d'amertume à une coupe déjà pleine. Or les guerres balkaniques se révélèrent particulièrement amères: cette défaite ne fut pas infligée simplement par des grandes puissances (supérieures il est vrai), mais, ce qui était pire encore, par un certain nombre de petits Etats balkaniques, «nos anciens vassaux» de surcroît.

Aussi cette situation est-elle, dans une certaine mesure, comparable à l'échec de la répression de la révolution grecque de 1821 par la Porte, bien que les conséquences en fussent cette fois autrement plus dramatiques. Lors de la première guerre balkanique, la déroute ottomane entraîna un déracinement de populations nées sur place, à une échelle uniquement équivalant à l'exode provoqué par la guerre russo-turque de 1877-1878; une fois encore, ce fut un gigantesque afflux de réfugiés, dont la pauvreté et la misère noire se doublaient d'une épidémie de choléra, qui fuyaient à travers la Thrace jusqu'aux embarcadères des bacs de la rive européenne d'Istanbul et qui traversaient le Bosphore pour rejoindre l'Anatolie. La défaite subie dans les Balkans marqua

par conséquent une nouvelle étape dans la formation de la Turquie moderne en tant que nation d'immigrants expulsés de Crimée, du Caucase, de Grèce continentale, de Crète, des Balkans ou (dans une moindre mesure) des anciennes provinces arabes de l'Empire. Ce désastre engendra également le putsch des Unionistes, le coup d'Etat de 1913 (*Babiâli Baskını*), et ainsi l'arrivée au pouvoir d'un triumvirat de jeunes chefs militaires (Enver, Talat, Cemal) qui jouissaient d'une irresponsabilité politique totale.

De même, la défaite occasionna les réformes militaires de 1913-1914, au cours desquelles la vieille génération de colonels et de généraux ottomans fut remplacée par une nouvelle race d'officiers unionistes, plus jeunes et plus déterminés. Ce furent précisément ces réformes qui permirent à l'armée ottomane de combattre de façon plutôt inattendue quatre ou cinq années de plus durant la Grande Guerre, au point de surprendre l'Entente par la résistance opiniâtre qu'elle opposa à Gallipoli notamment. Alors que la promenade militaire à laquelle s'attendaient les Britanniques en mars-avril 1915 semble étroitement liée aux épouvantables résultats des forces ottomanes en 1912-1913, cette association prévalut en sens inverse, de façon plus explicite encore, au sein du commandement turc. Après une semaine à peine de combats intensifs qui avaient suivi les débarquements des 24 et 25 avril sur la péninsule, Mustafa Kemal s'adressa à ses subordonnés dans les termes suivants, en donnant l'ordre de lancer le 1^{er} mai 1915 une contre-attaque sur les forces de l'Anzac:

«Je ne peux tout simplement pas accepter qu'il y ait parmi nous et parmi les troupes que nous commandons des hommes qui préféreraient vivre une deuxième fois le déshonneur subi dans les Balkans plutôt que de mourir ici. Si vous pensez que de tels hommes existent, abattons-les nous-mêmes immédiatement.» (Steel et Hart, 1995, pp. 137-138)

Les exemples de telles associations peuvent être multipliés à l'infini. Après Mudros, alors qu'Istanbul était occupée par les Britanniques, ce qui restait de la hiérarchie unioniste choisit Mustafa Kemal pour mener une nouvelle résistance nationaliste en Asie mineure, qui devint ainsi la «Valley Forge» et le «Yenan» de la révolution kémaliste. On peut dire cependant que l'idée de livrer un dernier combat en Anatolie ne naquit pas en 1918-1919, mais cinq ans plus tôt au moins, car (ou puisque) l'extrême vulnérabilité d'Istanbul avait été démontrée avant même la tentative de percée faite par l'Entente à Gallipoli, lorsque la première guerre balkanique dépouilla l'Empire de ses possessions en Roumélie et que l'armée bulgare arriva sur la ligne de Çatalca.

En elle-même, cette idée de dernier combat, de résistance ultime ou, en d'autres termes, ce sentiment pour les Turcs à la fois d'être parvenus en bout de course et qu'une colère violente montait en eux, n'avait rien d'une particularité turque. Ce furent précisément les conséquences des guerres balkaniques qui en firent une notion communément partagée. Aubrey Herbert se trouvait à Istanbul à l'époque; voici ce que les calamités humaines et naturelles lui inspirèrent durant l'hiver 1912-1913:

«Il neige sans répit sur une plaine désolée
Et dans l'aube naissante saturée de flocons, la terre immaculée s'unit avec le ciel.
Sombre comme un loup famélique et blessé, sa nuque décharnée prise dans une chaîne,
Le Turc affronte la mort.» (cité par Moorehead, 1958, p. 82)

Qui plus est, il ne s'agissait pas d'une de ces défaites ordinaires qui surviennent dans des situations de conflit classiques entre des Etats-nations aux frontières clairement définies et aux populations ethniquement et politiquement soudées, où « nous » nous trouvons à l'intérieur, tandis que « l'ennemi » demeure à l'extérieur et que le vainqueur et le perdant se démarquent l'un de l'autre (ou ne se confondent pas et s'observent mutuellement). Or, en 1912, l'Empire ottoman entamait à peine ce processus de séparation, si bien que, tout au moins vu du côté turc, « l'ennemi » était aussi bien intérieur qu'extérieur. Aubrey Herbert constate :

« En 1913, lorsque les Balkans remportèrent une victoire écrasante après l'autre sur des forces turques mal équipées et désorganisées, tous les cafés grecs de Péra résonnaient de chants triomphants. » (*ibid.*)

On devine à peine le sentiment d'extrême humiliation, l'humeur sombre et tendue, ainsi que l'accumulation de haine que firent naître ces réactions chez les Turcs qui les observaient.

Nationalisme

Ainsi, de la défaite surgit, avant tout peut-être, d'une part, *un immense sursaut nationaliste que rien ne laissait présager*, qui ne représenta ni plus ni moins que les premières mobilisations de masse de l'histoire de la Turquie moderne, débordant de rassemblements, d'interventions, de volontaires et de lyriques appels aux armes, né, notons-le, non pas de problèmes civils nationaux impliquant une lutte des classes ou d'autres formes de dissensions internes, mais d'une guerre et de l'urgence de la défense nationale, avec tout ce que cela comporte d'autorité et de solidarité; mais cette défaite engendra également, d'autre part, une forme d'*idéologie nationaliste turque*, dure, déterminée, vengeresse et vindicative, qui prit forme avec le temps sous l'effet de l'ensemble de ces facteurs. Bien entendu, il ne s'agissait pas (encore) à cette époque de la variante kémaliste du nationalisme turc, à laquelle le monde s'est habitué depuis la fin des années 1920, mais des grandes lignes, mal dégrossies, que présentait sa version initiale. Pour replacer à présent tout cela davantage dans les perspectives théoriques employées dans l'étude du nationalisme contemporain, on pourrait dire que ce nationalisme unioniste (*İttihatçı, İttihadist*) ou les débuts du nationalisme turc se situaient quelque part entre la troisième voie, définie par Hroch, de l'Etat-nation européen et les nationalismes qui allaient apparaître plus tard dans le contexte colonial de l'Asie ou du tiers-monde.

Miroslav Hroch, et après lui son ancienne étudiante Jitka Maleckova, ont tous deux mis en évidence trois modèles fondamentaux de constitution de l'Etat-nation dans l'espace européen: 1. la trajectoire (britannique et française) de révolution ou de modernisation, suivie par l'Europe occidentale, qui transforma le régime sociopolitique à partir d'un territoire et d'une démographie relativement stables, déjà en place à la fin du Moyen Age ou au début des Temps modernes; 2. un modèle (allemand et italien) d'unification, qui prévalut en Europe centrale et méridionale; enfin 3. un modèle d'éclatement des empires, plus propre à l'Europe orientale ou du Sud-Est. Laissons de côté les Habsbourg pour le moment; il est indubitable que dans sa phase

de repli et de désintégration, l'Empire ottoman fut partagé tant de l'extérieur que de l'intérieur; autrement dit, ce dépeçage ne fut pas seulement l'œuvre des grandes puissances, mais également celle des nationalismes serbes, grecs, bulgares, roumains, albanais, monténégrins apparus depuis peu et, en définitive, du nationalisme turc, qui se livraient un combat acharné pour la possession du territoire. Ce fut cette même lutte qui atteignit son paroxysme lors des guerres balkaniques, façonnant profondément leurs multiples antagonismes mutuels, dont beaucoup perdurent aujourd'hui.

Mais cette situation présenta également un certain nombre d'asymétries; c'est la raison pour laquelle il me paraît indispensable de tenter de compléter ou de modifier quelque peu la troisième voie définie par Hroch et Maleckova. Toutes ces asymétries sont en définitive liées au front que constitua l'ensemble des divers autres nationalismes balkaniques *contre* le pouvoir impérial, tandis que le nationalisme turc se positionnait *pour, ou du côté de* celui-ci. C'est en premier lieu parce que les Unionistes se trouvaient eux-mêmes aux commandes, pour ainsi dire, que le nationalisme turc acquit à l'occasion de sa confrontation ouverte et directe avec les grandes puissances une dimension proto-tiers-mondiste d'anticolonialisme généralisé, relativement absente des autres idéologies nationalistes des Balkans.

Deuxièmement, comme les Jeunes-Turcs eurent à se battre pour préserver l'Empire, en opposition aux discours de libération des autres nationalismes balkaniques, le nationalisme turc prit un accent fortement impérial et national. A l'origine, l'aspect impérial étouffait et entravait le discours national embryonnaire. En comparant les divers décrets de mobilisation de 1912, Fikret Adanir a montré comment tous les Etats balkaniques ont pu faire appel directement et instamment à «la foi et la nation», alors que le sultan ottoman était uniquement en mesure d'invoquer, faiblement et sans conviction, la loyauté à la dynastie, les bénéfices de la révolution de 1908, les réformes des Jeunes-Turcs et l'ordre public.

A cette époque, dans ces circonstances, une telle position n'était tout simplement pas tenable et lorsque l'Empire s'effondra, le nationalisme turc se développa de façon accélérée et se glissa dans la coquille ou le tégument de l'Empire pour en combler le vide partiel. Troisièmement, alors qu'il agissait ainsi, cette même situation illustrée par les acclamations des Grecs dans le quartier de Péra en 1913 engendra le syndrome de «l'ennemi de l'intérieur» que présenta le nationalisme turc, lequel demeure obsédé par la trahison ou le fait d'être «poignardé dans le dos», comme l'ont démontré les événements récents.

Quatrièmement, et une fois encore principalement du fait de son positionnement différent à l'égard du pouvoir impérial ottoman, le nationalisme turc apparut et se développa plus tard que la plupart des autres nationalismes balkaniques, qui devinrent de ce fait à la fois ses rivaux et, paradoxalement, ses guides et ses professeurs dans le sinistre art tillyesque de la création et de l'homogénéisation de l'Etat-nation. A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, l'élite ottomane semblait avoir décidé de «faire comme les Européens», afin d'être en mesure de tenir tête à l'Europe. A présent, près d'un siècle après le lancement du Tanzimat, c'était comme si les Unionistes

préconisaient à leur tour de «faire comme les Grecs ou les Bulgares», pour pouvoir faire face à ces nouveaux démons supplémentaires des débuts du nationalisme turc. W. H. Auden écrivit dans «Le 1^{er} septembre 1939»:

«Les gens et moi-même savons bien
Ce qu'apprennent tous les écoliers:
Ceux à qui l'on fait du mal
Font du mal en retour.»

Il n'existe peut-être aucun lien de causalité direct, mais un processus d'interaction et d'escalade idéologiques s'étend depuis les guerres balkaniques de 1912-1913 jusqu'aux atrocités arméniennes de 1915-1916. Au bout du compte, comme dans toute vendetta, on en vint à se fonder sur «ce qu'ils nous avaient fait les premiers» ou tout au moins sur l'impression qu'on en avait ou les récits qui circulaient à ce sujet.

Le rapport avec cette perception de la situation ne transparait nulle part mieux que dans la littérature. Ömer Seyfeddin (1884-1920) fut l'un des pionniers des débuts du nationalisme turc. Fils d'un capitaine de l'armée dont la famille avait été contrainte de fuir le Caucase devant l'expansion de la Russie tsariste, il prit part à son tour personnellement aux conflits et aux convulsions de cette dernière décennie ottomane désastreuse, au cours de laquelle le nationalisme turc explosa d'une manière si intense et si accélérée que la vie et la carrière d'Ömer Seyfeddin couvrit à la fois la première et la deuxième phases de la théorie de l'évolution du nationalisme par étape avancée par Miroslav Hroch. Diplômé de l'académie militaire (*Mekteb-i Harbiye*) en 1903, il intégra l'armée avec le grade de lieutenant et occupa finalement un poste d'instructeur à l'école des officiers de gendarmerie d'Izmir (1906-1907) – cette même nouvelle gendarmerie qu'a évoquée Ivan Ilchev dans son exposé sur le point de vue bulgare présenté lors de ce symposium. En 1908, l'année de la révolution des Jeunes-Turcs, il fut muté auprès de la troisième armée, cantonnée dans la ville ottomane de Selanik (ou Salonique, à présent Thessalonique); témoin des opérations menées au cours des guerres balkaniques, il se rendit aux unités de l'armée grecque durant le siège de Jannina. Libéré et envoyé à Istanbul après un an de captivité, il quitta définitivement l'armée et consacra entièrement le reste de sa très courte existence à la littérature.

En sa qualité de journaliste et d'essayiste, Ömer Seyfeddin milita pour un nationalisme de nature et à caractère essentialiste, affirmant qu'«être Turc vous amène à penser, ressentir et agir comme un Turc». C'était bien entendu l'inverse dans la réalité: à force d'écrire et de proclamer sans cesse quelle *devrait* être la manière de penser, de sentir et d'agir des Turcs, lui-même et les autres membres de sa génération furent tout entiers occupés à construire ou à inventer l'identité turque (moderne).

Pour Ömer Seyfeddin et les autres, cela allait de pair avec la transmission, à cet embryon initial de nation turque, d'une «mémoire nationale», c'est-à-dire d'un certain nombre de critères sur la manière de cultiver le «souvenir» de cette nation, son passé et, par-dessus tout, ses ennemis. Dans les définitions de la nation proposées vers la fin du XIX^e siècle, parallèlement à la langue, au territoire et à l'économie, «un passé commun» en partie inspiré d'Ernest Renan figure invariablement parmi les

composantes les plus essentielles. Cet élément décisif, intrinsèquement subjectif, est associé à d'autres composantes plus matérielles, ou du moins qui ne sont pas aussi subjectives, si bien que, alors que l'aspect novateur du point de vue historique de la nation peut être généralement admis, la nature imaginaire, inventée ou virtuelle du «passé commun» en question est très largement négligée ou sous-estimée.

Comme je me suis efforcé de le démontrer à mon tour dans d'autres écrits, il s'avère qu'un grand nombre des lettrés et des dilettantes qui composent «l'étroite minorité intellectuelle» de la première phase du nationalisme définie par Hroch procèdent à un recyclage sélectif des éléments d'une «mémoire sociale» prémoderne, fragmentée ou hétérogène en une «mémoire nationale», désormais incomparablement plus dense et plus homogène; celle-ci est forgée, puis diffusée et acquiert une stature hégémonique grâce à «l'espace-mémoire» du capitalisme de presse. En outre, lorsque ce recyclage sélectif, imaginatif et qui fait appel aux sentiments pour convaincre est pratiqué à une très large échelle, véritablement populaire, la fiction et la poésie offrent immanquablement le média idéal.

Dans le cas d'Ömer Seyfeddin également, ce type de construction de la mémoire nationale fut réalisé non pas tant par le biais des essais théoriques, qu'il adressait aux intellectuels, ses pairs, mais avant tout par sa fiction populaire, au moyen d'un nombre considérable de nouvelles exceptionnelles qui n'ont en grande partie jamais été surpassées par la littérature turque ultérieure et qui étanchèrent sa soif de renommée. A cet égard, un certain nombre de récits particulièrement importants traitent d'épisodes de l'odieuse persécution subie par les Turcs ou les musulmans à la suite des défaites ottomano-turques et du retrait de l'Empire de 1908 à 1918, dans lesquels «nous» sommes les victimes et «eux», les scélérats, sont immanquablement les Grecs, les Bulgares et les Arméniens. Ces récits, qui parlent globalement de haine, sont d'autant plus efficaces qu'ils ne sont pas de pures inventions de l'imagination de l'auteur, mais qu'ils prennent racine (en partie) dans la réalité de la situation sur le terrain; car dans cette affaire assez classique de *statut de victimité volontairement choisie et contestée*, le choix d'Ömer Seyfeddin consiste à mettre l'accent sur toutes les atrocités perpétrées par les «autres» à «notre» encontre, sans jamais aller jusqu'à indiquer ce qu'à la même époque «nous» faisons, faisons ou pourrions avoir fait aux «autres».

Dans chacune de ces histoires, qui plus est, Ömer Seyfeddin ne se contente pas d'accabler d'injures «nos ennemis», mais il exhorte également les Turcs à agir ou à se conduire de manière à ne pas se comporter plus mal que leurs voisins.

Il devrait apparaître que la perspective de Seyfeddin soit unique. Permettez-moi de faire observer que certains des premiers poèmes de Nâzım Hikmet, écrits au cours ou à la suite de ce même sursaut nationaliste provoqué par les guerres balkaniques, débordent tout aussi violemment de formules vengeresses, comme «ma race héroïque», «nos grands-pères à barbe blanche» ou «les mosquées désormais couronnées de croix», qui en rendent la lecture extrêmement difficile aujourd'hui (voir, par exemple, Hikmet, 1987, pp. 14 et 19). Par la suite, bien entendu, Nâzım Hikmet devint non seulement communiste, mais également un très grand poète, l'un des plus grands peut-être qu'ait compté le XX^e siècle, considéré par beaucoup comme l'égal de Pablo Neruda. Plus

d'un quart de siècle plus tard, il écrivit dans la prison de Bursa où il était incarcéré une œuvre remarquable, *Les paysages humains de mon pays*.

Dans cette gigantesque fresque épique apparaît un personnage sympathique, Kartallı Kâzım, honnête homme, ardent communiste, dont on apprend qu'il servit comme jardinier avant et après la guerre d'indépendance, durant laquelle il combattit dignement et courageusement. Pourtant, ce même Kâzım nous est présenté avec affection et compassion par Nâzım Hikmet comme un homme possédant deux faiblesses qu'il ne parvient pas à surmonter: il continue à croire en Dieu et à haïr les Bulgares, à tel point que chaque fois qu'il entendait un récit enflammé des agissements des révolutionnaires bulgares, il se brouillait immédiatement si l'on peut dire avec le monde entier. Mais il trouvait ensuite un rapide réconfort: «Soit on nous a menti à propos des actes commis par cette nation à l'encontre des femmes enceintes durant la guerre des Balkans, disait-il, soit ces révolutionnaires doivent appartenir à une autre tribu bulgare» (*op. cit.*). C'est pour Kâzım le seul moyen de se faire à l'idée d'un internationalisme prolétarien et de se voir expliquer par son parti qu'il lui faut à présent considérer les communistes bulgares comme ses frères. C'est là un signe extrêmement révélateur de l'incidence des années 1912-1913 à l'époque et de la façon dont la démonologie initiale du nationalisme turc s'était largement répandue.

Vint ensuite la ligne de faille et l'oubli délibéré (ou peut-être le demi-oubli ou pseudo-oubli). Après la défaite finale du corps expéditionnaire grec qui avait occupé l'Anatolie occidentale, survint la proclamation de la République turque, précédée par l'abolition du sultanat et suivie par celle du califat, qui ouvrirent la voie à la laïcité, considérée comme le point principal d'un nouveau programme d'occidentalisation totale. Il est intéressant de constater que la formule «rattraper la civilisation contemporaine» (*muasır medeniyet seviyesine ulařmak*) devint un slogan essentiel de cette campagne de modernisation kémaliste. L'orientation réaffirmée par les kémalistes à partir de la fin des années 1920 ne visait pas uniquement à combler le retard du pays sur le cercle ou la famille, autrefois haï et envié à la fois, des nations «avancées» ou «civilisées», mais également à en faire partie. Ce désir d'y être admis transparut dans la sphère de la diplomatie nationale sous la forme d'un slogan parallèle, «Paix dans le pays, paix dans le monde entier», ainsi que dans le soutien énergique accordé à la Société des Nations et dans le rôle actif qu'y joua la Turquie. Il alla également de pair avec la condamnation explicite du panturquisme ou du touranisme des Unionistes, ou d'ailleurs de toute autre variété d'irrédentisme turc. Ankara s'employa à désavouer toutes les revendications historiques possibles au-delà des frontières du Pacte national de 1920. Soucieuse de s'engager dans une politique précoce de non-alignement, elle tenta sans relâche d'établir une Entente balkanique fondée sur la reconnaissance multilatérale de la légitimité et de l'inviolabilité territoriale de l'ensemble des Etats existants de la région. Dans ce contexte, les Balkans devinrent le royaume oublié de la mémoire du nationalisme (kémaliste) turc à partir de 1930.

Cette mémoire demeura néanmoins un soubassement, une couche sédimentaire toxique déposée au cours de cette décennie meurtrière des «dernières guerres» de 1911-1922, qui s'étendit comme une plaque tectonique de l'unionisme au kémalisme et entraîna à

sa suite, dans un lent mouvement souterrain, la démonologie initiale du nationalisme turc, celle de «nos ennemis jurés les Grecs, les Bulgares et les Arméniens» (avec l'aide et la complicité des grandes puissances). Comme cette époque historique est révolue, ce substrat de mémoire nationale n'est plus tant perpétué par la littérature, qui serait aujourd'hui incapable de ne reproduire la vivacité brutale de la haine d'Ömer Seyfeddin que par l'historiographie et les manuels.

Par historiographie, je ne songe naturellement pas dans ce contexte à la subtilité mesurée d'un certain nombre d'universitaires turcs, tels que Fikret Adanır (Bochum), Engin Akarlı (Brown), Şükrü Hanioglu (Princeton) ou Stefan Yerasimos (Paris), qui se sont rangés eux-mêmes dans le courant dominant de l'érudition historique telle qu'on l'entend universellement, mais à l'historiographie nationaliste, dont on peut rapidement constater trois caractéristiques principales. Premièrement, elle n'est guère répandue, du fait, d'une part, du reclassement des Balkans dans un domaine oublié de la mémoire et, d'autre part, de la valorisation kémaliste à la fois de l'épisode de Gallipoli, survenu lors de la première guerre mondiale, et de la guerre d'indépendance de 1919-1922, au détriment de toutes les autres. Deuxièmement, la plupart des écrits disponibles ne traitent pas spécifiquement de la période 1912-1913, mais privilégient plus généralement un continuum fusionné du «long XIX^e siècle», dans lequel les agressions inattendues et sans déclaration de guerre préalable (comme à Navarin en 1827), la trahison et l'abandon (comme en 1877-1878) ou la perte de territoires même en cas de victoire (comme ce fut le cas avec la perte de la Crète de 1896 à 1900) tendent à se mêler avec les années 1911 et 1912-1913 dans une unique succession de malheurs interminables et de persécutions injustes, tandis que les diverses clauses des traités de Londres (1830), San Stefano (1878), Berlin (1878), Londres à nouveau (1913), Moudros (1918) et Sèvres (1920) se fondent également dans un seul et même métatexte du partage par étapes, mais planifié à l'avance, de l'homme malade de l'Europe.

Troisièmement, ce récit se révèle extrêmement mince, linéaire et schématique; il est traité selon un plan simplifié à l'extrême, qui s'articule en une opposition entre, d'une part, «leurs» ambitions, cupidité, trahisons et agressions, et, d'autre part, «notre» innocence, nos bonnes intentions, les trahisons que nous avons subies et notre qualité de victimes. L'historiographie nationaliste turque idéalise tout d'abord l'époque dite classique des XV^e et XVI^e siècles, présentés comme une période exempte de conflits où l'harmonie régnait entre l'Etat, les féodaux et les paysans; elle nous fournit ensuite une version tout aussi expurgée de la fin de l'ancien régime ottoman, qui incarne selon elle le traitement juste et équitable de l'ensemble des communautés ethniques et religieuses (*milletts*) par la Porte. Toutes les diverses révoltes nationales et sociales qui secouèrent les Balkans sont jugées totalement infondées et deviennent réductibles à un simple banditisme et à du brigandage. Les Turcs étaient, semble-t-il, parfaitement habilités à procéder à une révolution unioniste puis kémaliste contre le despotisme ottoman, tandis que tous les autres mouvements révolutionnaires nationalistes ne se dressaient pas contre le même pouvoir impérial, mais en un sens contre les Turcs en tant que tels. Le corollaire de ce raisonnement est que «nous» étions totalement en droit de chercher à rétablir l'ordre public, alors qu'«eux» continuaient à perpétrer des atrocités à notre encontre.

Beaucoup d'ouvrages portant spécifiquement sur les guerres balkaniques sont excessivement superficiels, puisqu'ils ont été rédigés pour un public exclusivement national et sans guère se soucier des normes de la recherche internationale, au point que les auteurs donnent souvent l'impression d'être si cyniquement blasés par leur sujet qu'ils en deviennent incapables de se donner la peine d'avancer un argument valable qui dépasse la répétition des clichés de l'altérisation nationaliste. Parallèlement aux condamnations pour la forme qui sont d'usage, il existe également un autre sous-ensemble de sources primaires et secondaires, qui comprend les mémoires, les comptes rendus d'époque des diverses opérations ou campagnes militaires ou les histoires militaires officielles commandées par le département de l'histoire de la guerre, placé sous l'autorité de l'état-major à Ankara. Ces dernières, notamment, sont uniformément ternes; rédigées non par des historiens, mais par des soldats à la retraite, et destinées à des officiers d'état-major et non à un public général et intellectuel, elles fourmillent à ce point de détails techniques qu'elles ne parviennent pas à offrir une vision d'ensemble de la question.

Beaucoup de ces historiographies sur les guerres balkaniques perdent la trace de l'historicité du nationalisme turc, lequel se trouve naturalisé et pérennisé au point d'en perdre à son tour son caractère historique concret. La compréhension du véritable rôle joué par les guerres balkaniques dans la construction initiale de la mémoire nationale turque nous fait défaut, au même titre que les relations complexes entre l'unionisme et le kémalisme qui en découlèrent et qui aboutirent à un effacement partiel et partiel.

Sélection bibliographique

Görgülü, İsmet, *On Yıllık Harbin Kadrosu 1912-1922*, Türk Tarih Kurumu, Ankara, 1993.

Hikmet, Nâzım, *Memleketimden İnsan Manzaraları*, Adam Yayınları, İstanbul, 1987.

McCarthy, Justin, *Death and exile: The ethnic cleansing of Ottoman muslims, 1821-1922*, The Darwin Press, Princeton, NJ, 1995.

McCarthy, Justin, *The Ottoman peoples and the end of empire*, Arnold, Londres, 2001.

Moorehead, Alan, *Gallipoli London*, Ballantine Books, New York, 1958.

Overy, Richard (éd.), *The Times atlas of world history*, Times Books, Londres, 1999.

Steel, N. et Hart, P., *Defeat at Gallipoli*, Macmillan, Londres, 1995.

Chapitre 12

Les guerres balkaniques de 1912-1913: le point de vue autrichien

Karl Kaser

La situation de la monarchie austro-hongroise à la veille des guerres balkaniques n'était pas des plus simples sur le plan de sa stratégie politique et militaire. D'une part, elle considérait les Balkans comme sa zone d'influence exclusive et comme le seul espace géographique et stratégique où elle pouvait espérer devenir l'émule des autres grandes puissances européennes dans leurs entreprises coloniales; d'autre part, la Russie avait été à l'origine de l'alliance militaire des Etats balkaniques, ce qui interdisait à l'Autriche toute l'influence sur cette même alliance qu'exigeaient ses rêves de puissance coloniale et rendait ses objectifs impossibles. Dans le même temps, la marge de manœuvre de la monarchie se trouvait limitée de plusieurs manières, par exemple s'agissant de ses propres ressources économiques et militaires, mais surtout à l'égard de l'ordre politique international du «concert des grandes puissances», dont la dissonance allait toujours croissant, et notamment en ce qui concerne les systèmes d'alliance concurrentiels en vigueur, qui cantonnaient ce «concert» à une musique de fond et privilégiaient la confrontation.

La politique étrangère austro-hongroise s'était elle-même fixée, dans les limites du possible, des objectifs réalistes, mais dont seule une réalisation partielle fut possible, puisque les guerres balkaniques engendrèrent une dynamique que la monarchie n'avait pas prévue et qui remit en cause sa stratégie coloniale dans les Balkans, notamment à l'égard de la Serbie. Les autorités politiques et militaires détentrices du pouvoir décisionnel tirèrent des guerres balkaniques la conclusion selon laquelle la stratégie de politique étrangère visant à asseoir une influence décisive sur les pays balkaniques ne pouvait plus être mise en œuvre par des moyens politiques, économiques et diplomatiques, compte tenu des alliances existantes. Ce furent finalement ceux qui, dès la veille des guerres balkaniques, avaient exigé une guerre préventive contre la Serbie afin de reprendre l'initiative politique dans les Balkans qui l'emportèrent.

Le processus qui aboutit à cette situation fera l'objet d'une analyse en deux parties. La première partie sera consacrée aux perspectives et aux objectifs coloniaux de la monarchie austro-hongroise à la veille de la première guerre balkanique. La deuxième partie examinera, dans une perspective austro-hongroise, la situation stratégique précaire née des conséquences des deux guerres balkaniques.

Les objectifs colonialistes de la monarchie des Habsbourg à la veille des guerres balkaniques

Nous étudierons, dans cette partie, dans un premier temps la position de la monarchie habsbourgeoise au sein des grandes puissances européennes. Dans un deuxième temps, nous nous arrêterons sur la conception colonialiste de la monarchie à l'égard des pays balkaniques en général, puis enfin sur le contenu concret de la politique étrangère austro-hongroise à l'issue de la première guerre balkanique.

De 1815 à 1878 environ, le «concert des grandes puissances» composé de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie, de la monarchie habsbourgeoise, ainsi que de la Prusse/Allemagne, que l'Italie vint compléter dans la seconde moitié du XIX^e siècle, assura la stabilité de l'Europe. Celle-ci fut cependant remise en question par la formation des nouveaux Etats balkaniques aux dépens de l'Empire ottoman et par les tentatives faites par la Russie, l'Autriche et l'Italie, en vue d'exercer sur eux une certaine influence. Ce système, qui avait été pour l'Europe un gage de paix et qui tirait progressivement à sa fin, était de plus en plus éclipsé par les deux alliances constituées par les grandes puissances européennes, lesquelles conduisaient à accroître le risque de guerre, dans la mesure ou l'engagement de l'un de ses partenaires dans un conflit menaçait d'entraîner à sa suite ses alliés dans la guerre. En outre, cette politique internationale d'alliance des grandes puissances s'accompagnait d'une politique d'armement et d'investissements militaires (Mann, 1998, pp. 185 et suiv., 192).

Ce changement se produisit en deux phases: 1. de la fin des années 1880 à 1902, il existait deux zones opposées, séparées l'une de l'autre: la Triple-Alliance (Autriche-Hongrie, Allemagne et Italie), qui faisait face à la double alliance (France et Russie); 2. ces deux blocs d'Etats se consolidèrent au cours d'une deuxième phase: la croissance continue de l'Allemagne et l'effondrement de la Russie durant la guerre contre le Japon entraîna une réorientation de la Grande-Bretagne, qui adhéra en partie à l'Entente franco-russe (Mann, 2001, p. 243). Ces deux décennies virent l'adoption d'une «théorie du réalisme» en matière de guerre et de paix. Elle reposait sur un triple postulat: 1. les Etats ont des «intérêts» ou tout au moins leurs «hommes d'Etat» en énoncent; 2. les conflits d'intérêts entre Etats font partie de la politique quotidienne; 3. la guerre est un moyen ordinaire et plutôt dangereux pour un Etat d'imposer ou de garantir ses intérêts.

Ainsi, potentiellement, le déclenchement d'une guerre envisagée comme un instrument rationnel de réalisation des objectifs nationaux devint de plus en plus probable (Mann, 2001, p. 238). A cet égard, les petits Etats des Balkans étaient en tous points égaux aux grandes puissances: les guerres balkaniques de 1912-1913 s'inscrivirent dans le droit fil de ce type de logique.

Il convient également, dans ce contexte, de prendre en considération le dogme national prédominant qui s'imposa à la fin du XIX^e siècle: la «géopolitique». Elle reposait essentiellement sur la conviction que l'Etat constituait un *organisme* géographique. On considérait ainsi que des Etats puissants et «vitaux» avaient le désir «naturel»

d'étendre leurs territoires par la colonisation et la conquête. Les géopoliticiens distinguaient quatre intérêts nationaux «vitaux» pour un Etat:

1. l'intérêt prépondérant de la défense du territoire;
2. l'extension de son contrôle sur d'autres territoires par un formalisme géopolitique (en contraignant d'autres Etats à conclure des «pactes d'amitié» ou en les rendant économiquement dépendants);
3. la constitution d'un espace colonial d'emprise et de domination stratégique;
4. la garantie des trois premiers points en affichant une puissance économique et militaire au sein du système des Etats (*ibid.*, p. 241).

La lutte pour l'hégémonie, la rationalité de la guerre, la géopolitique, les intérêts «objectifs» des grandes puissances et une sorte de constellation d'alliances furent les facteurs qui aboutirent à l'extension d'un conflit régional en une guerre mondiale. Ainsi, un siècle durant lequel l'Europe avait joui de périodes de paix relativement longues touchait à sa fin. Les guerres balkaniques furent un prélude à la première guerre mondiale, dans la mesure où leurs conséquences ne prenaient pas, aux yeux de l'Autriche-Hongrie, suffisamment en compte ses intérêts.

Les chances pour cette dernière de réaliser ses ambitions dans les Balkans s'amenuisèrent au début du XX^e siècle, lorsque le concert des grandes puissances se montra de plus en plus disposé à abandonner sa politique d'entrave à l'expansion des petits et moyens Etats balkaniques au détriment de l'Empire ottoman, lequel représentait après des siècles d'hostilités l'un des principaux alliés susceptibles de contrer la «menace slave». La politique étrangère austro-hongroise visait de ce fait à préserver aussi longtemps que possible l'existence de l'Empire ottoman, en vue, d'une part, de réduire l'influence de la Russie dans la région et, d'autre part, de prévenir l'expansion des Etats slaves des Balkans (qui risquaient également de devenir une source de problèmes dans ses affaires intérieures). La monarchie entra ainsi en conflit non seulement avec les Etats balkaniques eux-mêmes, mais également avec les autres grandes puissances qui avaient déjà abandonné l'Empire ottoman ou s'employaient à le détruire. Les historiens plus récents estiment que la double monarchie devint par conséquent une charge pour le système européen des puissances. En annexant la Bosnie en 1908, elle laissait entendre son intention de durcir sa politique balkanique (Kos, 1996, p. 10; Williamson, 1991, pp. 42 et suiv.; Bridge, 1989, pp. 324 et suiv.).

Les rapports qu'entretenait l'Autriche-Hongrie avec ses deux partenaires de la Triple-Alliance au sujet de ce que l'on appelait «la question d'Orient», c'est-à-dire la question de l'attitude adoptée à l'égard de l'Empire ottoman ou plutôt de son démembrement, étaient plus ou moins délicats du fait de leur divergence d'intérêt. L'Allemagne, qui n'avait aucune visée particulière sur les Balkans mais se concentrait sur l'Anatolie, craignait d'être entraînée dans un conflit balkanique par la politique étrangère de la double monarchie. Elle se refusait de ce fait à abandonner à l'Autriche le premier rôle en matière de politique orientale (Mommsen, 1991, p. 206). Cette position était en contradiction avec la politique étrangère autrichienne, qui considérait les Balkans comme sa sphère d'influence exclusive (Kos, 1996, p. 42). La politique étrangère

allemande soutenait néanmoins les intérêts énoncés par l'Autriche à la veille de la première guerre balkanique, puisqu'il n'était pas question de les imposer par des moyens militaires.

L'attitude de l'Italie était différente: elle s'efforçait de préserver le statu quo aussi longtemps que celui-ci n'évoluait pas dans une direction contraire à ses propres intérêts. Pour la politique étrangère italienne, les objectifs définis par les Affaires étrangères austro-hongroises devaient conduire, après leur réalisation dans les Balkans, à la supériorité économique de la monarchie habsbourgeoise aux dépens de l'économie italienne, notamment au Monténégro et dans les zones de peuplement albanais. Cependant, comme l'Italie était fortement engagée en mer Egée et avait renforcé sa présence en Afrique du Nord à la suite de la guerre qui l'avait opposée à l'Empire ottoman au sujet des îles du Dodécanèse en 1911-1912, elle n'était pas en mesure de jouer un rôle particulièrement actif dans la première guerre balkanique (Kos, 1996, pp. 45 et suiv.).

Du côté de la double alliance concurrente formée par la France et la Russie, les intérêts de cette dernière dans les Balkans étaient considérables. La politique étrangère russe cherchait à consolider les Etats balkaniques slaves dans le but, d'une part, d'affaiblir la double monarchie à long terme tout au moins et, d'autre part, de renforcer sa propre position dans la région. Alors que l'influence de l'Autriche-Hongrie ne cessait de s'amenuiser depuis l'annexion de la Bosnie en 1908-1909, la Russie parvint à amener les Etats rivaux des Balkans, c'est-à-dire le Monténégro, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce, à conclure une alliance militaire contre l'Empire ottoman (Rossos, 1981, pp. 8 et suiv.).

Les ambitions coloniales de l'Autriche-Hongrie étaient écartelées entre deux types de politique coloniale: soit un exercice direct du pouvoir et l'imposition de son système culturel et administratif, comme en Bosnie-Herzégovine; soit la tentation d'une exploitation des ressources économique du pays concerné, comme cela aurait dû se faire pour la Serbie, le refus de cette dernière de céder aux exigences de la double monarchie ayant cependant entraîné le déclenchement d'une «guerre douanière» entre les deux pays (1904-1910). La politique coloniale menée par la monarchie habsbourgeoise dans les Balkans reposait également, pour l'essentiel, sur une philosophie marchande définie dès le XVIII^e siècle; selon celle-ci, il convenait de soumettre l'expansion extérieure des pays à un principe de partage distributif du pouvoir, car les richesses de la planète étaient limitées et leur répartition équivalait à un jeu à somme nulle: tout accroissement de la richesse d'un pays A se faisait inévitablement au détriment d'un pays B. Cette idée était étayée par le lien évident que l'on établissait entre la richesse d'un pays et sa capacité à sortir victorieux des guerres (Mann, 1991, p. 357).

On considérait ainsi de brèves mais intensives guerres coloniales comme des opérations rationnelles; le vainqueur s'emparait des colonies convoitées, tandis que le perdant devait se satisfaire de ce qui lui était abandonné. Ces conflits offraient pour les décideurs l'avantage de ne pas se dérouler sur le territoire national. Mener une guerre victorieuse ne présentait de ce fait aucun inconvénient au sein de l'Etat qui l'avait remportée (hormis une éventuelle hausse de la fiscalité ou une mobilisation

générale) et profitait même probablement à la majorité des citoyens. Aussi les classes possédantes se montraient-elles de plus en plus disposées à jouer les bailleurs de fonds pour financer une politique étrangère agressive, qui favorisait leurs propres intérêts (*ibid.*, pp. 358 et suiv.).

Le rôle de l'Etat consistait par conséquent, au regard de cette stratégie, à ouvrir et à protéger les marchés en faveur de sa propre bourgeoisie entreprenante, avec l'aide de sa puissance militaire. La politique balkanique de la monarchie habsbourgeoise n'avait pas d'autre but, y compris au cours de la première guerre balkanique, que d'empêcher la perte de son rang de grande puissance face à l'Allemagne, qui était parvenue à bâtir un empire colonial durant les décennies précédentes, et à l'Italie, qui s'apprêtait à faire de même.

Il était clair que si l'Empire ottoman ne devait pas sortir victorieux de la première guerre balkanique, celle-ci ne produirait très certainement que des conséquences négatives pour la monarchie habsbourgeoise, puisque la victoire reviendrait dans ce cas aux alliés slaves et à la Grèce. Une intervention militaire en faveur de l'Empire ottoman aurait entraîné une riposte de la Russie et aurait par ailleurs été totalement rejetée par les alliés allemands et italiens. Aussi apparaissait-il clairement aux yeux des responsables de la politique étrangère de la double monarchie, sinon de l'ensemble du commandement de l'armée, qu'une intervention militaire ne constituait pas une alternative sérieuse (Bridge, 1989, pp. 323 et suiv.). La monarchie pouvait néanmoins espérer certains avantages, au titre, pour ainsi dire, de compensation pour s'être abstenue d'intervenir. A cet égard, deux objectifs essentiels se dégagèrent des multiples discussions menées par les experts consultés par le ministère des Affaires étrangères au début de l'automne 1912: 1. s'assurer l'exercice d'une influence décisive sur le port de Thessalonique et sur la ligne ferroviaire qui y mène; 2. empêcher l'établissement de toute puissance hostile sur la rive orientale de l'Adriatique (dans la zone de peuplement albanais), comme l'Italie (ce qui était peu probable) ou la Serbie (ce qui l'était davantage).

Il s'agissait en somme, à première vue, d'exigences essentiellement commerciales et économiques, mais dont la réalisation passait obligatoirement par une action politique (Kos, 1996, p. 231).

Il ne fait aucun doute que ces deux objectifs étaient considérés comme des étapes préliminaires, en vue d'atteindre le but suprême de la stratégie militaire et coloniale: la domination des Balkans. Grande perdante de la politique coloniale des grandes puissances européennes, et donc très en retard sur elles sur le plan économique, l'Autriche-Hongrie disposait de ressources économiques trop limitées pour conserver sa place parmi elles à moyen terme (Kennedy, 1989, pp. 330 et suiv.).

Lorsqu'à l'automne 1912 l'escalade des tensions rendit apparemment inévitable une guerre de l'alliance balkanique contre l'Empire ottoman, le ministère autrichien des Affaires étrangères envisagea trois grandes évolutions possibles du conflit après son déclenchement: le maintien du statu quo en cas de victoire de l'Empire ottoman; la

définition d'objectifs réalistes en cas de victoire de l'alliance balkanique; l'acceptation de l'existence de sphères d'influence des Etats membres de l'alliance balkanique, associée à un maintien partiel du statu quo (Kos, 1996, p. 19).

S'agissant de la deuxième option, il ne paraissait pas raisonnable d'espérer empêcher les Etats victorieux de se partager les possessions européennes de l'Empire ottoman; personne, à l'exception de quelques dignitaires de l'armée, n'envisageait (encore) dans ce cas d'intervention militaire. En l'espèce, les objectifs stratégiques primordiaux furent définis comme suit:

1. créer une Albanie autonome ou indépendante;
2. garantir un accès à Thessalonique. On y prévoyait l'aménagement d'un port franc et, si possible, l'octroi d'un statut d'autonomie à la région formée par la ville et la péninsule de Chalcidique, placée sous une administration internationale de quelque nature que ce soit;
3. éviter que des conditions d'achat inacceptables soient imposées à la régie autrichienne du tabac dans la zone de production située aux environs de la ville thrace de Drama ou du port de Kavalla (*ibid.*, pp. 20 et suiv.).

L'Autriche-Hongrie escomptait de la sorte conserver son rôle décisif de grande puissance dans les Balkans.

L'Albanie

La création d'une Albanie autonome ou si possible indépendante, qui permettrait d'obtenir l'influence résolue de l'Empire habsbourgeois, était dirigée contre la Serbie qui désirait disposer d'un accès à l'Adriatique indépendant du Monténégro, et contre l'Italie qui souhaitait placer cette même Adriatique dans la zone d'influence italienne. L'Autriche-Hongrie jugeait indispensable de maintenir la rive orientale de l'Adriatique sous son contrôle pour ne pas perturber la circulation de ses navires marchands.

Bien que la question albanaise eût été jugée hors de propos par Bismarck lors du Congrès de Berlin en 1878, les régions de peuplement albanais constituèrent progressivement au cours des décennies suivantes un facteur de politique internationale, notamment pour l'Autriche-Hongrie, l'Italie et la Russie, dont les sphères d'intérêt se chevauchaient au sujet de l'Albanie. Plus simplement, les intérêts de ces puissances européennes pourraient se résumer comme suit: la Russie s'efforçait de soutenir l'expansion territoriale des Etats slaves voisins aux dépens des régions albanaises (ce qui renforçait du même coup indirectement sa propre puissance). L'Italie ambitionnait de contrôler les régions peuplées d'Albanais en compensation de l'administration de la Bosnie-Herzégovine confiée en 1878 à l'Autriche-Hongrie. Cette dernière s'employait de plus en plus à obtenir l'indépendance des régions albanaises les plus étendues possibles, afin de stopper l'expansion de deux Etats balkaniques slaves, la Bulgarie et la Serbie, en direction du littoral adriatique.

De par leurs différents intérêts propres et l'alliance qu'elles étaient susceptibles de conclure, deux puissances influentes, l'Italie et l'Autriche-Hongrie, se montraient

par conséquent favorables à l'indépendance des régions albanaises, quelle qu'en soit la forme. Une rivalité croissante s'instaura entre ces deux pays à ce propos, sans toutefois déboucher ouvertement sur un conflit. Cette retenue peut s'expliquer par le fait qu'aucun des deux Etats catholiques n'ambitionnait à l'époque de contrôler directement des régions albanaises dans lesquelles ils auraient eu à faire face aux difficultés liées à l'existence d'une population majoritairement musulmane. Cette situation aurait très certainement posé un problème à l'Autriche-Hongrie en particulier, puisqu'elle était confrontée depuis 1878 aux conflits qui opposaient les populations musulmanes et chrétiennes en Bosnie-Herzégovine. La perspective du déclin de la puissance ottomane en Europe avait amené dès 1876 les deux pays à préconiser une action commune au sujet des régions albanaises; en cas d'effondrement de l'Empire ottoman, ils étaient convenus d'appuyer l'octroi d'un statut d'autonomie ou d'indépendance en faveur de celles-ci.

L'alliance diplomatique et militaire passée entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie à partir de 1882 ne laissait guère de marge de manœuvre aux deux Etats sur la question albanaise. Mais en 1887, lors des négociations sur la prolongation de ladite alliance, l'Italie était parvenue à imposer à l'Autriche-Hongrie son exigence de compensation en cas de modification du statu quo dans les Balkans en faveur de cette dernière. Il existait donc implicitement pour l'Italie un droit à compensation à propos des régions albanaises.

En 1897, les représentants des deux Etats décidèrent à Monza de préserver aussi longtemps que possible la stabilité de la situation dans les Balkans. Si une modification territoriale se produisait néanmoins, ils devaient convenir ensemble d'une action commune. Cet accord impliquait que les deux Etats soutenaient la domination ottomane sur les régions albanaises. Mais en cas d'évolution de la situation, les deux Etats s'efforceraient de parvenir à un accord sur le futur statut desdites régions, ce qui n'excluait pas la possibilité de la création d'une Albanie indépendante (Gostentschnigg, 1996, pp. 62 et suiv.).

L'Italie et l'Autriche-Hongrie se livrèrent cependant dans le même temps à une entreprise concurrente de séduction des Albanais sur le plan culturel. Mais elle se limita et devait se limiter à la population catholique de la partie septentrionale de la zone de peuplement albanais. Cette population catholique devait faire office de tremplin pour les autres régions albanaises. Les méthodes employées par les deux Etats étaient assez similaires: construire et/ou financer des écoles, influencer sur la nomination des membres du clergé, bâtir des églises et offrir à la population d'autres cadeaux plus importants ou plus modestes censés la combler. L'Autriche-Hongrie était en mesure de mettre en avant son rôle officiel de puissance protectrice des populations catholiques (ce que l'on qualifia de «protectorat culturel»). Cette pratique généra l'afflux annuel d'une aide financière considérable dans les régions albanaises. Dans l'ensemble, cette politique de subvention représenta cependant une conception ou un instrument extrêmement restreint de la politique étrangère, incapable de faire évoluer la situation dans une direction quelconque (*ibid.*, pp. 102-113).

Il était clair que les changements décisifs devaient provenir de l'extérieur. Plusieurs rébellions de la population albanaise n'étaient pas parvenues à compromettre réellement la souveraineté ottomane sur ces régions. Il s'agissait la plupart du temps de révoltes locales motivées par des exigences bien spécifiques, comme la résistance à l'augmentation de la fiscalité ou au despotisme de quelque fonctionnaire ottoman. En 1909-1910, par exemple, le Kosovo fut à plusieurs reprises secoué par des révoltes provoquées par la hausse des impôts ou le recrutement de nouveaux soldats. Au cours de l'année suivante, les régions albanaises du nord se soulevèrent massivement et transmirent aux représentants des grandes puissances européennes accrédités dans la capitale du Monténégro un mémorandum exigeant l'octroi d'un statut d'autonomie au sein de l'Empire ottoman, mais pas l'indépendance; la composante musulmane de la population agit quant à elle avec prudence. Une situation similaire se reproduit en 1912, qui déboucha une nouvelle fois sur la revendication d'une autonomie.

Ainsi, globalement, la monarchie habsbourgeoise était capable de jouer le rôle dominant qu'elle considérait comme un intérêt vital, en créant une région administrative albanaise autonome au sein de l'Empire ottoman ou un Etat albanais indépendant. La rivalité avec l'Italie sur cette question ne posait aucun problème, car le mariage de l'héritier du trône et futur roi Victor-Emmanuel I^{er} avec la plus jeune fille du roi Nikola I^{er} du Monténégro offrait une autre option d'ancrage territorial en Adriatique orientale.

Thessalonique

Dès les années 1870, l'Autriche-Hongrie considérait Thessalonique comme la porte la plus importante du commerce mondial austro-hongrois (le «commerce d'Orient»). Cette position doit se comprendre dans le contexte de la construction du canal de Suez. Deux écoles s'opposaient sur la question du transport optimal des marchandises, c'est-à-dire du mode de transport le plus raisonnable:

- accroître le transport maritime des marchandises via Trieste, selon un trajet meilleur marché mais plus long. L'inconvénient stratégique de cette option tenait au détroit d'Otrante, qui pouvait être bloqué par l'Italie si elle parvenait à s'établir dans les régions albanaises méridionales;
- accroître le transport ferroviaire via le port de Thessalonique, plus cher mais plus rapide. Jusqu'à la première guerre balkanique, cette option présentait l'avantage, en cas de réalisation de la ligne de chemin de fer dite «ligne du Sandjak», de traverser exclusivement des territoires sous contrôle austro-hongrois et ottoman.

Le tronçon Thessalonique-Mitrovica (Kosovska Mitrovica), construit par la société d'exploitation des «Chemins de fer d'Orient» (toujours financée à l'époque par des capitaux allemands), fut ouvert un 1874; il n'était cependant pas encore relié au réseau ferroviaire autrichien en Bosnie-Herzégovine. Le projet de la «ligne du Sandjak» devait permettre sa connexion au réseau ferroviaire bosniaque, aménagé cependant intégralement selon un système de voie étroite. La réalisation de la ligne de la vallée de la Morava aurait été plus économique, notamment parce que la monarchie

avait en 1878 acquis des droits considérables sur le réseau ferroviaire serbe. La ligne ferroviaire du Sandjak ne présenta cependant plus d'avantage à l'issue de la première guerre balkanique, puisque cette même région était devenue serbe (Kos, 1996, pp. 190-193; Riedl, 1908, pp. 10-13).

La politique étrangère austro-hongroise souhaitait faire de Thessalonique un port franc, qui aurait accordé certains privilèges au commerce austro-hongrois et dont l'administration aurait été confiée à un entrepreneur autrichien ou hongrois (Kos, 1996, p. 31).

Kavalla

Le tabac cultivé dans la région thrace de Drama, située au nord de la ville, était exporté depuis le port de Kavalla. En matière de transport, notamment, la région était insuffisamment développée; le seul intérêt du port d'exportation de Kavalla tenait aux conditions climatiques de la ville et de ses environs, particulièrement favorables au stockage du tabac. Contrairement au port concurrent de Thessalonique, Kavalla était climatiquement protégée au nord et n'était par conséquent pas exposée à ses vents froids. Le «vardarac» pouvait en effet fortement altérer la qualité du tabac dans le port de Thessalonique. Près de 150 petites et grandes sociétés, essentiellement autrichiennes, s'y étaient établies dès l'époque ottomane et s'approvisionnaient en tabac auprès de la direction des tabacs ottomans. Le site de Kavalla n'était néanmoins pas essentiel à l'industrie autrichienne du tabac, puisque 63 % de ses besoins pouvaient être satisfaits par sa propre production (*ibid.*, pp. 218 et suiv.).

Nous pouvons ainsi conclure que l'Autriche-Hongrie attendait les conséquences de la première guerre balkanique avec une perspective de succès extrêmement limitée, car l'espoir du maintien de l'Empire ottoman en Europe s'était envolé et la montée en puissance des Etats hostiles de l'alliance balkanique devenait inquiétante. Avec qui l'Autriche-Hongrie devait-elle ou pouvait-elle former une coalition pour atteindre les objectifs au demeurant peu ambitieux qu'elle s'était fixés?

La première guerre balkanique et les nouvelles données

Les conséquences négatives de la guerre des Balkans sur la position de la double monarchie conduisirent le ministère austro-hongrois des Affaires étrangères à lancer une contre-offensive stratégique: il s'agissait de briser l'alliance militaire en ralliant l'un de ses membres (*ibid.*, p. 121). Il comptait tout d'abord approcher la Serbie et le Monténégro, puis la Bulgarie. Cette tentative parut facilitée par le fait qu'au début de l'année 1913 l'alliance balkanique était à l'évidence sur le point de voler en éclat du fait de l'incapacité de ses membres, la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, de s'entendre sur le partage de la Macédoine.

Dès la fin du mois d'octobre 1912, lorsque la défaite de l'Empire ottoman ne fit plus aucun doute, Vienne entrevit fondamentalement trois moyens d'atteindre ses objectifs économiques et politiques:

1. une union douanière fondée sur des accords économiques d'une portée considérable avec la Serbie et/ou le Monténégro;
2. une union douanière avec plusieurs Etats des Balkans ou avec les Etats de l'Union balkanique;
3. un accord de coopération avec la Bulgarie.

La double monarchie tenta de mettre en œuvre ces options sans coordonner son action avec les autres grandes puissances, car elle considérait la région comme sa sphère d'influence exclusive (Giesche, 1932, pp. 16 et suiv.).

S'agissant d'une union douanière avec la Serbie et/ou le Monténégro, les accords commerciaux conclus d'ordinaire à cette époque comprenaient une clause de la nation la plus favorisée qui ne suffisait pas à garantir à un partenaire commercial une position privilégiée sur le marché de la partie cocontractante. Une union douanière, c'est-à-dire l'abolition des frontières douanières entre deux pays, pouvait se révéler un instrument plus efficace: elle aurait assuré les ventes de marchandises austro-hongroises à la/aux partie(s) cocontractante(s) et l'importation bon marché de produits agricoles issus de ces dernières. Dès le départ, bien entendu, la monarchie habsbourgeoise songeait également à placer par ce biais la Serbie sous sa dépendance. C'était du moins le projet du ministère des Affaires étrangères; mais le ministère commun des Impôts et des Finances rejeta définitivement ce projet d'union douanière, car il s'avérait difficile à réaliser pour des raisons techniques et parce qu'il était impossible, selon lui, de mettre à genoux un pays comme la Serbie par ce moyen, comme l'avait suffisamment démontré la «guerre douanière» que s'étaient livrés ces deux pays entre 1904 et 1910, à la suite de la question de l'exportation du porc serbe vers la double monarchie (Kos, 1996, p. 53).

La Serbie et la question de son accès à l'Adriatique

La guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie évoquée précédemment avait conduit à la réorganisation et à la diversification des exportations serbes (depuis le bétail et les animaux de basse-cour jusqu'aux céréales et aux produits de transformation). L'économie d'exportation serbe dépendait de sa possibilité d'accéder au port de Thessalonique, ce qui demeurait une option aléatoire, puisque l'Empire ottoman lui en avait à diverses reprises interdit l'accès. Aussi le projet de disposer de son propre port dans les régions albanaises du nord et du centre vit-il le jour (Vojvodic, 1987, p. 247). Il prévoyait l'ouverture d'un corridor de 40 à 50 kilomètres de large de Mrdare à Shengjin (au nord-ouest de Lezha) ou Durrës, via Pristina et Djakova. L'exigence d'un port serbe sur l'Adriatique remontait au XIX^e siècle et devait assurer l'indépendance du commerce serbe vis-à-vis de l'étranger. Cette mesure devait se doubler d'une ligne de chemin de fer Danube-Adriatique traversant le sud de la Serbie (Kos, 1996, p. 62). La réalisation de ce projet aurait nécessité des investissements considérables, car les deux ports envisagés n'offraient qu'un faible tirant d'eau du fait de leur fort ensablement (*ibid.*, p. 64).

Il semblait assez évident que le rapprochement économique de la Serbie et de l'Autriche-Hongrie était soumis à la condition préalable de l'acceptation de la

construction d'un port sur l'Adriatique (*ibid.*, p. 59). Mais il était tout aussi clair par ailleurs que la double monarchie ne pouvait y consentir. Cette solution aurait en effet en premier lieu compromis la formation d'une Albanie autonome ou indépendante et, deuxièmement, aurait présenté le risque d'une possible alliance italo-serbe, ce qui aurait eu pour conséquence de permettre à l'Italie de s'établir dans les territoires albanais (méridionaux) et de contrôler ainsi le détroit d'Otrante: l'accès de l'Autriche-Hongrie au commerce mondial en aurait été affecté tant que Trieste serait demeurée son premier port d'exportation.

Ainsi, il s'avérait difficile de concilier les intérêts des deux pays. La politique austro-hongroise visait, d'une part, à contraindre la Serbie à former une union douanière en l'empêchant définitivement de posséder un port sur l'Adriatique et, d'autre part, à prendre le contrôle de Thessalonique afin de priver la Serbie de son port d'exportation (*ibid.*, pp. 69 et suiv.). Mais le gouvernement serbe s'opposa avec fermeté à cette politique. Le ministère austro-hongrois des Affaires étrangères proposa finalement à la Serbie un compromis dans lequel l'union douanière était remplacée par des relations commerciales approfondies et l'utilisation par la Serbie d'un port sur la mer Egée (Kavalla, éventuellement Thessalonique). Cette solution paraissait présenter pour la monarchie l'avantage d'offrir à la Serbie une possibilité d'accès à un port sur la mer Egée grâce au seul soutien diplomatique de l'Autriche-Hongrie. La Serbie se serait en outre désintéressée de l'Adriatique et serait entrée en conflit avec la Grèce et la Bulgarie, ce qui pouvait entraîner l'éclatement de l'alliance balkanique (*ibid.*, p. 81). Mais ce compromis aurait exigé la réalisation de deux conditions: la cession de Thessalonique à la Bulgarie et un traité d'amitié entre cette dernière et la monarchie austro-hongroise, qui aurait alors contrôlé deux ports. Le rejet définitif de cette offre par le gouvernement de Nikola Pašić dispensa l'Autriche de progresser plus avant dans cette voie (*ibid.*, p. 82).

Par ailleurs, l'exigence serbe d'un port sur l'Adriatique n'était pas même soutenue par la Russie, car cette dernière estimait qu'elle ne méritait pas de courir le risque d'une guerre avec la monarchie habsbourgeoise. Ainsi, il devint impossible à la Serbie de concrétiser cette idée, ce que confirma également la conférence des ambassadeurs de Londres à l'occasion de laquelle fut décidée la création d'une Albanie indépendante et territorialement cohérente (*ibid.*, pp. 90 et suiv.; Bridge, 1989, p. 326). D'un autre côté, cette évolution mettait un terme aux tentatives austro-hongroises de colonisation pacifique de la Serbie. Le projet, par ailleurs vague, d'union douanière avec plusieurs Etats balkaniques fut de ce fait abandonné; quoi qu'il en soit, sa réalisation aurait imposé de vaincre la résistance de ses deux alliés: l'Italie craignait en effet de perdre son influence économique dans la région, car la double monarchie aurait de la sorte été en mesure de s'en assurer le monopole personnel; l'Allemagne craignait quant à elle d'être entraînée de cette manière dans les conflits balkaniques qui en résulteraient (Kos, 1996, p. 84).

Le seul succès remporté par la monarchie habsbourgeoise fut celui de la création d'un Etat albanais indépendant. Les territoires albanais avaient été occupés au cours de la première guerre des Balkans par l'alliance balkanique. Au sud, l'armée grecque tenait

le nord de l'Épire, la Serbie occupait le Kosovo, le nord de la Macédoine et l'Albanie centrale, tandis que le Monténégro contrôlait la ville de Shkodra et ses environs. Après avoir consulté le comte Berchtold, ministre austro-hongrois des Affaires étrangères, Ismail Kemal Bey, l'un des dirigeants albanais en exil, se rendit à Durrës puis à Vlora, seules villes d'importance à n'être pas occupées par des troupes étrangères. Un gouvernement provisoire rapidement formé proclama l'indépendance de l'Albanie le 28 novembre 1912.

Tout le reste était désormais du ressort des négociations internationales menées par les ambassadeurs des grandes puissances européennes accrédités à Londres. Alors que le partage de la Macédoine provoqua la brouille des anciens alliés et finalement le déclenchement de la deuxième guerre balkanique, les négociations s'engagèrent sur la question des frontières albanaises. Parmi toutes les parties à la négociation, l'Autriche-Hongrie soutint avec le plus de détermination une solution aussi généreuse qu'elle pouvait l'être pour l'Albanie. L'Etat le plus résolument opposé à ce projet était la Russie. La question de Shkodra fut délicate, car la ville était occupée par les troupes monténégrines. L'Autriche-Hongrie mit tout son poids dans la balance et parvint à obtenir gain de cause. Mais elle fut incapable d'imposer son point de vue sur la frontière orientale de l'Albanie. De ce fait, la totalité du Kosovo et la Macédoine occidentale revinrent à la Serbie (Gostentschnigg, 1996, pp. 74-77). Le litige sur la frontière méridionale avec la Grèce ne déboucha sur un accord qu'au printemps suivant. Bien que la création de l'Albanie fût indubitablement un succès pour la diplomatie austro-hongroise, il demeura cependant relatif, car le jeune Etat sombra immédiatement dans une crise durable.

La question de l'alliance avec la Bulgarie

Du fait de l'échec de toute forme d'alliance avec la Serbie, il ne restait à la politique étrangère austro-hongroise que la dernière des trois options stratégiques qu'elle avait envisagées, à savoir une alliance avec la Bulgarie; il s'agissait là d'un sujet délicat, notamment parce que la Roumanie était l'alliée de la Triple-Alliance et entretenait ouvertement un litige territorial avec la Bulgarie en revendiquant la Dobroudja méridionale et la ville de Silistra. D'autre part, la Bulgarie était disposée à accepter l'existence d'un Etat albanais, et la double monarchie, quant à elle, était plus favorable à une Grande Bulgarie qu'à une Grande Serbie. La Bulgarie aurait également consenti à l'attribution du statut de port franc à Thessalonique, ainsi qu'à la construction d'une ligne ferroviaire reliant Kavalla (Kos, 1996, pp. 122, 130); elle ne donna toutefois son accord à propos de Thessalonique qu'une fois la ville investie par l'armée grecque.

La convergence roumano-bulgare constituait le préalable indispensable à toute alliance entre la monarchie habsbourgeoise et la Bulgarie. Cette dernière accepta d'engager des négociations avec l'Autriche-Hongrie, malgré les aspects économiques négatifs qu'elle en attendait, notamment parce que celle-ci était la seule grande puissance à lui promettre une compensation pour la cession de Silistra à la Roumanie: l'attribution de Thessalonique. La Russie s'était en effet prononcée auparavant pour la conservation du port par la Grèce. En outre, la monarchie soutenait également les exigences bulgares au sujet d'Ohrid et Bitola, au détriment de la Serbie (*ibid.*, p. 159).

Au cas où Thessalonique serait placée sous administration bulgare, la Bulgarie accorderait à l'Autriche-Hongrie les concessions économiques suivantes:

- la constitution d'une zone portuaire franche pour le commerce transitaire;
- l'autorisation pour l'Autriche-Hongrie de construire dans le port de gigantesques dépôts et hangars destinés à servir d'entrepôts provisoires;
- la participation de l'Autriche-Hongrie à l'administration du port sous une forme adéquate (*ibid.*, p. 160).

La Bulgarie et la Grèce s'étaient disputées le contrôle de Thessalonique dès son occupation par les troupes grecques, au début du mois de novembre. Il importait au fond assez peu à la double monarchie que la ville appartînt à l'un ou l'autre de ces deux Etats, pour autant que se concrétisât son projet d'accès au port. Toutes deux étaient dans l'ensemble disposées à accorder un statut particulier à l'Autriche-Hongrie. Mais cette dernière se prononça en faveur de la Bulgarie, afin de conclure avec elle l'alliance à laquelle elle aspirait et qui exigeait, d'une part, la cession de Silistra à la Roumanie et, d'autre part, l'octroi d'une compensation à la Bulgarie (*ibid.*, pp. 135 et suiv.).

La politique étrangère austro-hongroise parvint sur cette question à créer une certaine dynamique vers la fin du mois de janvier 1913, au moment où l'alliance balkanique menaçait de voler en éclats. Le gouvernement austro-hongrois décida d'acheter à la Deutsche Bank la société d'exploitation des Chemins de fer d'Orient, qui exploitait également la ligne ferroviaire Thessalonique-Mitrovica dont elle détenait la majorité du capital. La monarchie espérait par ce biais souligner son engagement dans la question de Thessalonique (*ibid.*, pp. 151 et suiv.).

La diplomatie austro-hongroise ne réussit cependant pas à imposer par la suite son point de vue sur Thessalonique. Le 31 mars 1913 s'ouvrit à Saint-Petersbourg, en présence des représentants des grandes puissances et sous la présidence du ministère russe des Affaires étrangères, la conférence des ambassadeurs qui visait au règlement du litige territorial opposant la Roumanie et la Bulgarie. Dès les premiers pourparlers, les représentants de la Triple-Alliance se montrèrent incapables de parvenir à un accord sur l'attribution de Thessalonique à la Bulgarie en compensation de la perte de Silistra, car l'Italie et l'Allemagne exprimèrent leur opposition à cette idée. En outre, la Russie et la France, aux côtés de l'Allemagne, rejetèrent catégoriquement la proposition austro-hongroise. La double monarchie fut par conséquent contrainte d'abandonner ses projets économiques et politiques à propos de Thessalonique (Tukin, 1936, pp. 164 et suiv.). La conférence de Saint-Petersbourg fut une cuisante défaite pour l'Autriche. La Bulgarie n'obtenait pas Thessalonique au titre de compensation, tandis que la ville était à présent attribuée pour de bon à la Grèce, ce qui allait permettre à la Serbie, qui avait entre-temps conclu un accord avec la Grèce, de bénéficier d'un accès à ce même port. Il devint dès lors clair que le gouvernement grec n'accorderait pas à l'Autriche-Hongrie des conditions d'accès au port de Thessalonique plus favorables que celles de la Serbie (Ebel, 1939, pp. 199 et suiv.).

Les tentatives austro-hongroises de faire de la double monarchie une grande puissance européenne décisive dans les Balkans par des moyens diplomatiques avaient ainsi

échoué par suite de la première guerre balkanique. Malgré le succès que représentait pour elle la création d'une Albanie indépendante, elle n'était pas parvenue à maîtriser la Serbie, que ce soit par sa domination économique ou par une alliance avec la Bulgarie. Pour la première fois, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères envisagea sérieusement de régler la question serbe par le recours à une solution brutale (militaire) (Tukin, 1936, pp. 164 et suiv.).

La situation stratégique fondamentale de la monarchie habsbourgeoise empira sous deux aspects à l'issue de la deuxième guerre balkanique: premièrement, la Serbie en sortit renforcée; deuxièmement, la Bulgarie perdit son accès à la mer Egée ou plutôt les régions thraces productrices de tabac et le port de Kavalla. L'Autriche-Hongrie avait intérêt à ce que la Bulgarie conserve la région de Kavalla qu'elle occupait depuis la première guerre balkanique, non pas tant pour son importance économique (l'industrie cigarettière) assez marginale, que pour des raisons politiques (faire entrer contre toute attente la Bulgarie dans son camp) (Kos, 1996, pp. 221 et suiv.). Durant la conférence de paix de Bucarest en août 1913, la Russie et l'Autriche-Hongrie commencèrent à entrer en conflit sur cette question, car la Grèce, soutenue par la Russie, n'entendait pas abandonner les provinces thraces qu'elle avait conquises au cours de la deuxième guerre balkanique. Aux yeux de l'opinion publique, la conférence de Bucarest apparut comme un revers pour l'Autriche-Hongrie (*ibid.*, pp. 224 et suiv.; Gostentschnigg, 1996, p. 74).

Conclusions

L'Autriche-Hongrie doit être considérée comme la grande perdante, au sein des grandes puissances, de la crise des Balkans de 1912-1913, bien que la Russie n'ait pas été capable de s'y imposer de façon prépondérante. Mais alors que les Balkans ne représentaient pour la Russie qu'un théâtre d'opérations parmi d'autres où assouvir ses ambitions expansionnistes, ils offraient à l'Autriche sa seule possibilité d'expansion et les conséquences négatives des guerres balkaniques en furent d'autant plus importantes. D'une part, elle avait contribué avec succès à briser l'alliance balkanique et avait réussi à consolider sa position sur l'Adriatique; d'autre part, elle n'était parvenue ni à rallier la Bulgarie à ses côtés, ni à éliminer ou à neutraliser la Serbie, bien au contraire: la Serbie sortait renforcée de la crise et le petit Etat était devenu une puissance moyenne respectable. Ainsi, sur le plan tant politique qu'économique, la monarchie était loin d'avoir atteint les objectifs qu'elle s'était fixés.

Cet échec aboutit à mettre en avant l'option militaire pour la réalisation des projets colonialistes. Dès la veille de la crise balkanique, les officiers supérieurs et l'héritier du trône, l'archiduc François-Ferdinand, s'étaient prononcés en faveur d'une guerre préventive contre la Serbie (Hantsch, 1963, pp. 360 et suiv.). A l'issue de la première guerre balkanique, la subordination économique de la Serbie parut improbable pour l'Autriche-Hongrie et la politique étrangère de cette dernière s'orienta de plus en plus vers une confrontation directe avec la Serbie, tandis que le ministre des Affaires étrangères, Berchtold, reculait encore à l'époque devant les conséquences d'une telle décision, qui aurait probablement signifié l'entrée en guerre de la Russie. En outre,

les partenaires de la Triple-Alliance étaient opposés à un engagement militaire (Kos, 1996, p. 202).

Une fois la deuxième guerre balkanique achevée, Berchtold se demanda s'il n'aurait pas été préférable de s'engager militairement aux côtés de la Bulgarie contre la Serbie. Il n'écartait plus désormais l'idée d'une guerre préventive (*ibid.*, p. 229) et parvint à la conclusion qu'il valait mieux exiger le retrait de la Serbie de certaines régions, afin de provoquer une escalade qui permettrait le recours à une solution militaire. Ce changement d'attitude est également à mettre en rapport avec, d'une part, le rapprochement qui se dessinait de plus en plus entre la Roumanie, partenaire de la Triple-Alliance, et les puissances hostiles de l'Entente et, d'autre part, avec l'alliance devenue évidente entre la Grèce et la Serbie (*ibid.*, p. 231).

Le conflit opposant l'Autriche-Hongrie et la Serbie avait atteint après la deuxième guerre balkanique un tel paroxysme qu'il rendait à long terme toute solution pacifique impossible pour l'un ou l'autre Etat, car chacun tentait de priver l'autre des moyens indispensables à son existence. Une coexistence pacifique n'était envisageable pour l'Autriche que sur la base d'une relation coloniale, tandis qu'elle supposait pour la Serbie l'abandon par l'Autriche de son attitude de grande puissance. Devant cette escalade conflictuelle, les responsables politiques partisans d'une conciliation voyaient leurs chances de se faire entendre s'amenuiser de jour en jour. Alors que la Serbie et le Monténégro poursuivaient une politique de «petits coups d'aiguillon» à l'encontre de l'Autriche-Hongrie, les élites politiques et militaires de la monarchie habsbourgeoise songeaient de plus en plus à saisir la moindre occasion pour déclencher un conflit militaire (*ibid.*, p. 235). L'assassinat de l'héritier du trône, François-Ferdinand, à Sarajevo le 28 juin 1914, fournit le prétexte d'une solution militaire.

Sélection bibliographique

Bridge, Francis Roy, «Österreich (-Ungarn) unter den Großmächten», in Wandruszka, Adam et Urbanitsch, Peter, *Die Habsburgermonarchie 1848-1918*, éd. Adam Wandruszka et Peter Urbanitsch, vol. VI: «Die Habsburgermonarchie im System der internationalen Beziehungen», Vienne, 1989, pp. 196-373.

Ebel, Ernst, *Rumänien und die Mittelmächte von der russisch-türkischen Krise 1877/78 bis zum Bukarester Frieden vom 10. August 1913*, Berlin, 1939.

Giesche, Richard, *Der serbische Zugang zum Meer und die europäische Krise 1912* (Beiträge zur Geschichte der nachbismarkischen Zeit und des Weltkriegs, cahier 18), Stuttgart, 1932.

Gostentschnigg, Kurt, *Zwischen Wissenschaft und Politik. Die österreichisch-ungarische Albanologie 1867-1918*, Diss., Graz, 1996.

Hantsch, Hugo, *Leopold Graf Berchtold. Grandseigneur und Staatsmann*, 2 vol., Graz, Vienne, Cologne, 1963.

Kennedy, P., *Aufstieg und Macht der großen Mächte. Ökonomischer Wandel und militärischer Konflikt von 1500 bis 2000*, Francfort, 1989.

Kos, Franz-Josef, *Die politischen und wirtschaftlichen Interessen Österreich-Ungarns und Deutschlands in Südosteuropa 1912/13. Die Adriaahafen-, die Saloniki- und Kavallafrage*. Böhlau, Vienne, Cologne, Weimar, 1996.

Mann, Michael, *Geschichte der Macht: Die Entstehung von Klassen und Nationalstaaten*, 2 vol., Francfort, 1998-2001.

Mann, Michael, *Geschichte der Macht: Vom Römischen Reich bis zum Vorabend der Industrialisierung*, Francfort, 1991.

Mommsen, W. J., «Österreich-Ungarn aus der Sicht des deutschen Kaiserreichs», in Rumppler, H., *Innere Staatsbildung und gesellschaftliche Modernisierung in Österreich und Deutschland 1867/71-1914. Historikergespräch Österreich – Bundesrepublik Deutschland 1989*, Vienne, Munich, 1991, pp. 205-220.

Riedl, R., *Sandschakbahn und Transversallinie. Ein Beitrag zur Geschichte der verkehrspolitischen Interessensgegensätze auf der Balkanhalbinsel*, Vortrag gehalten am 13. März 1908 im Niederösterreichischen Gewerbevereine Wien, 1908.

Rossos, A., *Russia and the Balkans: Inter-Balkan rivalries and Russian foreign policy 1908-1914*, Toronto, Buffalo, Londres, 1981.

Tukin, Cemal, *Die politischen Beziehungen zwischen Österreich-Ungarn und Bulgarien von 1908 bis zum Bukarester Frieden*, Hambourg, 1936.

Vojvodić, Mihailo, «Serbia and the First Balkan War: Political and Diplomatic Aspect», in Király, Béla K. et Djordjevic, Dimitrije, *East Central European Society and the Balkan Wars*, Highland Lakes, NJ, 1987, pp. 240-259.

Williamson, S. R., *Austria-Hungary and the Origins of the First World War (The Making of the 20th Century)*, Londres, 1991.

PARTIE III

1919

dans l'histoire européenne

Introduction à l'année 1919

La première guerre mondiale ne se termine pas de manière nette. Si l'armistice est signé le 11 novembre 1918, les hostilités se poursuivent dans certaines parties d'Europe, notamment en Russie, où la guerre civile fait rage. De plus, de nouveaux conflits ne tardent pas à surgir entre la Pologne et l'Ukraine au sujet de la Galicie orientale, entre la Pologne et l'Allemagne au sujet de Poznań et de la Silésie, entre la Pologne et la Lituanie au sujet de Vilnius, conflits auxquels s'ajoutent la guerre russo-polonaise de 1920 et la guerre gréco-turque de 1921-1922. Des gouvernements s'effondrent, des empires se désintègrent, laissant derrière eux un vide politique. Le chaos et la confusion qui en résultent incitent des mouvements indépendantistes et les révolutionnaires socialistes à tenter de s'emparer du pouvoir. C'est déjà chose faite en Russie depuis 1917, mais d'autres pays, dont la Bulgarie, l'Autriche, l'Allemagne et la Hongrie, vivent des événements similaires.

Il est peut-être inévitable que toute tentative pour rassembler des documents sur les événements de 1919, qui reflètent une multiplicité de perspectives historiques – comme ceux que nous présentons dans les chapitres suivants – aboutisse à faire une très large part aux conséquences néfastes des accords de paix, en particulier celles des traités de Versailles, de Neuilly, de Trianon et de Sèvres, et aux aspirations revanchistes et irrédentistes que ces traités ont fait naître chez les nations défaites. De même, il n'est pas surprenant qu'une analyse historique transnationale de ce type fasse apparaître un sentiment grandissant de désillusion et d'espoirs déçus. Ainsi en est-il de l'incapacité et de la réticence des hommes d'Etat européens à abandonner l'idée, discréditée, d'équilibre des puissances pour le concept wilsonien de sécurité collective, de l'isolationnisme croissant des Etats-Unis après la mort de Wilson, de l'effondrement de la République de Weimar, des divisions internes qui ne tardent pas à surgir dans la plupart des Etats nouvellement créés et qui amènent la plupart d'entre eux à revenir assez vite à des régimes autoritaires, de la montée du fascisme et du national-socialisme, de l'impuissance de «l'esprit de Locarno» à résoudre «le problème allemand» et de l'incapacité ultime de la Société des Nations à empêcher une nouvelle guerre mondiale.

Toutefois, ces chapitres montrent aussi que la Grande Guerre et les développements du processus de paix ont contribué à fixer, et à influencer, l'ordre du jour des relations internationales pour le reste du siècle. La Société des Nations a échoué dans les années 1930, mais l'idée de sécurité collective n'a pas été discréditée et les efforts pour créer des institutions internationales et intergouvernementales efficaces, en lieu et place de l'ancien système d'alliances et de l'équilibre des puissances, se sont poursuivis. Autre résultat durable du Pacte de la Société des Nations, une Cour permanente de justice internationale est créée à La Haye en 1921. La conférence de paix de Paris, ou plus

exactement sa Commission des réparations, invente le concept de crimes de guerre, même si les tentatives alors entreprises pour juger de supposés criminels de guerre avortent. D'autres éléments de contrôle et de coopération internationale, que nous tenons aujourd'hui pour acquis, trouvent leur origine dans les négociations qui se tiennent à Paris en 1919-1920; c'est notamment le cas de l'Organisation internationale du travail, de la limitation et de la vérification de l'armement, ou encore des tentatives pour contrôler le trafic de drogues et le commerce d'esclaves.

Chapitre 13

Le lendemain de la Grande Guerre: la France et les Français en 1919

Jean-Jacques Becker

Le 11 novembre 1918, à l'annonce de l'armistice, les villes et en particulier Paris ont pu connaître des scènes d'enthousiasme presque démentes, mais dès ce moment se mêlent étroitement dans cet enthousiasme l'euphorie de la victoire certes, mais plus encore la satisfaction d'en avoir fini et le souvenir d'épouvantables sacrifices. C'est particulièrement vrai des soldats du front où l'enthousiasme est mesuré, ne serait-ce que parce que les dernières semaines de la guerre ont été très dures, les pertes très lourdes, 157 000 morts d'août à novembre 1918.

Le deuil

Outre que les cloches de la victoire se mêlent très souvent au glas des morts de la «grippe espagnole», on ne peut manquer de remarquer dans les foules le nombre de militaires qui portent un brassard noir, signe de la perte d'un proche. C'est là le premier trait de la France en 1919, le sentiment d'une énorme ponction humaine. A vrai dire, on ne sait pas encore quel a été le coût humain de la guerre, le secret avait été d'autant mieux gardé que personne ne le connaissait vraiment, mais ne pas connaître le chiffre exact des morts ne pouvait empêcher tant de familles d'être plongées dans le deuil, tant de jeunes femmes de savoir que leur mari ne reviendrait pas, tant de parents que leur fils unique était mort ou bien dans certains cas que c'étaient deux, trois, quatre fils qui étaient tombés, d'empêcher que tant d'enfants ne connaîtraient jamais leur père.

Il fallut du temps pour connaître la réalité: ce n'est qu'en 1920 que le rapport dû au travail du député de Nancy, Louis Marin, permit de savoir que le nombre des morts et des disparus – il s'agissait en fait, à part quelques cas très rares, de morts non identifiés – était au 1^{er} juin 1919 de 1 383 000. Bien plus tard, de nos jours en fait, on a calculé que cela représentait en moyenne près de 900 morts par jour à partir du début de la guerre. Au chiffre des morts s'ajoutait le nombre considérable de blessés, environ 5 millions, chiffre sans grande signification parce que la gravité des blessures a été très variable et que certains ont été blessés plusieurs fois. Mais, ce qui avait du sens, c'était le million d'invalides à plus de 10 %, dont 300 000 mutilés (et parmi eux les si nombreux blessés de la face – les «gueules cassées»), devenus un élément permanent de la société française, sans compter les gazés, ce qui ne se voyait pas, mais qui souffrirent jusqu'à leur mort.

La France de 1919 est d'abord un pays de veuves, d'orphelins, de mutilés... un pays en deuil.

Dans ce tableau de la société française en 1919, il serait gravement inexact d'omettre l'énorme mouvement qui soulève le pays pour que la guerre et ses victimes ne soit pas oubliées, et que celles-ci restent au cœur de l'âme française. D'innombrables plaques viennent partout rappeler le sacrifice des jeunes hommes de tel groupe professionnel, de telle administration, de telle entreprise... A partir de 1919, par milliers, dans toutes les villes et les villages de France (ou presque), les monuments aux morts sont érigés pour l'éternité. Dès l'année suivante, le 11 novembre devient jour férié imposé par les anciens combattants pour commémorer moins la victoire que l'immensité des sacrifices et, ce même 11 novembre 1920, le tombeau du soldat inconnu est inauguré sous l'Arc de triomphe de l'Etoile.

La banqueroute

Ce pays exsangue, d'autant que la faiblesse si ancienne déjà de sa démographie lui fait ressentir encore plus cruellement que d'autres pays la perte de tant de ses jeunes hommes, est aussi un pays appauvri, un pays en partie ruiné.

Il est très difficile de calculer quel fut le coût de la guerre: il y a eu les dépenses réelles d'équipement, d'armement, d'entretien d'une énorme armée, le paiement des allocations à la population civile, également le prix des énormes destructions – toute une bande de territoire de 500 kilomètres sur 10 à 25 de large était complètement ravagée, villes, villages, équipement routier et ferroviaire, ponts, écoles, églises, bâtiments publics et industriels, champs devenus incultivables, sans compter tout le manque à gagner dû à l'arrêt d'une activité économique normale, les investissements extérieurs perdus.

Le total de ces dépenses s'élevait à un niveau inimaginable par rapport aux ressources normales d'avant-guerre, mais leur calcul était rendu encore plus difficile par la dépréciation de la monnaie. En outre, comme il avait été impossible de faire couvrir ces dépenses par l'impôt, ne serait-ce que parce qu'une partie notable des contribuables était mobilisée – plus de 8 millions d'hommes – la guerre avait été faite à crédit: emprunts intérieurs de toutes sortes, emprunts extérieurs au Royaume-Uni et encore davantage aux Etats-Unis.

Paradoxalement, alors que la question de faire face à cette situation aurait dû être lancinante, un slogan l'emporte immédiatement, partagé par l'ensemble de la population (y compris les dirigeants et particulièrement le ministre des Finances): «l'Allemagne paiera». Le traité de paix devait comporter l'obligation pour les vaincus de payer des «réparations» – ce qui donnait un caractère moral aux anciennes «indemnités de guerre» – qui couvriraient les dépenses de la guerre. Personne ou presque (du moins en France) ne s'interrogeait quant à savoir si l'Allemagne, également ruinée par la guerre (même s'il n'y eut pas de destructions sur son sol), était en mesure de pouvoir payer...

La révolution

Avant la guerre ou peu avant qu'elle n'éclate, des socialistes comme l'Allemand Bebel ou le Français Jaurès avaient pronostiqué que si une *grande guerre* avait lieu, elle se terminerait par une *grande révolution*. Ils ne s'étaient pas trompés, sauf sur sa localisation. La révolution avait éclaté en Russie où les Bolcheviks s'étaient rendu maîtres du pouvoir, mais pour ces derniers ce n'était que la première étape d'une révolution qui ne pouvait être que mondiale, et pour commencer européenne...

Tant que la guerre avait duré, la révolution russe avait été surtout ressentie en France comme la défection, voire la trahison, de l'alliée russe, mais qu'allait-il en être une fois la guerre terminée? En France la situation était tout à fait différente de celle de la Russie. Une révolution ne pouvait être paysanne. Si les paysans avaient connu les pertes les plus lourdes – 600 000 agriculteurs ont été tués, près de la moitié de la totalité des morts – si le monde rural avait particulièrement entendu la promesse adressée par Clemenceau aux combattants – «ils ont des droits sur nous» –, leur situation matérielle s'était plutôt améliorée pendant la guerre. Ils avaient pu liquider leurs dettes, acheter des terres. Une amélioration en partie factice: l'augmentation des prix de vente des produits agricoles était due à la faiblesse de la monnaie, alors qu'il fallait remplacer au prix fort le matériel agricole, ce qui n'avait pas pu être fait pendant la guerre. Dans l'immédiat, néanmoins, les revendications paysannes ne risquaient guère de prendre un tour révolutionnaire, même si un certain nombre de jeunes paysans clamaient leur haine de la guerre et étaient tentés par le bolchevisme.

Les réactions des ouvriers pouvaient être différentes d'autant que la révolution russe apparaissait de loin comme une révolution ouvrière. Leurs pertes avaient été proportionnellement plus faibles que celles des paysans, mais leurs revenus avaient baissé. Leur contribution à l'effort de guerre, estimaient-ils, justifiait une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Or, c'est dans une certaine mesure le contraire qui se produisit. Les femmes qui travaillaient dans les usines de guerre ont été rapidement renvoyées, beaucoup d'anciens combattants ont eu du mal à retrouver leur emploi malgré la loi; les difficultés de la reconversion d'une économie de guerre en économie de paix ne facilitaient pas les choses.

Dans ces conditions, la CGT a connu une rapide progression de ses effectifs, encore que paradoxalement ses dirigeants comme Léon Jouhaux, anarchiste au verbe révolutionnaire avant 1914, sont devenus réformistes: ils soumettent au gouvernement un vaste programme de réformes, dont une seule – importante – fut accordée par une loi du 23 avril 1919: la réduction de la journée de travail à 8 heures, soit 48 heures hebdomadaires sans réduction de salaire. Cette réforme ne suffisait pas pour apaiser l'agitation ouvrière qui se développait, d'autant qu'il fallait beaucoup de temps pour qu'elle entre dans les faits: la journée du 1^{er} mai 1919 fut très agitée – des mesures d'ordre très importantes furent prises, les chocs entre manifestants et forces de l'ordre furent violents, il y eut des morts; au printemps, les grèves se multipliaient dans les chemins de fer, chez les métallurgistes, chez les mineurs.

En y ajoutant une haine grandissante de la guerre – une fois la guerre terminée! –, le slogan «Plus jamais ça!» connaît un très grand succès –, une partie du monde ouvrier tourna ses regards vers le bolchevisme qui, lui, avait su sortir la Russie de la guerre. Comment le parti socialiste allait-il s'adapter à cette situation? Avant la guerre, il pratiquait volontiers un discours révolutionnaire, même si sa pratique était modérée. Pendant la guerre, il avait participé à l'Union sacrée, mais à l'extrême fin du conflit ses adversaires étaient devenus majoritaires. Il était profondément troublé par l'opposition entre les partisans et les adversaires du bolchevisme. Le grand débat était d'adhérer ou non à la III^e Internationale, l'Internationale communiste. Mais la question du bolchevisme ne concernait pas seulement la mouvance socialiste et le monde ouvrier. Elle inquiétait une grande partie de la population – les classes moyennes en particulier – qui avait le sentiment qu'une révolution était en train de se préparer comme dans d'autres pays d'Europe.

Virage à droite

Pour l'opinion française, la grande question du moment fut d'abord celle du traité de paix qui devait empêcher à jamais qu'un pareil cataclysme puisse recommencer. Mais elle était divisée en parts très inégales. D'un côté, une minorité assez faible se rendait compte rapidement que ces négociations qui avaient lieu en dehors de la présence des vaincus – ce qui permettra aux Allemands de considérer qu'ils ont été l'objet d'un «diktat» – n'étaient pas d'esprit wilsonien, «la paix sans victoire», mais le président américain avait lui-même beaucoup évolué depuis qu'il avait prononcé cette expression au début de l'engagement des Etats-Unis; de l'autre, une grande majorité se rendait compte très rapidement également que cette paix ne serait pas celle qu'elle souhaitait, que les conditions imposées à l'Allemagne seraient bien moins lourdes qu'elle ne le voulait (même si parallèlement en Allemagne elles ont été considérées comme insupportables).

C'est dans ces conditions que devait être élue une nouvelle Chambre des députés. Les députés en exercice élus en mai 1914 pour quatre ans avaient vu leur fonction prorogée, en raison des circonstances, jusqu'à la fin des hostilités. Les hostilités ne furent juridiquement terminées qu'après la ratification par le parlement du traité de paix et les élections fixées seulement au 16 novembre 1919. La rancœur contre un traité de paix insuffisant dont les Alliés de la France s'étaient rendu responsables, la crainte de la révolution – l'affiche la plus célèbre de la campagne représentait l'homme au couteau entre les dents dégoulinant de sang, symbole du Bolchevik russe – les difficultés économiques, se traduisirent par un très net virage à droite et la victoire du Bloc national qui entendait se placer dans le prolongement de l'Union sacrée. Le Bloc national, ce n'était pas seulement la droite, comme on l'a trop souvent dit, c'était aussi le centre, voire le centre-gauche, mais sa victoire fut d'autant plus remarquable que la droite avait été pratiquement exclue de la vie politique française depuis plus de vingt ans...

A la fin de 1919, la France et les Français apparaissaient profondément traumatisés par la guerre qu'ils venaient de gagner et qu'il fallait à présent payer. Ils ont voulu

que cette guerre fût «la der des der», mais ils ne l'ont pas cru longtemps. Ils étaient sûrs cependant de ne pas vouloir recommencer, d'où le pacifisme qui ne va cesser de se développer dans les années suivantes. Ils étaient sûrs de ne pas vouloir de la révolution, même si l'année suivante allait encore la leur faire craindre, mais ils étaient prêts à y résister. Ils souhaitaient que la vie recommence comme avant, que la guerre n'eût été qu'une terrible parenthèse. Mais une guerre de ce genre n'est jamais une parenthèse, elle est le point de départ de redoutables mutations et les Français ne voulaient pas le voir. Ils ne se rendaient pas compte que le retour à l'ancien temps était tout à fait chimérique.

Chapitre 14

La République de Weimar: le poids de la Grande Guerre

Gerd Krumeich

Introduction

L'échec de la première République allemande en 1933, prélude à la catastrophe européenne de la deuxième guerre mondiale, a suscité un grand nombre de questions et de réponses contradictoires sur ses causes. Il fut un temps, après 1945, où l'ascension de Hitler fut expliquée par les historiens par les causes liées aux questions de politique internationale et au système monétaire. On invoqua d'abord et avant tout le traité de Versailles de 1919, appelé par les Allemands d'une façon très péjorative «diktat» ou – dans les cercles d'extrême droite – «*Schmachfrieden*» (paix de la honte).

Les générations suivantes d'historiens, surtout depuis la fin des années 1960, ont radicalement mis en question cette explication, insistant, eux, sur le poids que constituait pour la République la «continuité des élites» (selon la formule de l'historien Fritz Fischer) entre l'Empire de Guillaume II et la République. «Continuité des élites» signifiait surtout que les strates dirigeantes de l'ancien Reich, les militaires autant que le corps des grands administrateurs et des fonctionnaires, n'avaient pas été renouvelées par les républicains pourtant au pouvoir depuis la chute de la monarchie en novembre 1918 et la proclamation de la République, par le leader social-démocrate Philipp Scheidemann, le 9 novembre 1918.

Depuis les années 1970, l'historiographie «de gauche» ou «d'orientation démocratique» a largement analysé ce processus de tergiversation des nouveaux responsables devant les élites d'ancien régime. Tergiversations qu'on expliquait surtout par l'obsession antirévolutionnaire des leaders de la social-démocratie, plutôt centriste, projetés au pouvoir un peu malgré eux en 1918. C'est surtout l'éminent historien Hans Mommsen qui a insisté sur cet aspect. Ce n'est pas par hasard que son grand livre sur la République de Weimar, paru en 1982, porte le titre, provocateur certes, *Die Verspielte Freiheit* (La liberté perdue). La question fondamentale que la génération des historiens des années 1960 a posée à celle de leurs pères et grands-pères était de savoir pourquoi la démocratie n'avait pas su s'affranchir du poids du passé, pourquoi elle n'avait pas voulu s'approprier le «potentiel démocratique» des masses, pourquoi elle avait combattu et non intégré le vaste mouvement de démocratie directe, représenté surtout par les «conseils ouvriers et de soldats» (*Arbeiter- und Soldatenräte*) qui surgirent spontanément, un peu partout en Allemagne, dans les journées sombres

de la fin de la guerre. N'aurait-on pas pu obtenir que la majorité de ces conseils servent une république démocratique au lieu de se faire engoutir par le mouvement révolutionnaire, de tendance d'abord spartakiste puis communiste, réprimé lors des différentes insurrections du début de 1919?

Ces questions étaient pertinentes et nécessaires à l'époque, et découlaient de l'obstination de la génération précédente à ne considérer que le poids de la politique extérieure pour expliquer l'écroulement de la République de Weimar. Ce questionnement a sans aucun doute ouvert la voie à une meilleure compréhension des forces politiques en présence, surtout concernant le caractère et l'importance des conseils des soldats et ouvriers. Il faut reconnaître que cette génération d'historiens a ignoré l'impact de la Grande Guerre et de ses conséquences politiques sur la République de Weimar. Nous pouvons aujourd'hui «rouvrir le dossier» et considérer, sans aucun esprit partisan, l'impact de la Grande Guerre sur ceux qui l'avaient vécue et qui ont dû en tirer les conséquences politiques.

La politique de Weimar

Il faut d'abord constater que la République de Weimar est née de la guerre. Ses premiers pas, même avant sa création officielle, furent extrêmement lourds de conséquences politiques et morales. C'est le moment où il fallu faire face à la défaite. Le président américain Wilson avait déclaré, fin octobre 1918, que la paix ne serait conclue qu'avec un gouvernement parlementaire, et non avec l'ancienne caste militariste prussienne. Cette dimension parlementaire de la monarchie fut introduite dès le 1^{er} novembre, le chancelier Max von Baden formant un cabinet «parlementaire» issu de la majorité du Reichstag. Le 29 septembre 1918 déjà, un mois plus tôt, le général Ludendorff, quartier-maître général, avait demandé au Kaiser «de faire former le gouvernement par les forces qui nous ont mis dans la situation où nous nous trouvons». C'était déjà le reproche, ouvertement formulé, que l'armée victorieuse ou, pour le moins, aurait été «poignardé dans le dos», par les civils las de guerre. En effet, la légende du «coup de poignard dans le dos» devait s'avérer l'écrasant fardeau initial de la République. Cela d'autant plus qu'à cette époque-là personne ne connaissait, parmi les civils, l'état lamentable auquel l'armée allemande avait été réduite, au niveau moral comme au niveau matériel, après l'avortement de la dernière grande offensive de mars 1918 au nom retentissant de «Michael». Depuis, l'armée avait subi une grave crise morale. Des soldats commencèrent à ne plus aller à la guerre, refusant de rejoindre les régiments, ou refusant l'attaque.

On ne le sut que tardivement, et la dénonciation, par les chefs militaires, des «menées communistes» semblait crédible pour beaucoup. N'avait-on pas assisté à une grève des ouvriers dans les usines d'armement de Berlin (et ailleurs) en janvier 1918, soutenue par des personnalités plutôt centristes de la social-démocratie comme le député Friedrich Ebert? Il est probable que Ebert, Scheidemann et les autres prirent la tête du mouvement pour le faire avorter et pour tenir en échec les «spartakistes», désireux de transformer la protestation en révolution. Les sociaux-démocrates centristes ont

sans doute voulu persuader les anciens de réintégrer les usines afin de ne pas gêner le «travail» de leurs camarades manquant de fusils et de munitions dans les tranchées. Mais l'ombre de cette affaire plana sur Ebert sa vie durant. Chef du gouvernement, puis élu président de la République en 1919, il n'arriva jamais à convaincre la droite et le centre de n'avoir pas prêté la main au «coup de poignard dans le dos».

Pendant toute l'existence de la République de Weimar, le reproche fait à la gauche d'être la vraie coupable d'une défaite imméritée hanta les esprits. Rien de plus évident pour les propagandistes extrémistes que «la révolution de 1918» et l'établissement d'une république gouvernée par des «défaitistes» avait fait perdre la guerre à l'Allemagne. Adolf Hitler ne fut d'abord qu'un protagoniste parmi d'autres. Lui et le mouvement nazi avaient pourtant une particularité. Ils refusaient toutes discussions ou distinctions. Ils étaient convaincus que le coup de poignard dans le dos, la révolution et la signature du traité de Versailles avaient été conçus et mis en œuvre par «le Juif», bolchevique ou capitaliste, c'était tout comme.

C'est sous ces augures que la République fit ses premiers pas, chancelants, mais malgré tout couronnés d'un étonnant succès. La première chose à obtenir était le retour à l'ordre des soldats. Il est vrai que depuis le 9 novembre 1918, date de l'armistice de Rethondes, environ 7 millions de soldats allemands refluaient vers leur pays, retour qui s'effectua pour la plupart dans un ordre parfait. Mais qu'allaient faire ces hommes armés et aigris par la défaite «imméritée», confrontés aux mouvements révolutionnaires? La grande peur était qu'il pouvait y avoir un putsch, une explosion de colère de ceux qui revenaient, une révolte aux conséquences imprévisibles.

Le gouvernement Ebert, investi dès avant l'armistice, affronta d'abord le mouvement des marins de Kiel qui s'étaient révoltés dès le 30 octobre 1918. De ces mutineries découla rapidement le mouvement des «conseils de soldats et ouvriers», s'instituant à Berlin, Hambourg, Kiel et dans les grandes villes de la Rhénanie et ailleurs. Ils concevaient leur mission comme le contrôle du gouvernement et du processus de la démocratisation de la société allemande. Pour le gouvernement, il s'agissait surtout de contrôler ces «conseils» aux structures politiques d'abord mal discernables, et au sein desquels on supposait une forte mouvance «révolutionnaire».

Face à la masse des soldats, à l'atmosphère politique tendue et la probabilité d'une révolution, les gouvernements successifs n'eurent qu'une priorité: établir et maintenir l'ordre pour se donner les délais nécessaires à l'établissement d'une république bien constituée et à l'élection d'une assemblée nationale, dont la tâche serait la rédaction d'une Constitution démocratique. Ebert affirma, dès le 5 novembre 1918, que tel était le but principal. Quatre jours plus tard, Philipp Scheidemann, député social-démocrate, prit l'initiative de proclamer la République depuis le balcon du château de la ville de Berlin, le 9 novembre 1918. Parlant de la «victoire du peuple», de «l'effondrement des vieilles structures» et du militarisme, il appela la foule à ne pas amoindrir cette victoire par des incidents: «Ce qu'il faut maintenant, c'est l'ordre, la sûreté et la tranquillité.»

La révolte spartakiste

Il s'ouvrit immédiatement une grande plaie de la République, inévitable peut-être mais extrêmement contraignante. Face aux divers (petits) soulèvements, en particulier le soulèvement spartakiste de janvier 1919, le nouveau gouvernement employa massivement et brutalement la force armée. On mit au service de la République les prétendus «corps francs», des unités d'anciens soldats, restés ou revenus sous les ordres de leur anciens chefs militaires, commandants de régiment, etc. Ce furent donc des soldats aguerris, disposant d'un armement lourd, et sous les ordres de chefs militaires représentant surtout l'ancienne élite militaire de la Prusse (comme le général von Lüttwitz) à qui la jeune République confiait – ou fut obligée de confier? – la défense de l'ordre et de la loi. En ont-ils abusé?

Il est sans doute vrai que ces corps francs, sévissant contre les spartakistes ou les ouvriers en grève, procédèrent souvent avec une grande brutalité. A la haine de classe de ces soldats sortant d'une défaite militaire, il faut ajouter leur haine et leur rancœur face à ceux dont certains, supposaient-ils, les avaient «poignardé dans le dos». L'écrasement de la révolte spartakiste à Berlin, en janvier 1919, reflète cette haine. Les deux leaders du mouvement spartakiste, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, furent sauvagement torturés, «exécutés» et jetés à l'eau. Les assassins en sortirent indemnes. Ce fut un des très grands clivages – insurmontables à la longue, qui fut créé au sein même de la République nouvelle: aux obsèques de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, on compta 300 000 manifestants, criant leur haine de la «réaction militaire».

Les relations entre la social-démocratie gouvernante et le mouvement communiste s'en trouvèrent durablement marquées. Jamais, jusqu'en 1933 et l'ascension de Hitler, on ne fut capable de surmonter ce gouffre entre les partis de gauche, incapables donc de faire front commun contre la droite unie dans l'assaut contre le système républicain. La désaffection du peuple ouvrier face à la République démocratique fut une lourde hypothèque pendant toute la durée de la République de Weimar.

Les corps francs, eux, furent formellement dissous le 6 mars 1919, mais leurs unités restèrent à la disposition de qui voulait y faire appel. La Reichswehr dissoute et reconstituée selon les clauses du traité de Versailles à raison de 100 000 hommes seulement y recruta largement. Elle réussit, malgré tous les contrôles exercés par les Alliés, à tenir en réserve une «Reichswehr noire», dont firent partie des groupements de ces anciens soldats. L'organisation la plus puissante fut le «Stahlhelm» (casques d'acier) qui compta environ 400 000 adhérents. Parmi ces groupements figurait aussi un service «d'ordre» d'un petit parti ouvrier, fondé en 1919, auquel adhéraient un certain Adolf Hitler, ancien grand blessé et décoré de la croix de Fer de première classe. Sa garde personnelle se nommait «*Sturmabteilung*» – SA, reçut ses armes et sa formation d'éléments de la Reichswehr. Cette SA comptait 300 «soldats politiques» en 1920, tous dévoués à leur Führer. En 1933, elle compta plus de 500 000 hommes.

Hagen Schulze, qui a écrit l'histoire des corps francs sous la République de Weimar, a conclu que leur mérite fut de sauvegarder l'unité allemande sous la forme d'une

république parlementaire et bourgeoise. Mais à la fin de la République, ce sont ces mêmes forces qui furent les bourreaux de la démocratie.

Malgré tous ces tourbillons, l'Assemblée nationale fut régulièrement élue le 19 janvier 1919, les femmes votant pour la première fois. Une majorité claire de centre-gauche put constituer un gouvernement dont la droite fut exclue. Ebert, le leader incontesté de la social-démocratie, fut élu président de la République, et la Constitution, discutée et votée par l'Assemblée à Weimar, sembla susceptible de garantir l'existence et la pérennité d'une démocratie forte et solide. Une sorte d'équilibre entre le président d'une part et le corps législatif de l'autre fut établie. Le président de la République avait des prérogatives claires, surtout celle de recourir à l'article 48, permettant de suspendre temporairement les droits fondamentaux et le droit du parlement à légiférer. Cet article, qui fut introduit pour garantir la démocratie naissante contre tout éventuel coup de force de la droite, fut utilisé, en 1933, pour démanteler les derniers vestiges de la République par ceux qui voulaient l'abolir «dans la légalité». Mais évidemment ce danger ne fut pas ressenti dans les circonstances de 1919, où la République se trouva aux prises avec une extrême gauche frustrée de sa révolution et une extrême droite nourrissant des ressentiments sociaux, des nostalgies mais aussi et surtout une haine féroce contre ceux qui leur semblaient être à l'origine de la défaite et du «rabaissement» international de l'Allemagne.

Les conséquences du traité de Versailles

Le traité de Versailles constitua un immense fardeau pour la République issue de la guerre. Les vainqueurs étaient à bout de force eux aussi, et durent respecter le désir de leurs peuples de récompenses et de réparations pour les dommages subis pendant la guerre. On ne reviendra pas ici sur les modalités de ce traité reflétant la volonté wilsonienne de restructurer les relations internationales, par la création, par exemple, du Völkerbund et organisant aussi un office de la Ligue des nations et du Bureau international du travail. Mais ce qui importait dans une perspective immédiate, c'était sans doute l'infamant article 231 du traité ainsi libellé:

«Les gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leur nationaux en conséquence de la guerre, qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés.»

On a discuté, depuis les années 1930, si ce texte comportait vraiment une mise en accusation morale de l'Allemagne ou s'il n'était pas plutôt un article voulant garantir le paiement des réparations. Mais il faut insister sur le fait que, dans le climat de 1919, il était certain que ce texte reflétait bien le sentiment des peuples alliés et de leur gouvernants de pouvoir enfin en découdre avec un pays qui avait, selon eux, délibérément mis le feu à l'Europe et qui, dès lors, fut responsable de millions de morts et d'immenses dévastations, surtout en France et en Belgique.

En Allemagne, ce fut la consternation totale, et d'abord un refus complet de signer un tel «traité de la honte». Le député Scheidemann, celui qui avait proclamé la

République quelques mois avant, s'exprima en ces termes: «qui signerait ce traité que flétrisse la main». Mais les Alliés restant fermes sur les conditions imposées, menaçant d'occuper militairement l'Allemagne et de mettre fin à l'unité du Reich, le traité fut signé avec résignation le 28 juin 1919, en présence d'une délégation des «gueules cassées» françaises, dont la présence symbolisa encore les torts que l'Allemagne était accusée d'avoir porté à ses voisins, Alliés contre sa «barbarie».

La protestation contre «Versailles» et le «traité de la honte» ne s'apaisa pas durant les quinze ans du régime républicain en Allemagne. Il y eut, certes, des gouvernements qui essayèrent d'obtempérer, de créer une nouvelle confiance internationale, de contribuer à la «Société des Nations», créée par l'article premier du traité de Versailles. Ce fut le cas surtout de Walther Rathenau, grand industriel et philosophe, qui avait réorganisé l'économie au début de la guerre et qui se résigna, en tant que chef du gouvernement en 1922, à une politique d'exécution du traité. Ce fut le cas aussi de Gustav Stresemann qui commença, deux ans plus tard, en accord avec le chef du gouvernement français Aristide Briand, à concevoir une politique de paix et une politique européenne. Mais toutes ces tentatives de rapprochement international se trouvèrent biaisées du fait de Versailles.

Tous les gouvernements allemands ont protesté, jusqu'en 1933, contre l'article 231, dont on exigea l'invalidation. Une des raisons pour la très grande renommée de Hitler à la fin des années 1920, même parmi les couches qui n'étaient nullement attirées par le racisme, fut sa résolution de lutter contre le traité de la honte.

La protestation contre le traité de Versailles était donc universellement partagée en Allemagne. Mais elle ne créa pourtant pas une unité de pensée et d'action. Au contraire, cette lutte contre Versailles fut viciée dès le début par l'allégation du «coup de poignard dans le dos». Dès novembre 1919, Hindenburg, chef du grand quartier général, héros incontesté et extrêmement populaire, déclara, devant une commission d'enquête sur les causes de la défaite, qu'il était incontestable que la défaite avait été provoquée par l'agitation communiste, affirmation qui fut reprise par la droite nationaliste. La radicalisation politique contre «Versailles» et la désignation des «coupables» de la défaite amena une bipolarisation extrême et une vague de droite.

Le nationalisme se radicalisa et prit une allure «*völkisch*» (nationaliste), extrêmement raciste, soulignant la supériorité, par le sang et de par l'Histoire, du peuple allemand. Hitler lui-même se référa continuellement au sang allemand. L'Allemagne bafouée et asservie, disait-on, devait renaître dans toute sa splendeur. A la suite de Versailles, les extrémistes «*völkisch*» trouvèrent une audience beaucoup plus large qu'avant. Le «*deutschvölkischer Schutz- und Trutzbund*» (Association pour la protection du peuple allemand), extrêmement raciste et accusant les Juifs de la défaite et de la Révolution, compta plus de 100 000 adhérents à la fin de 1919 et exerça une influence croissante sur les associations d'anciens soldats, surtout le *Stahlhelm*. Mais ce qui est plus significatif encore de cette évolution fut que le grand parti du centre-droit, le *Deutschnationale Volkspartei*, se rapprocha de cet extrémisme. Le programme du parti, en 1920, exprima clairement son opposition contre «l'élément juif dont la prédominance au sein du gouvernement et du parlement [était] de plus en plus néfaste».

La montée de l'extrême droite dans la politique allemande d'après-guerre

Les élections de 1920 furent donc marquées par une forte bipolarisation droite-gauche. Le résultat faisait clairement voir l'ascendant qu'avait pris – depuis 1919 – l'extrême droite. Depuis ces élections, les partis dits «constitutionnels» n'eurent jamais plus, à eux seuls, la majorité parlementaire.

La situation extrêmement tendue en politique intérieure fut encore aggravée par la décision, prise par les Alliés à Londres, le 5 mai 1921, de fixer la somme due par les Allemands au titre des réparations des dommages matériels de la guerre – somme exorbitante semblait-il alors – à 132 milliards de Goldmarks. Elle était payable en plusieurs versements prévus jusque dans les années 1990, mais ce fut le tollé en Allemagne. Partout des manifestations réunirent des centaines de milliers de personnes, criant leur refus de cet asservissement du peuple allemand. Le gouvernement qui savait qu'il fallait acquiescer, pour éviter une occupation militaire de l'Allemagne et un éclatement du Reich, se vit conspué. Rien de plus grave pour la droite (centre et extrémiste) que la «*Erfüllungspolitik*», la politique d'exécution du traité. Lorsque les chefs de gouvernement successifs, Wirth et Rathenau, déclarèrent qu'ils suivraient une politique d'exécution du traité pour démontrer aux Alliés que l'Allemagne était dans l'impossibilité matérielle de payer l'ensemble de la dette, la droite fulmina.

Rathenau était juif, il n'importait plus qu'il ait brillamment aidé à organiser l'économie de guerre en 1914. Des bandes d'extrême droite répandirent le slogan qu'on cria dans les rues: «Walter Rathenau ne vieillira pas: assassinez ce damné cochon juif!» Ce fut fait, le 24 juin 1922, par deux membres de l'organisation «Consul», société secrète issue du corps franc le plus renommé (et le plus brutal), la «Brigade Ehrhardt». Cette brigade fut constituée en 1919 et rassemblait environ 2 000 officiers de l'ancienne armée. Officiellement dissoute en 1920, elle fut transformée en organisation secrète dont les menées furent largement tolérées par la bureaucratie bavaroise, elle-même de plus en plus en rupture avec la République et le Reich.

Ces incidents eurent un effet de radicalisation en Bavière. La réaction à la loi pour la protection de l'Etat, votée par les partis de gauche et du centre après l'assassinat de Rathenau, galvanisa les partis républicains et suscita, pour un moment, un front républicain. En Bavière, Hitler, dont les actions brutales furent largement tolérées par les autorités, redoubla d'efforts d'organisation. Le groupe paramilitaire qui protégeait les réunions du parti et qui s'attaquait aux «communistes et aux Juifs» dans de sanglantes bagarres de rue, connut une forte croissance: de 300 SA fin 1921 on en compta 3 000 à la fin de 1922. Le chef de la SA était un ancien officier de la Reichswehr à Munich qui, depuis la fin de la guerre, tâchait de coordonner les activités de la Reichswehr avec ladite «Reichswehr noire», les corps francs et groupes paramilitaires omniprésents, résidus de la Grande Guerre. Il a décrit son objectif dans ses *Souvenirs*, parus en 1928, à savoir «donner au soldat du front la part du gouvernement à laquelle il a droit». Fin 1923, Hitler, le prototype même du soldat

de front, se crut suffisamment fort pour tenter un putsch. Celui-ci avorta du fait de la «désertion» des autorités bavaroises qui l'avaient pourtant encouragé.

Cette après-guerre se termina par la «bataille de la Ruhr» en 1923, à la suite de l'occupation de la Ruhr par des troupes françaises et belges le 10 janvier. Poincaré avait pris cette décision parce que les Allemands cherchèrent (et trouvèrent) maints prétextes à se dérober à l'exécution du traité de Versailles et au paiement des indemnités en espèces ou en biens (notamment du charbon). Cette «occupation paisible» ressembla beaucoup à une véritable occupation de guerre. Dans une certaine mesure, les Français et les Belges firent payer aux Allemands ce dont ils avaient souffert sous l'occupation de 1914 à 1918. Une fois encore, l'ombre de la Grande Guerre pesa lourd sur la République de Weimar.

Elle arriva pourtant à s'en affranchir pour un moment. La période de 1924 à 1928 fut un étonnant intermède de stabilité politique et d'essor culturel. Mais quand vint la grande crise de l'économie mondiale de 1928-1929, initiée par le Krach de la bourse de New York, le spectre de la Grande Guerre réapparut. Il est intéressant de noter que c'est à ce moment seulement que débuta la production de littérature et de films de guerre en Allemagne, culminant avec la fameuse «controverse» autour du grand livre d'Erich Maria Remarque: *A l'Ouest rien de nouveau*. Le parti de Hitler se transforma en parti de masse (à l'occasion de cette crise économique). Il continua d'apparaître comme le soldat de la Grande Guerre, réaffirmant dans chaque discours que sa prise de pouvoir signifierait la fin de l'esclavage de Versailles et de toute trahison. Il fut très applaudi, même par ceux qui ne le suivaient pas, quand il dénonça la signature allemande du traité de Versailles en 1933.

Chapitre 15

Images de défaite: la Hongrie après la guerre perdue, les révolutions et le traité de paix de Trianon

Peter Bihari

*«Three teardrops on my eyelashes,
All the three so heavy and burning.
The first one, so hot, weeps over Upper Hungary.
The second, dearest of all, cries over the Southern Lands.
The third and heaviest one, runs for Transylvania.
Running for this or that part? – for the whole Greater Hungary.»*
(Poème révisionniste, années 1920)

Cette contribution concerne moins des événements en particulier – les révolutions de 1918-1919 et les dispositions désastreuses du traité de Trianon – que leur impact et leur survivance dans la mémoire collective. La mémoire n'est pas seulement une approche historique à la mode, mais constitue – à mon avis – une opportunité pour les professeurs et étudiants d'histoire qui souhaitent vraiment relier notre présent à notre passé.

Il y a un parallèle entre les situations hongroise et allemande aux alentours de 1919 – mis à part la taille, la puissance et l'importance internationale des pays en question. Tous deux ont essuyé une défaite qu'ils ont eu du mal à admettre comme telle, y voyant plutôt un «coup de poignard dans le dos»; tous deux ont développé un nationalisme radical – sur la base de torts réels ou supposés – et tous deux étaient des sociétés profondément divisées, seulement unies par leur désir de réécrire complètement les traités de paix «injustes».

Quant à ce qui s'est réellement passé en Hongrie au cours de la période de grande confusion des années 1918-1920, je citerai l'excellent résumé qu'en fait Robert O. Paxton dans son ouvrage récent sur l'anatomie du fascisme.

«On peut tirer plusieurs conclusions de cette histoire. Premièrement, et quelle qu'ait été l'importance des radicalismes de gauche et de droite en Hongrie, le destin du pays a globalement été scellé par les puissances victorieuses de l'Entente (et de la Petite Entente). Deuxièmement, aucun pays vaincu n'a connu un sort comparable, en termes de démembrement et de pertes de territoire à l'exception peut-être de la Turquie dans le cadre du traité de Sèvres, qui a été rectifié, à l'issue de la guerre de libération, trois ans plus tard, à Lausanne. Troisièmement, aucune autre nation ou population n'a eu à endurer autant de changements que la Hongrie en matière de système politique – hormis l'Ukraine. Tout cela s'est déroulé sur dix mois. Ajoutez-y la perte de la Grande Hongrie – dès 1919 – et l'on ne s'étonnera plus des profondes divisions, pour ne pas parler de clivages, qui sont apparues au sein de

la nation. On les ressent d'ailleurs encore aujourd'hui, au XXI^e siècle.» (Paxton, O., *Le fascisme en action*, Seuil, Paris, 2004)

Qui aurait pu imaginer?

Cette partie de ma contribution se concentre sur les conséquences et l'impact du traité de Trianon sur la conscience nationale hongroise – en d'autres termes, les «images de défaite», ou Trianon comme «lieu de mémoire». Il convient, pour commencer, de s'interroger sur les raisons pour lesquelles le traité a causé un tel choc, et un tel tollé, dans l'opinion publique du pays. J'en vois trois: la première réside dans le fait que l'homme de la rue, les intellectuels et les politiciens n'avaient aucune conscience de ce qui se passait alors. Béla Bangha, père jésuite de droite, se lamente déjà dans un écrit qui date de 1920:

«Et comme tout cela est arrivé vite! Cinq ans plus tôt, deux ans plus tôt, nous nous serions moqués de quiconque, et même rossé quiconque aurait prédit que la Hongrie de 1920 ne serait plus constituée que de 14 à 20 comtés au lieu de 63, avec Kosice, Bratislava, Timisoara, Arad, Cluj, Subotica devenues terre étrangère! [...] Qui aurait pu penser qu'il suffirait de si peu pour ruiner un pays millénaire, un pays qui a résisté aux Turcs, aux Tartares et aux envahisseurs occidentaux – aujourd'hui à la dérive, nation au bord de l'abîme!»

En outre, après 1920, la Hongrie est devenue l'un des petits et faibles pays d'Europe, alors même que jusqu'en 1918 elle pouvait se considérer comme une grande puissance, l'élément clé de la double monarchie, l'empire millénaire de saint Etienne (chose intéressante, personne n'a apparemment relevé que la rupture de la double monarchie a alors fait du pays – du moins sur le plan formel – un Etat indépendant, après pratiquement quatre cents ans de domination étrangère).

Enfin, il nous faut garder à l'esprit que les territoires démembrés étaient précisément les plus fermement associés au passé historique de la nation. La Haute-Hongrie et la Transylvanie ont ainsi gardé la nationalité hongroise durant l'occupation turque, pour devenir le berceau de toute une lignée de Hongrois d'exception, de Matthias Corvin à Béla Bartók. Il était presque inconcevable que les lieux de naissance de ces héros ne puissent être visités qu'avec un passeport valide – tout comme ceux de tant de parents vivants ou morts.

Des mouvements de protestation contre le traité de Trianon, mais aussi des commémorations de celui-ci, débutent le jour même de sa signature. Le 4 juin 1920, des écoles et des magasins gardent portes closes. Plusieurs centaines de milliers de personnes descendent dans la rue à Budapest. Des drapeaux nationaux sont mis en berne, et vont rester ainsi pendant des décennies. Des journaux sont publiés avec des marges noires, en signe de deuil, et les cloches sonnent sans discontinuer. La chose se répète en novembre 1920, lorsque l'Assemblée nationale «examine» et adopte le projet de loi – que, bien évidemment, tout le monde rejette. «Ce traité de paix, qui vise à étrangler une vieille nation civilisée, est nul et non avenue devant Dieu et les êtres humains», déclare le député Jenő Czetter lors du débat parlementaire autour du traité. Puis, en appelant aux anciens compatriotes, il ajoute:

«Vous ne devez pas oublier que votre patrie, l'ancien empire de saint Etienne, a toujours été un pays de liberté, d'ordre, de culture, d'Etat de droit, où chaque race a toujours pu se développer librement, et chaque personne prospérer selon ses mérites.»

Il n'est pas difficile de déceler ici un genre de mythe de l'âge d'or – un mythe dont on retrouve la trace dans le slogan le plus populaire du révisionnisme hongrois: «La Hongrie mutilée n'est pas un pays – la Hongrie dans sa complétude est un pays divin.» J'en profite pour citer l'autre grand slogan, qui est en fait une sorte de prière nationale: «Je crois en un dieu unique, je crois en une seule patrie, je crois en une seule et unique vérité éternelle et divine, je crois en la résurrection de la Hongrie, amen.» (la prière et le slogan ont tous deux été choisis à la faveur d'une «compétition révisionniste» organisée à l'échelle nationale) Le slogan le plus court – «Non, non, jamais» –, avec sa triple négation, était une allusion au nom de Tri-a-non («*Nem, nem, soha!*» + «*No, no, never!*»).



Les symboles du révisionnisme et de l'irrédentisme

Venons-en maintenant aux images visibles de l'irrédentisme et du révisionnisme de l'entre-deux-guerres en Hongrie. J'accepte l'opinion selon laquelle la notion de «révision» en elle-même renvoie à une approche plus modérée, et qu'elle peut prendre un caractère juridique et pragmatique, alors que l'«irrédentisme» est par nature plus intentionnel, arbitraire, agressif et – en général – irréaliste. En Hongrie, c'est toutefois cette dernière attitude qui a prévalu, du moins dans la propagande et le discours public.

Il y a de nombreuses images du drapeau national central en berne; au moins une tirée d'une carte postale, sur laquelle apparaît la prière citée plus haut (1928). Le

monument était recouvert de symboles et d'inscriptions cérémonielles. Au sommet de la tige, la main longue d'un mètre – levée comme pour un serment – avait été modelée sur celle d'Horthy. Les figures, bien évidemment, représentent toutes les strates de la population; les petites images à chaque coin font référence à quatre nouveaux monuments érigés au même endroit: «Ouest», «Nord», «Est» et «Sud». Ceux-ci symbolisent les territoires perdus.

La statue de la «Tristesse hongroise» représentait – et ce n'est pas étonnant – une femme nue. En 1932, Ferenc Herczeg, président de la Ligue révisionniste hongroise et par ailleurs écrivain célèbre, fait un discours à l'occasion de la cérémonie d'inauguration.

«Nous, les Hongrois, sommes le peuple le plus triste de la terre, car tout ce qui nous était sacré a été tourné en dérision, battu en brèche et crucifié. Et l'héritage de nos ancêtres, les mercenaires l'ont joué aux dés. Notre nation a plusieurs fois été enterrée dans le passé, mais toujours elle est ressuscitée le troisième jour.»

Cette citation, à mon avis, est pleine de sens. Elle est l'expression d'un nationalisme fondé sur des injustices et des défaites nationales historicisantes, qui a recours, de façon très significative, au lexique chrétien. La souffrance hongroise est mise sur le même plan que la passion de Jésus-Christ, alors que les puissances occupantes qui se sont succédé dans le pays sont très souvent décrites comme des démons à griffes et à queue. L'image de la «La Hongrie crucifiée» de la couverture de *Justice pour la Hongrie*, célèbre livre écrit en plusieurs langues, est une autre bonne illustration de ce parallèle. Lorsque l'on regarde encore l'écusson de Trianon en forme de croix, est-il nécessaire d'ajouter que le révisionnisme avait ses propres «dix commandements»?

L'image de la Hongrie seule au milieu de ses ennemis, régulièrement vaincue mais toujours ressuscitée, devient vite un lieu commun (qui reflète les visions romantiques du XIX^e siècle). Dans un article sur «nos catastrophes nationales», Albert Berzeviczy, président de l'Académie hongroise des sciences, évoque les Tartares, les Turcs et l'absolutisme d'après la révolution de 1848, et conclut que «Trianon représente la synthèse de presque toutes les caractéristiques de nos tragédies nationales passées, ce qui en fait jusqu'à présent la crise la plus grave qui ait mis notre vitalité à l'épreuve». En outre, il attribue l'incapacité du pays à se défendre face aux activités de trahison qui y ont cours depuis longtemps – posant ainsi les bases de notre propre mythe (latent) du «coup de poignard dans le dos», cela dès 1920. L'analogie entre le désastre de la bataille de Mohács (1526) et Trianon revient alors fréquemment, devenant même le sujet des examens finaux d'histoire au lycée; ainsi, en 1929, l'énoncé de l'épreuve prend une forme des plus simples: «Parallèles entre Mohács et Trianon».

Il n'est pas rare, à l'époque, que divers mémoriaux soient élevés à la gloire de l'irrédentisme, même dans les quartiers les plus humbles et les endroits les plus communs. Voyez les vitrines de Budapest, dans les années 1920 et 1930. De telles choses ne sont pas «attendues d'en haut», elles font simplement partie de l'«esprit public». Mais penchons-nous sur quelques objets innocents du quotidien, comme un distributeur de soda, un cendrier, une trousse, une «punaise nationale», une montre

irrédentiste ou encore une publicité pour du cirage. Les vêtements ne font pas exception – même s'il est intéressant de noter que les robes typiquement hongroises ne sont devenues à la mode que dans les années 1930. Les robes à la mode faisaient référence à «la Hongrie en deuil». Ma préférence va à cette coiffure, qui a d'ailleurs remporté un concours, et qui contient la couronne sacrée de saint Etienne.

Aucune occasion n'a été omise pour renforcer le message: une course à pied irrédentiste avec l'inscription «Non, non, jamais!», un jeu de cartes «du destin hongrois» et un jeu de société irrédentiste: «Regagner la Grande Hongrie» – la dernière datant de la fin des années 1930, moment où ce programme allait prendre forme et devenir réalité.

Un seul domaine important a été omis, l'éducation, qui n'est pas facile à illustrer. Durant toute l'ère Horthy, les journées d'école commencent et se terminent par la «prière nationale». Des matières telles que la littérature, la géographie, ou encore l'histoire sont saturées de contenus et de symboles irrédentistes. J'ai déjà mentionné les sujets d'examen au lycée qui ont trait – directement ou non – à Trianon ou au révisionnisme. Un plan de cours détaillé sur «la manière d'enseigner le traité de Trianon» à des élèves de première est un texte passionné, très partial, voire extrémiste, de même qu'offensant et insultant pour les voisins du pays, les anciens compatriotes.

Conclusions

Nous avons vu comment les mémoriaux à la gloire de Trianon ont proliféré, essentiellement à partir de la seconde moitié des années 1920. Sans surprise, nombre d'entre eux s'inspirent alors des affiches de la première guerre mondiale: la propagande officielle a en effet pris son essor durant les années de guerre (et les révolutions qui ont suivi). Beaucoup, pour ne pas dire la plupart de ces mémoriaux font appel aux symboles du nationalisme romantique, d'une part, et du christianisme, d'autre part: les plus efficaces d'entre eux combinent d'ailleurs les deux – qui pourtant, au fond, n'ont rien à voir l'un avec l'autre. Nous avons vu de quelle manière diverses formes de commémoration de Trianon et de la «Hongrie dans sa complétude» se sont invitées dans la vie de tous les jours; s'appuyant sur des plaies laissées béantes, elles sont indéniablement efficaces. Toutefois, certains contemporains regrettent déjà que le rituel qui se perpétue autour de Trianon se soit à tel point vidé de son sens qu'il est même devenu contre-productif et relève désormais de l'auto-aveuglement pur et simple.

Et pourtant – c'est là un point crucial – tout cela revêt une fonction essentielle pour la communauté. Selon l'historien français Raoul Girardet, les mythes historico-politiques modernes peuvent être répartis en quatre grands groupes: les théories du complot, les mythes de l'âge d'or, les apologues héroïques et les mythes au sujet de l'unité d'une communauté. Or, il semble que le mythe de Trianon participe des quatre à la fois: la Grande Hongrie – défendue par la nation hongroise, héroïque et juste, résistante seule à tous ses assaillants – représentait un âge d'or, mais des complots ourdis par des ennemis tant intérieurs qu'extérieurs ont eu raison d'elle. Pourtant, il lui suffirait de s'unir de nouveau pour se relever et ressusciter à la faveur d'une révision

complète. Quant à l'unité, selon un jeune historien hongrois, «le révisionnisme était pratiquement la seule force capable de recueillir un consensus dans la Hongrie de l'entre-deux-guerres». Il explique aussi que cette doctrine «jouait le rôle d'une autothérapie psychosociologique» post-traumatique.

J'ajouterai qu'auparavant – à l'époque du socialisme d'Etat – les historiens avaient tendance à faire preuve de partialité en accordant une importance démesurée à la fonction légitimante du syndrome de Trianon, notamment en donnant à penser qu'il contribuait, plus que tout autre chose, à la stabilité du système conservateur de droite de Horthy et Bethlen. Il s'agissait là d'une opinion biaisée, en cela qu'elle traitait Trianon et le révisionnisme comme un problème créé de toutes pièces, à des fins de manipulation, par les gens des classes dirigeantes. Mais je me référerai à deux autres images, qui prouvent que les apparences n'étaient pas forcément trompeuses: la première avec Horthy, le chef, au milieu, et la seconde – une affiche de campagne datant de 1931 – sur laquelle apparaît le premier ministre, le comte István Bethlen, «pour la résurrection de la Hongrie».

Pour finir, je voudrais brièvement aborder certains grands traits de la conscience nationale hongroise entre les deux guerres mondiales. Comme en Allemagne, celle-ci s'est définitivement détournée des vestiges du libéralisme pour prendre un caractère chauvin et exclusif. Elle a dès lors pris pour cible les Hongrois «imparfaits» et «minces», qu'elle traitait comme des ennemis intérieurs, faisant ainsi preuve d'un racisme et d'un antisémitisme croissants. D'une certaine manière, cette conscience nationale s'est même retournée contre l'Europe – c'est-à-dire l'Europe de l'Ouest – qui n'était guère source que de souffrances et ne voyait des Hongrois que leurs origines orientales, «barbares». A cet égard, une citation de 1920 du radical de droite Gyula Gömbös (Premier ministre entre 1932 et 1936) est particulièrement révélatrice: «Nous avons toujours protégé l'Europe contre nos frères tyranniques, et cette même Europe signe aujourd'hui notre arrêt de mort.»

Une image est l'exact reflet de ces propos: on peut y lire «Depuis mille ans pour l'Ouest». On y note la croix apostolique et le guerrier «barbare». Plus tard, dans les années 1930, le mouvement nazi hongrois – les hommes de la croix fléchée – recyclera ces symboles tyranniques pour marquer la rupture avec l'Ouest, mais aussi avec les traditions chrétiennes.

Chronologie des événements

- 1867** Compromis austro-hongrois – création de la double monarchie.
- 1913** Le comte István Tisza revient comme Premier ministre (jusqu'en 1917).
- 1914** L'Autriche-Hongrie entre dans la première guerre mondiale en déclarant la guerre à la Serbie (jusqu'en 1918).
- 1916** La Roumanie entre en guerre en attaquant la Transylvanie. Le comte Michael Károlyi fonde son parti indépendant antiguerre et anti-allemand. Charles IV suit Francis Joseph.

1917	Charles IV limoge Tisza. Des gouvernements minoritaires instables s'ensuivent. Débat sur la «question juive» dans les journaux (l'antisémitisme gagne du terrain).
1918	Été La dernière offensive de la monarchie sur la Piave vire au désastre. 17 octobre Tisza annonce au parlement que la Hongrie a perdu la guerre. 24 octobre Création d'un Conseil national hongrois formé de partis d'opposition gauchistes. 30-31 octobre Victoire de la révolution démocratique («révolution des asters»); Michael Károlyi devient Premier ministre (pratiquement pas de sang versé, mais le comte Tisza est tué par des soldats inconnus). 3 novembre Armistice de Padoue signé avec des représentants de l'ancienne monarchie. 13 novembre Des représentants hongrois signent un armistice distinct à Belgrade. 16 novembre Proclamation de la République hongroise à Budapest. Décembre Hausse des tensions et du mécontentement. Les communistes et les nationalistes radicaux s'organisent; les armées tchécoslovaque et roumaine franchissent les frontières de l'armistice.
1919	Janvier Károlyi devient (temporairement) chef de l'Etat. 20-21 mars Une note de l'Entente adressée à la Hongrie exige un nouveau retrait – pratiquement jusqu'à la frontière qui sera plus tard celle de Trianon. Démission du gouvernement, création de la République soviétique. Avril-juin L'armée de la République soviétique soutient victorieusement les attaques roumaine et tchécoslovaque, mais s'incline devant les ultimatums de Clemenceau. Juillet-août La République soviétique en crise; le gouvernement de Béla Kun démissionne le 1 ^{er} août. Automne L'armée roumaine entre dans Budapest. Terreur blanche contre les communistes, les socialistes, les Juifs, etc. Les Roumains quittent Budapest; les troupes de l'amiral Horthy entrent dans la capitale; celui-ci assume les fonctions de commandant en chef.
1920	1 ^{er} mars La nouvelle Assemblée nationale élit Horthy régent de Hongrie (jusqu'en 1944). 4 juin Signature du traité de Trianon.

Carrefours d'histoires européennes

1921	Mars, octobre	L'ancien roi Charles IV tente de revenir sur le trône de Hongrie (à la faveur des deux «coups d'Etat du roi»). Les puissances de la Petite Entente se mobilisent; les deux tentatives échouent.
	Avril	Le comte István Bethlen forme un gouvernement (il reste Premier ministre jusqu'en 1931).
1922	Septembre	La Hongrie rejoint la Ligue des nations.

Chapitre 16

De l'équilibre des forces à la sécurité collective?

La Société des Nations et la diplomatie internationale

Alan Sharp

Un ordre nouveau?

En décembre 1918, Woodrow Wilson, alors président des Etats-Unis, reçoit un accueil particulièrement enthousiaste en Europe; d'abord à Paris, puis à Rome et enfin à Londres où, lors d'un discours à l'Hôtel de ville, il interprète cette attitude à son égard comme un hommage à sa politique. «Je vois dans l'accueil qui m'est réservé le signe qu'elles [les nations alliées] ont combattu pour se débarrasser de l'ordre ancien afin d'en établir un nouveau, et que la clé de voûte de l'ordre ancien était cette chose instable que nous avons coutume d'appeler l'équilibre des forces, laquelle était déterminée par le sabre brandi d'un côté ou de l'autre, un équilibre maintenu par une vigilance jalouse et un conflit d'intérêts qui, bien que généralement latent, était toujours bien ancré.» (Shaw, 1919, p. 65)

Wilson, en fait, avec tout un groupe de personnalités européennes et mondiales, avance à tâtons vers un système de sécurité collective dont il a déjà tracé les grandes lignes dans le plus important de ses «14 points» du 8 janvier 1918: «Une association générale de gouvernements doit être formée en vertu de pactes spécifiques afin d'offrir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux petits Etats comme aux grands.» (Temperley, vol. 1, 1969, p. 435). Au lendemain du discours de l'Hôtel de ville, Georges Clemenceau, président du Conseil français, obtient l'approbation de la Chambre des députés en déclarant à Paris: «Il existe un vieux système d'alliances appelé l'«équilibre des forces» – ce système d'alliances, auquel je ne renonce pas, guidera mon action lors de la conférence de paix» (MacMillan, 2001, p. 31). Cette rupture évidente entre la croyance de Wilson en une nouvelle voie et la foi réaffirmée de Clemenceau dans l'ancienne donne à penser qu'il n'est pas nécessaire de mettre un point d'interrogation au titre de cet essai.

Si Wilson pense alors que «le grand jeu, désormais discrédité pour toujours, de l'équilibre des forces» n'a plus cours (Temperley, *op. cit.*, p. 439), ses collègues européens n'en sont pas si sûrs; ainsi, malgré l'important soutien populaire et intellectuel dont bénéficie, pendant la première guerre mondiale et au-delà, l'idée d'un nouveau système de relations internationales pour remplacer les mécanismes qui ont échoué en 1914, cet enthousiasme n'est pas nécessairement partagé par les élites politiques, bien qu'un puissant instinct de survie leur interdise de plus en plus de l'avouer. Peu disent aussi ouvertement que Clemenceau leur allégeance persistante

à l'ancien système, et tous ne sont pas irrévocablement attachés à une voie qui s'est à leurs yeux montrée inefficace, mais la sécurité collective représente un saut dans l'inconnu dont les conséquences peuvent être fatales.

Le grand public, qui appelle de ses vœux une organisation capable d'empêcher que ne se répète la Grande Guerre, attend de ses dirigeants qu'ils soutiennent la ligue. Ces derniers, pour diverses raisons, ne l'entendent pas tout à fait de cette oreille, mais ils ne souhaitent pas non plus se dissocier du projet. L'une des lignes de fracture de l'ensemble du système, au cours des années 1920 et jusque dans les années 1930, réside dans cette dichotomie entre ce que les dirigeants politiques disent à leur électorat et ce qu'ils pensent réellement. La crise abyssinienne de 1935 mettra le gouvernement britannique, en particulier, face aux conséquences d'une telle attitude.

L'équilibre des forces

L'équilibre des forces a été défini par Emmerich de Vattel comme «un état des affaires tel qu'aucune puissance n'occupe une position suffisamment dominante pour dicter sa loi aux autres» (Bull, 1995, p. 97). En tant que système, il est plus étroitement associé au XIX^e siècle postnapoléonien, dont le Britannique Lord Palmerston est considéré comme l'un des plus fervents adeptes. L'opinion de ce dernier selon laquelle «d'un point de vue politique, c'est faire preuve d'étroitesse d'esprit que de vouloir étiqueter tel ou tel pays comme allié éternel ou ennemi perpétuel de l'Angleterre. Nous n'avons ni l'un ni l'autre – nos intérêts sont éternels, et notre devoir est de les suivre» contient à elle seule des éléments importants de la philosophie qui sous-tend le système. Les gouvernements doivent servir leurs propres intérêts et se tenir prêts à les défendre. Il leur faut aussi pouvoir se montrer flexibles, pour coopérer avec un autre membre ou s'y opposer en fonction de la situation.

Il est important de maintenir un équilibre des forces qui vous soit favorable ainsi qu'à vos alliés (du moment). Pourtant, comme l'a fait remarquer le diplomate français Charles Maurice de Talleyrand, le système est artificiel et suppose une dimension morale en même temps qu'une certaine puissance militaire ou économique. «Si [...] la puissance de résistance minimale, écrit-il, [...] était égale à la puissance d'agression maximale [...], il y aurait un réel équilibre. Mais [...] la situation actuelle permet seulement un équilibre artificiel et précaire qui ne peut guère durer que tant que certains Etats sont animés par un esprit de modération et de justice.» La politique en question est particulièrement associée au Royaume-Uni; d'ailleurs, comme Eyre Crowe l'exprimera plus succinctement dans son célèbre mémorandum du 1^{er} janvier 1907, «le fait d'établir un parallèle entre la politique séculière de l'Angleterre et [l']équilibre des forces relève du truisme historique» (cité dans Otte, 2003, p. 77). En 1923, le professeur Pollard donne pour sa part une définition plus cynique et partisane de cette relation: «l'équilibre des forces en Europe était en fait une doctrine selon laquelle la Grande-Bretagne devait disposer de la force pendant que les autres pays assuraient l'équilibre» (Pollard, 1923, p. 60).

On peut penser que l'ère des alliances bismarckiennes a privé le système de la flexibilité dont il avait besoin pour fonctionner. Même si les relations n'ont jamais été exclusives, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne se sont alliées après 1879, tout comme la France et la Russie à partir de 1894, puis l'Italie a contracté une alliance (de plus en plus distante) avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne alors que l'Angleterre tombait dans l'orbite franco-russe, tout cela de manière informelle. La fluidité nécessaire de Palmerston ne fait plus partie du système. On pourrait aussi affirmer que la Grande-Bretagne d'alors n'a pas assez clairement indiqué qu'elle se battrait pour empêcher l'Allemagne de dominer le continent, quoiqu'il semble peu probable qu'une déclaration de ce genre (que pour des raisons de politique intérieure le secrétaire britannique aux Affaires étrangères, Sir Edward Grey, n'a jamais été en mesure de faire), si claire soit-elle, aurait arrêté les Allemands, notamment au cours de la crise de juillet 1914.

Une nouvelle approche de la paix?

Wilson n'est pas le seul à penser que le déclenchement de la guerre en 1914 est imputable à des failles dans les structures existantes en matière de politique et de relations internationales, et des changements radicaux sont réclamés de manière sans cesse plus insistante à mesure qu'apparaît plus clairement l'énormité d'une guerre qui n'a pas encore pris fin lorsque arrive Noël en 1914, 1915, 1916 et même 1917. Grey est convaincu que la guerre aurait pu être évitée s'il avait réussi à convaincre ses collègues de Berlin et de Vienne d'assister à une conférence européenne des grandes puissances et à en respecter les décisions. Dès 1913, la conférence de Londres sur les Balkans semble indiquer que le concert de l'Europe, né au XIX^e siècle, est encore en mesure d'empêcher un conflit global, comme ses thuriféraires revendiquent qu'il le fait depuis 1815. Mais le système a toujours reposé sur la seule volonté des puissances de participer, et il ne prévoit aucun mécanisme pour forcer ses membres à une consultation mutuelle. Grey se convertit donc très tôt à l'idée d'une nouvelle architecture internationale de sécurité disposant de pouvoirs qui lui permettraient d'exiger la tenue d'une telle consultation et d'imposer un délai avant que la guerre ne puisse être déclarée, mais c'est lorsque Wilson joint sa voix à celle de groupes restreints mais influents en faveur d'un changement que l'idée d'une Société des Nations gagne son plus efficace défenseur, à défaut de son concepteur le plus influent.

L'idée d'une alliance générale pour maintenir la paix n'est pas nouvelle. Maximilien Sully, conseiller du roi Henri IV de France, avait déjà suggéré un «Grand dessein». La «Sainte alliance» apparue après la Révolution et les guerres napoléoniennes, tout comme la «Fédération d'Etats libres» chère à Emmanuel Kant, constituent autant d'autres propositions antérieures qui visaient à atteindre le même objectif. Le XIX^e siècle a vu la signature de divers accords internationaux pour faciliter le commerce et les communications, de même qu'un recours de plus en plus fréquent au règlement de conflits par le droit ou par le biais de procédures d'arbitrage. En 1899, la première conférence de La Haye a créé une Cour permanente d'arbitrage, dont l'un des membres, Léon Bourgeois, publie en 1908 un ouvrage intitulé *La Société des Nations*, qui a donné son nom français à l'organisation – et c'est à peu près tout. Pratiquement toutes les grandes puissances ont alors des accords, formels ou non, au

titre desquels elles s'engagent à soumettre leurs litiges à une forme ou une autre de règlement de conflits, dès lors que l'honneur ou la sécurité du pays n'est pas en jeu. Si une guerre mondiale n'avait pas impliqué toutes les grandes puissances en 1914, les historiens du XX^e siècle auraient peut-être écrit sur un internationalisme croissant et un maintien efficace de la paix qui, nés au XIX^e siècle, seraient parvenus à pleine maturité à leur époque.

Wilson vient en fait à Paris avec une idée-force qui sous-tend l'ensemble de sa vision du rétablissement de la paix. Il croit en la bonté fondamentale de l'être humain. En donnant du pouvoir aux gens, on assure un avenir prospère et pacifique. L'application des principes d'autodétermination nationale et de démocratie, qui pour Wilson sont inextricablement liés, signifiera que les gens pourront choisir l'Etat dans lequel ils vivent et contrôler le gouvernement de cet Etat. Etant donné qu'ils sont bons, ils choisiront un gouvernement sage. Cela favorisera l'harmonie nationale.

L'extension de l'influence de ces personnes rationnelles et informées au domaine des relations internationales pourra être accomplie par la création d'une Société des Nations, une organisation conçue non pas pour interdire la guerre par le droit, mais pour empêcher un embrasement rapide comme celui qui s'est produit à l'été 1914. En préparant le monde à la démocratie, on en fera un endroit plus sûr, car les gouvernements entendront les avertissements d'une opinion publique informée, et ne laisseront pas les litiges dégénérer en guerre. Wilson explique: «Ma conception de la Société des Nations est simple: celle-ci doit opérer comme la force morale organisée des hommes du monde entier, et chaque fois qu'un pays prévoit ou envisage d'en agresser un autre ou de lui causer du tort, quel que soit l'endroit, cet éclair de conscience devra être braqué sur lui et tous les autres hommes devront lui demander: "qu'avez-vous dans le cœur contre la bonne marche de ce monde?"» (Armstrong, 1982, p. 9). Georges Clemenceau est moins convaincu – «*vox populi, vox diaboli*», grogne-t-il, tout en faisant à Wilson le compliment douteux de la «noble candeur de son esprit» (Duroselle, 1988, p. 738).

Compte tenu du fait que Wilson était vu comme le grand champion de la Société des Nations, il est surprenant qu'il n'ait pas été plus impliqué dans l'élaboration de plans et de projets de loi avant son arrivée à Paris. En fait, c'est en Grande-Bretagne, avec le rapport Phillimore en mai, et en France, avec en juin les conclusions d'une commission présidée par Bourgeois, que les premières propositions pratiques apparaissent en 1918. La Société selon Phillimore serait un proche parent du concert de l'Europe. Elle serait une organisation qui insisterait sur la souveraineté des Etats. Toutefois, Lord Justice Phillimore, invoquant le concept anglo-saxon du «*hue and cry*», propose que tout membre qui part en guerre sans avoir épuisé les procédures de la Société «se trouve *ipso facto* en guerre contre tous les autres Etats alliés...». Cette sanction automatique et sans équivoque est au cœur de l'idée de sécurité collective, et le sort qui lui sera réservé déterminera si la Société deviendra ou non une force véritablement nouvelle et révolutionnaire dans la diplomatie internationale. Le rapport français partage beaucoup des idées avancées par Phillimore, mais Bourgeois propose en outre que la Société ait un peu de muscle, autrement dit une force militaire internationale. Il tient par ailleurs

à ce que l'adhésion ne soit proposée qu'aux alliés du temps de la guerre, ce qui amène les Anglais et les Américains à soupçonner la France de vouloir uniquement perpétuer l'alliance de guerre pour imposer la paix à l'Allemagne (Egerton, 1979, pp. 65-69).

C'est seulement après ces rapports, dont il dit qu'ils ne l'impressionnent pas, que Wilson commence à rédiger ses premières propositions, avec l'aide de son ami et confident le colonel Edward House. Dans un premier temps, il envisage également la sanction d'entrée en guerre *ipso facto*, comme le font aussi le projet de Jan Smuts, ministre sud-africain de la Guerre et membre du cabinet de guerre de Lloyd George, et celui de Robert Cecil, l'un des principaux membres du parti conservateur et par ailleurs ancien ministre chargé du blocus imposé à l'Allemagne. Dans le premier texte qu'il élabore, Wilson écrit ainsi: «Toute puissance contractante qui rompt ce pacte ou n'en tient pas compte [...] entre de ce fait, *ipso facto* [...] en guerre contre tous les membres de la Société.» Ces mots contiennent à la fois l'idée centrale de son organisation internationale alternative, la sécurité collective, et la garantie automatique par tous les membres d'une alliance universelle en faveur de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale des autres Etats participants face à une agression unilatérale. La formule de Wilson, toutefois, met au jour la principale faille du système – la contradiction entre la souveraineté des Etats et la nécessité d'une garantie absolue, inconditionnelle et automatique. Dans ce cadre, la décision la plus fondamentale qu'un gouvernement souverain peut être amené à prendre – celle de partir en guerre – serait en réalité prise par un autre gouvernement qui n'aurait pas respecté ses engagements internationaux. Or, comme son secrétaire d'Etat, Robert Lansing, et l'un de ses plus proches conseillers juridiques, David Hunter Miller, le font alors remarquer au président, une telle disposition est incompatible avec le droit constitutionnel des Etats-Unis, qui confie au Congrès la responsabilité de déclarer la guerre au nom du pays. Elle est par ailleurs tout aussi mal accueillie par les autres grands Etats; c'est donc la formule modifiée de Wilson qui formera finalement la base de l'article 16 du pacte, qui dispose que «toute puissance contractante qui rompt ce pacte ou n'en tient pas compte [...] est de ce fait considérée *ipso facto* comme ayant commis un acte de guerre contre tous les membres de la Société». Cela redonne à chacun des gouvernements concernés le choix de la réponse qu'il souhaite pour sa part opposer à un tel manquement. Dans la compétition qui oppose une Société supranationale à la souveraineté nationale, il ne fait aucun doute que les Etats vont l'emporter, mais au détriment de l'immédiateté de la sécurité collective dont dépend la crédibilité de toute garantie (Sharp, 1991, pp. 42-76).

Aussi, lorsque les membres de la Société promettent, à l'article 10, «de respecter et de préserver des agressions extérieures l'intégrité territoriale et l'indépendance existante de tous les membres de la Société [...]», Robert Cecil dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas: «Oui, mais y en a-t-il parmi nous qui en ont vraiment l'intention?» Cecil lui-même a remarqué que «pour l'essentiel, on ne cherche en aucune manière à s'appuyer sur un quelconque pouvoir supranational, mais plutôt sur l'opinion publique – et si l'on se trompe sur ce point, on se trompe sur toute la ligne». Le délégué français à la commission de la Société, Ferdinand Larnaude, se serait d'ailleurs exclamé:

«Suis-je à une conférence de paix ou bien ai-je atterri dans une maison de fous?»
(*ibid.*, pp. 57 et 62)

En réalité, les principaux membres de la Société voient moins dans celle-ci un remplacement qu'un développement et une amélioration du système existant de relations internationales, et les ambiguïtés qui en découlent se font jour dès 1919. La Société est censée offrir à ses membres une garantie absolue quant à leur intégrité territoriale, tout en étant le vecteur d'un changement pacifique. La Grande-Bretagne, en particulier, insiste sur le fait qu'un système qui ne saurait se montrer flexible ni accueillir le changement serait à terme victime de sa propre rigidité, ce qui en ferait une menace pour la paix mondiale qu'il se proposait d'assurer.

Wilson se console en se disant que bien qu'il soit inévitable que la conférence de paix commette des erreurs, les mécanismes de la Société les rectifieront avec le temps. Si toutefois beaucoup des nouvelles frontières de l'Europe sont définies, au titre de l'article 19, comme des «conditions internationales dont la pérennité pourrait constituer un danger pour la paix mondiale», on peut alors penser que la solution consisterait à en changer. Mais, dans ce cas, qu'advierait-il de la garantie territoriale de l'article 10? Qui la politique d'assurance de la Société protège-t-elle, et à qui s'applique-t-elle uniquement sous certaines conditions – lesquelles ne sont pas clairement énoncées dans les petites lignes? Si par exemple la France croit en la sécurité collective telle qu'elle est définie dans le projet de pacte de février 1919, à quoi servent les garanties offertes en mars par Lloyd George et Wilson contre une nouvelle attaque allemande? Si une grande puissance comme la France ressent le besoin de bénéficier d'une protection supplémentaire, pourquoi les Etats moins importants devraient-ils confier à d'autres, sans réserve, le soin d'assurer leur sécurité nationale? Est-il toujours possible de reconnaître l'agresseur dans un litige international? Celui-ci porte-t-il toujours, comme dans les vieux westerns, un chapeau noir qui l'identifie clairement comme le méchant?

La ligue des nations

La Société des Nations ne sera jamais l'organe universel qu'exigeait sa mission. En 1920, elle compte 32 membres fondateurs – essentiellement les vainqueurs de la guerre et quelques Etats neutres. Les principaux ennemis en sont exclus, et l'incertitude qui prévaut quant à la situation russe maintient une autre grande puissance d'avant-guerre à l'écart de la nouvelle organisation. Cette dernière attirera jusqu'à 63 Etats, mais au cours de son existence, elle verra 17 pays se retirer d'eux-mêmes ou y être invités, parmi lesquels le Japon, l'Allemagne, l'Italie ou encore l'URSS. A aucun moment l'organisation ne rassemble toutes les grandes puissances en même temps, et la perte des Etats-Unis dès le départ lui assène un coup dont elle ne se relèvera jamais vraiment. Non seulement elle se trouve privée de la force et de l'expertise américaines, mais les Etats dont on attend qu'ils fassent respecter les décisions de la Société, au premier rang desquels la Grande-Bretagne, doivent désormais tenir compte, avant d'agir, d'une éventuelle confrontation avec les Etats-Unis dans le cas,

par exemple, d'un blocus naval contre un membre agressif avec lequel les Américains souhaiteraient encore traiter.

La liberté des mers en temps de guerre a toujours été un sujet sensible dans les relations anglo-américaines, jouant notamment un rôle majeur dans le déclenchement de la guerre qui a opposé les deux pays de 1812 à 1815, et compliquant encore les choses durant la guerre civile américaine et pendant la première guerre mondiale. Stanley Baldwin, un conservateur qui deviendra Premier ministre de Grande-Bretagne, explique ainsi qu'il discuterait toujours d'un tel blocus avec Washington avant de mettre la Royal Navy au service de la Société. Comme pour l'issue de la guerre en général, le fait que les Américains se retirent de l'exécution de politiques qu'ils ont largement contribué à élaborer laisse l'essentiel des responsabilités à la Grande-Bretagne et à la France, et Genève, où la Société a établi son siège, devient une arène de plus où s'opposent violemment leurs visions antagonistes (Henig, 2000, pp. 138-157).

Le Canada s'inquiète vivement des conséquences de l'absence américaine sur sa propre relation avec son puissant voisin et tente par conséquent à quatre reprises de supprimer ou d'atténuer la portée de l'article 10. Un délégué canadien déclare ainsi, sans doute à tort et de façon fort peu diplomatique, que son pays vit «dans une maison résistante au feu, loin de tout matériau inflammable», et qu'il ne juge donc pas essentiel de prendre part à une brigade internationale de pompiers. Si, techniquement, les initiatives canadiennes échouent, un mémorandum du Foreign Office britannique n'en reconnaît pas moins, en 1926, que les obligations des membres en vertu du Pacte seront limitées en fonction des «conditions spécifiques et [de la] situation géographique» qui sont les leurs; il revient donc à chaque Etat de décider de la contribution qu'il souhaite apporter à toute opération de sécurité collective, et les sanctions prévues à l'article 16 ne sont pas obligatoires (DBFP, 1996, pp. 847-848).

Comme l'explique alors Gilbert Murray, président de l'Union de la Société des Nations en Grande-Bretagne, la sécurité collective n'est pas très sûre. «L'obligation de l'article 10 est à la fois trop vaste pour être acceptée par une nation prudente, et trop vague pour que celle-ci puisse compter dessus. Dans sa forme actuelle, le pacte ne permet à aucun pays d'espérer que s'il était attaqué, le reste de la Société enverrait des armées pour le défendre» (*Daily News*, février 1923, cité par Henig, 2000, p. 148). Les tentatives de renforcer la sécurité collective au titre, d'abord, du traité d'assistance mutuelle, puis du protocole de Genève, se heurtent à une résistance britannique féroce par le biais du Foreign Office et des services de l'Etat qui pensent qu'elles pourraient aboutir à des engagements militaires indéfinis et inacceptables. Les défenseurs optimistes de ces propositions qui visent à accroître l'efficacité de la sécurité collective affirment qu'elles sont de nature à lancer et favoriser un désarmement mutuel progressif. Les doutes, empreints de pessimisme et paradoxaux, de leurs opposants sont clairement résumés, en novembre 1935, par le Comité britannique de défense impériale: «Il est presque impossible de prévoir avec quelles nations nous pourrions entrer en conflit à la suite d'un manquement au pacte [...] Il est tout aussi difficile de déterminer la manière [...] dont il nous faudrait utiliser nos forces [armées], étant donné que l'on ne peut bénéficier d'aucune indication quant aux conditions dans lesquelles il nous

faudrait opérer. Par conséquent, [...] le principe de sécurité collective nous oblige à nous préparer mieux encore qu'avant à la guerre» (Dunbabin, 1993, pp. 440-441).

Bien que la Société soit elle-même un produit des accords de paix, et même si les 26 articles du pacte constituent la première partie de tous les traités négociés à Paris, il devient rapidement clair que les Britanniques et les Français n'ont pas l'intention de laisser les aspects majeurs de l'application de ces traités leur glisser entre les doigts. Au lendemain du putsch Kapp de mars 1920 en Allemagne, et en représailles à ce qu'elle considère comme une incursion illégale des troupes de son voisin dans la zone démilitarisée de la Ruhr, la France décide unilatéralement, les 5 et 6 avril, d'occuper cinq villes allemandes: Francfort, Darmstadt, Hanau, Hombourg et Dieburg.

Lord Robert Cecil suggère que la présence de ces troupes allemandes dans la zone interdite représente une menace de guerre et qu'elle relève donc, en vertu du traité, du domaine de compétence de la Société. Mais le Foreign Office, s'il juge l'argumentaire convaincant, n'est pas disposé à suivre cette politique – ces questions doivent être réglées par les gouvernements alliés, et non par la Société (191340/4232/18 dans FO371/3783, Archives nationales britanniques, Kew). Celle-ci a ses pratiques, qui consistent par exemple à mettre de côté le principe d'autodétermination lorsqu'il paraît nécessaire d'attribuer à la France le charbon de la Saar ou à la Pologne l'usage du port de Danzig, sans accorder à la population des régions concernées la moindre souveraineté nationale. Il est par ailleurs bien commode de confier la protection des minorités d'Europe centrale et de l'Est aux bons soins de la Société.

La Grande-Bretagne et la France demandent ainsi à la Société de trouver une solution à l'impasse où ils se trouvent face aux résultats du plébiscite haut-silésien de 1921 au sujet des frontières réelles de la région, ce qui constitue une implication inhabituelle et exceptionnelle de l'organisation dans l'application du traité. Cela ne réussit d'ailleurs pas forcément aux Britanniques, puisque la frontière qui sera finalement tracée est beaucoup plus favorable à la Pologne que Londres ne l'aurait souhaité. La description peu flatteuse qui fait du comité, selon le secrétaire du Cabinet britannique de l'époque, Sir Maurice Hankey, un groupe constitué «d'un Belge pro-Français, de deux Métèques et d'un Chinetoque» donne une idée du peu de respect qui lui est accordé et reflète clairement la déception britannique (Hankey à D'Abernon, 2 octobre 1921. D'Abernon Papers, ADD MSS 48954, British Library). L'attitude anglo-française est plus compréhensible lorsque les deux pays rejettent, en 1921, l'idée d'un remplacement de la Commission de suivi des missions militaires alliées par la Société comme principal organe de contrôle du désarmement allemand, de même que lorsqu'ils se déclarent sceptiques quant à la capacité de l'organisation à mener à l'avenir des activités de surveillance, cela en dépit des dispositions de l'article 213 du traité.

La Société enregistre certes des succès, dont ceux relatifs au problème des îles Aaland en 1920 et au conflit gréco-bulgare de 1925 sont les plus représentatifs, mais ils ont trait à des zones accessibles de l'Europe, opposent des Etats mineurs et n'engagent pas les intérêts directs d'une grande puissance. Le rôle positif de l'organisation dans la lutte contre l'esclavage, la prostitution internationale et le trafic de drogue, de même

que dans la protection des réfugiés et des minorités, est déjà reconnu à l'époque et sera confirmé plus tard par les historiens. Mais il est difficile de déterminer si la «nouvelle diplomatie» d'alors obtient des résultats différents de ceux auxquels serait parvenue l'«ancienne» dans des circonstances identiques.

La Société est nettement moins efficace lorsque les critères évoqués ne s'appliquent pas, comme dans la confrontation entre la Bolivie et le Paraguay au début des années 1930, ou encore dans des incidents des années 1920 tels que la prise de Vilna par les Polonais. L'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923 offre un autre exemple de la manière dont l'organisation est mise à l'écart lorsqu'il s'agit de faire respecter le traité. La même année, l'incident de Corfou montre que les exigences du système international, le prestige et la politique des grandes puissances sont autant d'éléments qui nuisent à leur façon à l'implication de la Société (Dunbabin, 1993; Henig, 2000). Quand le problème se produit dans de lointaines contrées et qu'il implique une grande puissance, comme c'est le cas en Mandchourie, en 1931, les efforts de la Société restent globalement sans effet, d'autant qu'il est difficile de désigner clairement le Japon comme l'agresseur (Armstrong, 1982, pp. 28-32). Néanmoins, c'est en Abyssinie, en 1935, que les exigences des ancienne et nouvelle diplomaties s'entrechoquent le plus violemment.

En décembre 1934, les forces italiennes et abyssiniennes s'affrontent à Wal-Wal, en Abyssinie (Ethiopie). Le 3 janvier 1935, les Abyssiniens demandent à la Société de bénéficier des garanties offertes par l'article 11; mais neuf mois plus tard, le leader fasciste italien, Benito Mussolini, se sert de cet incident pour légitimer l'invasion qu'il lance le 3 octobre 1935. Une telle attitude aurait pu être tolérée par les autres grandes puissances (mais évidemment pas par les peuples envahis) au XIX^e siècle, mais tel n'est plus le cas en 1935. Il ne fait alors aucun doute que l'Italie a agi de manière agressive et contrevenu à ses obligations à l'égard d'un autre membre de l'organisation (dont elle a d'ailleurs, ironie de l'histoire, soutenu la candidature). Parallèlement, il est clair que l'Abyssinie, déjà bien connue à Genève pour ses positions douteuses en matière d'esclavage, peut difficilement se poser comme une cause méritant d'essayer les plâtres de la solidarité internationale, mais les circonstances n'en montrent pas moins que la crédibilité de la Société et de sa «nouvelle diplomatie» est désormais inextricablement liée à la réponse qu'apporteront ses principaux membres à ce problème précis.

Leur position se trouve toutefois compliquée par les exigences de l'«ancienne diplomatie». De plus en plus inquiètes de voir l'Allemagne de Hitler renoncer au désarmement et imposer la conscription, la Grande-Bretagne et la France veulent éviter de perdre l'appui italien en Europe. L'Italie possède en effet une impressionnante flotte moderne et Mussolini se vante de la puissance et de l'importance de ses moyens aériens. Le pays conforte sa vocation à jouer un rôle de premier plan sur le théâtre européen lorsque ses troupes marchent sur la frontière Brenner et empêchent Hitler d'aller plus loin en Autriche, à la suite du meurtre du chancelier Dolfuss en juillet 1934. L'Italie acquiert ainsi l'image d'une composante importante de tout équilibre des forces en Europe. Le sommet de Stresa, qui réunit l'Angleterre, la France et l'Italie en

avril 1935, donne aux Britanniques et aux Français l'impression d'avoir consolidé un bloc contre l'Allemagne, alors que pour Mussolini l'indifférence anglo-française face au destin de l'Abyssinie constitue le *quid pro quo* du soutien italien. (Pour une vue d'ensemble du contexte diplomatique européen, voir Marks, 2002; Steiner, 2005.)

D'un côté, il y a donc la sécurité collective, la Société et la moralité internationale et, de l'autre, des considérations sur l'équilibre des forces et une approche amoralisée de la diplomatie internationale qui se préoccupe des fins, non des moyens. La Grande-Bretagne, peut-être dans une plus grande mesure que la France, est prise en tenaille entre ces deux visions antagonistes. La crise en Abyssinie a pour effet d'accroître la pression sur l'élite décisionnaire britannique, déchirée entre le soutien réaffirmé du public à la Société et son propre scepticisme, qui s'accompagne d'une préférence pour l'alternative la plus dure à digérer. Dans une note au ton typiquement acerbe, en date du 8 juin 1935, Robert Vansittart, le sous-secrétaire permanent du Foreign Office, résume parfaitement la position peu enviable de cette élite: «La situation est claire comme de l'eau de roche. Il va falloir soudoyer – n'ayons pas peur des mots – l'Italie d'une manière ou d'une autre, faute de quoi l'Abyssinie périra. La chose pourrait en soi n'avoir qu'une importance très relative si elle ne signifiait pas que la Société, dans ce cas, périrait elle aussi (et que l'Italie exécuterait simultanément une nouvelle volte-face pour se jeter dans les bras de l'Allemagne, mouvement relevant à la fois de la haute politique et de la haute cocotterie – que nous pouvons difficilement nous permettre ces temps-ci.» Il prédit donc «un horrible automne» (Adamthwaite, 1977, p. 138).

A l'automne en question, le gouvernement britannique affronte une élection. Sur 31 379 050 électeurs, 21 997 254 votent à l'occasion de ce scrutin général de novembre. Plus tôt dans l'année, l'Union de la Société des Nations (dont le nombre de membres est lui-même en déclin: de 407 000 en 1931, il n'y en a plus que 377 824 en 1935) organise l'un des tout premiers sondages de l'opinion publique, à travers lequel il cherche à déterminer la façon dont la Société est perçue par les Britanniques. Presque 11 millions de personnes, soit plus de la moitié du nombre de celles qui voteront plus tard dans l'année, répondent à une série de questions qui se focalisent de plus en plus sur les difficultés d'emploi dans l'industrie de l'armement, pour finir par leur demander si elles pensent que le public britannique se battraient pour préserver la paix. A la première question, qui demande si la Grande-Bretagne doit rester membre de la Société, 10 642 560 sondés répondent oui, 337 964 non, ce qui revient sans surprise à 97 % d'avis favorables. Les trois questions suivantes concernent le bien-fondé d'un désarmement global et d'une interdiction de vendre des armes à l'échelle internationale. La cinquième, en deux parties, consiste d'abord à savoir si un agresseur doit être contraint à se désister par des moyens économiques et non militaires, ce à quoi 9 627 606 (soit 94,1 %) personnes interrogées disent oui, pour 60 165 qui répondent par la négative. La deuxième partie a trait au soutien que le public apporterait à des sanctions militaires contre un agresseur, si cela s'avérait nécessaire. 6 506 777 personnes se déclarent prêtes à appuyer de telles démarches, contre 2 262 261 qui ne le souhaiteraient pas, ce qui signifie tout de même que 74,2 % des répondants seraient favorables à la guerre en dernier recours. Aucun des partis

politiques présents à l'élection ne peut en tout cas ignorer cette validation publique de la Société, quand bien même ses dirigeants exprimeraient des doutes au sujet de la notion de sécurité collective.

La Grande-Bretagne appuie donc l'idée de sanctions contre l'Italie, mais se désolidarise des deux dont on peut penser qu'elles auraient été les plus efficaces (ou, plus gênant, qu'elles auraient poussé Mussolini à se comporter «en chien fou», selon l'expression des dirigeants britanniques, en lançant par exemple une attaque surprise sur la Royal Navy en Méditerranée) – à savoir un embargo sur les livraisons de pétrole et une interdiction d'emprunter le canal de Suez. Cela aurait pu suffire à ce que le gouvernement conserve sa crédibilité aux yeux de l'électorat et que le gouvernement national de coalition, dominé par les conservateurs, soit confortablement réélu, mais les résultats internationaux s'avèrent moins favorables. Les sanctions contre l'Italie ne l'empêchent pas de conquérir l'Abyssinie, ce que la Société reconnaît à contre-cœur à l'été 1936. Celle-ci est alors perçue comme ayant échoué; elle devient progressivement obsolète dans la diplomatie internationale, les petits Etats veillent désormais à leur propre sécurité ou, comme l'Irlande, choisissent la neutralité, et les plus grands pays reviennent à leurs politiques traditionnelles d'alliances et de réarmement. Lorsque l'*Anschluss* autrichien a raison de l'indépendance d'un membre en 1938, la Société n'en est même pas informée. L'Italie devient l'alliée de l'Allemagne nazie, à mille lieues du camp de Stresa dont l'a éloignée une politique qui a produit des effets diamétralement opposés à ceux escomptés. La Grande-Bretagne n'a ni instauré la sécurité collective ni restauré l'équilibre des forces.

Conclusions

En réalité, la sécurité collective n'aurait pu aboutir que si les grandes puissances – en particulier la Grande-Bretagne et la France – avaient été disposées à apporter tout leur soutien à la Société, faute de quoi il était inévitable que les petits Etats se sentent trahis quant à leur foi dans le système. Restait par ailleurs la question de savoir qui porterait le poids de l'action de la Société. Comme Sir Samuel Hoare, secrétaire aux Affaires étrangères britannique, le dit à l'Assemblée de la Société le 11 septembre 1935, «[...] mon pays est résolument favorable [...] à l'application collective du Pacte dans son entier, et notamment à une résistance ferme et collective face à tout acte d'agression unilatérale» – mais il est significatif que cette remarque ait été précédée d'une mise au point selon laquelle «une chose est certaine. Si cela représente un fardeau, celui-ci doit être porté collectivement. Si la paix doit être menacée, elle doit l'être pour tous. La sécurité de tous ne peut être assurée par les seuls efforts de quelques-uns, fussent-ils les plus puissants» (Hoare, 1954, p. 170). Un cynique dirait que les plus petits Etats bénéficiaient à la fois des succès de la Société et du fait qu'il leur en coûtait peu. A l'occasion d'un conflit entre la Colombie et le Pérou, en 1932-1933, le délégué irlandais auprès de la Société, Sean Lester, propose d'imposer au Pérou un embargo sur les armes. A Dublin, Sean Murphy (secrétaire assistant au ministère des Affaires extérieures) rappelle à Lester que l'Irlande n'est ni un fabricant ni un exportateur d'armes. «Le ministère souhaite éviter une situation dans laquelle l'Etat irlandais libre prendrait une trop grande part dans l'acceptation d'une obligation dont

la responsabilité ne lui incombe pas mais revient à d'autres Etats» (Kennedy, 1996, p. 179).

La leçon abyssinienne est douloureuse. Le 30 juin 1936, l'empereur Haile Selassie s'adresse à l'Assemblée de la Société en ces termes: «Je demande aux grandes puissances, qui ont promis la sécurité collective aux petits Etats – ces petits Etats sur lesquels pèse la menace de subir un jour le sort de l'Ethiopie: quelles mesures avez-vous l'intention de prendre? Représentants du monde, je suis venu à Genève pour m'acquitter devant vous du devoir le plus douloureux d'un chef d'Etat. Quelle réponse vais-je ramener à mon peuple?» (*ibid.*, p. 220). Pour les adeptes de la *Realpolitik*, la réponse va de soi, comme le déclare Henry Pownall, alors membre du secrétariat du Comité britannique de défense impériale: «Assez de sécurité collective, de “forces morales” et de tout ce genre de choses [...] Il n'est pas bon de penser que les articles 10 et 16 du pacte peuvent perdurer. Les gens qui comptent dessus pour leur sécurité s'en mordront les doigts, comme l'Abyssinie en a fait l'amère expérience. Les nations les plus modestes en sont parfaitement conscientes et le disent avec colère par l'intermédiaire de leurs journaux [...] Par conséquent [...] nous savons maintenant où nous en sommes. L'“expérience” a été tentée, et elle a échoué. Quelle chance qu'elle n'ait été tentée qu'à petite échelle, même si l'Abyssinie n'est probablement pas de cet avis» (cité d'après Dunbabin, 1993, p. 441).

La «grande expérience» de Robert Cecil aboutit donc à un échec. Elle reposait en fait sur trop de paradoxes: la tentative d'établir une sécurité collective dans un monde composé d'Etats souverains; l'espoir d'une démocratie internationale dans un monde dominé par les grandes puissances; la volonté d'arrêter un agresseur potentiel et de maintenir la paix en brandissant la menace de la guerre en dernier recours; une garantie d'intégrité territoriale combinée à un organe de réajustement territorial; bref, une base révolutionnaire pour assurer la stabilité internationale future. Toutefois, cette expérience constitue un précédent sur lequel sera bâtie, en 1945, l'Organisation des Nations Unies, qui connaîtra ses propres difficultés dans l'application du concept de sécurité collective. En fait, dans le cas de l'ONU, peut-être faudrait-il orthographier «collective» avec un «k», étant donné que seuls la Corée (*Korea*, en anglais) et le Koweït ont été le théâtre d'opérations réussies. La Société représentait, à la fin de la première guerre mondiale, l'un des aspects les plus nobles du rétablissement de la paix. A ce titre, l'expérience de Jean Monnet comme assistant du premier Secrétaire général, Sir Eric Drummond, est sans doute pour beaucoup dans sa pensée future, notamment lorsqu'il suggèrera que la coopération européenne d'après la seconde guerre mondiale s'inspire des caractéristiques internationales de la Société, mais en y incluant des compétences supranationales. Monnet croyait fermement au pouvoir des institutions, citant souvent Henri-Frédéric Amiel, mémorialiste genevois du XIX^e siècle: «Tout homme vient au monde sans mémoire. Seules les institutions gagnent en maturité: elles sont les gardiennes de la sagesse collective que les hommes, soumis aux mêmes lois, assimilent progressivement – ce n'est pas leur nature qui change, mais leur comportement.» (Duschene, 1994, p. 401)

On peut considérer que la Société n'a pas été un échec absolu, puisqu'elle a fait avancer l'idée d'un droit international et qu'elle a contribué à la création des institutions mondiales que nous connaissons aujourd'hui; il n'en reste pas moins que dans l'entre-deux-guerres, elle n'a jamais su se substituer à la notion d'équilibre des forces dans l'esprit de la plupart des principaux hommes d'Etat. Il est d'ailleurs tragique de constater que leurs tentatives, qu'elles aient été sincères ou cyniques, de se poser en tenants de la sécurité collective n'ont servi ni l'unité ni la sécurité, ruinant dans le même temps la politique qui, si elle a aujourd'hui perdu tout crédit, avait alors leur préférence.

Sélection bibliographique

Adamthwaite, Anthony, *The making of the Second World War*, Allen and Unwin, Londres, 1977.

Armstrong, David, *The rise of the international organisation: A short history*, Macmillan, Basingstoke, 1982.

Bull, Hedley, *The anarchical society: A study of order in world politics*, 2^e éd., Macmillan, Basingstoke, 1995.

DBFP, *Documents on British foreign policy*, HMSO, Londres, séries 1A, vol. 1, 1996.

Dunbabin, J. P., «The League of Nations' place in the international system», in *History*, vol. 78, n° 254, 1993.

Duroselle, Jean-Baptiste, *Clemenceau*, Fayard, Paris, 1988.

Duschene, François, *Jean Monnet: The first statesman of interdependence*, New York, 1994.

Egerton, George, *Great Britain and the creation of the League of Nations: Strategy, politics and international organisation, 1914-1919*, Scolar, Londres, 1979.

Henig, Ruth, «Britain, France and the League of Nations in the 1920s», in Sharp, A. et Stone, G., *Anglo-French relations in the twentieth century: Rivalry and cooperation*, Routledge, Londres, 2000.

Hoare, Sir Samuel, *Nine troubled years*, Collins, Londres, 1954.

Kennedy, Michael, *Ireland and the League of Nations, 1919-1946: International relations, diplomacy and politics*, Irish Academic Press, Dublin, 1996.

MacMillan, Margaret, *Peacemakers: The Paris peace conference of 1919 and its attempt to end war*, John Murray, Londres, 2001.

Marks, Sally, *The ebbing of European ascendancy: An international history of the world, 1914-1945*, Arnold, Londres, 2002.

Otte, T. G., «Almost a law of nature? Sir Edward Grey, the Foreign Office and the balance of power in Europe, 1905-1912», in *Diplomacy and Statecraft*, vol. 14, n° 2, 2003.

Pollard, A. F., «The balance of power», in *Journal of the British Institute of International Affairs*, vol. 2, 1923.

Sharp, Alan, *The Versailles settlement: Peacemaking in Paris, 1919*, Macmillan, Basingstoke, 1991.

Shaw, Bernard, *Peace conference hints*, Constable, Londres, 1919.

Steiner, Zara, *The lights that failed: European international history, 1919-1933*, Oxford University Press, Oxford, 2005.

Temperley, H. W. V. (éd.), *A history of the Paris peace conference*, 6 vol., Oxford University Press, Oxford, 1920 (réimprimé en 1969).

Chapitre 17

Les Yougoslaves à la conférence de paix de Paris et l'héritage de la première guerre mondiale

Tvrko Jakovina

La première guerre mondiale et son héritage chez les Slaves du Sud

Un de mes jeunes collègues, assistant en histoire américaine, évoqua le sujet d'un test qu'il avait donné à ses élèves: citer la liste des cinq plus grands présidents américains. A ma grande surprise, Woodrow Wilson, vingt-huitième président des Etats-Unis, n'avait été mentionné dans aucune copie. A sa grande surprise, Wilson aurait vraisemblablement figuré (selon moi) sur la liste de la plupart des étudiants européens. Qu'il ait été naïf et idéaliste, ou un messie et un homme d'Etat en avance sur son temps, Wilson posa au moins trois pierres angulaires de la politique du monde moderne: les Etats nationaux, la démocratie et la sécurité collective (voir, par exemple, Sheffield, 2002, p. 278; Best *et al.*, 2003, pp. 39-41). La fin de la première guerre mondiale marqua incontestablement le début d'une nouvelle ère. Même si elles furent loin d'être parfaites, et bien que certaines élites nationales aient considéré par la suite que leur «âge d'or» se situait au XIX^e siècle plutôt qu'au suivant (c'est le cas, par exemple, des Croates), les conséquences de la Grande Guerre, positives et durables, représentèrent une victoire.

La première guerre mondiale modifia radicalement la situation des Slaves du Sud et la géographie politique de l'Europe du Sud-Est. Trois des 14 points énoncés par Woodrow Wilson en janvier 1918 concernent directement cette région. Bien que tous les Yougoslaves aient été finalement réunis dans le même Etat, le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et en aient dès lors partagé les conséquences, l'héritage de la première guerre mondiale ne fut et n'est pas le même pour l'ensemble des ex-Yougoslaves. Dès le lendemain de la guerre, il représentait beaucoup plus pour les Serbes que pour le reste de la population. Tout cet ensemble de villages qui reçurent le nom du régent Alexandre Karadjordjević fut fondé dans la partie orientale de la Croatie (Slavonie), en Vojvodine (aujourd'hui au nord de la Serbie) et en Macédoine (qui était alors appelée Serbie du Sud), où des terres furent octroyées aux vétérans serbes. D'autres mesures, en revanche, furent loin d'être populaires. Le territoire du royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui faisait autrefois partie de l'Autriche-Hongrie était plus étendu, plus peuplé et plus riche que celui de la Serbie (Macédoine et Monténégro compris). Aussi la population du premier fut-elle mécontente de la

décision d'échanger les anciennes couronnes austro-hongroises au taux de quatre couronnes pour un dinar (voir, Tudjman, 1993, pp. 298-302; Pirjavec, 1995, p. 20).

À l'issue de la Grande Guerre, les Slaves du Sud, autrefois séparés, furent finalement réunis dans un même Etat et sous l'autorité d'une même dynastie, celle des Karadjordjević. C'est ce qui explique que l'héritage de la guerre ait été célébré. Bien que «l'idée yougoslave» fût à l'origine croate, les Serbes et de nombreux autres Slaves y adhérèrent. La fondation du nouvel Etat peut être mise au crédit à la fois des milieux militaires et politiques de Serbie et des responsables politiques slovènes, croates et serbes de l'Empire austro-hongrois.

Après la seconde guerre mondiale, la position officielle de la Yougoslavie socialiste de Tito fut identique à celle adoptée par la gauche, c'est-à-dire les intellectuels communistes, durant l'entre-deux-guerres. La création de l'Etat yougoslave et l'unification des Slaves du Sud constituaient une réalisation positive. Tout le reste était bien entendu négatif: le système capitaliste, la monarchie, la dictature, l'absence de règlement de la question nationale. Du fait de cette situation et d'une historiographie toujours très soucieuse de «distance historique», les ouvrages consacrés à la Grande Guerre furent assez peu nombreux, surtout dans certains pôles yougoslaves. Les Macédoniens furent généralement déçus des conséquences de la première guerre mondiale. Les Bulgares avaient tenté pendant le conflit d'éradiquer toute trace d'influence serbe; au lendemain de la guerre, les Serbes firent de même, en sens inverse.

Rétrospectivement, et bien qu'ils n'eussent pas été reconnus au départ, les Macédoniens furent heureux de la création de la Yougoslavie. Durant la seconde guerre mondiale et dans la Yougoslavie de Tito, certaines prérogatives d'Etat leur furent concédées. Aussi leur lecture du traité de Versailles fut-elle conforme à la doctrine officielle de l'époque socialiste. Les Albanais du Kosovo ne s'accommodèrent jamais vraiment de la souveraineté serbe ni de l'instabilité, doublée de répression, qui précéda et suivit les opérations militaires. Malgré le déclenchement de la guerre à la suite de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, le théâtre des hostilités fut relativement éloigné du territoire de la Bosnie-Herzégovine. Sa population musulmane et croate perçut extrêmement mal l'assassinat de l'archiduc commis par Gavrilo Princip, membre de l'organisation «Jeune Bosnie», avec l'appui d'une société secrète composée d'officiers de l'armée serbe, la «Main noire». Après la première guerre mondiale, le pont qui enjambe la Miljacka à Sarajevo reçut pourtant le nom de Gavrilo Princip. Ce dernier était principalement dépeint dans les manuels scolaires yougoslaves comme un patriote issu des classes opprimées, un jeune homme qui commit un acte patriotique certes désespéré, mais compréhensible. Ce même pont a aujourd'hui retrouvé le nom de «Latinska ćuprija» qu'il portait avant la Grande Guerre. Le monument érigé en mémoire du couple assassiné de la famille impériale fut démoli peu de temps après la guerre et ne fut jamais reconstruit. L'empreinte des pas de Princip fut figurée sur le sol à l'endroit même où il se tenait au moment de l'attentat et devint l'une des curiosités touristiques de la ville.

Les Croates combattirent sur plusieurs fronts. Au début des hostilités, ils se trouvaient exclusivement dans les rangs de l'armée austro-hongroise, sur les champs de bataille de Serbie, de Galicie et plus tard d'Italie. Ils furent par ailleurs des milliers à prendre part en qualité d'engagés volontaires aux combats du front dit de Salonique à l'automne 1918. Ceux-là, comme le futur cardinal croate Aloysiye Stepinac ou le futur ban de Croatie et dernier Premier ministre royal Ivan Šubašić, furent systématiquement considérés comme davantage partisans de la monarchie et de la Yougoslavie, du moins à ce moment. Mais sans l'auteur croate Miroslav Krleža et ses romans, puis les films et téléfilms adaptés de ses œuvres, le souvenir de la première guerre mondiale en Croatie aurait difficilement subsisté au quotidien. Rares sont en effet les monuments aux morts élevés en l'honneur des soldats tombés sur le champ de bataille. L'historiographie croate n'a jamais accordé trop d'attention à cette période: elle s'arrêtait à l'assassinat de Sarajevo ou commençait à la création du nouveau royaume. Les ouvrages consacrés aux différents épisodes de la vie politique durant la guerre, à l'action du Comité yougoslave ou des partis politiques du Sabor (parlement) croate à la même époque représentaient généralement les efforts déployés pour la création de l'Etat yougoslave. Avec la fin de la guerre froide et l'éclatement de la Fédération yougoslave, le discours public croate associa systématiquement à la Yougoslavie les termes de Grande Serbie ou de communiste. La troisième expression la plus courante raillait «la Yougoslavie, produit de Versailles» (et de sa conférence). Elle matérialisait le sentiment d'une gigantesque conspiration dirigée contre les Croates et leur droit à l'indépendance. Comme l'objectif était, au cours des années 1990, de sortir de la Yougoslavie, tout élément en rapport avec cet Etat et surtout sa création même avait une connotation négative.

Les Slovènes se sentirent nettement moins frustrés par le rattachement de leur pays à la Yougoslavie. Bien plus réalistes que les Croates, ils comprirent que leurs chances de voir régler la situation de 1918 dans un sens plus favorable à leur «cause nationale» étaient inexistantes. Les Italiens, sortis vainqueurs de la guerre et qui étaient finalement parvenus à franchir la Soča (Isonzo), annexèrent d'énormes portions du territoire national slovène (et croate) que leur avait attribué le traité secret de Londres. Des unités de l'armée serbe contribuèrent à empêcher l'armée italienne de s'emparer encore de Ljubljana (Krizman, 1989, p. 338). Les Slovènes, dont la population instruite était la plus avancée de l'ensemble des Slaves du Sud, parvinrent à affermir leur position d'abord à l'époque du royaume, puis dans la Yougoslavie de Tito. Les régions abandonnées à l'Italie en 1919 furent partiellement récupérées en 1945. L'ouest de la Slovénie regorge de monuments et de cimetières aménagés en souvenir de la première guerre mondiale; il abrite également le magnifique musée de Kobarid, auquel le Conseil de l'Europe a décerné il y a quelques années le prix du meilleur musée de l'année. Comme pour les Croates, la fin de la première guerre mondiale sonna pour les Slovènes le glas d'une union étatique séculaire avec la dynastie des Habsbourg.

Le Monténégro occupe une position particulière. Ce pays rangé aux côtés des Alliés, mais occupé, fut expressément mentionné dans les «14 points» du président Wilson; son monarque, d'une longévité mémorable, grand-père du régent serbe et

futur roi de Yougoslavie, fut dépossédé de son trône tandis que le pays était privé de sa souveraineté. Les Monténégrins, de confession orthodoxe, furent partisans d'un Etat uni. Tous n'approuvèrent cependant pas les méthodes employées pour parvenir à l'unification de la Serbie et du Monténégro. Les «Verts», fidèles à la dynastie monténégrine des Petrović, s'opposaient aux «Blancs»; surnommés ainsi à cause de la couleur des tracts qui propageaient leurs idées, ceux-ci convoquèrent les élections de la Grande Assemblée nationale du Monténégro, laquelle déposa Nicolas I^{er} et proclama l'union avec la Serbie. Toutes les tentatives ultérieures de modification de la situation, comme la révolte de Noël 1919, s'avèrent vaines (Tudjman, 1993, pp. 250, 273). La glorieuse histoire de cette principauté longtemps indépendante, pauvre, mais qui avait su tisser un remarquable réseau de relations diplomatiques, fut une source permanente d'inspiration pour de nombreux Monténégrins, même ceux pour qui leur identité nationale était en partie serbe. Ceux qui se sentaient davantage ou exclusivement monténégrins exaltaient leur dynastie, leur opposition aux Ottomans et leur indépendance. Aujourd'hui, alors que le Monténégro s'est acheminé vers une souveraineté pleine et entière de Podgorica, l'unification sans condition avec la Serbie de 1918 est de plus en plus souvent considérée comme une erreur.

Pour les Serbes, la première guerre mondiale représenta un événement historique aussi capital que glorieux. Rares furent les nations confrontées à tant d'épreuves en un laps de temps aussi court: deux guerres balkaniques, puis une guerre mondiale en moins de trois ans. Les Serbes parvinrent à remporter une série de batailles contre les forces austro-hongroises en 1914, avant d'être défaits; ils procédèrent alors au repli du gouvernement et de l'armée plus au sud, tout en demeurant une force politique respectée et promise à un brillant avenir. Au lendemain de la guerre, ils durent choisir entre le rattachement de régions qu'ils considéraient comme indubitablement serbes (la Grande Serbie) et la solution yougoslave, signifiant la constitution d'un Etat plus vaste. Le royaume nouvellement créé des Serbes, Croates et Slovènes était dominé par les Serbes et incarnait, en un sens, l'aboutissement triomphal d'un siècle d'évolution et d'accroissement territorial de la Serbie. Enivrées par la victoire, les élites serbes se conduisirent malheureusement davantage en occupants et en maîtres qu'en frères. Les Croates étaient surtout mécontents d'avoir perdu les institutions et l'autonomie dont ils avaient joui pendant des siècles de domination habsbourgeoise. Dans la deuxième moitié des années 1980, un nombre croissant d'historiens serbes commencèrent à contester publiquement la solution retenue en 1918. Selon eux, le choix d'un Etat plus réduit aurait été nettement plus profitable aux intérêts nationaux serbes. Cette entité aurait englobé les deux tiers de la Croatie, ainsi que la totalité de la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Macédoine.

Lorsque la guerre éclata en 1914, le futur président et dirigeant yougoslave Josip Broz Tito était caporal dans l'armée austro-hongroise. Les premiers combats livrés sur le front de Serbie, auxquels il prit part et où il combattit courageusement en compagnie de milliers de citoyens issus de cette partie de l'Empire austro-hongrois, dont des Serbes, furent finalement gommés de sa biographie officielle. Longtemps après, alors qu'il voyageait dans cette partie de la Serbie, il évoqua les lieux où son unité s'était

battue. Alexander Ranković, l'homme fort de la Serbie durant les premiers temps de la Yougoslavie de Tito, lui recommanda de rester discret à ce sujet (Ridley, 2000, p. 71). Durant la guerre qui opposa l'OTAN à la Serbie en 1999, le monument érigé en l'honneur de la France, en souvenir du soutien qu'elle lui avait apporté pendant la Grande Guerre, fut recouvert à cause de sa participation aux attaques lancées par l'OTAN. Lors du procès de l'ancien président serbe, Slobodan Milošević, devant le Tribunal pénal international de La Haye, l'un des «amis de la cour» rappela les exploits de Tito sur le front serbe en 1914. Il fut interrompu par le juge, qui demanda qu'on ne tînt aucun compte de ses observations, au motif qu'elles étaient étrangères à l'affaire. Cet incident est néanmoins extrêmement révélateur. L'histoire de l'Europe du Sud-Est demeure très présente et très utilisée (de manière détournée) dans le débat politique.

La première guerre mondiale

Les Slaves du Sud comprennent les peuples séparés du reste du groupe slave par les Hongrois et les Roumains. Seuls les Bulgares, les Serbes et les Monténégrins avaient accédé à l'indépendance avant le déclenchement de la première guerre mondiale. Les habitants de la Macédoine demeurèrent sous domination ottomane jusqu'en 1912, au moment du partage de la Macédoine historique entre la Grèce, la Bulgarie et la Serbie. La Bosnie-Herzégovine appartient à l'Empire ottoman jusqu'en 1878, mais ne devint officiellement austro-hongroise qu'en 1908. A compter de cette date, tous les Croates et Slovènes, ainsi que les Serbes qui vivaient en Vojvodine, Croatie et Bosnie-Herzégovine, furent sujets austro-hongrois. L'Autriche-Hongrie était confrontée au grave problème du mécontentement des Slaves, qui ne se limitaient pas à ceux de l'Europe du Sud-Est. Bien que la question des nationalités prît chaque jour davantage d'ampleur, l'Empire résistait à la contestation nationaliste. Tous les Slovènes, répartis en plusieurs provinces historiques, ainsi que les Croates de Dalmatie et d'Istrie, faisaient partie de la moitié autrichienne de la monarchie. Le reste de cette population était intégré au royaume de Hongrie et parvint à préserver son autonomie et son parlement (Sabor).

Les effectifs militaires du territoire de la Croatie-Slavonie étaient rattachés à la «*Honvéd*» hongroise, mais la langue de commandement de ce que l'on appelait la «*Domobranstvo*» était le croate (depuis 1868); les officiers étaient croates, les uniformes portaient des insignes croates et le drapeau lui-même était bordé des couleurs nationales croates (Ćutura et Galić, 2004, pp. 39-40). Malgré ces caractéristiques probablement flatteuses pour l'élite nationale croate, une telle organisation posait un problème de fonctionnement pratique (comment commander une armée dont les soldats parlaient trois langues différentes), sans doute plus préoccupant qu'aucun autre. Quel qu'ait été leur degré d'insatisfaction face à la situation générale, ces populations slaves étaient divisées, faibles, en petit nombre et démunies. Les Serbes possédaient leur propre Etat, ce qui inquiétait Vienne. Belgrade ambitionnait en effet de devenir le Piémont des Slaves du Sud.

«La monarchie doit prendre une décision énergique pour démontrer sa capacité de survie et mettre un terme à la situation intolérable qui prévaut au sud-est», faisait

observer le Premier ministre hongrois lors de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 (Best *et al.*, 2003, p. 266). Que le Premier ministre serbe Nicolas Pašić ait été informé ou non de l'attentat importe peu (MacMillan, 2003, p. 113). La guerre éclata après l'ultimatum lancé aux Serbes. Il était vain d'espérer écraser la Serbie, humilier la Russie et faire voler en éclats l'Entente. La majorité des soldats qui participèrent à l'offensive lancée contre la Serbie étaient des Croates et des Serbes de la double monarchie. L'armée serbe remporta les premières batailles, mais ne tarda pas à perdre Belgrade. Lorsque la Bulgarie entra en guerre aux côtés des puissances centrales, le territoire serbe et monténégrin fut partagé et occupé par celle-ci et l'Autriche-Hongrie jusqu'aux tout derniers jours du conflit.

L'Italie ne demeura neutre au début des hostilités que pour rejoindre l'Entente en mai 1915. Après des mois de négociation entre les deux parties, l'accord secret de Londres assura aux Italiens l'attribution de gigantesques portions du territoire albanais, croate et slovène, ainsi que le Sud-Tyrol. L'Italie lança sans succès quatre offensives sur l'Isonzo (Soča) en 1915, afin d'affaiblir les positions autrichiennes et de tenter une percée jusqu'à Trieste, puis jusqu'à Vienne et Budapest (Sheffield, 2002, pp. 326-331; Boban, 1992, p. 17). Ce plan prévoyait une jonction avec les troupes russes sur le sol hongrois, mais les forces italiennes étaient trop faibles pour y parvenir. Les interminables campagnes de 1915 se poursuivirent en 1916.

Aucun déplacement d'envergure du front ne se fit en 1917. Le commandant en chef des forces austro-hongroises sur place était le général croate Borojević. Lorsque la révolution éclata en Russie, les Affaires étrangères soviétiques dénoncèrent la diplomatie secrète et publièrent l'ensemble des accords secrets connus des diplomates tsaristes. L'attitude du commissariat du peuple aux Affaires étrangères et du marin Markin fut profitable aux intérêts austro-hongrois. Le service de propagande de guerre de Vienne fit imprimer, sous forme de tracts, les cartes des territoires attribués à l'Italie par l'accord de Londres de 1915. Les soldats slovènes et croates, majoritaires le long du front de la Soča, en furent indignés. La première victoire éclatante remportée par les Italiens avec l'aide des Britanniques et des Français fut celle de Vittorio Veneto, livrée du 24 octobre au 4 novembre 1918. Trieste fut finalement perdue. Grâce aux succès militaires obtenus sur le front de Salonique au sud-est, la perspective de former un Etat uni apparut pour la première fois de leur histoire aux Slaves du Sud. Un grand nombre de conceptions diverses s'opposaient quant à son organisation, mais il n'aurait qu'une armée et une dynastie.

Des troupes coloniales françaises entrèrent en 1919 à Zagreb. Un bataillon fut cantonné dans le centre même de la ville. Il se composait de Vietnamiens, que les habitants de Zagreb qualifièrent de «Chinois». Ils donnèrent des représentations d'opéra populaire et des spectacles de danse auxquels assista la population locale (Šuvar, 2001, p. 31). Mais ces Vietnamiens ne furent stationnés sur place qu'à titre temporaire. La Grande Guerre marqua un véritable tournant historique. Ainsi, après mille ans d'union politique avec les Magyars et un demi-millénaire de vie commune avec les Habsbourg, les Croates appartenaient à un nouvel Etat dont ils n'étaient plus cette fois la composante la moins développée, mais au contraire la plus avancée et la

plus riche. La capitale avait changé, de même que la dynastie et la religion dominante. Le système en place était moins occidental, mais ceux qui en avaient la charge étaient considérés comme des frères et parlaient une langue similaire. Un grand nombre de Croates et de Slovènes demeurèrent en dehors des frontières du nouvel Etat; tous les Serbes, en revanche, vivaient désormais sous leur propre autorité. Les élites nationales serbes, croates et slovènes ne partageaient pas la même conception de l'organisation du nouveau royaume. Ces divergences furent patentées durant la guerre.

Au moment de l'ouverture des hostilités, Pierre I^{er}, que l'on considère souvent comme l'un des souverains les plus libéraux de l'histoire de la Serbie, régnait sur le pays. Le gouvernement était dirigé par Nicolas Pašić, l'un des plus brillants hommes politiques de la Serbie moderne. Dès le mois de septembre 1914, les responsables politiques du pays évoquèrent leur intention de constituer un puissant Etat, qui regrouperait l'intégralité des Serbes, Croates et Slovènes. Cet objectif, qui allait au-delà d'une simple libération, fut réaffirmé début décembre 1914 à Niš, dans le sud du royaume (Dimić, 2001, p. 11).

Dans le camp adverse, une partie de l'élite politique croate quitta le pays et forma le Comité yougoslave. Le siège de cet organe était établi à Londres. Il était présidé par le Croate Ante Trumbić, originaire de Split, en Dalmatie. Le projet de ses membres visait à la création d'un Etat commun avec la Serbie et le Monténégro. L'un d'eux, Frano Supilo, sans doute l'un des meilleurs hommes politiques que la Croatie ait jamais eu, était partisan d'un Etat fédéral et non centralisé, une position que ne partageaient absolument pas ses homologues serbes. Déçu par l'attitude de Pašić et de l'Entente après la divulgation du traité de Londres, il démissionna. Les représentants du Comité yougoslave signèrent finalement en 1917 avec les Serbes la déclaration de Corfou, dont l'esprit était conforme à la conception fédéraliste.

Le futur Etat devait prendre la forme d'une monarchie constitutionnelle, parlementaire et démocratique. La Constitution devait garantir l'existence de trois drapeaux, trois religions et deux alphabets. Le changement d'attitude des autorités serbes fut de courte durée, du fait de la révolution russe et de la complication des relations politiques (Goldstein, 1999, pp. 110-111; Boban, 1992, p. 8). Les Croates, Slovènes et Serbes qui étaient restés fidèles aux Habsbourgs et continuaient à prendre part à la vie politique dans la moitié autrichienne de la double monarchie adoptèrent en 1917 la résolution dite de mai. Celle-ci demandait la constitution d'une entité distincte de Slaves du Sud au sein de l'Empire. Ils constituaient un cercle yougoslave, présidé par le Slovène Anton Korošec et se réclamaient des traditions parlementaires et historiques croates (Dimić, 2001, pp. 21-24; Krizman, 1989, p. 342). A la suite de cette décision, lorsque la fin de l'Autriche-Hongrie approcha, les délégués des Slovènes, Croates et Serbes formèrent le Conseil national (*Narodno vijeće*) à Zagreb. Le 29 octobre 1918, le *vijeće* proclama l'indépendance et la création de l'Etat des Slovènes, Croates et Serbes, avec Zagreb pour capitale. Il ne fut cependant pas reconnu par la communauté internationale; dépourvu de forces armées, confronté à la progression militaire de l'Italie dans les régions promises à cette dernière par le traité de Londres et dans bien d'autres zones encore, le nouvel Etat se trouva en grande difficulté. Une délégation

conduite par le D^r Ante Pavelić (un dentiste) partit pour Belgrade, poussée par les Croates de Dalmatie, directement menacés par les Italiens, et ignorant les appels de Stjepan Radić et du D^r Hrvoj, qui conjuraient les délégués de ne pas se rendre en Serbie «comme des oies dans le brouillard». Le discours d'unification fut lu au régent Alexander Karadjordjević le 1^{er} décembre 1918.

Paris, 1919

La conférence tenue à Versailles débuta en janvier 1919. Les pays vaincus qui existaient encore n'y furent pas invités. Bien que la conférence de Paris comptât jusqu'à 58 commissions différentes, les décisions du Conseil des cinq et plus encore du Conseil suprême, composé des Premiers ministres et des présidents du Royaume-Uni, de la France, des Etats-Unis et de l'Italie, faisaient loi (Kissinger, 1994, p. 232). Pour autant, ces représentants ne partageaient pas les mêmes valeurs ni la même conception de la manière dont il convenait d'organiser la paix.

Les pourparlers de paix de Paris eurent lieu alors que les combats se poursuivaient. La «Grande Guerre» ne s'acheva en effet pas à la fin de l'année 1918. Les troupes britanniques, françaises, américaines et japonaises combattaient au contraire encore les Rouges en Russie soviétique. Les Russes eux-mêmes étaient en pleine guerre civile. Quelques années plus tard, une fois les forces contre-révolutionnaires repoussées, l'un de leurs chefs, le général Wrangel, vint s'établir avec des milliers de Russes dans le nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes; il mourut à Belgrade où il fut inhumé. Une guerre russo-polonaise faisait rage au même moment. Les Hongrois se battaient encore sur deux fronts, en Slovaquie moderne et en Roumanie. Les Irlandais s'efforçaient d'obtenir leur indépendance. Un vent d'insurrection et de révolution communiste soufflait partout. La population de l'ensemble du continent était totalement épuisée par un conflit qui avait causé un nombre colossal de victimes et de gigantesques dommages matériels. C'est dans cette atmosphère que se déroulèrent des négociations qui, dans une certaine mesure, se voulaient une réponse à la situation. La rectification des frontières représenta l'une des questions les plus brûlantes. Certains tracés, comme celui de la frontière orientale de la Pologne, furent redessinés sur le champ de bataille.

Les pourparlers, dès lors, servirent en partie à légitimer des modifications opérées par la force. Ils offrirent l'occasion de pousser à la tenue de référendums et de plébiscites. Des référendums furent ainsi organisés dans le Burgenland (Autriche), au Schleswig-Holstein et en Silésie, mais il n'y eut aucun plébiscite au Sud-Tyrol, en Alsace-Lorraine, à Dantzig ou dans le corridor polonais. Cela s'explique bien entendu par le fait que les quatre grands étaient en mesure de prévoir que les plébiscites organisés dans ces régions auraient produit des résultats contraires à ceux qu'ils souhaitaient.

Les priorités des cinq grands étaient différentes. Le Japon souhaitait la reconnaissance internationale de son annexion des colonies allemandes du Pacifique. La Grande-Bretagne se préoccupait de son empire. La France voulait prendre sa revanche. Les Etats-Unis étaient partisans de l'autodétermination nationale et de la création

d'une Société des Nations. L'Italie désirait l'application de l'accord de Londres de 1915. La Grèce tentait, à la fois diplomatiquement et militairement, de restaurer une version de l'Empire byzantin aux dépens de ce qui était encore l'Empire Ottoman. Les négociations de paix de Paris reconnaissaient la déclaration Balfour de 1917 et l'accord Sykes-Picot.

Tous ces éléments jouèrent un rôle crucial dans la définition du territoire de la Yougoslavie, ou plus exactement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, dont le pays avait pris le nom depuis le 1^{er} décembre 1918. Le royaume des Slaves du Sud existait déjà avant le début de la conférence de Versailles. Le seul point qui restait à régler était celui des frontières. La délégation yougoslave présente lors de la conférence se composait de différentes personnes. La majorité d'entre elles étaient Serbes, mais le ministre des Affaires étrangères était un Croate de Dalmatie, le président du Comité yougoslave Ante Trumbić. Bien que ce dernier eût signé l'acte d'unification en cyrillique et qu'il fût assurément proyougoslave et opposé à toute idée de maintien de l'Empire austro-hongrois, son discours à l'égard des Serbes n'était pas, c'est le moins que l'on puisse dire, politiquement correct.

«Vous n'allez pas comparer, j'espère, lança-t-il à un auteur français, les Croates, les Slovènes, les Dalmates, dont des siècles de communion artistique, morale et intellectuelle avec l'Autriche, l'Italie et la Hongrie ont fait de purs Occidentaux, avec ces Serbes à demi civilisés, hybrides balkaniques des Slaves et des Turcs.»

«Pour les Serbes tout est simple; pour les Croates tout est compliqué», déclara à l'inverse un délégué d'origine serbe à son homologue britannique (Macmillan, *op. cit.*, p. 113). Alors que certains membres de la délégation étaient beaucoup plus soucieux de garantir les frontières méridionales de l'Etat et d'orienter ce dernier en direction de la péninsule balkanique, d'autres s'inquiétaient du sort des Slaves qui demeuraient au sein de l'Italie, de l'Autriche ou de la Hongrie (Boban, *op. cit.*, pp. 17-19).

A la fin de la conférence de paix de Paris, la Bulgarie céda à la Serbie plusieurs portions de son territoire national, situées près de Strumica, Caribrod et Bosilegrad, ainsi que la région à l'est de Titmok. Le traité de paix de Neuilly fut signé avec la Bulgarie le 27 novembre 1919. Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes y apposa sa signature le 5 décembre. La Roumanie se vit promettre l'intégralité du Banat. Velika Kikinda, Veliki Bečkerek (Zrenjanin), Vršac et Bela Crkva furent finalement accordés à la Serbie. L'accord définitif fut signé en 1924. La Hongrie perdit Medjimurje, Prekomurje, Prekodravlje (Gola, Ždala i Repeš) et Baranja, des régions peuplées presque exclusivement de Slovènes et de Croates, en vertu du traité de Trianon du 4 juin 1920. Bien que les revendications yougoslaves eussent également porté sur Klagenfurt, Villach et Volkermarkt, seules Maribor et Radgona furent finalement attribuées à la Yougoslavie. Le partage le plus douloureux fut celui effectué entre le royaume des Serbes, Croates et Slovènes et l'Italie. Le traité de Rapallo fut signé à l'extrême fin de l'année 1920. Toute la zone située à l'ouest de Snježnik et Idria en Slovénie, la totalité de l'Istrie, les îles de Cres, Lošinj, Lastovo et Palagruža, ainsi que la ville de Zadar, ancienne capitale de la Dalmatie, devinrent italiennes. La ville de Rijeka (Fiume) n'avait pas été promise aux Italiens par le traité de Londres; Gabriele

D'Annunzio, aventurier haut en couleur et grand poète italien, occupa la ville à l'aide d'une armée privée irrégulière en 1919. Rijeka obtint le statut de ville libre distincte, mais fut annexée ultérieurement par l'Italie (Boban, *op. cit.*, pp. 17-19).

Conclusion

La première guerre mondiale fut-elle l'événement clé du XX^e siècle, à l'origine de tout ce qui suivit, comme l'estime Gary Sheffield (Sheffield, 2002, pp. 264 et 274)? Certains experts de premier plan vont jusqu'à affirmer qu'elle fut un conflit tragique et inutile. D'autres la jugent tragique, mais pas inutile, puisqu'elle servit à lutter contre l'autocratie militariste et agressive. Tous les pays ne devinrent pas des démocraties, la sécurité collective que devait garantir la Société des Nations nouvellement créée s'avéra illusoire et les nouveaux «Etats-nations» étaient loin de correspondre à leur appellation (la Tchécoslovaquie regroupait 10 millions de Tchèques et de Slovaques, 3 millions d'Allemands, 700 000 Hongrois, 500 000 Ukrainiens et 60 000 Polonais). Les négociations de paix de Paris ou le traité de Versailles ne furent pas la cause directe de la seconde guerre mondiale, mais leurs imperfections étaient telles qu'ils contribuèrent assurément au déclenchement de ce nouveau conflit. Les accords de paix conclus à Paris en 1919 ne mirent pas un terme à toutes les guerres. Mais la démocratie libérale n'aurait pas triomphé sans la victoire obtenue à l'occasion de la Grande Guerre.

Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes représentait la meilleure solution possible pour chacun. Tout autre décision aurait été moins favorable aux Slovènes et surtout aux Croates. L'union avec les Serbes préserva d'énormes portions du territoire national, qui seraient autrement devenues italiennes (Antić, 2004, pp. 15-21). Les espoirs des Croates, qui pensaient occuper au sein du nouvel Etat une position pratiquement dominante, au moins dans les domaines économiques, du fait de leur avancée, s'avèrent vains. Les Serbes, malgré la courte majorité dont ils bénéficiaient, prétendaient tout dominer, ce qui aurait alors supposé un recours à la force. La fin de la première guerre mondiale et le mouvement révolutionnaire qui remporta la lutte en Russie et secoua brièvement tant de villes européennes marquèrent-ils le début de la guerre froide? Si l'on entend par guerre froide avant tout un combat d'idées, ce fut effectivement le cas. Les nouveaux dirigeants du royaume des Serbes, Croates et Slovènes établirent un réseau de «camps d'internement» dans différentes régions du nouvel Etat. Les personnes internées n'étaient pas toutes de potentiels bolcheviques ou d'anciens prisonniers de guerre capturés par les Russes; il se trouvait également parmi elles des loyalistes fidèles aux Habsbourg, des membres des minorités nationales, etc. (Miloradović, 2004, pp. 267-274). Quatre-vingt mille détenus au total séjournèrent dans ces camps, dont 57 000 avaient été faits prisonniers en Russie. Sur un plan politique, cette décision s'avéra extrêmement impopulaire. Cette erreur, à laquelle tant d'autres s'ajoutèrent, représenta le «début d'un processus dont la Yougoslavie ne se releva jamais» (MacMillan, *op. cit.*, p. 117).

Sélection bibliographique

Antić, Ljubomir, «Prvi svjetski rat i Hrvati», in *Hrvatska Revija*, année 4, n° 2, Zagreb, 2004.

Best, Anthony, Hanhimäki, Jussi M., Maiolo, Joseph A. et Schulze, Kirsten E., *International history of the twentieth century*, Routledge, Londres, 2004.

Boban, Ljubo, *Hrvatske granice od 1918. do 1992. godine*, Školska knjiga/Hrvatska akademija znanosti i umjetnosti, Zagreb, 1992.

Ćutura, Dinko et Galić, Lovro, «Veliki rat: vojnopolitička situacija uoči rata», in *Hrvatska Revija*, année 4, n° 2, Zagreb, 2004.

Dimić, Ljubodrag, *Istorija srpske državnosti, Srbija u Jugoslaviji*, SANU/Beseda/Društvo istoričara južnobačkog i sremskog okruga, Novi Sad, 2001.

Goldstein, Ivo, *Croatia: A history*, Hurst and Co., Londres, 1999.

Kardum, Livia, *Europska diplomacija i Prvi svjetski rat (prvi dio)*, Zagreb, 1994.

Kissinger, Henry, *Diplomacy*, Touchstone, New York, 1994.

Knock, J. Thomas, *To end all wars: Woodrow Wilson and the quest for a new world order*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1992.

Kola, Paulin, *The search for Greater Albania*, Hurst and Co., Londres, 2003.

Krizman, Bogdan, *Hrvatska u prvom svjetskom ratu, Hrvatsko-srpski politički odnosi*, Plava biblioteka, Globus, Zagreb, 1989.

Macmillan, Margaret, *Paris 1919: Six months that changed the world*, Random House Trade Paperbacks, New York, 2003.

Miloradović, Goran, *Karantin za ideje, Logori za izolaciju «sumnjivih elemenata» u Kraljevini Srba, Hrvata i Slovenaca 1919-1922*, Institut za savremenu istoriju, Beograd, 2004 (en cyrillique).

Petrinović, Ivo, *Politička misao Frana Supila*, Književni krug Split, Split, 1988.

Pirjavec, Jože, *Jugoslavija, Nastanek, razvoj ter razpad karadjordjevićeve in Titove Jugoslavije*, Založba Lipa, Koper, 1995.

Ridley, Jasper, *Tito: Biografija*, Prometej, Zagreb, 2000.

Service, Robert, *A history of twentieth-century Russia*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1997.

Service, Robert, *Lenin: A biography*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 2000.

Sheffield, Gary, *Forgotten victory, The First World War: Myths and realities*, Review, Londres, 2002.

Smolaka, Josip, *Izabrani spisi*, Književni krug, Split, 1989.

Šušvar, Mira, *Vladimir Velebit – Svjedok historije*, Razlog, Zagreb, 2001.

Tudjman, Franjo, *Hrvatska u monarhističkoj Jugoslaviji, Knjiga prva 1918.-1929.*, Hrvatska sveučilišna naklada, Zagreb, 1993.

Chapitre 18

La Grande Guerre et le traité de Neuilly-sur-Seine – Héritage réel et imaginaire dans le débat public en Bulgarie

Ivan Ilchev

Au XX^e siècle, en l'espace de trente-cinq ans, précisément de 1912 à 1947, soit presque la moitié d'une vie humaine, les Bulgares ont mené quatre guerres et perdu trois d'entre elles. C'est un record inégalé, il me semble, et on serait tenté de dire qu'aucun autre Etat européen ne nous l'envie. De fait, avec un peu de chance, si tant est que le mot convienne, un conscrit âgé de 18 ans en 1912 aura pu participer à chacun de ces conflits.

Il était inévitable que ces guerres, et surtout les défaites et les traités de paix qui suivirent, laissent dans la conscience nationale de profondes cicatrices, qui furent très visibles et le sont encore, dans une certaine mesure du moins.

Le seul conflit dont le pays soit sorti victorieux fut celui de la première guerre balkanique de 1912-1913, qui s'acheva par le traité de paix de Londres en mai 1913. C'est pourquoi il se dresse dans la mémoire nationale comme le triomphe de l'action collective des Bulgares. Mais ils n'eurent ni le temps ni l'occasion de récolter les fruits de leurs efforts. La désastreuse deuxième guerre balkanique lui succéda en effet au cours du torride été 1913. La défaite subie sur les champs de bataille fut scellée par le traité de paix de Bucarest.

La première guerre mondiale éclata deux ans plus tard. La Bulgarie acquit à cette occasion le triste mérite d'être le seul Etat au monde à avoir succombé aux sirènes des puissances centrales après l'automne 1914 (uniquement précédée en cela par l'Empire ottoman), tandis que plus de 20 pays choisirent le camp de l'Entente.

Les rêves de revanche et de gloire ne tardèrent pas à se muer en de mornes séances d'épouillage au front, ou, pire, en tas de cadavres mutilés jetés sans autre cérémonie sur le sol rocailleux de la Macédoine. L'armistice signé à Salonique en septembre 1918, puis le traité de paix de Neuilly du 27 novembre 1919 signifièrent l'effondrement complet de la Bulgarie.

Un petit Etat

L'équilibre des puissances qui prévalait avant la guerre dans la péninsule balkanique était rompu. Au début du siècle, la Bulgarie représentait le principal Etat chrétien au

sud du Danube. Elle était très largement considérée comme le pays des Balkans dont la progression était la plus rapide, avec une économie en plein essor, des infrastructures s'améliorant à grand pas et un ordre juridique progressiste arborant une législation sociale moderne. Son armée était réputée la plus disciplinée, la mieux équipée et probablement la plus motivée de la péninsule. Dans un rapport adressé en 1911 à ses supérieurs, l'attaché militaire français de Sofia affirmait qu'un bataillon d'infanterie bulgare valait trois bataillons roumains. A l'automne 1912, dans un article enflammé consacré à l'histoire récente de l'Europe du Sud-Est, l'ancien président américain Theodore Roosevelt qualifia la Bulgarie de «Japon des Balkans», non pas tant pour ses prouesses militaires que pour son essor économique et social.

Après 1919, la Bulgarie devint le plus petit Etat des Balkans (en dehors de l'Albanie): la superficie de son territoire représenta moins de la moitié de celle de la Yougoslavie ou de la Roumanie, elle sombra pendant près de quinze ans dans le marasme économique, tandis que sa vie politique était secouée par de nombreuses crises et succombait à la violence. Les vainqueurs surveillaient avec suspicion la moindre de ses initiatives sur le terrain diplomatique ou militaire. Ils ne voyaient en la Bulgarie qu'une éventuelle source de conflit. Pendant près de vingt ans, elle fut tenue à l'écart de la scène internationale. Ses voisins l'humilièrent publiquement à maintes reprises. Sofia n'avait pas le choix. Il lui fallait présenter des excuses et s'incliner en serrant les dents.

Contrairement à ce qui s'était passé lors des conflits précédents, la participation du pays à la seconde guerre mondiale ne fut pas volontaire. Le roi de Bulgarie Boris III tenta jusqu'à la dernière minute de rester en dehors de la lutte qui commençait à opposer les grandes puissances. Mais cette position se révéla impossible à tenir. L'Allemagne avait besoin de la Bulgarie pour maintenir l'ensemble de la péninsule sous son joug. Elle comptait utiliser son territoire comme un tremplin pour l'offensive qu'elle prévoyait de lancer contre la Yougoslavie et la Grèce. De leur côté, les nations dites démocratiques, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, ne levèrent pas le petit doigt pour venir en aide aux Bulgares dans la situation difficile où ils se trouvaient. Sofia était considérée comme une proie légitime de l'Allemagne, une part incontestée de sa sphère d'influence politique et économique.

Le pays bénéficia de quelques consolations. En manœuvrant adroitement, Boris parvint au moins à éviter l'engagement direct de son royaume dans la guerre. Cette tactique s'avéra cependant insuffisante. A l'issue du conflit, la Bulgarie se retrouva une nouvelle fois dans le camp des vaincus et signa le 10 février 1947 le traité de paix de Paris aux côtés de l'Italie, de la Roumanie et des autres alliés de l'Allemagne. Lorsque l'on songe à ce parcours, il est frappant de constater qu'en apparence le pays n'a pas connu un sort aussi désastreux que celui auquel on aurait pu s'attendre. Au moment de son engagement dans la première guerre balkanique, à l'automne 1912, son territoire s'étendait sur 96 000 kilomètres carrés. En 1947, après trois défaites consécutives, il présentait une superficie de 111 000 kilomètres carrés, soit 15 000 de plus qu'il n'en comptait trente-cinq ans plus tôt.

Ses pertes en vies humaines enregistrées à chacun des conflits armés de la première moitié du siècle furent en général bien inférieures à celles de ses voisins. Un autre élément mérite d'être souligné. Durant ces quatre guerres, l'armée bulgare combattit hors des frontières de la Bulgarie proprement dite. En dehors des bombardements de 1943-1944, elle fut épargnée par les ravages et les dévastations qui, à diverses époques, laissèrent pratiquement en ruine la Serbie, la Grèce, la Roumanie ou la Turquie. Pourquoi, dans ce cas, les Bulgares déplorent-ils une issue que plusieurs pays auraient pu aller jusqu'à qualifier de succès?

Ce genre de raisonnement positif avait à l'époque peu de chance, et guère plus aujourd'hui, de trouver un écho favorable en Bulgarie. La plupart des Bulgares rejetaient sur les défaites militaires et les traités de paix la principale responsabilité du retard et de la faiblesse de leur pays. Le traité de Neuilly-sur-Seine, qui s'inscrit dans le cadre des traités de paix de Paris de 1919-1920, fut désigné comme l'auteur de tous ses maux. Dans l'esprit de la population, il fut élevé au rang de symbole de la condition de la Bulgarie, un cliché qui permettait d'expliquer tous les problèmes auxquels elle était confrontée de manière récurrente par la nature vindicative de ses voisins et la vilenie des grandes puissances qui leur prêtaient main forte. Pourquoi la bonne marche de l'économie n'était-elle pas au rendez-vous? A cause du traité. Pourquoi l'agitation sociale ne s'apaisait-elle pas? A cause du traité. Pourquoi les hommes politiques étaient-ils corrompus et indignes de confiance? A cause du traité. Pourquoi le taux de divorce montait-il en flèche? A cause du traité. Pourquoi le sens moral avait-il disparu? A cause du traité.

Comme chacun sait, les clichés en général jouent un rôle capital tant en politique intérieure que dans les relations internationales. Selon le père de la théorie moderne des clichés, Walter Lippman, leur intérêt principal réside dans leur fonction de classification du réel. Mais cet intérêt devient souvent leur principal inconvénient. Cela se produit lorsque le cliché n'est plus conforme à la norme ou lorsqu'il classifie les choses et les phénomènes en fonction de caractéristiques secondaires qui ne sont pas essentielles. Lippman lui-même précise qu'«il n'est pas indispensable que le cliché soit mensonger». Cette explication sonne comme une excuse. De fait, bon nombre d'érudits jugent les clichés faux par nature et considèrent qu'ils représentent «une information trompeuse, des inepties traditionnelles largement propagées». Pourquoi pas, après tout! Un autre chercheur, Vaineke, a par la suite affirmé qu'il importait assez peu, en réalité, que le cliché fût exact ou erroné. Ce qui compte avant tout, c'est que l'on y croie. Cette conviction difficilement ébranlable, qui confère au cliché sa stabilité, en constitue l'un des signes distinctifs. C'est ce qui provoque bien souvent le «durcissement» des connaissances et qui les transforme en dogme, ce qui leur permet de subsister longtemps après que l'épistémologie a démontré leur absence de fondement.

Le cliché le plus tenace de l'histoire bulgare, depuis le dernier quart du XIX^e siècle, est représenté par ce que j'appellerais le syndrome de San Stefano. D'après celui-ci, la Russie victorieuse imposa en mars 1878 à l'Empire ottoman vaincu de reconnaître le bien-fondé des revendications bulgares. Le traité préliminaire de San Stefano donna

naissance à une vaste principauté bulgare, dotée d'un ample littoral le long de la mer Egée, qui englobait la plupart des populations bulgares à l'intérieur de ses frontières.

Le traité de San Stefano accoucha d'une Bulgarie mort-née, qui connut pourtant une brillante carrière dans l'imaginaire populaire et la rhétorique politique. Elle fut examinée et analysée dans une pléthore d'ouvrages et des milliers d'articles parus dans la presse, les revues ou de sérieuses publications savantes. Personne n'osa émettre ne fût-ce que l'ombre d'un doute quant au bien-fondé de ces frontières imaginaires, tracées jusqu'à la périphérie de la capitale de l'Empire ottoman.

La triste et dure réalité fut toutefois bien différente: les Bulgares durent vivre confinés à l'intérieur des frontières définies à Berlin par les grandes puissances durant l'été 1878, dans ce qu'ils avaient coutume à l'époque d'appeler leur «cage». San Stefano devint un puissant slogan politique, une référence qui orienta la politique étrangère bulgare. Jusqu'en 1912, le cliché de San Stefano fut une source de discorde entre la scène politique bulgare et l'ensemble des pays voisins: aucun d'entre eux en effet ne partageait le rêve d'une grande Bulgarie installée au centre de la péninsule, qui aurait pratiquement exercé un contrôle stratégique sur les principales voies de communication.

Le cliché de la Bulgarie de San Stefano vola en éclats avec les conflits militaires. Les Bulgares eux-mêmes l'abandonnèrent en fait à l'occasion de l'accord bulgaro-serbe de 1912, lorsqu'ils accédèrent à l'exigence, formulée par la Serbie, de partage de la pomme de discorde: la Macédoine.

Il fut remplacé en 1919 par le cliché du traité de paix de Neuilly. De l'avis des Bulgares, ce traité était excessivement sévère et allait à l'encontre des nobles principes moraux énoncés par les alliés. Sa rédaction elle-même demanda une année, bien que la plupart des belligérants eussent entrepris dès 1914 d'élaborer leurs revendications en vue d'une future conférence de paix. Les experts de l'Entente s'en tinrent en général à des principes identiques. Ils ne contestèrent pas les raisons ethniques, stratégiques ou économiques de l'irréductibilité bulgare. Il en alla tout autrement des responsables politiques.

Les experts pouvaient s'autoriser le luxe de proposer des solutions stratégiques viables, qui visaient à établir, à long terme, la paix au sein des Balkans. Les milieux politiques, en revanche, souffraient d'une myopie congénitale. Ils étaient incapables de réfléchir à une perspective plus lointaine que celle des prochaines élections. Leur siège parlementaire dépendait en effet du caprice de leurs électeurs qui, en Europe occidentale et dans les Balkans, se révélaient résolument antibulgares.

Fin 1918 et début 1919, le ministère britannique des Affaires étrangères était disposé à laisser la Bulgarie conserver l'ensemble, ou une partie au moins, de la zone dite incontestée de la Macédoine qui avait été partagée en vertu du traité bulgaro-serbe de 1912, la Thrace orientale jusqu'à la ligne Mydia-Aenos et la Dobroudja méridionale.

«Faire renoncer la Bulgarie à ses aspirations légitimes vouerait à l'échec les rêves d'unité des Balkans», prophétisait un diplomate britannique de haut rang.

La commission dite d'enquête des Etats-Unis, composée d'experts chargés de jeter les bases de la paix future, reconnaissait à la Bulgarie des droits sur la Thrace orientale, la Dobroudja méridionale et même une part importante du littoral de la mer Egée. Selon cette même commission, la Macédoine constituait sans conteste une région bulgare, mais les événements survenus ces dernières années et la «*Realpolitik*» s'opposaient à ce que l'on contrariât la Serbie.

La France était partisane de punir sévèrement les Bulgares, «les petits boches». Dans le même temps, la Serbie exigeait un territoire de 30 à 40 kilomètres de large le long de la frontière entre les deux pays, ce qui aurait déplacé cette dernière à 20 kilomètres de Sofia. Les Grecs insistaient quant à eux pour que l'intégralité de la Thrace et le massif du Rhodope leur soient attribués.

Ce fut au bout du compte leur avis qui prévalut, mais pas totalement. En vertu du texte définitif du traité, la Bulgarie abandonnait une nouvelle fois la Dobroudja méridionale à la Roumanie. La population locale s'y répartissait selon un rapport de 23 Bulgares pour 1 Roumain. La Bulgarie perdit en outre plusieurs enclaves le long de sa frontière occidentale avec la Serbie. Les Serbes les avaient réclamées à grands cris pour des raisons stratégiques et non ethniques, ce qu'il était pourtant difficile de faire sans rougir de honte. La région de Tzaribrod comptait en effet à peine 79 Serbes sur 21 000 habitants, tandis que 12 Serbes vivaient au milieu de 21 000 Bulgares dans le secteur de Bossilegrad. La frontière coupa en deux des villages, des cimetières et même des maisons individuelles.

Mais la principale perte territoriale de la Bulgarie fut celle de son accès à la mer Egée. Au cours de son histoire récente, le pays était parvenu à trois reprises à obtenir un débouché précaire sur le littoral égéen et, par trois fois, il l'avait perdu. Cette situation condamnait le pays à un semi-enfermement continental et dirigeait ses intérêts économiques vers l'Europe centrale, c'est-à-dire vers l'Allemagne.

Le pays fut submergé de réfugiés. Personne n'en connaît le nombre exact, qui varie et s'étend selon les estimations de 150 000 à 400 000. Ils furent pendant des années une source d'embaras pour tous les gouvernements bulgares, impuissants à résoudre ce problème. Il fallait les nourrir, leur donner du travail et les aider à se loger. Le pays négocia des prêts avec des établissements financiers internationaux, mais ils n'eurent qu'une incidence négligeable sur la situation critique des réfugiés. Des donateurs privés tentèrent également de leur venir en aide, avec un inégal succès.

La Bulgarie se vit interdire de posséder une armée de conscription. On l'autorisa en échange fort généreusement à recruter une armée professionnelle de 30 000 hommes, ce qui lui conférait le privilège d'entretenir la plus modeste, mais la plus coûteuse armée des Balkans. Il lui était interdit de détenir des avions militaires, des chars

d'assaut et même, par un trait d'humour malveillant, des sous-marins. Comme tous les autres pays vaincus, la Bulgarie fut accablée de réparations.

L'impact du traité de Neuilly

Les conséquences psychologiques du traité de Neuilly furent durables. Il accentua encore le scepticisme pragmatique qui s'inscrit systématiquement dans la psychologie nationale bulgare. Les valeurs et les idéaux n'ont plus cours! Seuls comptent la force et le pouvoir! La loi suprême est celle des armes. Comme les autres pays d'Europe, la Bulgarie vit apparaître une génération dépourvue d'idéal et séduite par une conception cynique de l'existence. Les fils ne comprenaient pas leurs pères et, qui plus est, ils raillaient ouvertement leur attachement erroné à de nobles idées comme le patriotisme, la patrie, la justice et la morale.

Le traité de Neuilly ruina la réputation de l'élite dirigeante traditionnelle. Une partie d'entre elle avait activement pris part au choix désastreux fait à l'automne 1915. Ceux qui y étaient opposés ne cherchèrent pas résolument à contrecarrer les décisions du roi Ferdinand et de son malléable serviteur, le Premier ministre Vasil Radoslavov. L'élite tout entière tenta de rejeter la responsabilité de la défaite sur l'armée, qui avait abandonné le front en septembre 1918 et provoqué ainsi la catastrophe. Les soldats à leur tour alimentèrent le mythe fort commode d'une armée bulgare qui n'avait jamais perdu une bataille, alors que les milieux politiques du pays n'avaient jamais gagné une guerre.

Le traité de Neuilly renforça la conviction déjà bien enracinée que la Bulgarie avait de tout temps fait office de victime, de bouc émissaire des grandes puissances toujours prêtes à la déposer avec dévotion sur l'autel de leurs intérêts, pour en découper d'une lame sanglante les meilleurs morceaux de son patrimoine national. Ce sentiment était d'ailleurs partagé par la majorité de la population des Balkans.

Le traité de Neuilly ternit l'image quelque peu idéalisée des pays dits démocratiques qui prévalait jusque-là en Bulgarie: la France et la Grande-Bretagne devinrent les derniers des scélérats, alors que les Etats-Unis passèrent pour un pays faible, débonnaire et hésitant dans ses décisions. Cette attitude précipita le glissement de la Bulgarie vers l'Allemagne dans les années 1930.

Le traité de Neuilly contribua à l'apparition d'une mentalité de perdant chez de nombreux Bulgares. Le rêve le plus doux de la politique étrangère du pays, son but ultime durant l'entre-deux-guerres, consistait à éviter de commettre de nouvelles erreurs. La peur du bâton agité par les grandes puissances fut à l'origine de certaines initiatives apparemment illogiques que prirent les gouvernements au cours des années 1930, lorsqu'ils proposèrent l'établissement de relations plus étroites avec cette même Yougoslavie qui, dans la mythologie populaire, avait dérobé la Macédoine aux Bulgares.

Le traité de Neuilly fut longtemps préjudiciable aux relations entre les pays balkaniques. Il empoisonna celles-ci jusqu'à un point de non-retour, comme le montrent de façon

patente plusieurs vaines tentatives d'accords durant les années 1930. Il prédétermina en effet les axes d'inimitié et d'éventuelle amitié au sein de la péninsule. Au début des années 1930, la Yougoslavie risqua quelques démarches, qui échouèrent, pour faire entrer la Bulgarie dans l'Entente dite balkanique. «Vous pouvez nous pendre, mais ne nous demandez pas de nous passer nous-mêmes la corde au cou», répondit à cette proposition le ministre plénipotentiaire bulgare à Belgrade, en songeant à l'objectif avoué de l'Entente: le maintien des frontières existantes.

Le traité de Neuilly plaça la Bulgarie dans l'inconfortable position d'une grande puissance résolue à prendre sa revanche dans la péninsule. C'est du moins ainsi que la voyaient les responsables politiques des pays balkaniques voisins. Cette appréciation était purement théorique. Le pays était bien trop faible en pratique, puisque son armée, rigoureusement limitée par le traité de paix, était mal équipée. En un mot, il ne représentait une menace militaire pour aucun de ses voisins. A la vérité, la Bulgarie pouvait devenir une source de danger si elle s'alliait à une autre puissance assoiffée de revanche.

En 1938, les pays balkaniques, alarmés par une dégradation de la situation en Europe qui annonçait la guerre, tentèrent de redresser la barre. Un accord signé à Salonique concéda à la Bulgarie le droit de disposer d'une armée de conscription. Elle fut autorisée à fortifier ses frontières et à procéder à son réarmement, en s'équipant d'un matériel moderne. Il lui fut même permis de se doter de sous-marins, si elle en avait les moyens. Cet accord survint toutefois trop tard pour permettre un rapprochement entre des positions déjà irrécyclables.

Le traité de Neuilly raviva chez les Bulgares le sombre et douloureux sentiment de ne pas se voir reconnaître le rang de véritables Européens, d'être considérés par les Occidentaux comme un peuple flottant entre deux eaux, qui faisait partie de l'Europe sans y appartenir: une sorte de «*Humpty Dumpty*» perché sur un mur, entre orientalisme et européanité.

Le traité de Neuilly plaça les Bulgares qui habitaient la partie serbe ou grecque de la Macédoine dans une situation beaucoup plus difficile que celle qu'ils connaissaient avant les guerres balkaniques. Aucun d'eux n'était autorisé à se considérer comme Bulgare. Posséder ou lire un ouvrage en bulgare constituait un crime passible de la peine de mort. Le recours à la terreur entraîna pratiquement la disparition de tout ce que l'élite intellectuelle bulgare avait méticuleusement produit au cours des âges.

Le traité de Neuilly modifia l'attitude de nombreux Bulgares à l'égard de ce que l'on appelait le mouvement macédonien. Pendant quarante ans, les Bulgares avaient dépensé sans compter, n'avaient pas épargné leurs efforts et avaient déclenché des guerres pour un rêve baptisé Macédoine. Or tout cela avait été entrepris en vain: ils avaient honte de le reconnaître, mais ils commençaient à s'en lasser; ils ne croyaient plus à ce rêve national et les nouveaux dirigeants du mouvement macédonien ne possédaient plus le charisme de leurs prédécesseurs. Les luttes intestines et les meurtres aveugles qui déchiraient les organisations macédoniennes dans les années 1920 n'améliorèrent pas la situation.

Le traité de Neuilly fit de la Bulgarie un terrain propice à la diffusion des idéologies de gauche. Elle devint l'un des rares pays européens dans lequel les idées communistes gagnèrent du terrain et où les communistes représentaient une force politique avec laquelle il fallait compter.

Le traité de Neuilly fut-il aussi mauvais que le pensaient ses contemporains et que le croient une majorité d'historiens? Sa sévérité ne fait aucun doute, mais il n'était pas plus impitoyable que les projets que les Bulgares prévoyaient de mettre en œuvre s'ils étaient parvenus à faire pencher la balance en leur faveur. En 1916, lorsque la situation parut tourner à l'avantage des puissances centrales, le ministre bulgare des Affaires étrangères proposa le partage de l'ensemble de la Serbie entre l'Autriche et la Bulgarie, de manière à éviter toute source de problèmes à l'avenir. Après 1919, personne n'osa se souvenir de ce point ni l'évoquer.

Au cours de l'entre-deux-guerres, le traité de Neuilly se révéla être l'une des armes les plus puissantes du débat public. Toute la classe politique, depuis l'extrême gauche jusqu'à l'extrême droite, puisait dans les malheurs qui lui étaient associés pour en tirer avantage à court terme. Chaque année, le 27 novembre était l'occasion de manifestations de rue, de processions de réfugiés, de manifestations politiques et de rixes dans les cafés.

Ce cliché s'avéra fort utile. Les manuels d'histoire traitèrent de la question, même après la seconde guerre mondiale, dans un esprit assez similaire à celui qui prévalait avant-guerre. Mais les années passèrent et ce cliché commença à perdre son attrait. Immédiatement après 1989, un grand nombre de groupes politiques tentèrent de le raviver. Ils rencontrèrent au départ un certain succès, engendré par des sentiments de nostalgie; mais il semble désormais que le traité de Neuilly-sur-Seine ait définitivement quitté la sphère du débat public et de l'utilisation politique pour intégrer l'univers des historiens. Ces derniers continuent à en débattre ensemble, mais leurs discussions n'intéressent plus réellement les Bulgares. Non pas que les historiens se montrent excessivement prolixes sur le sujet: malgré ses répercussions négatives durables, le traité de Neuilly n'a fait l'objet que d'une poignée d'ouvrages savants.

Chapitre 19

L'image de la femme de 1914 à 1920: mythes et réalités

Ruth Tudor

Nous analyserons ici la représentation des femmes dans les affiches de propagande gouvernementale de la première guerre mondiale et de l'après-guerre en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique, en nous intéressant tout particulièrement aux questions suivantes:

- comment les femmes ont-elles été dépeintes dans la propagande gouvernementale au cours de la guerre et au lendemain de la guerre? quelles réalités se cachaient derrière ces images?
- à quels moments songes et réalité n'ont-ils fait qu'un? comment expliquer les divergences? quelles sont les différences nationales identifiables?
- que nous apprennent les représentations idéalisées quant aux idées et croyances concernant la nature de la femme à cette époque?

Nous aborderons également les questions suivantes, particulièrement intéressantes dans le contexte qui nous occupe: «les femmes et la guerre»:

- en quoi la première guerre mondiale a-t-elle été un catalyseur des changements dans la vie des femmes, et pendant combien de temps?
- dans quelle mesure la guerre a-t-elle modifié la vie de toutes les femmes?
- quelle a été la contribution des femmes en temps de guerre? quels rôles divers et variés ont-elles joué?

Défis méthodologiques

Ce thème pose un double défi méthodologique: mettre en lumière l'expérience spécifique des femmes dans le passé sans pour autant imposer une interprétation progressiste, émancipatoire de l'histoire des femmes, ce qu'Ute Daniel (1997, p. 273) avait appelé le modèle de pensée consistant à prendre ses désirs pour des réalités. Après la première guerre mondiale, les Etats-Unis et certains pays d'Europe, dont la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la Russie, ont accordé le droit de vote aux femmes. Nous devons toutefois éviter d'accréditer l'hypothèse selon laquelle elles auraient, durant le conflit, agi à des fins politiques et que leur droit de vote est la conséquence de leur soutien et de leur participation à la guerre.

La tendance à prendre ses désirs pour des réalités lorsqu'il est question de l'histoire des femmes est particulièrement flagrante dans les manuels, qui présentent généralement la guerre comme un catalyseur de changement mais n'évoquent pas la situation des femmes après le conflit. Si, en Europe, les manuels d'histoire du secondaire abordent fréquemment le thème des femmes et de la guerre, ils simplifient parfois à l'excès la diversité de leurs expériences. L'incidence des idées de genre sur le vécu des femmes durant la guerre et sur leurs représentations dans la propagande n'est souvent pas prise en considération. Daniel (*ibid.*) souligne la nécessité de s'en tenir aux sources dans le cadre des travaux de recherche consacrés à l'histoire des femmes. Par ailleurs, il importe d'avoir conscience de la diversité de la condition féminine (en Europe comme aux Etats-Unis) et des classes sociales.

La guerre est habituellement un catalyseur de changement pour les femmes, car elle leur donne l'occasion d'assumer des rôles et de vivre des expériences qui leur sont refusés en temps de paix. Elles y gagnent souvent un surcroît de liberté sexuelle et sociale et une plus grande mobilité; elles accomplissent des travaux de types nouveaux, par exemple dans l'industrie lourde; elles démontrent de nouvelles compétences, notamment en gestion et en organisation. Avant la première guerre mondiale, on estimait traditionnellement en Europe et aux Etats-Unis que les femmes ne pouvaient pas remplir ces rôles, jugés contraires à leur nature. Cette perception de l'essence même des femmes servait à justifier leur exclusion du pouvoir politique.

Comme l'ont montré Grayzel (2002) et Shover (1975), la première guerre mondiale a imposé la participation des femmes au même titre que celle des hommes. Elle nécessitait en effet la mobilisation de l'ensemble de la population. L'importance des femmes dans l'effort de guerre aux Etats-Unis, par exemple, est illustrée par les milliers d'images représentant des femmes et dont la publication avait pour but de «vendre la guerre» et d'obtenir le soutien et la participation du peuple (Dumenil, 2002). Au cours de la première guerre mondiale, les femmes ont joué un rôle décisif en tant que soutien et acteur de l'effort de guerre. La nature des images de propagande produites par les divers gouvernements impliqués dans le conflit reflète les conventions et les cultures nationales, y compris les conventions commerciales, ainsi que les croyances en matière de genre. En fait, les gouvernements ont délibérément joué avec des images culturellement familières pour renforcer l'efficacité de leur propagande. C'est pourquoi il importe d'analyser les représentations des femmes durant la guerre dans un contexte plus large, afin de comprendre et de juger de leurs correspondances avec la réalité du vécu des femmes.

Shover (1975) identifie un dilemme auquel ont été confrontés les gouvernements durant la première guerre mondiale. Ceux-ci avaient besoin des femmes pour répondre aux exigences de la guerre, mais, parallèlement, ils souhaitaient préserver l'image traditionnelle des femmes en tant qu'êtres passifs. Il n'était donc pas question de modifier de manière définitive les relations de genre, et il a fallu trouver un équilibre délicat entre la négociation de la participation active des femmes et la préservation de l'ordre social établi.

Rôles et images

Au début de la guerre notamment, les femmes ont eu pour fonction essentielle de soutenir la mobilisation des hommes, en général dans les rangs des combattants. Ce rôle a été particulièrement déterminant dans un pays comme la Grande-Bretagne, qui ignorait la conscription ou le service militaire et dont l'armée se composait au départ uniquement de volontaires. Au cours des premières années de la guerre, le rôle des femmes consistait à exercer une pression affective sur les hommes pour les inciter à s'engager. Les premières images montrent des femmes vulnérables et victimes, souvent accompagnées d'enfants. Sur l'affiche britannique «*Women of Britain say "Go"!*», la sphère privée de la patrie est symbolisée par les femmes et l'enfant, tendres, serrés les uns contre les autres et passifs, à mille lieues de la sphère publique représentée par de virils soldats s'éloignant en ordre de marche. Les hommes étaient tous semblables, actifs, les lignes droites des canons de leurs fusils, de leurs uniformes et de leur formation de marche contrastant avec celles des femmes. Les images de ce type étaient destinées tant aux femmes qu'aux hommes. Les femmes avaient pour tâche d'encourager les hommes à partir à la



guerre et les hommes à y aller. L'affiche française «*Merci*» (voir illustration 1) évoque une situation similaire. La différence entre les femmes dépeintes dans les affiches françaises et anglaises est minime. Néanmoins, d'autres images présentent des femmes françaises moins directives et moins solides que les femmes anglaises, probablement sous l'influence du protestantisme et de la tradition de l'individualisme libéral de la Grande-Bretagne, alors qu'en France les relations de genre restaient profondément influencées par le catholicisme inscrit dans le Code napoléonien.

De telles reproductions, dont l'objectif était d'inciter les femmes à encourager la mobilisation, ne remettaient pas en cause la vision traditionnelle de la femme. Elles y étaient souvent dépeintes en victimes et spectatrices passives. Ces représentations risquaient donc de contredire d'autres images visant à obtenir la participation des femmes à la guerre en tant qu'ouvrières, notamment pour des travaux lourds, salissants et dangereux. L'affiche russe est un autre exemple de ce type de représentation, la victime féminine apparaissant comme un détail apparemment accessoire dans le coin inférieur droit (Jahn, 1995). Un soldat allemand tient une femme russe par les cheveux sous le regard amusé d'un autre soldat. La scène suggère clairement le viol imminent de la femme et son humiliation.



Une affiche britannique «*Men of Britain! Will you stand this?*» cherche à convaincre les hommes de s'engager en leur rappelant les 78 femmes et enfants tués lors de l'attaque navale de Scarborough en 1915. L'illustration 3 «*Enlist*» dépeint la noyade d'une femme sans défense et de son bébé lors du



nauffrage du *Lusitania*. L'affiche allemande de l'illustration 4 «*Agriculteurs, faites votre devoir; les villes ont faim!*», vise à mobiliser les paysans en montrant des femmes et des enfants souffrant de la faim. A l'instar de quelques autres affiches allemandes, cette image est plus réaliste que la plupart de celles des autres pays. Dans l'illustration 5 «*Ramassez les cheveux des femmes*», une femme spectrale et très féminine offre





sa longue chevelure – symbole de sa féminité – sur un arrière-plan de croix rouge. Cette affiche a été placardée en Allemagne en 1918, date à laquelle le blocus anglais a contraint l'Allemagne à recourir à des matières premières de substitution, par exemple des cheveux en remplacement du cuir ou du chanvre (Shover, 1975).

Toutes ces images, conçues pour renforcer la fibre protectrice des hommes envers les femmes, ne remettaient pas en cause la vision traditionnelle que l'on pouvait avoir des hommes et des femmes. Néanmoins, l'illustration 6, «*Les Autrichiens sont allés à Radzivil*», est d'un style sensiblement différent. Il s'agit d'une affiche russe montrant des soldats autrichiens facilement

vaincus par une paysanne russe de forte carrure. Elle invite à la mobilisation des hommes mais adopte un registre différent de la majorité des images d'alors. En effet, elle joue sur l'amour-propre des hommes pour les inciter à s'engager dans l'armée: même une femme peut s'opposer à l'ennemi, il lui suffit pour cela d'une fourche!

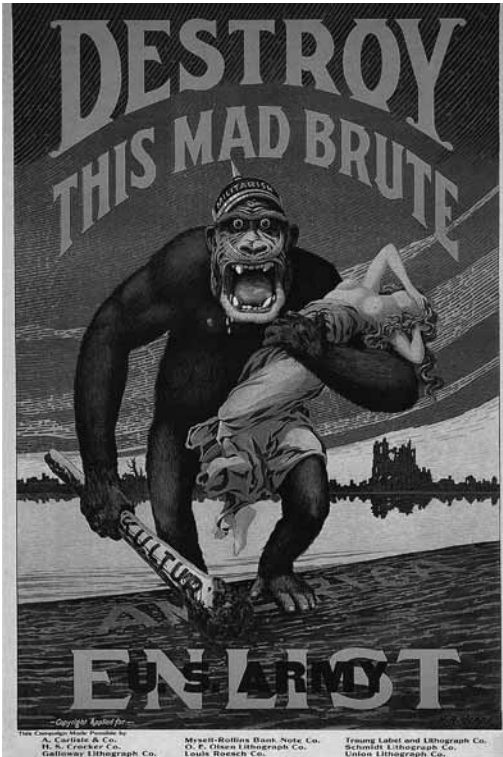


Шель австриецъ въ Радзивилъ,
Да попалъ на бабы вилы.



Là encore, cette image ne remettait pas en cause la vision russe traditionnelle de la femme. Dans un contexte plus large, on constate que cette affiche est dans le style du «loubok», genre traditionnel mettant en scène des paysannes laborieuses, proches de la terre et maternelles (Petronne, 1998). Le style «loubok», très courant en Russie en 1914 et au début de 1915, a ensuite connu le déclin, et les affiches de propagande russe se sont rapprochées des images occidentales.

La représentation de femmes victimes sexuelles était également destinée à inciter les hommes au combat. La femme y apparaissait généralement comme la victime impuissante d'un prédateur sexuel et non comme une personne consciente de sa propre sexualité. Ces images sont totalement conformes à l'idéal féminin de l'ère industrielle en Europe occidentale. Les rares représentations montrant des femmes volontairement aguichantes ont soulevé à l'époque de vives critiques (voir illustration 7 – «*I Want You for the Navy*»). Cette affiche américaine de 1917 faisait partie d'une série créée par Christy, un artiste auquel on reprochait l'absence de dignité de ses œuvres. Elle est un exemple inhabituel de propagande de la première guerre mondiale jouant sur la provocation sexuelle. Néanmoins, elle ne remet pas en cause l'idée de la femme dépendante de l'homme et nie la réalité de la présence des femmes dans la marine à cette époque (Grayzel, 2002). L'illustration américaine 8 «*Destroy this Mad Brute*», datée de 1917, était d'un style bien plus acceptable et courant, défendant la nécessité pour l'homme de s'engager pour défendre l'honneur de sa femme. Elle met en scène une femme enlevée par une bête féroce à des fins sexuelles. La bête représente l'ennemi, alors que la femme symbolise l'honneur, la pureté et la civilisation américaine. L'illustration 9 «*It's Up To You*» est d'un genre similaire, elle a été publiée aux Etats-Unis en 1917 et laisse clairement entrevoir que la femme va être victime d'un viol.



La représentation des femmes en tant que mères était très fréquente. Elle était parfaitement acceptable dans la mesure où elle reprenait l'image traditionnelle de l'essence des femmes et de leur place dans la société, et reflétait leur rôle essentiel en tant que mères durant le conflit. Ces affiches, qui présentaient des femmes dignes, douces, humaines, étaient dépourvues de toute connotation sexuelle. La femme de l'illustration 10 «*The Greatest Mother in the World*» est une représentation inhabituelle de la femme sur les affiches en temps de guerre en raison de sa taille démesurée (Dumenil, 2002). Elle tient dans ses bras un minuscule soldat blessé. Il semble donc qu'en tant que mère, une femme peut être grande et forte. Ces mères ne remettent pas en cause les valeurs

traditionnelles; leur importance est décisive car il leur appartient de nourrir et de soigner les soldats et les enfants, et de donner naissance à la prochaine génération.

En réalité, les croyances de l'époque sur les rapports entre les mères et la guerre et les différents comportements des femmes face à la guerre étaient divers et complexes. Le D^r Aletta Jacobs, aux Pays-Bas, a déclaré que les mères ne pouvaient pas soutenir la guerre parce que leur douleur était trop forte. Elle appelait à un futur contrôle de la politique étrangère par un groupe international d'hommes et de femmes, type de pacifisme qui deviendra une caractéristique du féminisme dans les années 1920 et 1930 (Macdonald *et al.*, 1987). En Suède, Ellen Kay





partageait ce point de vue, jugeant anormal que les femmes soutiennent la guerre (*ibid.*). Au début du conflit, au Royaume-Uni, les mères ont organisé la campagne «white feather» (Plume blanche), une action agressive et publique envers les hommes visant à susciter leur honte de ne pas s'engager. A l'inverse, au Malawi, en Afrique, les femmes ont refusé d'inciter les hommes à s'engager et certaines d'entre elles ont même été prises en otages pour obliger les hommes à rejoindre les rangs des volontaires (Grayzel, 2002). Dans le monde, seule une infime minorité de femmes a véritablement participé aux combats. En Russie, un bataillon féminin surnommé le «Bataillon de la mort» a été formé pour blesser les hommes dans leur amour-propre lors des combats. Ses louanges ont été chantés par la féministe et suffragette Emmeline Pankhurst (Macdonald *et al.*, 1987).



Les affiches mettant en scène des femmes infirmières comptaient parmi les rares images autorisant la représentation d'hommes en situation de dépendance vis-à-vis des femmes (Shover, 1975), tout en conservant néanmoins leur virilité. L'illustration 11 (Croix-Rouge belge) est typique. Les femmes sont douces, chaleureuses et, dans le cas de cette affiche belge, véritablement angéliques. Dans le rôle d'infirmière, la vision familière de la femme n'était pas remise en cause. Ces affiches reflétaient habituellement



leur féminité, sauf lorsqu'elles appartenait au camp ennemi. Dans l'illustration 12 «*Red Cross or Iron Cross*», une cruelle infirmière allemande renverse intentionnellement un verre d'eau sous les yeux d'un soldat blessé et assoiffé. Elle est dépeinte comme une femme «anormale», ce qui est admissible parce qu'elle symbolise l'ennemi.

Avec l'évolution de la guerre, l'éventail des rôles féminins s'élargit, comme en témoignent les illustrations. La participation des femmes était requise dans l'industrie lourde et elles devaient prendre en charge des fonctions de gestion, remettant ainsi en question les rôles qui leur étaient traditionnellement dévolus.

Sur les affiches gouvernementales, la propreté,

la sûreté, la facilité et la pénibilité du travail des femmes pendant la guerre étaient grandement minimisées par rapport à la réalité. Les femmes dépeintes au travail dans le secteur industriel étaient généralement jeunes, probablement pour ménager la conception traditionnelle du rôle de la femme au sein de la famille. Par ailleurs, rien ne laissait entendre que ces changements dans le travail des femmes prendraient un caractère permanent et, en Allemagne par exemple, certaines femmes n'auraient pas saisi ces nouvelles opportunités en raison de leur nature temporaire (Daniel, 1997). Dans l'affiche britannique «*These Women are doing Their Bit*», le soldat à l'arrière-plan rappelle au public pourquoi les femmes doivent fabriquer des munitions mais laisse entrevoir également son retour assuré. L'affiche britannique «*God Speed the Plough and the Woman who Drives it*» insiste sur la facilité et le romantisme des travaux agricoles. L'affiche russe «*Tout pour la guerre*», illustration 13, livre aussi l'image d'un travail facile et attractif pour les femmes dans l'industrie. À l'inverse, les femmes de l'illustration 14, «*Les Allemandes travaillent pour la victoire!*» semblent malheureuses. Cette image de 1918 est plus sinistrement réaliste que les images comparables des autres pays. En 1918, les Allemandes ont participé à des grèves de grande envergure dans l'industrie et à des révoltes frumentaires, déclenchées pour bon nombre d'entre elles par des femmes. Cette affiche peut être considérée de ce fait comme le reflet de la démoralisation en Allemagne en 1918. La radicalisation des citadines de la classe ouvrière en 1918 a été l'une des causes des révolutions de 1918 (*ibid.*).

Rôles et images

Les réalités du travail des femmes durant la guerre étaient plus diversifiées et complexes que ne le laissent entrevoir les affiches. Dans bon nombre de pays, les femmes étaient avides de saisir les opportunités qu'offraient ces travaux d'un type nouveau, mais elles étaient davantage motivées par les salaires et le statut que par l'élan patriotique. Une minorité d'entre elles a pénétré des secteurs habituellement réservés aux



hommes, mais elles ont presque toutes quitté leurs emplois en 1918. Sur un plan général, il ne semble pas que le nombre de femmes occupant un emploi salarié ait augmenté après 1918, comparativement à la période d'avant-guerre. Si le type de travail a évolué, il ne s'agissait toutefois que d'une accélération d'une tendance déjà en cours. Aux Etats-Unis, par exemple, la guerre a accéléré un mouvement né en 1870 poussant de plus en plus de femmes à occuper un emploi salarié et à investir de nouveaux secteurs d'activité. Les effec-

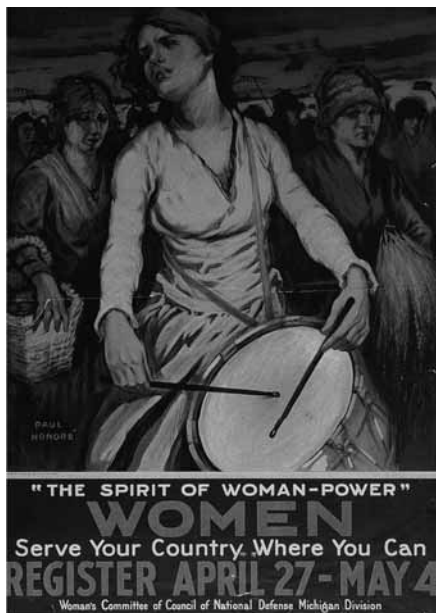
tifs féminins ont notamment augmenté dans les travaux de bureau et les industries métallurgiques, chimiques et électriques, alors que le nombre d'employées de maison diminuait (Weiner Greenwald, 1980). Aux Etats-Unis, la première guerre mondiale a offert à certaines femmes, en général pauvres et noires, de nouvelles opportunités d'emplois mieux rémunérés, par exemple dans les chemins de fer et la métallurgie. Il serait dangereux de penser que le travail des femmes durant la guerre avait pour seul but l'émancipation, sachant que le droit de vote leur a été accordé dans beaucoup de pays au lendemain de la guerre. Le plus souvent, les femmes ont saisi ces occasions pour des raisons financières.

L'illustration 15 est la photographie d'une femme chargeant des ogives de TNT à l'arsenal de Woolwich, en Grande-Bretagne, en 1918 (Condell et Liddiard, 1987). Avant 1914, cet arsenal employait 10 femmes, alors qu'elles étaient plus de 24 000 en 1918. Toutefois, ces changements n'ont pas perduré après la guerre. En 1918, certaines femmes ont fait grève pour tenter de sauvegarder leur emploi, mais la grande majorité a accepté sans grande difficulté d'y renoncer. Certaines femmes souhaitaient quitter leur emploi en raison de la double charge de travail qui pesait sur elles au domicile et à l'extérieur, situation dont elles s'étaient accommodées durant la guerre.

Sur les affiches de la première guerre mondiale, les femmes apparaissent souvent comme des symboles. La plupart des pays avaient recours à l'image de la femme pour représenter la nation, notamment sa pureté et son honneur. Ces images servaient à rappeler aux nations la justesse de leur cause dans la guerre et poussaient les hommes à s'engager pour protéger leur patrie. Il est important de noter que les femmes en tant que symboles sont souvent dépeintes comme à la fois fortes et sensuelles. Cette représentation était autorisée car, en tant que symboles, elles n'étaient pas réelles. L'illustration 16, «*The Sword is Drawn, the Navy Upholds it*» vient des Etats-Unis et date de 1917. Sur cette affiche, Columbia (symbole de la liberté) porte l'épée de la justice et appelle les hommes à la soutenir. L'honneur de la femme symbolise celui de la nation. En arrière-plan passe un navire de guerre, et l'affiche porte en bas l'adresse



du bureau de recrutement de la marine américaine. L'illustration 17, «*Souscrivez à l'emprunt*» vient d'Italie et date de 1917. L'Italie est représentée par une femme vigoureuse, nullement effrayée par l'avancée du Goth qui laisse tomber sa massue d'effroi devant la force qu'elle dégage. L'illustration 18, «*Souscrivez au 5^e emprunt de guerre autrichien*», de 1916, présente elle aussi la nation sous les traits d'une femme hiératique, tenant en ses mains une épée décorée des lauriers de la victoire. L'une des figures allégoriques féminines les plus puissantes est la Marianne française. Dans l'illustration 19, elle est représentée sous la forme d'une puissante guerrière, coiffée d'un casque gaulois et armée d'une épée, exhortant le peuple français à remplir son devoir. L'illustration 20, «*La Russie pour la Vérité*» (1914), donne une image sensiblement similaire de la femme. Sur une autre affiche russe, trois femmes symbolisent l'unité entre la Russie, représentée par Vera (la foi), la France, représentée par Lioubov (l'amour) et la Grande-Bretagne, représentée par Nadejda (l'espoir). Une affiche italienne, illustration 21, «*... et ce qui était à nous est de nouveau à nous*» fait référence aux territoires annexés à l'Empire austro-hongrois et dépeint l'Italie sous les traits d'une femme vigoureuse et sensuelle.

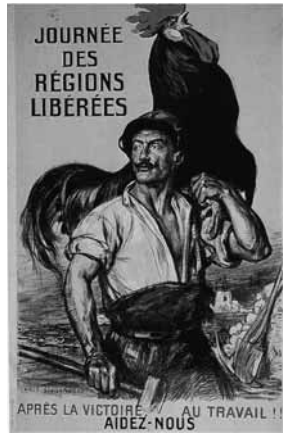


L'affiche de l'illustration 22 (Etats-Unis, 1917), dessinée d'un trait extrêmement naturel, fait figure d'exception à la règle générale qui prévalait dans les affiches de la première guerre mondiale. Elle met en scène une paysanne séduisante, assez jeune et pleine d'assurance, jouant du tambour. Le texte de l'affiche déclare «*The Spirit of Woman-Power. Women Serve Your Country Where You Can*». Cette illustration, choisie par une organisation de femmes américaines pour promouvoir l'effort de guerre, s'inspire d'un tableau représentant une paysanne lors de la Révolution française. Les femmes n'étant ni américaines ni contemporaines, la vision traditionnelle de la femme en Amérique n'est pas véritablement remise en cause.

Après la guerre

En 1919, les femmes disparaissent pratiquement de la propagande gouvernementale d'après-guerre. Au cours de cette période, les pays axent leurs efforts sur la reconstruction et le deuil. Les monuments commémoratifs et les affiches de 1919 ignorent la contribution des femmes en tant que travailleuses lors de la première guerre mondiale. Pratiquement tous les monuments érigés après la guerre représentent des soldats. Les seules femmes qui y figurent prennent les traits de mères accablées de chagrin symbolisant la douleur de la nation. Le monument commémoratif de Veliko Turnovo, en Bulgarie, en est un parfait exemple. La mère occupait une place importante au lendemain de la guerre, parce qu'elle incarnait la douleur de la nation, mais aussi en raison des inquiétudes liées à la natalité et au fort taux de mortalité. Les femmes subissaient de fortes pressions pour assurer la prochaine génération. Une exception notable est le monument de Peronne, en France, où la femme arbore les traits de la colère.

L'illustration 23 (France 1919) est un appel à l'investissement dans la reconstruction nationale. Elle montre trois ouvriers clouant le drapeau français sur les territoires précédemment occupés par l'Allemagne. Dans l'illustration 24 (France 1919), «*Journée des régions libérées. Après la victoire, au travail!*», un soldat français démobilisé, portant un coq sur son épaule, s'en va travailler à la reconstruction. En Russie communiste, les affiches mettent fréquemment en scène des femmes car leur contribution a été décisive dans l'industrialisation du pays. L'illustration 25, «*Ce qu'a apporté la révolution d'Octobre à l'ouvrière et à la paysanne*» montre une jeune femme russe heureuse et impatiente de contribuer à l'économie nationale.



En conclusion, les affiches étaient des images idéalisées qui ne reflétaient généralement pas la réalité de la contribution des femmes à l'effort de guerre. La grande majorité des illustrations montraient des femmes dépendantes, cantonnées dans des rôles domestiques, mues par un esprit de sacrifice, douces et généreuses. Les seules exceptions sont les représentations allégoriques ou celles des femmes ennemies, ou encore des femmes qui correspondent à la conception traditionnelle dans un contexte culturel particulier. Elles ne sont pas dépeintes comme un groupe diversifié. La plupart de celles reproduites dans les images semblent financièrement à l'aise et ne pas être motivées par des besoins économiques. La nature de la propagande a ainsi permis aux gouvernements de mobiliser les femmes pour la guerre sans pour autant remettre en cause les relations de genre traditionnelles.

Sélection bibliographique

Bonnell, Victoria E., *Iconography of power: Soviet political posters under Lenin and Stalin*, University of California Press, Berkeley, 1997.

Condell, Diane et Liddiard, Jean, *Working for victory: Images of women in the First World War, 1914-18*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1987.

Cooke, Miriam et Woollacott, Angela (éd.), *Gendering war talk*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1993.

Daniel, Ute, *The war from within: German working class women in the First World War*, trad. Margaret Ries, Berg, Oxford, 1997.

Dumenil, Lynn, «American women and the Great War», in *OAH Magazine of History* (Organization of American Historians), 17, octobre 2002.

Gervereau, Laurent et Prochasson, Christopher (éd.), *Images du 1917*, BDIC, Paris, 1987.

Grayzel, Susan R., *Women and the First World War*, Pearson Education, Londres, 2002.

Grayzel, Susan R., *Women's identities at war: Gender, motherhood and politics in Britain and France during the First World War*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1999.

Hill, Joseph A., *Statistics of women at work, 1900*, Government Printing Office, Washington, DC, 1906.

Jahn, Hubertus F., *Patriotic culture in Russia during World War One*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1995.

Kleinberg, S. J., «Women in the economy of the United States from the American Revolution to 1920», in Kleinberg, S. J. (éd.), *Retrieving women's history: Changing perceptions of the role of women in politics and society*, Berg/UNESCO, Oxford, 1988.

Macdonald, Sharon, Holden Pat et Ardener, Shirley (éd.), *Images of women in peace and war: Cross-cultural and historical perspectives*, Macmillan Education in association with Oxford University Press, Basingstoke, 1987.

Paillard, Remy, *Affiches 14-18*, Impr. Matot-Braine, Reims, 1986.

Paret, Peter, Irwin Lewis, Beth et Paret, Paul, *Persuasive images: Posters of war and revolution from the Hoover Institution Archives*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1992.

Petrone, Karen, «Family, masculinity and heroism in Russia war posters of the First World War» in Mellman, Billie (éd.), *Borderlines: Genders and identities in war and peace, 1870-1930*, Routledge, New York, 1998.

Rickards, Maurice, *Posters of the First World War*, Evelyn, Adams & Mackay, Londres, 1968.

Shover, Michele J., «Roles and images of women in World War 1 propaganda», in *Politics & Society*, n° 5, 1975, pp. 469-486.

Weiner Greenwald, Maurine, *Women, war and work. The impact of World War 1 on women workers in the United States*, Greenwood Press, Westport, CT, 1980.

Woollacott, Angela, *On her their lives depend: Munition workers in the Great War*, University of California Press, Berkeley, CA, 1994.

Chapitre 20

1919: la dimension globale

Odd Arne Westad

La présente contribution répond à une nécessité: celle de considérer l'histoire européenne comme une histoire internationale et globale. Pour bien saisir l'importance de 1919, il faut évoquer la question coloniale mais aussi, dans ce contexte colonial, les aspects sociaux de l'époque. Nous allons, d'une certaine manière, passer en revue l'histoire de cette année charnière en Europe, dans la double perspective de ceux qui l'ont vécue et de ceux qui l'ont observée de l'extérieur.

A l'exception de l'Europe et des Etats de l'Atlantique Nord, 1919 marque pour le reste du monde deux évolutions majeures: d'une part, la décolonisation en Asie, en Afrique et aux Caraïbes, dont on peut dire que le processus a démarré cette année-là; d'autre part, la radicalisation dans le tiers-monde de l'anticolonialisme au profit du marxisme et du communisme. Si la décolonisation fut une des conséquences de la guerre, l'anticolonialisme fut le résultat d'une paix ratée, qui n'a pas su répondre aux attentes des peuples colonisés.

La décolonisation

En 1919, le continent européen, à l'issue de la Grande Guerre, est au bord de l'abîme. Sa fragilité, suivie très attentivement hors de l'Europe, n'est pas seulement économique et matérielle, elle est aussi politique et morale. Pour les millions d'Africains et d'Asiatiques qui ont souffert de la guerre europeo-européenne, pour y avoir été mêlés en Europe ou ailleurs, la guerre a révélé un continent appliqué à se déchirer. Nombreuses sont les élites locales du tiers-monde à perdre la foi, largement répandue avant 1914, dans les valeurs européennes comme justification du colonialisme. Avant la guerre, l'Indonésien nationaliste Sutan Sjahrir écrivait:

«A mes yeux, l'Occident est une force vive puissante, dynamique et active. Une sorte de Faust que j'admire, et je suis convaincu que seul ce dynamisme de l'Occident permettra à l'Orient de s'émanciper de l'esclavage et de la soumission. L'Occident apprend aujourd'hui à l'Orient à considérer la vie comme une lutte et un effort, un mouvement actif auquel la notion de tranquillité doit être subordonnée [...] La lutte et l'effort impliquent une lutte contre-nature, c'est là l'essence même de la lutte: la volonté de l'homme de soumettre la nature et de la gouverner par sa volonté.»

En 1919, il ne reste plus rien de l'admiration de Sutan et de la plupart des leaders instruits du tiers-monde. Dès le début de cette année-là, pour la première fois, un nombre croissant de mouvements nationalistes inscrivent l'indépendance totale en tête

de leurs revendications. L'essor du mouvement anticolonial dans le tiers-monde, qui va permettre aux courants nationalistes radicaux de prospérer, a commencé pendant la première guerre mondiale. La guerre a signifié la fin des valeurs européennes, mais elle a aussi ouvert des perspectives aux organisations locales que la répression d'avant-guerre avait pu contenir. A partir de 1914, l'attention des autorités impériales étant tournée ailleurs, les nationalistes locaux s'emploient à consolider leurs partis et mouvements et à multiplier le nombre de leurs adhérents. Dès 1919, plusieurs organisations nationalistes en Inde, en Chine et en Indonésie, pour ne citer que quelques pays, sont prêtes à lancer des offensives politiques à plus grande échelle.

L'objet de ces offensives est largement déterminé par les événements qui se déroulent en 1919, lors des négociations du traité de paix par les grandes puissances réunies à Paris. En Inde, février 1919 est marqué par les premières campagnes de Gandhi pour l'indépendance. La réponse des Britanniques – le massacre d'Amritsar du 13 avril – et l'opposition pacifique à la violence prônée par Gandhi propulsent le Mahatma au rang de leader national. Lorsque Gandhi et nombre de ses partisans pacifistes constatent lors des conférences de paix l'absence de volonté des vainqueurs de régler la question coloniale, ils comprennent qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes et leurs propres actions pour obtenir l'indépendance.

En Chine, 1919 est un séisme. Le pays est alors une «semi-colonie» car les puissances impérialistes se sont attribuées des portions du territoire appelées «concessions» plutôt que de créer un Etat entièrement colonial. Une majorité de Chinois espère donc que les déclarations du président américain Woodrow Wilson sur l'entière souveraineté nationale s'appliqueront aussi à la Chine. Lorsqu'il s'avère que la question des concessions n'a pas été évoquée à la conférence de paix de Paris, sauf celles de l'Allemagne, le peuple chinois enrage. Et lorsqu'il est décidé de transférer les droits allemands au Japon au lieu de les rendre à la Chine, la population y voit une insulte et un mépris qui se traduisent par des manifestations massives, que tous les Chinois connaissent aujourd'hui sous le nom de Mouvement du 4 mai, en hommage à ce jour de 1919 où les étudiants de Pékin sont descendus dans la rue.

Le Mouvement du 4 mai est à l'origine du nationalisme chinois moderne et des deux partis qui vont dominer l'histoire chinoise du XX^e siècle – le Guomindang et le Parti communiste chinois. Les slogans lancés par les étudiants pour la fédération du peuple dans tout le pays, l'émancipation des femmes et la création d'une nouvelle culture locale vont marquer l'évolution de la Chine jusqu'en 1949 et au-delà. Plus de 400 journaux et magazines datés du 4 mai font de 1919 une année culturelle et politique charnière dans l'histoire chinoise moderne. Le jeune Mao Zedong écrit en 1919:

«Depuis le grand appel à la révolution mondiale, le mouvement pour la libération de l'humanité a progressé avec acharnement et aujourd'hui nous devons changer de comportement face à des enjeux que nous ne contestions pas dans le passé, des méthodes que nous n'utilisions pas et tant de mots que nous craignons d'employer. Contestez l'incontestable. Osez faire l'impensable. N'ayez pas peur de dire l'indicible. Aucune force ne pourra arrêter cette vague.» (Schram, 1995)

Mais il n'y a pas qu'en Chine que les Chinois contestent les accords signés à Versailles. A Paris, Wang Jingwei, qui a travaillé dans la capitale française pendant la guerre (et qui, après 1937, sera le principal collaborateur de la Chine sous occupation japonaise), est en tête des manifestations, certes plus modestes qu'à Pékin. Les manifestants sont rejoints par des ressortissants des colonies françaises dans le Sud-Est asiatique, parmi eux Nguyen Ai Quoc, un jeune Vietnamien qui rejoindra plus tard les communistes sous le nom de Ho Chi Minh.

Les années qui suivent la première guerre mondiale sont déterminantes pour la carrière du jeune Ho, de trois ans plus âgé que Mao. Ayant sollicité en vain l'aide américaine pour établir les libertés démocratiques et l'autonomie politique au Vietnam à la conférence de paix de Versailles, le photo-retoucheur de trente ans établi à Paris est amèrement déçu par la diplomatie wilsonienne et voit dans le marxisme la solution aux maux de son pays.

«L'hydre du capitalisme occidental estime que l'Europe est un champ d'action trop réduit et que le prolétariat européen est insuffisant à satisfaire son appétit insatiable, elle déroule maintenant et pour longtemps ses horribles tentacules aux quatre coins du globe»,

explique Ho au Congrès du Parti socialiste français qui se tient à Tours en 1920 (Quinn-Judge, 2002, p. 32). Reprochant aux socialistes français leur manque d'engagement en faveur de la libération des colonies, Ho vote pour l'adhésion du parti à l'Internationale communiste et devient plus tard un agent itinérant du Komintern dans de nombreux pays en Europe et en Asie, avant, dans les années 1940, de diriger le Vietminh, mouvement de résistance communiste.

Le communisme

Créée en 1919 pour promouvoir avant tout la révolution en Europe, la III^e Internationale, dite Internationale communiste (IC) ou Komintern, va jouer aussi un rôle majeur dans les pays du tiers-monde. Malgré la promesse faite en 1919 d'incarner les attentes de la révolution mondiale – une sorte de Versailles à l'envers, où tous les pays et les peuples auraient une place réservée et équitable –, dans les années 1920 le Komintern fonctionne surtout comme un instrument de contrôle soviétique sur le communisme international et finit par faillir à sa promesse.

Le Komintern est né de la triple scission de la II^e Internationale socialiste sur la question de la première guerre mondiale. Une majorité de partis socialistes, dont l'aile «droite» de l'Internationale, avait décidé de soutenir les efforts de guerre de leurs gouvernements respectifs contre des ennemis qui, à leurs yeux, étaient largement plus hostiles aux buts socialistes. La faction «centriste» de l'IC dénonça ce nationalisme de l'aile droite et demanda que la II^e Internationale reste fidèle à la paix mondiale. Quant aux militants de «gauche» emmenés par Vladimir Lénine, ils rejetaient à la fois le nationalisme et le pacifisme, et voulaient faire de la guerre entre nations une guerre entre classes transnationales. En 1915, Lénine proposa la création d'une nouvelle Internationale afin de promouvoir «la guerre civile, pas la paix civile» en faisant de la propagande auprès des soldats et des travailleurs. Deux ans plus tard, Lénine prenait

la tête du mouvement bolchevique, et en 1919 il appelle le I^{er} Congrès du Komintern à Moscou, dans le but de saboter les efforts déployés par les centristes pour ranimer la II^e Internationale. Seulement 19 délégations et une poignée de communistes non russes présents à Moscou répondent à son appel, mais deux ans plus tard, en 1920 à Moscou, le II^e Congrès rassemble les délégations de 37 pays. Lénine fixe les «32 points» qui sont les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Pour être membre du Komintern, un parti doit être structuré en application d'une discipline de fer, conforme au modèle soviétique, et exclure les socialistes modérés et les pacifistes.

L'organisation administrative du Komintern est calquée sur celle du Parti communiste soviétique: le comité exécutif dirige les travaux dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès, et un présidium réduit fait office d'organe directeur. Peu à peu, ces deux organes suprêmes concentrent tous les pouvoirs entre leurs mains et les partis membres de l'IC doivent se ranger à leurs décisions. De surcroît, les Soviets établissent leur domination sur le Komintern: l'Internationale a été fondée à l'initiative soviétique, son quartier général est à Moscou, le parti soviétique est surreprésenté dans les organes administratifs et la majorité des communistes étrangers sont indéfectiblement fidèles au premier Etat socialiste du monde.

Dans le tiers-monde, même les non-communistes sont nombreux à penser que l'heure du communisme est peut-être venue. Le jeune Indien Jawaharlal Nehru écrit en 1919:

«Aujourd'hui, le spectre [du communisme] s'est matérialisé et tient le monde occidental sous son emprise. La Russie et la Hongrie en ont fini avec l'ancienne domination des capitalistes et des propriétaires fonciers. D'horribles exactions sont imputées aux bolcheviks en Russie. Mais si tel est le cas, comment imaginer que des millions d'hommes et de femmes aient choisi la terreur et l'avitissement et aient travaillé de leur plein gré pour lui donner vie. Nous sommes un peuple communautaire et, le moment venu, peut-être qu'une forme de communisme mieux adaptée à la nature humaine qu'un gouvernement par la majorité sera inventé. Préparons-nous en vue de ce moment et que nos dirigeants y réfléchissent.»
(Gopal, 1972, pp. 140-144)

Le Komintern est l'instrument dont les communistes ont besoin pour organiser des révoltes contre l'impérialisme. Aux yeux de nombre d'opposants à la domination étrangère dans le tiers-monde, la révolution russe est un événement remarquable: non seulement les Bolcheviks veulent créer un nouvel Etat à eux, qui supprimera l'oppression coloniale et la domination ethnique, mais ils promettent également de soutenir tous les mouvements poursuivant le même but dans le monde. Et, le plus important: les communistes ont désormais un modèle, ils savent comment s'y prendre pour renverser l'ancien régime et créer un nouvel Etat à la fois juste et moderne. L'image de la révolution russe que les propagandistes du Komintern diffusent dans le monde sont de celles que les jeunes organisateurs et intellectuels trouvent extrêmement séduisantes pour l'avenir de leur pays.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'au début des années 1920 des partis communistes naissent dans les principaux pays du tiers-monde – dès 1920 ou 1921 en Chine, en Inde, en Indonésie, en Turquie et en Iran. Les secrétaires de ces partis, du

moins ceux qui ne sont pas arrêtés ou fusillés par les régimes en place, se retrouvent à Moscou à l'occasion des Congrès du Komintern, aux côtés des leaders communistes européens. Les enregistrements de ces réunions montrent la diversité du communisme à ses débuts et combien les rencontres vont être difficiles entre les Russes et les marxistes venus d'autres horizons.

Les Soviétiques s'attendaient à l'opposition (bien plus qu'une vague condescendance) manifestée par les marxistes occidentaux présents aux premiers congrès du Komintern. Ils sont surpris, en revanche, par la capacité et la volonté des marxistes du tiers-monde de marquer leur indépendance par rapport à la vision sociale et politique du communisme soviétique. Sans le critiquer d'une voix uniforme, ces leaders évoquent des difficultés que les générations qui se sont succédé au Kremlin se révéleront incapables de surmonter dans leurs relations avec le tiers-monde.

Le jeune Indien communiste Manabendra Nath Roy, par exemple, critiquait Lénine lors du II^e Congrès du Komintern, lui reprochant sa trop grande réticence à confier un rôle important aux partis communistes du tiers-monde dans les révolutions anti-impérialistes menées dans leur propre pays. Roy convient avec le leader soviétique que les communistes doivent s'allier à la bourgeoisie locale («nationaliste») contre les puissances impérialistes, mais il estime pour sa part que les communistes doivent développer une propagande pour leur propre parti et recruter dans toutes les couches de la société, afin de former une «avant-garde de la classe ouvrière», y compris dans les régions massivement agraires où cette classe est très peu représentée. Tout en admettant qu'une alliance avec l'Union soviétique pourrait aider les pays du tiers-monde à se libérer du capitalisme, Roy envisage la possibilité que, dans certaines régions du moins, des partis communistes prennent le pouvoir avant que la formation de la classe prolétarienne ne soit tout à fait achevée et qu'ils soient de ce fait amenés à mettre en place «nombre de réformes petites bourgeoises telles que la répartition des terres» en même temps que le pouvoir prolétarien (Schmidt-Soltau, 1994).

Une critique émise par le communiste bachkir Mirsaid Sultan Galiev pique au vif les Soviétiques. Né en 1892 dans une ethnie colonisée par la Russie, Galiev considère que la révolution est le meilleur moyen de libérer les peuples asservis. Dès 1914, le fondateur de l'Organisation militante tatare des socialistes internationalistes appellent les soldats tatars et bachkirs de l'armée tsariste à se rebeller, au motif que «les Russes, non contents d'avoir soumis les Tatars, les Bachkirs, les Turkmènes, les Caucasiens, etc., veulent soumettre les Turcs et les Perses» (Rorlich).

Galiev rejoint les Bolcheviks à Bakou en 1917 et ne tarde pas à devenir le chef du parti musulman le plus influent. Nommé à la tête du Commissariat aux nationalités par Staline, le communiste bachkir soutient que «tous les peuples musulmans colonisés sont des peuples prolétaires» sans forts contrastes de classes sociales et que la libération des colonies est un préalable essentiel aux révolutions en Occident.

«Aussi longtemps que l'impérialisme international [...] maintiendra l'Orient à l'état de colonie, en régnant en maître absolu sur toutes les richesses naturelles, prédit Galiev, il a l'assurance d'une issue favorable à tout conflit économique ponctuel avec les masses

laborieuses métropolitaines, car il est parfaitement capable de leur clouer le bec en acceptant de satisfaire leurs revendications économiques.» (Rorlich; Bennigsen et Lemerrier-Quelquejay, 1960, 1986; Bennigsen et Enders Wimbush, 1979; Carrère d'Encausse et Schram, 1969).

Sultan Galiev est arrêté en 1928 et, comme on pouvait s'y attendre, exécuté dans sa prison en 1941. A ce moment-là, pour ceux qui s'étaient d'abord identifiés à la lutte anticoloniale, la plupart des promesses de 1919 avaient disparu du communisme mondial. Si l'anticolonialisme de Wilson a échoué en 1919, on peut en dire autant de l'anticolonialisme de Lénine, puisque l'URSS est devenu un Etat doté de ses propres colonies. De ce point de vue, 1919, année décisive, a peut-être été aussi fondamentale pour les mouvements luttant contre les systèmes en place que pour les pays impérialistes qui tentaient de faire la paix entre eux.

Sélection bibliographique

Bennigsen, A. et Lemerrier-Quelquejay, C., *Les mouvements nationaux chez les musulmans de Russie*, 2 vol., Mouton, Paris, 1960-1964.

Bennigsen, A. et Lemerrier-Quelquejay, C., *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Fayard, Paris, 1986.

Bennigsen, A. et Enders Wimbush, S., *Muslim national communism in the Soviet Union: A revolutionary strategy for the colonial world*, University of Chicago Press, Chicago, IL, 1979.

Carrère d'Encausse, H. et Schram, S. R., *Marxism and Asia: An introduction with readings*, Allen Lane, Londres, 1969, pp. 178-180.

Gopal, S. (éd.), *Selected works of Jawaharlal Nehru*, vol. 1, Orient Longman, New Delhi, 1972.

Quinn-Judge, Sophie, *Ho Chi Minh: The missing years*, University of California Press, Berkeley, CA, 2002.

Rorlich, Ayse Azade, «Mirsaid Sultan Galiev and national communism» sur le site web <http://www.yeniturkiye.com>.

Schmidt-Soltau, Kai, *Eine Welt zu gewinnen! Die antikoloniale Strategie-Debatte in der Kommunistischen Internationale zwischen 1917 und 1929 unter besonderer Berücksichtigung der Theorien*, Pahl Rugenstein Verlag, Cologne, 1994.

Schram, S., «Manifesto on the founding of the Xiang River Review (14 July 1919)», in *Journal*, vol. 1, 1995, p. 318; original in *Mao Zedong zaoqi wengao* («Mao Zedong youth manuscripts», Changsha, Hunan).

Chapitre 21

La Grande Guerre: une rupture culturelle?

Dimitri Vezyroglou

L'histoire culturelle se méfie des ruptures. Que ce soit en matière de représentations, de formes artistiques, de courants intellectuels ou de mentalités, elle a tendance à privilégier les tendances sur le temps long et les mutations lentes, ancrées dans un système de contextes (social, politique, idéologique, technique, etc.) qui impriment au fait culturel des rythmes d'évolution parfois concordants, parfois discordants. Un phénomène historique à tous points de vue exceptionnel comme la Grande Guerre est pourtant l'occasion, pour l'historien du culturel, d'interroger cette notion de rupture, de se confronter à elle. D'abord parce que cet événement délimite clairement, dans la conscience même des contemporains, un avant et un après: que ce sentiment soit ou non justifié, les sociétés des années 1920 et 1930 ont ressenti le premier conflit mondial comme le moment d'entrée brutale dans la modernité. Mais aussi parce le phénomène de deuil, qui vient marquer de son empreinte les mentalités de ce long après-guerre, constitue un considérable prolongement culturel de la guerre.

Il s'agit ici d'introduire une réflexion sur la Grande Guerre dans la perspective de l'histoire culturelle du premier XX^e siècle, et non de faire une histoire culturelle de la Grande Guerre (voir, par exemple, Becker, J.-J., 2005), même s'il est indispensable de prendre en compte certains de ses éléments, ainsi que le débat qui oppose les tenants du «consentement» à la violence de guerre et ceux de la «contrainte», au cœur duquel se trouve la notion de «brutalisation» qui entre en résonance avec les thématiques de l'histoire culturelle.

La Grande Guerre comme une rupture culturelle

1. Une influence durable de la culture de guerre

La première guerre mondiale a massivement investi le champ culturel, dans tous ses secteurs, tant élitaires que populaires. Du roman à la carte postale, du film à l'opéra et à la chanson de café-concert, tous les supports ont été utilisés comme vecteurs d'une culture de guerre qui combine les leitmotivs patriotiques, l'exaltation de la combativité, l'esprit de sacrifice et la transfiguration de la guerre en «combat de race et de civilisation» (Audoin-Rouzeau et Becker, 2000).

Apollinaire, poète de l'amour et du désir, trouve dans la guerre (il s'engage volontairement dans l'armée française) à la fois un sujet d'émerveillement et un motif de déclinaison du désir. Dans *Calligrammes* (1913-1916), recueil de poèmes écrits

pour l'essentiel durant la guerre, alors qu'Apollinaire se trouve sur le front, plusieurs textes s'appuient sur un parallèle constant entre la guerre et l'acte amoureux, et trahissent un véritable émerveillement devant le spectacle de la guerre. On peut ainsi lire, par exemple, dans «Fête»:

«Feu d'artifice en acier
Qu'il est charmant cet éclairage
Artifice d'artificier
Mêler quelque grâce au courage
[...]
L'air est plein d'un terrible alcool».

Et dans un poème au titre fortement significatif, «Merveille de la guerre»: «*Que c'est beau ces fusées qui illuminent la nuit*». Le poète est séduit par l'expérience guerrière, tant comme spectacle que comme acte, qui lui procure émerveillement, enivrement, et pour tout dire fascination, au sens fort – sexuel – du terme: «*Mon désir est devant moi / Derrière les lignes boches*», avoue-t-il dans le poème «Désir».

L'expérience et l'expression singulières d'un poète comme Apollinaire ne doit pas occulter le fait que la culture de guerre s'est étendue à l'ensemble des sociétés belligérantes, contraintes à connaître le même enivrement, la même fascination pour la geste guerrière. Les enfants eux-mêmes, comme l'a bien montré Stéphane Audoin-Rouzeau pour la France (1993) ou comme le décrit de façon si saisissante pour l'Allemagne Sebastian Haffner (2000), ont vu leur environnement culturel envahi par la guerre. Qu'il s'agisse de l'école, des jeux ou des loisirs familiaux, la guerre est omniprésente jusque dans l'univers enfantin, non seulement comme contexte, mais bien aussi comme objet de fantasme. Le témoignage de Sebastian Haffner, né en 1907, est à ce titre très éclairant.

«La guerre est un grand jeu excitant, passionnant, dans lequel les nations s'affrontent; elle procure des distractions plus substantielles et des émotions plus délectables que tout ce que peut offrir la paix: voilà ce qu'éprouvèrent, de 1914 à 1918, dix générations d'écoliers allemands. [...] On allait à l'école, on apprenait à écrire et à compter, plus tard le latin et l'histoire, on jouait avec ses camarades, on allait se promener avec ses parents, mais est-ce que tout cela pouvait remplir une existence? Ce qui faisait le sel de la vie et donnait au jour sa couleur, c'étaient les opérations militaires. Si une vaste offensive était en cours, avec des prisonniers par centaines de milliers, des forts enlevés et “des prises considérables en matériel de guerre”, alors c'était la fête, on pouvait faire travailler sans fin son imagination, on vivait intensément, comme plus tard quand on serait amoureux.» (Haffner, *op.cit.*, pp. 34-39)

Une telle présence de la culture de guerre ne pouvait disparaître subitement une fois signés les armistices. D'abord parce que les enfants de la période du conflit deviennent les adolescents puis les adultes des années 1920 et 1930, et que, marqués par la guerre à l'âge de leur ouverture intellectuelle au monde, leur culture – c'est-à-dire leur modalité d'appréhension du monde – en portera des traces indélébiles. Mais aussi parce que l'après-guerre européen est marqué dans son ensemble par la persistance de certains éléments de la culture de guerre, comme le montre l'omniprésence du discours patriotique, voire nationaliste dans une Europe qui a consacré la nation

comme forme supérieure de l'organisation politique. La prégnance de l'esprit «ancien combattant» prolonge elle aussi la culture de guerre en empêchant la résurgence du souvenir traumatique: l'intériorisation et le consentement à la violence de guerre par les combattants étaient justement le tabou absolu de la culture de guerre.

L'irruption de la culture de guerre, sa prégnance si caractéristique de la période 1914-1918, a donc transformé les sociétés européennes dans leur rapport à leur identité et induit une rupture culturelle. Cette rupture prend toutefois une forme beaucoup plus éclatante dans l'ordre artistique.

2. Un moment d'éclatement des formes et des objets culturels

Durant la Grande Guerre, une génération d'artistes engage un affrontement radical avec toutes les modalités traditionnelles d'existence de l'art. Le mouvement Dada en est le meilleur exemple, non seulement en raison de son acharnement à renverser l'ordre traditionnel de l'art, mais aussi et peut-être surtout par les liens étroits qui l'unissent à son contexte spatio-temporel.

Dada est né à Zurich, en 1916: c'est dans cet îlot de paix, au cœur d'une Europe ravagée par le conflit, en pleine bataille de Verdun, qu'autour de Tristan Tzara s'est fédéré un mouvement qui va progressivement s'étendre à tout le continent – et au-delà – et dont le point de départ et de ralliement est le rejet de tous les cadres anciens – esthétique, historique, social, national – de l'art. De la poésie à la peinture, de la sculpture à la musique, tous les arts sont pour Dada à la fois supports et objets d'une révolte radicale visant non seulement à abolir les catégories culturelles établies, mais à faire trembler, voire s'écrouler, une culture européenne jugée sclérosée et sclérosante. Les *ready-made* de Duchamp en sont une bonne illustration. En apposant sa signature sur un objet manufacturé de consommation courante, l'artiste réalise une triple provocation: il nie la supériorité des formes artistiques sur celles des objets fonctionnels et brouille donc la frontière entre art et trivialité; il se dépossède ensuite du processus laborieux par lequel l'artiste, au moins depuis la Renaissance, affirme la valeur et l'individualité de son œuvre; il bouleverse, enfin, le système des beaux-arts que les XVIII^e et XIX^e siècles avaient patiemment construit et qui isolait la production artistique dans un ensemble de codes réputés immuables.

Or le fait que ce mouvement soit apparu durant la Grande Guerre n'a rien de fortuit. La guerre, conçue comme l'apocalypse de la pensée européenne, est bien l'élément déclencheur de cette révolte, dont le nihilisme destructeur semble autorisé par la violence ambiante. Dada exprime un écœurement profond devant cette autodestruction d'une civilisation, mais elle lui fournit en même temps l'occasion et le prétexte de sa propre entreprise de destruction. De même, le caractère international et cosmopolite de Dada (le mouvement s'étend à toute l'Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis ou au Japon) peut être lu comme une réaction à la chape de plomb nationaliste qui s'est abattue sur l'Europe en 1914 et dont la culture de guerre est la manifestation la plus pesante. Dada se structure sans conteste autour de l'expérience et de la mémoire du conflit (Becker, A., 2002).

La guerre est donc bien à la fois la source et le théâtre d'une rupture fondamentale dans l'ordre artistique. Mais la vieille conception européenne de la culture cède aussi du terrain devant la culture de masse.

3. Le basculement dans la culture de masse

Le moment de la Grande Guerre, vécu comme l'entrée dans la modernité culturelle, coïncide en effet avec le début du règne de la culture de masse. Ce mouvement de communion et de technicisation culturelles contribue lui aussi à faire éclater la représentation traditionnelle et élitaire de la culture héritée du système des beaux-arts. L'entre-deux-guerres voit ainsi triompher deux des éléments les plus représentatifs de la culture de masse du XX^e siècle: le sport et le cinéma.

Dans le domaine sportif, les grandes épreuves cyclistes, les matches de football ou de boxe deviennent des événements autour desquels commencent des foules innombrables: 120 000 personnes assistent en 1921, à Jersey City, au match Dempsey-Carpentier; le stade de football de Wembley, inauguré en 1924, accueille jusqu'à 250 000 spectateurs pour la finale de la *Cup* britannique. La première Coupe du monde de football se tiendra en 1930 et cet événement deviendra, dès sa première édition européenne, en 1934, un symbole majeur de la nouvelle culture populaire, hautement médiatisée et à l'audience sans cesse croissante.

Le cinéma, quant à lui, connaît une nette popularisation durant la première guerre mondiale: loisir privilégié de l'arrière, divertissement hautement apprécié par les soldats du front, il se répand, dans l'après-guerre, jusque dans les zones rurales les plus reculées. Il est aussi le vecteur d'une des principales révolutions culturelles européennes, opérée durant la guerre: la découverte de l'Amérique. Dès 1915, le marché européen est inondé de films américains, tant à cause de facteurs conjoncturels (la chute de la production européenne en raison du conflit: mobilisation du personnel, réquisition des usines...) qu'en raison de facteurs structurels (la difficulté du renouvellement des formes cinématographiques en Europe depuis les années 1900). Le constat est sans appel: en 1914, plus des deux tiers des films projetés dans le monde sont des films français; en 1918, plus des deux tiers des films projetés dans le monde sont américains.

Mais la rupture n'est pas seulement économique: la découverte des films de David W. Griffith, de Thomas H. Ince ou de Cecil B. DeMille constitue un choc pour les cinéphiles et les cinéastes européens, sans même parler du bouleversement que représente celle de Charlie Chaplin. Leur maniement du montage, leur usage des plans rapprochés et des gros plans, leurs mouvements de caméra, leur innovation en matière de direction d'acteurs constituent autant d'éléments de rupture formelle, autant de leçons dont le cinéma européen sera dorénavant tributaire. Il est d'ailleurs notable que ces cinéastes aient été fascinés par la représentation esthétique de la guerre: Griffith, dans *Naissance d'une nation* (*The Birth of a Nation*, 1914) et *Intolérance* (*Intolerance*, 1915), Ince dans *Civilisation* (*Civilization*, 1916) ou DeMille dans *Jeanne d'Arc* (*Joan the Woman*, 1916) ont fait de la représentation de la guerre un

terrain d'expérimentation pour la révolution de la syntaxe cinématographique. Du grand public à l'avant-garde cinéophile, le modèle américain s'impose désormais, tant sur le plan esthétique que dans le domaine commercial.

Le basculement dans l'ère de la culture de masse s'accompagne donc, durant la Grande Guerre et en rapport avec elle, d'une fascination grandissante, dans la culture populaire américaine, pour les Etats-Unis. Tout comme l'acclimatation en Europe du jazz et de ses dérivés ou le succès grandissant de la cinématographie américaine, les grands événements sportifs mettront désormais régulièrement l'Amérique sur le devant de la scène culturelle européenne: la victoire du boxeur américain Dempsey, le 2 juillet 1921 à Jersey City, contre le Français Carpentier, a valeur de symbole.

Peut-on cependant s'en tenir à cette idée de rupture, c'est-à-dire à une périodisation de la culture européenne somme toute fortement liée à la perception qu'ont pu en avoir les contemporains?

Contre l'idée de la rupture culturelle

1. Une entrée dans la modernité artistique et culturelle largement engagée avant guerre

L'éclatement des formes anciennes en art, dont Dada est la manifestation la plus bruyante et la plus visible, ne s'est évidemment pas produit en une fois. Les premières fissures dans l'ordre artistique traditionnel sont apparues dès le milieu du XIX^e siècle. Quelques œuvres ont symbolisé avec force cette mue, cet affranchissement progressif vis-à-vis des canons des beaux-arts. Pour s'en tenir à des exemples français: l'*Olympia* de Manet, en 1863, défiait les règles de la représentation du nu féminin; l'homme de *L'âge d'Airain* de Rodin, en 1877, semblait annoncer l'aube d'une ère nouvelle de l'humanité; les tableaux de Monet représentant la gare Saint-Lazare, la même année, faisaient entrer de force les signes tangibles de la modernité dans un ordre pictural qui persistait à les ignorer.

De même, Dominique Kalifa a bien montré que la culture de masse est née au cours d'un processus qui remonte au milieu du XIX^e siècle, voire aux années 1830, période durant laquelle les sociétés européennes vivent une profonde mutation culturelle liée à la place croissante de la technique et de l'image (Kalifa, 2001). Cette mutation se traduit par une industrialisation culturelle croissante répondant à la massification des publics (c'est valable pour la presse comme pour le livre, le théâtre et à la fin du siècle le cinéma), et débouche sur une accélération du temps social et une spectacularisation de la société (Schwartz, 1998).

C'est cependant au tournant des XIX^e et XX^e siècles que, dans tous les secteurs artistiques et dans toute l'Europe, s'opère la révolution majeure qui donne naissance à la modernité culturelle. En littérature, les exemples sont légion; on peut reprendre celui d'Apollinaire qui, avec *Les Mamelles de Tirésias* (la pièce est achevée et représentée

pour la première fois à Paris en 1917 dans un théâtre de la butte Montmartre), inventait le mot et la notion de «surréalisme». Le même Apollinaire ouvrait son recueil *Alcools* (1913) avec un poème – «Zone» – qui proclamait dès son premiers vers: «A la fin tu es las de ce monde ancien», et qui chantait la poésie du monde moderne, exaltant une mystique et une esthétique de la trivialité. Par ce texte, il pulvérisait les formes poétiques anciennes et décrétait la naissance d'un monde nouveau et affranchi dont il s'attacherait à célébrer la beauté.

Une semblable révolution s'opère dans le domaine théâtral, tant dans l'écriture que dans la mise en scène, entre les années 1870 et les années 1900, avec des auteurs comme Ibsen ou Tchekhov, et des troupes comme le Théâtre d'art de Stanislavski à Moscou, le Théâtre libre d'Antoine à Paris, puis les expériences allemandes d'expressionnisme théâtral de Max Reinhardt. Le théâtre moderne du XX^e siècle, dont Brecht ou les metteurs en scène du «cartel» français (Jouvet, Dullin, Baty, Pitoëff) sont considérés comme les premiers représentants, trouve indéniablement sa source dans ce mouvement fin de siècle qui s'est, le premier, affranchi des canons du théâtre classique.

En peinture, la fin du XIX^e siècle constitue aussi un tournant majeur. Après la révolution impressionniste, des artistes comme Munch, Ensor ou Van Gogh approfondissent la recherche d'une représentation de la subjectivité en la connotant de pessimisme, de douleur, voire de violence, ouvrant ainsi la voie aux diverses tendances de l'expressionnisme qui caractériseront les débuts de la modernité picturale. Ces éléments se réaliseront en système de représentation du monde avec la constitution de groupes comme Die Brücke, autour de Kirchner, puis le Blaue Reiter à Munich avec Kandinsky et Macke, parallèlement à la Sécession viennoise de Klimt et aux Ateliers viennois de Schiele et de Kokoschka, le tout au tournant des XIX^e et XX^e siècles. De même, l'irruption du cubisme avec Braque ou Picasso, à la même époque, annonce le règne de l'abstraction en peinture et constitue par là même lui aussi un tournant majeur. Toutes ces recherches ouvrent la voie à la révolte artistique radicale de Dada ou de la *Neue Sachlichkeit* (nouvelle objectivité) (Grosz, Dix), en leur fournissant outils, syntaxe et même thématiques.

Dans sa radicalité même, dans son rejet furieux du monde ancien, Dada ne peut être conçu comme un mouvement sans attaches et sans généalogie. Dès 1909, Marinetti usait d'une violence semblable pour condamner la même sclérose de la pensée artistique; il proclame dans son premier *Manifeste du futurisme*:

- «1. Nous voulons chanter l'amour du danger, de l'habitude de l'énergie et de la témérité.
2. Les éléments essentiels de notre poésie seront le courage, l'audace et la révolte.
3. La littérature ayant jusqu'ici magnifié l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing.
4. Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle: la beauté de la vitesse. Une automobile de course avec son coffre orné de gros tuyaux tels des serpents à l'haleine explosive [...] une automobile rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la *Victoire de Samothrace*.
5. Nous voulons chanter l'homme qui tient le volant, dont la tige idéale traverse la Terre, lancée elle-même sur le circuit de son orbite.

6. Il faut que le poète se dépense avec chaleur, éclat et prodigalité, pour augmenter la ferveur enthousiaste des éléments primordiaux.
7. Il n'y a plus de beauté que dans la lutte. Pas de chef-d'œuvre sans un caractère agressif. La poésie doit être un assaut violent contre les forces inconnues, pour les sommer de se coucher devant l'homme. [...]
9. Nous voulons glorifier la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles idées qui tuent, et le mépris de la femme.
10. Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les lâchetés opportunistes et utilitaires [...]

La violence et l'agressivité sont donc introduites comme principes vitalistes de l'art. Le futurisme constitue en cela une forme de brutalisation spirituelle qui annonce en quelque sorte la culture de guerre, mais qui prépare aussi le terrain du nihilisme dadaïste et le volontarisme révolutionnaire du constructivisme russe.

Si rupture il y a dans l'ordre artistique, elle ne se situe donc pas au moment de la Grande Guerre, qui marque plutôt l'aboutissement d'un mouvement qui s'est engagé dans tous les arts à l'orée du XX^e siècle.

2. Une rupture niée

Il convient par ailleurs de ne pas confondre la place de Dada et de ses épigones dans l'histoire de l'art avec sa situation dans le champ artistique de son époque, c'est-à-dire une situation de marginalité, d'ailleurs revendiquée et cultivée. L'immédiat après-guerre est en effet marqué, dans le domaine culturel, par un «retour à l'ordre» qui s'appuie sur une négation de la modernité, un discours normatif et moralisateur, et un retour ostentatoire aux canons classiques (voir, par exemple, Silver, 1991). D'où le scandale que représentent Dada puis le surréalisme: si révolte et scandale il y a, c'est justement parce que la société n'est pas prête à entendre cet appel à l'abolition des modèles anciens.

Ce «retour à l'ordre» dans les arts est d'ailleurs le pendant d'une véritable occultation de la mémoire de la guerre. Dans leur grande majorité, peintres et écrivains ont fait silence sur le souvenir traumatique du conflit (Audoin-Rouzeau et Becker, 2000; Dagen, 1996); ils ont refusé de tenir et rendre compte de la dimension intime de la brutalisation induite par la guerre. Le rejet suscité par les quelques œuvres ayant tenté d'aborder ce sujet (*Le feu* de Barbusse, par exemple) témoigne de l'importance de ce tabou lié à l'expérience du conflit.

De tous côtés, le discours culturel dominant de l'après-guerre est donc celui d'une remise en ordre de la société. Si la rupture existe, elle est fortement niée par une culture dominante qui n'est pas prête à céder sous les assauts des révolutionnaires de l'art. En cela, et parce que l'abandon des modèles culturels anciens s'est fait sur un temps long et selon une chronologie complexe, la Grande Guerre ne marque pas une «rupture culturelle».

La Grande Guerre, un palier culturel

1. La guerre comme repère et motif culturels

La négation du traumatisme par le discours dominant n'empêche pas un retour obsessionnel sur la guerre dans les arts. En peinture, les Allemands Grosz et Dix font de la guerre un motif récurrent de leur œuvre, qui leur permet de mettre au jour la violence fondamentale de la société moderne, révélée et accentuée par la guerre. La littérature de guerre, avec les romans de Barbusse (*Le feu*), Remarque (*A l'Ouest rien de nouveau*) ou Dorgelès (*Les croix de bois*) par exemple, fournit de nombreux exemples de l'empreinte de la guerre dans les esprits et son érection en motif majeur et incontournable de la narration moderne. Au cinéma, suivant les leçons des Américains, et notamment de King Vidor (*La grande parade*, 1925), les réalisateurs européens ont cherché eux aussi à représenter l'irreprésentable, à saisir par une esthétique nouvelle cette nouvelle et paroxystique forme de la violence de guerre. C'est le cas, en France, de Léon Poirer (*Verdun, visions d'histoire*, 1928) ou de Raymond Bernard (*Les croix de bois*, adapté de Dorgelès, 1932); en Allemagne, parmi d'innombrables exemples, l'un des plus aboutis est certainement celui de G. W Pabst, *Quatre de l'infanterie (Westfront 1918)*, 1930).

Ces œuvres témoignent indéniablement d'un ardent besoin de dire à la fois l'empreinte, la douleur et le deuil. Elles témoignent aussi souvent d'un impossible retour sur l'indicible de la brutalisation. Bien rares sont en effet les artistes qui réussissent, comme Dix dans certains de ses dessins et autoportraits, ou Cendrars dans son texte *J'ai tué* (1918), à exprimer la souffrance d'avoir non seulement subi la violence de guerre, mais d'en avoir été un acteur volontaire. Otto Dix parvient par exemple à saisir sur son propre visage le rictus de la brute sanguinaire que la guerre avait fait de lui. Si une telle lucidité reste exceptionnelle, il est néanmoins évident que les productions culturelles de l'après-guerre sont marquées, tant dans leur forme que dans leur contenu, par l'expérience du conflit.

2. La temporalité complexe des «mentalités»

Il reste que les temporalités de l'histoire culturelle sont complexes. La Grande Guerre est bien entendu un moment *critique* de l'évolution des mentalités européennes, mais il est nécessaire, pour en mesurer la portée, d'examiner de près les phénomènes de démobilisation culturelle (Becker, A., 2002). La «poursuite de la guerre dans les cerveaux», pour reprendre l'expression de Gerd Krumeich (2002), se fait sur des rythmes et avec une intensité d'ailleurs différents selon les pays, les milieux et les générations. La démobilisation culturelle est certes plus lente que la démobilisation militaire, mais sa cadence est complexe.

Par ailleurs, il convient de mettre en regard des grandes ruptures artistiques et du cataclysme moral la puissance et la permanence du conservatisme social, culturel et moral. Les «années folles», symbole de libération morale et culturelle dans un après-guerre étourdi de jazz et de sensualité, sont bien un mythe. La réalité du statut de la

femme, par exemple, est symptomatique de ce «retour à l'ordre» moral et social. Malgré l'obtention du droit de vote dans certains pays et l'illusion d'une évolution de son statut social en raison de sa participation à l'effort de guerre, la femme européenne retourne bien souvent à ses fourneaux dans l'après-guerre, et reste soumise à une forte pression conservatrice en matière sexuelle, comme en témoigne la loi française de 1920 pénalisant la contraception et l'avortement. Il faudra, en définitive, attendre encore un demi-siècle – soit jusqu'à la fin des années 1960 – pour que ce conservatisme finisse par s'écrouler.

3. Conflit de masse, culture de masse

Si, enfin, la culture de masse n'est pas née avec le premier conflit mondial, il est indéniable que l'entre-deux-guerres voit s'accroître ce phénomène: l'Europe entre alors pleinement dans l'ère de la culture industrialisée à grande échelle et des grandes manifestations culturelles. Au cinéma, Chaplin est l'objet d'un culte sans précédent – et sans équivalent depuis – dans lequel communient les élites et les masses; la radiophonie – en attendant la télévision – participera désormais à la massification de l'audience des grandes épreuves sportives.

Massification accélérée, industrialisation croissante: ces deux phénomènes qui touchent les nouvelles formes culturelles résonnent comme des échos à la Grande Guerre, première guerre massive et industrialisée à cette échelle. Comme si, dans l'ordre militaire comme dans l'ordre culturel ou dans l'ordre politique, le temps des masses était venu.

Moins qu'une rupture, terme finalement ambigu et peu adapté aux réalités culturelles, la Grande Guerre marque donc bien un palier – décisif – dans le processus par lequel l'Europe est entrée dans l'ère de sa modernité culturelle.

Au moment où elle s'acharnait à s'autodétruire, l'Europe a fait une découverte qui a modifié son rapport au monde: la découverte de la culture américaine, par le biais du cinéma et de la musique. Cette découverte, qui débouchera dans les décennies suivantes sur une «américanisation» autant consentie que redoutée, constitue finalement la seule vraie rupture culturelle intervenue en Europe en 1914-1918. A moins qu'on lui adjoigne une autre révolution culturelle, dans l'ordre des idées politiques: la naissance de l'idée de sécurité collective, dont les réalisations concrètes mettront bien du temps avant de trouver un début d'efficacité, mais qui, en tant qu'idée et donc phénomène culturel, constitue une authentique rupture avec le monde d'avant 1914.

Sélection bibliographique

Audoin-Rouzeau, S., *La guerre des enfants 1914-1918. Essai d'histoire culturelle*, Armand Colin, Paris, 1993.

Audoin-Rouzeau, S. et Becker, A., *14-18, retrouver la guerre*, Gallimard, Paris, 2000.

Becker, A., «Créer pour oublier? Les dadaïstes et la mémoire de la guerre», in *Démobilisations culturelles après la Grande Guerre, 14-18 aujourd'hui – today – heute*, n° 5, mai 2002, pp. 128-143.

Becker, Jean-Jacques, *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Armand Colin, Paris, 2005.

Dagen, P., *Le silence des peintres. Les artistes face à la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 1996.

Haffner, S., *Geschichte eines Deutschen*, Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, Munich, 2000.

Kalifa, D., *La culture de masse en France. 1. 1860-1930*, La Découverte, Paris, 2001.

Krumeich, G., «Où va l'histoire culturelle de la Grande Guerre», in *Démobilisations culturelles après la Grande Guerre, 14-18 aujourd'hui – today – heute*, n° 5, mai 2002, pp. 7-13.

Schwartz, V. R., *Spectacular realities. Early mass culture in fin-de-siècle Paris*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, Londres, 1998.

Silver, K. E., *Vers le retour à l'ordre. L'avant-garde parisienne et la première guerre mondiale*, Flammarion, Paris, 1991.

PARTIE IV

1945

dans l'histoire européenne

Introduction à l'année 1945

L'année 1945 voit se finir une guerre qui a été à l'origine d'une catastrophe humaine sans précédent. Les raids aériens et pilonnages d'artillerie ont réduit de nombreuses villes européennes à l'état de champs de ruines. La guerre, avec son cortège d'économies dévastées, d'industries, de routes, de ponts et de chemins de fers détruits, a tué plus de 40 millions de personnes, dont de nombreux civils. Des millions d'êtres humains ont été systématiquement exterminés dans les camps de concentration. Partout en Europe, des orphelins à identifier pour les réunir à ce qui leur restait de famille, et des soldats tentant de rentrer au pays ou détenus dans des camps. Partout, des réfugiés et des personnes déplacées. Beaucoup cherchant à rentrer chez eux; des millions d'autres, dont les Allemands résidant hors d'Allemagne, les Tatars et les Tchétchènes en URSS, et d'autres minorités ethniques, chassés par la force des villes et des villages qu'ils considéraient comme leur patrie.

En février 1945, époque à laquelle les trois leaders alliés, Roosevelt, Staline et Churchill, se rencontrent dans la station balnéaire de Yalta en Crimée, ils savent que la guerre est presque gagnée en Europe. Les troupes américaines et britanniques ont traversé le Rhin et avancent de l'ouest sur Berlin. Les troupes soviétiques sont en Lettonie, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie; elles ont traversé la frontière orientale de l'Allemagne et ne sont qu'à 50 kilomètres de Berlin. Par conséquent, s'il est encore nécessaire de maintenir la coopération pour mettre fin à la guerre le plus vite possible, la conférence de Yalta se soucie davantage d'organiser la paix. Au cours de cette semaine, les leaders conviennent que l'Allemagne vaincue sera divisée en plusieurs zones d'occupation, que la France sera l'une des puissances occupantes, que l'URSS entrera en guerre contre le Japon et que les frontières polonaises seront déplacées vers l'ouest pour réduire le territoire allemand et agrandir celui de l'URSS.

Les articles figurant dans cette partie de l'ouvrage ont d'abord été présentés à une conférence, tenue en 2003 à Yalta, dont l'une des séances a eu lieu, grâce au ministre ukrainien de l'Éducation et de la Science, dans la salle de réunion du palais de Livadia. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des auteurs se soient interrogés sur l'importance de la conférence originelle de Yalta. Il ne fait aucun doute, comme le fait remarquer le professeur Borodziej, que l'influence de Yalta s'est fait durablement sentir sur de nombreux Polonais et d'autres peuples d'Europe centrale et orientale. Le sentiment d'avoir été trahis peut avoir faibli au fil des générations mais, comme le pacte Ribbentrop-Molotov dans les États Baltes, Yalta a continué de peser sur les perceptions des peuples jusque dans les années 1980. Par ailleurs, comme le professeur Westad le souligne dans le premier chapitre de cette partie, ce n'est pas la conférence de Yalta qui a conduit à la division du continent mais la situation militaire en Europe à la fin de la seconde guerre mondiale. Ou, ainsi que Staline l'a dit à Milovan Djilas, «Cette guerre ne ressemble pas aux guerres passées. Quiconque occupe un territoire

impose aussi son propre système social. Chacun impose son système aussi loin que peut aller son armée. Il ne peut en être autrement.»

Comme l'observent plusieurs auteurs de cette partie, la guerre froide n'a pas commencé avec Yalta; ses racines s'enfoncent bien plus loin dans le temps. Mais avec la fin de la guerre, l'arène qu'est l'Europe a cessé d'être définie par la menace du fascisme pour l'être par la compétition militaire, diplomatique, économique et idéologique entre deux superpuissances.

Chapitre 22

La conférence de Yalta et l'émergence de la guerre froide

Odd Arne Westad

Les mythes de Yalta

De nombreux mythes entourent la réunion de Yalta en 1945; certains ont vu le jour dès la fin de la seconde guerre mondiale, d'autres sont de facture plus récente. Dans quelques pays européens, ces mythes masquent d'autres débats, qui s'avèreraient bien plus utiles que des discussions générales sur les décisions prises par les grandes puissances, mais qui seraient également plus douloureux puisqu'ils amèneraient à s'interroger sur les mythes *nationaux* qu'ont fait naître des décisions prises au moment où la seconde guerre mondiale évoluait vers une guerre froide. Les questions associées à ces mythes sont, par exemple, l'exode des réfugiés allemands venus de l'Est, l'écrasement du soulèvement de Varsovie et, notamment, le destin des pays incorporés dans l'Union soviétique. Il est ainsi souvent plus facile, en particulier dans les salles de classe, de parler de l'action mutuelle des grands hommes de Yalta.

Les principaux mythes de Yalta sont les suivants: l'Europe a été divisée à Yalta; la guerre froide a débuté à Yalta.

«L'Europe a été divisée à Yalta»

En réalité, aucune décision de ce genre n'y a été prise. La division de l'Europe est le résultat d'une guerre civile européenne entamée depuis 1914. En 1945, les principaux protagonistes de ces conflits, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, avaient cessé d'être des puissances capables de définir l'avenir du continent. Les seules véritables grandes puissances (ou superpuissances, selon l'expression consacrée employée par la suite) en place à la fin de la seconde guerre mondiale étaient l'Union soviétique et les Etats-Unis. Leurs objectifs à la fois idéologiques et stratégiques s'affrontaient dès avant 1945 et la ligne de démarcation qui partageait les régions européennes placées sous leur contrôle n'avait pas été tracée par la conférence de Yalta, mais par la situation militaire qui régnait en Europe à la fin du deuxième conflit mondial.

«La guerre froide a débuté à Yalta»

Là encore, cette affirmation doit être corrigée: la guerre froide ne trouve pas son origine dans les litiges apparus au cours de la conférence organisée en Crimée, ni dans

les tensions particulières qui ont vu le jour dans l'intervalle entre la réunion de Yalta (4-11 février 1945) et la conférence ultérieure (et finale) des dirigeants alliés de Potsdam (17 juillet-2 août 1945); ses causes sont en effet différentes et plus profondes.

Leur nature et leur calendrier dépendent bien entendu de la région d'Europe dont il s'agit. La confrontation entre le communisme et ses opposants en Europe et aux États-Unis n'a pas commencé en 1945, mais en 1917. Ainsi, pour les Polonais, la guerre froide battait son plein en Pologne dès 1944 (ou peut-être même en 1920). L'opinion des Ukrainiens est très certainement la même. Dans la plupart des autres régions, la guerre froide s'est installée plus lentement; plusieurs causes, d'ordre militaire, diplomatique, social et idéologique, ont concouru à créer un climat de confrontation.

Puisqu'il s'agit là des mythes de Yalta, quelle est alors «la réalité de Yalta», telle qu'elle a été perçue par ceux qui y ont pris part?

Les réalités de Yalta

Lorsque Franklin D. Roosevelt, Joseph Staline et Winston Churchill se sont réunis à Yalta en 1945, un conflit majeur arrivait à son terme. Chaque participant en avait conscience, bien que la durée de la phase finale de la guerre ou la position exacte des forces armées après l'effondrement de l'ennemi – l'Allemagne et le Japon – demeuraient incertaines. La conférence portait à la fois sur l'achèvement de la guerre et l'organisation de la paix. Ces deux aspects étaient étroitement liés, car les trois dirigeants considéraient que s'ils parvenaient à collaborer pour mettre un terme au conflit, ils auraient de fortes chances de travailler ensemble à l'organisation de la paix. C'est ce qui pourrait être qualifié de «tentative de Yalta»: gagner la guerre et organiser la paix de manière à ne pas déclencher un conflit imminent entre les anciens Alliés.

Si la «tentative de Yalta» constituait un effort commun des trois dirigeants, pourquoi a-t-elle finalement rencontré si peu de succès? L'explication habituellement avancée est bien entendue l'absence de véritable sincérité des participants: alors même qu'ils parlaient de coopération, chacun d'entre eux ne recherchait en réalité que son propre avantage. En d'autres termes, cette tentative de coopération n'était qu'une rhétorique de façade, qui ne correspondait pas à la réalité.

Cette interprétation est très certainement erronée, non pas parce qu'elle fait de l'intérêt des dirigeants et de leurs pays respectifs l'élément déterminant des décisions prises, mais parce qu'elle affirme l'incompatibilité de ces mêmes intérêts et de ce qui apparaissait comme une possibilité de coopération (ou tout au moins comme une absence de conflit). Nous disposons désormais d'un grand nombre d'archives internes rédigées avant, pendant et après la conférence de Yalta, issues des trois pays participants, y compris l'Union soviétique. Les papiers personnels de Staline, réunis dans les Archives nationales russes d'histoire contemporaine de Moscou, comportent des dossiers essentiels sur Yalta, de même que les documents de Molotov qui figurent dans les archives de politique étrangère de la Fédération de Russie. Les archives internes

des trois camps et le compte rendu des débats montrent qu'aucun d'eux ne voyait d'intérêt à ce qu'un conflit surgisse entre les Alliés, à court terme tout du moins.

La plupart des historiens qui ont examiné attentivement la situation internationale en 1945 après la mise à disposition des nouvelles sources documentaires de l'ancienne Union soviétique conviennent que la rupture de la coopération est davantage le fruit des enjeux en présence et de la façon dont ils ont évolué, que le produit de quelconques intentions malveillantes à l'égard des négociations de la part de l'un des Alliés. L'évolution de la situation politique et militaire en Europe et en Asie orientale a tout simplement été trop rapide entre Yalta et Potsdam pour permettre le maintien de compromis viables, compte tenu du fossé idéologique qui séparait dès le départ l'Union soviétique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Une fois l'Allemagne vaincue, les discussions ont porté sur toutes les questions liées à la reconstruction de l'Europe. Chacun des anciens associés voulait voir se réaliser son Europe, même si cela risquait de compromettre la coopération globale. Les enjeux futurs étaient trop considérables pour se risquer à un compromis.

Cette explication, qui associe un certain nombre de conditions structurelles préalables à une situation politique rapidement changeante qui échappait au contrôle individuel des puissances en présence, semble de plus en plus privilégiée par les historiens qui se livrent à une interprétation de la guerre froide. Cette tendance est principalement due à la place croissante que la nouvelle historiographie de cette période accorde au rôle des idéologies, tant du côté américain que soviétique. Les deux puissances se définissaient par essence par leurs idéologies: capitalisme et démocratie libérale pour les Etats-Unis, marxisme et collectivisme pour le camp soviétique. Dans une situation où ces deux puissances dominaient les négociations (les Britanniques en furent à Yalta comme à Potsdam le «parent pauvre»), le clivage idéologique rendait difficile tout compromis et exigeait, de la part à la fois de Washington et de Moscou, une nette détermination politique à rechercher une solution de compromis au litige pour maintenir une forme de coopération.

Les enjeux

Si l'on retient cette perspective, il convient d'examiner les enjeux déterminants en présence à Yalta et Potsdam pour comprendre les origines de la guerre froide sur la scène diplomatique. Il est particulièrement important d'observer les réactions des trois dirigeants au fur et à mesure du déroulement des événements, en tenant compte de mes remarques précédentes sur les idéologies et leur fonctionnement. Les idées préconçues ne déterminent pas la manière dont les individus règlent leurs problèmes, mais elles influencent (et quelquefois restreignent fortement) le choix apparent des options disponibles. Tous les dirigeants impliqués dans ces négociations étaient des hommes prudents et minutieux. Mais leur prudence leur commandait d'adopter une double attitude: d'une part ne pas oublier qu'ils avaient besoin les uns des autres, tout au moins tant que la guerre se poursuivait; d'autre part ne pas faire confiance aux motivations d'un ennemi idéologique qui, au bout du compte, souhaitait voir son propre système politique triompher.

J'évoquerai d'abord brièvement les trois personnages principaux de la conférence de Yalta, en apportant quelques précisions sur leur état d'esprit et leur conception de la diplomatie.

Franklin Delano Roosevelt

Le président des Etats-Unis, né en 1882 dans l'une des plus riches et des plus illustres familles des Etats-Unis, était devenu au cours de son mandat le plus important dirigeant progressiste de l'histoire américaine. Ses programmes publics, tels que le *New Deal*, avaient aidé les Américains à surmonter les pires effets sociaux de la Grande Dépression et il avait permis à des technocrates de gauche d'orienter la politique gouvernementale de manière à ce que l'Etat joue un rôle sans précédent dans l'économie et la vie publique américaines. Certains éléments permettent cependant de penser que Roosevelt concevait avant tout cette politique comme un moyen de triompher de la crise et de gagner la guerre, comme l'a souligné son biographe William Leuchtenburg. Ses principales réalisations ont été de relever les défis de l'idéologie américaine, à la fois au sein du pays et sur la scène internationale, de vaincre l'autoritarisme et, par conséquent, d'accroître les libertés américaines au sens large: en d'autres termes, faire revenir les Etats-Unis sur le devant de la scène qu'ils avaient quittée après la première guerre mondiale.

Bien qu'affaibli par la maladie à Yalta, le président s'est attaché à réaliser ce projet, convaincu qu'il y parviendrait davantage en amenant ses interlocuteurs à coopérer plutôt qu'à résister. Conscient du statut de grande puissance des Etats-Unis, Roosevelt considérait que rien ne pouvait être fait à Yalta ni ailleurs par les Alliés sans le consentement des Etats-Unis. En jouant le rôle de balancier entre l'ancien impérialisme de Churchill et le communisme de Staline, le président américain parvint à influencer ces deux camps de manière quasi illimitée. Comme il l'avait déclaré lui-même à quelques-uns de ses plus proches collaborateurs en mai 1942:

«Voyez-vous, je suis un jongleur et je ne tiens jamais ma main droite informée de ce que fait ma main gauche [...] Je peux agir de façon totalement contradictoire et, qui plus est, je suis parfaitement disposé à employer la tromperie et le mensonge, si cela peut aider à faire gagner la guerre.»

Joseph Staline

Le leader soviétique, né en 1879, était le fils d'un pauvre cordonnier de la ville provinciale géorgienne de Gori, dans le Caucase, qui était alors une colonie impériale russe. D'intelligence limitée, il gravit les échelons du parti communiste grâce à son énorme capacité de travail et à son goût effréné de l'intrigue et de ce que nous appellerions aujourd'hui la «constitution de réseau»; il entrevit dans le marxisme un moyen capital de gouverner l'Union soviétique et de définir ses relations avec le monde extérieur. Après s'être trompé sur les intentions de son ancienne alliée, l'Allemagne, il crut que l'alliance passée pendant la guerre avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne

dureraient davantage, persuadé que les rivalités au sein du camp impérialiste prendraient le pas sur celles qui opposaient ce dernier à l'Union soviétique.

Aussi Staline considérait-il, tant à Yalta qu'à Potsdam, que malgré le caractère inévitable à long terme d'un conflit entre l'Union soviétique et les Etats capitalistes, les relations entre les grandes puissances seraient en pratique marquées à la fin de la guerre par les préoccupations américaines et britanniques de redéfinir le partage de leur hégémonie impérialiste et non par un affrontement entre Washington et Londres, d'une part, et Moscou, d'autre part. Si l'Union soviétique jouait habilement au cours de cette partie, en d'autres termes si Staline parvenait à faire accepter aux deux autres protagonistes la légitimité de l'Union soviétique, présentée comme une puissance soucieuse de sa propre sécurité, la guerre pourrait être repoussée et le socialisme renforcé avant l'ultime épreuve de force contre l'impérialisme. Acteur talentueux, Staline choisit au cours de ces deux conférences d'endosser le rôle du chef d'Etat rencontrant ses homologues, réclamant sa part légitime du gâteau et écartant par cet artifice tout soupçon sur ses objectifs véritables.

Winston Churchill

Le Premier ministre britannique, le plus âgé des principaux participants de Yalta, naquit en 1874 à Blenheim Palace, au sein de l'une des premières familles d'Angleterre. Du fait de son âge, il exerça des fonctions dès le XIX^e siècle et conserva, tout au long de la carrière qu'il mena au XX^e siècle, de nombreux idéaux du siècle précédent. Tandis que Roosevelt et Staline, chacun à leur manière, aimaient à considérer les autres pays par rapport au contenu de leur système politique respectif, Churchill estimait que les relations internationales étaient déterminées par un mélange de culture et de géostratégie. Aussi croyait-il fermement, par exemple, que la culture que partageaient le Royaume-Uni et les Etats-Unis rapprocherait progressivement les deux pays. Malgré sa répugnance pour le socialisme, il jugea au départ que Staline poursuivait un objectif sécuritaire raisonnable en Europe orientale. Mais dès Yalta, Churchill commença à réaliser que les exigences de Staline dépassaient largement le rôle extrêmement limité que Londres comptait assigner à Moscou dans le règlement de l'après-guerre.

Churchill, qui avait une conscience aiguë de la perte de puissance et d'influence de l'empire britannique, espérait que les Etats-Unis soutiendraient le maintien à la fois de ce dernier et des forces américaines en Europe, afin que l'équilibre des pouvoirs au sein du continent ne penche pas trop en faveur de la Russie. Néanmoins, ce qui est assez surprenant si l'on songe au milieu dont il était issu, Churchill était assez réaliste pour constater que s'il fallait choisir entre ces deux priorités, le Royaume-Uni devrait privilégier l'Europe et non l'empire. Après avoir tenté d'obtenir de Staline un accord sur une nette répartition de l'Europe en zones d'influence au cours de sa visite à Moscou en octobre 1944, il savait que la signature du dirigeant soviétique au bas d'un document ne constituait pas une garantie suffisante et que seule la présence de la puissance américaine sur le continent pourrait empêcher l'extension progressive vers l'ouest de l'influence soviétique.

Aucune des positions adoptées par les principaux dirigeants réunis à Yalta ne permettait à long terme de dégager aisément un compromis sur des questions diplomatiques complexes ni, de ce fait, d'assurer le respect de la souveraineté de chaque protagoniste. Mais dans le même temps, comme les perspectives envisagées par Roosevelt, Staline et Churchill au moment même de la conférence se limitaient au court terme, il paraissait peu probable que la grande alliance sombrerait dans un rapport conflictuel et une acrimonie réciproque moins d'un an plus tard. Pour comprendre la rapidité avec laquelle cette alliance fut dissoute, il convient d'examiner à la fois les idées en présence et leur perception, ainsi que les questions concrètes auxquelles étaient confrontés les principaux participants lorsqu'ils se réunirent ici même au palais de Livadia le 4 février 1945.

J'aimerais à cette fin me concentrer sur deux points essentiels évoqués à Yalta: les négociations sur l'avenir territorial et politique de la Pologne et les discussions relatives à l'entrée de l'Union soviétique dans la guerre contre le Japon.

La question polonaise

Certes envisagée de façon différente par Londres, Moscou ou Washington, elle avait été en partie à l'origine de la seconde guerre mondiale. Pour Churchill, le destin de la Pologne avait été l'une des causes majeures du conflit et son gouvernement jugeait essentiel de rétablir une forme d'indépendance polonaise au terme de la guerre. Pour Staline, la Pologne permettait avant tout de mesurer le point de rupture de l'alliance: bien que le territoire polonais fût important pour la sécurité de Moscou, Staline ne s'était guère appesanti durant le conflit sur la forme de régime politique dont devait bénéficier la Pologne dans la période de l'après-guerre. Il comptait essentiellement prendre le maximum de ce qu'il pouvait obtenir sans compromettre l'alliance: un gouvernement majoritairement communiste si possible, un gouvernement de coalition si nécessaire. Pour Roosevelt enfin, la Pologne constituait un terrain de négociations. Il lui importait moins – bien moins – de déterminer ce qu'il adviendrait de Varsovie que de faire perdurer l'alliance dans un avenir prévisible. Bien qu'il soupçonnât Staline de visées durables dès 1944, lorsque celui-ci tenta de priver le gouvernement polonais en exil de tout rôle dans la Pologne d'après-guerre, le président continuait d'espérer que ses capacités de négociateur lui permettraient d'établir une forme de compromis avec le dirigeant soviétique.

Les réaménagements territoriaux de la Pologne avaient été évoqués par les Alliés à diverses occasions vers la fin de la guerre et relativement brièvement à Yalta; ses frontières orientales furent tracées légèrement à l'est de la ligne Curzon, initialement proposée comme ancienne frontière soviéto-polonaise de 1920. La frontière occidentale devait permettre à la Pologne d'obtenir des compensations de l'Allemagne sous la forme du territoire prussien situé à l'est de l'Oder, mais il fut convenu de reporter la décision finale à la future conférence de paix. A Potsdam, les trois puissances alliées convinrent d'une frontière «temporaire» englobant *l'ensemble* des territoires allemands situés à l'est de la ligne formée par l'Oder et la Neisse (à l'exception des portions de Prusse orientale attribuées à l'Union soviétique) dans le

territoire polonais et approuvèrent implicitement l'expulsion massive des populations allemandes présentes dans ces régions. La «conférence de paix» n'eut bien entendu pas lieu avant 1990.

Les débats à Yalta portèrent essentiellement sur l'avenir *politique* de la Pologne. Staline avait tenté d'imposer un fait accompli en reconnaissant unilatéralement le gouvernement polonais de Lublin, dirigé par les communistes, avant même le début de la conférence de Yalta. Mais les Soviétiques et leurs alliés occidentaux savaient parfaitement qu'il s'agissait là davantage d'un stratagème destiné aux négociations que d'une décision ferme; seule comptait vraiment, comme Churchill à son grand regret ne cessa de se le répéter tout au long de la conférence, la position de l'armée rouge sur le territoire polonais. Malgré sa détermination à «sauver la Pologne des griffes soviétiques», le Premier ministre était conscient avant même l'ouverture de la conférence de ne pouvoir parvenir au mieux qu'à un, selon ses propres termes, «sale petit compromis». Quand bien même Roosevelt écrivit à Staline avant son départ pour la conférence, en l'informant de son «trouble et de sa profonde déception» à la suite de la décision soviétique de reconnaître officiellement le gouvernement polonais, il réalisait également que les Etats-Unis négocieraient en position de faiblesse, puisque leurs forces militaires se trouvaient à des centaines de kilomètres du pays qui faisait l'objet de ces mêmes négociations.

Toutefois, les négociations menées à Yalta au sujet de la Pologne aboutirent finalement à un compromis et ce fut probablement Staline qui consentit le plus de concessions sur le papier, en autorisant la réorganisation du gouvernement de Lublin de manière à y inclure des représentants du gouvernement en exil établi à Londres. Mais la Pologne révéla également les faiblesses de la «tentative de Yalta», car ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique n'étaient disposés à un compromis à long terme sur une question aussi cruciale que celle de la forme du gouvernement qui dirigerait le territoire situé entre l'Allemagne et la Russie. «Ne vous inquiétez pas. Nous pourrions le mettre en œuvre à notre manière par la suite», déclara Staline à son ministre des Affaires étrangères Molotov, une fois l'accord conclu. «C'est le mieux que je puisse actuellement faire pour la Pologne», confessa Roosevelt à son conseiller militaire en chef, l'amiral Leahy.

L'ensemble du débat sur la Pologne révéla ainsi combien la conception du monde différait entre les grandes puissances qui formaient cette alliance. Malgré leur report à une date ultérieure, les questions de légitimité resurgirent au sujet du compromis polonais pratiquement dès la clôture de la conférence de Crimée.

L'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon

Ces différences de perception essentielles apparurent tout aussi clairement au cours des discussions relatives à l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon; la question est assez rarement associée à l'évocation des dispositions prises pour l'Europe à Yalta, mais elle revêt une importance cruciale pour la compréhension des rapports entre les pressions de la diplomatie classique et la vision du monde des principaux

dirigeants. Il allait de soi pour Staline que l'Union soviétique lancerait à un moment donné une attaque contre le Japon (mais uniquement une fois la guerre remportée en Europe et de préférence après que les combats dans le Pacifique auraient affaibli l'armée impériale japonaise au point de garantir une victoire facile). On oublie souvent que Staline et l'état-major soviétique envisageaient sérieusement, et jusqu'à une date aussi tardive que le mois de janvier 1945, l'hypothèse d'une *agression japonaise contre l'Union soviétique* et qu'ils savaient les moyens militaires soviétiques si dispersés qu'une telle éventualité aurait eu des conséquences catastrophiques sur ses dispositions stratégiques, sans parler de sa capacité à influencer sur la fin de la guerre en Europe, grâce à une combinaison de pressions politiques et militaires. Staline jugeait inévitable la guerre avec le Japon, car le capitalisme japonais considérait l'Union soviétique comme son ennemi mortel (quels que soient les conflits qui l'opposaient à l'Occident).

Du point de vue américain cependant, le conflit soviéto-japonais ne semblait pas une évidence. Le président Roosevelt, au contraire, croyait fermement que les Etats-Unis devaient inciter l'Union soviétique à entrer en guerre. Les prévisionnistes de Washington estimaient cette intervention indispensable pour trois grandes raisons, dont aucune ne tenait à la naïveté parfois attribuée au président par les historiens. La première d'entre elles était que l'entrée en guerre de l'Union soviétique permettrait d'éviter, dans la dernière partie de la guerre, la mort de soldats américains à une échelle qui éclipserait les pertes pourtant élevées que les Etats-Unis avaient subies durant la campagne du Pacifique. La deuxième raison tenait au fait que, malgré l'élaboration par les Etats-Unis d'une nouvelle arme qui selon ses partisans «révolutionnerait la guerre», il n'existait aucune assurance qu'une technologie atomique n'ayant fait l'objet d'aucun essai produirait effectivement des résultats. Sans une telle arme, l'invasion de l'archipel national japonais pouvait devenir une entreprise longue et ardue. Troisièmement enfin, en l'absence d'une entrée en guerre des Soviétiques avant la défaite du Japon, non seulement la position des Etats-Unis en Asie orientale aurait été affaiblie du fait des pertes qu'ils n'auraient pas manqué de subir, mais encore le maintien de la neutralité soviétique aurait laissé à Moscou toute liberté de renforcer ses positions ailleurs, y compris en Europe et au Moyen-Orient, alors que le conflit approchait de sa fin.

En d'autres termes, les Etats-Unis avaient besoin de parvenir à Yalta à un compromis avec les Soviétiques, afin de mieux défendre leurs propres intérêts dans la dernière étape de la guerre et à l'issue du conflit. On estima que la diplomatie américaine avait remporté un énorme succès lorsque Staline accepta finalement de s'engager en faveur de l'entrée en guerre de l'Union soviétique sur le théâtre des opérations d'Asie orientale, après l'achèvement des combats en Europe. Ce compromis révéla que «la tentative de Yalta» reposait sur ce que les principaux participants à la conférence considéraient ici même, il y a soixante ans, comme une nécessité pour les grandes puissances dans la dernière phase de la guerre. Mais, de même que le fossé idéologique s'élargissait trop pour être comblé en Europe au moment où il convenait de définir la politique du temps de paix, la perception du rôle de chacun des protagonistes évolua considérablement en Asie orientale entre les conférences de Yalta et de Potsdam.

Malgré le peu de confiance généralement accordée aux motivations de Staline à Yalta, les Alliés envisageaient les forces militaires soviétiques comme une ressource commune. Six mois plus tard, l'armée rouge devint rapidement davantage une menace qu'une alliée.

Conclusions

La tentative de Yalta – et son échec – visait à amener la Russie à une forme de coopération avec le reste de l'Europe et les Etats-Unis. J'ai expliqué longuement pourquoi elle avait échoué en 1945 et n'avait pu reprendre qu'à la fin de la guerre froide. Mais au-delà de la guerre froide, de plus larges raisons expliquent que ce projet ait été et demeure difficile. Pour pouvoir se développer en tant qu'Etat, la Russie était passée, comme les Etats-Unis, par une conquête continentale et elle avait occupé une position particulière qui la plaçait naturellement au centre des régions qui l'entouraient. Cette situation n'apparaît nulle part aussi clairement qu'ici, en Crimée, surtout si l'on remonte deux cents ans en arrière. Je crois que la division de l'Europe ne sera pleinement surmontée – c'est là la mission dont le Conseil de l'Europe est investi – que si la Russie évolue, par sa propre mutation interne, du stade d'empire à celui d'un Etat désireux d'être intégré à l'Europe pour ses propres raisons. Ce processus n'est pas inconnu des autres pays et il prendra du temps. C'est en discutant de ce sujet que nous contribuons à cette évolution.

Chapitre 23

Yalta, Potsdam et l'émergence de la guerre froide: la vision du Royaume-Uni au vu des récentes recherches

Martin McCauley

En novembre 1917, Arthur Balfour, secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, adressa une lettre à Lord Rothschild, chef de famille de la branche anglaise de cette dynastie bancaire juive, qui promettait le soutien du Royaume-Uni à l'action menée par le mouvement sioniste en faveur de la création d'une patrie juive en Palestine. Dans un autre document découvert récemment, Balfour déclarait que la Grande-Bretagne n'avait jamais eu la moindre intention de tenir cette promesse. Il s'agissait d'une manœuvre tactique, uniquement destinée à rallier ce mouvement au camp britannique pendant la première guerre mondiale.

Staline reprit à son compte cette tradition balfourienne au cours de la grande guerre patriotique de 1941 à 1945. Il fit de nombreuses promesses qu'il n'avait pas l'intention de tenir, surtout au sujet de la Pologne. Ses serments étaient autant de manœuvres tactiques visant à renforcer la sécurité de l'Union soviétique. Churchill en fit autant, comme d'ailleurs Roosevelt.

La conférence de Yalta

Quelle perception la Grande-Bretagne avait-elle de ses intérêts à Yalta? Quels objectifs se fixa-t-elle et dans quelle mesure furent-ils atteints?

La situation militaire est la clé de Yalta. De fait, les questions militaires y occupaient la première place. L'armée rouge était déjà présente sur le sol allemand, en Roumanie, Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie et se préparait à prendre la capitale autrichienne, Vienne. L'offensive des Ardennes (la bataille des Ardennes) lancée de décembre 1944 à janvier 1945 avait surpris les Alliés occidentaux et plongé de nombreux chefs militaires dans le désarroi: la prise de l'Allemagne serait plus difficile qu'on ne l'avait imaginé. L'optimisme du général Eisenhower avait été tel dans la deuxième moitié de l'année 1944 qu'il avait parié avec le général Montgomery que les Alliés seraient à Berlin et que la guerre serait finie le jour de Noël 1944.

Edward Stettinius, secrétaire d'Etat américain, souligne la réalité de la situation:

«Il ne faut jamais oublier qu'au moment de la conférence de Crimée, les conseillers militaires du président Roosevelt venaient de lui apprendre que la reddition du Japon pourrait

fort bien ne pas avoir lieu avant 1947, voire plus tard encore. Ils l'avaient informé que sans la participation de l'Union soviétique, la prise du Japon pourrait coûter un million de morts à l'armée américaine [les estimations britanniques portaient sur 500 000 morts et autant de blessés]. Il faut également se souvenir qu'à l'époque de la conférence de Yalta le perfectionnement de la bombe atomique demeurait incertain et que, comme la bataille des Ardenes avait retardé notre progression en Europe, nous ignorions combien de temps prendrait l'effondrement de l'Allemagne [...] L'espoir confiant d'une fin rapide de la guerre contre l'Allemagne en fut assombri.»

Pour Roosevelt, trois questions importantes se posaient à Yalta: la défaite de l'Allemagne; la défaite du Japon; la création des Nations Unies. L'ONU ne pouvait imposer aucune sanction sans un vote à l'unanimité du Conseil de sécurité. Le point de vue de Roosevelt était le suivant: «le plus important est de maintenir l'unité des trois grandes puissances, de vaincre l'Allemagne, puis de les réunir autour d'une table pour mettre au point une organisation mondiale».

Quelles en étaient les conséquences pour Churchill? Il était mis sur la touche. Churchill souhaitait coordonner une approche commune avant la conférence, mais cette proposition ne suscita pas l'intérêt de Roosevelt. Les sources soviétiques contiennent quelques références peu flatteuses envers Churchill. Sergo Beria, fils de Lavrenty Beria, qui faisait partie de l'équipe chargée d'écouter les conversations à Yalta, signale que les gardes soviétiques respectaient Roosevelt, mais qu'ils plaisantaient sur le compte de Churchill. Ce dernier avait du mal à trouver le sommeil et faisait une assez grande consommation d'alcool. Il savait que toutes les pièces étaient truffées de micros et prenait un malin plaisir à s'exprimer dans un anglais subtil, qui compliquait la tâche des traducteurs.

Roosevelt avait réfléchi à ses objectifs politiques et il n'était pas question que Churchill le fasse changer d'avis. Il refusa tout simplement d'en discuter avec ce dernier. Churchill marchait à côté de la jeep qui transportait Roosevelt et tentait d'aborder certaines questions, mais il obtenait pour seule réponse que tout avait déjà été discuté et décidé. La difficulté provenait en partie du fait que Roosevelt considérait l'Union soviétique comme un partenaire dans la gestion du monde de l'après-guerre. Les Etats-Unis comptaient démanteler l'empire colonial britannique et, en cela, Washington présentait davantage de points communs avec Moscou qu'avec Londres.

Du point de vue occidental, le principal problème était celui de la Pologne. La domination soviétique de ce pays avait été concédée à Téhéran. L'accord sur les pourcentages passé entre Churchill et Staline en octobre 1944 ne mentionnait pas la Pologne, mais le reste de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, découpé en zones d'influences – notamment la Grèce (90-10 %) au profit de l'Ouest, la Roumanie (90-10 %) au profit de l'Union soviétique, la Bulgarie (75-25 %) en faveur des Soviétiques, ainsi que la Yougoslavie et la Hongrie (50-50 %). Roosevelt et Churchill convinquirent Staline d'accepter quelques ministres Polonais de Londres dans le gouvernement de Lublin. Churchill souhaitait que leur soient attribués huit ou dix portefeuilles. Churchill ne pouvait pas affronter Staline seul. Il tenta d'obtenir le concours de Roosevelt, mais ce dernier préférait collaborer avec Staline et ne pouvait pas se permettre de se brouiller

avec lui. Churchill avait certes quelques cartes à jouer à Yalta, mais en définitive, ni lui ni Roosevelt ne furent totalement satisfaits du résultat de la conférence.

Staline était bien mieux informé que Churchill ou Roosevelt. Burgess et Maclean lui fournissaient des documents relatifs à la politique britannique et Kim Philby se livrait à l'espionnage. Alger Hiss, agent soviétique au sein du département d'Etat, faisait partie de l'équipe de Roosevelt à Yalta. Staline savait exactement ce que Roosevelt était disposé à lui concéder pour obtenir la participation de l'Union soviétique à la guerre contre le Japon. Roosevelt, de son côté, ne réalisait pas que Staline était impatient d'entrer en guerre.

Pour Churchill, la conférence de Yalta avait abouti à la Déclaration sur l'Europe libérée, qui parlait de démocratie, de liberté, de souveraineté, etc. L'examen des documents du Foreign Office (ministère britannique des Affaires étrangères) révèle à l'évidence que cette déclaration remplaçait dans son esprit l'accord sur les pourcentages d'octobre 1944. Ce n'était pas le cas pour Staline. Churchill eut également un motif de satisfaction avec l'Espagne: Franco restait en place. Son départ aurait pu permettre aux communistes de prendre le pouvoir, ce qui aurait entraîné des difficultés au sujet du détroit de Gibraltar. La Russie avait des visées sur la Libye et Tanger. S'agissant de la répartition des cartes au cours de la partie de Yalta, Staline pensait probablement détenir trois as dans son jeu; Roosevelt croyait avoir deux ou trois as en main, tandis que Churchill n'en possédait aucun. De fait, il ne disposait probablement que du deux de trèfle et du deux de pique!

Les Américains n'ignoraient pas que le versement de réparations par l'Allemagne était une nécessité pour l'Union soviétique, mais ils ne convinrent d'aucune somme à Yalta. Ils pensaient également que cette dernière aurait besoin d'importants prêts américains après la guerre. Du fait du conflit, la Grande-Bretagne était au bord de la faillite et elle était consciente qu'il lui faudrait bénéficier de prêts américains au sortir de la guerre.

La délégation britannique fut notamment heureuse des résultats de la conférence à cause de l'extraordinaire impression que Staline avait fait sur elle, à commencer par Churchill et jusqu'au dernier de ses collaborateurs.

«Je n'ai jamais connu de Russe qui soit d'un abord aussi facile et aussi accommodant. Il a notamment fait preuve d'une extrême bonté. C'est un grand homme et il se détache de façon impressionnante sur les deux autres hommes d'Etat vieillissants», fit remarquer Alexander Cadogan, sous-secrétaire permanent au Foreign Office.

Staline se montra très accommodant. Il consentit, après s'y être tout d'abord opposé, à accorder à la France une zone et un siège au sein de la Commission de contrôle alliée. Il accepta également, une fois encore après un refus initial, le mode de scrutin proposé pour le Conseil de sécurité par les Américains, permettant ainsi la création de l'Organisation des Nations Unies. Churchill gardait en mémoire l'exemple de Neville Chamberlain, Premier ministre britannique, qui avait été dupé par Hitler. «Ce pauvre

Neville Chamberlain croyait pouvoir faire confiance à Hitler. Il se trompait. Mais je ne pense pas me tromper à propos de Staline.»

Entre Yalta et Potsdam

L'attitude britannique changea radicalement après Yalta: la satisfaction laissa la place aux désillusions. La Grande-Bretagne estima que les Russes ne chercheraient pas à résoudre les questions relatives à la Commission consultative européenne. La conclusion qu'elle en tirait était que les Soviétiques avaient escompté atteindre le Rhin à la fin de la guerre et qu'ils avaient été surpris par l'avancée rapide des autres Alliés. Aussi avaient-ils décidé de conserver tout ce qu'ils détenaient. Un fonctionnaire du Foreign Office déplora que les termes «démocratie» et «coopération» aient un sens différent en russe. La démocratie y était une «démocratie guidée» et la notion de coopération signifiait que chaque puissance agissait à sa guise à l'intérieur de sa zone, avec le consentement des autres.

L'Union soviétique commença à apparaître comme un ennemi potentiel pour l'avenir. Cette idée fut exprimée pour la première fois par les chefs d'état-major le 2 octobre 1944, puis à nouveau en mai 1945. Ils avaient reçu pour instruction de Churchill de lui rendre compte de la possibilité d'une offensive militaire contre l'Union soviétique, en cas de conflit dans les négociations entre cette dernière et la Grande-Bretagne. Le 24 mai 1945, Churchill fit part de son inquiétude au sujet de l'expansion de l'ours en Europe. Il chargea les chefs d'état-major d'élaborer un plan militaire pour reconduire l'ours russe à Moscou avant la démobilisation des troupes américaines et britanniques. Le 11 juin 1945, Churchill dressa un triste bilan de la situation en Europe: «Les Russes sont tout-puissants en Europe.»

Churchill aurait aimé que les Alliés se maintiennent dans les positions qu'ils avaient atteintes à la fin de la guerre, afin de négocier un accord favorable sur l'accès aux secteurs occidentaux de Berlin. Mais les Américains n'étaient pas préparés à une confrontation avec Staline, puisqu'ils entendaient faire de l'armée rouge leur alliée dans la guerre contre le Japon. Contrairement aux espoirs de Churchill, les Alliés se retirèrent dans les limites convenues de leurs zones respectives et n'entrèrent à Berlin qu'au début du mois de juin. Le mauvais accord conclu sur l'accès des Occidentaux à Berlin (et sur le droit des Berlinoises de l'Ouest à se rendre en Allemagne de l'Ouest) occasionna finalement de nombreuses frictions entre les anciens Alliés de la guerre.

Potsdam

Churchill prit la décision fatale de ne pas assister aux funérailles de Roosevelt. La raison qui le poussa à ne pas saisir cette opportunité de rencontrer Truman et de tenter de l'influencer demeure un mystère. Truman vouait une admiration sans borne à Churchill. Roy Jenkins laisse entendre dans sa biographie de Churchill (Macmillan, 2001) que les rapports entre ce dernier et Roosevelt manquaient de chaleur. Les deux

hommes étaient uniquement des alliés tactiques. Cela peut expliquer en partie la décision de Churchill de ne pas se rendre aux funérailles de Roosevelt. Quelle qu'en soit la raison, ce fut là une grave erreur de la part de Churchill, qui faisait d'ordinaire preuve d'une remarquable intuition en matière de relations publiques. Truman proposa de rencontrer Staline à Potsdam et que Churchill les rejoigne à la fin de la conférence. Cette attitude illustre clairement la place accordée à la Grande-Bretagne. Il ne s'agissait pas de la réunion des trois Grands, mais de deux géants et d'un nain.

Le 2 juillet 1945, Alexandre Cadogan, secrétaire adjoint permanent du Foreign Office britannique, écrivit à Churchill:

«Nous espérons préparer à votre intention la liste des cartes que les Américains et nous-mêmes avons en main. Elles ne sont pas nombreuses. La plus importante est celle des fonds dont disposent les Américains. Nous avons en notre possession la flotte, les installations et ressources industrielles allemandes situées à l'Ouest. Les archives allemandes. Toute concession que Staline pourrait souhaiter obtenir de notre part, par exemple au sujet des détroits ou de Tanger.»

Truman, bien entendu, disposait de la bombe atomique. Avant Potsdam, Staline croyait détenir trois as dans son jeu, mais la bombe A modifia totalement la donne et ne lui en laissait que deux. Truman pensait sans doute disposer de trois as, l'un d'entre eux correspondant à la bombe atomique. Churchill, quant à lui, estimait en posséder enfin un.

Alanbrook rapporte la réaction de Churchill à la nouvelle de l'explosion de la bombe (le 23 juillet 1945):

«L'engagement des Russes dans la guerre contre le Japon n'est désormais plus nécessaire; cette nouvelle bombe suffit à régler la question. En outre, nous disposons à présent d'un atout qui permet de rétablir l'équilibre avec les Russes! Le secret de cet explosif et le pouvoir d'en faire usage modifiera complètement l'équilibre diplomatique, qui était incertain depuis la défaite de l'Allemagne! Nous possédons aujourd'hui un nouvel avantage qui redresse notre position, ajouta-t-il en levant le menton, l'air renfrogné, nous pouvons dire désormais que s'ils montrent trop d'insistance sur l'un ou l'autre point, nous n'aurons qu'à rayer de la carte Moscou, puis Stalingrad, Kiev, Kuibyshev, Kharkov, Stalingrad (*sic*), Sébastopol, etc. Que reste-t-il des Russes à présent!»

Truman était impressionné par Staline: «Je peux traiter avec Staline. Il est honnête, mais rusé comme un démon.»

L'attitude de la Grande-Bretagne face à l'Union soviétique

La Grande-Bretagne avait toujours eu conscience de la puissance militaire de l'Union soviétique, qu'elle considérait comme un géant face au nain qu'elle estimait être. Du point de vue militaire, les négociations de Téhéran et de Yalta avaient été défensives et presque empruntes de contrition. Ce décalage plaçait politiquement la Grande-Bretagne en position de faiblesse pour la défense de ses intérêts et la résistance à la domination de l'Union soviétique en Europe après la guerre. Dans une analyse pénétrante datée du 17 avril 1944, le Foreign Office examine les objectifs de la politique soviétique et ses conséquences probables pour l'Europe.

«Staline rejette l'idée américaine d'une paix maintenue par une organisation de coopération internationale. Le capitalisme signifie la guerre. Staline veut la paix et restera en dehors des conflits s'il le peut.

L'Union soviétique est occupée à édifier un cordon sanitaire le long de ses frontières occidentales. L'objectif est de constituer un groupe de petits Etats liés à l'Union soviétique, si possible par des traités. Moscou s'opposera à tout projet de fédération, car elle entraverait son influence directe sur chaque Etat. Ces Etats revendiqueront des territoires voisins – la Prusse orientale pour la Pologne, la Transylvanie pour la Hongrie, etc. – ce qui les rendra dépendants de Moscou pour leur sécurité.

La Russie a besoin de vingt-cinq ans de paix pour devenir une grande puissance économique; elle s'efforcera à tout prix d'éviter les hostilités avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis au cours des dix à vingt-cinq prochaines années.

L'Union soviétique fera tout ce qui est en son pouvoir pour éviter une révolution socialiste en Europe, car elle déstabiliserait la région et risquerait d'entraîner l'insubordination des nouveaux régimes, ce qui pourrait les rendre difficiles à contrôler.»

Le changement de pouvoir survenu en Grande-Bretagne modifia-t-il la politique étrangère du pays? Attlee fut-il mieux disposé à l'égard de l'Union soviétique? Non. L'analyse faite par le Parti travailliste de la politique soviétique après 1945 était presque identique à celle du Parti conservateur. L'Union soviétique était supposé se consacrer à ses affaires intérieures et ne pas constituer une menace militaire pour la Grande-Bretagne ou l'Europe occidentale. L'influence d'Ernest Bevin, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, fut considérable. Bevin haïssait les communistes, qu'il avait combattus lorsqu'il était syndicaliste. Il ne supportait pas Molotov. La politique étrangère des travaillistes fut similaire à celle du New Labour (Nouveau Parti travailliste). L'alliance avec les Etats-Unis en constituait le socle. Cette position fut une source de conflit avec l'aile gauche du Parti travailliste, mais Attlee balaya toute contestation. Certains députés travaillistes fournirent des informations à Staline par l'intermédiaire d'agents soviétiques.

La politique britannique était déterminée par un facteur essentiel: la faiblesse militaire et économique du pays, qui avait besoin de l'aide américaine.

L'Allemagne

L'une des premières préoccupations de la Grande-Bretagne était de s'assurer que l'Allemagne ne constitue pas à nouveau une menace pour la paix, comme cela avait été le cas vingt ans après 1919. Elle demeura sa bête noire jusqu'en 1946, où son opinion évolua alors que se précisait la menace soviétique. La crainte de l'Allemagne existait également en Europe de l'Est. Le président tchécoslovaque, Eduard Benes, était disposé à faire des concessions à Staline pour que l'Union soviétique assure la sécurité du pays face à une renaissance de l'Allemagne. Les Tchèques et les Slovaques furent toujours mieux disposés à l'égard des Russes que ne l'étaient les Polonais. Cet état d'esprit changea radicalement après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie en août 1968.

La perception britannique de Staline et de l'Union soviétique

Le Foreign Office se montra particulièrement soucieux d'analyser la personnalité et la politique de Staline et de l'Union soviétique. Staline était-il essentiellement un marxiste, un pragmatique ou les deux à la fois? Churchill avait une approche personnelle de la diplomatie. Il jugeait possible de conclure un marché après avoir rencontré personnellement un chef d'Etat. La politique étrangère se réduisait à façonner des rapports personnels, qui reposaient principalement sur la confiance. Une fois un rapport de confiance établi, des décisions politiques d'envergure pouvaient être prises. C'était à ses yeux le seul moyen de garantir l'application réelle des accords passés.

Churchill conclut que Staline était un homme avec lequel il était possible de traiter et qui tiendrait parole. Cela signifiait qu'on pouvait comprendre son mode de pensée et, de ce fait, déterminer une politique susceptible d'aboutir. Churchill écartait Molotov et les autres dirigeants du Kremlin, qu'il considérait comme des «Bolcheviks». En d'autres termes, il était impossible de comprendre le cheminement intellectuel qui aboutissait à leurs décisions et, par conséquent, de parvenir à les influencer efficacement.

Les diplomates britanniques croyaient Staline soumis aux pressions de son Politburo ou du Conseil des ministres; sans doute devait-il subir leurs reproches lorsqu'il lui arrivait de consentir des concessions excessives, pensaient-ils. Certains allaient jusqu'à imaginer que Staline devait tenir soigneusement compte de l'avis du commandement militaire.

Lorsque Churchill rencontrait des difficultés avec Staline, il en concluait que le problème venait de Staline lui-même. Dans une intéressante analyse du 14 août 1942, Churchill médite sur l'apparente inconstance de Staline, conciliant un jour et intraitable le lendemain. Pour lui, ce changement d'attitude s'explique peut-être par le souci de voir consigner ce point de vue dans le compte rendu des débats, afin de pouvoir s'en prévaloir par la suite et contenter les commissaires (les ministres du gouvernement):

«Nous cherchions une explication à ce numéro d'acteur et à la transformation à laquelle nous assistions, alors que nous avons trouvé la veille au soir un terrain d'entente. La raison la plus probable me paraît être que le Conseil des commissaires n'avait pas accueilli ma proposition aussi bien qu'il l'avait accueilli lui-même. Ces gens-là ont peut-être plus de pouvoir que nous le pensons et il se peut qu'il agisse ainsi pour que sa position soit consignée dans le compte rendu à des fins ultérieures, à leur intention ou parce qu'il éprouve le besoin de se défouler.»

D'où provient cette idée que Staline n'était pas le maître du Kremlin? Des fonctionnaires et des diplomates du Foreign Office? Malheureusement, aucun document ne permet de trancher la question. Il est vrai que les diplomates et les analystes américains parvenaient à des conclusions similaires, de même que les Canadiens.

En réalité, Staline était bel et bien le maître du Kremlin, même s'il discutait naturellement des approches et des tactiques à adopter avec ses collaborateurs. Molotov s'opposa à quelques reprises fermement au point de vue de Staline et parvint quelquefois à le faire changer d'avis. A l'inverse, si Staline jugeait erronées les décisions prises par Molotov lors d'une réunion avec les Alliés occidentaux, il l'accablait de reproches féroces. Un jour, sous la violence des attaques, Molotov fondit en larmes. Les officiers n'échappaient pas à ce traitement. Mais il convient de souligner que Staline ne toléra jamais la formation d'une majorité contestataire susceptible de le renverser.

Les origines de la guerre froide

Existe-t-il un événement précis, qui ait agi comme un détonateur de la guerre froide? La réponse est non. La guerre froide s'étendit progressivement. La grande alliance conclue entre l'Union soviétique, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne fut dès le départ une source de tensions. Staline resta néanmoins sur la défensive jusqu'à l'automne 1943. A partir de cette époque, il prit peu à peu confiance (on peut situer ce moment à la fin de l'année 1943, lorsque l'Internationale, qui tenait lieu d'hymne national soviétique, est remplacée par un hymne national russe), jusqu'à devenir parfaitement sûr de lui en 1945. Molotov reconnut dans ses vieux jours qu'en 1945 Staline se montrait suffisant et dépassait les bornes. L'attitude diplomatique de la Grande-Bretagne fut défensive à l'égard de l'Union soviétique jusqu'à Potsdam. On peut d'ailleurs ajouter que Londres se tint constamment sur la défensive. Les Etats-Unis se considéraient comme le membre dominant de cette alliance, mais jugeaient la coopération avec Staline à l'issue des hostilités indispensable pour assurer et maintenir la paix dans le monde. Aussi la Grande-Bretagne ne joua-t-elle qu'un rôle mineur dans le drame qui conduisit à la guerre froide. Le conflit opposa essentiellement les deux puissances en passe de devenir des superpuissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis. Les autres pays furent relégués à un statut de simples figurants.

Les archives personnelles de Staline donnent plusieurs aperçus de sa personnalité et de la manière dont il prenait ses décisions. Il souffrait régulièrement d'une maladie qui réduisait sans doute sa capacité à maîtriser tous les détails d'un problème, puis à prendre une décision. Atteint d'une affection stomacale depuis 1936 au moins, il arriva à la conférence de Postdam avec un jour de retard, apparemment affaibli par un nouvel accès de sa maladie d'estomac.

Il se montrait extrêmement jaloux des autres décideurs, comme Molotov et Joukov. L'interprète britannique, Hugh Lunghi, estimait qu'il traitait Molotov comme un «chien», c'est-à-dire de manière insultante. Cette attitude visait à maintenir Molotov dans un état de subordination à l'égard de Staline, afin qu'il ne prenne aucune décision de sa propre initiative. Bien entendu, il lui était impossible de contrôler Molotov comme un robot, puisque ce dernier dut à plusieurs reprises faire preuve d'initiative. Staline se conduisait de la même manière avec tout fonctionnaire susceptible d'empiéter sur ses pouvoirs de décision. A partir de 1945, il passait plusieurs mois de l'année dans le sud, principalement en Géorgie, mais exigeait d'être tenu informé de chaque question qu'il jugeait importante. Il parcourait une montagne de documents

chaque jour et rédigeait soigneusement ses décisions et ses ordres, qui étaient ensuite transmis à Moscou. Il refusait tout partage du pouvoir. Compte tenu de l'influence et de la puissance croissantes de l'Union soviétique, il était tout simplement impossible à un seul homme de prendre l'ensemble des décisions importantes. Un surhomme n'y serait pas parvenu.

Etant donné son désir de s'arroger l'ensemble des pouvoirs, un partenariat avec les Etats-Unis après-guerre lui aurait imposé une surcharge considérable de travail, alors qu'au même moment sa santé déclinait. Aucun décideur unique n'aurait pu traiter la multitude des problèmes qui se présentaient et qui exigeaient une solution. Il aurait pu tracer les grandes lignes, mais il lui aurait été impossible de vérifier que chaque fonctionnaire exécutait ses ordres à la lettre.

Sa mainmise s'étendait également à la politique intérieure. Il avait réalisé que les soldats et les civils russes entrés à Paris après avoir vaincu Napoléon étaient retournés chez eux l'esprit et les malles débordants d'idées étrangères. La révolte des Décembristes, qui avaient tenté de renverser le tsar Nicolas I^{er} en 1825, fut une conséquence de ce ferment d'idées. C'est notamment ce qui explique la décision de Staline de déporter à leur retour les prisonniers de guerre soviétiques en Sibérie et de leur interdire de rejoindre leurs familles.

Staline avait espéré bénéficier des crédits américains, qui auraient facilité la reconstruction du pays. Mais lorsque cet espoir ne se concrétisa pas, il fallut constituer ce capital au sein de l'Union soviétique elle-même. La reconstruction rapide du pays imposait l'exploitation de sa population. Afin de galvaniser les citoyens et d'éliminer toute opposition, il choisit alors de promouvoir le nationalisme russe, notamment dans ses aspects anti-occidentaux et xénophobes.

L'ouvrage de Simon Sebag Montefiore¹ donne de nombreuses indications sur le mode de pensée et de prise de décision de Staline. La fatigue le gagna à partir de 1945; il passait généralement plusieurs mois dans le sud du pays, mais devait être tenu informé et prendre personnellement toutes les décisions importantes. Il rédigeait un nombre colossal de lettres et de notes de service et s'informait constamment de l'exécution fidèle de ses ordres. Staline se considérait comme un intellectuel – il lisait une quantité phénoménale d'ouvrages du monde entier – à ce titre habilité à intervenir et à se prononcer dans tous les domaines qu'il jugeait importants, c'est-à-dire ceux qui avaient des incidences politiques. Il détestait les commérages et les bavards, mais voulait être informé des moindres détails de la vie privée de ses collaborateurs. Sans doute se croyait-il seul autorisé à collectionner les ragots, probablement afin d'en faire usage par la suite au détriment des personnes concernées. L'un de ses collaborateurs déclara qu'il lui connaissait six personnalités différentes, tant était complexe le maître du Kremlin. Ses subordonnés devaient faire preuve d'une grande habileté pour parvenir à déterminer à quel Staline ils avaient affaire. Une mauvaise réponse de leur part pouvait faire s'abattre sur eux la colère du dirigeant et mettre un terme à leur carrière.

1. Montefiore, Simon Sebag, *Staline: la cour du tsar rouge*, Syrtès, Paris, 2005.

Staline était également un comédien accompli, capable de charmer ses interlocuteurs à volonté. Cela explique pourquoi l'impression qu'il pouvait leur faire variait d'une personne à l'autre. Il choisit parfois de se montrer insultant avec Churchill (au cours des négociations d'octobre 1944, qui aboutirent à l'accord sur les pourcentages, Staline se montra si grossier que Churchill fut à deux doigts de quitter Moscou. Il invita alors ce dernier à dîner chez lui, en compagnie de sa famille, et se montra si charmant que Churchill s'en alla radieux). A d'autres occasions, il fit assaut d'amabilités envers le Premier ministre britannique, ce qui fonctionna toujours à merveille. L'effet que produisait le dictateur soviétique sur Churchill est assez extraordinaire, si l'on songe à la haine que le dirigeant britannique éprouva toute sa vie pour le communisme.

Staline fit une impression similaire à Roosevelt, mais le président américain voulait croire qu'associés à l'Union soviétique, les Etats-Unis pourraient diriger le monde après 1945. Churchill eut toujours conscience que, après 1943, la Grande-Bretagne se retrouvait face à une Europe susceptible de subir après-guerre la domination militaire, et peut-être politique, de l'Union soviétique. Mais elle ne pouvait résister seule à la progression de l'ours russe.

D'autre part, Roosevelt afficha toujours un air de supériorité nonchalante vis-à-vis de l'Union soviétique. Celle-ci ne représentait aucune menace militaire ni politique pour les Etats-Unis. Il se souciait fort peu de l'idéologie marxiste-léniniste, persuadé que le capitalisme libéral et la démocratie triompheraient. Alors que Staline était convaincu que l'Union soviétique deviendrait la terre promise, Roosevelt ne doutait pas que les Etats-Unis incarnaient déjà cette terre promise.

Les causes de la guerre froide

Citons tout d'abord la présomption dont Staline fit preuve après 1943. Il désirait conserver seul le contrôle de l'Union soviétique: un partenariat avec les Etats-Unis aurait nécessité la présence de plusieurs décideurs soviétiques et Staline n'aurait pas été en mesure d'imposer sa volonté dans les moindres domaines. Il était extrêmement jaloux de tout autre dirigeant soviétique amené à prendre des décisions, de Joukov à Molotov.

Les Etats-Unis souhaitaient un partenariat avec l'Union soviétique, mais leur frustration était d'autant plus grande qu'ils étaient convaincus d'être les maîtres du jeu et qu'il leur revenait de tracer la politique de ce partenariat. Pour eux, l'Union soviétique avait besoin des fonds américains pour se reconstruire.

Staline avait peu d'estime pour Truman, qu'il jugeait «dépourvu d'instruction et d'intelligence». Il est étonnant qu'un dirigeant aussi prudent que Staline n'ait pas davantage cherché à cultiver ses relations avec le président américain, qu'il impressionnait.

Après 1945, Staline se montra fatigué et fréquemment malade.

Il n'appréciait guère Attlee. La Grande-Bretagne n'eut aucun rôle dans le déclenchement de la guerre froide, mais elle était ravie de voir la présence américaine se maintenir en Europe. Le plan Marshall et l'OTAN furent pour elle une bénédiction.

Il est impossible de désigner un événement précis qui puisse être considéré comme le détonateur de la guerre froide. Elle fut progressive. Néanmoins, certains conseillers de Truman affichèrent une opinion extrêmement négative au sujet de l'Union soviétique dès le début de sa présidence, comme Averill Harriman et George Kennan. Ils ne mâchèrent pas leurs mots pour désigner la menace que les Soviétiques représentaient à leurs yeux pour l'Europe et les Etats-Unis.

Roosevelt et Churchill ne «bradèrent» pas l'Europe orientale à Yalta. Lors de la conférence de Téhéran, ils avaient consenti à ce que l'Union soviétique joue un rôle majeur en Pologne et, une fois la Pologne occupée par l'armée rouge, la domination de Moscou sur ses voisins fut pratiquement un fait accompli. L'accord sur les pourcentages d'octobre 1944 révéla que Churchill était disposé à négocier l'établissement de zones d'influence. Il reconnaissait ainsi que l'Europe orientale serait dorénavant soumise à l'Union soviétique. La crainte d'une renaissance de l'Allemagne, susceptible de vouloir dominer une nouvelle fois l'Europe occidentale, continuait à occuper son esprit. La présence des Russes en Europe orientale constituait ainsi une garantie que cette hypothèse ne puisse se réaliser.

Chapitre 24

La conférence de Crimée et les origines de la guerre froide

Alexander Chubaryan

La croissance de la recherche historique sur la guerre froide

L'intérêt des historiens et des journalistes politiques du monde entier pour l'histoire de la guerre froide s'est rapidement accru au cours de ces dernières années. L'attention marquée portée à ce sujet s'explique pour plusieurs raisons.

Premièrement, il est désormais possible de consulter une masse de documents, regroupés essentiellement dans les fonds d'archives. A cet égard, les archives de l'ancienne Union soviétique, autrefois inaccessibles, revêtent une importance capitale. Malgré le mécontentement exprimé par les chercheurs face au maintien de l'interdiction de consulter certaines archives, les documents déjà disponibles et utilisés par les spécialistes permettent de manière générale de définir les principales étapes de la transition vers la guerre froide et l'affrontement entre les deux camps, de comprendre l'essentiel des intentions soviétiques, de retracer le processus décisionnel, d'évaluer le rôle de Staline et la logique de sa politique, ainsi que la corrélation entre les questions idéologiques et les questions pratiques de la *Realpolitik*. Comme les chercheurs disposent également des publications et des archives américaines, britanniques, françaises et allemandes, ils peuvent reconstituer une vue d'ensemble de l'évolution de la guerre froide en comparant les sources de part et d'autre, ainsi qu'en puisant dans les très nombreux mémoires des contemporains.

Deuxièmement, il convient de noter qu'au cours de dix dernières années ont eu lieu des centaines de conférences et de réunions diverses, consacrées aux différents aspects de la guerre froide, y compris celles qui ont accueilli des témoins de l'époque. Au début des années 1990, le Centre Woodrow Wilson de Washington a lancé le projet «Histoire internationale de la guerre froide». Outre des douzaines de conférences et de séminaires, il comprend un bulletin spécial (12 numéros sont déjà parus à ce jour) dans lequel des documents d'archives auparavant inconnus du monde scientifique sont régulièrement publiés. Hormis Washington, des centres de recherche sur la guerre froide ont été créés dans de nombreux pays – en Fédération de Russie (au sein de l'Institut d'histoire mondiale de l'Académie russe des sciences), au Royaume-Uni (au King's College d'Oxford), en Allemagne (à l'université d'Essen). Un grand nombre de conférences ont par ailleurs été organisées en France, en Italie, en République tchèque, en Slovaquie, en Chine, au Japon, au

Vietnam et dans d'autres pays encore. Ces activités ont permis la constitution d'un réseau qui rassemble plusieurs centaines de spécialistes de l'histoire de la guerre froide.

Troisièmement, des centaines d'ouvrages et d'articles ont été publiés au cours de la dernière décennie, lesquels éclairent divers aspects des causes, de l'évolution et de la fin de la guerre froide. Les points de vue des auteurs divergent souvent radicalement, ce qui fournit des motifs de discussion et de comparaison.

Quatrièmement, la recherche dans ce domaine est facilitée par le fait que la guerre froide constitue une époque révolue, ce qui permet d'analyser le phénomène dans sa totalité. Nous disposons de ce fait d'un tableau complet de la guerre froide, qui comprend une évaluation de ses causes, l'analyse de ses étapes et les facteurs qui ont déterminé son abandon. Les chercheurs peuvent ainsi comparer les objectifs initiaux des protagonistes et le résultat final de leur action.

Enfin, l'histoire de la guerre froide doit être replacé dans un contexte plus large. Comme on le sait, la seconde guerre mondiale a eu pour conséquence de créer un nouvel ordre mondial, celui de Yalta et de Potsdam.

Les XIX^e et XX^e siècles n'ont en fait donné naissance qu'à quelques rares systèmes internationaux dans le monde: le système de Vienne (institué après les guerres napoléoniennes et la défaite de la France), le système de Versailles (mis en place après la première guerre mondiale) et, enfin, le système de Yalta-Potsdam que nous venons d'évoquer.

Les historiens ont la possibilité de comparer l'évolution de ces systèmes, les circonstances de leur émergence et leur fonctionnement, de définir leur typologie, leurs caractéristiques communes et leurs particularités. L'étude du rôle joué par le système Yalta-Potsdam est, de plus, facilitée par sa disparition en même temps que la guerre froide.

Les recherches antérieures sur la guerre froide et le système de Yalta-Potsdam ont par ailleurs révélé la nécessité d'une approche interdisciplinaire, en vue d'une action concertée des historiens, des politologues, des juristes, des sociologues et des économistes. Cette approche s'avère particulièrement indispensable, car il est pratiquement impossible de comprendre plusieurs aspects de la question sans une analyse de ses facteurs économiques et juridiques.

En outre, l'étude historique de ces quarante dernières années a démontré la remarquable efficacité d'une approche systémique, une analyse recourant aux méthodes appliquées par les politologues à divers systèmes, y compris les systèmes internationaux.

Enfin, il est apparu nécessaire d'inclure les spécialistes de l'histoire nationale de divers pays dans le cadre des recherches sur la guerre froide. De nombreux aspects de la politique étrangère – celle de l'Union soviétique, par exemple – ne peuvent

être compris et expliqués que dans le contexte des mécanismes internes propres au système stalinien, de l'interconnexion des facteurs politiques et idéologiques, des particularités de l'origine et du rôle du complexe militaro-industriel soviétique, ainsi que de sa comparaison avec les complexes militaro-industriels américains et d'autres pays.

L'intérêt scientifique porté à ce sujet dans différents pays et les résultats assez substantiels obtenus par les études consacrées à l'histoire de l'après-guerre au cours des dix dernières années ont été tous deux prédéterminés par l'ensemble des circonstances précitées.

Il convient de noter que ces questions historiques ont également suscité l'intérêt d'un large public. Une série documentaire portant sur l'histoire de la guerre froide et coproduite par les Britanniques et les Américains a été diffusée sur les chaînes de télévision de plusieurs pays, y compris en Fédération de Russie. Un grand nombre d'autres émissions télévisées et films consacrés à cette même question ont été récemment réalisés dans divers pays, tant en Europe qu'en Asie. Par ailleurs, plusieurs ouvrages à succès et brochures ont été publiés sur le sujet. Un projet de manuel scolaire d'enseignement secondaire sur l'histoire de la guerre froide est désormais à l'ordre du jour.

En 1999 a été créée à Londres, à l'initiative de spécialistes russes et britanniques, une revue internationale spécialisée, *Cold War History* (Histoire de la guerre froide). Elle possède une équipe éditoriale commune russo-britannique et un comité de rédaction international représentatif. Douze numéros ont été publiés à ce jour. L'université de Harvard aux Etats-Unis publie elle aussi une revue consacrée à l'histoire de la guerre froide.

La guerre froide et le système global des relations internationales

Il est possible d'aborder un point qui attire depuis longtemps l'attention des spécialistes: les rapports entre la guerre froide et le système global des relations internationales qui ont existé depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1980. Grâce à cette approche, nous pouvons constater que la guerre froide représente un élément important et décisif, mais un élément seulement de l'évolution générale des relations internationales et de l'ensemble du système politique international de l'après-guerre. Il s'agit là, à mon sens, d'une approche à la fois fructueuse et intéressante.

Au cours des dix dernières années, plusieurs colloques et publications ont soulevé un certain nombre de questions relatives à l'histoire des négociations internationales dans les derniers temps de la seconde guerre mondiale, ainsi qu'au cours de la guerre froide elle-même. Un seul exposé ne suffit pas à énumérer l'ensemble des problèmes ayant suscité l'intérêt des spécialistes. C'est la raison pour laquelle nous n'en aborderons ici qu'une partie, ceux qui font le plus débat.

Arrêtons-nous tout d'abord sur la question du point de départ de la guerre froide. Selon une thèse répandue dans l'historiographie américaine depuis la publication de l'ouvrage de Fleming, la guerre froide a débuté immédiatement après la révolution russe de 1917. Ce point de vue est en général partagé par les historiens «de gauche». Mais une majorité écrasante de spécialistes, y compris l'auteur de cette présentation, considèrent que la guerre froide a commencé après la fin de la seconde guerre mondiale.

Une autre question sujette à discussion est celle de l'apparition des premiers signes du futur affrontement entre les Alliés. Les historiens ont découvert une note adressée à Staline par le NKVD (commissariat du peuple à l'Intérieur) à l'été 1943. Ses auteurs désignent les Etats-Unis comme le principal adversaire de l'Union soviétique après la guerre et soulignent la nécessité de prendre cet élément en compte et de s'y préparer en conséquence. Les chercheurs ont également découvert dans les archives nationales américaines des notes rédigées pendant la guerre et d'autres documents encore qui désignent à leur tour l'Union soviétique comme le principal futur adversaire des Etats-Unis.

S'agissant des relations entre les Alliés, il ne faut pas oublier que les divergences qui les opposaient pendant la guerre – sur l'ouverture du «deuxième front», les cargaisons expédiées en prêt-bail, etc. – s'étaient considérablement aggravées en 1945, à mesure qu'approchait la victoire. Les principaux sujets de désaccord prirent forme progressivement, avant de dégénérer par la suite en un affrontement acharné. La principale divergence porta sur le destin des pays d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est libérés de l'occupation allemande. Moscou prévoyait de les placer sous son contrôle et d'y installer, à l'aide des troupes soviétiques qui y étaient déployées, des gouvernements communistes subordonnés à l'Union soviétique.

Les Alliés occidentaux tentèrent de s'opposer à cette évolution et de maintenir ces pays dans l'orbite du monde occidental. Tous les aspects de cette lutte se concentrèrent dans les négociations sur l'avenir de la Pologne. Chaque poste ministériel donna lieu à contestation. En employant une tactique de progression par étape et de compromis de façade, l'Union soviétique parvint finalement à mettre en place des gouvernements dominés par les communistes en Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie et Yougoslavie. Ces pays annoncèrent bientôt leur intention de construire un socialisme sur le modèle soviétique, en reprenant tous ses attributs (le principe *de facto* du parti unique, la nationalisation des industries, les purges massives lancées à l'encontre des dissidents, la critique idéologique du système capitaliste, etc.).

L'historiographie occidentale actuelle, notamment aux Etats-Unis, contient un certain nombre d'ouvrages accusant Roosevelt d'avoir «livré» l'Europe de l'Est à l'URSS. On peut certes affirmer rétrospectivement que Roosevelt et Churchill finirent par céder devant Staline sur la question des régimes politiques des pays d'Europe orientale. Mais il est également notoire aujourd'hui que ce compromis, qui reflétait le degré de coopération existant entre les membres de la coalition antihitlérienne, avait été en réalité obtenu sous la contrainte. Les troupes soviétiques stationnaient déjà sur le

territoire de l'ensemble de ces pays; Moscou disposait ainsi de tous les instruments qui lui permettaient d'y exercer son influence. Roosevelt et Churchill n'avaient aucun véritable moyen et ne disposèrent d'aucune occasion d'empêcher ce type d'évolution, à l'exception d'un conflit armé direct (qui était à la fois impossible et insensé). Les Alliés occidentaux ne pouvaient opposer que la rhétorique de leur discours et leur insistance pour obtenir quelques concessions.

Les pays d'Europe centrale et orientale, qui constituèrent le «camp socialiste» avec l'Union soviétique, adoptèrent le modèle de développement interne soviétique et participèrent au mouvement général de compétition et d'affrontement avec l'Ouest. La consultation des archives nouvellement disponibles révèle que, par la suite, en particulier dans les années 1970 et 1980, contrairement à ce que l'on pensait autrefois, ces pays disposèrent souvent d'une indépendance plus importante vis-à-vis de Moscou qu'ils n'en avaient bénéficié jusque-là. Leurs dirigeants affichèrent une ligne idéologique plus dure encore que celle du Kremlin ou eurent l'audace d'adopter une attitude plus souple à l'égard de l'Ouest.

La question allemande représenta un autre sujet de désaccord. Les divergences entre Alliés devinrent ici particulièrement marquées dès la fin de l'année 1945. Les deux parties de l'Allemagne divisée empruntèrent des directions différentes. L'Allemagne devint le théâtre où s'affrontèrent les systèmes de valeur et les intérêts politiques opposés des anciens Alliés. La question allemande fut une source permanente de crises, qui conduisirent souvent les deux camps au bord d'un conflit ouvert.

Chacun d'eux appréhendait cependant la réunification de l'Allemagne: l'URSS la considérait comme une menace de renaissance d'une Allemagne bourgeoise et antisoviétique et les pays occidentaux redoutaient la perspective de la diffusion à l'Ouest du système totalitaire de l'Allemagne de l'Est. Le symbole de la guerre froide fut en Allemagne le mur de Berlin, dont la destruction symbolisa parallèlement la fin de la guerre froide. Du point de vue idéologique, la situation en République démocratique allemande fit également problème aux dirigeants soviétiques, car l'élite dirigeante d'Allemagne de l'Est se distinguait par son extrême dogmatisme et l'adoption d'une ligne dure sans compromis.

La course aux armements constitua le principal événement de la guerre froide. Le monopole nucléaire des Etats-Unis leur conféra tout d'abord un solide avantage dans leur affrontement avec l'Union soviétique. Cette dernière compensa ce déséquilibre par une prépondérance considérable dans le domaine des forces conventionnelles et de l'armement déployés en Europe. L'équilibre fut par la suite rétabli avec la mise au point par l'URSS de la bombe atomique et de la bombe à hydrogène.

Il en résulta une parité de l'armement nucléaire, qui représenta l'une des principales caractéristiques du «monde bipolaire», et les deux camps n'épargnèrent aucun effort pour maintenir cet équilibre. Il convient de noter que, malgré la mise en œuvre de certaines mesures de limitation de l'armement à l'issue de très longues négociations, la parité nucléaire se maintint à un niveau assez élevé, qui eut des conséquences

désastreuses pour l'économie soviétique. Le budget du pays était grevé par les dépenses militaires et cette situation transparut de manière éclatante dans la crise généralisée de l'économie soviétique à la fin des années 1980.

La guerre froide démarra en Europe et s'étendit au monde entier. Le théâtre des affrontements ou des luttes d'influence se transporta jusqu'en Afrique et en Asie. La concurrence entre les deux camps prit très souvent la forme de longs conflits nationaux ou ethniques, voire d'affrontements directs entre les deux systèmes, comme ce fut le cas pour la guerre de Corée. Par la suite, la guerre froide entraîna d'interminables conflits en Angola, au Mozambique et en Ethiopie. L'affrontement de la guerre froide prit ainsi une dimension mondiale. Il gagna également divers domaines, y compris les activités des organisations internationales, dont l'ONU constitue l'exemple le plus patent.

Dans ce contexte conflictuel général, l'idéologie joua un rôle majeur. A l'heure actuelle, après plusieurs années de débats animés et de recherches au sein des nouveaux documents, les historiens ne parviennent toujours pas à déterminer le facteur principal du déclenchement et du développement de la guerre froide, surtout en ce qui concerne l'Union soviétique. Deux courants s'opposent parmi les historiens américains, sans parler de leurs confrères européens. Le premier courant explique l'action de Staline et de son entourage par des motivations idéologiques et des ambitions plus traditionnelles, c'est-à-dire la combinaison de l'idée de «révolution mondiale» et des objectifs «éternels» d'expansion impériale russe. L'autre thèse considère que Staline et ses collaborateurs étaient avant tout guidés par des intentions purement pragmatiques, connues sous le vocable de *Realpolitik*.

Selon moi, ces deux notions sont en partie fondées, mais souffrent parallèlement d'une approche trop exclusive de la situation, car les objectifs stratégiques de la politique étrangère soviétique étaient en réalité plus complexes. Les documents découverts dans les archives russes montrent que dès l'automne 1945, sur instruction personnelle de Staline, le Kremlin avait lancé une campagne idéologique virulente contre l'Occident. En novembre 1945, elle était principalement dirigée contre la Grande-Bretagne, mais les Etats-Unis ne tardèrent pas à en devenir la cible. Les droits de journalistes occidentaux accrédités en Union soviétique furent restreints, la circulation et la vente des revues occidentales qui avaient été diffusées dans tout le pays pendant la guerre furent réduites de manière drastique et d'autres mesures similaires furent adoptées.

Cette campagne contre l'influence occidentale atteignit son paroxysme au cours de la fameuse «lutte contre le cosmopolitisme». Plusieurs milliers d'intellectuels soviétiques – personnalités culturelles, artistes, savants – firent l'objet de critiques acerbes pour s'être livrés à la propagande des idées occidentales et avoir fait preuve de «servilité» à l'égard de l'Occident. Un grand nombre d'entre eux perdirent leur travail, d'autres furent victimes de purges. Ces campagnes à grande échelle se poursuivirent jusqu'à la mort de Staline en mars 1953.

La composante idéologique de la guerre froide continua cependant à jouer un rôle majeur même après la disparition du dirigeant. Elle motivait les purges pratiquées à l'encontre des dissidents et les campagnes générales destinées à assujettir toute forme de non-conformisme. Il convient cependant de noter que l'idéologie occupa également une place importante du côté occidental. La campagne lancée par le sénateur McCarthy, une persécution des citoyens américains soupçonnés de sympathie à l'égard des idées communistes, doublée d'une «offensive» générale contre les idées communistes et la menace soviétique, représenta une part considérable de l'affrontement entre l'Ouest et l'URSS.

Les études menées sur cet aspect de la guerre froide nous permettent de tirer des conclusions plus générales sur le rôle de l'idéologie et ses rapports avec la politique. Elles touchent également à des questions relatives à l'origine de «la représentation de l'autre» et à la consolidation des clichés, tant dans la pensée des élites que dans la mentalité des gens ordinaires. Les clichés profondément ancrés ont la vie dure; les faire disparaître représente une entreprise difficile, souvent source de controverses.

Le problème des dirigeants a également contribué au glissement vers la guerre froide. Ses rapports avec les dirigeants britanniques et américains constituaient pour Staline une expérience entièrement nouvelle. Il était resté pendant des décennies dans un isolement de fait et se retrouvait tout d'un coup en situation d'égalité avec Roosevelt et Churchill. Ces derniers exprimèrent le respect et même l'admiration qu'ils avaient pour lui. En 1944, Staline et Churchill partagèrent l'Europe de l'Est et en 1945 les trois dirigeants élaborèrent ensemble le système politique international de l'après-guerre. Tous ces événements accrurent considérablement le prestige du dirigeant soviétique et l'estime qu'il avait de lui-même. De nombreuses personnes s'interrogeaient sur la durabilité, à l'issue de la guerre, de la coopération et de la confiance mutuelle qui s'étaient établies entre les trois puissances. Mais cette situation changea brutalement et radicalement.

Roosevelt mourut à la veille de la conférence de Potsdam. Au cours du sommet, le parti de Churchill subit une défaite électorale qui lui fit perdre son poste de Premier ministre. Staline se retrouva ainsi à Potsdam face à deux nouveaux homologues occidentaux avec lesquels il n'avait jamais eu le moindre contact auparavant. Selon des témoins de l'époque, cette situation irritait Staline; il perdait confiance et traitait ses nouveaux partenaires avec méfiance. En outre, le nouveau président américain Truman poursuivait en secret les essais de la bombe atomique, ce qui ne faisait que renforcer l'animosité de Staline à son égard.

Ces éléments créèrent une nouvelle atmosphère psychologique entre les dirigeants alliés, qui ne fut pas sans répercussions sur les relations interétatiques. Nous avons déjà évoqué les instructions données par Staline en novembre et décembre 1945. Il convient d'ajouter que dans ses «lettres du sud» (rédigées alors qu'il y passait ses vacances) Staline se livra à des commentaires acerbes sur Churchill, accusant ses plus proches lieutenants du Politburo de «courber l'échine» devant le dirigeant britannique et l'Ouest en général. Au même moment, la *Pravda*, l'organe de presse du PCUS, publia

le discours prononcé par Churchill devant le parlement, dans lequel le Premier ministre à la retraite faisait l'éloge de Staline et de son rôle dans la victoire sur le nazisme. Staline réagit sèchement par écrit: il n'avait aucun besoin qu'un représentant bien connu des milieux impérialistes britanniques et ancien ennemi de l'Union soviétique fasse son éloge. La colère de Staline trouva une nouvelle source d'inspiration dans le discours de Churchill à Fulton, que la propagande soviétique qualifia de manifeste de la guerre froide. Le passage à la guerre froide et à l'affrontement s'explique également en partie par des facteurs psychologiques individuels.

Pendant de nombreuses années, les historiens, diplomates et journalistes des deux camps se reprochèrent mutuellement la responsabilité de la guerre froide. Dans les années 1950 et 1960, des historiens américains «révisionnistes» commencèrent à parler de la responsabilité des Etats-Unis; puis, pendant la détente, Zbigniew Brzezinski évoqua l'accumulation fatale des circonstances qui avaient conduit à la guerre froide. Malgré les tentatives régulières visant jusqu'à aujourd'hui à faire porter la faute de la guerre froide au camp adverse, nous partageons l'opinion de ceux qui estiment qu'elle fut le produit d'intentions, d'objectifs et d'actions conflictuels de part et d'autre, qui contribuèrent à alimenter les critiques mutuelles, à l'adoption d'une ligne de conduite axée sur l'affrontement et à une lutte féroce. Une fois ces éléments en place, la guerre froide finit par acquérir sa propre logique: chaque motif de lutte et situation d'affrontement générait les suivants et accroissait les tensions internationales.

Les historiens et les politologues discutent encore aujourd'hui de l'essence du système de Yalta-Potsdam et de l'étendue de ses rapports avec la guerre froide, afin de déterminer si ce système est à l'origine de la guerre froide ou s'il n'a cessé de l'alimenter en lui donnant une impulsion constante.

Le système politique international de Yalta-Potsdam est un phénomène complexe et controversé. Ses fondateurs tentèrent d'édifier un nouvel ordre mondial, pour écarter la reproduction de conflits tragiques comparables à celui qui venait de s'achever. L'Organisation des Nations Unies a été créée à cette fin comme le principal garant de la paix et de la sécurité. Ce système reposait en même temps sur le nouvel équilibre des forces qui se dessinait à l'issue de la victoire sur l'Allemagne nazie.

Les décisions prises à Yalta et à Potsdam définirent les principes et les positions communément admis, mais ils générèrent parallèlement les différends ultérieurs. Leurs auteurs ont confirmé une forme de statu quo entre l'Union soviétique et l'Ouest (c'est-à-dire essentiellement les Etats-Unis). On estime généralement que ce système reposait dans une large mesure sur le principe de la bipolarité, qui a perduré jusqu'à la fin de la guerre froide.

L'affrontement et la guerre froide entre les deux camps représentent la part la plus visible et la plus évidente du système de Yalta-Potsdam, mais son essence ne se réduit pas à ces deux éléments. De 1945 à la fin des années 1980, l'évolution des relations internationales a connu un grand nombre de fluctuations. Le monde fut parfois à deux doigts d'un conflit militaire, comme ce fut le cas au cours de la crise des missiles

cubains de 1962, ou plus tôt encore, lors de la crise de Berlin en 1948. Mais ce même système eut également ses périodes de détente: la première, après la mort de Staline, et la seconde, plus longue, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qui fit naître un immense espoir et se concrétisa par une réalisation importante – l’acte final d’Helsinki et le processus d’Helsinki dans son ensemble.

Le système de Yalta – et le monde bipolaire auquel il donna naissance – précipitèrent certes l’affrontement mondial des deux blocs, mais il instaura également un équilibre relativement stable. Il est impossible de se défaire de l’impression que ses principaux protagonistes ont mis en place (intentionnellement ou accidentellement) certaines règles qui ont évité le déclenchement d’un conflit généralisé. Il semble que cet affrontement se soit arrêté au bord d’un conflit (certains idéologues et hommes d’Etat qualifièrent même cette situation de «politique à deux doigts de la guerre»), sans jamais cependant franchir cette limite.

De nombreux conflits locaux, voire des guerres parfois violentes, éclatèrent au cours des quarante années de guerre froide, mais les principaux acteurs, c’est-à-dire l’URSS, les Etats-Unis et leurs alliés, parvinrent à éviter une guerre d’envergure et un conflit direct.

Les arguments en faveur d’une politique de «dissuasion» et «d’endiguement» ont été élaborés par les théoriciens et les idéologues des deux camps. Le monde connut parfois des situations d’extrême tension, mais chaque fois les deux puissances adverses firent preuve d’assez de bon sens et de volonté pour éviter de le précipiter dans une guerre nucléaire généralisée.

La période de l’après-guerre se caractérisa par l’interconnexion et l’imbrication étroites des facteurs externes, comme le révéla de façon éclatante la fin des années 1980. L’effondrement des régimes communistes dans les pays d’Europe centrale et orientale, l’amorce de changements radicaux en Union soviétique, qui aboutirent à la mise en place d’un nouveau système, bouleversèrent totalement la donne dans le domaine des relations internationales. La guerre froide était terminée, le mur de Berlin était tombé et les anciens pays socialistes d’Europe de l’Est retrouvèrent leur ordre social d’avant-guerre.

Conclusion

L’écroulement de l’Union soviétique entraîna également la chute du système politique international de Yalta-Potsdam. L’affrontement pur et dur de deux camps à travers le monde appartient au passé, y compris dans le domaine de la stratégie militaire. La transition de la Russie vers une économie de marché libérale et un régime politique démocratique a mis un terme à l’ancienne ère de conflit idéologique aigu.

L’humanité est désormais confrontée à de nouvelles menaces et à de nouveaux enjeux, dont le terrorisme international est le plus inquiétant. Un grand nombre de problèmes complexes, graves parfois, surgissent dans les rapports entre la Russie et l’Occident,

mais ils sont aujourd'hui résolus selon d'autres méthodes et par des moyens différents. La teneur des questions internationales s'est considérablement modifiée; le monde doit à présent relever un autre défi: édifier un nouveau système politique international, qui traduise des objectifs mondiaux et un équilibre des forces à l'aube du XXI^e siècle.

Chapitre 25

Yalta, dans la perspective polonaise

Włodzimierz Borodziej

Au préalable de notre réflexion, nous pouvons tenter de répondre à deux questions: notre perception de la conférence est-elle modifiée par les «recherches récentes» sur Yalta ou notre réflexion sur le passé récent est-elle plutôt influencée par la «révolution» de 1989?

Les études rédigées en polonais sur cette question sont extrêmement nombreuses et reposent pour la plupart sur les comptes rendus américains et britanniques publiés. Les archives polonaises fournissent un complément important; elles nous révèlent les alternatives et les arguments à la fois des Polonais exilés à Londres et de la société polonaise dans un pays qui était encore en partie occupé. Mais je suppose que la pertinence de tous ces documents ne tient pas tant au fait qu'ils nous permettent de reconstituer les mesures concrètes qui ont été adoptées ou les voies qui n'ont pas été empruntées; l'intérêt de la conférence de Yalta réside davantage dans la déception qu'elle a fait naître que dans la décision qu'elle représente, y compris par la suite – comme le mythe qui a forgé l'imaginaire de deux générations de Polonais et a empêché tout véritable débat public avant 1989. Mon intention est ainsi de montrer brièvement l'interaction entre mythe et réalité en 1945, et au cours des décennies suivantes.

A l'exception des archives soviétiques, toutes les autres ont été exploitées par les historiens depuis les années 1950. Récemment, dans les années 1990, une bonne partie des dossiers staliniens est devenue accessible. C'est la raison pour laquelle il est difficile de présenter de nouvelles conclusions, tout au moins s'agissant de documents, de faits et de chiffres. D'autre part, et cela nous amène au point probablement le plus important, il est rare que même une connaissance parfaitement établie des faits ne donne pas lieu à plusieurs interprétations successives. L'interprétation des faits qui nous occupent a surtout évolué dans l'historiographie américaine, qui a joué et joue encore un rôle majeur en la matière. Comme on le sait, cette évolution a commencé par un rejet total de Yalta, considéré au début des années 1950 comme un événement honteux et regrettable; la décennie suivante n'a pas modifié ce jugement; les années 1970 ont été l'époque des accusations lancées, par suite des travaux d'investigation, contre les Etats-Unis, désignés comme les principaux responsables de la situation; enfin, l'historiographie est parvenue à une sorte de «nouveau consensus», qui reconnaissait à la fois les mérites et les échecs de Franklin D. Roosevelt.

L'historiographie polonaise n'a pas évolué aussi vite et l'on pourrait même se risquer à dire qu'elle n'a pas évolué du tout. Au temps du gouvernement en exil, Yalta fut dès le départ considéré comme le symbole du mal et de la trahison; l'historiographie officielle de la République populaire de Pologne ne s'est pas véritablement prononcée sur Yalta. La conférence de Potsdam, qui symbolisait la décision prise en faveur de la frontière occidentale, suscita bien plus d'intérêt et donna naissance à la notion des accords de Yalta-Potsdam, qui réunissaient les modifications essentielles en matière politique et frontalière. Dans les années 1980, ceux que l'on a appelé les historiens indépendants (dont les écrits étaient publiés hors de la portée de la censure) posèrent un nouveau regard sur la question. Leurs conclusions, ce qui n'est guère étonnant, se rapprochèrent davantage de l'historiographie des exilés que de celle de la République populaire de Pologne. Depuis ce consensus national, la question de Yalta ne fait pratiquement plus débat.

Comme nous le savons tous, la question polonaise fut au cœur de la conférence, surnommée «la migraine du monde» par Roosevelt, et elle fut abordée dans la plupart des sessions plénières. Je tenterai d'en expliquer la raison; cette explication sera suivie d'une présentation des réactions polonaises au début de l'année 1945 et, enfin, une dernière partie sera consacrée aux répercussions du mythe de Yalta sur la Pologne durant la guerre froide.

Du pacte Molotov-Ribbentrop à la conférence de Yalta

La question polonaise n'aurait pas existé au cours de la seconde guerre mondiale si l'Union soviétique, alliée à l'Allemagne, n'avait pas attaqué la République polonaise et annexé plus de la moitié de son territoire en septembre 1939. L'alliance conclue entre le Reich nazi et l'Union soviétique avait d'emblée créé une situation délicate entre 1940-1941, lorsque la Grande-Bretagne ne cessa d'indiquer à Moscou qu'elle était disposée à accepter la nouvelle frontière soviétique occidentale si le Kremlin se décidait à rejoindre le camp des Alliés. Le gouvernement polonais en exil éleva plus d'une protestation contre ces propositions britanniques, puisqu'il considérait la restitution intégrale du territoire de la République dans ses frontières d'avant-guerre comme l'objectif principal de la guerre et comme une obligation constitutionnelle. L'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne compliqua encore davantage la situation, bien que Londres n'eût pas accepté l'idée d'un protocole secret garantissant la nouvelle frontière occidentale russe présentée à Eden par les Soviétiques en décembre 1941. Quelques jours plus tôt, le Premier ministre polonais, le général Władysław Sikorski, avait également refusé la proposition de discussion des questions frontalières entre la Pologne et l'Union soviétique, faite par un Staline cette fois disposé à modifier, mais «un peu» seulement, le tracé de la frontière (alors que les troupes allemandes étaient presque en vue des fenêtres du Kremlin).

Sikorski ne profita pas de la faiblesse de l'Union soviétique, car il s'attendait probablement à l'effondrement de l'empire stalinien et à l'entrée en guerre des Etats-Unis en Europe. Mais l'empire soviétique survécut à la crise de 1941 et Washington ne considéra jamais la Pologne comme la pierre de touche des relations américano-

soviétiques; aussi les termes du marché ne cessèrent-ils de se dégrader pour le gouvernement polonais en exil. Lorsqu'en 1942 l'armée polonaise constituée d'anciens prisonniers soviétiques quitta l'Union soviétique, les relations se détériorèrent jusqu'à devenir hostiles après l'annonce, par Berlin en avril 1943, de la nouvelle de la découverte de charniers d'officiers polonais dans les environs de Smolensk. Comme le gouvernement polonais en exil soutenait la proposition d'examen des charniers par une commission placée sous l'autorité de la Croix-Rouge internationale, Staline utilisa ce prétexte pour rompre les relations avec les «émigrés polonais de Londres».

Un comité polonais, composé de communistes, et une division sous commandement communiste polonais furent constitués à Moscou. Lorsqu'à l'été 1944 l'armée rouge franchit la nouvelle frontière soviéto-polonaise, les communistes formèrent la nouvelle administration du pays. La résistance anti-allemande qui s'était jusqu'ici montrée loyale vis-à-vis du gouvernement en exil fut désarmée et plusieurs de ses officiers exécutés ou déportés en Union soviétique, tandis que la création de partis politiques devint impossible hors du contrôle des communistes. En janvier 1945, le Comité de libération nationale, qui prétendait déjà assumer le rôle d'autorité suprême et unique de l'Etat, se rebaptisa gouvernement polonais provisoire.

Les événements survenus en 1944 dans la partie libérée du territoire polonais réduisirent le gouvernement en exil à une force marginale. Il n'était ni disposé à négocier sur la question des frontières, ni en mesure de le faire. Depuis l'affaire de Katyn, Moscou traitait les «cercles émigrés polonais» de réactionnaires et de profascistes. La seule option proposée par les Soviétiques était d'inclure dans le comité communiste polonais quelques émigrés et hommes politiques «progressistes» et «réellement démocratiques» issus de la résistance, à condition qu'ils acceptent la nouvelle frontière soviéto-polonaise. En octobre 1944, au moment même où Churchill rédigeait son fameux accord sur les pourcentages, les négociations avec le Premier ministre polonais Stanisław Mikołajczyk furent abandonnées. Mikołajczyk quitta ses fonctions quelques semaines plus tard; le cabinet remanié de son successeur se considéra comme un «gouvernement de protestation nationale», mais ne fut jamais traité par Londres ou Washington comme un véritable partenaire. Ainsi, en janvier 1945, la Pologne possédait un gouvernement en exil, reconnu par la quasi-totalité des Etats à l'exception de l'Union soviétique, et un gouvernement provisoire, qui ne bénéficiait guère que de la reconnaissance de Moscou. Le pays en ruine n'avait aucune frontière internationalement reconnue à l'est, à l'ouest et au nord; seul l'ancien tracé de la frontière avec la Hongrie au sud-est, devenue celle de la République tchécoslovaque en 1918, n'était pas contesté.

De Yalta à l'installation d'un régime stalinien en 1948

Nous évoquerons le plus brièvement possible le contexte des débats relatifs à la question polonaise lors de la conférence de Crimée. Je m'arrêterai uniquement sur les quatre points les plus importants.

Il est clair que Yalta ne fut ni la première ni la dernière occasion de discussion des trois Grands sur la Pologne. Déjà à Moscou en octobre 1943, il était devenu évident que les arguments soviétiques l'avaient emporté sur la fragile ligne de défense présentée par les Britanniques. A Téhéran, Staline parvint à un consensus général avec ses partenaires pour déplacer la Pologne vers l'ouest; Churchill prit la défense du gouvernement polonais en exil et il était apparemment persuadé qu'un accord équitable demeurerait possible. Roosevelt n'éleva aucune objection et demanda uniquement à Staline de repousser la décision finale après les élections américaines. Au cours de la réunion de Moscou en octobre de l'année suivante, que nous avons déjà évoquée, il apparut clairement que le gouvernement polonais en exil n'avait aucun rôle à jouer dans les négociations, puisque la décision de Téhéran sur la question des frontières avait totalement miné sa position et ne laissait aucune place à une politique alternative. «Vous autres Polonais, vous êtes comme les Irlandais, déclarèrent des responsables politiques britanniques à un envoyé du gouvernement en exil dès le début de l'année 1944, vous êtes uniquement capables de penser en vous référant au passé.» D'après les Britanniques en effet, Staline n'avait aucune intention d'avaler la Pologne et, qui plus est, l'Union soviétique n'aurait d'autre choix après la guerre que de coopérer avec l'Ouest (Dülffer, 1998, p. 28). Vu sous cet angle, Yalta ne modifia en rien la question de la frontière orientale de la Pologne, mais rendit uniquement publique la décision prise à Téhéran. La conférence représenta une autre étape majeure du règlement de la question du futur gouvernement au détriment du gouvernement en exil, mais elle ne donna lieu à aucune décision finale sur celle de la frontière occidentale, qui ne fut réglée que six mois plus tard à Potsdam.

Etonnamment, le problème de la frontière occidentale fut débattu par les trois Grands comme s'il n'avait aucun lien avec la question allemande. Seuls les Britanniques avaient alors étudié le problème du transfert de population. Ils connaissaient en gros les chiffres des millions de personnes concernées et opposèrent cet argument à celui de Staline, qui se prononçait en faveur de la Neisse occidentale; mais, ils considéraient apparemment cet argument en premier lieu comme un instrument tactique et, en deuxième lieu, comme un élément pratique dans le cadre de la future politique d'occupation au sein de la zone britannique en Allemagne. Aucun des protagonistes, Staline compris, ne semble néanmoins avoir mesuré le fond du problème: plus les territoires allemands promis à la Pologne et le nombre d'Allemands expulsés vers le territoire restant étaient importants, plus les chances d'une expérience communiste allemande s'amenuisaient. En ce sens, la thèse du futur Etat d'Allemagne de l'Est considéré comme «l'enfant non désiré de Staline» (Wilfried Loth) paraît mériter encore qu'on s'y arrête.

Bien que la question de la frontière occidentale demeurât en suspens, sur le papier les décisions relatives à l'avenir de la Pologne avaient même l'apparence d'une bonne solution. L'instauration de la démocratie et la tenue d'élections libres, le remaniement du gouvernement provisoire par la présence de responsables politiques majeurs en exil ou issus de la résistance sous le contrôle des Américains et des Britanniques, tous ces éléments pouvaient être considérés comme la promesse d'une demi-souveraineté, voire d'une souveraineté aux trois quarts, de la Pologne. La solution d'une Pologne

démocratique placée au sein de la sphère d'influence soviétique, dont la politique étrangère et de sécurité aurait probablement été limitée, et qui s'inscrivait dans la vision d'un «monde unique» où la coopération entre les trois Grands aurait clairement prévalu sur les tensions clairement visibles, pouvait encore être conçue comme le meilleur moyen de résoudre «l'interminable imbroglio polonais» (Yergin, 1980). Cette lecture des décisions prises à Yalta se révéla cependant erronée au cours de semaines qui suivirent, avant tout à cause de l'arrestation et du jugement des chefs de la résistance qui avaient voulu négocier avec Moscou sur la base de l'accord de Yalta. Cette situation et toutes les violations successives de l'accord montrent combien l'influence de la conférence de Crimée était limitée; il convient néanmoins de souligner qu'il s'agissait d'actions et de décisions unilatérales de la part de Moscou, qui ne respectaient clairement ni la lettre ni l'esprit de l'accord de Yalta.

Interrogeons-nous à présent sur la réaction des Polonais à l'annonce des décisions prises en février 1945. Nous pouvons distinguer trois types de réactions. Les communistes en furent enchantés: leur reconnaissance leur conférerait bientôt une dimension internationale et la formule d'un «remaniement» du gouvernement indiquait clairement que le noyau de la structure existante serait préservé. Le gouvernement polonais en exil, d'autre part, voyait en «Yalta» la confirmation, même dans sa version écrite (sans la mise en œuvre particulière qui ne tarderait pas à suivre), de ses pires craintes: la Pologne allait perdre près de la moitié de son territoire d'avant-guerre, la quantité de territoires allemands qui lui étaient attribués en compensation demeurait incertaine et le gouvernement en exil, qui représentait encore la seule autorité officielle internationalement reconnue, était mis de côté comme s'il n'existait pas. Les décisions prises en Crimée, avertit le gouvernement, «créent une situation dans laquelle le reste de la Pologne est contraint de devenir un Etat satellite de la Russie» (Kersten, 1989, p. 103; Dülffer, 1998, p. 101). C'était exactement ce qu'avait prédit auparavant George F. Kennan dans une série de télégrammes que personne à Washington n'avait apparemment pris au sérieux ou, plus précisément, que personne n'avait jugés suffisamment importants. La censure britannique dissimula au gouvernement en exil le télégramme cité adressé au commandement de la résistance, comme elle le fit avec de nombreuses autres communications, mais la politique de «protestation nationale» se poursuivit, cette fois à l'encontre du «nouveau partage de la Pologne» (Kersten, *op. cit.*, p. 104); elle prit fin sans surprise avec le retrait de la reconnaissance officielle du gouvernement en exil par le Royaume-Uni et les Etats-Unis en juillet 1945.

Les réactions les plus intéressantes et politiquement les plus importantes furent celles du Parti paysan (auquel Mikołajczyk appartenait) et du parti socialiste, qui demeuraient tous deux dans la clandestinité. Le Parti paysan était probablement le plus puissant au sein de la résistance et il occupait une position clé en exil; il escomptait une victoire écrasante au cours des élections libres promises. Les socialistes étaient numériquement moins importants, mais ils comptaient plusieurs hommes politiques connus, qui avaient toujours jugé primordiale la négociation avec l'Union soviétique. Les deux partis subirent comparativement de faibles pertes pendant l'occupation allemande et soviétique. Le Parti paysan décida de se conformer à Yalta, dans l'espoir que le retour de Mikołajczyk et les élections libres porteraient ses représentants au

pouvoir. Les socialistes en exil refusèrent l'accord, tandis que ceux restés en Pologne soutenaient la position du Parti paysan. Le Conseil d'unité nationale, autorité civile suprême de la résistance, se prononça le 22 février en faveur de l'acceptation des décisions de Yalta. Le pays était trop exsangue pour résister à l'invasion soviétique; à la fin de l'occupation allemande, la population attendait de pouvoir revenir à une vie normale et, si Staline et les communistes polonais acceptaient la présence d'autres responsables politiques polonais dans les négociations à venir, on pouvait peut-être espérer réduire les pertes territoriales prévisibles à l'est.

Dans les mois qui suivirent, la mise en œuvre des décisions de Yalta vit s'évanouir la plupart des espoirs que les Polonais avaient auparavant placés en elles. La Pologne, qui pouvait être considérée comme un membre fondateur de la coalition antihitlérienne, n'eut pas le droit de prendre part à la première session de l'Organisation des Nations Unies en avril. Les chefs de la résistance contre l'Allemagne, qui sortaient de la clandestinité pour commencer à négocier avec les Soviétiques, furent arrêtés et condamnés à Moscou; le chef de la résistance civile et le commandant en chef moururent bientôt dans une prison soviétique, tandis que les autres condamnés furent libérés et revinrent en Pologne où un grand nombre d'entre eux furent à nouveau arrêtés, cette fois par la police secrète polonaise. Au moment même où se déroulait le procès des chefs de la résistance, débutèrent les pourparlers entre Mikołajczyk, chef des «Polonais en exil», et les communistes; ce fut au cours de ces négociations que le secrétaire du parti communiste prononça ce mot célèbre: «Nous ne restituerons jamais le pouvoir une fois que nous l'aurons pris.» La population polonaise ne sut rien de cette confidence; à en juger par l'accueil enthousiaste réservé à Mikołajczyk à son arrivée à Varsovie quelques jours plus tard, beaucoup croyaient encore que la Pologne pourrait échapper d'une manière ou d'une autre à la domination soviétique. Tous ces espoirs s'envolèrent avec la terreur policière et la suppression impitoyable de l'opposition anticommuniste, le référendum de 1946 et les élections de 1947, tous deux truqués, et enfin l'instauration d'un régime stalinien à part entière en 1948.

L'ère communiste et l'héritage de Yalta

Yalta devint ainsi pour la Pologne le symbole d'une trahison. On ne saurait trop souligner le glissement qui s'est opéré de 1945 à 1947 dans l'opinion: ceux qui contestaient la conférence de Crimée au printemps 1945 protestaient contre ses conclusions, la perte des provinces orientales et la perte de la souveraineté nationale. La violation de ces décisions officielles, le début de la guerre froide et l'existence du mauvais côté du rideau de fer modifièrent l'opinion au sujet de Yalta, qui alla en réalité bien au-delà des doutes du printemps 1945. La conférence de Crimée commença à symboliser bien plus encore: la trahison non seulement de l'Union soviétique, mais encore des puissances occidentales qui n'avaient pris aucun risque pour assurer la mise en œuvre de l'accord. Sur le plan interne, Yalta fournit un motif de refus de toute discussion avec les communistes et de toute confiance dans leurs déclarations. Elle cimentait la division entre «nous» (c'est-à-dire la société) et «eux» (les autorités), qui modela l'histoire politique de la Pologne au moins à la fin des années 1970 et dans les

années 1980: s'il est impossible de se fier à la moindre affirmation du camp d'en face, aucune négociation n'est en pratique possible.

En dehors de ces incidences pratiques, «Yalta» devint le symbole du caractère désespéré de la place qu'occupait la Pologne entre Est et Ouest tout au long de la guerre froide. Timothy Garton Ash commence son ouvrage *Polish Revolution – Solidarity* (La révolution polonaise – Solidarité) par une impression personnelle:

«Lors de mon premier voyage en Pologne, j'entendis sans arrêt un mot extrêmement étrange. "Yowta", soupiraient mes nouvelles connaissances, "yowta!", et la conversation sombrait dans un silence mélancolique. "Yowta" signifiait-il le destin, me demandais-je, s'agissait-il d'une expression équivalant à "c'est la vie"?»

«Yalta» (qui se prononce en polonais «yowta») représentait l'élément premier de l'existence dans la Pologne contemporaine. C'est à «Yalta» que commence l'histoire de Solidarność. Pour les Polonais, «Yalta» signifie que, alors que leur armée avait été la première à résister à Hitler, que la Grande-Bretagne était entrée en guerre pour défendre l'indépendance de la Pologne et que des soldats polonais s'étaient battus courageusement pour la défense du Royaume-Uni, que 6 millions de leurs compatriotes (un citoyen sur cinq de la République polonaise d'avant-guerre) avaient trouvé la mort au cours de la guerre, malgré toutes ces épreuves, leurs alliés occidentaux britanniques et américains les avaient confiés aux fameux tendres soins «d'oncle Joe» Staline.

Bien que l'on puisse soutenir que Churchill et Roosevelt n'avaient pas d'autre alternative, puisque au moment où les trois Grands se réunissaient à Yalta en Crimée en février 1945 l'armée rouge occupait déjà le territoire de l'ancienne République polonaise, et bien que, dans le communiqué de cette réunion, Staline eût promis solennellement «la tenue d'élections libres et sans entrave dès que possible, au suffrage universel et à bulletin secret», cette libération fut pour la population polonaise une bénédiction équivoque. Mais si l'on veut comprendre pourquoi la première révolution ouvrière contre un «Etat ouvrier» eut lieu précisément en Pologne en août 1980, il convient de comprendre pourquoi la perspective d'une «libération» soviétique fut particulièrement effroyable pour l'immense majorité des Polonais en 1945.

L'écrasement de Solidarność par l'armée le 13 décembre 1981 renforça la conviction déjà générale que «Yalta représentait l'élément premier de l'existence dans la Pologne contemporaine». Les Etats-Unis et les Etats d'Europe occidentale réagirent en élevant des protestations et en infligeant des sanctions, mais si certains dirigeants de Solidarność espéraient les voir adopter une attitude «belliciste», ils ne tardèrent pas à être déçus. Yalta demeura; la participation de la Pologne à la seconde guerre mondiale prescrivait les limites des réactions occidentales.

D'un autre côté, ni l'élection d'un pape polonais, ni l'apparition du syndicat Solidarność n'avaient été prévues à la table des négociations de la conférence de Crimée. Pour expliquer en quelques mots l'importance de ces phénomènes, rappelons que des millions de Polonais assistèrent à la première visite de Jean-Paul II en Pologne en 1979 et que l'on estime à 10 millions de personnes environ le nombre des

adhérents de Solidarność en 1980-1981. Lors de son retour en Pologne à l'été 1945, Mikołajczyk avait placé tous ses espoirs dans les élections libres promises à Yalta. Ce scrutin «nous permettra de nous compter», soulignait-il sans cesse, ce qui était une façon de dire qu'il démontrerait que la majorité de ses concitoyens étaient favorables à la démocratie et opposés au communisme. Les communistes empêchèrent en 1946 et 1947 les Polonais de «se compter» et seuls les événements de 1979-1981 apportèrent la preuve que le socialisme d'Etat n'était qu'une option choisie par une minorité. Cette démonstration marqua le point de départ du dernier chapitre de la République populaire de Pologne à la fin des années 1980, lorsque les autorités décidèrent d'ouvrir des négociations avec ce qui restait du syndicat Solidarność. Une nouvelle fois, Yalta joua un rôle. Tout d'abord, les dirigeants du syndicat émirent de fortes réserves sur ces négociations, persuadés que les communistes feraient une nouvelle fois preuve de duperie et que leur objectif était de réitérer leur plan de 1945-1947. Deuxièmement, et cet élément est plus important encore, la conviction demeurait que Yalta continuait à définir le cadre des négociations polono-polonaises. Les récentes expériences de la société prouvent, déclarait Bronisław Geremek au début de l'année 1989, qu'elle doit cantonner ses aspirations à des «limites raisonnables», ce qui signifiait que la transformation souhaitée de la République populaire de Pologne vers la normalité s'effectuerait progressivement et de manière évolutive, en tenant systématiquement compte du rôle particulier joué par Moscou en vertu des décisions prises en Crimée et de leur interprétation.

Les coupures de presse de l'époque révèlent l'apparition d'une autre dimension pratique du syndrome de «Yalta». Au cours des discussions qui avaient précédé la réunification de l'Allemagne, un vieux diplomate communiste avait dénoncé la nouvelle politique étrangère, c'est-à-dire l'ouverture vers l'Ouest, du gouvernement Solidarność en 1989 sous le titre «Yalta reste valable», signifiant par là que Varsovie demeurait dans la sphère d'influence soviétique et devait obéir à la voix de son maître. L'un de ses opposants répliqua: «Yalta n'est pas éternelle.» Le partage de l'Allemagne avait concrétisé la division de l'Europe, la révolution polonaise sapa tout d'abord la division de l'Allemagne, puis le rideau de fer et finalement la structure complète du monde établi à Yalta (Ludwig, p. 37/63, 27/40, Sénat 23 X 91); fort heureusement, il avait raison.

Yalta fut-il brusquement mis de côté par la «révolution» (Ash, 1983) de 1989? En pratique, cela ne fait guère de doute. Pourtant, les notions fondamentales qui ont forgé l'imaginaire politique de deux générations demeurent présentes sous la forme de courants sous-jacents ou d'éléments de référence, même après leur classement dans les archives des idées politiques; c'est la raison pour laquelle les débats actuels sur le terrorisme, le Moyen-Orient ou la Tchétchénie évoquent parfois l'idée d'un «nouveau Yalta». Il est difficile de les déceler dans les discussions relatives à la politique étrangère polonaise contemporaine. Ici affleure un autre aspect de notre sujet, la question des frontières. La frontière soviéto-polonaise a été tracée par Hitler et Staline, puis globalement confirmée par Churchill et Roosevelt. La frontière germano-polonaise fut une idée de Staline, approuvée à la fois par les Etats-Unis et le Royaume-Uni, avec quelques réserves. Les deux solutions formèrent un ensemble –

ce qui rendit l'approbation des Anglo-Américains définitive – qui prévoyait la mise en œuvre de l'idée de «populations pures», c'est-à-dire le déplacement forcé de millions d'Allemands, de quelques millions de Polonais, de centaines de milliers d'Ukrainiens et d'un nombre moins important de Biélorusses et de Lituaniens.

Cette méthode eut pour conséquence de créer une Europe centrale et orientale où, pour la première fois depuis quatre-vingts ans, les questions de frontières et de minorités ne dominaient plus les relations interétatiques; le succès ou l'échec de la transformation d'un pays ne peut plus être attribué à la présence des «autres», mais repose essentiellement sur nos propres mérites ou notre échec personnel. C'est là sans doute une conséquence de Yalta qu'aucun des acteurs, participants ou victimes, n'avait prévue.

Sélection bibliographique

Ash, Timothy Garton, *The Polish revolution: Solidarity, 1980-1982*, Londres, 1983.

Düllfer, Jost, *Jalta. 4. Februar 1945: Der Zweite Weltkrieg und die Entstehung der bipolaren Welt*, Munich, 1998.

Gaddis, John L., *We now know*, Oxford University Press, Oxford, 1997.

Kersten, Krystyna, *Jałta w polskiej perspektywie*, Londres, Varsovie, 1989.

Nicieja, Stanisław (éd.), *Jałta z perspektywy półwiecza*, Opole, 1995.

Zubok, Vladislav et Pleshakov, Konstantin, *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Khrushchev*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1996.

Chapitre 26

Yalta, Potsdam et l'émergence de la guerre froide: la vision de l'Allemagne au vu des récentes recherches

Wolfgang Benz

L'Allemagne et la conférence de Yalta

La réunion des trois «Grands», Roosevelt, Churchill et Staline à Yalta du 4 au 11 février 1945, entra dans la légende plus qu'aucune autre conférence organisée pendant la guerre par les membres de la coalition antihitlérienne (Smyser, 1999; Graml, 1985; Dülffer, 1998). La conférence du palais de Livadia fut presque instantanément présentée en Allemagne comme une conspiration contre l'Europe et un accord visant à la division du monde et, en ce sens, à abandonner l'Europe orientale à la domination soviétique (voir, par exemple, Stöver, 2003; Mastny et Schmidt, 2003; Rensing, 1970; Laloy, 1990).

Les recherches historiques ont mis en lumière que la préoccupation essentielle de Staline à Yalta était de confirmer la reconnaissance d'une sphère d'influence soviétique en Europe de l'Est et du Sud-Est ou, puisque Churchill freinait si violemment ces ambitions, tout au moins de délimiter clairement le tracé des frontières polonaises (c'est-à-dire l'exigence d'un accord sur une frontière orientale le long de la ligne Curzon et sur une frontière occidentale le long de la ligne Oder-Neisse) et le rôle de l'Union soviétique dans les Etats balkaniques. En outre, Staline souhaitait déterminer le montant des réparations imposées à l'Allemagne et la part qui devait revenir à l'URSS. Il proposa la somme totale de 20 milliards de dollars (des Etats-Unis), dont 10 milliards à l'Union soviétique; cette exigence devait en principe être discutée à Yalta. Six mois plus tard, à Potsdam, le principe de ces «10 milliards» contribua de manière décisive à la détérioration des relations entre l'Union soviétique et les puissances occidentales. La question des réparations maintint la division de l'Allemagne plusieurs décennies après Potsdam, puisqu'il avait été décidé que chaque puissance occupante obtiendrait réparation dans sa propre zone d'occupation.

A Yalta, le président Roosevelt se souciait surtout d'obtenir de Staline l'engagement de l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre le Japon (après la défaite de l'Allemagne) et d'assurer la coopération de l'Union soviétique pour la création des Nations Unies. La constitution d'une organisation de paix permanente représenta en définitive le plus important objectif de guerre allié depuis la déclaration solennelle prononcée lors de la signature de la charte de l'Atlantique en 1941. Comme Churchill,

Roosevelt voulait par ailleurs éviter une montée en flèche incontrôlée de la poussée expansionniste soviétique en Europe de l'Est et du Sud-Est, en tentant de la canaliser par une sorte de méfiance cordiale.

Les négociations engagées à Yalta furent chaotiques, pour plusieurs raisons: les Alliés occidentaux n'avaient pas confiance en leur partenaire oriental; en outre, de grands bouleversements devaient être instaurés alors que l'avenir demeurait incertain; enfin, les intérêts des principaux protagonistes et de leurs pays satellites étaient profondément divergents. Les conséquences de certains accords n'apparurent que bien plus tard, comme ce fut le cas pour les centaines de milliers de citoyens soviétiques qui avaient quitté leur patrie dans le sillage de l'armée allemande en retraite, soit de leur plein gré, soit sous la contrainte. Après le 8 mai 1945, ils furent renvoyés d'office par la Commission de rapatriement en Union soviétique, où la plupart d'entre eux connurent un destin tragique.

S'agissant de l'Allemagne, ou plus précisément de ce qui devait en rester, les trois Grands décidèrent de procéder au désarmement et à la démilitarisation complets du pays et de lui imposer le versement de réparations considérables. L'autre accord important fut celui qui invita la France (c'est-à-dire le gouvernement provisoire dirigé par Charles de Gaulle, officiellement reconnu par les puissances occidentales à l'automne 1944 et par le Kremlin quelques temps plus tard) à participer au contrôle exercé par les Alliés sur l'Allemagne, en devenant une quatrième puissance occupante dotée de sa propre zone d'occupation. Cette dernière devait être située dans le sud-ouest de l'Allemagne et prélevée sur les zones occupées par les Américains et les Britanniques, tandis que la zone soviétique demeurait inchangée.

Quatre objectifs principaux étaient mis en avant par de Gaulle depuis l'été 1944: la fédéralisation du Reich allemand, c'est-à-dire son démantèlement en plusieurs entités autonomes; la séparation de la Rhénanie du reste de l'Allemagne, afin de garantir la sécurité de la France; la mise sous contrôle international de la Ruhr; et enfin l'affiliation ou l'incorporation à la France de la Sarre et de ses mines de charbon. Les intérêts français et soviétiques se rejoignaient sur certains points. Lorsque de Gaulle accepta la ligne Oder-Neisse comme future frontière orientale de l'Allemagne au cours de sa visite à Moscou en décembre 1944, il espérait qu'en retour Staline reconnaîtrait le tracé d'une frontière occidentale le long du Rhin; le contrôle international de la Ruhr (avec la participation de l'Union soviétique) représentait un objectif extrêmement séduisant pour le Kremlin (Wolfrum, 1999, pp. 60-72).

Ces ambitieux plans français se révélèrent totalement illusoires, précisément parce que la France était considérée au mieux comme un partenaire subalterne dans le concert des grandes puissances. De Gaulle ne fut pas plus invité à participer à la conférence de Potsdam en juillet 1945 qu'il ne l'avait été au sommet de Yalta au mois de février précédent. La France fut profondément blessée lorsqu'elle réalisa qu'elle était considérée et traitée comme une puissance de second rang. Cette situation eut des conséquences majeures sur l'orientation de la politique française à l'égard de l'Allemagne dans les années qui suivirent.

Les plans et les réflexions pour la division et le découpage de l'Allemagne furent rapidement dépassés au cours de la phase finale de la guerre. Déjà à l'automne 1944, le personnel militaire britannique chargé de la réalisation des études prévisionnelles était parvenu à la conclusion que les répercussions d'un démantèlement politique de l'Allemagne seraient si fâcheuses pour sa capacité économique qu'elles pourraient faire naître de graves problèmes, à savoir placer les Etats nouvellement créés dans une situation de dépendance à l'égard d'autres pays, provoquer une baisse du niveau de vie qui compromettrait l'indépendance de ces nouveaux Etats et restreindre la capacité de l'Allemagne à s'acquitter de ses réparations. Les experts britanniques avançaient à l'appui de cette thèse un argument majeur: la division de l'Allemagne entraînerait l'appauvrissement du pays, ralentirait le redressement du monde dans son ensemble, affaibli par les dommages causés par la guerre et, en conséquence, porterait également atteinte aux intérêts économiques du Royaume-Uni.

Le chancelier de l'Echiquier britannique, Anderson, s'était opposé au plan de division de l'Allemagne dès le début du mois de mars 1945 (en faisant clairement part de son scepticisme au sujet des résultats de la conférence de Yalta); son opposition reposait, elle aussi, sur des considérations économiques exposées dans un mémorandum: selon lui, la Grande-Bretagne devait choisir entre une politique de réparation et une politique de découpage, mais ne pouvait espérer mener les deux en même temps (Jacobsen, 1977).

L'intention de procéder au découpage de l'Allemagne, manifestée lors du sommet de Téhéran, qui avait réuni en novembre 1943 la coalition antihitlérienne, et apparemment confortée et institutionnalisée par la création d'une commission compétente à Yalta, était en fait déjà enterrée en février 1945, avant la capitulation du III^e Reich, et apparut finalement comme une menace. Puisque Staline ne voulait pas abattre la vache à lait allemande qu'il comptait traire, les responsables politiques à Washington et à Londres, soucieux des considérations économiques, n'allaient certainement pas retourner le couteau contre eux-mêmes: le contrôle de l'industrie allemande, doublé d'un désarmement et d'une démilitarisation du pays, garantissait la sécurité et s'accordait aux intérêts économiques britanniques. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Eden, tenta de convaincre les responsables politiques revanchards de cette réalité: la création d'une série de petits Etats allemands serait à la fois un fardeau économique pour les vainqueurs de la guerre et une erreur politique; et la combinaison de ces deux facteurs constituerait un insurmontable handicap pour conduire l'Europe sur la voie du nouvel ordre international qu'elle espérait (Benz, 1994, p. 45).

Les réactions en Allemagne

En Allemagne, le sentiment de l'opinion publique à l'égard de la conférence de Crimée restait contrôlé et manipulé par Goebbels. La presse allemande (*Völkischer Beobachter*, VB) martela des slogans qui forgèrent la représentation que les Allemands se faisaient de Yalta et qu'ils continuent en partie à se faire aujourd'hui. Alors qu'avant la conférence elle déclarait que, à la suite des propositions britanniques, des millions d'Allemands seraient envoyés en esclavage en Sibérie (Benz, *ibid.*), le

Völkischer Beobachter présentait à présent le découpage du Reich allemand et «la destruction complète du peuple allemand» comme les objectifs militaires officiels de la coalition antihitlérienne (VB, 3 février 1945). Face au communiqué diffusé après la clôture de la conférence de Crimée, la teneur de la presse fut du même acabit: Staline avait «plumé» les puissances occidentales, Roosevelt et Churchill avaient «pris leurs ordres auprès de Staline pendant neuf jours» et avaient été contraints de reprendre à leur compte «les slogans d'extermination et de haine» du dirigeant soviétique (VB, 14 février 1945). Elle prétendait que Staline n'avait réservé à ses comparses qu'un rôle mineur à Yalta, affirmation véhiculée par des titres tels que «Roosevelt et Churchill remorqués par les révolutionnaires bolcheviques mondiaux» (VB, 15 février 1945), et que «l'arrêt de mort» de l'Europe avait été signé. L'Allemagne représentait désormais la seule puissance capable de s'opposer à Moscou:

«Alors que la presse anglaise et américaine tente d'effacer l'impression de capitulation absolue de Roosevelt et de Churchill à Yalta, la plupart des observateurs neutres considèrent que les Soviétiques ont remporté une victoire totale et ont fait progresser la révolution bolchevique mondiale de façon décisive. Les plans d'extermination élaborés contre l'Allemagne ont semé le germe de nouvelles guerres; les décrets tyranniques qui règlent le sort de la Pologne et de la Yougoslavie signifient la fin de toutes les petites nations. Il apparaît de plus en plus certain que s'il a été question de l'Allemagne, c'est en réalité de l'Europe qu'il s'agissait, et qu'avec l'éradication du peuple allemand le continent perdra son point d'équilibre et sera assujéti à la tyrannie sans bornes des Bolcheviks» (VB, 16 février 1945).

Les attaques se poursuivirent sur le même registre. Tout en précisant que Yalta était le «produit de cerveaux qui représentaient un danger pour la population», la presse annonçait que la population globale des pays ennemis commençait «à soupçonner qu'on projetait à Yalta un crime dont les conséquences seraient terribles pour l'ensemble de l'humanité» (VB, 17 février 1945). Cette allégation était tout autant le fruit de l'imagination de la propagande nazie que celle lancée dans un autre titre de la presse nationale-socialiste, selon lequel le projet bolchevique de diriger l'Europe faisait partie d'un vieux plan élaboré par les Juifs pour asseoir leur domination sur le monde (*NS-Kurier Stuttgart*, 11 mars 1945). Tous les moyens possibles et imaginables furent employés pour tirer parti de Yalta au profit de la propagande allemande et de ses appels au ralliement.

L'organe nazi le plus réputé, *Das Reich*, évoquait également «le nouvel ordre voulu par Staline» et «la soumission anglo-saxonne»; étonnamment, on y trouve déjà la métaphore du «rideau de fer», dont la paternité allait être attribuée à Churchill en 1946, à l'occasion de son discours de Fulton: «Malgré le voyage de supplication entrepris par Churchill à Moscou, et avant l'élection de Roosevelt, le rideau de fer du *fait accompli* bolchevique s'est abattu sur l'ensemble de l'Europe du Sud-Est.» (Noelle et Neumann, 1956, p. 140)

Les slogans de la propagande nazie continuèrent à influencer l'imagination des Allemands longtemps après l'effondrement de l'Etat nazi. Du fait de leur utilisation au cours de la guerre froide à l'Ouest, les slogans anticommunistes furent particulièrement efficaces et durables, tout en offrant une source de consolation au milieu des ruines

de la défaite. Ces slogans facilitèrent également la soumission aux vainqueurs occidentaux, car ils permirent rapidement de les percevoir comme des protecteurs contre l'Union soviétique stalinienne. En outre, cet étalage d'anticommunisme au grand jour alimenta un mensonge dont la véracité ne fait aujourd'hui encore aucun doute pour bon nombre d'Allemands, à savoir l'illusion que l'Allemagne aurait pu et dû, en s'alliant avec les puissances occidentales, poursuivre immédiatement en 1945 le combat contre l'ennemi bolchevique à l'Est.

L'idée de l'échec des puissances occidentales à Yalta et Potsdam dans leur affrontement avec l'Union soviétique était celle de Goebbels. La propagande allemande et ses successeurs ne voulurent pas reconnaître que les deux conférences n'étaient pas un affrontement, mais des réunions entre partenaires alliés.

Quoi qu'il en soit, un sondage effectué en République fédérale d'Allemagne en septembre 1951 demanda aux personnes interrogées quelle avait été la plus grande erreur des puissances occupantes. 15 % d'entre elles répondirent leur «erreur d'attitude à l'égard des Russes (Yalta, Potsdam)». Il s'agissait de la deuxième réponse la plus fréquemment donnée (après le «démantèlement et la destruction de l'industrie», 21 %) qui devançait de loin le reproche de «l'expulsion des Allemands des territoires de l'Est» (réponse donnée par 3 % des personnes interrogées).

Ce rapport entre la répartition des reproches est également intéressant, dans la mesure où les Allemands étaient assez bien informés sur les expulsions des territoires orientaux, alors que le citoyen moyen savait peu de choses sur les autres questions négociées à Yalta et Potsdam. C'est ce qui ressort d'une autre enquête menée en novembre 1951. Interrogées sur les points majeurs des «accords de Potsdam», 20 % des personnes mentionnèrent la «cession des territoires de l'Est, l'injustice faite aux expulsés». 19 % répondirent la «division de l'Allemagne». La réponse suivante, donnée par 12 % des personnes, évoque «l'asservissement de l'Allemagne, la fin de l'indépendance allemande». Suivaient alors pour 11 % «la démilitarisation, la dénazification, les procès des criminels de guerre» et pour 8 % le démantèlement de l'industrie. 10 % des personnes interrogées ne donnèrent aucune réponse claire et plus de la moitié, c'est-à-dire 55 %, n'avaient pas la moindre idée du contenu des accords de Potsdam (*Mannheimer Morgen*, 29 mai 1953).

La réunification allemande et l'héritage de Yalta et Postdam

A mesure que le temps écoulé depuis l'événement lui-même s'allongeait, la connaissance détaillée des discussions et décisions de Yalta et Potsdam s'amenuisait et la guerre froide fit de «Potsdam» ou de la violation des «accords de Potsdam» une formule susceptible d'être exploitée politiquement et d'être opposée au camp adverse.

L'un des aspects essentiels de la compréhension des Alliés occidentaux fut l'accent mis sur le caractère temporaire des résolutions de Potsdam relatives aux réparations, à la dénazification, la démilitarisation et la démocratisation de l'Allemagne; l'idée que

Potsdam constituerait la première étape vers l'établissement d'une paix qui, préparée par le Conseil des ministres des Affaires étrangères institutionnalisé, culminerait sous la forme d'un traité de paix avec l'Allemagne, représenta un autre aspect des années de l'immédiat après-guerre. L'espoir des Allemands reposait sur ce processus. A cela s'ajoutait au départ l'idée de l'unification des quatre zones d'occupation en un nouvel Etat allemand et l'espoir qu'une partie au moins des territoires perdus de l'Est pourrait être récupérée. Après l'échec de la conférence des ministres des Affaires étrangères de Londres en décembre 1947, la quatrième réunion de ce genre, au cours de laquelle les grandes puissances ne parvinrent pas à trouver un accord sur une politique allemande commune, l'espoir d'une solution de la «question allemande» dans un proche avenir fut presque totalement abandonné.

Dans la mesure où les Allemands de la République fédérale acceptèrent le statu quo, ce qui se traduisit principalement par une intégration occidentale réalisée dans la joie, en marchant dans les pas de la puissance protectrice, les Etats-Unis, et par le tournant en faveur de l'idée d'une Europe unie, et dans la mesure où la division de l'Allemagne et la séparation causée par la guerre froide devinrent une réalité établie, les détails des accords de Potsdam disparurent peu à peu.

L'un des principaux quotidiens régionaux de la République fédérale exposa cette idée au printemps 1953 dans un article intitulé «Que fut au juste Potsdam?». Après avoir décrit l'objet et les résultats de la conférence, il déclare à propos des «accords de Potsdam»:

«Entre-temps, l'histoire les a oubliés. Leurs articles demeurent valable *de facto* pour les seuls Soviétiques, mais uniquement parce qu'ils considèrent qu'ils pourraient servir leurs propres objectifs politiques.» (*Neues Deutschland*, 15 février 1955)

En République démocratique allemande, l'organe officiel du SED et porte-parole du parti et du gouvernement (*Neues Deutschland*) diffusait au contraire la version accréditée à l'Est, selon laquelle les puissances occidentales avaient propagé l'idée du découpage de l'Allemagne à Yalta, puis mis en œuvre cette politique à Potsdam et par la suite:

«Le rejet répété des propositions soviétiques de création d'organes administratifs centraux, la réforme monétaire séparée [et] la création d'un Etat allemand de l'Ouest distinct représentent les maillons d'une même chaîne, destinée à diviser l'Allemagne, ce qui sera bientôt parachevé grâce aux pactes de guerre de Paris, qui créent une armée ouest-allemande de mercenaires de l'OTAN. [...] A l'inverse, ces dix dernières années, la politique soviétique à l'égard de l'Allemagne était guidée par les principes établis à Yalta et ancrés dans les accords de Potsdam. Ces principes, comme le prouve toute l'évolution de la période d'après-guerre, sont conformes aux intérêts du peuple allemand. Alors que la politique des puissances occidentales a cherché à déchirer l'Allemagne et à entraîner le peuple allemand dans une guerre nucléaire fratricide et suicidaire sur le sol allemand, le gouvernement de l'URSS a avancé sans relâche des propositions, en vue de la réunification pacifique de l'Allemagne.» (On trouvera des extraits, par exemple, dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* des 23 et 30 novembre 1995.)

Les accords passés à Yalta et Potsdam présentèrent peu d'intérêt pour le citoyen moyen de la République fédérale, et sans aucun doute pas davantage pour celui de la RDA, durant la guerre froide et les années d'affrontement politique. Les esprits étaient occupés par les soucis de la vie quotidienne: il fallut tout d'abord reconstruire, puis gagner sa vie. En RDA, l'esprit de Potsdam était invoqué lors des commémorations ou à des occasions similaires et l'on rappelait qu'un retour à l'un des accords de Potsdam permettrait de surmonter la division de l'Allemagne (administration commune de l'ensemble de l'Allemagne). L'Ouest exposait systématiquement sa version des faits, énumérant quand et comment l'Union soviétique avait violé d'autres accords passés à Potsdam et affirmant qu'elle était la seule responsable du statu quo.

Au cours des années 1950 et 1960, la perception occidentale était obnubilée par une question, inlassablement posée et débattue dans les médias, celle de la validité des supposés accords secrets passés à Yalta; une autre question obsédante portait sur la discussion de l'annexion du territoire allemand, fruit de l'ignorance en matière géographique et du désintérêt dont avaient fait preuve les Américains et les Britanniques. Il s'agissait en l'occurrence principalement de Stettin, qui avait été attribuée à la Pologne alors qu'elle était située à l'ouest de l'Oder, de l'opportunité de la cession complète de la Silésie, à laquelle on aurait pu préférer la cession de sa seule partie orientale, et de la question de savoir si le choix de la Neisse occidentale de Görlitz pour le tracé de la frontière avait été prévu dès le départ ou s'il ne devait pas s'agir de la Neisse orientale. Il y eut d'âpres discussions intellectuelles et théoriques sur la persistance de la validité des frontières de 1937 au regard du droit international; il s'agissait de déterminer si les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse étaient effectivement irrémédiablement perdus pour l'Allemagne. L'obstination avec laquelle le tracé des frontières de 1937 était propagé et argumenté dans les manuels scolaires jusque dans les années 1970 et le sérieux, doublé d'étroitesse d'esprit, avec lequel on débattit de la carte météorologique à la télévision ouest-allemande (les territoires à l'est de l'Oder devaient-ils figurer sur la carte comme faisant partie de l'Allemagne) ne changèrent rien au fait que les Allemands n'accordaient tout simplement pas grand intérêt à ces pratiques de la guerre froide.

Les décisions territoriales prises à Potsdam et leurs conséquences perdurèrent dans la mémoire collective des Allemands d'une autre manière, alors même qu'elles n'étaient pas associées à la conférence de Potsdam. Elles restèrent plus présentes que les dispositions économiques et sociales (démilitarisation et démocratisation), car elles affectaient directement l'existence d'un grand nombre de personnes (Timmermann, 1997).

Lors de la conférence de Potsdam à l'été 1945, les trois grandes puissances avaient établies ce qui avait été décidé longtemps auparavant: l'expulsion des minorités allemandes de Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie. D'après les allégations de Staline à Potsdam, les territoires d'Allemagne orientale qui devaient être cédés à la Pologne et ceux que l'armée rouge avait déjà placés sous l'autorité administrative du gouvernement provisoire polonais avaient été désertés. L'ensemble de la population allemande avait fui. Grâce à cette affirmation, Staline rassura ses partenaires présents

à la conférence, si tant est qu'ils étaient inquiets, sur le sort des civils allemands face à la perspective de leur «transport ordonné et adéquat» hors de Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie. Il devait être procédé à l'expulsion en faisant preuve d'humanité. En décembre 1944, dans un discours prononcé devant la Chambre des communes, Churchill qualifia cette expulsion de «moyen le plus satisfaisant et le plus durable» pour établir la paix:

«Il n'y aura aucun de ces mélanges de populations qui donnent naissance à des conflits interminables, comme ce fut le cas en Alsace-Lorraine. Ces questions seront réglées.»
(Churchill, 1974, pp. 7213-7214)

Le terme de la «purification ethnique» n'existait pas encore, mais c'est bien de cela dont il s'agissait.

Un immense flux de réfugiés se déversa, à la fin de la guerre et dans la période qui suivit, dans une Allemagne rétrécie, dévastée et divisée en quatre zones d'occupation. Fin octobre 1946, on comptait plus de 9,6 millions d'expulsés. Lors du recensement effectué en septembre 1950, leur nombre avait augmenté de 2 millions; ce furent au total plus de 16 millions de personnes qui, après avoir été contraintes de fuir et de subir le sort des expulsés, avaient obtenu le droit d'élire domicile en République fédérale d'Allemagne et en RDA. Elles furent tout d'abord considérées comme des étrangers, une source de nuisances, de pauvres gens indésirables, aux coutumes et aux vêtements insolites. Les populations locales leur firent comprendre qu'ils étaient des étrangers. Mais très vite, l'intégration des réfugiés et des expulsés fut une réalité. Ce fut peut-être là le vrai miracle de l'Allemagne post-hitlérienne.

La perte d'importance des groupes de pression et du parti des réfugiés, le «Bloc des expulsés et des personnes privées de leurs droits», donne une indication de la rapidité et de la globalité de l'intégration des expulsés dans leur nouvelle patrie. Le parti des réfugiés, qui fut dans la première moitié des années 1950 un partenaire de coalition populaire et obtint des succès électoraux notables, tant à l'échelon fédéral que dans les Länder, disparut totalement de la scène politique au début des années 1970. Comme il avait toujours été un parti représentant les intérêts d'un groupe étroitement défini, sa disparition fut un signe que l'identité collective de ses électeurs ne subsistait plus et que les expulsés étaient désormais installés dans leur nouvelle patrie.

Une telle situation n'était pas imaginable en août 1950, lorsque les orateurs de la Landsmannschaft (une association sociale et culturelle) et les responsables des associations d'expulsés, «conscients de leur responsabilité devant Dieu et les hommes», formulèrent la «Charte des réfugiés d'ethnie allemande». Lors du rassemblement de Stuttgart, où la charte fut présentée dans un renoncement solennel à tout esprit de revanche et de châtement, on proclama le «droit à une patrie, qui constitue l'un des droits fondamentaux du genre humain, qui nous a été accordé par Dieu». Cette formulation fut perçue, surtout en Pologne et en Tchécoslovaquie, comme l'expression d'un désir de revanche et les expulsés ouest-allemands du monde politique veillèrent à ce que les malentendus prennent racine. Cette attitude fut particulièrement évidente dans la résistance farouche qu'ils opposèrent à l'*Ostpolitik*

des sociaux-libéraux au début des années 1970 et au cours d'un rassemblement des expulsés de Silésie en 1985, dont le slogan affirmait «La Silésie reste nôtre!». Ces propos malheureux tenus à l'Ouest furent toujours accueillis avec gratitude en RDA; après tout, les rassemblements annuels organisés par la Landsmannschaft à Whitsun, qualifiés de «rassemblements de revanchards», confortaient la perception officielle qu'avait d'elle-même cette meilleure Allemagne, qui avait bien retenu ses leçons antifascistes, tandis que la République fédérale était perçue comme tout juste bonne à attendre le jour de sa revanche.

L'intégration réalisée en RDA fut égale en tous points aux efforts déployés et aux résultats atteints par la République fédérale. Certes, sa façon de régler le problème consista à en faire un tabou, puisqu'elle ne parla fondamentalement et exclusivement que de simples «personnes réinstallées» et que les rassemblements d'expulsés n'étaient pas même autorisés.

Conclusions

On peut voir ainsi que les Allemands acceptèrent le statut territorial et ethnique défini à Potsdam en 1945. Seule une minorité de sympathisants d'extrême droite, et en aucun cas une majorité d'Allemands, rêva des frontières de l'Allemagne de 1937, mais elle n'eut aucune influence ni poids politique. Le remous occasionnel des associations d'expulsés et de leurs responsables politiques, tels que celui que provoqua le slogan «La Silésie reste nôtre!» en 1985, ne constitua pas le signe d'un espoir et d'un désir largement partagés d'une révision territoriale des accords de Potsdam.

Lors du 50^e anniversaire de la conférence de Potsdam, un article majeur fut publié dans le quotidien le plus lu de la presse respectable en Allemagne. Cet article s'intitulait «Histoire d'une humiliation salutaire. Il y a cinquante ans, les Alliés décidaient du sort des Allemands à Potsdam». En conclusion, j'aimerais citer les dernières phrases de cet article, car elles donnent une indication précise de l'état d'esprit dominant de la majorité des Allemands. Voilà cinq ans que la réunification entre la RDA et la République fédérale a eu lieu, une unification redoutée par tant de monde:

«Hormis les résultats concrets de la conférence de Potsdam, qui furent divers et, pour partie, guère durables, il reste à noter que, jamais au cours de l'histoire moderne, des puissances vaincues de cette stature n'avaient été aussi humiliées que l'Allemagne et le Japon en 1945. Mais c'est précisément cette humiliation qui s'est révélée salutaire pour les deux pays. Telle est l'impression inéluctable qui se dégage un demi-siècle plus tard.» (*Süddeutsche Zeitung*, 29 et 30 juillet 1995)

Sélection bibliographique

Benz, Wolfgang, *Potsdam 1945: Besatzungsherrschaft und Neuaufbau im Vier-Zonen-Deutschland*, Munich, 1994.

Churchill, Winston S., *His complete speeches, 1897-1963*, vol. VII, Chelsea House Publishers, Londres, 1974, pp. 7213-7214.

Dülffer, Jost, *Jalta. 4. Februar 1945: Der Zweite Weltkrieg und die Entstehung der bipolaren Welt*, Munich, 1998.

Graml, Hermann, *Die Alliierten und die Teilung Deutschlands: Konflikte und Entscheidungen, 1941-1948*, Francfort, 1985.

Jacobsen, Hans-Adolf, *Der Weg zur Teilung der Welt: Politik und Strategie*, Coblenz, Bonn, 1977.

Laloy, Jean, *Wie Stalin Europa spaltete: Die Wahrheit über Jalta*, Vienne et Darmstadt, 1990.

Mastny, Vojtech et Schmidt, Gustav, *Konfrontationsmuster des Kalten Krieges, 1946-1956*, Munich, 2003.

Noelle, Elisabeth et Neumann, Erich Peter (éd.), *Jahrbuch der öffentlichen Meinung, 1947-1955*, Institut für Demoskopie, Allensbach, 1956.

Ressing, Gerd, *Versagte der Westen in Jalta und Potsdam? Ein dokumentierter Wegweiser durch die alliierten Kriegskonferenzen*, Francfort, 1970.

Smyser, William R., *From Yalta to Berlin: The Cold War struggle over Germany*, Macmillan, Basingstoke, 1999.

Stöver, Bernd, *Der Kalte Krieg*, C. H. Beck Verlag, Munich, 2003.

Timmermann, Heiner (éd.), *Potsdam 1945: Konzept, Taktik, Irrtum?*, Berlin, 1997.

Wolfrum, Edgar, «Französische Besatzungspolitik», in Benz, Wolfgang (éd.), *Deutschland unter alliierter Besatzung, 1945-1949/55*, Akad. Verlag, Berlin, 1999, pp. 60-72.

Chapitre 27

Une vision ukrainienne

Mikhailo Kyrsenko

La conférence de Yalta échoua dans son ambition d'établir un dispositif de paix et de sécurité fiable à cause de la profonde méfiance qui régnait entre l'Ouest et les Soviétiques. La course aux armements et la chasse aux sorcières idéologique de la guerre froide mirent un terme à ces nobles principes et promesses. Yalta mérite néanmoins d'être analysé dans un contexte moderne. Aussi examinerons-nous ses principaux aspects mondiaux, régionaux, nationaux, locaux, étrangers et intérieurs.

Du point de vue du monde bipolaire, de l'affrontement et de l'équilibre de la puissance militaire, ce fut une vague tentative de partage de l'Europe en sphères d'influence impérialistes. Qu'on se souvienne de l'échange malheureux de propositions entre Churchill et Staline au sujet du pourcentage comparatif des influences respectives en Albanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie. Un accord fondé sur la parole d'honneur d'un criminel ne pouvait être un instrument fiable.

Les partis agraires, libéraux, sociaux-démocrates et autres partis modérés étaient apparemment représentés dans les gouvernements d'Europe centrale et des Balkans. Seuls les partis conservateurs et cléricaux de droite en étaient exclus. Les communistes participèrent également aux gouvernements d'Italie, de France et d'autres pays européens. Ils y perdirent les élections et rejoignirent l'opposition démocratique. La situation fut différente à l'Est.

Les démocraties éphémères terminèrent leur brève existence dans une brutale usurpation du pouvoir par les communistes. La répression s'abattit sur la résistance armée en Ukraine et dans les pays Baltes, ainsi que sur les soulèvements spontanés apparus en Allemagne, Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie. Les rêves des dissidents d'un «socialisme à visage humain» se révélèrent n'être qu'une illusion. Le bonheur des individus était impossible dans une Europe divisée, dont le mur de Berlin représentait le symbole visible.

La politique est l'art du possible. Pourtant, le prix payé par l'Ouest en échange d'une prospérité incertaine paraît élevé. A la détente relative de l'Union soviétique et de ses satellites fantoches, succéda l'immobilisme post-totalitaire. L'opinion publique désespérée assista à l'indifférence égoïste des grandes puissances. L'esprit de Yalta rendit cette situation possible. Il est peu probable qu'il ait sauvé la paix, bien que l'Histoire ignore le conditionnel.

L'indépendance nationale n'est qu'un slogan accrocheur dans notre monde interdépendant. La question est de savoir si l'on dispose d'une véritable souveraineté, d'une possibilité de définir en conscience et librement les priorités, formes, mesures et durée optimales de sa dépendance volontaire à tout instant. Il est difficile de parler réellement d'Etat lorsque l'on évoque les républiques socialistes d'Europe centrale et orientale, tant au sein qu'à l'extérieur d'une Union soviétique fortement centralisée.

A cette époque, l'Ukraine n'existait pas en tant que sujet souverain de droit international. Sous le régime totalitaire, le pays perdit au moins un tiers de sa population par suite des persécutions et d'une famine délibérément organisée. Personne n'avait la moindre illusion au sujet du statut de membre des Nations Unies accordé à l'Ukraine. Le pays ne possédait pas même les attributs officiels de son identité nationale, tels qu'emblèmes, drapeau et hymnes nationaux. Les couleurs nationales, qualifiées de «nationalistes bourgeoises» étaient interdites.

Les nationalistes polonais conservèrent peut-être le souvenir le plus douloureux de Yalta. Il représentait pour eux un «quatrième partage» de leur mère patrie. Ce nombre est d'ailleurs erroné, puisqu'il ne tient pas compte de toutes les répartitions territoriales survenues au début du XIX^e siècle. Mais il s'agissait indubitablement d'un acte de violence perpétré à l'encontre de la légalité de l'Union polono-lituanienne de 1569-1795 et de la deuxième République de 1918-1939. Le contexte ukrainien eut ici une importance cruciale.

Pour un Polonais, la frontière orientale tracée à Yalta était totalement artificielle, puisqu'elle séparait du pays les villes de Vilnius, Grodna et Lviv (en polonais Wilnia, Grodno et Lwów). La ferveur patriotique réclamait leur retour. Il n'y eut toutefois aucun désir de renoncer à la frontière germano-polonaise établie sur la ligne Oder-Neisse (en polonais Odra-Nysa) à Yalta. Sa révision aurait pu compromettre la nouvelle acquisition de Gdańsk, Shszecin et Wrocław (en allemand Danzig, Stettin et Breslau).

Pour un Ukrainien, le tracé arbitraire de la frontière avec la Pologne était tout aussi insupportable, puisqu'il privait l'Ukraine de Peremyshl et Kholm, ainsi que de Lemko et d'autres régions encore. Ce que l'on a appelé l'échange de population de part et d'autre de la frontière fut en vérité une déportation forcée. Les accusations de massacres à Volhynia et ailleurs accentuèrent les tensions interethniques provoquées par Moscou entre Kiev et Varsovie.

Cette situation facilita l'étranglement, par les forces de la sécurité nationale communiste, de la guérilla menée par l'armée polonaise de l'intérieur (*Armija Krajow* – AK) et par l'armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Sous le régime totalitaire, les membres de l'AK furent persécutés en Pologne comme de vulgaires bandits, bien qu'ils aient été aujourd'hui reconnus comme des combattants. Leurs homologues ukrainiens doivent encore parvenir à prouver que leur combat contre les nazis et les soviétiques était une lutte de libération nationale.

Aujourd'hui encore, quelques groupes marginaux financés par l'étranger se livrent parfois à des provocations. Néanmoins, tant sur le plan officiel que d'un point de vue intellectuel, l'Ukraine ne connaît aucun différend territorial avec la Pologne ou l'un de ses pays frontaliers. Tous les Etats d'Europe centrale et les pays Baltes ont adhéré à l'Alliance de l'Atlantique Nord et sont désormais sur le point d'adhérer à l'Union européenne. L'Ukraine ne cesse de déclarer qu'il s'agit là de son objectif stratégique ultime.

La conférence de Yalta a sans aucun doute représenté une grande avancée dans la consolidation des forces alliées en vue de la victoire sur leur ennemi commun, les nazis. Les avis divergent sur le caractère positif du rôle joué par Yalta pour l'avenir de l'Europe. Cette divergence transparait dans la terminologie. Les communistes partisans d'une ligne dure glorifiaient la «Grande guerre patriotique». Il est vrai qu'il s'agit pour l'Union soviétique de la seule guerre défensive de son histoire. La Russie impériale ne connut, elle aussi, qu'une seule guerre patriotique, celle menée contre Napoléon I^{er}. Le reste de ses campagnes militaires furent des campagnes d'agression, légèrement parées d'une démagogie messianique. Le monde considère le conflit germano-soviétique comme un chapitre de la seconde guerre mondiale. Mais contrairement à l'Ouest, les Ukrainiens et les autres pays d'Europe centrale et orientale libérés des nazis durent subir un autre totalitarisme, qui fit des millions de victimes.

L'Ouest ne prêta guère d'attention à la manifestation symbolique de l'épouvantable surréalisme totalitaire que représentait la tenue de la conférence de Yalta dans un désert. La Crimée était en effet vide après la récente déportation forcée des Tatars et des autres petits peuples de la région. La frontière administrative séparait la péninsule de sa patrie naturelle, l'Ukraine. Elle semblait et était d'ailleurs pratiquement un pays où il avait été fait table rase de son passé, plus encore que dans le reste de l'Europe de l'après-guerre. L'Ukraine était ainsi en apparence présente, mais *de facto* absente des nations victorieuses de l'après-guerre. Autre coïncidence, nous commémorons l'anniversaire de Yalta en un lieu qui, il y a dix ans à peine, aurait pu devenir le point de départ d'un conflit sanguinaire dans l'espace postsoviétique, ce qu'il ne fut heureusement pas. A la veille de l'effondrement soviétique, les ultraconservateurs du régime firent tout leur possible pour repousser, voire inverser, la désintégration finale. Afin d'empêcher la dérive progressive des républiques de l'Union soviétique vers leur souveraineté, Moscou soutint les séparatismes locaux qui existaient au sein de ces républiques. Le Caucase, les Etats Baltes, la Moldavie et l'Ukraine en fournissent de nombreux exemples. Les anciens fonctionnaires rétablirent l'autonomie de la Crimée en tenant les populations locales aussi éloignées que possible de ces affaires.

Nous assistons encore parfois à des tentatives de provocation de tensions ou de conflits interethniques dans ou autour de la flotte russe de la mer Noire, basée à Sébastopol, à proximité de la marine ukrainienne. Certaines autorités locales dénie aux Tatars d'Ukraine et de Crimée une infrastructure identitaire dans leur propre patrie.

L'ensemble du patrimoine présent sur le sol d'un pays fait partie de sa mémoire officielle. Les cités-Etats grecques de l'Antiquité et leurs tribus voisines, les communautés italiennes, arméniennes et juives de l'époque médiévale, ainsi que le khanat tatar constituent autant de chapitres de l'histoire ukrainienne. Kiev n'en a jamais fait la conquête. La Crimée majoritairement russophone est une part inaliénable de l'Ukraine, tandis que la région limitrophe ukrainophone du Kouban appartient à la Russie.

Les nations modernes se définissent par un patriotisme fondé sur le droit du sol et un patriotisme fondé sur le droit du sang. Les Nord-Américains anglophones ne se considèrent pas comme des sujets britanniques. La loyauté politique ne va pas toujours de pair avec la langue maternelle. Les Ukrainiens, comme les autres Européens, devraient parler au moins leur langue nationale, un dialecte ethnique minoritaire ou local (par exemple le russe) et l'anglais, afin de disposer d'un moyen de communication international.

Au moment où les trois Grands discutaient et décidaient de l'avenir de l'Europe centrale et orientale à Yalta, les nations de la région avaient déjà connu diverses expériences à des époques antérieures. Les Polonais, Tchèques, Estoniens, Lettons et Litvaniens gardaient en mémoire l'évolution féconde, qui ne fut pourtant pas sans nuages, qu'ils avaient connue durant l'entre-deux-guerres. La renaissance ukrainienne avait été interrompue et l'élite intellectuelle et le potentiel humain avaient terriblement souffert pendant et après la grande terreur. Il n'est pas étonnant que le rétablissement de ce pays soit si lent. La politique menée par l'Ukraine manque souvent, et de façon prévisible, de cohérence pour lutter contre la corruption et réformer la société. Par ailleurs, la nation n'a pas d'autre alternative que sa réintégration au sein de la famille européenne ou le suicide.

Yalta proposait deux options. La première a mené à une impasse. Selon une plaisanterie amère, le communisme est le chemin le plus long pour aller du capitalisme au capitalisme. L'autre option a abouti à l'intégration européenne, fondée sur des principes aussi universellement admis que l'égalité des citoyens, le pluralisme politique, la propriété privée, les gouvernements électifs, la liberté démocratique et les droits de l'homme. L'équilibre des pouvoirs a été remplacé par le consensus en faveur des intérêts communs.

La diplomatie du XIX^e siècle a inventé le concert des six grandes nations européennes: l'Autriche-Hongrie, la France, l'Italie, ainsi que les empires britannique, allemand et russe. Sans véritables règles claires et réalistes, les Nations Unies ne seraient pas plus capables aujourd'hui de prévenir les conflits destructeurs et de sauver la paix que ne l'était autrefois la Société des Nations. Le temps des empires a disparu à jamais. L'Europe est désormais composée d'Etats-nations. Aucun d'eux ne désire ardemment renoncer à sa souveraineté. Tous sont prêts à abandonner certaines de leurs prérogatives au profit d'organes communs de coordination, en vue de renforcer leur sécurité. Yalta et Potsdam symbolisent une Europe divisée en camps militants par la frontière invisible de l'affrontement idéologique et politique. Maastricht et Schengen

symbolisent désormais l'Europe intégrée grâce à une tradition, une prospérité et une stabilité communes.

Le territoire ukrainien a fait partie de la civilisation byzantine, des principautés féodales slaves, du grand-duché de Lituanie, des royaumes hongrois et polonais, des empires ottoman et russe, ainsi que de l'Autriche-Hongrie et des Etats qui lui ont succédé, tels que la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Orthodoxe, mais également catholique et protestante, l'Ukraine a partagé les valeurs intellectuelles de la Renaissance, du baroque, du classicisme, du romantisme et d'autres phénomènes encore.

Républicains et royalistes se sont succédé à de nombreuses reprises en Europe. Mais l'Histoire ne contient aucun exemple de restauration d'un empire multinational. Il convient simplement de persuader la Russie de ne pas soutenir les orientations dangereuses. La Grande Muraille de Chine et le limes romain se sont révélés incapables de contenir les invasions barbares. Edifier un nouveau rideau de fer, cette fois entre la Pologne et l'Ukraine, ne serait pas la meilleure des solutions pour l'Europe.

L'éventuelle pacification ou participation de la Russie n'est réalisable qu'à la condition que l'Ukraine conserve son indépendance vis-à-vis d'elle et demeure un Etat européen. Kiev doit aujourd'hui choisir entre une misère fatale et une liberté responsable, faite d'efforts. Il appartient également à l'Occident de décider s'il souhaite accueillir à l'avenir l'Ukraine ou l'abandonner définitivement par une trahison comparable à celle de Yalta, avec les risques imprévisibles que comporterait cette solution.

L'Europe poursuit à présent sa mutation progressive, des empires archaïques aux nations, puis des nations à un réseau de régions autonomes. Cette consolidation et le renforcement des opportunités grâce à la diversité culturelle ne sont possibles qu'au sein de cet espace économique unifié et tourné vers l'Ouest. Le potentiel dont dispose l'Ukraine, qui est non seulement un Etat méditerranéen, mais encore le plus grand pays d'Europe centrale et orientale, apporterait énormément à cette constellation d'Etats, pour leur intérêt et leur progrès communs. L'Ukraine n'est ni la sœur jumelle de la Russie, ni un pont jeté entre l'Asie et l'Europe. Son retard est provisoire, tandis que sa position géopolitique et ses intérêts stratégiques sont permanents. Rien ne se fera d'un simple coup de baguette magique, mais ce serait une grave erreur de repousser l'Ukraine.

PARTIE V

1989

dans l'histoire européenne

Introduction à l'année 1989

Au début de l'année 1989, rares auraient été les observateurs spécialisés à prévoir les changements cruciaux qui allaient se produire cette année-là dans l'Union soviétique et en Europe centrale et orientale. A l'automne 1987, des manifestations massives se déroulent dans les Etats baltes. Un an plus tard, l'Estonie s'autoproclame république autonome souveraine. En Pologne, pendant l'été 1988, la direction du Parti communiste polonais accorde un statut juridique aux groupes de l'opposition, parmi lesquels le syndicat indépendant Solidarność. Des élections sont organisées et le parti communiste enregistre de piètres résultats. Le général Jaruzelski n'étant pas parvenu à former un gouvernement de coalition, il demande au rédacteur en chef du journal de Solidarność, Tadeusz Mazowiecki, de constituer le premier gouvernement de l'Europe centrale et orientale depuis la fin des années 1940 qui ne soit pas sous contrôle communiste.

Au mois de septembre, la Hongrie ouvre ses frontières à l'Autriche pour attirer l'attention internationale sur la situation très difficile que vit la minorité hongroise de Roumanie. Des milliers d'Allemands de l'Est profitent de cette occasion pour fuir à l'Ouest. Alors que de nombreux «touristes» est-allemands se dirigent vers l'Allemagne de l'Ouest via l'Autriche, d'autres assiègent les ambassades de l'Allemagne de l'Ouest à Varsovie et à Prague, exigeant des visas de sortie. Dresde et Leipzig sont aussi le théâtre d'émeutes et de manifestations. Lorsque, le 9 novembre, Egon Krenz, secrétaire général du Parti communiste de la RDA, semble avoir ordonné d'ouvrir les points de passage du mur de Berlin, les Allemands de l'Est commencent à passer en masse de l'autre côté. Les jours suivants, la population entreprend la démolition du Mur sans que les gardes-frontières n'opposent aucune résistance.

Les événements de Berlin servent de détonateur à d'autres changements ailleurs en Europe orientale. En Bulgarie, le régime communiste quitte le pouvoir le lendemain de la chute du mur de Berlin. En Tchécoslovaquie, le gouvernement communiste tente d'introduire des réformes et un gouvernement composé de quelques membres non communistes est formé en décembre 1989; mais l'opposition ne l'accepte pas et il est remplacé par un nouveau gouvernement non communiste. Ces changements se déroulent dans un contexte étonnamment calme. Des brutalités policières sont commises en Tchécoslovaquie et en RDA, mais seule la Roumanie est pendant une longue période le théâtre de combats de rue. Les événements sanglants qui allaient conduire à la désintégration de l'ex-Yougoslavie restaient encore à venir.

Personne n'aurait pu prédire au début de l'année 1989 l'effet domino qui a suivi la première brèche ouverte dans le rideau de fer. La chute de chaque régime a apparemment sapé la légitimité, la crédibilité et la stabilité de tous les autres. En outre, la population, qui tous les jours constate l'ampleur des manifestations sur son écran de télévision, se

rend compte que bien souvent la réponse de l'Etat n'est pas d'une extrême violence. Elément tout aussi important, le chef soviétique Mikhaïl Gorbatchev lève clairement toute menace d'intervention militaire de l'Union soviétique. Paradoxalement, cette décision est prise pour que Moscou puisse se consacrer à la survie du communisme dans l'Union soviétique. Pourtant, moins de deux ans plus tard, Gorbatchev n'aura pas été en mesure d'empêcher la fragmentation de l'Union soviétique elle-même.

Chapitre 28

1989: rétrospectivement, l'année des miracles

Jussi Hanhimäki

1989 a été qualifiée d'année des miracles; ce fut en effet l'année au cours de laquelle un ordre ancien fut balayé et où fut érigé un nouveau système international, ou tout au moins européen. Une année qui vit les gouvernements totalitaires s'effondrer les uns après les autres, contre toute attente, au mépris des prévisions des observateurs bien informés, qu'ils soient journalistes, responsables politiques, historiens ou autres. Cette année-là, la Pologne, la Hongrie et les autres pays dits du bloc soviétique redevinrent subitement «libres», ce qui scella, rétrospectivement au moins, le caractère pratiquement inévitable de l'ultime dissolution de l'Union soviétique.

A la vérité, 1989 fut également marquée par une certaine appréhension. Car après quatre décennies de guerre froide, il paraissait quasiment impossible que l'un des éléments constitutifs de l'ordre international, l'Union soviétique et son hégémonie sur l'Europe centrale et orientale, pût prendre fin sans combats. Tout au long de la spectaculaire succession des événements – l'introduction du multipartisme en Hongrie, la légalisation en Pologne du mouvement Solidarność, la chute du mur de Berlin, l'exécution du dictateur roumain Nicolae Ceaușescu – l'incrédulité à l'égard de la réalité de la situation se doubla de l'inquiétude que ne lui succédât, à un moment ou un autre, une réaction brutale. De fait, plusieurs observateurs apparemment bien informés avertissaient que «les tanks ne tarderaient pas à entrer en action» pour réprimer les manifestations en Europe centrale et orientale (la Roumanie connut fin 1989 une période de violents combats qui occasionna plusieurs milliers de morts et de blessés); la Chine avait par ailleurs donné l'exemple d'une brutale suppression du mouvement démocratique au cours de l'été 1989. Certaines de ces appréhensions perdurèrent d'ailleurs jusqu'à l'éclatement final de l'Union soviétique à la fin de l'année 1991.

Et pourtant, comme nous le savons aujourd'hui, ce qui semblait impossible se produisit en 1989: un grand nombre de pays d'Europe centrale et orientale «se libérèrent» du joug que faisait peser sur eux depuis des dizaines d'années une puissance hégémonique extérieure et entreprirent d'instaurer (bien qu'à un rythme variable) un régime démocratique à l'intérieur de leurs propres frontières. La question sur laquelle le présent chapitre entend se pencher est simple. Pourquoi? Pourquoi le système communiste s'est-il effondré en Europe centrale et orientale en 1989?

Une mise en garde s'impose. La position de l'historien est assez heureuse: il tente de donner un sens à des événements qui ont déjà eu lieu, mais il lui est rarement demandé de porter un jugement sur le prochain bouleversement que l'histoire nous réserve ou d'élaborer des théories sur ce que sera la monde d'ici dix ans. Cette situation est certes un luxe, mais elle est aussi un piège dans lequel il est facile de tomber, car l'histoire ne ressemble guère à une locomotive irrésistiblement lancée sur une trajectoire qui la conduirait à une destination préétablie. Son cours dépend d'un événement fortuit, et plus précisément de l'action des individus. Aussi convient-il de souligner un point essentiel au sujet des révolutions de 1989: ces changements radicaux n'étaient pas, au départ, inévitables.

Pourtant, lorsqu'il s'agit de donner un sens au passé, tâche essentielle de l'historien, on ne peut échapper à la tentation de structurer le contexte dans lequel s'inscrit cet imprévisible récit. Car de grandes mutations avaient créé les conditions qui amenèrent les populations aux choix qu'elles firent en 1989.

Aussi, après un bref survol des événements marquants de l'année 1989, le présent essai se concentrera sur deux évolutions centrales et générales. Tout d'abord, celle que connut la guerre froide au cours des années 1980, au point d'en devenir méconnaissable; elle fut due en grande partie aux changements survenus en Union soviétique, mais également aux autres évolutions de la scène mondiale, qui atténuèrent considérablement l'emprise dominante de la guerre froide sur les relations internationales. En second lieu, à mesure que le contexte mondial se transformait, l'Europe dans son ensemble commença à changer au point de rendre la division de l'Europe moins acceptable, voire totalement impossible.

Ce chapitre s'achèvera par une mise en relief de la dimension humaine de l'année 1989. Car, en définitive, alors que la conjoncture et les structures peuvent offrir un cadre propice à l'action, les individus demeurent confrontés à un choix ou à un éventail de choix. Le fait le plus remarquable de 1989 est peut-être qu'un si grand nombre de personnes, venues d'horizons si divers, et dans tant de pays, choisirent d'emprunter des voies qui modifièrent radicalement le cours de l'histoire européenne contemporaine.

Les révolutions de 1989

Les révolutions débutèrent dans deux pays qui avaient affirmé une volonté d'indépendance dès les décennies précédentes: la Hongrie et la Pologne.

En Pologne, le mouvement *Solidarność* conduit par Lech Walesa, qui avait été déclaré illégal au moment de l'application de la loi martiale près de dix ans plus tôt, entama des pourparlers avec les membres du gouvernement polonais au début du mois de février 1989. *Solidarność* fut à nouveau légalisée le 7 avril. Peu de temps après, l'Eglise catholique romaine se vit accorder une personnalité juridique à part entière, tandis que, à l'inverse, le traditionnel défilé du 1^{er} mai fut annulé à Varsovie. En juin, *Solidarność* remporta le chiffre incroyable de 99 % des sièges librement élus, soit

35 % de ceux de la chambre basse (le Sejm) et la totalité de ceux de la chambre haute. Bien que le général Wojciech Jaruzelski demeurât président (pour une année encore), le nouveau gouvernement constitué en août fut dirigé par le militant de Solidarność et journaliste Tadeusz Mazowiecki. La Pologne eut ainsi la fierté de posséder le premier gouvernement non communiste d'Europe orientale depuis le coup d'Etat organisé en Tchécoslovaquie en 1948. A la fin de l'année, le parlement polonais avait adopté une nouvelle Constitution qui mettait effectivement un terme à l'histoire du régime socialiste en Pologne.

Tout comme en Pologne, le démantèlement de l'Etat socialiste se produisit rapidement et relativement en douceur en Hongrie. Bien que la contestation populaire y eût joué un rôle important, le Parti communiste hongrois facilita cette évolution en légiférant lui-même en faveur de sa disparition. Fin 1988 et début 1989, le parlement hongrois adopta de nouvelles lois qui garantissaient la liberté de réunion et d'association. En janvier 1989, le parti annonça la constitution prochaine d'une commission d'enquête sur la répression du soulèvement de 1956, lequel était autrefois uniquement qualifié d'odieux acte contre-révolutionnaire. En février, le multipartisme fut officiellement réintroduit. Dans les mois qui suivirent se succédèrent la dénonciation du long régime de Janos Kadar, la dissolution de l'Organisation des Jeunesses communistes et les pourparlers avec l'opposition. Le 16 juin, 300 000 Hongrois assistèrent aux funérailles d'Imre Nagy et de quatre autres victimes de l'ère Kadar, désormais réhabilités et inhumés en qualité de héros nationaux. Un observateur anglais releva cependant que cet événement, loin de se limiter à l'enterrement de Nagy, représentait en réalité «les funérailles de Janos Kadar». Ce dernier rendit symboliquement l'âme trois semaines plus tard (le 6 juillet 1989). Le 23 octobre, trente-trois ans après la marche historique des étudiants vers la statue de Staline à Budapest, qui avait marqué la fin d'une répression sanguinaire, la République populaire de Hongrie devint simplement la République de Hongrie.

Les Hongrois avaient également contribué à précipiter la dissolution du bloc soviétique. Le 3 août, le gouvernement hongrois annonça qu'il offrirait l'asile politique aux citoyens d'Allemagne de l'Est. Des milliers d'entre eux affluèrent. Le 10 septembre, le gouvernement de Budapest décida d'ouvrir sa frontière avec l'Autriche et, le jour suivant – le 11 septembre, ce jour entre tous – il entreprit de démonter les clôtures de barbelés. Durant cette première journée de démolition matérielle du rideau de fer, 125 000 Allemands de l'Est environ se rendirent en Autriche.

Compte tenu des innombrables défections de ses citoyens, les jours de la République démocratique allemande (RDA) étaient désormais comptés. Au début du mois d'octobre, le 40^e anniversaire de la création de la RDA fut marqué par les «Gorbi, Gorbi» que scanda la foule lorsque le chef du parti, Erich Honecker, qui se tenait aux côtés du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev, tenta de s'adresser à elle à Berlin. Dix jours plus tard, Honecker était tombé; en l'espace d'un mois, en novembre 1989, le mur de Berlin, le symbole le plus fort et le plus notoire de la division de l'Allemagne et de l'Europe au cours de la guerre froide, s'ouvrit et finit par s'effondrer. Un an

après, le 3 octobre 1990, ce qui paraissait autrefois impensable eut lieu: l'Allemagne fut non seulement réunifiée, mais demeura qui plus est membre de l'OTAN.

En Tchécoslovaquie, l'année 1989 avait débuté de façon inquiétante par l'arrestation de 14 militants éminents de la Charte 77. Mais lorsqu'au mois de mai ces derniers, parmi lesquels figurait Václav Havel, furent libérés, il apparut clairement que la répression s'atténuait. En août, la police intervint à peine lors des manifestations commémorant l'invasion de 1968 par les forces du pacte de Varsovie. Les négociations entre le régime de Jakes et les groupes d'opposition (le Forum civique tchèque et son équivalent slovaque le Public contre la violence) furent engagées en novembre. Après plusieurs remaniements ministériels au cours du mois suivant, la révolution de velours de la Tchécoslovaquie atteignit finalement son apogée fin décembre, avec l'élection de Václav Havel à la présidence du pays. Alexander Dubček, chef des socialistes réformateurs écrasés en 1968, devint président de l'Assemblée fédérale. D'importantes réformes constitutionnelles suivirent au début de l'année 1990, alors que la Tchécoslovaquie devint la République fédérative tchèque et slovaque (et se scinda finalement en deux Etats).

Quelques jours avant l'élection de Havel, la Roumanie avait connu le point culminant de sa propre révolution de 1989, laquelle fut beaucoup plus violente. Le jour de Noël, Nicolae Ceaușescu et sa femme Elena furent exécutés après une parodie de procès. Le dictateur, au pouvoir depuis fort longtemps, avait tenté sans succès de le conserver et de réprimer l'opposition croissante. Cette répression ne déclencha en réalité qu'une lutte entre les forces de la Securitate de Ceaușescu et les partisans du Front de salut national. Les victimes se comptèrent par centaines et la nature du coup d'Etat contre Ceaușescu souleva par la suite un certain nombre de questions. Mais la réalité générale fut bien, comme ailleurs, celle de la disparition d'une dictature communiste et de la réapparition des partis politiques traditionnels de la Roumanie.

Ce fut également vrai pour la Bulgarie, où le parti communiste avait contraint le dirigeant Todor Jivkov, au pouvoir depuis fort longtemps, à la démission le 10 novembre, le lendemain de la chute du mur de Berlin. Malgré l'absence d'une véritable révolution en 1989 (ce fut en effet davantage une révolution de palais), la Bulgarie organisa ses premières élections libres en 1990, au cours desquelles le désormais parti socialiste obtint 47 % des suffrages. Comme en Roumanie, des changements se préparaient, mais à un rythme plus lent. Fort heureusement, la Bulgarie ne connut pas de violences ou d'exécutions comparables à celles de la Roumanie.

Les révolutions en Europe centrale et orientale affectèrent également l'évolution des Balkans. En Yougoslavie, le discrédit jeté sur le communisme contribua sans doute pour beaucoup à la montée du nationalisme, des tensions ethniques et des violences brutales, bien que la mutation qui conduisit à la désintégration de l'ancienne fédération de Tito eût été engagée dès avant la chute du mur de Berlin. En Albanie, pays isolé de la plupart des autres pays du monde, les manifestations publiques, et finalement les réformes, apparurent un peu plus tard. Mais même ici un gouvernement non communiste accéda au pouvoir au printemps 1992.

Tous ces événements – l'effondrement du communisme en Europe orientale, l'unification de l'Allemagne et la dissolution ultérieure du pacte de Varsovie – aboutirent finalement à la désintégration de l'Union soviétique elle-même. Longtemps réprimé, le nationalisme explosa sous la forme de diverses déclarations d'indépendance des pays Baltes à la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En vérité, la contestation populaire de la domination soviétique s'était propagée dès 1988 en Estonie, Lituanie et Lettonie. Ce mouvement ne s'acheva pas en 1991 par la seule disparition du «bloc soviétique»: l'Union soviétique avait également cessé d'exister.

1989, de même que le processus enclenché cette année-là, ne fut ainsi rien moins qu'une gigantesque révolution, qui dépassa les frontières nationales et bouleversa l'ordre ancien à travers un immense espace du bloc continental eurasiatique. En l'espace d'une année, les fondements de la guerre froide, qui avait constitué pendant plus de quarante ans le paradigme central du système international, furent abattus. 1989 représente ainsi un séisme, une mutation en forme de cataclysme de l'histoire internationale récente.

Quelles en sont les raisons? Pourquoi ces événements se produisirent-ils en 1989? Pourquoi l'effondrement du communisme fut-il aussi rapide et ne rencontra-t-il guère de résistance de la part des détenteurs du pouvoir?

La guerre froide: les grandes lignes

La réponse à cette question paraît fort simple: les grandes lignes de la situation avaient changé; dans les années 1980, la guerre froide ne représentait plus un élément crucial des relations internationales. Contrairement aux décennies antérieures, le clivage entre l'Est et l'Ouest et entre le capitalisme et le communisme ne se caractérisait plus par un rapport de force équilibré.

Pour comprendre cette idée, il convient de dépasser le conflit proprement dit entre les superpuissances. Compte tenu des nombreux changements importants survenus à l'époque, il apparaissait en effet de moins en moins probable que la guerre froide demeurât le principal clivage de la politique internationale. Les mutations les plus profondes étaient notamment d'ordre économique, telles que l'augmentation des échanges internationaux, la croissance économique de l'Asie orientale (plus particulièrement du Japon et des «tigres» économiques de l'Asie du Sud-Est) et la baisse des prix des matières premières (peut-être surtout celle du pétrole dans les années 1980). Ces changements avaient un dénominateur commun: ils stimulaient les économies des pays capitalistes, tout en freinant celles du bloc soviétique et de ses alliés du tiers-monde. Des innovations technologiques considérables, dans le domaine par exemple des communications et de l'informatique, dont la quasi-totalité était mise au point en Occident et rarement en Union soviétique, ajoutaient encore à ce déséquilibre.

Il était cependant difficile de prévoir à ce moment-là les effets politiques de cette évolution économique et technologique. Ironiquement, au début des années 1980 tout

au moins, de nombreux observateurs jugeaient les défis à relever par l'Ouest sans doute plus importants que ceux auxquels était confronté le bloc soviétique. De nombreux Américains considéraient que le Japon surpasserait rapidement les Etats-Unis sur le plan de la productivité et de la gestion, et redoutaient les conséquences économiques à long terme que provoquerait la perte du rôle dominant de leur pays dans l'économie mondiale. Aussi l'élection d'un républicain de droite, Ronald Reagan, à la présidence en 1980, traduisait-elle non seulement la prise de conscience des enjeux politiques sur la scène internationale – la fin de la détente, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et la révolution iranienne – mais également le sentiment général d'un déclin de la place des Etats-Unis dans le monde, qui exigeait une réaction plus énergique. La politique adoptée par Reagan fut le reflet de cet état d'esprit, avec ses excès rhétoriques (l'empire du mal), sa volonté d'intervention contre les régimes révolutionnaires et son renforcement massif de la puissance militaire américaine.

A l'inverse, les dirigeants soviétiques voulurent croire au début des années 1980 au maintien d'une tendance mondiale favorable au socialisme. Après tout, ce dernier avait triomphé en Asie du Sud-Est et dans diverses régions d'Afrique au milieu des années 1970. Mais à la mort de Leonid Brejnev, en 1982 (voir plus tôt), l'idée que l'histoire était du côté de l'Union soviétique et du socialisme s'évanouit. L'économie soviétique paraissait incapable de suivre celle de l'Ouest et l'augmentation des dépenses militaires à la fin des années 1970 et au début des années 1980 avaient entraîné une pénurie des biens de consommation. Le déroulement de la guerre en Afghanistan prenait un tour inquiétant pour les Soviétiques et le coût de l'aide accordée à leurs alliés du tiers-monde augmentait lorsque Reagan engagea une offensive antirévolutionnaire (concentrée notamment sur l'Amérique centrale, l'Afghanistan et l'Angola). La situation du monde se présentait de plus en plus mal pour les secrétaires généraux cacochymes qui succédèrent à Brejnev, Youri Andropov (1982-1984) et Konstantin Tchernenko (1984-1985).

Mais les années 1980 ne se réduisirent pas à l'ascension d'un camp et au déclin du camp adverse dans la guerre froide. Pour beaucoup, cette dernière, de même que la confrontation soviéto-américaine, s'avéra en grande partie dénuée d'intérêt. Il convient de rappeler à cet égard que la montée de l'islam politique ou de l'islamisme à partir de la fin des années 1970 constitue bien le signe majeur du recul de la dichotomie de la guerre froide, qui ne représentait plus le principal clivage idéologique mondial. Fondant leur doctrine politique sur le Coran, fustigeant à la fois la démocratie libérale et le communisme (les deux Satans, selon la qualification qui leur était réservée), les groupes islamistes commencèrent à s'opposer aux régimes qu'ils considéraient comme les laquais de l'Occident (ce terme signifiant dans leur esprit tant les Etats-Unis que l'Union soviétique). La révolution iranienne de 1978-1979, dans laquelle les groupes islamistes contribuèrent de manière cruciale à renverser la dictature du Shah soutenue par les Etats-Unis, incita de jeunes musulmans à rejoindre ces mouvements dans d'autres pays, quand bien même leur message politique et religieux différait de celui de l'Ayatollah Khomeyni. La guerre menée par les Soviétiques en Afghanistan se révéla un terrain fertile pour les groupes islamistes radicaux, qui prirent soin des réfugiés et, malgré leur discours antioccidental, bénéficièrent du soutien marqué des

Etats-Unis et des régimes arabes conservateurs du fait de leur efficacité dans la lutte contre les Soviétiques (ce fut naturellement en Afghanistan qu'Oussama Ben Laden, né en Arabie saoudite, se fit une réputation de farouche combattant antisoviétique).

Mikhaïl Gorbatchev fut élu secrétaire général du Parti communiste soviétique en 1985, à une époque où le bloc soviétique connaissait une situation économique désastreuse, où les Etats-Unis redoublaient d'efforts pour cataloguer l'URSS comme l'empire du mal et combattre les comparses avérés ou supposés de Moscou à travers le monde, et où les fondements idéologiques de la guerre froide s'estompaient, malgré le discours combatif de Reagan.

Gorbatchev mesurait l'ampleur des problèmes, mais il ne possédait aucun projet abouti qui pût être mis en œuvre. Au lieu de cela, il tenta d'atténuer les tensions avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale, afin de gagner du temps pour réorganiser l'économie soviétique. Les initiatives prises par Gorbatchev aboutirent à une série d'accords visant à limiter la course aux armements nucléaires, au-delà même de ce qui avait été prévu pendant la détente.

Cette attitude amena l'administration Reagan à penser que le communisme soviétique battait en retraite sur la scène internationale. Aussi Ronald Reagan n'eut-il aucune hésitation à réduire les risques de conflit nucléaire puisque l'histoire, en définitive, était du côté des Etats-Unis. Ce revirement ne fut pas d'un grand secours pour Gorbatchev. En 1986-1987, l'accident nucléaire de Tchernobyl et la résistance rencontrée au sein de son propre parti le contraignirent à radicaliser sa politique, dans le cadre de sa quête d'une *perestroïka* (restructuration), y compris en accordant une certaine forme de liberté d'expression (*glasnost* – transparence). A la fin de la décennie, l'Union soviétique et la guerre froide parurent toutes deux engagées dans une mutation rapide.

En somme, les révolutions de 1989 se produisirent à un moment où la structure fondamentale des relations internationales, mise en place depuis la fin des années 1940 et le début des années 1950, s'évanouissait. Les nouveaux enjeux auxquels étaient confrontées dans les années 1980 les deux superpuissances, mais plus particulièrement l'Union soviétique, allaient dans le sens d'une profonde modification des relations internationales. Mais cela ne suffit pas à expliquer le drame de l'année 1989 ou les raisons des événements survenus en Europe centrale et orientale.

Un continent en mutation: l'Europe des années 1980

Dans le contexte des grands défis du système international de la guerre froide, une évidente atmosphère de changement baigna le continent européen dans les années 1980. Disons, en quelques mots, que la division de l'Europe parut de plus en plus artificielle aux yeux des Européens et que la soumission et la dépendance à l'égard d'un contrôle externe leur fut de plus en plus difficile à accepter. Le totalitarisme sous toutes ses formes sombra dans un discrédit général dans une bonne part de l'Europe au cours des années 1970 et 1980. Par ailleurs, on se mit au début des années 1980 en

quête de solutions économiques à apporter aux nombreux maux dont souffrait alors le continent «stagnant».

Ces changements et ces enjeux revêtaient pourtant dans les années 1980 une signification différente des deux côtés de ce qui était encore le rideau de fer.

L'Europe occidentale et le projet européen dans les années 1980

L'intégration européenne commença à s'accélérer en Europe occidentale au milieu des années 1980. On peut affirmer que ce mouvement fut la conséquence de deux évolutions majeures.

Tout d'abord, l'Europe occidentale avait connu au cours des années 1970 sa propre révolution démocratique. L'Espagne, le Portugal et la Grèce s'étaient en effet défaits de leurs régimes autoritaires. La mort de Franco en 1975, la chute de la dictature portugaise un an plus tôt et la fin de la junte des colonels en Grèce cette même année 1974 avaient ouvert la voie à un élargissement méridional de la CEE. La Grèce fit son entrée dans la CEE en 1981 et l'Espagne et le Portugal y adhérèrent en 1986. Les Neuf devinrent les Douze. Peu de gens relevèrent que le Groenland quitta la CEE au même moment.

Cet élargissement vers le sud fut symptomatique de la deuxième principale évolution de l'Europe occidentale: la revigoration du projet européen au milieu des années 1980. Plus précisément, les négociations de l'Acte unique européen (AUE) aboutirent à son entrée en vigueur en 1987; celui-ci prévoyait la constitution d'un marché unique européen pleinement intégré en 1992. Comme l'énonce le texte de l'AUE, l'objectif des signataires était de réaliser un espace «dans lequel les personnes, les marchandises et les capitaux circulent librement dans des conditions semblables à celles prévalant à l'intérieur d'un Etat membre». Mais il allait plus loin encore. L'AUE comprenait des mesures visant à stimuler la coopération politique et à transférer des compétences des Etats membres vers les institutions centrales européennes. En bref, l'AUE fut le précurseur du traité de Maastricht de 1992 et l'ancêtre de l'Union européenne.

L'AUE donna le signal d'un changement radical en Europe occidentale à la fin des années 1980. Si le début de la décennie avait vu l'invention du terme «euroscélérose» pour décrire l'économie de l'ouest du continent, son chômage à deux chiffres et son réseau politiquement disparate d'Etats-nations, la deuxième moitié des années 1980 connut une amélioration de la situation économique et un renforcement de la coopération politique. Il importe peu de savoir si ces évolutions furent nécessairement étroitement liées ou non. Le fait est qu'en 1989 «l'europhorie» avait remplacé, fût-ce sur le moment, «l'euroscélérose» et «l'euroscépticisme».

L'Europe orientale: phase I, la stagnation économique

L'intégration revigorée de l'Europe occidentale et sa reprise économique contrastèrent fortement avec l'état des économies du bloc soviétique. De fait, la véritable «eurosclérose» fut précisément celle des pays qui prirent part aux révolutions de 1989. Dans les années 1980, l'Europe centrale et l'Union soviétique se trouvaient en effet dans une situation de stagnation économique chronique.

Quelques chiffres permettent d'illustrer ce point. Prenons tout d'abord le taux de croissance économique. Les chiffres du bloc soviétique d'avant 1989 ne présentent naturellement aucune fiabilité, mais il s'en dégage la tendance générale suivante. Dans les années 1950 et 1960, les pays d'Europe orientale connurent une croissance dont le taux (c'est-à-dire le taux de croissance du PIB par habitant) se situa en moyenne entre 5,5 et 7,6 % par an. Ces taux étaient la plupart du temps supérieurs à ceux de l'Ouest et semblaient indiquer que le système d'économie planifiée tenait ses promesses: de meilleures conditions de vie pour tous. La situation commença à évoluer au cours des années 1970, lorsque la plupart des pays enregistrèrent un PIB par habitant inférieur à 3 %. Ce ralentissement s'accrut dans les années 1980: la croissance n'atteignit pas 1 % dans la majorité des pays et fut parfois négative dans certains autres. En 1989, la Hongrie présenta un taux de croissance de - 1 %, tandis que la Roumanie afficha le chiffre ahurissant de - 11 %.

Il convient par ailleurs de noter que ces pourcentages ne tiennent pas compte de la place du marché noir, qui représentait bien souvent la seule source d'approvisionnement en produits de base pour de nombreux citoyens. La forte inflation des années 1980 se traduisit sur le marché noir par une augmentation rapide du coup de la vie. Selon les estimations, les salaires diminuèrent en pratique, au cours de la première moitié des années 1980, de 17 % en Pologne, de 25 % en Yougoslavie et dans des proportions plus importantes encore en Roumanie.

Comment expliquer cette situation?

Globalement, les chiffres précités dépeignent une croissance économique à bout de souffle, un modèle de développement économique qui, après avoir été transformé en système étatique, présentait une rigidité qui le rendait incapable de se renouveler. En d'autres termes, les pays d'Europe orientale reprirent à l'issue de la seconde guerre mondiale un modèle de développement soviétique, qui généra une certaine forme de croissance économique lorsque la conception stalinienne du socialisme dans un seul pays fut remplacée par celle du socialisme dans un seul bloc. L'industrialisation forcée et l'accent mis sur la création d'une industrie lourde, qui n'avait jamais représenté une composante essentielle des économies de l'Europe centrale et orientale, occupaient une main-d'œuvre abondante à de nouveaux emplois; il n'est ainsi guère surprenant qu'elles aient enregistré des taux de croissance globaux relativement élevés. Les industries de consommation ne connurent cependant aucune croissance significative.

Ces deux facteurs créèrent à eux seuls les conditions d'une stagnation et d'un mécontentement. Dans les années 1960 et 1970, il était encore possible de contenir les problèmes de l'industrialisation forcée au moyen de diverses valves de sécurité. Le système connut quelques adaptations de fortune et de légers succès à court terme grâce à une décentralisation économique limitée. En deuxième lieu, les subventions soviétiques maintenaient les économies d'Europe de l'Est à flot, en leur permettant d'importer des sources d'énergie et des matières premières à bas prix, tandis qu'elles exportaient vers l'URSS leur production industrielle qui n'aurait pas été compétitive sur d'autres marchés. Troisièmement, les échanges commencèrent à se développer légèrement avec l'Ouest au cours des années 1970, souvent grâce aux capitaux occidentaux.

Mais ce triple socle se désagrégea dans les années 1980. Certains considéraient en effet la décentralisation comme une contestation inquiétante du système politique en vigueur; aussi les autorités politiques rejetèrent-elles tout remaniement en profondeur de ce dernier.

Le reflux des subventions versées par l'Union soviétique aux économies est-européennes à la suite des crises pétrolières des années 1970 constitua un facteur sans doute plus déterminant encore. Les Soviétiques avaient en effet tout d'abord tiré parti de la hausse des cours en vendant davantage de pétrole à l'Ouest, ce qui leur permettait d'encaisser des devises fortes. Ce mécanisme fonctionna tant que les prix demeuraient élevés: les bénéfices réalisés permettaient de subventionner l'Europe orientale. La chute brutale des cours du pétrole en 1983-1984 réduisit les réserves soviétiques en devises fortes. L'Union soviétique demanda alors à l'Europe de l'Est de payer ses importations pétrolières au prix du marché ou à un prix voisin des cours; ce fut la fin des subventions.

Dans le cadre du système de troc sur lequel reposait l'économie du bloc soviétique, cela signifiait en pratique que les pays d'Europe de l'Est se voyaient contraints de fournir davantage de marchandises en l'échange d'une même quantité de pétrole. Un exemple illustre cette situation: en 1974, il suffisait à la Hongrie d'échanger 800 autobus Ikarus pour obtenir un million de tonnes de pétrole soviétique; ce chiffre passa à 2 300 bus en 1981, puis à 4 000 unités en 1988. On assista ainsi à ce que l'on pourrait appeler une «inflation du troc».

Il convient de noter que la baisse du prix du pétrole eut des répercussions exactement inverses à l'Ouest: la facture énergétique diminua, ce qui stimula les industries et les économies. On ne pourrait rêver une meilleure illustration pratique du fonctionnement des économies d'Europe de l'Ouest et de l'Est selon deux systèmes totalement distincts.

De plus, comme les réserves en devises fortes se tarissaient dans le bloc soviétique, les Européens de l'Ouest, qui avaient supposé que l'URSS garantirait en pratique la dette des pays d'Europe de l'Est grâce à ses recettes pétrolières en devises fortes, cessèrent de fournir des capitaux à ces derniers. Les échanges Est-Ouest commencèrent de

ce fait à se rétrécir. Le passif en devises fortes des pays d'Europe de l'Est s'accrut démesurément au cours des années 1970 et 1980, passant de 8,7 milliards de dollars en 1970 à environ dix fois plus au milieu des années 1980. Lors des révolutions de 1989, plusieurs pays, parmi lesquels la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie, affichaient une dette extérieure totale supérieure à la valeur annuelle de leurs exportations. Ainsi, le montant de la dette extérieure de la Pologne représentait le triple de ses exportations annuelles.

La morale de cette histoire est que la déliquescence du système économique du bloc soviétique au cours des années 1980 fut désastreuse pour les régimes politiques de la région. Le socialisme promettait en définitive l'abondance pour tous, or il apparaissait clairement qu'il ne parvenait pas à l'assurer. Comme l'a déclaré un historien,

«l'augmentation du niveau de vie, qui avait représenté autrefois une caractéristique si déterminante de la propagande communiste, provoquait désormais l'embarras, car la pratique contredisait à ce point l'idéologie, que la théorie de la paupérisation des travailleurs formulée par Marx paraissait une description bien plus pertinente du socialisme que du capitalisme».

Le contexte européen se résumait ainsi aux principaux points suivants: tandis que l'Europe occidentale connaissait une revigoration du processus d'intégration et passait de la stagnation à une sorte de dynamisme, l'Europe orientale subissait une situation inverse. Le niveau de vie y avait dans une certaine mesure augmenté jusque dans les années 1970, mais les années 1980 avaient été celles du marasme économique, du développement d'un marché noir fortement inflationniste et de la baisse du niveau de vie.

L'Europe orientale: phase II, la fin de l'isolement et le désir de changement

Parallèlement aux évolutions économiques et politiques qui touchaient l'Europe entière et remettaient en question la légitimité du système communiste, il convient de noter que la mutation du contexte européen s'accompagna d'un aspect supplémentaire: à la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, la légitimité politique du régime de parti unique fut mise à rude épreuve.

Deux exemples illustrent cette situation. Citons en premier lieu l'organisation de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe). Les accords d'Helsinki de 1975 avaient introduit un nouvel ensemble de normes internationales qui, même s'il n'était pas respectés par la totalité des 35 gouvernements qui avaient pris part à ce processus, représentait un manifeste auquel divers opposants au régime totalitaire pouvaient se référer pour revendiquer la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'autres exigences de ce type. L'existence de ce que l'on appela le «panier III» fut peut-être plus capitale encore, car elle permettait de rappeler, par exemple, aux gouvernements soviétique, polonais ou tchèque qu'ils avaient signé un pacte garantissant le respect d'un certain nombre de libertés fondamentales de l'individu. Dans les années qui suivirent la signature des accords d'Helsinki, la bannière des droits

de l'homme fut ainsi brandie par la Charte 77 en Tchécoslovaquie, le mouvement Solidarność en Pologne et divers groupes de surveillance en Allemagne de l'Est, en Union soviétique et dans d'autres pays. Ces mouvements ne furent pratiquement pas coordonnés, mais ils affichèrent au grand jour le dénuement moral du régime communiste, alors que s'installait le marasme économique. De fait, comme le rappelle le journaliste Martin Walker, les accords d'Helsinki devinrent «l'arme secrète de l'Ouest, une bombe à retardement placée au cœur de l'empire soviétique».

En deuxième lieu, l'accès à l'information et sa diffusion progressèrent. Car la signature sur le papier d'accords tels que ceux d'Helsinki est une chose, mais la capacité de propagation de la parole en est une autre. Or cette parole se propagea dans les années 1980, tandis que la diffusion de l'information connaissait une amélioration considérable. Comme le déclara Gorbatchev lui-même dans un discours prononcé en 1989 devant l'Assemblée générale des Nations Unies, «il est aujourd'hui pratiquement impossible à une société de demeurer en vase clos».

Cette situation eut, par exemple, pour conséquence pratique au cours des années 1980 la disparition du brouillage des stations de radio occidentales dans la plupart des pays d'Europe de l'Est. La BBC, Deutsche Welle, Voice of America et Radio Vatican gagnèrent ainsi un nombre sans cesse croissant d'auditeurs. La télévision occupa une place plus importante encore, soit directement, soit par le biais de cassettes vidéo. Les Allemands de l'Est, les Tchèques et les Slovaques parvenaient en effet à regarder la télévision ouest-allemande, les Estoniens pouvaient suivre la télévision finlandaise et les Albanais la télévision italienne, tandis que de nombreux Bulgares réussissaient à capter les émissions turques.

Les répercussions de cette situation furent nombreuses. Elle offrait aux populations d'Europe orientale une autre source d'information. Aucune station de radio ni chaîne de télévision n'est certes exempte de partialité, mais il semble que les radiodiffuseurs occidentaux offraient au moins une source contradictoire d'information, sans doute plus fiable. En outre, en 1989, la télévision et la radio jouèrent un rôle capital en diffusant des informations sur les événements survenus dans les autres pays d'Europe centrale et orientale; la nouvelle des soulèvements polonais ou hongrois incita indubitablement les citoyens des autres Etats à suivre cet exemple.

Le fait que les Européens de l'Est aient été exposés à ce que l'on pourrait appeler «l'effet de scintillement» a joué un rôle tout aussi important, voire plus déterminant encore. Les émissions diffusées par les télévisions occidentales présentaient un mode de vie différent, des sociétés débordantes de biens de consommations divers, qui étaient uniquement disponibles sur le marché noir à des prix élevés en Europe orientale, si tant est qu'il ait été possible de se les procurer. En somme, l'Ouest exerçait un attrait de plus en plus puissant sur les populations de l'Est, ce qui explique, par exemple, que les Allemands de l'Est aient désiré si ardemment se rendre en Allemagne de l'Ouest.

L'assouplissement des restrictions de déplacement à l'issue des accords d'Helsinki s'inscrit dans ce contexte. En 1988, par exemple, les restrictions de déplacement autres

que financières étaient extrêmement réduites pour les ressortissants bulgares, hongrois et polonais. Cette situation n'était bien entendu pas la même dans chaque pays: les Albanais ne pouvaient pas quitter le territoire national et les Roumains étaient soumis à des restrictions considérables. Mais le fait est que les citoyens d'un certain nombre de pays d'Europe de l'Est ne connaissaient pas seulement l'Ouest par le truchement de la télévision et de la radio, mais qu'ils étaient de plus en plus nombreux à s'y rendre personnellement.

Mis bout à bout, que signifiaient ces divers éléments? Est-ce à dire que les événements de l'année 1989 présentaient un caractère inévitable, du fait de la récession et du marasme économique, des nombreux autres problèmes structurels qui nuisaient à la légitimité du système socialiste et de la possibilité qu'avaient les populations des pays concernés de constater et d'apprendre qu'il existait d'autres systèmes économiques et politiques où régnait une abondance de biens de consommation? Pas exactement. Disons plutôt que toutes ces causes étaient sans doute indispensables au déclenchement des révolutions de 1989, mais qu'elles n'étaient pas suffisantes. Il fallait en définitive un facteur supplémentaire.

1989: l'élément humain

De fait, alors que la conjoncture générale conditionne un bouleversement et en fixe les paramètres, celui-ci est avant tout provoqué par l'action des individus. Ma dernière remarque générale sur les facteurs qui concoururent aux événements de 1989 porte sur cet élément humain.

En premier lieu, Mikhaïl Gorbatchev n'était pas contraint de laisser l'Europe orientale livrée à elle-même. Mais quelles qu'aient pu être ses motivations, il fit le bon choix. Car il ne fait aucun doute que ce n'était pas la seule conduite à tenir possible. Gorbatchev restera peut-être dans l'Histoire comme une espèce de «parfait raté»; mais, en définitive, en reconnaissant le droit pour l'Europe orientale de choisir son propre destin, la mort de la doctrine Brejnev et l'inutilité de soutenir des dirigeants tels qu'Honecker, il a préparé le terrain des révolutions. Comme les étudiants chinois, notamment, l'apprirent à leurs dépens à l'été 1989, il existait une autre manière de réagir face à cette situation.

Deuxièmement, les réformateurs des partis communistes de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale n'étaient pas contraints d'accepter l'inévitabilité de ce changement. Tous les dirigeants n'y consentirent d'ailleurs pas, à l'exemple de Ceaușescu en Roumanie et de Honecker en RDA. Mais ils furent nombreux à prendre cette décision, comme le gouvernement Grosz en Hongrie, et à contribuer à mettre un terme à un système pourtant conçu de manière assez égoïste pour les récompenser. Ils choisirent à l'inverse de s'engager dans la voie imprévisible des réformes, certes maîtrisées, mais qui finirent par échapper à leur contrôle.

Troisièmement, les principaux détracteurs du régime communiste, Walesa, Havel et les autres, n'étaient pas tenus de continuer à mettre leur existence en péril. Leur

expérience personnelle dans son ensemble, c'est-à-dire leur histoire individuelle et le passé de leur pays, aurait dû les prévenir contre cette contestation. Mais ils décidèrent de remettre en question la structure du pouvoir en place en menant un combat qui, en 1989, paraissait encore par trop inégal.

Quatrièmement, les milliers de personnes qui manifestèrent contre le règne du parti unique, en demandant des comptes pour les injustices subies autrefois et en réclamant l'instauration de la démocratie, n'étaient pas obligées de risquer leur vie et de se mettre en danger. De fait, beaucoup trouvèrent la mort au cours des événements. Même en 1989, les esprits semblèrent ne jamais perdre de vue que les mouvements en faveur de la démocratie ne triomphaient pas partout; les manifestants étudiants de la place Tiananmen à Pékin en firent l'expérience au cours du mois de juin.

Les révolutions de 1989 furent en définitive une conséquence de la rébellion des très nombreux citoyens d'Europe centrale et orientale, las de l'insatisfaction des besoins économiques et de l'oppression politique, qui en vinrent progressivement à penser que l'Union soviétique de Gorbatchev n'entreprendrait rien pour faire échouer, comme par le passé, leurs revendications politiques. En d'autres termes, bien que d'importantes évolutions du système et mutations structurelles aient créé les conditions d'un changement, ce furent finalement les populations qui le provoquèrent.

Conclusion: examen rétrospectif de l'année 1989

En 1992, quelques années à peine après les révolutions de 1989 et un an après la dissolution de l'Union soviétique, l'historien Walter Laquer a formulé deux observations sur la période de l'après-guerre en Europe (centrale et orientale). Il indique tout d'abord que «l'histoire de l'Europe de l'après-guerre ressemble à un film hollywoodien un peu démodé, animé par toutes sortes de tensions et de conflits, mais qui s'achève par un heureux dénouement saisissant». Il fait part ensuite d'un certain scepticisme au sujet de ce qui adviendra après cet «heureux dénouement», qui était à l'époque tout récent.

«S'agissant de l'Union soviétique et de l'Europe orientale, il est aisé de dénombrer les systèmes politiques, sociaux et économiques qui ont échoué. Mais il est impossible pour le moment de dire ce qui leur succédera.»

De fait, contrairement à un film hollywoodien, l'année 1989 ne marqua pas la fin de l'histoire.

En savons-nous davantage aujourd'hui, quinze ans après ces révolutions? Savons-nous ce qui a succédé au totalitarisme de la guerre froide? Avons-nous une idée de ce qui attend cette région dominée si longtemps par une idéologie, un système politique et une pression militaire imposés par l'étranger?

Oui et non. Nous savons certes qu'en précipitant la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union soviétique les révolutions de 1989 ont joué un rôle important dans la formation de la mondialisation actuelle et ont rendu tout retour à la

bipolarisation antérieure pratiquement impossible. Mais nous ignorons tout autant que Laquer en 1992 vers quel destin s'achemine le monde et quel événement dramatique du type 11 septembre 2001 pourrait subitement orienter l'histoire dans une direction nouvelle, encore inconnue.

Nous savons par ailleurs que les événements de 1989 eurent des répercussions considérables à l'échelle régionale. Ainsi, 1989 a permis 2004 et peut-être 1995, c'est-à-dire le premier élargissement vers les pays neutres qu'étaient l'Autriche, la Finlande et la Suède. L'élargissement de l'intégration européenne est incontestablement l'une des principales conséquences de 1989. Cela permettra-t-il de conduire à une union toujours plus étroite entre ces pays? C'est une autre question. Peut-être pourrions-nous y répondre dans quinze ans.

De plus, les habitants des pays concernés par les événements de 1989 ont connu une transformation radicale de leur existence. Il paraît assez juste de dire que ces changements ont été globalement positifs. Quels que soient les problèmes actuels et leur gravité, sans doute présentent-ils une certaine insignifiance au regard de la situation antérieure à 1989, où régnaient la dictature totalitaire, la police secrète, une gestion économique défailante et la récession. 1989 fait en définitive figure de tournant historique cataclysmique, de séisme imprévisible aux conséquences considérables, qui fut conditionné par des facteurs structurels, mais déclenché par l'action des individus.

Cette évolution fut-elle intégralement positive? Non, bien entendu. Il était impossible d'effacer purement et simplement l'emprunte laissée par deux générations de régime communiste précédées par des conflits dévastateurs. La mémoire historique des citoyens pouvait aisément conduire à des demandes de réparation parfaitement justifiées, ce qui fut parfois le cas. On ne pouvait davantage s'attendre à ce que la transition d'un modèle économique vers un autre s'effectue sans douleur. De fait, les économies de l'ancien bloc soviétique s'effondrèrent dans les années qui suivirent immédiatement 1989. La Hongrie, par exemple, n'enregistra une croissance économique positive qu'en 1994. Pourtant, le 1^{er} mai 2004, plusieurs pays de l'ancien bloc soviétique, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la République slovaque, ainsi que trois Etats qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, devinrent membres de l'Union européenne. Si une telle idée avait été soumise à n'importe quel observateur bien informé en 1989, il est plus que probable qu'elle aurait provoqué chez lui du mépris ou de l'amusement.

En résumé, 1989 fut une surprise, un choc et une série d'événements régionaux qui modifièrent le cours de l'histoire européenne et, en définitive, mondiale. Mais il convient de souligner que 1989 fut bien plus que cela. Il importe assez peu, au demeurant, que ces révolutions n'aient été prévues par personne, si l'on songe à ce qu'elles nous révèlent sur les impondérables de l'Histoire et le rôle actif des individus, plutôt que celui des simples observateurs, dans le déroulement des événements. Au bout du compte, l'importance des révolutions de 1989 tient bien davantage au fait qu'elles nous rappellent ce qu'écrivait autrefois rien moins que George Kennan,

probablement le principal architecte de cette doctrine de la politique étrangère américaine qui préconisait l'endiguement de l'Union soviétique et du communisme dans les années 1940:

«Il n'est aucune situation critique à laquelle se trouve confronté un homme, qui ne puisse être atténuée par son audace, s'il veille à la cultiver. L'enjeu consiste à examiner les solutions possibles, puis à faire preuve du courage et de la détermination nécessaires à leur mise en œuvre.»

Nombreux furent ceux qui, en 1989, relevèrent ce défi. C'est là un fait qui mérite peut-être d'être rappelé.

Chapitre 29

1989: la fin de la guerre froide et l'éclatement consécutif de l'Union soviétique

Alexei Filitov

En réfléchissant à «l'effondrement de l'Union soviétique», je suis parvenu à la conclusion qu'il convenait d'en élargir l'objet, de manière à présenter une synthèse équilibrée des dimensions à la fois intérieures et extérieures du processus qui culmina par cet événement, lequel a été traité de manière très diverse par différents groupes tant dans mon propre pays qu'à l'étranger. Mon exposé portera sur les points suivants:

- la corrélation entre la fin de la guerre froide et l'effondrement du régime et de l'Etat soviétique;
- les mécanismes objectifs et subjectifs qui sous-tendent ces deux phénomènes;
- les alternatives possibles et les «chances manquées».

Je commencerai par citer un extrait d'un article publié par un célèbre historien allemand dans une revue:

«Dix ans après la fin de la guerre froide, le besoin de réexaminer cet affrontement, qui débuta avec l'essor des superpuissances au lendemain de la seconde guerre mondiale et prit fin avec l'effondrement de l'Union soviétique, se fait toujours plus pressant.» (Loth, 2003, p. 157)

La formulation du problème n'appelle aucune objection, mais le libellé choisi par le collaborateur de la revue pour cette phrase introductive peut prêter à confusion. Il semble en effet laisser entendre, soit que la guerre froide s'est poursuivie deux ans après la chute du mur de Berlin et le sommet de Malte (or ces deux événements, survenus en novembre et décembre 1989, sont généralement considérés comme ceux qui en marquent la fin), soit que l'Union soviétique a cessé d'exister deux ans avant que le drapeau rouge qui flottait au sommet de la tour du Kremlin soit remplacé par le drapeau tricolore russe. Nombreux sont ceux (y compris cet auteur) qui contesteraient ces deux conclusions. Cette remarque vaut tout autant pour l'interprétation tacite du rapport de cause à effet: il semble plus raisonnable (c'est en tout cas la thèse que je défends) de supposer que le processus «d'extinction» de la guerre froide a conduit à l'éclatement des systèmes de type soviétique en Europe, puis finalement à celui de l'Union soviétique elle-même, et non l'inverse.

Cette confusion peut s'expliquer pour une bonne part par la sémantique. Les notions d'«affrontement mondial», de «compétition Est-Ouest» et de «guerre froide» sont trop souvent employées de manière interchangeable, alors même qu'elles désignent des réalités différentes. L'antagonisme planétaire des deux systèmes sociopolitiques, «Est»

contre «Ouest», «socialisme» contre «capitalisme», «totalitarisme» contre «monde libre», etc. – cette énumération pourrait être poursuivie à volonté – remonte au moins à 1917 (certains auteurs le jugent bien antérieur et en établissent l'origine à la Révolution française) et représenta un véritable jeu «à somme nulle»: l'un des deux camps devait l'emporter sur l'autre. La thèse de la «convergence», formulée pour la première fois en 1944 par le philosophe, sociologue et émigré russe Pitirim Sorokin, apparut davantage comme un vœu pieu généré par un esprit de coalition anti-hitlérienne que comme le fondement d'une analyse approfondie de la situation mondiale.

Le phénomène de la guerre froide est assez différent, tant par sa durée que par sa forme. On peut légitimement le considérer comme une expression spécifique d'un conflit «Est-Ouest» (bien que les relations entre, par exemple, l'Union soviétique et la Yougoslavie entre 1948 et 1953, entre l'URSS et la Chine à la fin des années 1960 et dans les années 1970, ou encore entre la Chine et le Vietnam à la fin des années 1970 puissent, elles aussi, se ranger aisément dans cette catégorie). Si l'on estime qu'elle se caractérise par la bipolarité générée par les deux «superpuissances», la période de la guerre froide peut s'étendre de 1945 (les conférences de Yalta et Potsdam) jusqu'au milieu des années 1960 (lorsque de Gaulle à l'Ouest et Mao à l'Est défièrent les chefs de file de leurs camps respectifs). Si elle se définit comme une course aux armements effrénée, notamment dans le domaine des armes de haute technologie ABC (bombes atomiques, missiles, guerre chimique et bactériologique), on peut en situer les débuts aux environ de 1948 (jusqu'à cette date, la démobilisation fut extrêmement rapide de part et d'autre, les budgets militaires chutèrent, les effectifs demeurèrent réduits et le stock de bombes atomiques des Etats-Unis, qui avaient alors le monopole de cette «arme victorieuse», resta stationnaire) et les dernières manifestations entre 1963 (traité d'interdiction des essais nucléaires) et 1968 (traité de non-prolifération), ou en 1972 et 1979 (SALT-1, 2), ou encore 1987 (traité FNI – forces nucléaires intermédiaires). Tous les accords de limitation de la course aux armements furent le fruit de concessions réciproques et aucun d'eux n'autorisait l'une des deux superpuissances à crier victoire.

Par ailleurs, la liste des prétendants à la couronne de laurier des vainqueurs est suffisamment longue: la France et la Chine, ainsi que l'ensemble des anciens pays satellites des deux blocs, mais surtout la Finlande et la Yougoslavie, qui parvinrent d'entrée de jeu à se désengager de cette confrontation. Il est cependant possible de se demander si leur réussite est davantage liée à l'existence de la guerre froide ou à son terme. Le cas de la Yougoslavie penche plutôt en faveur de la première explication. Quoi qu'il en soit, s'agissant des adversaires en présence, les événements historiques de 1989 se caractérisent avant tout par leur retrait mutuel du champ de bataille: une sorte de «paix sans victoire», pour reprendre l'expression employée par le président Wilson dans son discours au Sénat du 22 janvier 1917 (Jonas, 1984, p. 121).

Mais revenons à la question qui nous occupe. Si le camp de l'Union soviétique ne peut être considéré comme le vaincu de la guerre froide (tout au moins pas davantage comme un perdant que les Etats-Unis), comment leurs différents destins durant la période postérieure à cette dernière s'expliquent-ils: l'Union soviétique a éclaté, la

place internationale de l'Etat qui lui a succédé, la Fédération de Russie, s'en est trouvée diminuée (c'est le moins que l'on puisse dire), tandis que son ancien adversaire, les Etats-Unis, a conservé et, peut-on dire, confirmé son statut de «superpuissance». Mais ce résultat n'était pas couru d'avance l'année où la guerre froide prit fin, c'est-à-dire en 1989. Certains Soviétiques avaient imaginé que les «dividendes de la paix» stimuleraient, après une course aux armements insensée, l'économie soviétique qui, une fois déchargée de ses dépenses militaires improductives, n'aurait pas manqué de démontrer ses avantages intrinsèques sur la nature véreuse du système capitaliste. J'ai dit «avaient imaginé», il serait plus juste de dire «avaient espéré». Car il s'agissait, dans ce cas comme dans celui de l'idée de convergence, davantage d'un vœu pieu. A vrai dire, cette perception de la situation était également la mienne à l'époque, alors même qu'ayant eu l'occasion de me rendre à l'Ouest, contrairement à la plupart de mes compatriotes, j'aurais dû me montrer moins enclin à des rêves empreints d'autant de naïveté.

Rappelons, en guise de consolation, que de très perspicaces analystes de l'Ouest partageaient certaines illusions au sujet des perspectives de réforme du système de type soviétique. Je citerais à cet égard l'allocution prononcée par Arthur Schlesinger Jr. lors du séminaire soviéto-américain du 27 juin 1990 sur les origines de la guerre froide:

«Le communisme, dans sa forme pratiquée en Union soviétique et imposée en Europe orientale, c'est-à-dire un régime absolutiste fondé sur la dictature d'un credo infaillible, d'un parti infaillible et d'un dirigeant infaillible, représente tout simplement et manifestement un désastre économique, politique et moral. Le débat politique entre l'Est et l'Ouest a été remporté par la démocratie. L'économie de marché l'a emporté sur le plan économique. L'avenir réserve encore des difficultés, mais le débat essentiel est clos.

Comment expliquer le triomphe de la démocratie? Il tient à la souplesse supérieure d'un système politique et économique libre, à sa meilleure capacité à s'adapter aux transformations provoquées par l'interminable révolution des sciences et des technologies. Le communisme, préservé de tout débat, de toute divergence et de toute ironie, figé dans une idéologie rigide, statique et moralisatrice, n'a pas su s'adapter au changement et cet échec a entraîné un ressentiment, une résistance et, finalement, une révolte.

Le reste du monde souhaite au communisme de parvenir à se dégager de son propre carcan. Si l'ensemble des nations retire les enseignements de la guerre froide, nous pourrions peut-être nous réjouir par avance d'une période d'harmonie sans précédent, tout au moins en Europe.»

Aujourd'hui encore, le style et les caractéristiques interprétatives globales de ce chef-d'œuvre sont impressionnants. L'accent mis sur l'échec idéologique du régime soviétique, ainsi que la trop brève mention des phénomènes géopolitiques et économiques, trahissent cependant la même prise de position optimiste: le principe d'infaillibilité était obsolète, «le débat, la divergence et l'ironie» étaient à la mode et le succès du «communisme» était assuré s'il parvenait à «se dégager de son propre carcan». Dans un article publié après la désintégration complète du système soviétique et de l'Union soviétique elle-même dans un numéro spécial de la revue *Diplomatic History* consacré à la fin de la guerre froide, le spécialiste américain omit bien entendu de former des vœux pour la réussite du «communisme» et d'annoncer une «période d'harmonie» (Schlesinger, 1992, pp. 49, 53).

Ma propre contribution dans ce même numéro de *Diplomatic History* témoigne à l'inverse des grands espoirs que je fondais encore à l'époque. Comme le relève fort à propos le directeur de la publication de la collection d'essais autrefois publiée dans *Diplomatic History*,

«pour Filitov, le conflit a en réalité ralenti l'évolution historique vers la démocratie politique et l'économie de marché, tant en Union soviétique qu'ailleurs. Il est juste de dire que Filitov, et dans une certaine mesure LaFeber, considèrent que l'achèvement de la guerre froide marque un retour à l'histoire et non la fin de cette dernière. Ce grand conflit désormais relégué au second plan, les Russes et les autres nations pourront reprendre leur marche vers les libertés politiques et économiques que la guerre froide avait interrompue» (Hogan, 1992, p. 4).

En vérité, je n'avais pas hésité à l'époque à employer des formules pitoyables pour la rédaction de cet article. La thèse que j'y exposais affirmait que sans la guerre froide «le triomphe de "l'économie de marché et de la démocratie" aurait été bien antérieur et son coût aurait été bien moindre» (Filitov, 1992, p. 56). Je réfléchirais sans doute à deux fois aujourd'hui au choix du terme «triomphe» pour décrire la situation du monde de l'après-guerre froide, en particulier s'agissant de mon pays, quand bien même la seule mention du «coût» des réformes n'était pas vraiment dans l'air du temps à l'époque de la rédaction de cet article en 1991. Les recommandations pratiques que je formulais à l'adresse des républiques soviétiques (qui existaient encore à ce moment-là), en leur conseillant de profiter de l'expérience de l'OTAN pour créer leur nouvelle structure de défense, sonnaient même alors comme des paroles creuses et utopiques. Mais aujourd'hui encore je ne renierais pas dans mon bilan de la guerre froide le peu de cas que je faisais, contrairement à Schlesinger, du facteur des erreurs d'interprétation pour expliquer les causes et le déroulement de ce conflit.

Mon opinion rejoignait celle de Schlesinger lorsque nous mettions l'accent sur les fondements et les conséquences institutionnels de la guerre froide. Je ne puis résister une nouvelle fois à la tentation de citer longuement son article:

«Dans les années 1950, à Washington, le département d'Etat, le département de la Défense, la Central Intelligence Agency (CIA), le Federal Bureau of Investigation (FBI) et le Conseil national de sécurité conçurent la théorie de l'expansionnisme militaire de l'Union soviétique comme leur chasse gardée. La guerre froide conféra à ces services et à leurs responsables du pouvoir, de l'argent, du prestige et une influence publique. Selon un effet propre à toute bureaucratie, ils prirent une part toujours plus importante dans le conflit. En dehors du gouvernement, les fabricants d'armes, les milieux politiques, les enseignants, les publicitaires, les personnages pontifiants et les démagogues consacrèrent leurs carrières et des fortunes à la guerre froide.

A la longue, les services ennemis chargés de la guerre froide parvinrent à une sorte de collusion tacite par-delà le rideau de fer. La plus grande escroquerie de la guerre froide fut sans doute la comédie à laquelle se livrèrent régulièrement les généraux et les amiraux, en annonçant la supériorité du camp adverse afin d'obtenir l'accroissement de leurs propres budgets. Comme le fit remarquer au printemps 1963 le président John F. Kennedy à Norman Cousins, rédacteur en chef du *Saturday Review*, «les purs et durs de l'Union soviétique et des Etats-Unis se nourrissent les uns des autres».

Malheureusement, les institutions ne lèvent pas le camp et ne s'éclipsent pas discrètement. Les idées cristallisées dans les bureaucraties résistent aux changements. La guerre froide enfin terminée, chaque adversaire est confronté au problème du démantèlement de services solidement établis, engendrés et renforcés par près d'un demi-siècle de concurrence mutuellement profitable. Qu'on songe à cet égard simplement aux forces qui prirent part à la conspiration organisée en août 1991 contre Gorbatchev.» (Schlesinger, *op. cit.*, p. 49)

Mes propres observations, formulées dans un esprit polémique à l'encontre les interprétations qui faisaient de la guerre froide une lutte contre le stalinisme, étaient moins à l'emporte-pièce (pour ne pas dire dans un langage concis), mais s'inscrivaient globalement dans le même esprit:

«[...] La guerre froide servit uniquement à renforcer les structures stalinienne dans le camp soviétique et commença également, à la longue, à miner les fondements de la société américaine dans le domaine de l'économie de marché et de la démocratie [...] On peut dire que ceux qui, à l'Ouest, participèrent à la guerre froide, ne furent pas tant soucieux de "victoire" ou de "supériorité" que de maintenir un "ennemi" constant, qui servait leurs buts particuliers. [...] La guerre froide tendit dans les deux camps à saper la démocratie et, de manière générale, le bon sens et la rationalité en matière politique.» (Filitov, 1992, pp. 56 et 57)

Certains critiques pourraient reprocher aux deux auteurs – l'Américain et le Russe (à cette époque le Soviétique) – leur espèce d'approche «équidistante» des principaux adversaires de la guerre froide. A vrai dire, je m'étais efforcé de mettre en lumière quelques distinctions, en vue d'expliquer «le succès de l'Ouest et l'échec de l'Est»; parmi celles-ci figurait le fait que les Européens, dans leur marche vers l'intégration, firent preuve «d'un véritable esprit marxiste», contrairement aux «marxistes déclarés du camp de l'Est» (*ibid.*, p. 58). En y réfléchissant aujourd'hui, je me hasarderai à généraliser davantage la situation, incité en cela par un mot d'esprit formulé autrefois en réponse à la question de savoir si l'URSS possédait son propre complexe militaro-industriel (CMI): le verbe «posséder» est impropre, car l'Union soviétique *est* un complexe militaro-industriel. Ce point de vue peut paraître légèrement exagéré, mais il a le mérite d'apporter une explication sur bien des points.

Il explique en premier lieu pourquoi et comment l'Union soviétique, malgré la disparité des conditions de départ et une relative pénurie de ressources, a pu réaliser et conserver une parité stratégique avec les Etats-Unis et épargner ainsi au monde une troisième guerre mondiale qui, en l'absence d'une force de dissuasion mutuelle, aurait pu aisément être déclenchée sous couvert d'une «intervention humanitaire» (pour employer la terminologie moderne).

Il explique en deuxième lieu le caractère intrinsèquement défensif et réactif de l'armement et de la politique étrangère soviétiques: le CMI soviétique n'avait aucun besoin d'une victoire remportée sur «l'ennemi» capitaliste, il lui fallait uniquement que cet ennemi existât, afin de justifier et de légitimer sa propre existence.

Il explique en troisième lieu l'énormité des difficultés rencontrées par les Etats de l'ancienne Union soviétique dans leur transition d'un modèle de «mobilisation» de la société vers un type de société «normal». Il ne s'agissait pas d'une question

de redéploiement des ressources ou «d'affectation» de ces dernières, dans le sens généralement attribué à ce terme. Je me souviens du commentaire formulé, si je ne m'abuse, par les médias français au sujet de la catastrophe de Tchernobyl: «les Soviétiques produisent de l'énergie de la même manière qu'ils font la guerre, sans tenir compte des coûts et des risques». Le problème est que la population soviétique ne connaissait pas d'autre mode, non seulement de production, mais de vie en général. Qui plus est, le «modèle de mobilisation» leur paraissait justifié et légitimé par leur histoire, non sans raison d'ailleurs. Je m'abstiendrai de citer ici un certain nombre de faits bien connus: l'intervention après la révolution d'Octobre, l'invasion hitlérienne, la «diplomatie nucléaire» des Etats-Unis, etc.

Mais cette généralisation *n'explique pas* la raison pour laquelle les dirigeants soviétiques consentirent à mettre un terme à la guerre froide et prirent même sans doute l'initiative de ce processus. Etaient-ils aveugles au point d'en ignorer les conséquences évidentes: la disparition de «l'image de l'ennemi» priverait de toute légitimité l'existence du CMI, le régime qui reposait sur celui-ci et, en définitive, leur propre situation de pouvoir? Diverses raisons géopolitiques, militaires, économiques, sociales et, bien entendu, personnelles ont été avancées pour expliquer ce phénomène. Je formulerai quelques brèves observations au sujet d'un certain nombre d'entre elles.

Le «facteur chinois» est habituellement mis en avant au nombre des raisons géopolitiques: confrontés à une menace venue de l'Est, les Soviétiques se seraient inévitablement rapprochés de l'Ouest. C'est précisément ce point de vue qui conduisit le chancelier Konrad Adenauer à croire à des concessions soviétiques sur la question allemande et à une éventuelle réunification. On ne peut que supputer les éléments qui forgèrent sa conviction, mais il est difficile de l'estimer fondée. L'exacerbation du conflit relatif aux frontières sino-soviétiques en 1968-1969 ne saurait certes être minorée dans la description de la politique de détente; elle ne modifia cependant pas les caractéristiques essentielles de la politique étrangère soviétique et moins encore celles du régime soviétique à l'intérieur même du pays. Lorsque ce changement se produisit, les relations avec la Chine étaient en vérité en voie d'amélioration. Pourtant, même si l'on tient pour certaine l'hostilité fondamentale entre ces deux géants communistes, on peut imaginer le scénario effrayant qu'aurait représenté une guerre froide d'usure (voire parfois «chaude») «tripolaire» telle que la décrit George Orwell dans *1984*, avec cette perspective judicieusement résumée par une plaisanterie soviétique du début des années 1960: les optimistes apprennent l'anglais, les pessimistes le russe et les réalistes le chinois.

L'idée que les Soviétiques auraient jeté l'éponge du fait du renforcement de la puissance militaire américaine sous la présidence de Reagan est trop fallacieuse pour être prise au sérieux. L'industrie de la défense fonctionnait dans l'ensemble plutôt bien en Union soviétique et était en mesure de concurrencer celles des pays occidentaux sur un pied d'égalité. Il est certes possible d'établir le diagnostic d'une relative fracture en matière d'innovation de haute technologie, mais ce point faible ne présentait aucun caractère désastreux et les Soviétiques à la fois y remédièrent rapidement et le compensèrent en

partie, d'une part, par la production massive d'armes plus traditionnelles et, d'autre part, par le succès de leurs activités de renseignement.

Il semble plus pertinent d'évoquer le retard pris par le secteur de la consommation dans l'économie soviétique. Les contraintes et les difficultés subies conséquemment par les gens «ordinaires» n'inquiétèrent cependant pas vraiment la classe dirigeante, puisqu'elles n'entraînèrent aucune contestation massive. Un expert compétent explique cette attitude par quatre raisons:

«Ceux qui faisaient partie de cette masse mal renseignée avaient coutume de se satisfaire du fait:

1. que leur emploi était garanti;
2. que leur loyer était modéré;
3. qu'ils avaient les moyens de s'offrir des produits de base (même si ces derniers semblaient, pour une raison ou pour une autre, de plus en plus difficiles à trouver);
4. qu'ils vivaient à une époque où, malgré de nombreuses difficultés, le niveau de vie n'était "pas si déplorable", comparé aux décennies antérieures.» (Connor, 2003, p. 69)

Cette explication manque quelque peu de consistance. S'il était «de plus en plus» difficile de se procurer des produits de base, comment pourrait-on parler d'une comparaison positive avec les «décennies antérieures»? Il est possible que ma mémoire soit défaillante et que mon expérience de citoyen d'une métropole ne soit pas jugée représentative, mais toutes deux m'amènent à croire que le niveau de vie continuait de croître, bien que de façon peut-être plus modérée, et que la véritable crise se produisit avec la *perestroïka*.

Ce même expert confirme cette affirmation lorsqu'il déclare:

«Il est remarquable qu'aucune grève n'ait été déclenchée pour exiger une réelle amélioration du niveau de vie jusqu'à la fin de l'ère Gorbatchev; elles visaient au contraire à protester contre la détérioration des conditions de vie "normales", plutôt sinistres, qui existaient à l'époque de l'ancien contrat dont l'exécution laissait à désirer.» (*ibid.*, pp. 61-62)

Selon lui, le changement essentiel ne vint pas de «la masse mal renseignée», ni même des «sceptiques cultivés», mais des «élites privilégiées qui servaient le régime [et] étaient en mesure d'apprendre en quoi consistait l'existence en dehors de l'URSS grâce à leur accès aux médias étrangers, aux rapports à diffusion restreinte de l'agence de presse TASS, ainsi qu'aux ouvrages et aux revues généralement interdits» (*ibid.*, pp. 67-69). Les facteurs décisifs furent «l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev et sa politique de *glasnost* (qui préconisait une plus grande transparence des médias)»:

«La société soviétique fut noyée sous un flot d'informations portant sur l'histoire et l'actualité de son pays, ainsi que sur le monde extérieur, lequel fit office de miroir qui reflétait la pauvreté et l'accablement du "style de vie soviétique". Les citoyens soviétiques réalisèrent subitement que, pour le monde "extérieur", l'existence quotidienne en URSS paraissait implacablement sinistre et "fruste". Le désir exprimé par les dirigeants soviétiques de voir l'Union soviétique rejoindre les rangs des "pays civilisés", ce qui impliquait bien entendu qu'elle n'en fit pas encore partie, n'améliora guère la situation.» (*ibid.*, p. 69)

Cette image est pour l'essentiel exacte, mais elle explique assez peu pourquoi les «élites privilégiées» prirent la décision de renoncer à leurs privilèges (tout au moins en ce qui concerne le monopole de l'information) et de formuler un souhait qui équivalait

à un rejet des soixante-dix années précédentes de «civilisation» soviétique. Pour comprendre ce qui poussa ces «élites privilégiées» (ou du moins une part substantielle d'entre elles) à se ranger au côté des «sceptiques» (ou des «dissidents» véritables et éventuels) et à démanteler le «rideau de fer», choix dont les conséquences furent fatales à l'ancien régime, il convient de revenir à la notion de CMI soviétique et à ses caractéristiques propres.

Contrairement à leurs homologues de l'Ouest, les membres du CMI soviétique (ainsi que l'élite dirigeante en général, habituellement surnommée la *nomenklatura*) ne pouvaient profiter de leurs privilèges que de manière extrêmement limitée. Un écrivain russe (dont les prises de position étaient, soit dit en passant, conservatrices et prostalinienne) compara à juste titre la place qu'ils occupaient dans la société soviétique à celle d'Ostap Bender, héros d'un roman satirique écrit par Ilya Il'f et Evgeniy Petrov, qui parvint à amasser un million en profitant de l'atmosphère de corruption qui régnait à l'époque de la NEP pour découvrir finalement qu'il lui était impossible de le dépenser dans le contexte du «socialisme» naissant (Mukhin, 2003, p. 709). Ce «grand escroc» résolut alors de convertir ses bénéfices en or et en bijoux et de franchir la frontière, mais il fut dépouillé par un douanier roumain, refoulé dans son pays, et entreprit au bout du compte de débiter une carrière d'«*upravdom*» (responsable d'une infrastructure de logements, un poste généralement lié aux trafics illicites, voire à la petite délinquance, dans l'économie étatique). Le parallèle est frappant, quand bien même les successeurs d'Ostap Bender firent fortune légalement et souhaitèrent convertir leur argent en dollars, ainsi que voyager à l'étranger à leur guise. Mais cela ne leur était possible qu'à une échelle très réduite, en fonction de l'humeur et des caprices de leurs supérieurs hiérarchiques au sein du parti d'Etat, et les droits des «détenteurs secrets» (c'est-à-dire la plupart des membres du CMI) étaient plus restreints encore. Cette situation alimenta un mécontentement et une frustration.

Permettez-moi d'évoquer un exemple personnel pour illustrer cette affirmation. A l'automne 1983, une délégation du Conseil de district de Brezhnevski à Moscou, à laquelle j'avais été affecté en qualité d'interprète, fut invitée à rendre visite au district de Tower Hamlets à Londres, avec lequel il était jumelé. Deux personnes se virent interdire ce départ en mission: un ingénieur chargé du réseau câblé et le président du comité exécutif dudit conseil, qui aurait dû prendre la tête de la délégation. Le premier était jugé trop peu sûr et le deuxième fut sanctionné par le premier secrétaire du Comité du parti de la ville de Moscou, Viktor Grishin, pour les mauvaises conditions de stockage des fruits et légumes dans le dépôt du district. Aucun d'eux n'était le moins du monde un dissident, mais ils étaient probablement devenus des partisans de Gorbatchev, dont le programme se résumait en une idée assez simple: transformer l'Union soviétique, en la faisant passer de l'état de «forteresse assiégée» à une situation plus «normale».

Cette «normalité» définit-elle correctement la société qui émergea après la chute du régime soviétique et l'éclatement de l'Union soviétique? Certainement pas. Ce n'est guère surprenant, si l'on tient compte des personnes qui initièrent le processus de la *perestroïka*. L'absence de rationalité économique et de conscience sociale, de

transparence et de responsabilité, sans parler des autres défauts, représentait le signe distinctif de l'univers du CMI et de la *nomenklatura*, et elle marqua de son empreinte naturelle la réalité postcommuniste. A l'inverse, les relatives limitations imposées au CMI et à l'élite dirigeante des pays de démocratie libérale de l'Ouest peuvent expliquer la transition moins difficile de ces derniers vers l'ère postérieure à la confrontation entre les deux adversaires et le maintien du statut de superpuissance des Etats-Unis. On peut comprendre dans ce contexte pourquoi le passage du «socialisme» au «capitalisme» se fit à peu près sans heurts dans les «démocraties populaires». Celles-ci ne possédaient aucun CMI comparable à celui que comptait l'ancienne URSS.

Il y a lieu de se demander si la décommunisation et/ou la libéralisation aurait pu être mise en œuvre d'une manière plus «normale», c'est-à-dire moins douloureuse. J'avancerai une opinion personnelle, que d'aucuns qualifieraient à tort de conservatrice. Disons, en quelques mots, qu'elle repose sur l'idée que les institutions du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) renfermaient un potentiel démocratique suffisant, qui aurait pu être employé (mais ne le fut pas) à réformer l'Etat et la société. En d'autres termes, le parti démocratisé aurait dû jouer le rôle de locomotive de la société en veillant à ce que ce train ne déraile pas.

Sur quels fondements repose cette thèse? Les membres du PCUS étaient généralement considérés comme un groupe de carriéristes et de serviteurs malléables du régime. Cette affirmation est pour l'essentiel exacte, mais elle ne traduit pas toute la réalité. Les cellules du Parti, tout au moins dans certaines institutions universitaires (dont j'ai une meilleure connaissance), étaient infiltrées (et quelquefois dirigées) par ceux que l'on appelait «les dissidents intrasystémiques», dont les opinions divergeaient fortement de celles des membres de la *nomenklatura* (et qui parvenaient parfois à influencer ces derniers). Il est difficile de dire si une impulsion démocratique venue de «la base» aurait pu réussir à réformer l'ensemble de la structure du parti, de manière à démanteler le pouvoir des *apparatchiks*. Un glissement en ce sens a néanmoins pu être observé. Mon collègue de l'institut, le D^r Pyotr Cherkassov, vient d'achever une monographie consacrée à l'histoire de l'IMEMO, un groupe de réflexion établi à Moscou, qui présente le récit passionnant de la lutte à mort entre l'organisation du parti de cette institution et les *apparatchiks* du Comité central et des organes d'Etat. Ces derniers dominaient à l'époque de Brejnev et d'Andropov, mais leur triomphe (qui ne fut d'ailleurs jamais total) fut de courte durée. L'avènement de la *perestroïka* entraîna de profonds changements. Ainsi, les candidats au poste de secrétaire du parti «recommandés» par les *raikoms* (comités de district) furent progressivement évincés au fil des élections et les cellules du parti obtinrent le droit de percevoir, pour leurs propres besoins, la moitié des cotisations des membres collectées. Si l'argent est source de pouvoir, cette innovation pouvait conduire à une «diffusion du pouvoir» et à ce que l'on pourrait appeler une démocratisation du Parti.

Ce processus pouvait-il aboutir à une démocratisation de la société? Il est difficile de répondre à cette question. Pour les représentants des «dissidents extérieurs au système», la réponse était catégorique et négative: ils traçaient un parallèle avec l'apartheid en Afrique du Sud, où les règles démocratiques étaient garanties pour une fraction de la

population, tandis que la majorité d'entre elle était exclue de la vie politique. Cette comparaison était bien entendu erronée. Dans un cas il était impossible de changer de couleur de peau, alors que dans l'autre l'accès au parti était en principe libre pour ceux qui souhaitaient y adhérer, à condition qu'ils fassent preuve de responsabilité sociale. En ce sens, le PCUS aurait véritablement pu devenir le noyau d'une société civile naissante en URSS, laquelle est loin d'être une réalité dans la Russie d'aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, cette idée mérite selon moi d'être examinée au rang d'hypothèse.

Voilà plus de cinquante ans que le grand penseur marxiste (et anticommuniste) Fritz Sternberg procéda à une analyse pénétrante du régime soviétique, en le définissant comme une dictature terroriste dotée d'un immense potentiel de transformation interne en une démocratie socialiste. Il prédisait alors qu'il serait erroné de penser que cette transition/révolution pourrait prendre la forme d'élections libres et d'une ébauche de parlement où les différents partis seraient représentés; selon lui, l'impulsion décisive devait être donnée par les syndicats et les «coopératives» rurales (Sternberg, 1950, pp. 214-16). Il se trompait: la révolution, suivant en cela un principe de l'histoire russe, vint du «sommet» et fut fortement entravée par l'alliance contre nature entre, d'une part, le CMI et la *nomenklatura* et, d'autre part, les «dissidents extérieurs au système» ultralibéraux, par le biais des élections libres officielles. Mais si l'on considère les propos de Fritz Sternberg comme un avertissement contre l'introduction prématurée et artificielle de normes libérales et parlementaires, il paraît juste de dire qu'il avait sans doute raison.

Le premier exemple de cette pseudo-démocratisation de l'ancienne URSS confirma son analyse. Les élections du 26 mars 1989 furent libres, dans la mesure où pratiquement n'importe qui pouvait se déclarer candidat et afficher sur les murs sa photo et son «programme» pour faire bonne impression sur les électeurs. Il n'est cependant guère surprenant que, dans cette situation étrange où aucun programme concret n'était à l'ordre du jour pour remplacer le rôle largement dépassé du PCUS et où le charme personnel d'un candidat importait plus que ses idées ou ses qualifications, l'organe élu, le Congrès des députés du peuple (dont la première session eut lieu du 25 mai au 12 juin 1989 et la deuxième session du 12 au 24 décembre 1989), ne jouât aucun rôle constructif et contribuât en pratique au chaos politique et économique général.

Il est difficile de dire avec certitude si la démocratisation du PCUS aurait été possible et si, dans l'affirmative, ce parti démocratisé serait parvenu à réformer l'Union soviétique au point de la sauver de la désintégration; tout laisse à penser que l'échec du parti sur ces deux tableaux impliquait inévitablement la mort de l'URSS. Certains auteurs attribuent l'éclatement de l'Etat soviétique multinational unifié à une résurgence de ce qu'ils appellent le «régionalisme» (Akhieser, 1997, pp. 653-663). Je lui préférerais le terme de nationalisme.

Dans ses *Expériences* (un ouvrage publié en 1967 et qui s'apparente à des mémoires), Arnold Toynbee qualifiait le nationalisme d'idéologie la plus puissante et la plus dangereuse du XX^e siècle (y compris, selon lui, «90 %» de deux autres idéologies: le «capitalisme» et le «communisme»). Il considérait que le seul remède contre

les effets destructeurs de ce sentiment consistait à encourager les mariages mixtes. Etrangement, le grand historien britannique négligeait un moyen plus pragmatique et plus efficace de combattre les démons des excès nationalistes: le principe et la pratique de la supranationalité, laquelle fait partie intégrante de l'idée et de la réalité de l'intégration européenne (peut-être cet oubli est-il uniquement dû à sa nationalité britannique, compte tenu du fait que les perspectives du Marché commun paraissaient incertaines à un grand nombre de ses compatriotes à la fin des années 1960). Pour en revenir au point qui nous occupe, il convient d'indiquer que ce type de supranationalité était également appliqué dans l'ancienne Union soviétique. La notion de «peuple soviétique envisagé comme une nouvelle communauté internationale» n'était pour ainsi dire pas un vain mot.

Certains ont affirmé que cette formule n'était qu'une imposture destinée à masquer la domination de la nation russe, voire la russification complète de l'ensemble des autres nations «soviétiques». Ce type de raisonnement me paraît aussi convainquant que celui des eurosceptiques, qui redoutaient que l'Europe unie ne fût une Europe allemande. Certes, les garanties contre le diktat d'un Etat (ou d'un groupe d'Etats) en vigueur au sein de l'UE étaient ou sont assez différentes de celles que connaissait autrefois l'Union soviétique, ce qui ne signifie pas que cette dernière n'en présentait aucune. Elles étaient pour l'essentiel représentées par l'abnégation implicite et quelquefois explicite, voire institutionnalisée, dont faisaient preuve les Russes dans des domaines tels que le style de vie, l'interaction des cultures (la culture russe était davantage portée à l'absorption des caractéristiques spécifiques des autres cultures nationales qu'à l'expansion et à la «projection» de la sienne) et en particulier la structure du parti. Le simple fait qu'il existât des partis communistes en Ukraine, en Biélorussie, etc., alors que la Russie n'en possédait aucun, permit de rejeter l'affirmation selon laquelle la domination du PCUS équivalait à tenir les Russes en bride. Cela contribua à forger l'idéologie de l'internationalisme ou, en d'autres termes, de la «supranationalité».

Inversement, toute mesure tendant à exprimer clairement la «russité», même en vertu du slogan pourtant positif «les Russes sont égaux aux autres nations soviétiques», servait les tendances centrifuges de l'ancienne Union soviétique. A cet égard, la décision de créer le Parti communiste russe (PCR) fut totalement désastreuse. La constitution du Front uni des travailleurs par le groupe des communistes orthodoxes de Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), prédécesseur du PCR (son congrès constituant eut lieu en juin 1990), en juin 1989 peut être considérée comme le point de départ de la désintégration de l'URSS (et pas uniquement du PCUS).

Il est vrai que la formation du PCR était légitimée par une sorte de référendum organisé par le Parti. Même dans mon district de Moscou, qui comptait de nombreux sceptiques, les deux tiers des suffrages se prononcèrent en faveur d'un nouveau parti. Etait-ce là l'expression d'une pratique démocratique? L'inverse serait plus juste: compte tenu de l'absence de débat approfondi et de l'abondance de démagogie de bas étage, il y aurait lieu de parler d'une manipulation du scrutin. Quoi qu'il en soit, le fait que les communistes de Russie aient succombé sans difficulté aux sirènes du

nationalisme ne leur fit pas honneur. Et ce choix lève tout doute sur la possibilité de trouver un moyen plus simple et moins pénible d'accéder à «l'économie de marché et à la démocratie».

Cela tint naturellement pour beaucoup à la personnalité du dirigeant. Après tout, de Gaulle avait réussi à sauver la France dans une situation que beaucoup jugeaient catastrophique. Gorbatchev n'y parvint pas. De nombreuses raisons peuvent être avancées pour expliquer son échec. J'en citerai une seule: contrairement à de Gaulle, il ne disposait pas d'une équipe disciplinée et efficace de conseillers. J'en suis venu à cette conclusion au cours de mes recherches sur la politique soviétique en matière de réunification de l'Allemagne (la question allemande après la seconde guerre mondiale représente le domaine de spécialisation de l'historien que je suis).

En guise de résumé, nous insisterons sur les points suivants:

1. l'Union soviétique n'a pas perdu la guerre froide; elle a perdu bien plus: le combat entre les systèmes socio-économiques et, par voie de conséquence, une bonne part de sa légitimité;
2. la victoire de l'Ouest a été remportée non pas par des moyens militaires ou des activités subversives dirigées contre l'adversaire de la guerre froide (ces deux facteurs l'ont plutôt retardée), mais du seul fait de l'existence même de l'Ouest, par la fascination qu'exerçait son image sur l'esprit des élites dirigeantes soviétiques et de la population dans son ensemble;
3. l'éclatement de l'entité multiethnique et largement «supranationale» que constituait l'Union soviétique n'est pas dû principalement aux processus de démocratisation et «d'introduction de l'économie de marché» en tant que tels; ce furent en effet la perte du contrôle de ces processus par la société et la montée concomitante du nationalisme (et en premier lieu du nationalisme russe) qui sonnèrent sans échappatoire possible le glas de l'URSS.

Sélection bibliographique

Akhieser, Alexander, *Russia: The critique of the historical experience*, vol. 1, Novosibirsk, 1997 (en russe).

Connor, Walter D., «Soviet society, public attitudes, and the perils of Gorbachev's reforms», in *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 4, 2003.

Filitov, Alexei, «Victory in the postwar era: Despite the Cold War or because of it?», in *Diplomatic History*, vol. 16, n° 1, 1992.

Hogan, Michael J., «Introduction», in *The end of the Cold War: Its meaning and implications*, Cambridge, MA, 1992.

Jonas, Manfred, *The United States and Germany: A diplomatic history*, Ithaca, NY, 1984.

Loth, Wilfried, «General views on the Cold War», in *Cold War History*, vol. 3, n° 2, 2003.

Mukhin, Yuri, *The murder of Stalin and Beria*, Moscou, 2003.

Schlesinger, A., «Some lessons from the Cold War», in *Diplomatic History*, vol. 16, n° 1, 1992.

Sternberg, Fritz, *Marx und die Gegenwart*, Cologne, 1950.

Chapitre 30

Héros, «passés», protagonistes et population – La Hongrie en 1989

Janos Rainer

Quinze ans *déjà* ou quinze ans *à peine* se sont écoulés depuis 1989. Cette année appartient pratiquement à l'histoire, alors que la page de 1989 et du processus de transformation n'est pas encore tournée. 1989 a fait l'objet de nombreuses analyses, mais la plus grande partie de la société, qui a vécu ces événements, garde encore en mémoire une profusion de souvenirs personnels. Une génération a grandi depuis, qui se contente d'étudier ces événements; pourtant, même pour ces enfants, cette histoire présente une dimension personnelle. Bien qu'ils ne l'aient pas vécue à l'époque comme un événement historique et qu'ils ne puissent faire appel qu'à leur mémoire d'enfant, ils côtoient des parents, grands-parents, relations et amis dont les souvenirs sont d'un autre ordre.

C'est la raison pour laquelle je ne puis envisager 1989 avec le regard d'un simple analyste. Cette date fait également partie de mon histoire personnelle, trop personnelle pour me permettre de brosser les grandes lignes des événements. Je suis même incapable de retracer l'histoire complète de certains de leurs acteurs. Permettez-moi plutôt de me concentrer sur un événement particulier, qui eut lieu en l'espace de quelques heures un jour précis. Il est certes possible de donner un aperçu général ou une vue d'ensemble des événements, mais j'espère que certains agrandissements permettront de révéler des détails qui feront revivre le passé et le rendront plus proche du présent. Ils ont une signification différente, tout comme ce détail d'une photographie dans le film *Blow Up* de Michelangelo Antonioni (et dans la nouvelle de Julio Cortazar dont est tiré le film) prend un autre sens, en racontant sa propre histoire.

L'événement que j'évoquerai dans un instant s'est déroulé le 16 juin 1989 à Budapest, *Hősök tere* – place des héros. Il s'agissait d'une cérémonie d'adieu à un mort, Imre Nagy, ancien premier ministre de Hongrie. Exécuté par pendaison trente et un ans auparavant jour pour jour, en 1958, dans la cour d'une prison des faubourgs de Budapest, il reposait depuis cette date dans une sépulture anonyme du cimetière qui fait face à la prison. Il fut inhumé une nouvelle fois au même endroit en ce jour de juin.

Budapest possède deux grandes place imposantes capables de contenir une foule immense, toutes deux aménagées au tournant des XIX^e et XX^e siècles. L'une porte le nom de Lajos Kossuth, qui dirigea la révolution de 1848 et la guerre d'indépendance,

et est dominée par le parlement. Les première, deuxième et troisième Républiques hongroises y furent proclamées en 1918, 1946 et 1989; la population de Budapest s'y massa le 23 octobre 1956 pour protester contre le système stalinien. Un responsable politique communiste s'adressa à la foule ce jour-là: Imre Nagy, qui devint Premier ministre le lendemain matin. Son gouvernement fut sensible aux revendications de la révolution et proclama le multipartisme, la neutralité de la Hongrie et son retrait du pacte de Varsovie. Cette révolution fut écrasée par les forces soviétiques le 4 novembre 1956, mais Imre Nagy ne démissionna pas et ne rejoignit pas davantage le contre-gouvernement communiste de János Kádár. Il fut en conséquence accusé de haute trahison et de renversement du régime communiste, ce qui lui valut d'être exécuté.

Hősök tere – la place des héros – est un immense monument commémoratif consacré à la mémoire historique officielle de l'Etat hongrois. Alors que le parlement érigé sur la *Kossuth tér* représente la plus importante institution de l'Etat hongrois, *Hősök tere* retrace mille ans d'histoire nationale, telle qu'elle était perçue au début du XX^e siècle. Les statues équestres des chefs hongrois qui conquièrent le bassin des Carpates se dressent en son centre, dominées par Árpád. De part et d'autre, les statues de ceux que l'on considérait au début du XX^e siècle comme les plus grands rois du pays s'étirent le long de la colonnade. Cette succession de souverains débute par saint Etienne, fondateur du royaume chrétien inspiré de ceux de l'Europe occidentale et s'achevait autrefois avec les monarques de la maison autrichienne des Habsbourg, qui s'emparèrent du trône hongrois au XVI^e siècle. La dernière représentation était celle de Francis Joseph I^{er}, qui avait écrasé en 1848 la lutte pour l'indépendance, mais était parvenu à un compromis avec l'élite dirigeante hongroise deux décennies plus tard. Le mémorial représentait la fondation de l'Etat hongrois, l'alliance entre la noblesse issue des chefs de tribus et les souverains (c'est-à-dire, à partir du XVI^e siècle, les Habsbourg) et par là même la Constitution aristocratique hongroise.

Lors de l'éclatement de la double monarchie austro-hongroise en 1918, le dernier groupe de statues fut démonté. Le 1^{er} mai 1919, durant la courte dictature bolchevique hongroise, l'ensemble du monument fut drapé de rouge. Sous le régime autoritaire de Miklós Horthy, qui renversa la révolution, les statues des monarques Habsbourg furent replacées. En 1929, un monument de pierre fut aménagé devant le groupe des chefs de tribus à la mémoire des héros hongrois de la guerre, dont l'épithète «1914-1918. Pour les frontières millénaires» faisait allusion au traité de Trianon de 1920. La fin de la Grande Guerre signifia en effet pour la Hongrie bien plus que la disparition de la double monarchie: la perte des deux tiers de son territoire et de la moitié de sa population. Ce mémorial exprimait l'objectif du régime de Horthy, la restauration du territoire historique de la Hongrie.

Un quart de siècle plus tard, après 1945, les souverains Habsbourg furent à nouveau déboulonnés et remplacés par des dirigeants et des chefs d'Etat hongrois (y compris Kossuth) qui avaient lutté contre les Habsbourg. L'inscription du monument à la mémoire des héros hongrois fut effacée et remplacée en 1956 par une nouvelle épithète proclamant qu'ils avaient donné leur vie «pour la liberté et l'indépendance du peuple hongrois». Le souvenir historique de l'Etat aristocratique hongrois fut

remanié dans l'esprit du programme des autorités communistes qui avaient pris le pouvoir après 1945; le litige ne résidait cependant pas dans des statues précises, mais il opposait le monument et le pouvoir qui le modifiait. Le régime communiste avait en effet été imposé par les troupes soviétiques qui occupaient la Hongrie en 1945, contre la volonté de la majorité de la société hongroise.

Toutefois, le système communiste lui-même ne voulut pas abandonner tous les archétypes historiques. Le 1^{er} mai 1957, quelques mois à peine après la défaite de la révolution de 1956, János Kádár prononça un discours sur la *Hősök tere* devant 250 000 personnes. L'orateur se tint en face de ce tableau historique, en s'identifiant en partie à lui, tout en prenant ses distances, mais en tournant le dos aux statues, qui ne furent ni démontées ni remplacées.

Peu de temps après le 1^{er} mai 1957, János Kádár déclara lors d'une conférence nationale du parti communiste:

«une forte proportion des masses laborieuses se soucie avant tout non pas des questions générales de la politique, mais de solutions efficaces aux problèmes économiques et culturels qu'elle rencontre dans sa vie quotidienne. Elle ne forge pas davantage son opinion sur le parti et le système en se fondant sur des questions politiques».

Ce truisme en faveur du «point trop de démocratie» devint le fondement de la «consolidation kadarienne». Celle-ci consistait en substance en un marché tacite. Tant que leur niveau de vie continuera à augmenter, lentement mais sûrement et de manière prévisible, les «masses laborieuses» admettront les réalités de la politique internationale et de l'occupation soviétique, sans remettre en question la légitimité du pouvoir communiste, et accepteront que certaines questions politiques, y compris les structures politiques de l'histoire nationale, soient proscrites. Le cas de la *Hősök tere* montre clairement que la Hongrie possède une forte tradition de représentation des histoires épiques de son passé national.

Le régime Kádár s'est longtemps efforcé de respecter sa part du marché en usant de souplesse. Les réformes mises en place à la fin des années 1960 comprenaient des éléments de l'économie de marché, mais ce processus fut interrompu au début des années 1970 sur l'ordre de l'Union soviétique, au grand soulagement de l'appareil du Parti hongrois. Cette décision conduisit l'économie hongroise à perdre sa capacité d'adaptation à l'évolution de l'économie mondiale, alors même que les réformes avaient rendu la première plus dépendante de la seconde. A la fin des années 1970, le niveau de vie commença à stagner puis, au milieu des années 1980, à décliner. L'imprévisible Mikhaïl Gorbatchev, déterminé à entreprendre des réformes, prit la direction du Parti soviétique en 1985. Cette situation provoqua naturellement un malaise parmi l'élite politique de Hongrie et des autres pays d'Europe orientale.

La Hongrie présentait d'autres facteurs de crise spécifiques. Les Hongrois étaient en mesure de comparer leur niveau de vie avec, par exemple, celui de la génération précédente, dont une bonne part avait tout perdu lors des deux catastrophes successives de la première moitié du XX^e siècle, ou avec celui de leurs voisins à l'Est et à l'Ouest.

Près de 250 000 personnes avaient fui à l'Ouest en 1956, dont la plupart étaient de jeunes hommes. Des centaines de milliers de Hongrois furent à nouveau autorisés à voyager à l'étranger au début des années 1960 et les émigrés purent rendre visite à leurs familles. Tant que le niveau de vie du pays se situait à mi-chemin de ceux de l'Est et de l'Ouest, le marché kádarien fonctionna. Mais lorsqu'il commença à perdre de sa crédibilité et menaça (même de façon très lointaine) de tomber à hauteur de celui des Polonais ou des Tchécoslovaques, le mécontentement gagna la société. Il s'exprima tout d'abord par le biais de groupes d'opposition, puis par les jeunes technocrates du parti et de l'appareil d'Etat.

Ces technocrates étaient capables de parler avec bon sens des maux dont souffrait le système communiste et des réformes qu'il convenait d'appliquer pour y remédier. Il était dans leur intérêt de disposer d'une plus grande liberté de parole et d'assouplir le monopole de communication de l'élite dirigeante. Mais les causes de ces maux résidaient dans un passé dont ils partageaient avec l'ensemble du système le déficit moral. Le principal obstacle était János Kádár lui-même. Il personnifiait la défaite de la révolution de 1956, alors que les grandes réussites de son régime dans les années 1960 et 1970 n'étaient plus qu'un souvenir dix ans après. Seule l'opposition démocratique était à même de souligner clairement cet état de fait.

Kádár fut démis de la direction du parti avec l'aide de Gorbatchev à l'été 1988. Ses successeurs tenaient à engager le dialogue avec la minorité politiquement active et se montrèrent disposés à faire des concessions: réformes économiques, liberté d'expression et de réunion partielle, ainsi qu'une forme de réexamen de la situation. Le fardeau le plus encombrant était celui de la personnalité symbolique d'Imre Nagy, exécuté et privé de sépulture. L'opposition hongroise, dont les radicaux cherchaient à briser totalement le système communiste, le ressentait avec tout autant de justesse.

«Les dirigeants du Parti socialiste ouvrier hongrois évoquent eux-mêmes une séparation du parti et de l'Etat, une forme de pluralisme socialiste. Quelle que soit la signification de ces propos, chacun doit comprendre qu'aucune véritable ouverture politique ou conciliation ne sera possible tant que des corps privés de sépulture obstrueront la voie d'un compromis»,

déclara le philosophe János Kis, personnage de premier plan de l'opposition démocratique, lors de la manifestation du 16 juin 1988. Ce même été, un comité spontané formé d'anciens condamnés politiques, le Comité pour la justice historique, fit avec succès pression sur le parti communiste pour qu'il soit procédé à la recherche des dépouilles d'Imre Nagy et de ses collègues, et que leurs familles soient autorisées à les inhumer. Le génie était désormais sorti de sa lampe. En février 1989, le général Jaruzelski s'assit en Pologne à la table des négociations avec Solidarność. Au printemps, la Hongrie vit également la constitution de partis politiques qui entreprirent de négocier avec le Parti socialiste ouvrier hongrois. La presse et la télévision évoquèrent de plus en plus le passé, les morts, la répression et l'année 1956. Les autorités reculèrent pas à pas. Les funérailles d'Imre Nagy ne pouvaient pas se limiter au cercle étroit d'une famille enterrant l'un de ses parents. Aussi fut-il décidé que la cérémonie aurait lieu sur la *Hősök tere*, cette place de la mémoire nationale hongroise.

C'est ainsi que les acteurs de la transition démocratique hongroise se réunirent sur l'esplanade au matin du 16 juin 1989. Tout le monde ne s'y trouvait pas. La dépouille d'Imre Nagy reposait dans un cercueil; elle avait été découverte après plusieurs mois de recherches dans l'angle le plus éloigné du grand cimetière de Budapest. Ce n'était pas le véritable esprit d'Imre Nagy qui avait rempli la place des héros. Nagy avait appartenu à la première génération de responsables politiques communistes hongrois. Il avait adhéré au Parti bolchevique en 1918, durant sa captivité militaire en Russie. Plusieurs périodes de sa vie présentaient encore des zones d'ombre en 1989, y compris celle de son exil en Union soviétique dans les années 1930. On connaît ses prises de position fréquentes avec les dirigeants de son parti, en faveur d'une forme de communisme à visage humain. Il avait été l'un des premiers réformateurs du parti, mais ses idées avaient été rejetées lors de son premier mandat de Premier ministre en 1953-1954. Il ne fut pas davantage un révolutionnaire en 1956, bien qu'il fût demeuré partisan de l'indépendance de la Hongrie et plus enclin à tenir compte de la volonté puissamment exprimée de la société hongroise que de la politique de Moscou. Il fut un communiste, un communiste démocratique national, si tant est que la contradiction de ces termes ne soit pas trop marquée. Mais ce paradoxe fut résolu par son procès et son exécution. Le 16 juin 1989, le communiste Imre Nagy apparut aux yeux du public comme un martyr de 1956, une victime des communistes. Ceux qui furent inhumés à ses côtés étaient également membres du parti communiste.

Le second acteur principal n'assista pas non plus à la cérémonie; âgé de 77 ans, János Kádár se trouvait dans sa villa sur la rive opposée du Danube, diminué et condamné par la maladie. Comme Nagy, il avait contribué à la mise en place d'un régime de type soviétique en Hongrie, mais contrairement à lui, il n'avait jamais douté du bien-fondé de son action. Il participa au gouvernement révolutionnaire de Nagy en 1956, mais accepta après coup d'endosser le rôle d'un Quisling. On lui doit l'exécution de Nagy et de nombreux révolutionnaires, puisque la direction soviétique n'avait pas, au vu des connaissances actuelles, exigé de représailles sanglantes. Il fut par la suite considéré comme le meilleur réformateur d'Europe orientale et reçut l'approbation de la majorité de la population hongroise. Dans les derniers temps cependant, il fut terrifié par toute idée de changement et, en 1989, par la perspective d'être amené à répondre de ses actes. Kádár était présent dans l'esprit de ceux qui se tenaient sur la place, en qualité d'assassin de la révolution hongroise et de la liberté de la Hongrie, bien que personne ne se décidât à le dire.

La *Hősök tere* avait été aménagée pour l'occasion. Le décor conçu par Gábor Bachmann et László Rajk déplaça l'attention de la représentation de l'histoire de l'Etat hongrois vers un catafalque érigé sur le côté sud, devant le musée des Beaux-arts de Múcsarnok. Rajk naquit en 1949, mais son père, responsable communiste, fut arrêté quelques semaines plus tard et exécuté à la suite du premier grand procès spectaculaire hongrois. Le fils devint un militant de premier plan de l'opposition démocratique hongroise dans les années 1970. L'aménagement de la place par Rajk soulignait l'aspect plébéien et de gauche de la révolution de 1956 et créait une atmosphère de deuil intemporelle. De simples tentures noires et blanches garnissaient les lieux. Le symbole de la révolution hongroise, un drapeau national découpé en son

centre à l'emplacement des armoiries d'inspiration soviétique, était suspendu à une structure délabrée et inclinée, faite de pièces de fer rouillées, qui ressemblait à une grue. Certains y virent une potence, et d'autres le mât d'un navire qui sombre.

Le 16 juin 1989 était un jour de semaine, mais quelque 200 000 personnes assistaient à la cérémonie. Elle fut retransmise en direct et pendant toute la journée par la télévision d'Etat, sans l'accord ni du parti ni du gouvernement. Les oraisons funèbres furent prononcées par d'anciens collègues de Nagy choisis par le Comité pour la justice historique, qui avaient été condamnés après la révolution. Le gouvernement et le parlement hongrois, formés d'un parti unique, demandèrent au nouveau Comité pour la justice historique de déposer leur couronne sur le catafalque. Le parti communiste n'envoya aucun représentant. Le Comité politique avait débattu pendant des heures sur l'opportunité de pavoiser l'immeuble du parti et, si oui, sur le choix des drapeaux. Il fut finalement décidé d'arborer un drapeau noir et le drapeau national tricolore, en omettant volontairement la bannière rouge du socialisme. Trois jours avant la cérémonie du 16 juin, le parti avait engagé des négociations avec une coalition des partis d'opposition sur la question d'une nouvelle Constitution, de la législation de la période transitoire et des élections libres. La transition que Rudolf Tőkés baptisa la «révolution négociée» de Hongrie venait de commencer.

Les orateurs qui se succédèrent sur la place évoquèrent les morts et la révolution. Ils ne songeaient pas à la poursuite ou à la renaissance de 1956, mais à une transition pacifique, qui visait à réaliser les objectifs de 1956. Il régnait une atmosphère de célébration, solennelle et légèrement tendue. Quelques jours plus tôt à peine avait eu lieu la répression sanglante des étudiants qui manifestaient pour la démocratie sur la place Tiananmen de Pékin. La police politique hongroise (toujours dirigée par des officiers communistes à l'ancienne mode) établit un plan d'action, afin d'assurer le déroulement pacifique des funérailles. Seuls quelques policiers furent cependant visibles lors de la cérémonie, car le service d'ordre avait été assuré par les militants des partis d'opposition. Les applaudissements et les acclamations furent rares et la foule rentra chez elle calmement, à l'issue d'une cérémonie qui avait duré plusieurs heures, pour suivre à la télévision la mise en terre des cercueils. Il n'y eut aucun incident.

Le 16 juin 1989 marqua un tournant psychologique dans le changement de régime en Hongrie. Il symbolisa la disparition d'une époque. Comme l'écrivit quelques mois plus tard le politologue Péter Kende,

«le facteur moral représenta l'une des principales causes de l'effondrement de l'ancien régime. Cette cérémonie de deuil équivalut à l'élévation de l'hostie qui fait fuir le Malin dans un gémissement».

Il sembla après cela que l'élite communiste du pays ne reprendrait sans doute jamais l'initiative. En vérité, sa désintégration morale contribua grandement à favoriser le déroulement pacifique du changement de régime en Hongrie. La crise générale du système soviétique, le rôle de Gorbatchev et d'autres facteurs encore facilitèrent à

l'évidence cette évolution; mais tenons-nous en aux caractéristiques spécifiques du cas hongrois.

Expliquons à présent en quelques mots en quoi ce jour de juin présagea de la suite des événements en Hongrie pendant et après la transition. Parmi ceux qui étaient présents sur la *Hősök tere*, figuraient trois des cinq futurs Premiers ministres hongrois à partir de 1990: József Antall, Viktor Orbán et Péter Medgyessy. Ils appartiennent à trois générations différentes et leur histoire est loin d'être ordinaire, mais à bien des égards elle est caractéristique de la transition hongroise et de son étrange rapport au passé.

József Antall est né en 1932. Son père était un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur avant et pendant la seconde guerre mondiale, qui s'était occupé en 1939 du logement et de la prise en charge des réfugiés polonais. Après la guerre, Antall père était devenu député du Parti des petits propriétaires et ministre du gouvernement de coalition, poste qu'il continua d'occuper après la prise du pouvoir par les communistes, jusqu'en 1953. Il voulait faire de son fils un homme politique et l'envoya dans le meilleur établissement secondaire religieux de Budapest. József Antall intégra l'Université en 1950 et obtint un diplôme de professeur d'histoire, mais il fut démis de ses fonctions d'enseignant sous la pression politico-policière en 1959. Il ne fut cependant pas arrêté et continua à exercer une profession intellectuelle. Il devint conservateur adjoint d'un musée à la fin des années 1960, puis conservateur dans les années 1980.

Bien qu'il fût placé sous surveillance policière pendant des décennies – son meilleur ami et camarade de classe fut un informateur qui rendit compte de ses faits et gestes pendant trente ans – il ne prit part à aucune activité d'opposition directe. Néanmoins, de proches connaissances jugèrent qu'il avait l'étoffe d'un homme politique. Compétent en histoire comme en droit, résolu, Antall conduisit durant l'été et l'automne 1989 la délégation de l'hétérogène et populiste Forum démocratique hongrois aux négociations tripartites avec le parti communiste. Il prit la tête du mouvement à l'automne et fut nommé Premier ministre lorsque celui-ci devint le premier parti du pays à l'issue des élections de 1990. Il s'efforça de transformer le forum en un parti conservateur du type de ceux d'Europe occidentale, sans y parvenir. Il fut emporté par un cancer en 1993.

Viktor Orbán naquit en 1963 dans une famille rurale de Transdanubie. Ses parents ne travaillaient cependant plus la terre. Son père était cadre moyen dans une société minière, qui fut privatisée à l'époque du changement de régime, ce qui lui permit de devenir un riche propriétaire de carrière. Son fils étudia le droit à Budapest dans les années 1980. Il participa à la création d'un «club de réflexion» populaire, qui prit le nom du philosophe politique István Bibó, lequel avait servi en 1956 dans le gouvernement d'Imre Nagy. Ce club spécialisé accueillait régulièrement des conférences données non seulement par des universitaires, mais encore par des personnalités marquantes de l'opposition démocratique. En 1988, Viktor Orbán devint le membre fondateur du FIDESZ, un parti libéral radical de la jeunesse. Il fut le seul orateur à prendre la parole lors des funérailles de Nagy qui n'avait pas et ne pouvait pas avoir vécu

1956. Les organisateurs de la cérémonie lui demandèrent de s'exprimer au nom de la jeunesse hongroise; il prononça le discours le plus hardi et le plus triste de la journée, en appelant au retrait des troupes soviétiques et en déclarant que les cercueils contenaient également l'existence de la génération qui avait grandi dans les années 1980, allusion aux difficultés et au prix à payer pour le changement de système. Dans les années 1990, Orbán prit une autre direction et mit sur pied un Parti conservateur hongrois, curieux mélange éclectique de chrétiens-démocrates de style occidental, d'extrémistes de droite sensibles à l'autoritarisme des années de l'entre-deux-guerres et de jeunes gens pragmatiques d'une génération plus récente encore que la sienne.

Péter Medgyessy naquit en 1941 dans une famille de Transylvanie. Son père était un diplomate hongrois de la période communiste, alors que lui-même fréquentait dans les années 1960 la faculté de sciences économiques de Budapest, qui était à l'époque le bastion de la réforme du socialisme. Medgyessy intégra ensuite l'appareil d'Etat et le parti communiste. Il fut rapidement promu au sein du ministère des Finances, tout en exerçant pendant quelques années en secret une activité de fonctionnaire du contre-espionnage. Vers la fin des années 1980, il devint ministre des Finances, Vice-Premier ministre et membre du Comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois. Il œuvra aux côtés du Premier ministre Miklós Németh à l'introduction de l'économie de marché et accompagna ce dernier lorsqu'il déposa une couronne sur le catafalque d'Imre Nagy. En 1989, il n'adhéra pas au nouveau parti socialiste. Il prit la direction de la filiale hongroise d'une grande banque française et devint un riche financier. En 2002, il fut choisi hors des rangs du parti socialiste par ce dernier pour assumer la fonction de Premier ministre.

Le régime de type soviétique en Hongrie s'effondra en 1989. Des élections libres furent organisées l'année suivante et, deux ans après les funérailles, les forces d'occupation soviétiques quittèrent le pays. L'économie fut réorganisée sur la base de l'économie de marché en quelques années et la croissance réapparut au milieu des années 1990, après une grave récession. Des mesures décisives de transformation de l'économie furent prises en 1995 par le ministre des Finances Lajos Bokros, qui avait été l'auteur d'analyses publiées par les samizdats de l'opposition dans les années 1980, sous le pseudonyme de David Ricardo. Le chef du gouvernement de 1994 à 1998, Gyula Horn, avait pris les armes contre la révolution en 1956, mais il eut en 1989 l'immense mérite de précipiter, en qualité de ministre des Affaires étrangères, les événements qui contribuèrent à la chute du mur de Berlin. Vu de loin, le changement de régime hongrois fut une transition pacifique et ordonnée d'une qualité à une autre, c'est-à-dire d'une version douce et souple du système soviétique poststalinién à une démocratie libérale. Mais des générations et une multiplicité de stratégies furent intégrées à ses histoires individuelles voisines: les valeurs et les mauvais génies de l'entre-deux-guerres, l'héritage moral de 1956, les succès de la période Kádár, ainsi que les critiques et les constats des moments de crise.

Cela vaut également pour les véritables protagonistes. Car le 16 juin 1989 les véritables protagonistes de l'événement furent la foule des 200 000 personnes massées sur la place et les millions de téléspectateurs qui suivaient sa retransmission. Nul doute que

mille pensées leur traversèrent l'esprit en regardant la cérémonie. Quelques années encore avant 1989, la majeure partie de la société hongroise n'était pas totalement opposée au régime édifié sur l'écrasement de la révolution. La catharsis du 16 juin réveilla des souvenirs dont personne ne se rappelait depuis longtemps: l'année de la mise en place du système soviétique, 1956 et les représailles qui suivirent. Pendant un bref instant, ce que presque tout le monde ressentait apparut dans un éclair de couleurs éclatantes: vivre mieux, comme les Autrichiens par exemple. Si le passé impliquait désormais qu'il était impossible d'y parvenir sans liberté et sans démocratie, ils étaient prêts à le croire. Peu importait qu'ils aient bien vécu après 1956 (bien que leur niveau de vie ait été inférieur à celui des Autrichiens) et qu'ils ne se soient pas souciés des souvenirs, des crimes ou des criminels. Seul importait ce jour de deuil, qui englobait tout. Après coup, le passé disparaîtrait dans la tombe avec ces corps et ils n'auraient plus à l'affronter.

Toutes ces conclusions se sont révélées au cours des quinze dernières années en partie exactes et en partie erronées. D'une part, la diversité des notions et des récits du passé continue à jouer un rôle important dans la division politique de la Hongrie, tandis que la diversité des souvenirs occupe toujours la première place dans le discours public. D'autre part, la nature pratique et pragmatique de la majeure partie de la société hongroise n'a pas changé. Douze ans après 1989, ma fille, alors lycéenne, eut pour sujet de dissertation l'histoire de sa famille au XX^e siècle. Voici ce qu'elle écrivit à propos de la période qui s'est écoulée depuis le changement de régime:

«cette période a surtout modifié l'existence de mon père. Depuis 1989, il a pu se consacrer en toute légalité à ce qui l'intéresse: la révolution de 1956».

Cette remarque, dans sa simplicité, me paraît être l'expression de la vérité. L'histoire de 1989 n'est pas achevée. En racontant nos histoires personnelles de 1989, grandes et petites, en nous interrogeant et en réfléchissant à ces questions, nous contribuons à veiller à ce que le véritable message de cette journée qui eut lieu il y a quinze ans, c'est-à-dire l'importance de se soucier du passé, l'importance de notre rapport à la liberté et l'importance du sort des individus dans l'histoire, demeure et touche ceux pour lesquels ce souvenir s'efface chaque jour davantage.

Chapitre 31

L'histoire de la chute du communisme – Chantier des sciences sociohumaines

Lavinia Betea

Le plan de recherche: étude de cas – «La révolution roumaine» de 1989

Comme on le sait, l'année 1989 a apporté en Europe centrale et de l'Est l'effondrement du régime communiste et le début d'un processus complexe de transformation aux niveaux individuel et collectif. Et c'est une affirmation banale que les conditions préalables de Roumanie en étaient différentes et que le transfert du pouvoir y a été fait d'une manière dissemblable aux «révolutions de velours» des autres pays européens. C'est ainsi que, dans le processus d'écroulement des régimes communistes en Europe, afin de changer l'équipe au pouvoir, en Roumanie «on a mis en scène une révolution typique» (Karnououh, 2000).

Dans son analyse concernant la révolution de Roumanie, par rapport aux changements des autres Etats communistes d'Europe, Gabanyi (1999) a signalé les particularités suivantes du transfert du pouvoir:

1. c'est en Roumanie seulement qu'a eu lieu un renversement sanglant de régime, pendant lequel 1 104 hommes ont été tués et 3 352 ont été blessés;
2. on a eu recours à la violence non seulement avant la fuite du couple Ceaușescu de Bucarest, mais plus encore après cela (22-25 décembre 1989). Le but de cette action était de créer une apparence de légitimité dans la prise du pouvoir par la nouvelle équipe dirigeante et d'assurer ce pouvoir par les changements institutionnels et des élites de premier rang;
3. c'est en Roumanie seulement que le chef du parti, Nicolae Ceaușescu et son épouse, Elena Ceaușescu, ont été mis à mort après un procès qui représente une rémanence des processus stalinistes;
4. c'est à peine après ce renversement de dictature de couleur idéologique nationale-communiste qu'en Roumanie les communistes réformistes ont pris le pouvoir.

Les disputes causées par le caractère populaire et révolutionnaire de la révolte, les manipulations de l'information pratiquées par l'intermédiaire des médias entre les 22 et 25 décembre 1989, la légitimité de la nouvelle élite qui a pris le pouvoir, le procès des époux Ceaușescu et de leurs proches associés, le rôle de l'armée et de l'ancienne Securitate (les services spéciaux) dans tout ce renversement et surtout

dans les attaques terroristes, au compte duquel on a justifié ensuite le recours à la violence – ont constitué (simultanément et successivement) un ensemble, disparates et souvent contradictoires, de significations et resignifications de la mémoire sociale des Roumains.

Malgré l'abondance des ouvrages dédiés à l'effondrement du régime communiste et, implicitement, à «la révolution sanglante de Roumanie», aucune étude élaborée jusqu'à présent à ce sujet n'est conforme aux théories et aux méthodologies propres aux sciences sociohumaines.

Notre recherche va se dérouler selon deux axes principaux:

1. l'investigation de la formation et de la transformation des significations et «re-significations» dues à un événement historique d'une envergure et d'une importance considérables, au cours d'une étape circonscrite à quinze ans;
2. l'étude des rapports entre les représentations sociales de certains phénomènes, institutions et caractères (tels que «la révolte anti-Ceaușescu», «les services spéciaux communistes», «la Securitate», «les terroristes et les héros de la révolution», etc.) et les facteurs (la propagande, la commémoration, etc.) qui ont contribué à la transformation de contenu d'une certaine mémoire à signification sociale.

L'étude de cas préconisé utilisera comme méthodologie fondamentale:

1. l'analyse du contenu des discours (officiel, des journaux) et des conversations enregistrées avec «les spectateurs engagés» dans les événements;
2. l'interview créative avec des participants aux événements de décembre 1989;
3. la méthode biographique, l'étude des documents et les récits autobiographiques.

A l'aide des méthodes d'analyse sociohumaine, utilisées dans notre étude, on se rapportera aux théories et aux analyses psychosociologiques principales.

Tout d'abord, notre attention sera focalisée sur le phénomène des représentations collectives en tant que forme de connaissance sociale. L'analyse de la formation et de la transformation des représentations sociales, concernant les événements déclenchés en décembre 1989 en Roumanie, nous permettra de mettre en évidence quelques aspects du rapport entre le noyau central et ses éléments périphériques, le rôle du contexte et de l'idéologie dans la formation de la mémoire sociale.

À l'aide de ces représentations sociales, on mettra en rapport la mémoire individuelle et la mémoire sociale. Entendue comme une forme de conversion et de manifestation de la pensée sociale, la mémoire sociale des événements de décembre 1989 sera abordée en tant que résultat d'un ancrage sociopolitique. En ce qui concerne la formation et le changement des significations de la mémoire, une réflexion spéciale sera réservée au rôle des événements publics, aux commémorations, aux statues, à la naissance de quelques traditions destinées à mettre en accord le sens et/ou les significations nouvelles de certains souvenirs.

Dans l'étude que nous proposons, nous voulons nous rapporter à l'une des perspectives cognitives de la mémoire collective par l'analyse de la mémoire de type «flash» (Conway, 1994), que les «spectateurs engagés» ont gardé des démonstrations et des protestations qui avaient finalement abouti à l'effondrement du régime communiste de Roumanie, ou de certains moments tendus de cette époque («la fuite de Ceaușescu», «les attaques des terroristes», etc.).

On estime également que l'analyse, du point de vue des théories et des méthodologies psychosociologiques, de certains contenus de l'histoire récente, dans ce cas – de «la révolution roumaine de 1989», phénomène mondial des plus connus par l'intermédiaire des médias – peut contribuer aussi à la clarification d'un sujet historique très disputé.

Application pratique: l'effet «groupthink» dans «la révolution roumaine»

Dans la Roumanie communiste, le «régime Ceaușescu» (1965-1989) a excélé par l'empêchement et l'anéantissement de toute forme de résistance à travers le contrôle exercé par la police politique sur les citoyens et par la censure de l'information à laquelle ceux-ci pouvaient avoir accès. L'explication du phénomène réside dans le fait que le leader communiste a détenu le pouvoir, le contrôle des médias, de la police répressive, pour une longue période de temps.

En 1965, sous prétexte de «développer la démocratie», Ceaușescu a remplacé l'ancien Bureau politique par le Comité politique exécutif (le CPEX), organisme dont la structure était élargie (79 membres) et dont les prérogatives du pouvoir étaient, en réalité, formelles. En 1967, après avoir pris le pouvoir depuis deux ans, Ceaușescu avait renoncé au principe de la séparation du pouvoir de parti et d'Etat afin de prendre la fonction de président du Conseil d'Etat. En 1974, le leader du parti unique s'est autoproclamé président de la Roumanie. Il était le commandant suprême de l'armée et le dirigeant des organisations collectives et de masse à la fois. Pendant l'étape de l'apogée du pouvoir, il a recouru à «une dictature de clan», les fonctions les plus importantes étant accomplies par lui, par sa femme, par d'autres membres de la famille et par un nombre restreint de collaborateurs fidèles.

Pendant la dernière période du régime, les mécanismes du pouvoir fonctionnaient de sorte qu'il n'y avait aucune autre alternative de gouvernement. Ainsi, le principe de «la rotation des cadres», suivant lequel les activistes de rang supérieur étaient remplacés très vite d'un ressort à l'autre, empêchait l'existence d'une relation plus étroite, capable de se cristalliser dans une forme d'opposition.

Après les célèbres déclarations contre l'invasion de la Tchécoslovaquie (1968) qui ont assuré à Ceaușescu un grand prestige international, sous prétexte d'empêcher le changement du leader par les Soviétiques, on a décidé que l'élection du président soit le fait des membres du parti. Ultérieurement, avant les derniers congrès, à la séance de chaque organisation de parti, l'un des points de «l'ordre du jour» était «l'approbation

de la candidature» du camarade Ceaușescu à la fonction de secrétaire général du PCR. Par conséquent, les délégués au congrès devenaient de simples messagers du mandat de 4 millions de membres de parti qui – à l'unanimité – avaient approuvé la réélection de Ceaușescu en tant que leader suprême. Ainsi, son remplacement à la direction du parti et implicitement du pays était devenu impossible à réaliser et il semblait que son pouvoir eût reçu le caractère d'éternité.

Le 25 décembre 1989, lors de la fête de Noël, Ceaușescu et sa femme ont été fusillés après un simulacre du procès. Ce fait illustre un grand échec de sa politique et en même temps un mauvais début pour la société roumaine de transition. Au niveau de la politologie et du journalisme, l'analyse du passé récent s'arrête ici.

En termes psychologiques, les causes de la situation décrite pourraient être expliquées par les caractéristiques du groupe de décision, le présidium CPEX du Comité central du PCR. La structure suprême de décision et la direction de type oligarchique instituées par Ceaușescu expliquent au niveau du rapport de décision la réalité politique et les événements passés en décembre 1989.

Le modèle «*groupthink*» adopté d'après I. Janis et L. Mann (1977)

Lorsqu'on compare la situation de la Roumanie aux mouvements réformateurs des pays voisins, d'une part, et les prérogatifs officiels du CPEX d'autre part, la première conclusion est celle d'un échec du groupe de décision. Le phénomène pourrait être expliqué par «l'effet *groupthink*» selon la théorie de I. Janis (1977). Conformément à cette théorie – conçue à la suite d'une étude des relations à l'intérieur du groupe de décision et de l'efficacité des décisions adoptées – toutes les décisions politiques qui ont représenté un fiasco dans la politique américaine après la seconde guerre mondiale ont été marquées par «l'effet *groupthink*», groupe qui se caractérise par une séquence typique des faits décrits selon le schéma suivant:

Les antécédents

1. un niveau élevé de cohésion du groupe de décision;
2. l'isolation du groupe par des influences externes;
3. un leader puissant, autoritaire;
4. l'absence des normes/des procédures afin d'examiner les positions «pour» ou «contre» des actions alternatives;
5. le stress élevé induit par les menaces externes et la faible espérance de trouver une meilleure solution que celle favorisée par le leader.

Le fort désir de consensus (unité totale d'opinions)

Les symptômes de «l'effet *groupthink*»

1. l'illusion d'invulnérabilité;
2. la conviction dans la moralité inhérente du propre groupe;
3. les raisonnements collectifs;

4. la perception stéréotype du groupe adverse (l'incarnation du mal);
5. l'autocensure des doutes ou des opinions contraires (différentes);
6. l'illusion de l'unanimité;
7. la pression directe sur les dissidents;
8. la désignation tacite des «gardiens» idéologiques.

Les conséquences

1. l'inventaire incomplet des alternatives;
2. l'analyse incomplète des objectifs du groupe;
3. l'échec de la réévaluation des risques des élections préférées;
4. l'échec de la réévaluation des alternatives préférées;
5. la recherche précaire des informations pertinentes (par des experts);
6. les distorsions sélectives dans la transformation de l'information;
7. l'échec dans le développement des plans adaptés aux circonstances.

La probabilité réduite d'un résultat de succès

Pour sa validité en Roumanie, on retient les informations provenues des sténogrammes publiés à l'occasion du procès de 24 membres du présidium du CPEX (1991) et les mémoires historiques écrites par «les spectateurs engagés» (par exemple les membres du CPEX, D. Popescu et P. Niculescu-Mizil, l'ancien chef de la chancellerie du Comité central, S. Curticeanu et l'ancien chef de la section de presse du Comité central, C. Mitea). Conformément à ces sources, les antécédents de l'effet traduit en théorie réside dans les attributions du groupe de décision et dans les relations de travail établies par le couple Ceaușescu qui concentrait la décision quant à «la rotation des cadres» par lequel le dictateur et sa femme attribuaient différentes responsabilités à un même subordonné dans un intervalle de temps très bref.

Les caractéristiques de l'adoption des décisions par le CPEX ont été généralisées à tous les niveaux de décisions subordonnés (les comités départementaux de parti par lesquels la liaison avec Ceaușescu était maintenue à l'aide de téléconférences hebdomadaires, les comités locaux, communaux et des organisations de base). Le principe de l'unanimité imposé dans la vie politique roumaine après l'instauration du culte de la personnalité, les procédures de sélection et de promotion des activistes de parti, et l'adoption des décisions d'élection du leader dans le congrès du parti par les délégués qui apportaient les mandats des organisations politiques territoriales de réconfirmation du dirigeant représentent des tendances tellement marquées qu'en Roumanie les mécontentements individuels n'ont pas réussi à se regrouper autour d'un noyau unificateur. La situation est presque similaire en Bulgarie (où pourtant on remarque une tentative réformatrice) parce que l'Eglise est restée en totalité asservie au pouvoir. Les mécontentements des Roumains ont été exprimés par ce qu'on a appelé ultérieurement «la sincérité de cuisine» (Iakovlev et Marcou, 1999).

Les faits racontés par l'ancien chef de la chancellerie du Comité central précisaient les relations du noyau du pouvoir (Curticeanu, 2000). Ainsi, les membres du CPEX étaient désignés directement par le couple Ceaușescu. Leur liste lue seulement à la

veille du congrès du parti (afin d'être approuvée par les participants) était devenue une surprise même pour les personnes nommées. Les rapports et les matériaux, dont le débat et dont l'approbation représentaient l'attribution des membres du CPEX, étaient mis à leur disposition après l'entrée dans la salle de séance. Après un exposé synthétique des thèmes, soutenu par Ceaușescu, le leader émettait des conclusions telles que «je doute que vous ne soyez pas d'accord pour approuver...». Le rapport devait être présenté ensuite au congrès du parti et approuvé par les membres du CPEX sans qu'ils fussent présents («vous vous ennuierez si vous les écoutiez d'avance dans la salle de séance», raisonnait Ceaușescu).

De par le caractère omnipotent de l'idéologie représentée par le leader, les informations et les influences sur les autres membres du groupe, informations parvenues de l'extérieur du pays, étaient exclues. «Le contrôle technique» de ceux impliqués dans les mécanismes décisionnels par la police politique avait conduit – dans le déroulement des événements de décembre 1989 – à ce que l'information des membres du CPEX soit transmise exclusivement par Ceaușescu. Les réunions du groupe décisionnel étaient caractérisées, selon tous les témoignages, par un stress extraordinaire. L'invocation excessive des commandements idéologiques du leader du groupe – la condition primordiale du consensus du groupe décisionnel – conduisit à la situation enregistrée dans le sténogramme de la séance du CPEX du 17 décembre 1989.

Après l'information dénaturée de Ceaușescu sur les événements de Timișoara («les actions ont été planifiées par l'Est et par l'Ouest réunis afin de détruire le socialisme»), le couple Ceaușescu s'adressa à ceux qui avaient des responsabilités au sein des forces de l'ordre, imposant, en réalité, dans une manière militaire, le rapport de l'exécution des ordres donnés. Finalement, le leader du groupe décida:

«Nous lutterons jusqu'au dernier et nous devons le soumettre à l'approbation parce que l'indépendance et la souveraineté sont conquises et défendues par la lutte, parce que si en 1968 nous n'avions pas agi ainsi, ils nous auraient envahis comme ils l'avaient fait en Tchécoslovaquie quand les Soviétiques et les Bulgares étaient à la frontière.»

L'avalanche d'événements qui a suivi le discours de Ceaușescu au balcon (le leader entretint la confusion quant aux causes des événements en cours), la généralisation de la révolte, l'écroulement du régime après la fuite du couple Ceaușescu constituent l'échec dû à «l'effet *groupthink*», avec pour conséquence le manque d'alternative gouvernementale. Diverses causes étaient à l'origine de cette situation, nommées «téléévolution roumaine» ou «affaire des terroristes».

L'analyse a posteriori des alternatives qui s'offraient aux anciens membres du CPEX a été dénaturée quant à l'appréciation des difficultés initiales. Quelques-uns de ceux qui ont pris la décision se sont culpabilisés ultérieurement pour avoir ignoré des données essentielles, faciles à observer, culpabilité qui a généré des réactions névrotiques dépressives ou compensatoires. Ainsi, après le procès des anciens membres du CPEX, les uns sont morts ou se sont suicidés (Giosan, Totu); les autres ont écrit leurs mémoires par lesquelles ils essayent, principalement, de justifier les décisions du groupe dont ils ont fait partie (Popescu, Niculescu-Mizil, Curticeanu).

Conclusions

Ce chapitre représente une vision d'ensemble d'un projet plus ample actuellement en cours. Dans ce que nous avons présenté, nous nous sommes limités à exposer les motivations d'une approche interdisciplinaire de cet événement de l'histoire contemporaine. Les théories de la psychosociologie sont impossibles à analyser en recourant à l'historiographie traditionnelle. L'extension de l'analyse dans la perspective des changements survenus dans la mémoire sociale, des rémanences de représentations, des stéréotypes et des clichés déterminés par un demi-siècle de communisme suppose un effort de longue durée et de grande intensité, utile au chercheur et, implicitement à l'historien préoccupé par le passé récent et par ses effets sur le présent et le futur des pays européens ex-communistes.

Sélection bibliographique

Bardin, L., *L'analyse de contenu*, PUF, Paris, 1993.

Betea, L., *Psihologie politică: Individ, lider, mulțime în regimul comunist*, Polirom, Iași, 2001.

Curticeanu, S., *Mărturia unei istorii trăite*, Ed. Albatros, Bucarest, 2000.

Dahrendorf, R., *Reflecții asupra revoluției din Europa*, Ed. Humanitas, Bucarest, 1990, 1993.

De Montbrial, T., *Memoria timpului prezent*, Polirom, Iași, 1995, 1996.

Furet, F., *Atelierul istorie*, Corint, Bucarest, 1982, 2002.

Furet, F., *La révolution en débat*, Gallimard, Paris, 1999.

Gabanyi, A. U., *Revoluția neterminată*, Ed. Fundației Culturale Române, Bucarest, 1999.

Halbwachs, M., *La mémoire collective*, PUF, Paris, 1950.

Henry, P. et Moscovici, S., «Problèmes de l'analyse de contenu» in *Langage*, 1968.

Iakovlev, A. et Marcou, L., *Ce que nous voulons faire de l'Union soviétique*, Seuil, Paris, 1999.

Ilut, P., *Abordarea calitativă a socio-umanului*, Polirom, Ia...i, 1997.

- Janis, I. et Mann, L., *Decision making: A psychological analysis of conflict, choice and commitment*, Free Press, New York, 1977.
- Karnouh, C., *Comunism, postcomunism și modernitate târzie*, Polirom, Iași, 2000.
- Markova, I., *Dialogistica și reprezentările sociale*, Polirom, Iași, 2004.
- Mitea, C., «Jurnalul unui fost», in *Revista Totuși iubirea*, n° 25, juin 1991.
- Moscovici, S., *La psychanalyse, son image et son public*, PUF, Paris, 1976.
- Mucchielli, A., *Dicționar al metodelor calitative în științele umane și sociale*, Polirom, Iași, 1996, 2002.
- Neculau, A. et Constantin, T., «Memoria socială», in *Manual de psihologie socială*, Polirom, Iași, 2003.
- Niculescu-Mizil, P., *O istorie trăită*, Ed. Enciclopedică, Bucarest, 1997.
- Popescu, D., *Am fost și cioplitor de himere*, Ed. Expres, Bucarest, 1994.
- Soulet, J. F., *Istoria imediată*, Corint, Bucarest, 1994, 2000.
- Sténogramme de la séance du Comité politique exécutif du Comité central du PCR du 17 décembre 1989, in Bunea, M., *Praf în ochi, Procesul celor 24-1-2*, Ed. Scripta, Bucarest, 1991.
- Yin, R. K., *Case study research*, Sage Publications, Thousand Oaks, CA, 1989.

Chapitre 32

La réaction des Etats-Unis face aux événements de 1989

Wolfgang Krieger

Toute réflexion sur ce sujet impose tout d'abord de donner au moins un bref aperçu de la structure de puissance planétaire des Etats-Unis, qui confère en théorie à Washington la possibilité de réagir d'innombrables manières aux crises internationales. Dans la pratique pourtant, la dimension mondiale des Etats-Unis rend la situation infiniment plus complexe. Chaque initiative doit être examinée:

1. à la lumière des contre-mesures que pourraient prendre de véritables ou d'éventuels adversaires;
2. sans perdre de vue la façon dont chaque acte pourrait être interprété par les amis des Etats-Unis;
3. en tenant compte des possibilités d'escalade que recèle chaque action.

Rien n'est plus simple que d'amorcer une série de réactions qui peuvent être exploitées par des adversaires, mal comprises par des amis et difficiles à contrôler ou à réparer en faisant marche arrière. En ce sens, la structure de puissance planétaire des Etats-Unis représente à la fois un capital et une responsabilité lorsqu'il s'agit de trouver une réponse appropriée à une crise internationale, en particulier si cette dernière ne peut être confinée géographiquement et si elle représente un enjeu important pour des grandes puissances, comme ce fut le cas de celle qui toucha la sphère d'influence soviétique en 1989 (outre l'Union soviétique, l'imprévisible République populaire de Chine ne cessa d'occuper l'esprit des décideurs de Washington).

Depuis la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont conservé non seulement un certain nombre d'alliances militaires cruciales, parmi lesquelles figurent avant tout l'OTAN et l'alliance avec le Japon, mais encore un vaste réseau de bases militaires. Elles comportent à la fois des installations portuaires, des pistes d'atterrissage, des dépôts de munitions, des dépôts de carburant et d'autres fournitures, des postes de commandement, des logements militaires et des équipements médicaux – pour n'en citer que les éléments les plus évidents – ainsi qu'une multitude d'installations de communication et d'espionnage technologique. Un grand nombre d'entre elles ont été utilisées depuis la guerre, soit dès avant 1945. Par la suite, l'évolution des technologies militaires et de communication les a conduites à accueillir de nouveaux types d'installations. Les stations relais satellitaires constituent l'exemple le plus

classique de ces technologies postérieures à la seconde guerre mondiale, qui depuis les années 1980 ont été désignées sous le vocable de RMA (révolution dans les questions militaires). Ce vaste réseau d'installations est capital pour manœuvrer et orienter les groupes de porte-avions et les sous-marins des Etats-Unis, ses navires d'espionnage, ainsi que ses forces aériennes et terrestres partout dans le monde. En d'autres termes, même si une autre puissance, par exemple l'Union européenne, disposait de ses propres porte-avions, sous-marins, bombardiers, rampes mobiles de lancement de missiles, forces spéciales, etc., ces effectifs ne pourraient être déployés autour du globe et ne seraient pas en mesure d'intervenir sans une infrastructure comparable.

En Europe, entre le début des années 1950 et les années 1990, les Etats-Unis ont maintenu une force totale d'environ 320 000 hommes (par la suite hommes et femmes) en uniforme, à laquelle s'ajoutait un stock de quelque 6 000 ogives nucléaires, pour ne parler que de ces deux chiffres moyens (qui variaient bien entendu légèrement d'une année à l'autre). Incidemment, il aurait été impossible de conserver de telles forces outre-atlantique, la plupart stationnées au cœur des territoires nationaux des pays alliés (environ 240 000 hommes dans la seule Allemagne de l'Ouest), sans l'existence d'un réseau politique, économique et culturel parallèle à cette structure militaire.

Dans l'ensemble de l'Europe occidentale, ces forces étaient stationnées en vertu d'un régime que l'historien norvégien Geir Lundestad a qualifié d'*empire sur invitation*. Il entendait par là que les Etats hôtes (globalement) acceptaient le déploiement de troupes américaines car ils les jugeaient conformes aux intérêts de leur sécurité nationale. Dans le même temps cependant, ces amitiés se devaient d'être sans cesse renouvelées. Les relations en dents de scie entre Soviétiques et Américains, la menace de guerre nucléaire, le comportement parfois «impérialiste» des Etats-Unis tant en Europe que dans le reste du monde entraînent d'innombrables «crises de l'OTAN», des réactions antiaméricaines et des manifestations de rue rythmées par le slogan «*Yankee go home*».

Expliquer les raisons pour lesquelles cet «empire sur invitation» dura si longtemps et surmonta tant de crises serait ici hors sujet. Contentons-nous de souligner que la seule politique militaire, voire la menace brutale que représentait la politique étrangère soviétique, ne pouvait suffire à empêcher la désintégration de l'OTAN. La stabilité de cet édifice était assurée par un réseau de relations parallèles. Au-delà des capitaux et des marchandises qui se déversèrent en Europe par l'intermédiaire du plan Marshall, des fonds secrets financèrent le combat politique d'une longue liste de syndicats, partis politiques, organisations civiles et dirigeants anticomunistes. L'aide clandestinement accordée par la CIA aux élections italiennes d'avril 1948 ne représente que l'un des exemples les plus marquants de cette époque, alors que de nombreuses interventions méconnues furent menées en parallèle dans d'autres pays. Le soutien du syndicat Solidarność en Pologne dans les années 1980 fut peut-être le dernier exemple majeur de cette aide secrète non violente. Les livraisons d'armes américaines aux Moudjahiddins qui combattaient l'occupation soviétique en Afghanistan furent organisées par la CIA à peu près au même moment. Hors d'Europe, notamment en Amérique du Sud, les

Etats-Unis allèrent parfois jusqu'à dispenser une aide secrète en vue de soutenir les activités des sociétés privées américaines sur ces marchés.

En se fondant sur un vaste réseau d'investissements américains et de relations d'affaires établi bien avant la guerre, les Etats-Unis intensifièrent considérablement leurs activités commerciales étrangères dès après 1945. Au cours des années 1960, les investissements privés américains réalisés en Europe s'avèrent si importants qu'un journaliste libéral français bien en vue publia un ouvrage intitulé *Le défi américain*², lequel devint immédiatement un best-seller. Il fit à l'évidence vibrer une corde sensible au sein du public d'Europe de l'Ouest. Le commerce américain constituait-il une menace pour la souveraineté des pays industrialisés plus modestes, voire de taille moyenne?

A la différence de leurs principaux rivaux, les Etats-Unis propagèrent un puissant message culturel à travers le monde. Le «mode de vie américain» (quelle que soit la signification exacte de cette expression) devint un slogan accrocheur. Des millions d'Européens voulaient entendre de la musique pop et du jazz américains. Ils portaient des jeans, regardaient des westerns et admiraient la richesse des Américains et leur style de vie, ou du moins ce qu'ils croyaient en connaître. A l'inverse, rares étaient ceux qui souhaitaient adopter un mode de vie soviétique ou écoutaient de la musique folklorique russe – hormis les Russes eux-mêmes. Il n'existait aucun produit de consommation soviétique susceptible d'enflammer l'imagination des foules. A partir des années 1970 au plus tard, le «socialisme» de style soviétique était totalement discrédité. Le marasme économique devint de plus en plus palpable, alors que les médias électroniques introduisaient le style de vie occidental dans un nombre croissant de foyers d'Europe orientale, et même en Union soviétique.

Le rôle planétaire joué par les Etats-Unis peut-il être, à proprement parler, qualifié «d'impérialiste» ou «d'hégémonique»? La question fait débat. Il ne fait aucun doute que Washington assumait la direction du monde, principalement dans ce qui était considéré comme une lutte planétaire entre la liberté et la dictature totalitaire ou entre la démocratie libérale et le communisme de type soviétique. Tout conflit local et régional était réputé s'inscrire dans ce contexte dès que des groupes communistes ou, qui plus est, amis de Moscou y étaient impliqués. Après la rupture sino-soviétique de la fin des années 1950, la Chine représenta un deuxième enjeu d'une nature essentiellement similaire.

A la même époque cependant, plusieurs gouvernements américains se disaient prêts à poursuivre une politique de coexistence pacifique avec les Soviétiques et, ultérieurement, avec les Chinois. En élaborant la stratégie globale des Etats-Unis vis-à-vis du communisme soviétique, les présidents américains Truman et Eisenhower rejetèrent catégoriquement toute idée d'attaque préventive. Ce projet avait été évoqué par un petit nombre d'experts militaires à une époque où les Soviétiques avaient démarré leur programme d'armement nucléaire, mais ne disposaient pas encore de la

2. De Jean-Jacques Servan-Schreiber, Denoël, Paris, 1967.

capacité de lancer une attaque nucléaire directe sur le territoire américain. La politique américaine se caractérisait principalement par les deux notions de «l'endiguement» et de «la dissuasion nucléaire». La première représentait essentiellement une assurance que les Soviétiques pourraient conserver leurs acquisitions territoriales et la zone d'influence considérablement étendue qu'ils avaient obtenue à la fin de la seconde guerre mondiale (il s'agissait en un sens d'une variante de l'idée d'apaisement poursuivie depuis les années 1930). La seconde prit la direction d'une doctrine hégémonique américaine, car les Etats-Unis étaient les seuls à l'Ouest à disposer des moyens nécessaires à l'édification d'un véritable système planétaire de dissuasion nucléaire (étayé par des moyens considérables en forces de dissuasion et d'intervention conventionnelles). A partir de 1961, Washington et Moscou (soutenus par le Royaume-Uni, mais avec l'opposition de la France et de la Chine) parvinrent à l'idée de non-prolifération nucléaire, destinée à réserver cette «vaste partie» de dissuasion nucléaire à deux joueurs majeurs, c'est-à-dire à ces deux superpuissances (selon le qualificatif qui leur fut désormais attribué).

Il est indéniable que cet accord mondial ne fonctionna pas sans à-coups. Il généra des dépenses colossales et excessives en armement. Pour autant, il ne put jamais garantir totalement qu'aucune guerre ne serait déclenchée, soit par suite d'une erreur de jugement ou d'un malentendu, soit du fait de l'irresponsabilité des dirigeants des deux superpuissances. Il régnait, tant à Washington qu'à Moscou, une crainte viscérale de voir leurs alliés respectifs ou même leurs pays satellites éloignés entraîner les superpuissances dans une confrontation directe. Aussi une certaine sensibilité partagée se développa-t-elle, qui amena chaque camp à concentrer les fonctions décisionnelles dans les deux centres métropolitains. Dans le même temps, chacun de ces deux centres faisait preuve d'un empressement acharné à tirer partie de la moindre faiblesse de l'autre camp et à renforcer sa propre position, discrètement ou ouvertement. Les deux adversaires considéraient que les nombreuses crises en Extrême-Orient, au Moyen-Orient et en Afrique leur en donnaient l'occasion.

Les relations américano-soviétiques de Reagan à Bush

A la veille des révolutions internationales de 1989, les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient enfermés dans un certain nombre de conflits qui déterminaient pour une large part l'atmosphère politique de l'époque. Après la fin de la guerre américaine au Vietnam en 1973-1975, l'effondrement de l'empire portugais en 1974 offrit aux Soviétiques plusieurs occasions d'étendre leur influence en Afrique australe. A partir des anciennes colonies portugaises d'Angola et du Mozambique, le Kremlin cherchait à bâtir son propre empire africain, qui lui permettrait d'exercer une pression sur l'Afrique du Sud et le monde arabe pétrolier. La prise de contrôle des richesses minières de l'Afrique aurait conféré à Moscou une gigantesque influence économique, susceptible d'être dirigée contre l'Europe occidentale et le Japon, qui dépendaient de manière vitale des approvisionnements en pétrole du Moyen-Orient. Les Etats-Unis eux-mêmes auraient subi durement les conséquences d'une telle influence nouvellement acquise par les Soviétiques sur les matières premières essentielles de la planète.

En Amérique centrale, le Nicaragua et le Salvador constituaient les deux cibles de la subversion soviétique. En collaboration avec le régime castriste de Cuba, les Soviétiques cherchèrent à prendre pied sur le continent américain. Des forces militaires cubaines et est-allemandes furent par ailleurs déployées sur le théâtre des guerres civiles d'Afrique méridionale. Le dirigeant soviétique, Leonid Brejnev, semblait avoir trouvé une stratégie indirecte capable de saper la force planétaire des Etats-Unis, tout en évitant la guerre entre les deux superpuissances. Sa stratégie consistait également à entretenir des sympathies de gauche en Europe occidentale et au-delà, à l'égard à la fois de sa politique «anticoloniale» dans le tiers-monde et de l'attitude «responsable» dont faisait preuve Moscou en matière de dissuasion nucléaire, contrairement à «l'irresponsabilité» idéologique et technologique des Etats-Unis. La politique des droits de l'homme menée par le président Jimmy Carter suscita peu de sympathie parmi les néomarxistes occidentaux, qui exerçaient une forte hégémonie sur le discours intellectuel depuis les révoltes estudiantines de 1968. La lutte politique au sujet du déploiement des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe (la crise des FNI) porta un coup sévère à l'OTAN, bien qu'elle ne représentât, sur le plan strictement militaire, qu'une tempête dans un verre d'eau.

Mais les Soviétiques allèrent trop loin lorsqu'en décembre 1979 ils envoyèrent des forces considérables en Afghanistan. Ce fut la première invasion de ce genre menée par l'armée rouge depuis 1945. Vers la même époque, la lente escalade du combat politique mené par le syndicat indépendant Solidarność contre le régime de Varsovie contraignit Moscou à une réévaluation déchirante de sa politique en Europe orientale. Comment le Kremlin devait-il réagir face à ce mouvement non armé, mais clairement anticommuniste? Fallait-il courir le risque de déclencher une guerre civile et une opération militaire soviétique de grande envergure, peut-être plus sanguinaire que les événements de Hongrie à l'automne 1956? Ou fallait-il s'efforcer de préserver les bénéfices que le bloc soviétique avait retirés des accords d'Helsinki de 1975, qui avaient tant contribué à convaincre les opinions publiques occidentales du caractère fondamentalement pacifique et bienveillant du pouvoir soviétique?

En repoussant le moment de prendre une décision définitive au sujet de la question polonaise, le Kremlin encouragea involontairement les mouvements dissidents à travers l'ensemble de l'empire soviétique. Alors qu'aucun de leurs militants ne croyait en une bienveillance inhérente au pouvoir soviétique, des indices de plus en plus nombreux leur révélaient que ce dernier était prisonnier d'un dilemme politique. A un certain moment, lorsqu'à Brejnev devenu sénile avaient succédé deux autres dirigeants aux facultés diminuées (Andropov et Tchernenko), aucune décision hardie ne fut envisageable, alors même que l'aventure militaire en Afghanistan avait tourné au désastre et malgré le défi croissant lancé par les «groupes d'Helsinki», qui avaient fleuri partout, en revendiquant certains droits civiques qui avaient été publiquement proclamés et signés par leurs gouvernements dans la capitale finlandaise.

Tandis que le Kremlin était pratiquement privé d'une direction efficace au début des années 1980, deux responsables politiques farouchement anticommunistes entrèrent en fonction à Londres et à Washington. L'un fut le Premier ministre britannique

Margaret Thatcher, qui était déterminée à imposer un programme complet de réformes économiques et politiques afin de sortir le Royaume-Uni du marasme économique. L'autre fut le président américain Ronald Reagan, un républicain essentiellement modéré dans ses convictions politiques, mais radical dans sa volonté de remettre en question les principes fondamentaux qui avaient guidé la politique intérieure et étrangère des Etats-Unis depuis l'échec de la guerre du Vietnam. Les deux dirigeants étaient prêts à procéder à des envois massifs d'armes aux forces locales qui s'opposaient aux mouvements soutenus par les Soviétiques à travers le tiers-monde. En Afghanistan, ils fournirent même des armes de pointe, dont les plus fameux furent les missiles antiaériens portatifs Stinger, utilisés non seulement contre les auxiliaires de Moscou, mais encore directement contre les soldats et les avions soviétiques. Ils proclamèrent ouvertement leur soutien aux groupes dissidents actifs dans le camp soviétique (lesquels bénéficièrent très certainement d'un financement direct et d'autres aides de leur part). En mars 1983, le président Reagan alla jusqu'à remettre en question le sage principe de «destruction mutuellement assurée», c'est-à-dire l'accord stratégique de 1972 (traité ABC) par lequel les deux superpuissances avaient renoncé à la construction de systèmes de défense antimissiles, estimant que la vulnérabilité réciproque constituait la clé de la dissuasion et par conséquent de la paix mondiale. Reagan préconisait alors un gigantesque programme de recherche qui devait permettre l'élaboration d'un système spatial de défense antimissile. Etonnamment, il proposa même aux Soviétiques de partager avec eux le savoir-faire d'un tel système, à l'issue de son déploiement par les Américains.

Le borbier afghan et le nouveau discours de confrontation politique affiché par Londres et Washington firent tous deux vaciller la direction du Kremlin sur ses fondations. Les résultats de l'économie soviétique étaient médiocres. La technologie soviétique était totalement dépassée dans le domaine informatique, essentiel aux nouvelles évolutions de l'armement et des communications mondiales. Un consensus se dessina au sujet de la nécessité, vitale pour la survie du pouvoir soviétique, d'une nouvelle direction audacieuse et animée d'idées neuves. Ce fut chose faite en avril 1985: Mikhaïl Gorbatchev prit la tête d'une nouvelle équipe dirigeante et élaborait une politique différente, sous la double étiquette de la «*glasnost*» et de la «*perestroïka*». Afin de s'assurer le soutien de la population, Gorbatchev appela à un débat plus ouvert sur les défaillances de l'économie et de l'appareil d'Etat soviétiques, qu'il était indispensable selon lui de remanier totalement. Mais ces réformes ne pouvaient être financées qu'à la condition de réduire les dépenses militaires soviétiques, qui atteignaient la proportion excessive d'environ 20 % (ou plus?) du PNB. Il paraissait évident que cette réorientation exigeait un nouvel accord stratégique avec l'Ouest. La nouvelle direction du Kremlin espérait que des relations différentes offriraient un meilleur accès aux marchés des capitaux occidentaux et aux technologies.

A la surprise presque générale de l'Ouest, Gorbatchev s'entendit remarquablement bien avec Thatcher et Reagan. Les autres gouvernements occidentaux durent jouer des coudes pour s'asseoir à la table des négociations où les discussions sur la limitation des armements prit un tour radicalement nouveau. Le plus extraordinaire fut que l'Union soviétique consentit, par le traité de Washington de 1987, à détruire l'ensemble de ses

missiles de pointe SS-20 de moyenne portée et autorisa pour la première fois que la mise en œuvre du traité soit contrôlée par des inspections sur site.

Il ne faisait aucun doute que les relations Est-Ouest allaient connaître de profonds changements. Mais dans quelle direction? Quels étaient les objectifs à long terme de Gorbatchev? Était-il essentiellement un jeune Brejnev au programme plus ambitieux ou comptait-il démanteler l'appareil répressif soviétique? Et si c'était là son intention, à quoi ressemblerait l'Union soviétique après quelques années de réforme? Quelles en seraient les implications pour les Etats satellites? Et quelle orientation prendrait finalement la politique étrangère soviétique?

Il semble que la majorité des diplomates professionnels et des décideurs aient retenu l'hypothèse du «jeune Brejnev». Ils conseillèrent aux puissances occidentales d'adopter une attitude amicale mais professionnelle, fondée sur l'attentisme. Le président George H. W. Bush, qui entra en fonction en janvier 1989, était entouré de conseillers sceptiques, certains plus que d'autres, à l'égard du «facteur Gorbatchev». De manière significative, Bush lui-même était plutôt disposé à se montrer optimiste, mais il désirait faire preuve de prudence. Il ne fait aucun doute qu'il était également intimidé par l'aile droite de son Parti républicain, qui lui attribuait une sensibilité de gauche refoulée.

La rapidité des événements laissa à Bush moins de temps qu'il ne l'aurait souhaité pour établir un programme. La cause en fut la vitesse avec laquelle Gorbatchev connut une popularité croissante auprès de l'opinion publique occidentale et, de manière plus significative encore, auprès de celle de l'Europe orientale, qui espérait se libérer de l'ancien système soviétique. Alors que le dirigeant soviétique s'appêtait à devenir un héros politique populaire, l'équipe Bush restait accrochée aux idées classiques de réduction des armements. Bush lui-même entendait présenter une série de propositions qu'il qualifiait d'«audacieuses». Mais l'enthousiasme suscité par Gorbatchev le mettait mal à l'aise. Il ne voyait pas comment des réformes profondes pourraient être menées sans risquer de conduire à un échec similaire à celui du «Printemps de Prague» de 1968, qui s'était terminé par un surcroît de répression. Si un mouvement de réforme identique devait être engagé pour finalement échouer, cette fois qui plus est non pas dans un petit pays satellite mais dans la mère patrie soviétique, les effets en seraient bien plus déstabilisants qu'en 1968. L'Ouest assisterait inévitablement impuissant à cette scène. Il faudrait alors abandonner les groupes d'Helsinki, qui attendaient indubitablement un soutien de l'Occident, car il serait impossible de leur porter secours.

Après des semaines de délibérations, la conception de Bush prit forme. L'idée maîtresse consistait à vérifier la réalité des intentions de Gorbatchev sur deux questions: la limitation de l'armement et la politique soviétique en Europe de l'Est, notamment à l'égard de la Pologne et de la Hongrie. Dans ces deux pays en effet, les mouvements démocratiques s'étaient battus avec acharnement et un certain succès. En décembre 1988, le gouvernement hongrois avait annoncé un projet de légalisation des partis non communistes et d'introduction d'une politique de réforme. En Pologne,

le gouvernement communiste avait entrepris de négocier avec la direction de Solidarność.

Bush définit deux objectifs principaux. Le premier consistait en la réduction des forces conventionnelles, ce qui permettrait de diminuer la pression que les soviétiques pourraient exercer sur leurs satellites européens. Le deuxième visait à récompenser les Etats communistes qui introduisaient de véritables réformes démocratiques. Il s'agissait en somme d'un virage important dans la pratique qui favorisait autrefois les Etats marquant un certain désaccord avec la politique étrangère de Moscou, tout en maintenant des régimes répressifs à l'encontre de leur propre population. La Roumanie de Nicolae Ceaușescu représentait un exemple particulièrement déplorable de cette ancienne approche.

Bush exposa sa stratégie dans une série de quatre discours, en avril et mai 1989. Il loua le fait que la Pologne se montre disposée à organiser au moins des élections semi-démocratiques et promit des prêts américains, ainsi qu'une certaine libéralisation des échanges. «Dépasser le stade de l'endigement» et pousser les Soviétiques à «mériter» leur accès à de nouvelles relations avec les Etats-Unis furent les deux slogans employés par Bush. La modification radicale des rapports de sécurité Est-Ouest impliquait l'abandon par les Soviétiques de leur stratégie militaire offensive et la transformation du pacte de Varsovie en une alliance défensive similaire à l'OTAN.

La réaction des alliés des Etats-Unis au sein de l'OTAN fut assez mitigée. De nombreux faiseurs d'opinion jugeaient les propositions de Bush fondées sur une «réflexion d'un autre temps». Son appel à la modernisation des forces militaires de l'OTAN, notamment de son arsenal de missiles à tête nucléaire de courte portée («modernisation Lance»), rencontra une vive résistance de la part du gouvernement conservateur-libéral de Bonn, où le ministre des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, refusa tout net de s'engager dans cette voie. Contrairement à bon nombre de décideurs, Genscher était parvenu à la conclusion que les intentions de Gorbatchev étaient honnêtes et qu'il convenait de leur laisser une chance. A l'évidence, il était profondément conscient de la popularité de ce dernier. Le chancelier Helmut Kohl lui-même, qui avait fait preuve d'un grand courage dans la bataille politique du déploiement des FNI au début des années 1980, n'eut pas le cran de mener un nouveau combat en faveur de systèmes de missiles plus modernes. A l'inverse, M^{me} Thatcher appuya ce projet de modernisation, manifestement dans l'intention de compliquer la situation de l'Allemagne, où le vieux rêve d'un rapport privilégié avec Moscou, voire de la renaissance d'une Allemagne unifiée, se révélait de plus en plus populaire, tant chez les conservateurs que parmi l'aile gauche des socialistes (ces derniers espéraient en effet que Moscou demanderait en échange le retrait de l'Allemagne de l'OTAN, ce qui libérerait les Allemands du «joug de l'Amérique capitaliste»).

Lors du sommet de l'OTAN de la fin du mois de mai 1989, Bush se retrouva dans une position difficile. De nombreux membres de l'alliance se montrèrent plus favorables aux propositions de Gorbatchev qu'à celles de Washington. Bush décida alors de se rendre dans «l'autre du lion», c'est-à-dire en Allemagne de l'Ouest, afin de prouver

à la population qu'il n'était pas un être étroit d'esprit, un guerrier dépourvu de sentiments et obsédé par les questions de défense. Durant son voyage, il appela dans diverses allocutions à la fin de la division de l'Allemagne et à «une Europe entière et libre». Il proposa à l'Allemagne d'occuper la place particulière de «partenaire dans la conduite» des affaires du monde (aux côtés des Etats-Unis) et fit part de son appui en faveur de l'unité allemande, à condition que la stabilité internationale n'en fût pas affectée.

Quelques jours plus tard, les 3 et 4 juin, survint en Chine le «massacre de Tienanmen». Les forces armées reçurent l'ordre de marcher contre une immense foule composée notamment d'étudiants, qui s'était réunie sur la plus grande place de Pékin pour revendiquer l'engagement de réformes et la fin de la corruption au sein du régime communiste. Cet événement eut, pour deux raisons, de véritables répercussions mondiales: la première concernait l'avenir du mouvement de réforme propre à la Chine; la seconde tenait à l'incidence qu'une telle répression aurait sur les fragiles programmes de réforme des autres Etats communistes.

Au début des années 1980, la Chine s'était engagée à sa manière sur la voie des réformes. La conception retenue par Deng Xiaoping, père spirituel de cette orientation, imposait une transition progressive vers l'économie de marché, mais ne prévoyait aucune démocratisation dans le domaine politique. Le pouvoir du Parti communiste chinois ne fut pas amoindri, bien que certains de ses dirigeants corrompus fussent démis de leurs fonctions, voire traduits en justice. Quant aux réformateurs zélés du parti, ils furent traités avec une certaine brutalité.

Ce fut précisément contre ce refus borné d'envisager des réformes politiques que les étudiants et autres démocrates commencèrent à s'élever en avril 1989. Un mouvement de contestation se développa rapidement, qui suscita une très large sympathie parmi les jeunes cadres du parti. Leurs revendications reçurent même un écho favorable au sein de l'armée. Le gouvernement choisit tout d'abord de réagir prudemment. Des négociations furent engagées entre les autorités et les chefs de la contestation, en vue de trouver une solution pacifique. Lors de la visite de Gorbatchev à la mi-mai, quelques-unes de ses apparitions en public furent perturbées. Certaines festivités durent même être annulées. Cette fois, la direction du parti jugea nécessaire de faire respecter son autorité. Plusieurs unités loyalistes de l'armée furent appelées à Pékin pour réprimer cette révolte pacifique croissante. Ce fut un bain de sang, qui suscita une intense indignation dans le monde entier. Mais la direction communiste chinoise ne formula aucune excuse. Cette décision avait manifestement été prise avec le consentement explicite de Deng Xiaoping.

Quelle devait être la réaction de l'administration Bush face à cet acte? Le président, qui avait autrefois occupé le poste d'ambassadeur à Pékin, était très attaché à l'approfondissement des relations sino-américaines. Il y avait effectué une brève visite en février, à l'issue des funérailles de l'empereur du Japon Hirohito. La Chine était considérée comme en passe de devenir une grande puissance, tant sur le plan économique que militaire. Son gigantesque marché, qui se développait rapidement,

offrait d'immenses opportunités pour les Etats-Unis. Elle était par ailleurs conçue comme une sorte d'assurance en cas de marche arrière généralisée de l'Union soviétique. Bien que Bush dût céder à l'humeur du Congrès et sanctionner la Chine pour son acte barbare, il tenta de maintenir le contact. De fait, il envoya son conseiller en matière de sécurité nationale, Brent Scowcroft, en mission secrète à Pékin, afin de témoigner aux autorités son profond désir de voir la situation s'aplanir rapidement. Les dirigeants chinois, qui rencontrèrent Scowcroft, lui confièrent sans ambiguïté leur profond scepticisme à l'égard de la politique de réforme de Gorbatchev et leur intention de suivre fidèlement leur propre programme. Les réformes économiques seraient engagées les premières, suivies longtemps après par des réformes politiques.

Le mouvement démocratique devait-il être traité sur le modèle des événements de Tiananmen? Cette question fit l'objet d'un âpre débat à travers le monde. Il est significatif que Gorbatchev ait exprimé, publiquement de surcroît, son soutien aux dirigeants chinois. Ses homologues partisans d'une ligne dure en Europe orientale en firent de même. En Allemagne de l'Est, le recours à l'armée contre les contestataires fut salué de façon particulièrement chaleureuse. Le chef d'Etat Erich Honecker et son directeur des services de renseignements, Erich Mielke, tous deux extrêmement critiques à l'égard de la politique de réforme de Gorbatchev, affichèrent une satisfaction appuyée. Ils avaient même entrepris d'interdire les publications officielles en provenance de Moscou qui louaient les réformes de Gorbatchev. Le parti de Berlin-Est se prononça officiellement pour l'inutilité des réformes dans son pays. Le socialisme se portait pour le mieux, merci.

La politique de réforme soviétique avait soumis le gouvernement est-allemand à une forte pression. Divers groupes réformateurs exigeaient non seulement la fin du monopole du pouvoir du parti communiste, mais également le retour à un Etat national allemand, c'est-à-dire l'unification avec l'Allemagne de l'Ouest. Des milliers de personnes déposèrent une demande de visa d'émigration. Leur nombre connut une augmentation spectaculaire lorsque, le 2 mai, la clôture de barbelés qui séparait l'Autriche et la Hongrie fut démantelée au cours d'une cérémonie télévisée conduite par les deux ministres des Affaires étrangères.

L'immense majorité des Allemands de l'Est avait pris depuis longtemps l'habitude de regarder la télévision ouest-allemande, ce qui leur permettait de constater de leurs propres yeux les différences de niveau flagrantes des dépenses de consommation et des styles de vie. Ils découvraient désormais à la télévision une situation unique: la visite officielle en Allemagne de l'Ouest, en France et devant le Conseil de l'Europe au cours des mois de juin et juillet du dirigeant soviétique suprême, qui exerçait sur les foules un attrait digne d'une star. Son programme de réforme et lui-même étaient accueillis partout avec un enthousiasme croissant. L'ancienne accolade «tirer un enseignement de l'Union soviétique, c'est apprendre à être victorieux» prit un sens entièrement nouveau.

Le 10 juillet, le président Bush effectua une visite en Pologne, dîna avec le chef de Solidarność, Lech Walesa, dans son modeste appartement de Gdańsk, prononça une

allocution devant le parlement national (Sejm) et s'efforça en privé de convaincre le dirigeant communiste, le général Jaruzelski, de se porter candidat aux élections présidentielles polonaises. Le lendemain, Bush se rendit en Hongrie, où il s'exprima à l'université Karl-Marx de Budapest. Trois semaines plus tôt à peine, le 16 juin, une foule de 250 000 personnes avait assisté à la cérémonie des funérailles d'Imre Nagy, le dirigeant réformateur qui avait connu un destin tragique en 1956. Dans ces deux pays, l'espoir de se libérer, cette fois pour de bon, des chaînes communistes montait jusqu'au ciel.

Afin de s'assurer que Gorbatchev ne monopoliserait pas l'attention au cours de ce «printemps des nations», comme le qualifia l'historien britannique Michael Howard, Bush assista à Paris aux célébrations du bicentenaire de la Révolution française le jour anniversaire de la prise de la Bastille (14 juillet). Son intention était de rencontrer Gorbatchev une fois que Washington aurait élaboré une politique cohérente appuyée par ses principaux alliés. Un projet d'une réunion au sommet, qui pourrait se tenir à Malte à la fin du mois de novembre, était en cours. Pour une raison obscure, le programme du sommet prévoyait que la réunion aurait lieu au large de Malte sur les deux bâtiments de guerre qui conduiraient jusqu'ici les deux dirigeants. Ce choix s'avéra désastreux, à la fois à cause du mauvais temps, qui rendit difficile le passage d'un navire à un autre, et parce que ce lieu de rencontre inhabituel paraissait indiquer que cette réunion présentait une difficulté particulière. Bush et Gorbatchev s'étaient en réalité déjà rencontrés et désiraient vivement que le sommet parvînt à un résultat positif.

Aucun des deux dirigeants n'imaginait cependant à quel point la situation en Europe orientale prendrait un tour plus dramatique encore immédiatement avant la date prévue pour leur rencontre.

Le 7 octobre, le dirigeant soviétique se rendit à Berlin-Est pour participer aux célébrations du 40^e anniversaire du deuxième Etat allemand. Les festivités organisées se révélèrent être une source de profond embarras pour la direction est-allemande lorsque la foule se mit à crier «Gorbi, Gorbi» dans l'intention évidente d'exprimer son enthousiasme à l'égard du programme de réforme de Gorbatchev. Elle manifestait par la même occasion sa profonde insatisfaction face au refus obstiné de ses propres dirigeants d'adopter une part quelconque des idées de la *perestroïka*. Mais comment les dirigeants d'un pays satellite communiste pouvaient-ils empêcher leur peuple d'acclamer le représentant en chef de l'Union soviétique? Imaginées par Erich Honecker comme une manifestation triomphale de sa carrière politique, les célébrations tournèrent rapidement à une situation des plus embarrassantes. Aucun étalage de triomphalisme ne pouvait faire oublier à la population que tout au long du printemps et de l'été 1989 des milliers de citoyens est-allemands avaient plié bagages et quitté leur patrie. Certains s'étaient finalement vus délivrer des visas de sortie par les autorités. D'autres prétendirent se rendre en vacances dans l'un des pays «socialistes» voisins, où ils demandèrent l'asile politique dans les ambassades d'Allemagne de l'Ouest. Tout cela se déroulait devant l'objectif attentif des caméras des télévisions

occidentales et était diffusé chaque soir sur les principales chaînes ouest-allemandes, que pouvaient suivre la plupart des foyers est-allemands.

Existait-il une porte de sortie pour le régime est-allemand? L'Union soviétique appuierait-elle des mesures policières et militaires prises contre le mouvement dissident? Ce n'était pas sûr, mais la direction est-allemande s'efforça sans nul doute de trouver un moyen. Le 18 octobre, Honecker fut contraint à la démission. Une jeune équipe dirigeante était prête à prendre le pouvoir et à adopter une nouvelle politique, y compris un régime d'émigration moins restrictif. Elle espérait gagner l'appui de Moscou, voire le soutien d'autres capitales occidentales. Après tout, nombre d'entre elles en Europe étaient plus ou moins secrètement favorables au maintien de la division de l'Allemagne.

Alors que le président Bush se prononçait ouvertement en faveur de l'unification allemande, le Premier ministre Margaret Thatcher lui déclara sans ambages son hostilité à l'égard de ce qu'elle considérait comme un changement radical de la politique européenne. Le président français Mitterrand était indécis. Il ne souhaitait pas mettre en péril l'amitié franco-allemande, mais la perspective d'une Allemagne considérablement agrandie ne l'enthousiasmait pas davantage.

Si l'Allemagne de l'Est avait été le seul pays en crise du bloc soviétique, l'ancienne attitude à l'égard de la question allemande aurait pu prévaloir. Davantage de capitaux occidentaux auraient pu se déverser dans l'économie est-allemande en échange d'un plus grand nombre de concessions politiques, tandis que les quatre puissances auraient pu préserver leur influence sur la République de Bonn. Mais les révolutions de 1989 présentaient un caractère transnational et étaient dirigées contre le socialisme de type soviétique sous toutes ses formes. Il s'agissait bel et bien d'une renaissance des identités nationales de l'Europe centrale et orientale. Il était de ce fait impossible d'écarter l'unité allemande de l'actualité de cette révolution, notamment si les Allemands de l'Est l'exigeaient et si les Soviétiques le toléraient. Ces deux conditions furent clairement réunies lorsqu'à l'automne 1989 les Allemands de l'Est commencèrent à descendre dans les rues pour entreprendre leur propre «révolution pacifique», dont l'initiative fut prise avec les «manifestations du lundi» de Leipzig, et que le Kremlin interdit au gouvernement est-allemand de recourir à toute forme de répression armée. En novembre 1989, à la suite de la «révolution de velours» en Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est se retrouva totalement encerclée par des gouvernements non communistes.

Conclusion

A la fin de l'année, le dénouement de ces révolutions antibolcheviques demeurait incertain. Le président Bush et son gouvernement n'étaient pas encore parvenus à établir un rapport de parfaite confiance avec le Kremlin de Gorbatchev et la question de l'Amérique centrale continuait d'empoisonner les relations entre les deux Etats. Le sommet de Malte s'était révélé un succès sur le plan de son «atmosphère», mais il n'avait produit aucun résultat tangible. Bush désirait vivement préserver ses bonnes relations

avec la direction chinoise de Pékin. Il les informa d'ailleurs secrètement de l'ensemble des aspects du sommet de Malte. Mais rien de tout cela ne représentait une réponse satisfaisante aux révolutions européennes. Il régnait encore une grande incertitude quant à la manière dont il convenait de transformer les institutions internationales, et avant tout l'OTAN, le pacte de Varsovie, la Communauté européenne (qui devint plus tard l'Union européenne) et le COMECON, afin d'accueillir les nouveaux gouvernements postcommunistes d'Europe. Le retrait anticipé des forces militaires soviétiques et américaines devait être examiné à la lumière de la nouvelle architecture européenne de sécurité qui se dessinait.

En d'autres termes, il restait à résoudre la plupart des questions nationales et internationales à la fin 1989. Pour le gouvernement Bush, le plus difficile était de déterminer si le président Gorbatchev disposait d'un projet sur la manière de conduire l'Union soviétique à travers tous ces bouleversements révolutionnaires. Quelles étaient «ses véritables intentions»? Comment Washington pouvait-elle les découvrir?

1989 avait soulevé des questions sans précédent au sujet de l'avenir politique de l'Europe et, plus largement, des relations internationales à l'échelon mondial. Mais rares étaient les réponses consensuelles et réalisables. Les populations d'Europe centrale et orientale avaient indiqué clairement le type de vie publique qu'elles rejetaient et leurs exigences quant à l'avenir. Certaines réponses avaient été données à l'échelon national ou étaient au moins en passe d'être trouvées. Mais la manière dont se présenteraient les grandes lignes de l'avenir politique et économique de l'Europe ne demeurait que trop incertaine.

Chapitre 33

La réunification de l'Allemagne

Manfred Görtemaker

Plus de quinze ans se sont écoulés depuis les scènes spectaculaires de 1989, lorsque l'histoire était quotidiennement dépassée par les événements. De nombreuses recherches ont été effectuées pour clarifier la situation et apporter un certain nombre d'explications. Nous avons eu accès aux archives. Nous avons pu interroger un grand nombre de décideurs politiques et de témoins oculaires. Nous avons lu leurs récits personnels des événements. Nous avons créé des instituts de recherche, comme le Zentrum für Zeithistorische Forschung à Potsdam, qui se consacre presque exclusivement à l'histoire récente, avec des résultats quelquefois surprenants, par exemple lorsqu'il affirme très sérieusement que la RDA n'était pas une dictature, mais uniquement une «*durchherrschte Gesellschaft*», «une société intégralement dirigée», et que la RDA ne fut pas un échec du socialisme, mais du stalinisme.

Il est cependant juste de dire qu'avant 1989 personne, notamment à l'Ouest, ne s'attendait à l'effondrement de la RDA et que bien des gens à l'Ouest comme à l'Est furent mécontents de cette situation. Ce fut particulièrement le cas en France où régnait, comme souvent, une certaine paranoïa au sujet de l'Allemagne réunifiée. Mais l'inquiétude était générale, notamment au Royaume-Uni, où le Premier ministre Margaret Thatcher aurait préféré qu'il n'y eût aucune réunification et, dans le cas contraire, qu'elle fût placée sous une forme de contrôle international.

La plupart des experts, même en Allemagne, se trompaient. Quelques mois à peine avant la chute de la République démocratique allemande, ils affirmaient qu'il ne pouvait plus être question d'une réunification de l'Allemagne, mais plutôt d'un compromis entre les deux Etats dans le cadre de la stabilité Est-Ouest et de la sécurité européenne. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, Theo Sommer, faisait ainsi remarquer le 29 septembre 1989:

«Nous n'avons pas progressé d'un pouce vers la réunification par rapport à l'an dernier ou aux cinq ou dix années antérieures. [...] La question de l'unité allemande n'est pas plus brûlante qu'auparavant. Au contraire: non seulement cette casserole se trouve placée sur l'un des brûleurs arrière de la cuisinière de la politique mondiale, mais qui plus est celui-ci n'est pas allumé.»

Il semble que seuls les Américains aient véritablement accepté sans réserve la République fédérale d'Allemagne comme un pilier responsable de l'Ouest démocratique et qu'ils se soient de ce fait félicités d'une réunification allemande qui symbolisait l'aboutissement de la politique d'après-guerre et la victoire de l'Ouest sur l'Union soviétique dans la guerre froide. Cela n'empêcha pas un haut fonctionnaire

français d'expliquer en mars 1990 que la position américaine tenait uniquement au fait que «les Américains n'ont aucune culture historique et font preuve d'une grande naïveté en croyant qu'un peuple comme celui des Allemands puisse changer» (citation de Mroz dans Görtemaker, 1994, p. viii).

D'importantes questions demeuraient ainsi en suspens: pourquoi l'effondrement de la RDA surprit-il presque tout le monde? Pour quelle raison fut-il si rapide? Et quelles en furent les causes?

Je m'efforce d'expliquer dans cette contribution pourquoi la réunification soudaine de l'Allemagne ne fut pas le résultat d'une politique méticuleusement suivie par Bonn, mais plutôt un effet secondaire de l'effondrement du communisme imposé à l'Europe orientale par l'hégémonie soviétique et d'un véritable soulèvement de la population est-allemande. Je ferai valoir que cette révolution fut rendue possible par la politique mesurée de Mikhaïl Gorbatchev et l'action des Etats voisins du pacte de Varsovie, en particulier la Pologne et la Hongrie, et que l'éclatement rapide des événements est-allemands n'était pas «germanique» par nature, mais qu'il fut similaire à ceux qui survinrent dans les autres pays est-européens placés sous domination soviétique à l'époque. Enfin, je démontrerai que, si tant est que l'Allemagne de l'Est fut brisée par le poids et le pouvoir du chancelier fédéral Helmut Kohl, ce fut après et non avant sa libération du joug communiste.

1. L'Allemagne de l'Est, l'Europe orientale et l'Union soviétique

La RDA ne vit le jour que dans le contexte de l'empire soviétique constitué en Europe orientale à l'issue de la seconde guerre mondiale. Elle n'aurait pas été fondée sans l'appui des Soviétiques et n'aurait pas davantage survécu sans leur soutien. Tout au long des quarante années de son existence, le régime du SED ne parvint jamais à trouver une légitimité auprès de la majorité de ses citoyens. Markus Wolf lui-même reconnaît dans ses mémoires que le régime ne fut jamais totalement accepté par plus d'un tiers de sa population, et généralement par une proportion bien inférieure encore à celle-ci (Wolf, 1991). Wolf sait de quoi il parle: il fut longtemps le chef de la Hauptverwaltung Aufklärung, le service d'espionnage de la RDA au sein du ministère de la Sûreté publique d'Erich Mielke. Jusqu'à la construction du mur de Berlin en 1961, 2,7 millions de citoyens avaient fui le pays et avaient été enregistrés dans les camps de réfugiés ouest-allemands – soit environ 14 % de la population de la RDA en 1949.

C'est également la raison pour laquelle la RDA différait des autres pays est-européens et ne pouvait se permettre de choisir la voie de la liberté et de renoncer à la répression. La Pologne restait la Pologne et la Hongrie demeurait la Hongrie, avec ou sans régime communiste. Mais sans un communisme garanti par l'Union soviétique en RDA, cette dernière était à peu près certaine de fusionner avec la prospère et dominante Allemagne de l'Ouest et de cesser d'exister en tant qu'Etat. Le soutien de l'Union

soviétique ne fut jamais remis en question durant la guerre froide. Mais lorsque les tensions s'amenuisèrent et que Willy Brandt entreprit sa «nouvelle *Ostpolitik*» à la fin des années 1960, la RDA fut confrontée au dilemme de mettre en balance une reconnaissance internationale et une coopération tentantes avec le risque de permettre à l'Ouest de miner sa cohésion interne par le prétendu «échange de personnes, d'informations et d'idées» (Nawrocki, 1985). Ce fut ainsi la politique de détente, et non la guerre froide, qui représenta la première menace sérieuse pour l'existence de la RDA.

Du point de vue ouest-allemand, les tentatives est-allemandes de contenir les effets secondaires indésirables de la détente par une politique de démarcation et le renforcement de la sûreté publique constituaient une violation de l'esprit de coopération; pour l'Allemagne de l'Ouest en effet, l'augmentation des contacts personnels et la «nature spéciale» des relations intra-allemandes représentaient un apport majeur, et non un défaut, du processus de détente. Willy Brandt, notamment, avait déployé d'importants efforts pour faire prévaloir sa politique de rapprochement, au lieu d'élargir ou de creuser le fossé entre l'Est et l'Ouest (Brandt, 1969). Cette politique visait à offrir de nouvelles possibilités de «changement par le rapprochement», comme l'avait déclaré Egon Bahr en juillet 1963 à l'Académie évangélique de Tutzing, en soulignant les aspects plus dynamiques que statiques (Bahr, 1988, pp. 325-330). La même idée avait été exprimée par un autre architecte de la nouvelle *Ostpolitik*, Peter Bender, qui appela à la «détente offensive» dans le titre d'un ouvrage publié en 1964 (Bender, 1964).

Il s'agissait à présent de savoir si les forces dynamiques de cette politique allaient l'emporter, voire entraîner une révolution démocratique en RDA et une certaine forme de réunification, ou si la direction est-allemande parviendrait à contenir les effets déstabilisants de la détente, qu'elle voyait d'un mauvais œil, et à les transformer en un instrument de reconnaissance internationale, ainsi que de prospérité et d'acceptation intérieures. Le développement de l'*Ostpolitik*, de la détente et des relations intra-allemandes au cours des années 1970 et dans les années 1980 allait permettre de répondre à ces questions.

Au début des années 1970, la direction de la RDA parut confiante au sujet de sa capacité à garder le contrôle des implications dangereuses que pourrait présenter l'acceptation des modalités de l'*Ostpolitik* ouest-allemande. Le gouvernement soviétique, dirigé par le secrétaire général Leonid Brejnev, lui accordait un soutien indéfectible, et les avantages d'une reconnaissance internationale et d'une coopération économique avec l'Ouest étaient trop importants pour qu'on les négligeât. Pourtant, les premiers signes d'une instabilité sociale croissante apparurent vers la fin de la décennie et au début des années 1980 sous plusieurs formes: l'expulsion de citoyens est-allemands, notamment des intellectuels et des artistes; la formation d'une opposition populaire, qui débuta avec le mouvement pacifiste «Schwerter zu Pflugscharen» et les groupes de protection de l'environnement, puis se concentra autour de l'Eglise protestante est-allemande; et enfin l'augmentation des demandeurs de visas de sortie ou des personnes qui gagnaient les ambassades d'Allemagne de l'Ouest pour obtenir l'autorisation de quitter le pays. L'exemple le plus marquant de ce phénomène fut celui d'Ingrid Berg,

nièce du président du Conseil Willi Stoph, qui trouva refuge le 24 février 1984 à l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest de Prague, où 14 autres Allemands de l'Est avaient déjà demandé l'asile politique. En octobre de la même année, l'ambassade fut même contrainte de fermer temporairement lorsque plus de 100 citoyens est-allemands vinrent s'y réfugier. Des incidents similaires se produisirent à Bucarest, Budapest et Varsovie (Martin, 1986, pp. 55-57).

L'une des raisons qui poussaient un si grand nombre d'Allemands de l'Est à tenter par tous les moyens de quitter la RDA était qu'ils avaient perdu tout espoir de réforme dans un futur proche. Selon une enquête réalisée par l'institut de recherche en matière de communication implanté à Munich, Infratest, et l'université de Wuppertal auprès de 2 000 émigrants (*Aussiedler*) de RDA, ces derniers avaient décidé de quitter l'Allemagne de l'Est du fait de «l'absence de liberté d'opinion», de la «répression politique» ou des «possibilités de voyage restreintes». Les motivations économiques n'avaient apparemment joué qu'un rôle mineur dans leur décision d'émigrer, bien qu'elle fût généralement le résultat d'un mélange de plusieurs facteurs (Martin, *ibid.*, p. 98).

La frustration ressentie par la population est-allemande du fait de l'absence de réformes en RDA fut encore renforcée par les exemples de changements qu'offraient la Pologne, la Hongrie et l'Union soviétique elle-même. Le refus de la direction du SED à mettre en œuvre des réformes similaires contribua pour beaucoup à cette perte d'espoir des citoyens de la RDA, laquelle jeta finalement les bases de la révolution est-allemande de 1989. Les évolutions survenues en Pologne en particulier produisirent un effet déstabilisant sur la RDA dès l'été 1980, lorsque l'agitation ouvrière connut une escalade dans les chantiers navals de Gdańsk et de Gdynia, et que le mouvement «Solidarność» remit dangereusement en question l'autorité établie du parti communiste (Fils, 1988, pp. 43-54). Les troubles de la Pologne voisine ébranlèrent la confiance de la RDA et amenèrent un grand nombre de fonctionnaires du SED à se demander si le sentiment de calme intérieur qui avait été imposé au pays au cours des années 1970 pourrait être maintenu. Il paraissait peu probable, mais pas impossible, que les travailleurs est-allemands déclenchent des grèves de contestation à travers tout le pays et s'organisent en syndicats indépendants. Le 30 octobre 1980, le Politburo du SED décida de supprimer l'absence de visa pour le passage de la frontière entre la RDA et la Pologne et de soumettre les déplacements entre ces deux pays à des conditions rigoureuses. La démarcation vis-à-vis de l'Ouest se doublait désormais d'une délimitation à l'égard de l'Est. Au sein de la RDA, le ministre de la Sûreté publique Erich Mielke fit publiquement le serment de renforcer l'activité des services de sécurité à travers le pays. Cette décision s'avérait selon lui indispensable pour lutter contre «les projets et les manœuvres inhumains et antisocialistes» des forces de la contre-révolution (*Neues Deutschland*, 17 octobre 1980).

L'agitation se propagea néanmoins et les retombées des réformes polonaises sur les autres pays d'Europe de l'Est devinrent évidentes lorsqu'un débat houleux fut engagé en Hongrie au sujet du «communisme goulasch» de János Kádár et des objectifs essentiels de l'avenir économique et politique du pays (Tökés, 1984, pp. 6-8), ainsi

que lorsque des discussions similaires débutèrent également en Tchécoslovaquie où avait eu lieu le «Printemps de Prague» de 1968. Mais la situation changea radicalement et les véritables problèmes commencèrent pour la RDA lorsque Mikhaïl Gorbatchev accéda au poste de secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique le 10 mars 1985. Malgré divers changements de tactique et d'orientation politique sous Staline, Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et Tchernenko, l'URSS était demeurée un bastion de l'orthodoxie léniniste. Pour la direction communiste de la RDA, la continuité de la nature du gouvernement soviétique avait avant tout signifié la stabilité. Le conservatisme du Kremlin, qui redoutait les bouleversements révolutionnaires et les perturbations démocratiques, avait assis le pouvoir et le régime du SED en Allemagne de l'Est grâce à la seule présence des troupes soviétiques, ainsi qu'à l'exercice d'une pression psychologique et à l'usage de la force. Les 380 000 soldats soviétiques stationnés en RDA étaient tout autant destinés à maintenir le SED au pouvoir qu'à assurer la sécurité extérieure du pacte de Varsovie. Tant que le rôle disciplinaire de la présence de l'armée rouge ne fut pas mis en doute par le comportement soviétique – ce qui impliquait d'être à tout instant prêt à employer ces forces pour écraser un mouvement d'opposition, comme ce fut le cas en 1953 en RDA, en 1956 en Hongrie et en 1968 en Tchécoslovaquie – ni la stabilité de la RDA ni l'existence de l'empire soviétique en Europe orientale ne se trouvèrent sérieusement menacées.

Tout cela changea avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, même si cette évolution ne se fit pas du jour au lendemain. Le dirigeant soviétique ne possédait aucun plan directeur de réforme au-delà des slogans de *glasnost* et de *perestroïka*. Son intention était de développer progressivement l'idée d'une transformation de la politique, de l'économie et de la société soviétiques en adaptant ce processus aux enjeux qui nécessitaient une action improvisée. Ce fut également le cas pour les relations entre l'Union soviétique et l'Europe de l'Est. Alors que Gorbatchev paraissait avoir une idée générale, c'est-à-dire une vision, de la nécessité urgente de la modernisation économique et de la réforme politique de l'Union soviétique et qu'il était globalement disposé à revenir à une situation de détente et de contrôle des armements avec l'Ouest, sa politique initiale à l'égard des pays d'Europe orientale demeura contradictoire. Il alternait en effet les professions de foi en faveur de la diversité et les exigences d'unité. Pourtant, Gorbatchev ne chercha pas à dissuader les débats ouverts sur les changements politiques et économiques. En vérité, en s'abstenant d'user des pressions soviétiques habituelles, il favorisa ces débats (Gorbatchev, 1987, pp. 73-78; Palmer, 1990, pp. 6-13).

En RDA, Erich Honecker salua les efforts déployés par Gorbatchev pour la reprise de la détente Est-Ouest, mais déclara que son pays n'avait aucun besoin d'une plus grande transparence ou de réformes économiques (McAdams, 1988, p. 51). Contrairement à leurs homologues est-européens, Honecker et la direction du SED réaffirmèrent leur propre «ligne de conduite convenable», passée et présente, et ne ressentirent apparemment pas la nécessité de procéder à la moindre réforme. Honecker insista sur le fait que la RDA ne devait pas être contrainte de suivre le modèle soviétique, mais autorisée à élaborer un socialisme «aux couleurs de la RDA». Kurt Hager, membre du Politburo du SED et idéologue en chef du parti, déclara même dans un entretien

avec l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Stern* le 9 avril 1987 que «ce serait une erreur de vouloir imposer le système soviétique à l'Allemagne, car cette politique ne correspond pas à la situation actuelle du pays». Hager ajouta sur un ton quelque peu sarcastique, en se référant à la vision d'une «maison commune européenne» de Gorbatchev: «Si votre voisin décidait de changer le papier peint de sa maison, vous sentiriez-vous obligé d'en faire de même?»

Ainsi, le repli sur soi de la RDA s'accroissait. Après s'être démarqué de l'Ouest dans les années 1970 et avoir pris ses distances avec la Pologne en 1980, le SED s'isolait à présent de l'Union soviétique. L'autisme croissant des dirigeants contrastait pourtant fortement avec l'évolution politique de la population est-allemande, tout particulièrement de la jeunesse, pour laquelle Gorbatchev ne représentait pas une menace, mais un symbole d'espoir. La perte de contact du SED avec sa propre sphère nationale, ainsi qu'avec le monde environnant, y compris l'Union soviétique, ne tarda pas à devenir un facteur déterminant de sa chute, car un nombre croissant d'Allemands de l'Est commencèrent à se demander ce qu'il leur restait à espérer.

L'incidence de «l'encercllement réformiste» de la RDA par les progrès de plus en plus croissants de la démocratie et du pluralisme en Europe orientale peut difficilement être exagérée. Encouragés par les propres efforts de réforme interne de Gorbatchev, ces pays devinrent libres de s'engager dans des directions totalement nouvelles lorsqu'il désavoua la doctrine Brejnev au cours de sa visite à Prague en avril 1987, ce qui fit disparaître leur crainte d'une intervention soviétique. Contrairement à Leonid Brejnev, qui avait écrasé le soulèvement de Prague par la force militaire en 1968, Gorbatchev accepta l'idée de diversité et déclara:

«Loin de nous l'idée d'inviter qui que ce soit à suivre notre exemple. Chaque pays socialiste possède ses caractéristiques propres et les partis frères déterminent leur ligne politique en fonction de la situation nationale. [...] Personne n'a le droit de revendiquer un statut spécial au sein du monde socialiste. L'indépendance de chaque parti, sa responsabilité envers sa population et son droit à résoudre souverainement les problèmes posés par l'évolution du pays constituent pour nous des principes incontestables.» (*Pravda*, 11 avril 1987)

La nouvelle confrontation entre les ouvriers en grève des aciéries et des chantiers navals et le régime du général Jaruzelski en Pologne, en avril et mai 1988, ainsi que l'éviction de János Kádár en Hongrie le 9 mai 1988, démontrèrent rapidement que les paroles encourageantes de Gorbatchev avaient été parfaitement comprises. A la fin de l'année 1988, il ne restait plus qu'à déterminer combien de temps la RDA parviendrait à demeurer un îlot de tranquille orthodoxie dans un océan agité de structures politiques, économiques et idéologiques en mutation.

2. L'implosion de la RDA

Au début de l'année 1989, la nervosité de la direction est-allemande à l'égard de la politique de *glasnost* et de *perestroïka* de Gorbatchev et des tentatives de réforme en Europe orientale fut renforcée par le problème de l'agitation croissante de la RDA elle-même. Mais lorsque la situation explosa, ou plutôt implosa, l'éclatement soudain

du mécontentement démontra clairement que la stabilité antérieure avait été purement artificielle et que l'essence de la société est-allemande avait connu depuis longtemps une mutation en profondeur, qui avait échappé aux experts occidentaux comme aux responsables politiques du régime.

Outre la contestation et les manifestations assez spectaculaires et extrêmement visibles du mouvement pacifiste, des groupes de protection de l'environnement et des intellectuels au discours sans ambiguïté, il existait encore au moins deux expressions d'un désaccord au sein de la société est-allemande, qui portèrent en 1989 un coup fatal au régime du SED: la question des *Übersiedler*, ou émigrés, et le flux grandissant de réfugiés, ainsi que l'intensification de gigantesques manifestations dans un nombre croissant de villes est-allemandes.

Le problème des réfugiés se posait depuis quelques temps. Mais lorsque le nouveau gouvernement hongrois décida le 2 mai 1989 d'ouvrir ses frontières avec l'Autriche, la situation devint incontrôlable. Au cours d'une réunion ordinaire du Politburo du SED deux jours plus tard, le 4 mai, le ministre de la Défense Heinz Kessler communiqua «l'information sûre» qu'il avait reçue de son attaché militaire à Budapest: le gouvernement hongrois réduisait le dispositif frontalier, mais les contrôles au passage de la frontière se poursuivraient; les membres du Politburo en furent soulagés et poursuivirent leur session en examinant, conformément à l'ordre du jour, les perspectives de l'industrie de la potasse en RDA (Schribben, *Der Spiegel*, 16 avril 1990, p. 73). Günter Schabowski, membre à la fois du Comité central et du Politburo du SED, qui assistait à la réunion du 4 mai, se souvint plus tard qu'il avait immédiatement pressenti le «caractère explosif» que le démantèlement hongrois du rideau de fer pourrait avoir pour la RDA, mais qu'à l'instar des autres membres du Politburo il avait préféré ignorer cette prémonition, car l'explication rationnelle du général Kessler lui en avait fourni le confortable «alibi» (Schabowski, 1991, p. 221).

Pourtant, 120 000 Allemands de l'Est avaient déjà déposé une demande de sortie au printemps 1989 et l'ouverture du rideau de fer par la Hongrie le 2 mai encouragea immédiatement d'autres personnes à agir de même ou, ce qui était pire encore aux yeux du gouvernement est-allemand, à se rendre directement en République fédérale via la Hongrie et l'Autriche. Le 19 août, quelque 660 citoyens est-allemands profitèrent d'un «pique-nique» organisé par l'Union paneuropéenne dans les environs de Sopron, à la frontière austro-hongroise, pour leur spectaculaire évasion à l'Ouest, tandis que les gardes-frontières hongrois détournèrent soigneusement leur regard et n'intervinrent pas. Au sein du Politburo du SED, Günter Mittag accusa les Hongrois de «traîtrise envers le socialisme». Un vice-ministre des Affaires étrangères de la RDA, envoyé à Budapest en qualité de représentant du SED «pour ralentir la marche des événements», revint les mains vides. Les Hongrois avaient perdu le contrôle de la situation et, par ailleurs, n'avaient apparemment plus aucune intention de le reprendre. La démarche effectuée à Budapest ne fit que confirmer le pire. L'émissaire rapporta que le ministre hongrois des Affaires étrangères, Gyula Horn, était le «moteur de cette évolution», tandis que l'armée continuait à faire preuve de «loyauté à l'égard des

attentes de la RDA», mais se montrait désunie (Schabowski, *ibid.*, p. 222; Schnibben, *ibid.*, pp. 87-90).

Aussi Honecker ordonna-t-il au ministre des Affaires étrangères Oskar Fischer de sonder Moscou sur l'opportunité d'organiser une réunion du pacte de Varsovie, en vue de rappeler les Hongrois à l'ordre. Mais Gorbatchev refusa; l'époque où les pressions de la majorité ramenaient dans le droit chemin ceux qui s'écartaient de la ligne de conduite générale était révolue. La RDA était seule. En l'espace d'un mois, le nombre d'Allemands de l'Est qui passèrent de Hongrie en Autriche pour se rendre en République fédérale dépassa les 25 000 personnes. Le 10 octobre, le ministre des Relations intra-allemandes à Bonn indiqua qu'au cours des neuf premiers mois de 1989, 110 000 Allemands de l'Est au total avaient émigré en République fédérale avec ou sans le consentement des autorités est-allemandes. Pour le seul mois de septembre, 32 500 ressortissants de RDA s'étaient inscrits dans les centres d'accueil ouest-allemands (*The Week in Germany*, communiqué de presse, 6 octobre 1989, p. 1).

Pourtant, l'exode des citoyens est-allemands vers l'Ouest ne fut qu'un catalyseur du changement. Les manifestations publiques contre le régime représentèrent un signe au moins aussi puissant de l'opposition croissante au régime du SED que le mouvement des réfugiés. Ces manifestations avaient lieu régulièrement tous les septièmes jours du mois depuis juin, pour attirer l'attention sur la manipulation des élections locales du 7 mai précédent. A cela s'ajoutèrent chaque semaine «les manifestations du lundi», qui débutèrent à Leipzig le lundi 4 septembre, après que quelque 1 200 personnes s'étaient réunies en l'église Saint-Nicolas afin de prier pour la paix et avaient tenté de rejoindre la place du marché au centre-ville, en scandant des slogans en faveur de la liberté de déplacement et de réunion. Au début du mois d'octobre, les manifestations du lundi étaient devenues une tradition bien établie et le foyer de l'opposition en RDA. Le nombre de participants était passé à environ 5 000 le 25 septembre et avait atteint le chiffre important de 20 000 personnes le 2 octobre.

Encouragées par le succès des manifestations et l'absence de réaction du gouvernement, un certain nombre d'organisations politiques furent constituées: le 26 août, le SPD en RDA; le 10 septembre, *le Nouveau Forum*; le 12 septembre, *Démocratie maintenant*; et, le 14 septembre, *le Réveil démocratique* (*Neue Chronik DDR*, vol. I, pp. 18-40). La direction du SED était désormais confrontée à la fois au problème des réfugiés et à une opposition interne de plus en plus puissante, alimentée par des manifestations de masse et des groupements politiques organisés. La célébration du 40^e anniversaire de la RDA le 7 octobre ne fit que souligner la nécessité d'un changement en profondeur lorsque Gorbatchev, qui avait été invité pour assister aux festivités, profita de l'occasion pour faire remarquer, au cours d'une réunion avec le Politburo du SED au château de Niederschönhausen, que le temps pressait; il ajouta: «nous n'avons pas d'autre choix que d'aller résolument de l'avant [...]». D'après le compte rendu sténographique, Gorbatchev déclara:

«Il me paraît extrêmement important de ne pas manquer d'agir au bon moment et de ne pas laisser perdre une occasion. [...] Si nous restons en retrait, nous en paierons les conséquences. [...] Le moment est venu de prendre d'importantes décisions. Il doit s'agir de décisions

d'une grande portée, mûrement réfléchies, afin qu'elles portent leurs fruits. Notre propre expérience et celles de la Pologne et de la Hongrie nous ont convaincus d'une chose: si le parti [communiste] ne s'adapte pas à la vie, il est condamné. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller résolument de l'avant, sans quoi nous serons vaincus par la vie elle-même.» (Berlin-Niederschönhausen, 7 octobre 1989, p. 9)

Pour la RDA, il était en effet déjà trop tard. La démission d'Erich Honecker de son poste de secrétaire général du SED le 16 octobre et son remplacement par Egon Krenz ne suffit pas à apaiser les tensions. L'exode des réfugiés et les manifestations de masse se poursuivirent. Le 6 novembre, 500 000 personnes se réunirent à Leipzig, 60 000 à Halle, 50 000 à Karl-Marx-Stadt (Dresde), 10 000 à Cottbus et 25 000 à Schwerin. Le lendemain, l'ensemble du gouvernement de la RDA démissionna; le 8 novembre, ce fut au tour du Politburo, qui fut remplacé par une nouvelle direction composée essentiellement des éléments anti-Honecker de l'ancien régime, parmi lesquels Egon Krenz, Hans Modrow et Günter Schabowski. Modrow fut finalement nommé Premier ministre de la RDA.

Dans ce contexte, l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre, pour spectaculaire et symbolique qu'elle fût, ne représenta pas davantage que l'une des nombreuses étapes du déclin et de l'effondrement final de la RDA (Krenz, 1990). Mais la réunification allemande, qui paraissait déjà une perspective lointaine depuis le début des changements en profondeur survenus en Europe de l'Est et en Union soviétique, devint désormais une possibilité réelle, alors que des manifestations de joie et d'exubérance se déroulaient au sommet du mur, face à la porte de Brandebourg. Le monde entier réalisait à présent qu'une révolution était en cours et qu'une nouvelle conscience nationale du peuple allemand allait entrer en scène, même si l'unification ne constituait pas l'exigence principale des millions de personnes dont les manifestations avaient mis à genoux le SED.

L'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger indiqua l'avenir qui déjà se dessinait en citant, dans un article de *Newsweek* du 4 décembre, le comte Metternich, ministre autrichien des Affaires étrangères au XIX^e siècle, qui avait écrit:

«La politique est comme une pièce en plusieurs actes, dont l'action se déroule inexorablement une fois le rideau levé. Aussi est-il absurde de déclarer que la représentation n'aura pas lieu. La pièce sera jouée jusqu'à son terme, soit par les acteurs, soit par les spectateurs qui monteront sur la scène.» (Kissinger, 1989, p. 51)

Kissinger avait raison. Après l'affaiblissement des structures de la guerre froide par la détente et finalement leur abandon par les dirigeants de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique, les chances de survie de la RDA étaient minces. Le nouveau Premier ministre Hans Modrow fut l'un des premiers à réaliser l'état désastreux de la situation, notamment sur le plan économique. En janvier 1990, il avança la date des élections législatives du mois de mai au mois de mars, en expliquant que la RDA pourrait fort bien ne plus exister en mai. Le 1^{er} février, il présenta un projet de confédération germano-allemande, intitulé «Pour l'Allemagne, patrie unie» (Modrow, 1991, pp. 184-185). Quelques jours plus tard, le 6 février, il exhorta le gouvernement fédéral de Bonn à déterminer une solution rapide d'union monétaire entre les deux

Etats allemands, sachant que, si le mark ne venait pas aux Allemands de l'Est, les Allemands de l'Est iraient à lui.

Les étonnantes propositions du chef de gouvernement est-allemand, présentées en l'espace de deux semaines, montrent clairement, sans aucun doute possible, que l'existence de la RDA ne pouvait être davantage prolongée. Le régime du SED n'avait pu survivre que dans l'environnement artificiel de l'empire soviétique. A présent, cerné dans toute l'Europe orientale par des Etats réformistes, affaibli par l'ouverture des frontières qui avait permis aux Allemands de l'Est de se déplacer librement et confronté à Mikhaïl Gorbatchev au Kremlin, le régime communiste de RDA n'avait plus aucun avenir. Il n'était tout simplement pas en mesure de s'adapter aux réalités de la liberté. Il ne lui restait qu'à capituler et à permettre à sa population de s'unir avec la République fédérale, comme l'avait souhaité la majorité des Allemands de l'Est depuis 1945.

3. Le rôle de la République fédérale

Jusqu'à la fin du mois de novembre 1989, le gouvernement ouest-allemand avait soigneusement veillé à ne pas exploiter ni intensifier la situation délicate qui s'était développée à l'Est et qui pouvait aisément exploser de manière incontrôlée. Dans son discours annuel sur l'état du pays du 8 novembre, la veille de l'ouverture du mur, le chancelier Kohl déclarait encore que la République fédérale était prête à soutenir les réformes mises en œuvre par la nouvelle direction de la RDA. Il exhorta le régime communiste en place à abandonner son monopole du pouvoir, à autoriser les partis indépendants et à donner des assurances sur la tenue d'élections libres. Bonn était disposée, indiqua Kohl, à examiner «une aide économique de nouvelle dimension» au profit de la RDA, à la condition que le système économique soit réformé en profondeur, que la planification économique bureaucratique soit supprimée et que l'économie de marché soit instaurée (Kohl, 1989c, pp. 1058-1059).

Même après l'ouverture du mur, dans une autre allocution prononcée devant le Bundestag le 16 novembre, Kohl se montrait encore réticent. Au lieu de céder à l'euphorie suscitée par les possibilités de réunification allemande, il se contenta d'évoquer les faits de la situation intra-allemande dans une analyse empreinte de sobriété et de concision et confirma le fait que la République fédérale «respectera[it] bien entendu toute décision prise par la population de la RDA dans le cadre d'une libre autodétermination» (Kohl, 1989b, p. 1108). Ses propos furent applaudis par l'ensemble des députés, y compris les Verts. Mais quelques heures plus tard, l'ambassadeur américain Vernon A. Walters déclara aux autorités de Bonn: «Je crois en la réunification. Tous ceux qui se prononceront contre elle seront balayés sur le plan politique.» (Teltschik, 1991, pp. 32-33) Le lendemain, le gouvernement de Bonn reçut le texte d'un discours de Gorbatchev aux étudiants de Moscou du 15 novembre, qui mentionnait également la «réunification». Enfin, le 21 novembre, un spécialiste soviétique de l'Allemagne, Nikolaï Portugalov, se rendit à la chancellerie de Bonn et présenta une note manuscrite traduite à la hâte en allemand, dans laquelle le gouvernement soviétique soulevait un certain nombre de questions précises

au sujet de la coopération entre les deux Etats allemands, notamment à propos de la réunification, de l'adhésion de la RDA à la Communauté européenne, de sa participation à des alliances et de la possibilité d'un traité de paix. «Comme vous pouvez le voir, ajouta Portugalov au cours d'une conversation avec Horst Teltschik, conseiller en politique étrangère du chancelier, nous réfléchissons à tous les éléments de la question allemande, même... à l'impensable.» (*ibid.*, pp. 43-44)

Teltschik fut naturellement électrisé par ces propos, tout comme le gouvernement ouest-allemand. Apparemment, les considérations de la direction soviétique sur la réunification allemande étaient allées au-delà de ce que Bonn avait imaginé et même au-delà de ce que le gouvernement fédéral s'était autorisé à penser. Aussi Teltschik dut-il se montrer évasif et circonspect dans ses réponses aux questions soviétiques, mais il en informa, bien entendu, immédiatement le chancelier et organisa une réunion le 23 novembre à la chancellerie. Kohl et ses conseillers décidèrent alors d'élaborer une formule pour un processus d'unification, le fameux «programme en 10 points», qui fut inséré dans une allocution prononcée par Kohl devant le Bundestag le 28 novembre, non pas dans un nouveau discours spectaculaire sur l'état du pays, mais dans le cadre du débat budgétaire inscrit à l'ordre du jour.

La proposition de confédération allemande formulée par Kohl fit l'effet d'une bombe. Après tout, c'était la première fois depuis les années 1960 qu'un chancelier allemand évoquait publiquement la possibilité d'une réunification, en déclarant que «la réunification, la nouvelle réalisation de l'unité étatique allemande», demeurerait «l'objectif politique du gouvernement fédéral» (Kohl, 1989*d*, pp. D732-D733). S'agissant des aspects extérieurs de son programme, Kohl ajouta :

«L'avenir de l'Allemagne doit s'inscrire dans la future architecture de l'Europe dans son ensemble. L'Ouest, par sa conception d'un ordre européen porteur de paix, permanent et juste, se doit ici de jouer un rôle de conciliateur. [...] Il incombe à présent à la Communauté européenne d'entrer en pourparlers avec les Etats engagés sur la voie de la réforme en Europe centrale, orientale et méridionale, dans un esprit d'ouverture et de souplesse. [...] Cette démarche englobe bien entendu la RDA. Le gouvernement fédéral approuve en conséquence la conclusion rapide d'un accord commercial et de coopération avec la RDA. Cette orientation renforcera et assurera l'entrée de la RDA dans le marché commun, y compris dans la perspective de 1992.» (*ibid.*, p. D733)

Comme on pouvait s'y attendre, le chancelier demeura prudent, en s'efforçant d'éviter toute démarche susceptible de rompre l'équilibre politique déjà instable au centre de l'Europe. Sa conception prévoyait uniquement des changements à long terme et visait à créer un cadre européen permettant toute forme d'avancée en direction de l'unification allemande. Mais lorsqu'il se rendit en RDA trois semaines plus tard et découvrit la foule devant les ruines de la Frauenkirche de Dresde le 19 décembre, il réalisa rapidement que les Allemands de l'Est ne voulaient pas d'un processus à long terme, mais d'un changement immédiat, que le temps pressait et que seule la réunification allemande saurait satisfaire les revendications de la population est-allemande. De fait, au début du mois de décembre, les participants aux manifestations régulières du lundi avaient déjà abandonné leur slogan «Nous sommes le peuple» au profit de «Nous formons une même nation». Kohl lui-même, également gagné par l'émotion à Dresde,

acheva son discours en proclamant: «Dieu bénisse notre patrie allemande.» (Kohl, 1989a, p. 1262)

Par la suite, la proposition «Pour l'Allemagne, patrie unie» du Premier ministre Modrow et son appel à l'union monétaire furent accueillis par le gouvernement de Bonn comme des démarches allant dans le bon sens. Pourtant, le chancelier Kohl n'était plus disposé à respecter un gouvernement qui n'avait pas été élu librement par le peuple est-allemand et il décida d'attendre le résultat des élections législatives du 18 mars 1990 avant de poursuivre ses relations avec la RDA. Il ne fait guère de doute qu'il dut se réjouir du score de la CDU est-allemande conduite par Lothar de Maizière qui, avec ses 48,1 % des voix, remporta une victoire écrasante sur le SPD, lequel n'obtint que 21,8 %, ainsi que sur le mouvement des citoyens et ses décevants 2,9 %.

En réalité, ce fut bien entendu une victoire pour Kohl, qui avait donné aux Allemands de l'Est le sentiment que son gouvernement et son parti, contrairement à bon nombre de sociaux-démocrates de l'opposition, étaient portés à tenir la promesse de solidarité avec leurs compatriotes de l'Est qu'ils avaient faite depuis des décennies. À l'inverse, le Premier ministre de Sarre Oskar Lafontaine, qui fut désigné le 19 mars par le Comité exécutif du SPD comme le candidat à la chancellerie du parti aux élections du Bundestag prévues pour le 2 décembre 1990, avait à plusieurs reprises appelé à une «transition prudente» vers une union monétaire avec la RDA, qui nécessitait selon lui d'être «soigneusement préparée», indiquant par là même son opposition à une unification précipitée (*Frankfurter Rundschau*, 20 mars 1990).

Ce fut pourtant la stratégie de Kohl, et non celle de Lafontaine, qui devait l'emporter. L'annonce, faite par le chancelier à la dernière minute, à peine cinq jours avant les élections, d'une conversion des comptes épargne au taux d'un mark est-allemand pour un mark ouest-allemand, s'avéra cruciale dans le bouleversement des estimations du résultat du scrutin. Kohl mit dans la balance son autorité et la puissance financière de la République fédérale, afin d'aider son parti à remporter les élections. Le résultat de ces dernières constitua un appel retentissant à une rapide unification et à l'économie de marché, ainsi qu'une indication de l'effet persuasif des promesses faites par Kohl et ses collègues de la CDU et de la CSU, qui avaient expliqué aux Allemands de l'Est que seuls les chrétiens-conservateurs seraient en mesure de fournir les capitaux nécessaires à la relance de l'économie défailante du pays et de constituer une Allemagne unifiée sans retard excessif. En vérité, le vote important en faveur de la CDU ou, plus exactement, en faveur des partis soutenus par le gouvernement de Bonn et le chancelier Kohl, «signa en effet l'arrêt de mort de la République démocratique allemande et valut approbation de son absorption, aussi vite que possible, par la grande et riche Allemagne de l'Ouest», fit remarquer Serge Schmemmann dans *The New York Times* (19 mars 1990, p. A1).

Pour résumer la situation en quelques mots, disons que l'intervention de Kohl fut extrêmement tardive, puisqu'elle n'eut lieu qu'une fois la RDA politiquement et économiquement condamnée; mais lorsqu'il se décida à agir, ce fut avec une grande

efficacité. Il serait injuste de dire que la République fédérale fit pencher la situation en faveur de la réunification allemande, soit trop tôt, soit de manière trop offensive, avant que les Allemands de l'Est n'aient fait leur choix. Mais une fois cette décision prise, tant par le gouvernement Modrow que par l'électorat du 18 mars, le chancelier Kohl n'hésita pas à prendre la tête du processus d'unification et à l'orienter dans la direction qu'il entendait lui faire prendre.

4. Les conséquences de l'unité allemande

L'histoire du Reich depuis 1871 semblait démontrer qu'une Allemagne unie s'avérait tout simplement trop importante et trop dynamique pour la stabilité de tout système étatique européen et que la tendance à l'agressivité politique manifestée par les Allemands n'était pas simplement l'expression de la poursuite légitime des intérêts nationaux allemands, mais également le signe répréhensible de la nature profonde de la nation allemande. L'évocation des soixante-quatorze années de l'unité allemande, deux guerres mondiales, le nazisme et 65 millions de morts par faits de guerre ou dans les camps de concentration conduisit à dire que la puissance politique, économique et militaire de l'Allemagne menaçait inévitablement l'indépendance et le bien-être de ses voisins et que le tempérament allemand n'avait pas seulement rendu l'Allemagne agressive vis-à-vis de l'étranger, mais également susceptible de succomber au totalitarisme à l'intérieur de ses frontières.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, le partage de l'Allemagne et l'hégémonie soviéto-américaine sur l'Europe parut avoir résolu le prétendu «problème allemand». En divisant et en contenant la puissance et l'ambition allemandes, ce qui permettait de tenir à distance la menace allemande et de protéger le peuple allemand contre lui-même, l'Europe et le monde pensaient être à l'abri des Allemands une fois pour toutes. Le souvenir du Reich historique s'effaça et l'idée de la réunification allemande fut éclipsée par la poursuite de l'intégration des deux Allemagne dans leurs alliances respectives et par le développement des relations entre les deux Etats. La «nouvelle *Ostpolitik*» de Willy Brandt conduisit enfin à «des relations normales de bon voisinage», comme le mentionne le traité fondamental conclu entre la République fédérale et la RDA en 1972. L'Allemagne et les Allemands ne semblaient plus représenter une menace pour l'ordre international et le monde s'habitua à la réalité de la partition allemande.

Désormais, après 1989, l'Allemagne est à nouveau unie. Même si l'histoire ne tend pas à se répéter, la question des éventuelles conséquences de cette unité se pose.

Au vu des bouleversements survenus depuis 1989, l'ensemble du cadre politique, économique, social et militaire de l'Europe a été revu. Tandis que la partie orientale du continent a finalement renoué ses liens avec l'Ouest, l'Europe dans son ensemble s'efforce de trouver une nouvelle identité, de réintégrer son passé, de définir ses frontières et d'élaborer de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments, en vue d'un avenir meilleur. En d'autres termes, la fin de la guerre froide ne signifie pas, comme l'avait laissé croire un article de Francis Fukuyama, «la fin de l'histoire».

C'est tout le contraire: l'unification de l'Allemagne, la libération de l'Europe de l'Est du communisme imposé par l'hégémonie soviétique et l'effondrement de l'Union soviétique ont ouvert un nouveau chapitre dans les livres d'histoire européenne.

Le rôle de l'Allemagne au sein de ce processus de restructuration de l'Europe demeure extrêmement contesté. Longtemps avant que l'unification de l'Allemagne ne devienne une réalité, lors de la réunion du Forum des droits de l'homme de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) le 5 juin 1990 à Copenhague, le ministre des Affaires étrangères Genscher avait déclaré que le gouvernement fédéral souhaitait «inscrire le destin de l'Allemagne dans celui de l'Europe». Genscher avait également cité Thomas Mann: «nous voulons une Allemagne européenne et non une Europe allemande». Le jour de la réunification, le 3 octobre 1990, le chancelier Kohl réaffirma dans un «Message à l'ensemble des gouvernements de la planète» que l'Allemagne, dont l'unité nationale venait d'être réalisée, désirait «servir la paix dans le monde et promouvoir l'intégration de l'Europe». Le président Richard von Weizsäcker affirma au cours de la cérémonie officielle de la Journée de l'unité au Philharmonique de Berlin que l'unification allemande «s'inscri[vai]t dans un processus historique paneuropéen visant à établir la liberté de tous les peuples et un nouvel ordre pacifique sur notre continent».

La perception d'une Allemagne unifiée, solidement ancrée dans le cadre stable du «paneuropéanisme», représentait très certainement le scénario favori aussi bien des Allemands que des non-Allemands. Il s'agissait cependant de savoir s'il était réaliste de croire en un apaisement des tensions entre les intérêts nationaux, un renforcement de l'intégration européenne et un épanouissement de la liberté et de la démocratie.

D'autre part, l'autre manière de percevoir l'Allemagne à l'issue de l'unification, en envisageant un retour aux vagues nationalistes à l'intérieur du pays et à une politique extérieure bismarckienne vis-à-vis de l'étranger, présentait elle aussi des failles: l'Allemagne allait-elle réellement rompre ses amarres avec l'Ouest en redécouvrant les anciens liens qui l'unissaient à la Russie et à l'Est? Serait-elle sérieusement tentée de reprendre ses habitudes, en devenant une nouvelle fois un intermédiaire entre l'Est et l'Ouest, ou d'opposer l'Est et l'Ouest dans son propre intérêt? Et pouvait-elle véritablement avoir oublié les tragiques enseignements de l'histoire allemande et européenne des XIX^e et XX^e siècles et répéter les erreurs du passé?

L'Allemagne unie est située au cœur de l'Europe et ne peut échapper aux effets de la transformation de l'ordre européen survenue après 1989-1990. Il lui faudra prendre part aux efforts destinés à permettre à l'Europe de l'Est et du Sud-Est de passer du stade de dictatures répressives et d'économies planifiées d'Etat à celui de démocraties pluralistes et de l'économie de marché. Aussi l'Allemagne ne serait-elle plus en mesure de voguer à l'abri de la politique mondiale, comme ce fut le cas durant les quatre décennies de prédominance américano-soviétique; il lui incombe à présent de rechercher et de trouver le nouveau rôle qu'il lui faudra jouer à pratiquement tous les égards.

Il semble clair aujourd'hui que l'avenir de l'Allemagne pourra difficilement se caractériser par un retour aux modèles du passé. La politique de balancier choisie par le Reich allemand au cours de la période wilhelminienne sous l'autorité du chancelier Bismarck et de ses successeurs entre 1871 et 1918, ainsi que durant la République de Weimar – en laissant de côté la ligne de conduite nationaliste et raciste du régime hitlérien – n'était ni judicieuse ni réalisable dans l'environnement international au seuil du XXI^e siècle. Tandis que l'unification du Reich en 1871 avait conduit à son isolement tout au long de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle en produisant des résultats désastreux, l'unification de l'Allemagne en 1990 fut réalisée sur la base de liens institutionnels solides et constants avec l'Ouest, ainsi qu'avec le consentement de l'ensemble de ses voisins. Alors que l'ancien Reich avait été établi par la guerre et avait vécu – ou, dans une certaine mesure, avait peut-être été contraint de vivre – en opposition avec l'ordre existant, ce qui entraîna des litiges frontaliers et le conflit d'intérêts nationaux divergents, l'Allemagne unie de 1990 non seulement renonça à toute revendication historique ou juridique sur les anciens territoires allemands, mais encore fut constituée à l'issue des négociations du processus «deux plus quatre» et fit ainsi dès le départ partie intégrante de la communauté internationale.

Le maintien des liens de l'Allemagne avec les institutions multilatérales ne représentait cependant pas uniquement l'expression d'une conviction, mais également une préoccupation d'intérêt national. La *Schaukelpolitik* (politique de la bascule) entre l'Est et l'Ouest, ainsi que la tentative d'établissement d'une politique hégémonique, s'étaient toutes deux révélées des erreurs fatales. De plus, l'association étroite de la République fédérale avec l'Ouest à l'issue de la seconde guerre mondiale avait apporté la prospérité économique et la stabilité politique. Un changement de ligne de conduite et le retour à une politique nationaliste en dehors du cadre d'institutions éprouvées étaient de ce fait hautement improbables et d'ailleurs hors de question.

L'idée de rajeunissement du *Reichsgedanken*, par la transformation de la République fédérale en un IV^e Reich après l'unification, demeurait uniquement le rêve d'une minorité. La montée du nationalisme en Allemagne au début des années 1990, ainsi que dans la plupart des autres pays d'Europe, notamment à l'Est, fut en vérité moins le résultat d'une nouvelle idéologie attractive, ou l'expression d'un désir profond de la majorité de la population, que l'aboutissement de l'effondrement du communisme et un effet de l'agitation sociale et économique par suite de la révolution de 1989.

En réalité, «l'europanisation» de la question allemande prévalut. Cela contribua non seulement à rendre l'unification de l'Allemagne plus acceptable pour ses voisins, mais également à aplanir la difficulté de s'accommoder du passé, tant celui du nazisme que celui de la Stasi. Car à la réflexion sur le caractère unique de la terreur nazie comparée, par exemple, aux crimes du stalinisme, succédaient à présent de pénibles révélations et un débat interne houleux sur le fonctionnement et les pratiques de la police secrète est-allemande.

La dimension européenne de l'unification allemande fut soulignée par le ministre des Affaires étrangères Genscher dès la première conférence «deux plus quatre» de

Bonn le 5 mai 1990, à l'occasion de laquelle il fit valoir que, loin d'être la source de nouveaux problèmes, l'unification de l'Allemagne

«contribuera[it] à assurer une stabilité nouvelle et durable. En outre, ajoutait Genscher, le gouvernement allemand réfléchissait à la transformation de cette perspective de l'histoire européenne en une politique en faveur de l'Allemagne et d'une Europe progressivement unifiée, qui constituera[it] la *mission européenne* de l'Allemagne à l'approche de cette fin de siècle».

Cette mission reste d'actualité et l'élargissement de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004 en est la parfaite expression.

Sélection bibliographique

Andert, R. et Herzberg, W., *Der Sturz: Erich Honecker im Kreuzverhör*, Berlin, 1990.

Bahr, Egon, «Wandel durch Annäherung. Ein Diskussionsbeitrag in Tutzing, 15. Juli 1963», in Schröder, Karsten, *Egon Bahr: Mit einem Beitrag von Günter Grass*, Rastatt, 1988.

Bender, Peter, *Offensive Entspannung: Möglichkeit für Deutschland*, Cologne, 1964.

Berlin-Niederschönhausen, Stenographische Niederschrift des Treffens der Genossen des Politbüros des Zentralkomitees der SED mit dem Generalsekretär des ZK der KPdSU und Vorsitzenden des Obersten Sowjets der UdSSR, Genossen Michail Sergejewitsch Gorbatschow, am Sonnabend, dem 7. Oktober 1989 (Verbatim Protocol), 7 octobre 1989.

Brandt, Willy, *A peace policy for Europe*, New York, 1969.

Fils, Andrzej, «Crisis and political ritual in post-war Poland», in *Problems of Communism*, vol. 37, 1988.

Gorbachev, M., *Perestroika: Die zweite russische Revolution. Eine neue Politik für Europa und die Welt*, Munich, 1987.

Görtemaker, Manfred, *Unifying Germany, 1989-1990*, Londres, 1994.

Holzer, Jerzy, *Solidarität. Die Geschichte einer freien Gewerkschaft in Polen*, Munich, 1985.

Kissinger, Henry, «Living with the inevitable», in *Newsweek*, 4 décembre 1989.

Kohl, Helmut, Discours à la *Frauenkirche* à Dresde, in *Bulletin*, n° 150, 19 décembre 1989a

Kohl, Helmut, «Erklärung der Bundesregierung zum offiziellen Besuch des Bundeskanzlers in Polen und zur Lage in der DDR», Statement by Chancellor Kohl before the Bundestag, in *Bulletin*, n° 129, 16 novembre 1989b.

Kohl, Helmut, «Policy declaration on the state of the nation in a divided Germany», in *Bulletin*, n° 123, 8 novembre 1989c, pp. 1058-1059.

Kohl, Helmut, «Zehn-Punkte-Programm zur Überwindung der Teilung Deutschlands und Europas, vorgelegt von Bundeskanzler Helmut Kohl in der Haushaltsdebatte des Deutschen Bundestages», in *Europa-Archiv*, vol. 44, 28 novembre 1989d, pp. D732-D733.

Krenz, Egon, avec Hartmut König et Gunter Rettner, *Wenn Mauern fallen: Die Friedliche Revolution-Vorgeschichte, Ablauf, Auswirkungen*, Vienne, 1990.

McAdams, A. J., «The new logic in Soviet-GDR relations», in *Problems of Communism*, vol. 37, 1988.

Martin, Ernst, *Zwischenbilanz: Deutschlandpolitik der 80er Jahre*, Stuttgart, 1986.

Modrow, Hans, *Aufbruch und Ende*, Hambourg, 1991.

Nawrocki, Joachim, *Relations between the two states in Germany: Trends, prospects and limitations*, Stuttgart, 1985.

Palmer, Tom G., «Why socialism collapsed in Eastern Europe», in *Cato Policy Report*, vol. 12, n° 5, 1990.

Schabowski, G., *Der Absturz*, Rowohlt, Berlin, 1991.

Teltschik, Horst, *329 Tage: Innenansichten der Einigung*, Berlin, 1991.

Tökés, Rudolf L., «Hungarian reform imperatives», in *Problems of Communism*, vol. 33, 1984.

Wolf, Markus, *In eigenem Auftrag: Bekenntnisse und Einsichten*, Munich, 1991.

Chapitre 34

L'émergence des différences nationales, 1989-1992: l'éclatement de la Tchécoslovaquie

Jan Rychlík

Historique de la question slovaque

La création de la Tchécoslovaquie le 28 octobre 1918 est une conséquence de la première guerre mondiale. L'union des Tchèques et des Slovaques reposait sur une proximité linguistique. Le tchèque et le slovaque sont si voisins qu'ils sont parfaitement compréhensibles pour les locuteurs de l'une et l'autre langue. Cela conduisit, dès le XIX^e siècle (principalement du côté tchèque), à la conclusion que Tchèques et Slovaques représentaient simplement les deux branches d'une seule et même nation «tchécoslovaque». L'Etat tchécoslovaque fut bien accueilli à la fois par les Tchèques et par les Slovaques, mais il revêtait une dimension différente pour chacun d'eux. Les Tchèques considéraient en effet le nouvel Etat comme la simple renaissance du royaume médiéval de Bohême, dont les frontières avaient été étendues à l'est. Pour la plupart des Slovaques, en revanche, le nouvel Etat représentait davantage l'union de deux Etats-nations réunis sous un même toit institutionnel, en une manière de vague fédération. Qui plus est, les Slovaques possédaient une conscience nationale propre et ne se considérèrent jamais ni comme des Tchèques, ni comme des Tchécoslovaques.

Entre 1918 et 1938, la Slovaquie formait uniquement une entité administrative au sein de la Tchécoslovaquie qui ne disposait d'aucun statut d'autonomie particulier. Les mouvements autonomistes étaient néanmoins puissants et eurent finalement gain de cause le 6 octobre 1938, par suite de l'affaiblissement de l'Etat à l'issue du «diktat de Munich». Six mois plus tard, la Tchécoslovaquie cessa pour la première fois d'exister lorsque le reste de la Bohême et de la Moravie fut annexé par le Reich allemand et que la Slovaquie fut proclamée officiellement indépendante sous protectorat allemand. La Tchécoslovaquie fut restaurée en 1945. La Slovaquie en devint une nouvelle fois une entité autonome, mais cette autonomie fut progressivement restreinte, une première fois en 1946, puis à nouveau après le coup d'Etat communiste de 1948. La nouvelle Constitution «socialiste» de 1960 réduisit l'autonomie de la Slovaquie à une quantité négligeable (Rychlík, 1995, pp. 180-200).

Les revendications slovaques pour la création d'une fédération furent officiellement acceptées dans le cadre du «Printemps de Prague», le mouvement de réforme de 1968 en Tchécoslovaquie. La loi constitutionnelle n° 143/1968 du 27 octobre 1968 (loi relative à la Fédération tchécoslovaque) établit sur le territoire de l'ancienne

République socialiste tchécoslovaque unitaire (Československá socialistická republika – ČSSR) deux «nouveaux» Etats-nations: la République socialiste tchèque (ČSR) et la République socialiste slovaque (SSR). Les deux républiques possédaient leurs propres organes législatifs et exécutifs: il existait un parlement tchèque (le Conseil national tchèque – Česká národní rada – ČNR) et un parlement slovaque (le Conseil national slovaque – Slovenská národná rada – SNR), ainsi qu'un gouvernement tchèque et un gouvernement slovaque (ces parlements et gouvernements constituaient les «instances nationales», tandis que les autorités dirigeantes de l'ensemble de la fédération étaient qualifiées d'«instances fédérales».

En vertu du préambule de la loi relative à la Fédération tchécoslovaque, les deux républiques tchèque et slovaque formaient, en théorie, deux Etats totalement souverains qui déléguaient volontairement une part de leur souveraineté aux organes fédéraux, à savoir l'Assemblée fédérale et le gouvernement fédéral. Ce dernier ne disposait que d'une compétence décisionnelle étroitement délimitée. L'Assemblée fédérale (Federální shromáždění) comportait deux chambres: la Chambre du peuple (Sněmovna lidu) et la Chambre des nations (Sněmovna národů). La Chambre du peuple était élue sur la base d'une représentation proportionnelle de l'ensemble du pays, de sorte que les députés de la République tchèque y étaient plus nombreux. La Chambre des nations offrait une représentation égale des deux républiques, chacune d'elles élisant 75 députés.

L'adoption des lois exigeait l'approbation de la majorité des deux chambres, tandis que l'adoption des lois constitutionnelles requérait la majorité des trois cinquièmes de chaque chambre. La Constitution comportait par ailleurs une disposition unique et spécifique, le veto minoritaire (*zákaz majorizace*). Les députés tchèques et slovaques de la Chambre des nations votaient séparément. Toutes les lois constitutionnelles, ainsi que la législation relative à de nombreux autres domaines, devaient être adoptées à la majorité (à la majorité qualifiée pour les lois constitutionnelles) de chacune des deux composantes tchèque et slovaque de la chambre. La majorité (ou la majorité qualifiée) des deux parties de la chambre était systématiquement calculée à partir des 75 députés et non pas en fonction du nombre de députés effectivement présents au moment du vote. Le veto minoritaire signifiait l'impossibilité pour les députés tchèques de passer outre le vote de leurs homologues slovaques. Il impliquait d'autre part que 31 députés de la même république au sein de la Chambre des nations avaient le pouvoir de bloquer tout texte constitutionnel ou législatif lorsque la majorité des trois cinquièmes était requise (par exemple pour l'élection du président). En d'autres termes, la Fédération tchécoslovaque reposait sur le principe de consensus des représentations tchèque et slovaque. Mais en cas d'incapacité à parvenir à ce consensus, il n'existait aucune solution constitutionnelle et aucun moyen de sortir de l'impasse.

L'adoption de la loi constitutionnelle relative à la fédération eut lieu après l'occupation soviétique de la Tchécoslovaquie au mois d'août 1968 (le 21 août 1968). Elle entra en vigueur le 1^{er} janvier 1969, dans le contexte de la prétendue normalisation, c'est-à-dire la suppression progressive des réformes démocratiques du printemps 1968 et la restauration de la dictature communiste. Le 17 avril 1969, Gustáv Husák, communiste

slovaque, «père de la fédération» et protégé de Moscou, remplaça Alexander Dubček (slovaque lui aussi). Il ne tarda pas à liquider les vestiges du mouvement de réforme de 1968. La fédération elle-même ne fut pas abolie, mais en réalité, dans les années 1969-1989, le cadre fédéral eut une importance minime. La série de lois de décembre 1970 limita considérablement les prérogatives des républiques au profit de la fédération (voir la loi constitutionnelle n° 125/1970). Le rôle des parlements fédéral, tchèque et slovaque était insignifiant, de même que celui des élections à l'occasion desquelles les électeurs avaient le «choix» d'un candidat unique. A l'instar des parlements, les gouvernements fédéral et républicains représentaient de simples courroies de transmission du Parti communiste de Tchécoslovaquie. Ce dernier ne possédait aucune structure fédérale, ce qui signifie que les décisions politiques continuaient d'être prises à Prague.

Pour toutes ces raisons, la fédération eut, à sa manière, une étrange incidence sur les relations tchécoslovaques. Les Tchèques ne voyaient dans la fédération qu'une interminable procession de fonctionnaires slovaques dans les ministères fédéraux et un transfert de ressources du budget fédéral vers la Slovaquie. Les Slovaques étaient tout aussi mécontents de la fédération que les Tchèques, car elle ne répondait pas à leurs attentes. Ils souhaitaient en effet que les questions slovaques soient décidées à Bratislava et non à Prague. Ils attendaient également de la fédération qu'elle renforce la visibilité de la Slovaquie sur la scène internationale. Or aucun de ces souhaits ne se réalisa. Le monde extérieur continua à voir en la Tchécoslovaquie un Etat tchèque, si bien que les adjectifs tchécoslovaques et tchèques furent fréquemment interchangeables dans les langues étrangères.

La révolution de velours et la question slovaque

La chute du régime communiste en Tchécoslovaquie (17 novembre-4 décembre 1989) rouvrit le dossier des relations tchéco-slovaques, un problème avec lequel la Tchécoslovaquie s'était débattue depuis sa création en 1918. En novembre 1989, deux organisations distinctes furent créées: le Public contre la violence (Verejnost proti násiliu – VPN) en Slovaquie et le Forum civique (Občanské fórum – OF) dans les pays tchèques. Des tentatives de constitution d'un Forum civique eurent également lieu dans les régions slovaques où régnait traditionnellement un fort sentiment protchécoslovaque, tout particulièrement à Košice (centre administratif de la Slovaquie orientale), mais ceux qui furent créés ne durèrent pas et se muèrent par la suite également en un VPN.

L'OF et le VPN conclurent un accord prévoyant que chaque mouvement serait responsable de l'évolution démocratique dans les républiques «intérieures» et qu'il se contenterait de coordonner leur politique. C'est la raison pour laquelle l'OF privilégia les changements au sein du gouvernement fédéral, tandis que le VPN se concentra sur le gouvernement national slovaque. Il est significatif de constater que le gouvernement national tchèque ne représenta d'emblée qu'un intérêt secondaire pour l'OF.

Après le mois de novembre 1989, le statut particulier de la Slovaquie figura sur la plateforme de chaque parti politique de Slovaquie; leurs différences tenaient uniquement au degré d'autonomie slovaque qu'ils préconisaient. A cet égard, le Public contre la violence et le Parti démocratique faisaient preuve de modération et soutenaient la réforme de la Fédération tchécoslovaque existante, alors que le Parti chrétien-démocrate (Kresťansko-demokratické hnutie – KDH) dirigé par l'ancien dissident catholique Ján Čarnogurský se montrait plus radical dans ses propositions. Le plus radical en la matière fut le Parti national slovaque (Slovenská národná strana – SNS) de Vít'azoslav Moric et Jozef Prokeš, qui exigeait le seul maintien d'un lien tchéco-slovaque extrêmement lâche. Le KDH et le SNS comptaient tous deux de nombreux partisans d'un Etat slovaque indépendant, mais dans la première moitié des années 1990 le SNS lui-même n'avait pas encore formulé officiellement cette revendication. Alors que les communistes tchèques et slovaques empruntaient progressivement des directions différentes, un Parti communiste slovaque indépendant fut créé (Komunistická strana Slovenska – KSS, qui devint par la suite le Parti de la gauche démocratique – Strana demokratickej ľavice, SDL); l'adoption par ce dernier du programme national slovaque plaça les communistes slovaques en bonne position sur le nouvel échiquier politique.

La guerre du trait d'union et le nouveau partage du pouvoir

Au début de l'année 1990, le premier conflit tchéco-slovaque ouvert eut lieu au parlement fédéral. Compte tenu des changements politiques et socio-économiques survenus depuis novembre 1989, le président Václav Havel proposa le 23 janvier 1990 de modifier la titulature officielle du pays – la République socialiste tchécoslovaque – en République tchécoslovaque, qui était employée avant 1960. Alexander Dubček, le nouveau président de l'Assemblée fédérale, accepta la proposition en qualité d'initiative présidentielle et la transmit aux commissions parlementaires de cette même assemblée et aux deux conseils nationaux, afin qu'ils formulent leurs observations conformément à la procédure fixée par la Constitution et la loi relative à la fédération de 1968.

Le Conseil national slovaque s'opposa catégoriquement au projet de modification du nom officiel du pays (en République tchécoslovaque) et demanda au contraire que le nouvel Etat soit baptisé «Fédération de Tchéco-slovaquie», avec un trait d'union. Le monde serait ainsi informé que la Tchécoslovaquie ne se composait pas d'un, mais au contraire de deux Etats. Cette proposition reçut le soutien d'une forte majorité de l'opinion publique slovaque, mais elle fut rejetée du côté tchèque. Pour ce dernier, le nom de «Tchéco-slovaquie» évoquait l'amer souvenir de la république postérieure à Munich (ou II^e République), où il fut officiellement employé. La plupart des Tchèques ne comprenaient pas l'importance que les Slovaques accordaient au trait d'union. Le 29 mars 1990, après de longues discussions, l'Assemblée fédérale adopta la loi constitutionnelle n° 81/1990. Le nouveau nom fit l'objet d'un compromis: il établissait deux variantes de la titulature officielle de l'Etat, sous la forme de la République fédérale tchécoslovaque (Československá federatívni republika) en tchèque et de la

République fédérale tchéco-slovaque (Česko-slovenská federatívna republika) en slovaque.

Mais ce compromis ne satisfaisait pas les Slovaques, car il ne révélait pas au monde extérieur l'existence distincte des Slovaques (il était clair que la version slovaque ne serait utilisée qu'en Slovaquie). Des manifestations furent immédiatement déclenchées contre ce nouveau nom en Slovaquie et, pour la première fois, des slogans revendiquant une Slovaquie indépendante firent leur apparition. Comme le VPN avait accepté le nouveau nom au cours des débats de l'Assemblée fédérale, les critiques slovaques accusèrent le parti de trahir les intérêts nationaux slovaques. Les députés tchèques de l'Assemblée fédérale revinrent finalement sur leur position. Le 20 avril 1990, une autre loi constitutionnelle (n° 101/1990) proclama que le nom officiel de l'Etat serait la République fédérative tchèque et slovaque (Česká a Slovenská Federatívni Republika en tchèque ou Česká a Slovenská Federatívna republika en slovaque, soit ČSFR dans les deux langues). Son nom officieux, la Tchécoslovaquie, et l'adjectif, tchécoslovaque, s'écriraient dorénavant en un mot en tchèque, mais avec un trait d'union en slovaque (c'est-à-dire Tchéco-slovaquie). La guerre dite du trait d'union indiquait que les débats ultérieurs promettaient de n'être pas faciles et que la composante slovaque proposerait une distension maximale de la fédération.

Les premières élections libres se déroulèrent les 8 et 9 juin 1990. Le mode de scrutin retenu était celui de la proportionnelle, mais les parties devaient franchir la barre des 5 % des voix, ou 3 % pour les élections du parlement slovaque, pour pouvoir siéger dans les organes concernés. En Slovaquie, le VPN remporta les élections avec 29,3 % des voix, suivi par le KDH avec 19,2 %, le SNS avec 13,9 %, le KSS-SDL avec 13,3 %, et la coalition hongroise avec 8,7 %. Le Parti démocratique et le Parti écologique des Verts (Strana zelených – SZ) entrèrent non seulement au Conseil national slovaque, mais également à l'Assemblée fédérale. En République tchèque, les vainqueurs des élections furent le Forum civique, ainsi que le Parti populaire tchécoslovaque (Československá strana lidová – ČSL, en réalité le Parti catholique, qui avait constitué une coalition avec le petit Parti chrétien-démocrate ou Křesťansko-demokratická strana – KDS), le parti communiste et le Mouvement pour la démocratie autonome; la Société pour la Moravie et la Silésie (Hnutí za samosprávnou demokracii – Společnost pro Moravu a Slezsko – HSD-SMS), qui proposait une fédération à trois voix composée de la Bohême, la Moravie et la Slovaquie, obtint également des sièges au parlement.

Le nouveau gouvernement fédéral se composait essentiellement d'une coalition entre le VPN et le Forum civique, avec l'appui des partis tchèques et slovaques de centre-droit (la coalition du ČSL-KDS et du KDH); il fut dirigé par Marian Čalfa du VPN, qui avait déjà occupé la fonction de Premier ministre du précédent gouvernement fédéral. Le gouvernement tchèque fut à nouveau dirigé par Petr Pithart, mais le Premier ministre du gouvernement slovaque, Milan Čič, fut remplacé par l'ancien ministre slovaque de l'Intérieur, Vladimír Mečiar (VPN). Les négociations entre les gouvernements tchèque et slovaque ne furent pas affectées par ces changements et se poursuivirent. Il y eut par ailleurs des négociations entre le président du Conseil

national slovaque, František Mikloško (VPN, après 1992 KDH), et son homologue de la République tchèque, Dagmar Burešová (OF), ainsi qu'entre leurs vice-présidents.

Les négociations officielles entre les gouvernements tchèque et slovaque eurent lieu les 8 et 9 août 1990 à Trenčianské Teplice. Elles se poursuivirent les 10 et 11 septembre à Piešťany, le 27 septembre à Kroměříž et le 28 octobre à Slavkov, où le président Havel fut également présent. Le 5 novembre 1990, les relations tchéco-slovaques firent l'objet de négociations entre les Premiers ministres des trois gouvernements. Quatre jours plus tard, les Premiers ministres Pithart et Mečiar se rencontrèrent une nouvelle fois à Luhačovice.

Comme un accord fondamental s'avérait impossible, les représentants des partis au pouvoir, ainsi que le président Havel et les représentants des trois gouvernements, publièrent une déclaration le 28 octobre 1990, qui soulignait leur volonté de maintenir la ČSFR. Les parties tchèque et slovaque convinrent également simultanément de réaménager la répartition des pouvoirs et de déterminer ultérieurement une solution définitive. La formule finale de la répartition des pouvoirs fut déterminée en présence du président Havel et des trois Premiers ministres au château de Prague le 12 novembre 1990. La proposition fut ensuite examinée par les conseils nationaux et transmise à l'Assemblée fédérale.

La version du projet de loi relative au partage des pouvoirs déposée devant l'Assemblée fédérale comportait plusieurs modifications (de la version du 12 novembre 1990) proposées par le Conseil national tchèque et le gouvernement tchèque. Dans ces circonstances, le présidium élargi du gouvernement slovaque, dirigé par Mečiar, se rendit subitement à Prague le 6 décembre 1990. Mečiar présenta à Pithart un ultimatum: si le projet de loi relative au partage des pouvoirs n'était pas adopté dans sa version originale, c'est-à-dire si le Conseil national tchèque ou l'Assemblée fédérale modifiait ledit projet, le Conseil national slovaque proclamerait la primauté de la législation slovaque sur celle de la fédération. Cela signifierait la paralysie et la dissolution *de facto* de la République fédérative tchécoslovaque. La partie slovaque souligna par ailleurs son refus de toute ingérence de l'Assemblée fédérale dans les négociations tchéco-slovaques. Les partis du gouvernement, notamment le Forum civique, donnèrent pour instruction à leurs députés d'adopter la version originale du projet de loi, ce qui fut fait le 12 décembre 1990 sous la forme de l'amendement constitutionnel 556/1990.

La nouvelle loi relative au partage des compétences réduisait considérablement le pouvoir des organes centraux (fédéraux). Contrairement à l'amendement constitutionnel de 1968 qui avait institué la fédération, ce texte supprimait la prérogative exclusive de la fédération en matière de politique étrangère et de défense, ce qui ouvrait la possibilité future de traités internationaux distincts, voire la création de forces armées à l'échelon des républiques. La loi de partage des compétences ne résolvait cependant pas le cœur du problème et représentait de ce fait un simple compromis temporaire. Alors que les Tchèques considéraient l'amendement comme la concession maximale à laquelle ils pussent consentir, les Slovaques ne voyaient en lui qu'une première

étape vers leur objectif final: la réalisation d'une communauté tchéco-slovaque peu structurée (ou confédération), dans laquelle la Slovaquie pourrait retirer les avantages de sa propre souveraineté, tout en conservant l'ensemble de ceux d'un Etat commun.

Les négociations tchéco-slovaques en 1991-1992

En 1991, l'évolution du paysage politique dans les Républiques tchèque et slovaque modifia l'atmosphère des négociations. Le 24 février 1991, le Forum civique se scinda en un Parti démocratique civique de centre-droit dirigé par Václav Klaus (Občanská demokratická strana – ODS) et un Mouvement civique de centre-gauche présidé par Jiří Dienstbier (Občanské hnutí – OH). Immédiatement après les élections de juin 1990, le Parti national slovaque déclara que l'indépendance slovaque représentait son objectif ultime. Au même moment, plusieurs petits partis et mouvements firent leur apparition, qui évoquaient ouvertement les traditions de l'Etat slovaque totalitaire (1939-1945) et du Parti populaire slovaque, mouvement autonomiste de l'entre-deux-guerres. Le 3 mars 1991, le conflit entre Vladimír Mečiar et la direction du VPN, surtout avec Fedor Gál, le représentant de son aile droite, provoqua une crise aiguë au sein du VPN. Mečiar constitua alors sa propre plate-forme sous les auspices du VPN, «Pour une Slovaquie démocratique» (Za demokratické Slovensko). Un mois plus tard, la création d'un Mouvement pour une Slovaquie démocratique (Hnutie za demokratické Slovensko – HZDS) acheva sa scission avec le VPN.

Le 23 avril 1991, le Conseil national slovaque démit Mečiar de ses fonctions de Premier ministre du gouvernement slovaque, ainsi que l'ensemble de ses partisans, qui refusaient de respecter les décisions de la direction du VPN. Un nouveau gouvernement fut en conséquence formé, avec à sa tête Ján Čarnogurský, président du KDH. Čarnogurský était favorable à l'indépendance slovaque, mais il ne la considérait pas pour l'instant comme l'une des priorités de la république. Selon lui, la Slovaquie ne deviendrait indépendante qu'après l'adhésion de la Tchécoslovaquie à la Communauté européenne, puisque l'UE n'existait pas encore. Contrairement aux représentants du VPN, qui penchaient pour un lien étatique durable avec les Tchèques, Čarnogurský concevait la Tchécoslovaquie comme une formation temporaire et n'en faisait pas mystère. Durant les négociations avec Petr Pithart, ancien camarade de dissidence, Čarnogurský demanda à ce que la cohabitation entre Tchèques et Slovaques se fonde sur un traité ayant force de loi entre les deux républiques, dont l'acceptation devait précéder l'adoption de toute nouvelle Constitution.

Les négociations tchéco-slovaques se poursuivirent en 1991. Dagmar Burešová, présidente du Conseil national tchèque, rejeta tout d'abord l'idée de traité entre les deux républiques évoquée par Čarnogurský. La partie tchèque finit par l'accepter en tant qu'initiative politique. La partie slovaque exigea au contraire que cet accord présente un caractère contraignant, ce qui impliquait en pratique qu'il prenne la forme d'un traité international créant une association entre deux Etats. Une telle solution était inacceptable pour la partie tchèque, car il présupposait le caractère transitoire de l'Etat ou de la communauté tchécoslovaque. Elle craignait à juste titre que la Slovaquie

ne se serve uniquement de l'existence de l'Etat commun afin de renforcer sa propre position, pour finir inévitablement par proclamer son indépendance.

En mai et juin 1991, les négociations prirent la forme d'une série de réunions des représentants des responsables politiques et des partis politiques tchèques et slovaques: le 12 mai 1991 à Lány (un château situé à l'extérieur de Prague et faisant office de résidence présidentielle), à la fin du mois de mai à Budmerice et le 19 juin 1991 à Kroměříž. Le président Havel prit part à l'ensemble de ces négociations et réunions et pria les représentants de certains partis politiques de répondre à des questions portant sur leur conception de l'Etat commun. Il devint clair que les partis politiques slovaques (à l'exception du SNS, ouvertement partisan d'une indépendance totale) entendaient par «Etat commun» non pas «un Etat» comme les Tchèques, mais plutôt l'union de deux Etats. Comme le déclara à juste titre un journaliste autrichien, les Slovaques voulaient un *Staatenbund*, c'est-à-dire une confédération, alors que les Tchèques désiraient un *Bundesstaat*, c'est-à-dire une fédération. Les négociations s'achevèrent sans résultat; les partis politiques convinrent que le seul moyen légal de scinder l'Etat devait être celui du référendum.

Le 3 novembre 1991, Havel invita les représentants des trois gouvernements et parlements dans sa résidence secondaire privée de Hrádeček (près de Trutnov). Il leur présenta un projet de traité tchéco-slovaque, destiné à être inséré dans la Constitution fédérale et ratifié ultérieurement par les deux conseils nationaux. Ce projet servit de base aux nouvelles négociations. A l'exception du vice-président du Conseil national tchèque, Jan Kalvoda (Alliance démocratique civique – Občanská demokratická aliance – ODA), l'ensemble des participants parvint, à une heure matinale le 4 novembre, à un accord sur un traité tchéco-slovaque contraignant, sans que la procédure légale d'incorporation dudit traité dans les Constitutions nationales et fédérale eût été définie. Malgré cela, les représentants tchèques et slovaques ne s'accordèrent pas sur la nature du traité. Les Slovaques le considéraient plus ou moins comme un traité classique entre deux Etats, tandis que les Tchèques le concevaient uniquement comme un accord politique. Les représentants tchèques avaient le sentiment que les négociateurs slovaques s'acharnaient à faire la quadrature du cercle, en aspirant à un Etat slovaque tout en résistant à cette inclination. Du point de vue slovaque cependant, il semblait que les Tchèques n'étaient pas disposés à satisfaire les légitimes revendications slovaques.

Le point de rupture de l'équilibre du pouvoir politique fut atteint lorsque le HZDS de Mečiar adopta une position antifédération, en soutenant la notion de *zvrchovanosť* ou souveraineté slovaque. La notion de *zvrchovanosť* slovaque, mise en avant au printemps 1991 par le Parti national slovaque et les autres nationalistes, signifiait le transfert immédiat de l'ensemble des compétences aux autorités slovaques, un accord avec la République tchèque n'étant possible qu'à l'issue de ce dernier. Mečiar, qui s'était jusqu'ici montré fédéraliste, se lança dans un discours démagogique en annonçant que la *zvrchovanosť* n'impliquait ni la souveraineté d'un Etat ni la dissolution de la Tchécoslovaquie. Le HZDS demandait expressément la reconnaissance internationale de la Slovaquie, tout en affirmant (et une bonne part de l'opinion publique slovaque

finit par le croire) que cette revendication elle-même était compatible avec le maintien de l'Etat commun.

Dans ces circonstances, Ján Čarnogurský fut contraint de rechercher un compromis avec les Tchèques. A l'automne 1991, ce dernier paraissait possible entre Pithart et Čarnogurský, c'est-à-dire entre le Mouvement civique, d'une part, et le KDH et le VPŇ, d'autre part. Le gouvernement Pithart était disposé à accepter le traité entre les Républiques tchèque et slovaque sur la base de la proposition présentée par Havel à Hrádeček, quand bien même cette question se trouvait compliquée par le conflit juridique formel (en réalité dépourvu de fondement) sur la capacité des républiques à adopter un tel traité alors que la fédération existait encore. Le traité était supposé précéder la Constitution fédérale, à laquelle il devait ensuite s'imposer.

Le 10 janvier 1992, les représentants des conseils nationaux tchèque et slovaque s'accordèrent à Prague sur la signature du traité par les Républiques tchèque et slovaque représentées par leur conseil national respectif. Le 23 janvier 1992, une commission représentant les deux conseils nationaux fut créée à Bratislava et investie de la responsabilité de préparer la version finale du texte.

Une dernière série de négociations eut lieu du 3 au 8 février 1992, à Milovy, près de Žďár nad Sázavou, entre les commissions d'experts des conseils nationaux tchèque et slovaque, ainsi que les gouvernements des deux républiques et de la fédération. Elles aboutirent à un projet de traité entre les parlements des deux républiques. Le KDH renonça à son exigence initiale de signature du traité par les républiques (qui en aurait fait un traité international entre deux Etats indépendants). D'autre part, le traité définit le cadre de la future Constitution fédérale et, à cet égard, satisfait aux demandes slovaques. L'accord devait être ratifié par les deux conseils nationaux, ce qui représentait une concession de la partie tchèque.

Le 12 février 1992, le présidium du Conseil national slovaque examina le projet. Le présidium se compose d'ordinaire de 21 membres, mais un siège était vacant à cette époque. Dix membres se prononcèrent en faveur du texte et les dix autres contre. La proposition fut de ce fait rejetée et ne put être soumise au Conseil national slovaque dans son ensemble. Le texte ne fit l'objet d'aucun vote au sein du présidium du Conseil national tchèque. Le 5 mars 1992, le présidium déclara qu'il était inutile d'engager des négociations supplémentaires avec la partie slovaque. En outre, le 7 mars, le projet de traité de Milovy entraîna une rupture définitive au sein du KDH. Le courant dirigé par Klepáč fit officiellement scission et devint le Mouvement chrétien-démocrate slovaque (Slovenské kresťansko-demokratické hnutie – SKDH). Cette décision mit en minorité la coalition gouvernementale formée par les KDH-VPŇ-DS-MOS (Maďarská občanská strana – Parti civique hongrois). Le 11 mars, les présidents des conseils nationaux tchèque et slovaque, Dagmar Burešová et František Mikloško, décidèrent de laisser l'initiative de nouvelles négociations aux vainqueurs des prochaines élections.

L'éclatement de la Tchécoslovaquie

Les nouvelles élections de l'Assemblée fédérale et des deux conseils nationaux se déroulèrent les 5 et 6 juin 1992. Elles furent remportées en République tchèque par l'ODS de Václav Klaus (en coalition avec le petit Parti chrétien-démocrate – KDS). La coalition ODS-KDS s'était lancée dans la campagne électorale avec un programme préconisant la poursuite de réformes économiques radicales et l'achèvement de la transition vers une société démocratique et capitaliste. S'agissant du cadre constitutionnel, elle avait adopté le slogan «soit une fédération opérationnelle, soit la partition de la Tchécoslovaquie en deux Etats», tout en préférant nettement la première solution. En Slovaquie, le vainqueur fut le HZDS de Vladimír Mečiar, dont le programme de compromis sociaux reprenait à son compte diverses revendications populistes. La question constitutionnelle faisait l'objet d'une vague plate-forme, qui associait (en pratique) les demandes exclusives l'une de l'autre de la souveraineté et de la reconnaissance internationale de la Slovaquie, ainsi que le maintien d'un Etat commun avec les Tchèques.

Mečiar parvint à convaincre une part substantielle de l'électorat slovaque que cette exigence de reconnaissance internationale était pleinement compatible avec le maintien de la Tchécoslovaquie. Parallèlement, il affirma disposer de cinq variantes d'aménagements constitutionnels (y compris une confédération, qui en réalité ne constituait pas un Etat commun) pour les relations tchéco-slovaques, dont le destin définitif devait être décidé par référendum. La direction du HZDS choisit d'ignorer l'objection selon laquelle chacune de ces variantes nécessiterait l'accord de la partie tchèque, qui avait clairement indiqué qu'elle se prononcerait pour la partition de l'Etat si les Slovaques rejetaient la fédération. Cette tactique permit au HZDS d'obtenir un grand nombre des voix des partisans de l'Etat commun, notamment des électeurs les moins instruits. Les partisans d'une Slovaquie indépendante votèrent en majorité pour le Parti national slovaque.

L'ODS-KDS obtint 33,9 % des voix et 48 sièges à la Chambre du peuple, ainsi que 33,4 % et 37 sièges à la Chambre des nations. La majorité nécessaire à la Chambre du peuple était de 76 députés et, pour la partie tchèque de la Chambre des nations, de 38 députés. Cela signifiait qu'il manquait à l'ODS-KDS à peine un siège pour obtenir la majorité dans la partie tchèque de la Chambre des nations.

L'ODS-KDS fut par conséquent contraint de rechercher des alliés sur la scène politique non seulement tchèque, mais également slovaque. Comme un autre allié potentiel, l'Alliance démocratique civique (ODA) de droite, siégeait au Conseil national tchèque mais pas à l'Assemblée fédérale, seul le parti centriste de l'Union démocrate-chrétienne catholique – Parti populaire tchécoslovaque (Křesťansko-demokratická unie – KDÚ-ČSL) était susceptible d'assumer ce rôle sur la scène politique tchèque. Il avait remporté plusieurs sièges à la Chambre du peuple, ainsi que six sièges à la Chambre des nations, et l'ODS-KDS était prêt à former un gouvernement de coalition tchèque avec lui. En Slovaquie, le KDH de Čarnogurský représentait un autre allié potentiel, mais il n'avait obtenu que six sièges à la Chambre du peuple et huit sièges à

la Chambre des nations. La combinaison des ODS-KDS-KDU-ČSL-KDH ne pouvait de ce fait représenter la majorité à la Chambre du peuple.

La situation à la Chambre des nations était plus tragique encore, car l'ODS-KDS avait besoin d'alliés dans la partie slovaque de cette assemblée pour pouvoir adopter un texte dans les domaines où s'appliquait le veto minoritaire, tels que le programme de gouvernement, les votes de confiance et l'élection du président. Mais hormis le HZDS, il n'existait aucun parti du côté slovaque qui puisse représenter un partenaire législatif efficace. Il était impossible de se fier à l'assemblage hétéroclite de petits partis slovaques qui avaient fait leur apparition à l'Assemblée fédérale à l'issue des élections, car ils recouvraient des idéologies incompatibles et n'auraient jamais pu s'entendre sur un programme commun.

Dès le dimanche 6 juin 1992, Václav Havel avait demandé à Václav Klaus d'entreprendre des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement fédéral et l'avait désigné pour assumer les fonctions de Premier ministre. Les premières négociations entre l'ODS et le HZDS eurent lieu à Brno le 8 juin 1992. Les deux partis s'attendaient à des négociations difficiles, mais pas impossibles.

D'après le témoignage de l'un des participants, Miroslav Macek, les négociations débutèrent par une réunion privée entre Klaus et Mečiar. Selon Macek, Mečiar tenta comme à son habitude d'employer de vagues formules pour estomper le différend inconciliable sur la reconnaissance internationale de la Slovaquie. Tandis que Klaus et Mečiar engageaient la conversation, Macek s'entretint avec Michal Kováč, qui lui exposa une proposition slovaque d'union en matière économique et de défense, apparemment sans avoir consulté Mečiar au préalable. Macek, qui surnomma par la suite cette proposition «un Etat slovaque muni d'une assurance tchèque», réalisa immédiatement que ce projet ne pouvait pas et ne devait pas être accepté par la partie tchèque, car il signifiait une évolution vers la constitution d'un Etat slovaque financé par les contribuables tchèques. C'est ce qui conduisit Macek, une fois que Klaus et Mečiar eurent rejoint la réunion générale, à déclarer que le problème était devenu limpide et que la seule solution était la dissolution de la Tchécoslovaquie.

Même après les discussions de Brno, Klaus n'avait visiblement pas abandonné tout espoir de voir Mečiar renoncer à certaines de ses revendications et de pouvoir éviter la dissolution de l'Etat. C'est la raison pour laquelle ce sujet figura à l'ordre du jour de réunions ultérieures à Prague les 11 et 17 juin 1992. Au cours de ces négociations, l'ODS fit pression sur le HZDS afin d'en obtenir une réponse claire: soit une fédération opérationnelle, soit deux Etats distincts. Au terme de six heures de négociations vaines, durant lesquelles le HZDS noya une nouvelle fois la distinction entre les deux alternatives, en se fondant sur des formules aussi contradictoires que «un Etat commun sous la forme d'une confédération» ou «une union militaire et économique», Klaus perdit patience. Il demanda aux dirigeants du HZDS s'ils comptaient bâtir un Etat slovaque avec des capitaux tchèques et si oui ou non les Slovaques avaient une fierté. Mečiar répondit que chaque république serait responsable de ses propres finances. Il cherchait par là à revenir à la question de la confédération, mais la partie tchèque

interpréta sa déclaration comme un pas supplémentaire vers l'indépendance slovaque. Pour finir, ils s'accordèrent sur la composition d'un gouvernement fédéral réduit qui, outre le Premier ministre, comprendrait uniquement 10 ministres. Hormis le poste de Premier ministre attribué à l'ODS, les deux partis étaient représentés de manière égale dans ce gouvernement, mais le HZDS exigea le portefeuille des Affaires étrangères et de la Défense.

Václav Klaus avait apparemment changé d'avis dès le 17 juin 1992, mais l'ODS attendit la fin de la quatrième série de négociations avec le HZDS, qui eut lieu à Bratislava le 19 juin 1992, pour se prononcer clairement. Les négociations durèrent douze heures d'affilée et confirmèrent que le seul point sur lequel les parties étaient susceptibles de parvenir à un accord était celui de la division du pays. Le 20 juin 1992, à 1 h 30 du matin, celles-ci publièrent une déclaration, qui indiquait notamment :

«l'ODS ne considère pas une confédération dans laquelle les deux républiques seraient sujets de droit international (conformément à la proposition du HZDS) comme un Etat commun, mais plutôt comme une union de deux Etats distincts. Au lieu d'une confédération, l'ODS préfère deux Etats totalement indépendants, c'est-à-dire une dissolution constitutionnelle de la fédération».

Le 24 juin 1992, un nouveau gouvernement slovaque dirigé par Vladimír Mečiar fut formé. Le 2 juillet, Václav Havel nomma le dernier gouvernement fédéral de Jan Strásky. Le même jour, un gouvernement tchèque de coalition composé des ODS-KDS-ČSL-ODA fut constitué, avec à sa tête Václav Klaus.

L'opposition et le gouvernement examinèrent à plusieurs reprises la question d'un référendum. Les enquêtes d'opinion publique révélaient qu'à la question «êtes-vous favorable à un Etat commun?» la majorité des personnes interrogées, tant en République tchèque qu'en République slovaque, répondaient par l'affirmative. Afin d'écarter toute conclusion erronée provenant de la confusion conceptuelle entretenue par le HZDS, l'opposition (ČSSD) fit valoir que la question devait être formulée de manière à préciser clairement que la reconnaissance internationale de la Slovaquie n'était pas compatible avec un Etat commun. Mais le problème du référendum se posait à plusieurs niveaux: même si l'opinion publique était nettement favorable au maintien de l'Etat commun, les forces politiques opposées à cette idée seraient restées au pouvoir, rendant un compromis impossible. Dans le même temps, les sondages consacrés aux intentions de vote indiquaient que de nouvelles élections n'auraient produit aucun changement. Indépendamment du résultat du référendum et grâce à un système politique doté d'un puissant veto minoritaire, les conditions d'une paralysie du gouvernement et de la dissolution progressive de l'Etat étaient parfaitement réunies. Les moyens légaux ne permettaient pas de sortir de l'impasse politique.

Au terme du mandat de Havel et à l'approche des nouvelles élections présidentielles à l'Assemblée fédérale, la perspective de la dissolution se précisa. Le mandat de Havel prenait fin le 5 juillet 1992 et l'élection devait avoir lieu dans un délai de trois mois à compter de cette date. Durant cette période, Havel devait demeurer en fonction. Le HZDS refusa non seulement de soutenir la candidature de Václav Havel pour le

prochain mandat, mais également de proposer et d'appuyer son propre candidat. Or l'ODS refusait de désigner un autre candidat tchèque que Havel et déclara que le président serait «soit Havel, soit personne». Il était cependant évident que, du fait du dispositif de veto minoritaire, la réélection de Havel serait impossible sans les voix du HZDS et du SNS. L'élection se déroula le 3 juillet 1992. Havel n'obtint pas la majorité qualifiée requise dans la partie slovaque de la Chambre des nations et sa candidature échoua. Le 17 juillet 1992, le Conseil national slovaque, soutenu par le HZDS, le SNS et, étonnamment, le SDĽ, adopta la proclamation de souveraineté slovaque, qui déclarait la Slovaquie Etat de la nation slovaque. Cette déclaration ne prit pas en considération l'opposition du KDH et des partis hongrois. Le même jour, Václav Havel démissionna de ses fonctions; aucun nouveau président ne fut choisi pour ce qu'il restait à la Tchécoslovaquie de temps à vivre.

Klaus présenta à Mečiar un projet de loi relative à la dissolution de la fédération, qui devait être adopté par l'Assemblée fédérale avant le 20 septembre. Ce projet retenait quatre étapes formelles possibles: 1. une déclaration de l'Assemblée fédérale; 2. l'accord des conseils nationaux; 3. un référendum; et 4. le départ unilatéral de la fédération de l'une des républiques. Au lieu d'une union, Klaus proposa une série de conventions bilatérales. L'accord final fut signé à Brno le 26 août, où un calendrier fut établi et la date d'expiration de la Tchécoslovaquie fixée au 31 décembre 1992, au terme de l'exercice budgétaire. Le 1^{er} septembre 1992, la République slovaque adopta une nouvelle Constitution, conçue pour le fonctionnement d'un Etat indépendant (loi constitutionnelle n° 490/1992). Elle ne tenait pas compte de l'existence de la Tchécoslovaquie, hormis dans la mesure où certains articles devaient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

La division de la Tchécoslovaquie s'avéra néanmoins difficile. Le 11 septembre, l'opposition parvint à imposer une session extraordinaire de l'Assemblée fédérale qui demanda une nouvelle fois la tenue d'un référendum. Le gouvernement fédéral refusa d'accéder à cette demande en arguant du fait que si le référendum devait entériner le maintien de l'Etat commun – ce que les sondages d'opinion indiquaient comme pratiquement acquis – il ne serait pas en mesure de donner suite à ce résultat, car la désintégration de l'Etat était déjà trop avancée. Le 1^{er} octobre 1992, l'Assemblée fédérale se prononça sur l'amendement constitutionnel relatif à la fin de la fédération. La proposition fut rejetée sous l'action de l'opposition. Miloš Zeman, qui était alors vice-président du ČSSD, profita de la situation et proposa la formation d'une commission constitutionnelle chargée de la transformation de la fédération en une union tchécoslovaque. Cette proposition, qui bénéficia de l'appui de l'opposition et de nombreux députés du HZDS, fut adoptée. La proposition du ČSSD impliquait l'existence de deux Etats dotés d'organes communs en matière de politique étrangère, de défense et de finances. Les décisions devaient être prises sur une base paritaire et la question de la reconnaissance internationale demeurait en suspens.

Le vote en faveur de cette commission représenta une victoire importante de l'opposition et du HZDS. L'ODS avait néanmoins déjà pris la décision de diviser l'Etat comme prévu et, s'il n'avait pas d'autre choix, sans même l'aide du HZDS.

Le gouvernement tchèque de coalition refusa d'envoyer des représentants auprès de la nouvelle commission. Au lieu de cela, les délégations de l'ODS et du HZDS se rencontrèrent à Jihlava le 6 octobre 1992. Klaus insista pour que le HZDS rejette expressément toute idée d'union ou de confédération et s'engage à procéder à la division de la Tchécoslovaquie en deux Etats pleinement indépendants. Mečiar finit par accepter. Le projet d'union fut en conséquence mis en sommeil.

Le 18 novembre 1992, l'Assemblée fédérale se réunit pour procéder au vote d'une nouvelle version de l'amendement constitutionnel relatif à la fin de la fédération. Il ne s'agissait plus de choisir entre diverses modalités de dissolution de la fédération. Selon le nouveau projet, la fédération prendrait tout simplement fin à minuit le 31 décembre 1992.

Au moment où l'assemblée se prononçait sur ce texte, la partition de la Tchécoslovaquie existait déjà *de facto*. La loi n'avait cependant été adoptée que par la seule Chambre du peuple et un vote supplémentaire devait avoir lieu une semaine plus tard le 24 novembre. Comme il régnait ce jour-là un épais brouillard et que l'avion spécial qui transportait les députés slovaques ne put se poser à Prague, le vote fut repoussé au lendemain. Grâce à son intervention active auprès des députés de l'opposition, la coalition gouvernementale finit par convaincre certains républicains de droite et sociaux-démocrates tchèques et slovaques, et parvint à réunir les voix nécessaires. L'amendement constitutionnel fut enfin adopté dans la nuit du 25 novembre 1992 à 0 h 22, à une courte majorité dans les deux chambres et dans les deux parties de la Chambre des nations (loi constitutionnelle n° 542/1992). Le 16 décembre 1992, le Conseil national tchèque adopta la Constitution de la République tchèque (loi constitutionnelle n° 1/1993). Le 31 décembre 1992, la République fédérative tchèque et slovaque cessa d'exister.

Conclusion

La simplicité avec laquelle l'éclatement de la Tchécoslovaquie se produisit et la douceur avec laquelle il se déroula s'expliquent aisément: il n'existait aucun litige frontalier ni minorité tchèque en Slovaquie ou minorité slovaque en République tchèque. Les Slovaques présents en République tchèque et vice-versa vivaient de manière dispersée et ne formulaient aucune revendication particulière. Le fait que les Tchèques aient fini par ne plus se soucier de la Slovaquie a également contribué pour beaucoup à cette situation.

Sélection bibliographique

Rychlík, J., «From autonomy to federation», in Musil, J. (éd.), *The end of Czechoslovakia*, Central European University Press, Budapest, Londres, New York, 1995.

Chapitre 35

Médias, partis et transition politique: approches contrastées de disciplines jumelles

Zsolt Enyedi

Nous sommes tous accoutumés aujourd’hui au rôle de premier plan joué par les médias de masse en politique. Le succès des partis politiques est systématiquement présumé dépendre de la fréquence avec laquelle ils s’adaptent à la logique des médias. Les événements politiques, notamment les congrès des partis, sont soigneusement mis en scène et les véritables dirigeants de ces partis sont les experts en médias non élus, les fameux spécialistes en communication.

En 1989, en Europe de l’Est, les médias de masse étaient bien entendu différents de ceux d’aujourd’hui. Ils étaient bien moins professionnels et organisés. Les sympathies personnelles de tel ou tel journaliste déterminaient souvent plus le choix des reportages télévisés ou des articles de presse que les directives centrales établies par les directeurs de ces médias.

Cette relative immaturité des médias ne les empêcha pas de jouer un rôle historique déterminant dans l’effondrement du communisme et le développement d’une démocratie libérale. Certaines raisons structurelles importantes expliquent que les médias furent à cette époque plus privilégiés que jamais auparavant ou par la suite. Il existait en 1989 une absence totale de consensus en matière de normes dans les sociétés est-européennes. Les facteurs de socialisation, qui inculquent d’ordinaire des valeurs, des normes et des attitudes aux citoyens, traversaient tous une crise profonde. Les Églises, les établissements scolaires, les familles, les syndicats, etc., étaient trop enlisés dans le système socialiste pour imprimer une orientation. Les journalistes avaient connu le même passé, mais ils disposaient d’informations sur les normes occidentales et, comme ils travaillaient dans le secteur le plus moderne de la société, ils bénéficiaient de la crédibilité nécessaire à la diffusion de ces normes. Ils avaient par ailleurs la possibilité de se forger une image non partisane et d’endosser le rôle de la *vox populi* dans les circonstances de 1989.

Tandis que les partis étaient confrontés à une forte hostilité de la population, les journalistes étaient relativement estimés. Le prestige de la télévision surpassait systématiquement celui du parlement. Cette situation est particulièrement significative, étant donné que les Européens de l’Est passaient davantage de temps devant leur poste de télévision que les Européens de l’Ouest, alors que les adhésions aux organisations bénévoles étaient nettement inférieures aux habitudes occidentales.

Les acteurs politiques n'oubliaient pas, même dans les pires moments, l'importance des médias. En Roumanie, la révolution et les affrontements armés se déroulèrent devant l'objectif des caméras et, selon de nombreux analystes, à l'intention des caméras. En Hongrie, l'une des questions primordiales fut, tant pour l'élite ancienne que pour la nouvelle élite, de savoir qui se tiendrait à proximité des cercueils lors des funérailles du Premier ministre Imre Nagy sur la place des héros. Les acteurs politiques savaient que leur comportement au cours de ces instants largement retransmis pouvait s'avérer déterminant pour leur carrière politique.

On pourrait dire que les responsables politiques, en 1989, étaient en général particulièrement conscients du fait qu'ils écrivaient l'Histoire et qu'ils finiraient dans les livres d'histoire. Le souci de l'image qu'elle laisserait fut une des raisons qui conduisit l'élite communiste à ordonner la destruction massive des dossiers. En même temps, le fait qu'une quantité aussi considérable de documents ait été détruite et, dans certains cas, falsifiée, devrait nous porter à utiliser les archives restantes avec circonspection.

Hormis ces efforts conscients de manipulation, les médias modifièrent l'image de la réalité de bien d'autres manières. Par nature, les médias de masse personnalisent les problèmes structurels et négligent les processus sociaux. Même lorsqu'ils font preuve des meilleures intentions, ils ne sont pas en mesure d'avoir accès à certains types d'informations (par exemple des négociations secrètes) et d'offrir un égal accès à l'ensemble des acteurs concernés. Toutes ces raisons doivent conduire les historiens et les professeurs d'histoire à aborder avec prudence le matériel produit par les médias de masse de 1989.

Dans le même temps, les médias de masse ne doivent pas être perçus comme des acteurs omnipotents. Les années qui suivirent 1989 démontrèrent que les forces politiques qui étaient traitées avec dédain par l'élite médiatique parvinrent à remporter les élections. La popularité auprès des journalistes ne garantissait pas la survie politique. Mais il ne fait aucun doute que les médias ont joué et continuent à jouer un rôle important en cadrant l'actualité politique, en soulignant l'importance de certaines questions et en en écartant d'autres.

Les disciplines jumelles des sciences politiques et de l'histoire peuvent contribuer mutuellement à la découverte de la véritable nature des événements de 1989. Avant de mettre en avant ce que les historiens pourraient apprendre des politologues, permettez-moi de préciser ce qu'ils ne devraient pas faire. Les politologues ont une déformation que les historiens ne doivent pas reproduire: ils mettent l'accent sur les élites. Cette erreur systématique tient au fait que les politologues sont obsédés par la question du «pourquoi». Certes, la cause première de la transition politique se trouve à Moscou; elle est liée à la course aux armements perdue par les Soviétiques et s'est manifestée pour la première fois à travers la *glasnost* de Gorbatchev. Mais il est tout aussi important de savoir «comment» et les historiens sont plus à même que les politologues de répondre à cette question. La réponse doit tenir compte des

masses représentées par les manifestations et l'opinion publique. La précipitation des événements est largement due à la pression de la base sur les décideurs.

Les sciences politiques présentent cependant l'avantage d'aborder 1989 sous un angle comparatif, en la replaçant dans un contexte international. Cette approche met en lumière l'enchaînement formé par les événements des divers pays de la région et le degré décroissant d'incertitude qui a caractérisé chaque nouvelle transition.

La perspective comparative présente plusieurs avantages, même lorsque l'analyse dépasse les frontières de la région. La comparaison de l'Europe de l'Est et de l'Europe du Sud dans les années 1970 et 1980 permet de démontrer la profondeur et l'étendue de la transformation postcommuniste. Il s'agissait d'édifier en même temps un nouveau système économique, un nouveau système politique, de nouveaux régimes constitutionnels et, quelquefois, de nouveaux Etats. Si la révolution se définit par des changements radicaux, 1989 nous donne un parfait exemple de révolution.

La comparaison interrégionale nous aide à voir ce qui passerait autrement inaperçu, à savoir l'absence de certains acteurs. En 1989, à l'exception de la Roumanie, l'armée joua un rôle secondaire, presque inexistant. La place des Eglises fut aussi quasiment négligeable. Les groupes d'élite, les médias de masse et les initiatives civiques qui se transformèrent en partis furent les véritables protagonistes des événements.

Les partis furent confrontés à davantage de défis durant cette époque qu'à toute autre période de démocratisation de l'Europe de l'Ouest et du Sud. En Europe occidentale, les systèmes oligarchiques concurrents se démocratisèrent au XIX^e siècle, alors qu'en Europe méridionale la mobilisation et la contestation furent modestes durant les régimes autoritaires. A l'inverse, lorsque la démocratisation gagna l'Europe de l'Est, ses citoyens étaient déjà mobilisés et politisés. Doués d'une aptitude à la «mobilisation cognitive», ils pouvaient se fonder sur les connaissances qu'ils avaient acquises et sur les informations fournies par les médias de masse. Aussi le rôle des partis politiques d'Europe orientale fut-il moins déterminant dans le façonnement de la société que dans celui du pouvoir.

Du fait des spécificités de la transition postcommuniste, les partis durent faire face à l'héritage d'une faible, voire inexistante, expérience démocratique et de la complète concentration du pouvoir à l'époque communiste. La politique des partis qui se développaient se caractérisa par une concurrence particulièrement rude, due aux enjeux importants (nouvelles Constitutions, privatisations, etc.).

Les connaissances, qui privilégiaient les points communs sous-jacents, se sont récemment déplacées vers l'accentuation des spécificités infrarégionales au sein du monde postcommuniste. Mais l'hétérogénéité fait des partis politiques postcommunistes des sujets de recherche plus prisés encore. Les similarités du passé immédiat et les divergences de résultat dans les pays respectifs offrent aux chercheurs une possibilité unique de suivre les effets des divers facteurs institutionnels et culturels.

Plus on approfondit les recherches sur ces pays respectifs, plus on réalise que les points de départ étaient en réalité différents. La signification du communisme variait en fonction des pays. De la même manière, les oppositions politiques postcommunistes diffèrent également. La structure des «forces de l'ancien régime» elles-mêmes varie dans les divers Etats. Elles ont pratiquement disparu de certains pays Baltes, elles ne se sont pas réformées mais ont été marginalisées en Tchécoslovaquie (puis en République tchèque), elles n'ont également connu aucune réforme mais continuent pourtant à jouer un rôle de premier plan en Ukraine et en Russie, elles se sont lentement transformées et sont restées dominantes en Roumanie, elles sont devenues nationalistes en Serbie et ont pris la forme de partis sociaux-démocrates en Pologne et en Hongrie.

Les variations stupéfiantes constatées en la matière et dans d'autres domaines appellent des explications. Il est probable que ces explications se trouvent dans l'Histoire. A ce stade, il incombe aux politologues de réaliser qu'ils ne pourront progresser sans l'aide des historiens.

Agents de vente des publications du Conseil de l'Europe

BELGIUM/BELGIQUE

La Librairie Européenne -
The European Bookshop
Rue de l'Orme, 1
B-1040 BRUXELLES
Tel.: +32 (0)2 231 04 35
Fax: +32 (0)2 735 08 60
E-mail: order@libeurop.be
http://www.libeurop.be

Jean De Lannoy
Avenue du Roi 202 Koningslaan
B-1190 BRUXELLES
Tel.: +32 (0)2 538 43 08
Fax: +32 (0)2 538 08 41
E-mail: jean.de.lannoy@dl-servi.com
http://www.jean-de-lannoy.be

CANADA and UNITED STATES/ CANADA et ÉTATS-UNIS

Renouf Publishing Co. Ltd.
1-5369 Canotek Road
OTTAWA, Ontario K1J 9J3, Canada
Tel.: +1 613 745 2665
Fax: +1 613 745 7660
Toll-Free Tel.: (866) 767-6766
E-mail: orders@renoufbooks.com
http://www.renoufbooks.com

CZECH REPUBLIC/ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Suweco CZ, s.r.o.
Klecakova 347
CZ-180 21 PRAHA 9
Tel.: +420 2 424 59 204
Fax: +420 2 848 21 646
E-mail: import@suweco.cz
http://www.suweco.cz

DENMARK/DANEMARK

GAD
Vimmelskafte 32
DK-1161 KØBENHAVN K
Tel.: +45 77 66 60 00
Fax: +45 77 66 60 01
E-mail: gad@gad.dk
http://www.gad.dk

FINLAND/FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
PO Box 128
Keskuskatu 1
FIN-00100 HELSINKI
Tel.: +358 (0)9 121 4430
Fax: +358 (0)9 121 4242
E-mail: akatilaus@akateeminen.com
http://www.akateeminen.com

FRANCE

La Documentation française
(diffusion/distribution France entière)
124, rue Henri Barbusse
F-93308 AUBERVILLIERS CEDEX
Tél.: +33 (0)1 40 15 70 00
Fax: +33 (0)1 40 15 68 00
E-mail: prof@ladocumentationfrancaise.fr
http://www.ladocumentationfrancaise.fr

Librairie Kléber

1 rue des Francs Bourgeois
F-67000 STRASBOURG
Tel.: +33 (0)3 88 15 78 88
Fax: +33 (0)3 88 15 78 80
E-mail: francois.wolfermann@librairie-kleber.fr
http://www.librairie-kleber.com

GERMANY/ALLEMAGNE AUSTRIA/AUTRICHE

UNO Verlag GmbH
August-Bebel-Allee 6
D-53175 BONN
Tel.: +49 (0)228 94 90 20
Fax: +49 (0)228 94 90 222
E-mail: bestellung@uno-verlag.de
http://www.uno-verlag.de

GREECE/GRÈCE

Librairie Kauffmann s.a.
Stadiou 28
GR-105 64 ATHINA
Tel.: +30 210 32 55 321
Fax: +30 210 32 30 320
E-mail: ord@otenet.gr
http://www.kauffmann.gr

HUNGARY/HONGRIE

Euro Info Service kft.
1137 Bp. Szent István krt. 12.
H-1137 BUDAPEST
Tel.: +36 (06)1 329 2170
Fax: +36 (06)1 349 2053
E-mail: euroinfo@euroinfo.hu
http://www.euroinfo.hu

ITALY/ITALIE

Licosa SpA
Via Duca di Calabria, 1/1
I-50125 FIRENZE
Tel.: +39 0556 483215
Fax: +39 0556 41257
E-mail: licosa@licosa.com
http://www.licosa.com

MEXICO/MEXIQUE

Mundi-Prensa México, S.A. De C.V.
Río Pánuco, 141 Delegación Cuauhtémoc
06500 MÉXICO, D.F.
Tel.: +52 (01)55 55 33 56 58
Fax: +52 (01)55 55 14 67 99
E-mail: mundiprensa@mundiprensa.com.mx
http://www.mundiprensa.com.mx

NETHERLANDS/PAYS-BAS

De Lindeboom Internationale Publicaties b.v.
M.A. de Ruyterstraat 20 A
NL-7482 BZ HAAKSBERGEN
Tel.: +31 (0)53 5740004
Fax: +31 (0)53 5729296
E-mail: books@delindeboom.com
http://www.delindeboom.com

NORWAY/NORVÈGE

Akademika
Postboks 84 Blindern
N-0314 OSLO
Tel.: +47 2 218 8100
Fax: +47 2 218 8103
E-mail: support@akademika.no
http://akademika.no

POLAND/POLOGNE

Ars Polona JSC
25 Obtroncow Street
PL-03-933 WARSZAWA
Tel.: +48 (0)22 509 86 00
Fax: +48 (0)22 509 86 10
E-mail: arspolona@arspolona.com.pl
http://www.arspolona.com.pl

PORTUGAL

Livraria Portugal
(Dias & Andrade, Lda.)
Rua do Carmo, 70
P-1200-094 LISBOA
Tel.: +351 21 347 42 82 / 85
Fax: +351 21 347 02 64
E-mail: info@livrariaportugal.pt
http://www.livrariaportugal.pt

RUSSIAN FEDERATION/ FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ves Mir
9a, Kolpachnyi per.
RU-101000 MOSCOW
Tel.: +7 (8)495 623 6839
Fax: +7 (8)495 625 4269
E-mail: zimarini@vesmirbooks.ru
http://www.vesmirbooks.ru

SPAIN/ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, s.a.
Castelló, 37
E-28001 MADRID
Tel.: +34 914 36 37 00
Fax: +34 915 75 39 98
E-mail: liberia@mundiprensa.es
http://www.mundiprensa.com

SWITZERLAND/SUISSE

Van Diermen Editions – ADECO
Chemin du Lacuz 41
CH-1807 BLONAY
Tel.: +41 (0)21 943 26 73
Fax: +41 (0)21 943 36 05
E-mail: info@adeco.org
http://www.adeco.org

UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI

The Stationery Office Ltd
PO Box 29
GB-NORWICH NR3 1GN
Tel.: +44 (0)870 600 5522
Fax: +44 (0)870 600 5533
E-mail: book.enquiries@tso.co.uk
http://www.tsoshop.co.uk

UNITED STATES and CANADA/ ÉTATS-UNIS et CANADA

Manhattan Publishing Company
468 Albany Post Road
CROTON-ON-HUDSON, NY 10520, USA
Tel.: +1 914 271 5194
Fax: +1 914 271 5856
E-mail: info@manhattanpublishing.com
http://www.manhattanpublishing.com

Éditions du Conseil de l'Europe

F-67075 Strasbourg Cedex

Tel.: +33 (0)3 88 41 25 81 – Fax: +33 (0)3 88 41 39 10 – E-mail: publishing@coe.int – Website: <http://book.coe.int>

1989

Comment l'enseignement de l'histoire peut-il contribuer à l'esprit de tolérance en ce qui concerne la promotion de différents points de vue, le respect de l'autre et le développement du jugement critique et autonome de futurs citoyens actifs au sein de sociétés démocratiques? C'est la question à laquelle a voulu répondre le Comité de l'éducation en lançant en 2002 le projet sur «la dimension européenne dans l'enseignement de l'histoire».

La présente publication – avec son CD-Rom et son manuel pédagogique – est une contribution à la mise en œuvre d'une méthodologie basée sur la multiperspectivité permettant aux enseignants de présenter dans leur pratique de nombreux exemples d'approches ainsi que différents points de vue ou conceptions d'un même moment de l'histoire récente de l'Europe.

Cinq conférences ont été organisées depuis 2002, respectivement sur «1848 dans l'histoire européenne», «les guerres balkaniques de 1912-1913», «la recherche de la paix en 1919», «la fin de la seconde guerre mondiale et les débuts de la guerre froide en 1945» et «les événements et les développements de 1989-1990 en Europe centrale et orientale». Trente-cinq des contributions présentées à l'occasion de ces conférences par des historiens éminents de différents Etats membres du Conseil de l'Europe ont été reprises dans cet ouvrage.

Suceptibles d'être complétées par d'autres documents à l'initiative des professeurs, ces contributions ne prétendent évidemment pas à l'exhaustivité ni du point de vue des Etats concernés ni par rapport aux diverses conceptions de l'histoire. Cet ouvrage permettra ainsi aux enseignants et aux élèves de replacer l'histoire régionale et nationale dans un contexte plus large, de développer leurs connaissances historiques, d'établir des relations dans le temps et dans l'espace, et de comparer des points de vue différents sur les mêmes événements et courants historiques.



www.coe.int

Le Conseil de l'Europe regroupe aujourd'hui 46 Etats membres, soit la quasi-totalité des pays du continent européen. Son objectif est de créer un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des Droits de l'Homme et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu. Créé en 1949, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le Conseil de l'Europe est le symbole historique de la réconciliation.

ISBN: 978-92-871-6077-5



9 789287 160775

35€/53\$US

<http://book.coe.int>
Editions du Conseil de l'Europe